

**SOMALIE 1991-1993 :
GUERRE CIVILE, ALERTE
À LA FAMINE ET INTERVENTION
« MILITARO-HUMANITAIRE »
DE L'ONU**



PRISES DE PAROLE PUBLIQUES

Dans la même collection, Prises de Parole Publiques de MSF :

- *Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Génocide des Rwandais tutsis 1994*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Violences du nouveau régime rwandais*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003 - avril 2004]

- *Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004]

- *Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

- *Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

- *MSF et la Corée du Nord 1995-1998*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

- *Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004*

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Rebecca Golden, Michiel Hofman, Jérôme Oberreit, Darin Portnoy - **Directrice d'études (coordination du projet - recherche et interviews-rédaction - traduction de l'anglais vers le français) :** Laurence Binet - **Assistante :** Bérengère Cescau - **Correction/préparation de copie :** Judith Soussan - **Graphisme et mise en page :** †graphite - **Recherche documentaire audiovisuelle :** Emily Gann, Céline Zigo - **Conception et suivi du site internet :** Sean Brokenshire.

Merci à Rony Brauman pour ses conseils.

Merci à l'équipe de MSF Australie pour son soutien.

Projet du Conseil International du mouvement Médecins Sans Frontières - La mise en œuvre et la gestion du site <http://speakingout.msf.org> sont déléguées à la section australienne de MSF.

AVANT-PROPOS

Les « Etudes de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition de ses volontaires du mouvement, un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux volontaires pour comprendre et se réapproprier la culture de prise de parole de l'association.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (guide-line) le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité éditorial, composé de personnalités de MSF choisies par le Conseil international, pour leur expérience et leur compétence. Les membres de ce comité siègent « intuitu personae », indépendamment de leur section d'origine.

Confronté aux difficultés de définition du terme témoignage, le comité éditorial a privilégié l'étude des prises de paroles publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il a choisi une vingtaine de cas d'étude à partir des listes proposées par les différentes sections opérationnelles de MSF.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées sont choisies après consultation des sections opérationnelles impliquées dans le cas étudié. Ces acteurs présentent alors à la fois leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Ils s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont recherchés et exhumés des archives des différentes sections impliquées, et dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre pratique et financier: localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et quantité de documents d'archives.

Le montage principal qui décrit les faits sur un mode chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes. Les extraits de documents ont été privilégiés pour établir les faits. A défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage humain sur le vécu des événements et des éléments d'analyse de la part des protagonistes.

Ce texte-montage principal est précédé d'une ou plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées, de celle des personnes interviewées et des rapports MSF cités, et d'une introduction qui présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

La méthodologie adoptée permet de restituer les débats et les dilemmes rencontrés sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Il est complété par une chronologie détaillée, qui resitue les actions et prises de paroles de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

Chaque étude de cas, rédigée à l'origine en français et traduite en anglais, est disponible dans les deux langues ¹.

Ces études de cas, dont la vocation est essentiellement pédagogique ont été longtemps réservées aux seuls membres de l'association. Désormais, dans un souci de renforcer cet objectif pédagogique, elles sont mises gracieusement à la disposition du public, sur le site internet www.speakingout.msf.org, sur les sites francophones et anglophones des diverses sections de MSF et sur Google book.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.

Septembre 2013

SOMMAIRE

Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements.....	page 6
Acronymes	page 7
Cartes.....	page 8
Introduction	page 9
Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU	page 13
Dans le huis-clos de la guerre somalienne	page 14
• Dans l'enclave de Mogadiscio	page 14
• Somaliland, Kisimayo	page 29
• Soigner sous bonne garde.....	page 35
• Dans la « guerre totale » à Mogadiscio.....	page 43
Alerte à la famine	page 59
• Quand l'épidémiologie sonne l'alarme	page 65
• Retards à l'allumage.....	page 71
• « Augmentez l'aide alimentaire, pas les troupes »	page 82
• Des secours insuffisants et très convoités	page 109
« Si vous avez aimé Beyrouth, vous adorerez Mogadiscio ».....	page 120
• En attendant les « sauveurs » américains	page 131
• « Tirer pour nourrir »	page 152
- MSF Hollande : « le niveau d'insécurité n'est plus acceptable »	page 156
- MSF France : se distancier du militaro-humanitaire	page 160
- MSF Belgique : « Kisimayo n'est pas Mogadiscio »	page 165
• Chasse à l'homme et « crime humanitaire »	page 182
• Se détacher de L'ONU, pas des Somaliens.....	page 208
Chronologie des événements 1960-1995	page 214

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

Françoise Bouchet-Saulnier,	Responsable juridique MSF (en français) interviewée en 2000
Dr Rony Brauman,	Président de MSF France (en français) interviewé en 2012
Peter Casaer,	Coordinateur MSF Belgique à Kisimayo d'août 1992 à avril 1993 (en français) interviewé en 2000 et en 2012
Dr Alain Destexhe,	Secrétaire général MSF International (en français) interviewé en 2000
Brigitte Doppler,	Infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à Octobre 1992 (en français) interviewé en 2000
Thierry Durand,	Coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français) interviewé en 2012
Anne Fouchard,	Chargée de communication MSF France depuis 1989 (en français) interviewée en 2000
Dr Marc Gastellu-Etchegorry,	Responsable de programme Somalie jusqu'en février 1992, puis directeur adjoint des opérations à partir de mars 1992, en charge de la Somalie d'avril à septembre 1992 (en français) interviewé en 2000
Dr Pierre Harzé,	Directeur de la communication, MSF Belgique (en français) interviewé en 2012
Dr Jacques de Milliano,	Président de MSF Hollande (en anglais) interviewé en 2000
Jules Pieters,	Responsable des programmes urgence de MSF Hollande (en anglais) interviewé en 2000
[...],	Coordinatrice MSF France en Somalie, mars à juillet 1993 (en français). Interviewée en 2000
Wouter van Empelen,	Coordinateur de MSF Hollande à Baïdoa de novembre 1992 à février 1993 (en anglais)
Dr Brigitte Vasset,	Directrice des opérations, MSF France (en français) interviewée en 2012.
Patrick Vial,	Coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars 1992 à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français) interviewé en 2000
Dr. [...]	Responsable de programme MSF Belgique (en français) interviewé en 2000

ACRONYMES

ABC	American Broadcasting Company	MSF F	Médecins Sans Frontières France
AICF	Action Internationale contre la Faim	MSF H	Médecins Sans Frontières Hollande
AFP	Agence France Presse	MSF CH	Médecins Sans Frontières Suisse
ANS	Alliance Nationale Somalienne	MNS	Mouvement National Somalien
AP	Associated Press	MPS	Mouvement Patriotique Somalien
A2	Chaîne de télévision publique française devenue France 2 en septembre 1992	NBC	National Broadcasting Company
BBC	British Broadcasting Corporation (Royaume-Uni)	NOS	Nederlandse Omroep Stichting (chaîne de télévision publique néerlandaise)
CBS	Columbia Broadcasting System	ONG	Organisation non gouvernementale
CICR	Comité International de la Croix-Rouge	ONU	Organisation des Nations unies
CNN	Cable News Network (Etats-Unis)	ONUSOM I et II	Opération des Nations unies en Somalie
CSR (RRC)	Commission de Secours et de Réhabilitation (Ethiopie)	PAM	Programme Alimentaire Mondial
CSU	Congrès de la Somalie Unifiée	PNUD	Programmes des Nations unies pour le Développement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation	RTBF	Radio Télévision Belge Francophone
FNS	Front National Somalien	SCF	Save the Children Fund
FUPS	Front Unifié du Peuple Somalien	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés	UNITAF	United Nation International task Force (acronyme en anglais)
IMC	International Medical Corps	VRT	Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie (Radio-Télévision belge en langue flamande)
IRC	International Rescue Committee		
MSF B	Médecins Sans Frontières Belgique		



Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.



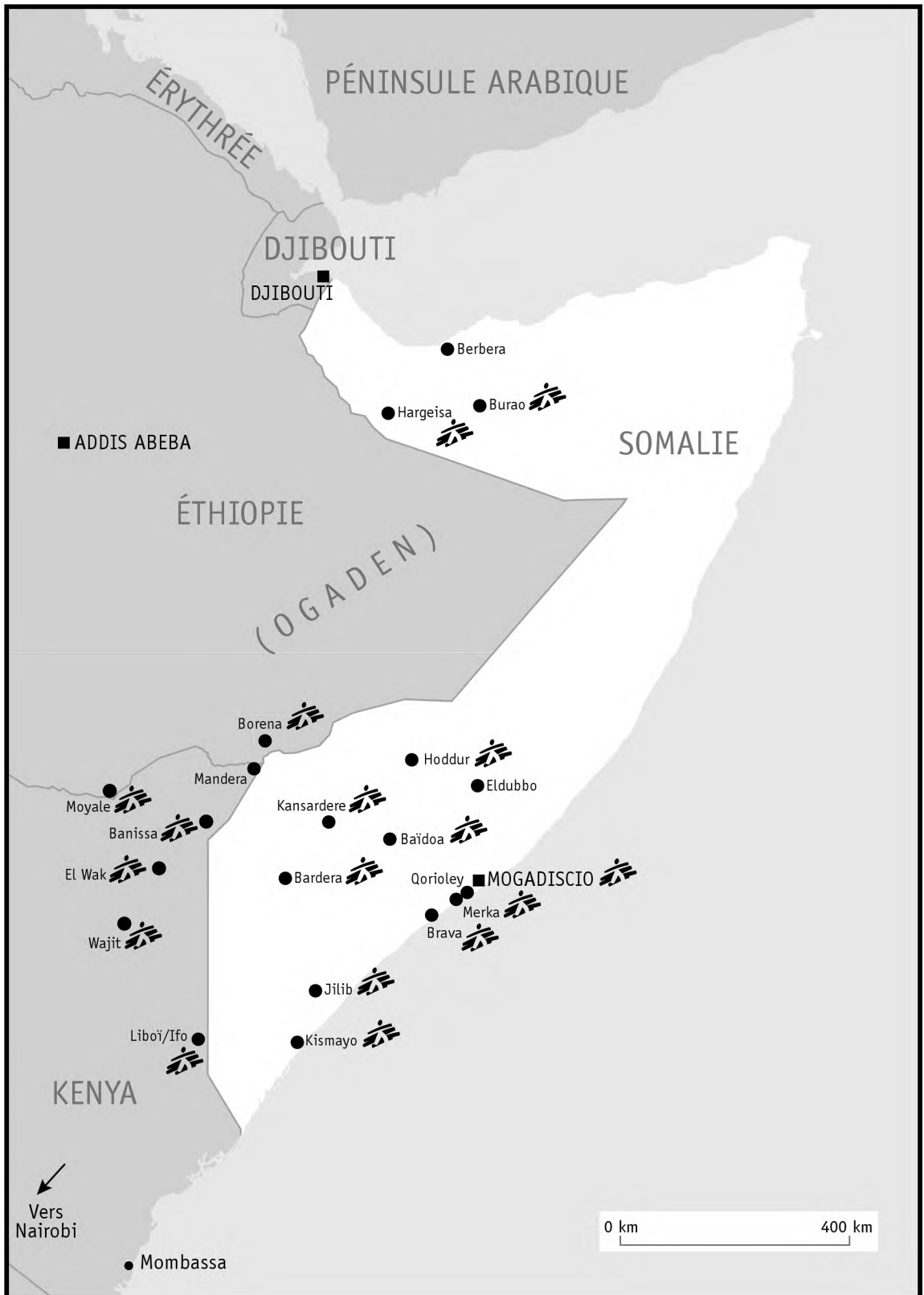
Cliquez et retrouvez le document intégral en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.




Extrait d'entretiens menés en 2000 et 2012 avec des acteurs et/ou témoins des événements, membres de MSF.



Cliquez et retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.



 Programmes MSF installés entre janvier 1991 et novembre 1993

INTRODUCTION

En décembre 1990, l'état d'urgence est instauré en Somalie, pays de l'est de l'Afrique dévasté par la guerre civile qui oppose les forces du président Siad Barré, au pouvoir depuis plus de vingt ans, à plusieurs mouvements d'opposition armée qui ont peu à peu gagné l'ensemble du pays. En janvier 1991, Siad Barré est renversé et prend la fuite. En août, la guerre civile reprend entre les partisans d'Ali Mahdi, président par intérim, et le général Aïdid, chef des forces armées.

Le pays est également ravagé par une sécheresse qui sévit dans toute la Corne de l'Afrique. Une famine s'installe qui fera des centaines de milliers de victimes avant que l'aide internationale ne commence à être déployée, en août 1992.

L'insécurité amène à une intervention armée de forces de l'ONU (ONUSOM I) qui vise à protéger des pillards les convois d'aide et les travailleurs humanitaires. Les premières troupes, déployées en septembre et octobre 1992 sont rapidement remplacées par une force internationale sous commandement étasunien (UNITAF) qui débarque en Somalie en décembre 1992 et sera elle-même remplacée en mars 1993 par des troupes onusiennes (ONUSOM II).

L'intervention est entachée d'une succession d'incidents et de dérives violentes commis par les troupes internationales «de maintien de la paix» dans les différentes régions de Somalie où elles sont déployées.

En juin 1993, après une attaque contre des casques bleus pakistanais, une chasse à l'homme est lancée contre le général Aïdid. Dans les mois qui suivent, l'escalade s'enclenche : des bâtiments abritant des proches d'Aïdid ou des humanitaires sont bombardés, des civils sont tués par des forces de l'ONU, des soldats onusiens humiliés, maltraités ou tués.

Dans la nuit du 17 au 18 juin 1993, la base de l'organisation Action Internationale contre la Faim, où se trouvent également une équipe de MSF ainsi que plusieurs journalistes, est bombardée. Un employé est tué et plusieurs autres blessés.

En octobre 1993, les forces onusiennes, appuyées par des commandos étasuniens, lancent contre les forces du général Aïdid à Mogadiscio une attaque qui vire au fiasco, causant de nombreux morts parmi les civils et les soldats de l'ONU.

Après avoir vu leur mandat renouvelé plusieurs fois sans jamais maîtriser une situation qui n'aura cessé de se dégrader, les troupes de l'ONUSOM II quitteront définitivement la Somalie à partir de mars 1995.

QUE FAIT ET VOIT MSF ?

En décembre 1990, l'ensemble du personnel des Nations unies et des organisations humanitaires quitte la Somalie et la capitale, Mogadiscio, ravagée par les combats.

En janvier 1991, par le truchement du CICR, MSF répond à une demande de secours médicaux lancée par les rebelles et envoie à Mogadiscio des équipes composées de volontaires des diverses sections. Dans les semaines qui suivent, MSF reste la seule organisation humanitaire médicale à porter secours aux Somaliens en menant notamment des programmes chirurgicaux dans les hôpitaux de Mogadiscio dont les infrastructures ont été détruites. Courant 1991, un programme de chirurgie réparatrice vient compléter ce dispositif.

Confrontée à une insécurité croissante à partir de la reprise des combats entre factions en août 1991, l'organisation en vient à employer des gardes armés qu'elle rémunère. Ces gardes sont recrutés par un homme d'affaire proche du général Aïdid et de son clan.

Dans ce contexte de guerre, de sécheresse et de déplacements de populations, une famine est très probable mais l'insécurité générale empêche toute évaluation en dehors de Mogadiscio. Ce n'est qu'en mars 1992 qu'une équipe d'épidémiologistes d'Epicentre réalise une enquête dans la région de Merka, dont les résultats décrivent une situation nutritionnelle catastrophique.

A partir de juin 1992, les sections opérationnelles de MSF ouvrent progressivement des programmes de nutrition thérapeutique dans les régions de Somalie les plus affectées, se concentrant sur les patients les plus atteints et laissant la distribution massive d'aide alimentaire au CICR et au Croissant rouge somalien.

En mars 1993, la section française de MSF décide de se retirer de Somalie, considérant que l'urgence est passée et que rester reviendrait à cautionner les dérives onusiennes tout en mettant en danger la vie de ses équipes. Les programmes sont fermés fin mai, mais la section renverra toutefois une équipe à deux reprises, en juin et en octobre 1993, lorsque les combats reprendront intensivement à Mogadiscio.

Fin avril 1993, la section hollandaise cesse ses activités à Baïdoa après une série d'incidents de sécurité, dont une attaque contre son équipe menée par ses propres gardes armés.

La section belge maintient ses programmes à Kisimayo.

QUE DIT MSF ?

Début 1991, alors que toutes les caméras sont tournées vers la guerre du Golfe [qui oppose une coalition d'Etats occidentaux à l'Irak de Saddam Hussein], MSF s'efforce de mettre en lumière la guerre civile qui ravage la Somalie et ses conséquences humanitaires. Le premier mois de l'intervention, des communiqués de presse détaillés sont publiés chaque jour tandis que MSF, seule organisation étrangère présente en Somalie, s'impose comme l'une des rares et souvent l'unique source d'information des médias sur les événements qui s'y déroulent.

En mars 1992, l'étude épidémiologique dans la région de Merka commandée par MSF à Epicentre et rendue publique en mai, lors d'une conférence de presse, a pour objectif principal d'objectiver par des chiffres de mortalité la gravité d'une famine sur laquelle l'organisation n'a aucun doute et envisage d'intervenir.

Dans les semaines et mois qui suivent, les activités de communication, de plaidoyer et de relations publiques sont renforcées pour porter et maintenir l'attention sur ce sujet. MSF en appelle aux pays donateurs et aux Nations unies pour des livraisons massives d'aide alimentaire. Lorsque l'aide internationale déferle enfin sur la Somalie, les bases de l'organisation deviennent les lieux d'accueil de toute la presse internationale.

En septembre 1992, à l'annonce de l'envoi de casques bleus pour protéger les convois humanitaires, les présidents de MSF France et MSF Hollande expriment publiquement leurs doutes concernant la pertinence et l'efficacité de cette action sur la sécurité des opérations humanitaires en Somalie. Ils redoutent au contraire un accroissement des dangers et des tensions, qu'ils suggèrent de limiter en accroissant massivement l'aide.

De leur côté, les responsables de MSF Belgique rédigent un communiqué de presse en faveur de l'intervention, qui ne sera finalement pas diffusé.

MSF assiste alors à la diffusion par certains responsables onusiens, repris par les médias, d'extrapolations à l'ensemble de la population somalienne des résultats de l'enquête de mortalité menée sur la seule population déplacée de Merka. Conjuguées à des exagérations sur l'ampleur des détournements de l'aide, ces distorsions de la réalité participent à justifier l'intervention militaro-humanitaire.

En octobre 1992, MSF soutient publiquement Mohamed Sahnoun, le représentant spécial des Nations unies en Somalie, partisan des efforts diplomatiques plutôt que de l'action militaire, contraint de démissionner pour avoir critiqué le manque d'efficacité des opérations humanitaires de l'ONU en Somalie.

Fin novembre, les responsables de la section française de MSF décident de ne pas se positionner publiquement sur le déploiement de la force multinationale sous commandement étasunien. Mais diverses interventions de son président dans la presse indiquent plutôt une opposition à une opération désormais qualifiée de « militaro-humanitaire » par ceux qui la questionnent.

De leur côté, les responsables de la section belge s'y déclarent favorables tout en considérant qu'elle pose des risques pour les humanitaires.

En décembre 1992, les équipes de MSF Hollande et MSF Belgique à Baïdoa et Kisimayo dénoncent à la presse l'arrivée tardive des troupes multinationales dans ces villes, mises à feu et à sang par les pillards qui ont fui la capitale avant leur arrivée.

MSF Belgique demande aux autorités belges et à leurs représentants aux Etats-Unis et au Kenya quelles sont les intentions opérationnelles des troupes onusiennes.

En mai 1993, MSF Belgique remet aux autorités belges un rapport dénonçant les dérapages et abus commis par les parachutistes belges basés à Kisimayo, auxquels ses équipes ont assisté. En août 1993, l'organisation confirme ces faits aux médias belges, qui entretemps ont publié l'affaire.

En juin 1993, MSF dénonce publiquement l'usage excessif de la force par les troupes de l'ONUSOM et les meurtres de civils à Mogadiscio.

En juillet, elle dénonce le bombardement par les forces de l'ONU de la base d'AICF, où se trouvait le personnel MSF. En août, elle introduit un recours «pour violation du droit humanitaire en Somalie dans le cadre des opérations de l'ONUSOM» auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, du haut-commandement militaire et des commandants des contingents nationaux de l'ONU en Somalie. S'il fait l'objet d'une fin de non-recevoir de la part des organes onusiens, ce recours suscitera à terme une réflexion interne et une réforme des règles d'engagement des forces de maintien de la paix.

En septembre 1993, le président de la section française publie un texte sous le titre «Somalie, le crime humanitaire» qui critique les dérives de l'intervention internationale. Dans les mois qui suivent, MSF France justifie son retrait en questionnant les pratiques des troupes de l'ONUSOM.

DILEMMES ET QUESTIONNEMENTS

Pendant toute cette crise, les dilemmes posés par les opérations et les prises de parole publiques de MSF ont suscité des questionnements au sein de l'organisation :

- Seule source d'information sur le terrain, jusqu'où pouvait aller MSF dans la divulgation d'informations aux médias, sans porter atteinte à sa neutralité en favorisant une partie au combat ou une autre ?
- Dans un contexte d'insécurité majeure, qui rendait toute activité de secours très risquée, MSF devait-elle employer des gardes armés, au risque de participer à renforcer le climat de violence ? Devait-on se satisfaire d'employer des gardes armés liés à une seule partie au conflit, au risque de nuire à l'image de neutralité de l'association et mettre ainsi ses équipes potentiellement en danger ?
- Après avoir appelé à une action de la communauté internationale, que pouvait faire et dire MSF lorsque cette action a pris la forme d'une intervention militaire destinée à protéger les convois d'aide humanitaire mais qui risquait d'accroître l'insécurité ? Devait-on questionner cette intervention alors que la population secourue elle-même la plébiscitait ?
- De même, comment devait réagir MSF lorsque les résultats de son enquête de mortalité limitée aux déplacés de la région de Merka ont été extrapolés à l'ensemble de la Somalie par certains responsables onusiens repris par les médias ?
- MSF devait-elle maintenir des programmes alors que l'urgence était passée, au prétexte de pouvoir intervenir rapidement si la situation se dégradait de nouveau, au risque de mettre en danger les équipes et de cautionner les dérives d'une intervention militaro-humanitaire internationale ?

SOMALIE 1991-1993: GUERRE CIVILE, ALERTE À LA FAMINE ET INTERVENTION «MILITARO-HUMANITAIRE» DE L'ONU

Placée depuis 1949 par les Nations unies sous protectorat italien, la Somalie devient indépendante en 1960. Des institutions démocratiques sont alors mises en place, incluant élections au suffrage universel et respect des libertés civiles. Jusqu'en 1967, les pouvoirs sont répartis de façon relativement équilibrée entre les différents clans qui composent la société somalienne.

En 1969, Mohamed Siad Barré, un ancien colonel de police, s'empare du pouvoir par un coup d'Etat. Il impose un système de parti unique, le Parti révolutionnaire socialiste somali (PRSS), favorisant son clan, les Marehan, au détriment des autres clans.

A partir de 1979, plusieurs sections de MSF travaillent régulièrement en Somalie.

De 1979 à 1987, MSF France intervient auprès des réfugiés éthiopiens en Somalie.

De 1979 à la mi-1982, dans les régions d'Hiraan au centre de la Somalie et de Gedo dans le sud-ouest, ses équipes portent secours aux réfugiés de l'Ogaden (zone de peuplement somali à l'est de l'Éthiopie).¹

De 1985 à 1987, autour d'Harguëisa, dans le Somaliland (une région semi-autonome du pays), elles prennent en charge les réfugiés éthiopiens fuyant les réinstallations forcées imposées par le régime de Mengistu.»

En janvier 1987, à Tug Wajale, à la frontière éthiopienne, dix expatriés sont retenus en otage pendant une dizaine de jours.

De son côté, entre 1986 et 1988, MSF Hollande développe des programmes médicaux dans le nord-ouest du pays.

En mai 1988, le groupe rebelle du Mouvement National Somalien (MNS), qui s'oppose au régime depuis 1985 dans le nord du pays, lance une offensive sur les villes de Harguëisa et Burao. Les combats avec les forces gouvernementales aboutissent à la quasi-destruction de ces villes et à l'exode de centaines de milliers de réfugiés vers l'Éthiopie, tandis que les combats perdurent dans cette région.

En janvier 1989, après six mois d'attente à Mogadiscio, une équipe de MSF Hollande reprend ses activités

dans un hôpital de 120 lits à Boroma, à la frontière éthiopienne, qu'elle cessera en avril 1990 après le vol à main armée d'une voiture. Entre-temps, elle aura réactivé un dispensaire local et construit des unités de santé dans des villages autour d'Alei Badei. En 1989, les rebelles du CSU (Congrès de la Somalie unifiée), issus du clan Hawiyé, ont pris le maquis au centre et dans le sud de la Somalie.

Le pays vit désormais en situation de quasi-guerre civile et son économie est dévastée².

En mai 1990, un groupe de 114 responsables de clans dont des politiciens, des chefs religieux, des hommes d'affaires, publie le « Manifeste de Mogadiscio » qui condamne les agissements du régime de Siad Barré et exige qu'un dialogue sur les réformes politiques soit ouvert.

Aux abois, le gouvernement adopte un projet de constitution incluant le multipartisme qui doit être soumis au Parlement et à un référendum. En juillet, des élections législatives sont planifiées pour février 1991.

Pendant l'été, plusieurs attaques et attentats ont lieu contre des structures du régime mais aussi contre des ressortissants étrangers – en particulier étasuniens ou italiens – qui sont de plus en plus nombreux à quitter le pays.

En octobre, les partis d'opposition s'accordent pour faire tomber le gouvernement par la force. Des manifestations qui appellent à la libération des prisonniers politiques sont violemment réprimées.

En décembre 1990, alors que les rebelles du MNS contrôlent le nord du pays et que ceux du CSU gagnent du terrain dans le centre, le président Siad Barré instaure l'état d'urgence. Le bureau des Nations unies est fermé et tout le personnel humanitaire onusien est évacué de Mogadiscio. La plupart des ONG quittent aussi la capitale somalienne. Quelques opérations de secours continuent à être menées dans le nord par des organisations comme l'UNICEF, l'UNHCR, le CICR, Care ou SCF.

Fin décembre, la ville de Mogadiscio est paralysée. Il n'y a plus de marchés, plus d'essence, plus d'électricité et plus d'eau dans certains quartiers du centre et du nord.

1. Depuis sa création en 1960, la République démocratique somalie revendique l'Ogaden, territoire peuplé de Somalis et également revendiqué par l'Éthiopie. Entre octobre 1963 et février 1964, un premier conflit, limité, l'oppose à l'Éthiopie. En juillet 1977, les forces somaliennes envahissent l'Ogaden. En 1978, elles sont défaites par l'armée éthiopienne, soutenue par des troupes cubaines. L'Éthiopie conserve sa souveraineté sur l'Ogaden.

2. En 1990, le PNB de la Somalie s'élève à moins de 280 dollars par habitant.



« L'aggravation de la guerre civile en Somalie - Encerclée par les rebelles, en proie à la crise économique et à une insécurité croissante, la capitale, Mogadiscio, tente de survivre... » Jean Hélène, **Le Monde** (France), 26 décembre 1990 (en français). **D1** [🔗](#)

Extrait :

[...] Dans certains quartiers, comme celui de Karaan, il n'y a plus d'eau courante depuis deux ans : des porteurs d'eau ont pris la relève. Devant les stations-service, d'immenses files de véhicules attendent depuis le milieu de la nuit un improbable carburant qu'on retrouvera plus sûrement sur le marché noir. Rien de bien neuf dans tout cela. « Toutes ces pénuries font partie du quotidien de Mogadiscio depuis des années », reconnaît un retraité italien. « Mais ce qui n'est pas supportable », ajoute-t-il, « c'est la crise économique et l'insécurité. »

Petits délinquants comme honnêtes gens, tous les habitants de Mogadiscio sont armés. Le trafic semi-clandestin est largement alimenté par les soldats qui cherchent à arrondir leur maigre solde. Il ne se passe plus un jour sans une agression, un assassinat, un hold-up. La nuit tombée, chacun se barricade. [...]

Les véhicules tous-terrains, surtout ceux des organisations humanitaires, ont été l'objet de toutes les attentions des voleurs de voiture. [...] Plus de deux cents Américains et employés des Nations unies ont plié bagage, réduisant au chômage des dizaines, voire des centaines de Somaliens. Pour les Italiens, l'heure du départ n'a pas encore sonné. La CEE estime qu'il ne faut pas hâtivement se désengager de ce pays car, explique-t-on, c'est la population, durement éprouvée par la crise, qui en subirait d'abord les conséquences.

Aujourd'hui la capitale somalienne – en partie encerclée puisque la route du nord est coupée – est encore reliée au sud par la route (de moins en moins sûre) de Kísimayo. Elle réussit encore à s'approvisionner grâce aux cultures de la proche campagne qui borde la rivière Shebelle et grâce au port, point de passage de toutes les importations.

L'inflation est estimée, en ce moment, à 250% par an. La diminution de l'assistance étrangère (l'aide américaine a été totalement supprimée pour 1991) et l'entretien d'une armée toujours sur le pied de guerre pèsent lourd dans les finances publiques. Le chômage et la misère atteignent des proportions alarmantes avec l'arrivée de milliers de personnes déplacées fuyant les zones de combats. « Il n'est plus possible de procéder à des distributions gratuites de vivres, explique un travailleur social qui préfère garder l'anonymat, car cela entraîne systématiquement des émeutes, parfois meurtrières. » La ville est menacée d'anarchie.

DANS LE HUIS-CLOS DE LA GUERRE SOMALIENNE

Fin 1990, le CSU requiert auprès du CICR une aide médicale que l'organisation suisse n'est pas en mesure de lui fournir. Ses responsables sollicitent alors MSF pour répondre à cette demande et apporter ces secours. Des négociations s'amorcent avec les différentes parties à Mogadiscio et à Nairobi afin de garantir la sécurité des équipes humanitaires.

De son côté, MSF Belgique décide d'intervenir en Somalie et propose à MSF France de le faire conjointement.

Le 2 janvier 1991 – le jour où commence la guerre du Golfe³ – une réunion de crise inter-sections a lieu à Paris. Il est prévu d'envoyer deux équipes chirurgicales en appui à des structures hospitalières existantes et d'évaluer la situation des populations déplacées par le conflit. Il s'agira d'une mission de « MSF Europe », composée de volontaires des deux sections sous coordination belge.

Peu d'informations récentes sont accessibles et personne ne semble connaître la situation exacte à Mogadiscio, pas même les représentants du CSU à Londres et à Rome, ni les autorités italiennes, dont l'ambassade est la dernière restée ouverte à Mogadiscio.

DANS L'ENCLAVE DE MOGADISCIO

Le 6 janvier, après deux jours de voyage ponctués de plusieurs entraves à l'atterrissage, une équipe composée de 7 volontaires des sections belge et française de MSF arrive enfin à Mogadiscio et s'installe dans l'hôpital général, situé en zone gouvernementale, avec l'équipement médical de base pour faire fonctionner une unité chirurgicale.

3. En 1990 et 1991, la guerre du Golfe a opposé l'Irak dirigé par Saddam Hussein à une coalition de 34 Etats soutenus par l'ONU.

Une rafale de communiqués de presse, diffusés parfois en doublon par la section belge et la section française, raconte tous les épisodes de cette épopée. L'objectif est de mettre en lumière une situation délaissée par la communauté internationale, totalement captivée depuis plusieurs mois par la préparation puis le lancement de la guerre du Golfe.



« Médecins Sans Frontières affrète un avion pour la Somalie ». **Communiqué de presse**, MSF, Paris, 4 janvier 1991 (en français).

Alors que les combats qui opposent les forces gouvernementales et les mouvements d'opposition armée font rage en Somalie, Médecins Sans Frontières a décidé d'affréter un avion pour Mogadiscio. Le Boeing 707 de Médecins Sans Frontières décollera ce soir de Belgique avec à son bord une équipe médico-chirurgicale de 12 personnes, des médicaments et du matériel de secours (kits chirurgicaux et de premiers soins, véhicules tous terrains, tentes, couvertures, réservoirs d'eau...). Il devrait atteindre la capitale somalienne le 5 janvier à l'aube. Afin d'assurer la sécurité de ses équipes et de leur permettre de mettre en place une assistance humanitaire aux populations civiles victimes des combats, Médecins Sans Frontières a pris contact avec les parties au conflit sur la capitale, en vue d'obtenir un cessez-le feu, le temps d'évacuer le matériel et les équipes sur l'hôpital de Mogadiscio. Selon les informations dont nous disposons, on compterait de très nombreux blessés dans la capitale somalienne, où les hôpitaux sont vides du matériel nécessaire à leurs soins.



« L'avion de Médecins Sans Frontières n'a pas reçu l'autorisation de se poser à Mogadiscio ». **Communiqué de presse** Somalie n° 2, MSF, 5 janvier 1991 (en français).

L'avion de Médecins Sans Frontières parti d'Ostende en Belgique ce matin à deux heures chargé de 18 tonnes de matériel (de premier secours et chirurgical) et avec 14 personnes à son bord n'a pas reçu l'autorisation d'atterrir à Mogadiscio. Il a été dérouté sur Mombasa au Kenya. L'équipe de Médecins Sans Frontières fera demain une nouvelle tentative pour se poser sur l'aéroport de Mogadiscio et porter assistance à une population civile très fortement touchée par les combats entre les troupes gouvernementales et celles du CSU.



« Une partie de l'équipe de Médecins Sans Frontières a quitté Mombasa pour Mogadiscio ». **Communiqué de presse**, MSF, Paris, 6 janvier 1991 (en français).

Un avion italien s'occupant du rapatriement des ressortissants italiens en Italie a accepté de prendre à son bord une partie de l'équipe de Médecins Sans Frontières ainsi que deux véhicules tous terrains et du matériel médico-chirurgical. Il a quitté Mombasa (Kenya) dans la matinée et atterrira à 14 heures (heure de Paris) sur l'aéroport de Mogadiscio. Médecins Sans Frontières renouvelle son appel au cessez-le-feu entre les parties au conflit (CSU et forces gouvernementales) afin de permettre à l'équipe de gagner l'hôpital de Mogadiscio à bord de ses véhicules clairement identifiables.



« L'équipe de Médecins Sans Frontières n'a pas pu atteindre Mogadiscio ». **Communiqué de presse** Somalie n°4, MSF, Paris, 6 janvier 1991 (en français).

L'avion italien qui volait sous les auspices du Comité International de la Croix-Rouge a dû rebrousser chemin pour des raisons de sécurité. Il avait accepté de transporter sur Mogadiscio une partie de l'équipe de Médecins Sans Frontières ainsi que du matériel médico-chirurgical. La tension qui règne sur la capitale somalienne rend actuellement impossible l'atterrissage de tout appareil sur l'aéroport. Médecins Sans Frontières renouvelle ses efforts par tous les biais possibles afin de permettre à ses équipes de mener à bien leur mission d'assistance humanitaire aux victimes civiles de Mogadiscio. L'équipe se tient donc prête à repartir sur la Somalie.



« L'équipe de Médecins Sans Frontières est arrivée à Mogadiscio ». **Communiqué de presse** Somalie n°5, MSF, Paris, 7 janvier 1991 (en français).

L'avion italien qui volait sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge a atterri à Mogadiscio, avec à son bord une équipe de 7 Médecins Sans Frontières ainsi que deux véhicules tous terrains clairement identifiables et du matériel médico-chirurgical. L'équipe de Médecins Sans Frontières devrait maintenant gagner l'hôpital de la capitale somalienne. Ce week-end, l'équipe de Médecins Sans Frontières avait tenté à deux reprises sans succès d'atterrir à Mogadiscio où les combats font toujours rage. Médecins Sans Frontières renouvelle son appel au cessez-le-feu entre les parties au conflit (CSU et forces gouvernementales) afin de permettre à l'équipe de gagner l'hôpital de Mogadiscio à bord de ses véhicules clairement identifiables.



« L'équipe de Médecins Sans Frontières à Mogadiscio » **Communiqué de presse**, MSF, Somalie n°6, Paris, 8 janvier 1991 (en français).

Depuis ce matin, l'équipe médico-chirurgicale de Médecins Sans Frontières a commencé sa mission d'assistance humanitaire à Mogadiscio, en Somalie. En effet, selon des informations relayées par l'ambassade italienne à Mogadiscio, les 7 Médecins Sans Frontières (chirurgiens, anesthésistes, infirmiers, médecins et logisticiens) ont pu rejoindre aujourd'hui l'hôpital de la capitale somalienne. L'équipe avait atterri hier dans la journée sur l'aéroport de Mogadiscio, à bord d'un appareil italien volant sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. Ils ont pu quitter assez rapidement la zone de l'aéroport. Médecins Sans Frontières, seule organisation humanitaire désormais présente sur la capitale somalienne, demande aux différents groupes armés de respecter sa neutralité dans ce conflit afin de permettre à l'équipe de mener à bien sa mission et aux blessés d'être transférés sur l'hôpital. L'organisation tente par ailleurs de renforcer son équipe et d'acheminer davantage de matériel sur Mogadiscio.



La pagaille a vraiment commencé en décembre 1990 autour de Mogadiscio. A l'époque à MSF, c'était devenu une habitude : on ne savait pas ce qui se passait mais on envoyait des full charters, sans trop savoir si on avait l'autorisation, si on pouvait se poser, etc. Donc ce full charter a été préparé, avec une équipe dedans. Je leur ai dit que cet avion ne se poserait jamais à Mogadiscio parce que c'était la guerre dans la ville et que les ambassades étaient en train d'être évacuées. J'avais des contacts avec l'ambassade italienne en particulier, qui disait qu'aucun avion civil n'allait se poser à Mogadiscio. Mais j'ai eu beau le dire, ils l'ont envoyé quand même ! Cela n'a pas loupé, le pilote n'a même pas essayé d'atterrir à Mogadiscio, il s'est posé à Mombasa. Ensuite ils ont voulu le faire poser à Nairobi parce qu'ils pensaient qu'on pourrait ensuite se débrouiller à partir de Nairobi... Je leur ai dit : « pas question ». Les opérations d'évacuation des ressortissants étrangers se déroulaient depuis Mombasa, en particulier avec des Hercules de l'armée italienne. Donc j'ai dit : « Si on a une chance de mettre une partie du fret, et une partie de l'équipe quelque part dans un avion, c'est à Mombasa. » On a donc envoyé à Mombasa une équipe internationale avec des Hollandais, des Belges et des Français. L'ambassade d'Italie était d'accord pour prendre quatre ou six personnes de MSF et une partie du matériel dans leurs Hercules à nos risques et périls et pour les larguer là-bas pendant qu'ils évacuaient des étrangers.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).



On cherchait à faire débloquer des fonds, y compris pour nous-mêmes car on travaillait beaucoup avec le fond d'aide d'urgence de l'Union européenne – qui venait juste d'être baptisé ECHO. Le problème c'était qu'aux yeux de la Commission une situation d'état d'urgence ne pouvait être déclarée que par le gouvernement. Donc soit on considérait qu'il y avait un État – mais dans notre cas c'était lui qui était la cause du problème –, soit on considérait qu'il n'y avait plus d'État et on ne pouvait rien débloquer. Du coup, il restait quand même la fiction d'un État dirigé par Siad Barré. Notre premier effort a été de mettre en lumière le côté inapproprié voire ridicule de cette démarche diplomatique-bureaucratique, et de tenter de mobiliser... Ce n'était pas un moment si important, c'était simplement le premier moment de communication car on trouvait ridicule cette disparité entre la situation et la réaction internationale. On voulait au moins plus d'argent, plus de présence. Il faut dire que MSF était arrivé à contre-courant de l'ensemble de ceux qui – ONG, Nations unies, diplomaties – évacuaient la Somalie à cause du danger. Donc notre souci c'était de remettre la Somalie dans l'agenda international à un niveau plus conforme à la situation. Cette préoccupation n'était pas forcément très articulée sur le plan pratique, mais très présente dans nos esprits et dans nos discussions. Cela faisait quatre mois que la fascination pour le déploiement de l'énorme force militaire aux frontières de l'Irak qui emportait tout sur son passage sévissait. Il faut dire que c'était un spectacle impressionnant. Donc mettre la Somalie dans ce tableau, c'était vraiment une gageure. On n'y est pas arrivés, mais cela n'a pas été totalement nul non plus. Je ne dis pas qu'il y a une relation de cause à effet entre notre volonté et la présence réelle de la Somalie dans les médias, mais il y avait parmi les journalistes, disons, « raisonnables », des gens qui ne faisaient pas nécessairement leur miel des gros titres de CNN. Il y a tout de même eu des choses intéressantes.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France (en français)



« Les combats s'intensifient à Mogadiscio – Les habitants tentent de rejoindre l'aéroport. » Peter Biles à Nairobi et agences de presse. **The Guardian** (Royaume-Uni), 8 janvier 1991 (en anglais). D2

Extrait :

Des scènes de panique se sont déroulées hier à l'aéroport de Mogadiscio. Des habitants terrifiés essayaient de fuir les combats tandis que la situation dans la capitale somalienne continuait à se détériorer.

Plus tôt, deux avions de transport de l'armée italienne avaient atterri à Mogadiscio, pour emmener 250 personnes supplémentaires de la ville d'où les rebelles du Congrès Unifié de Somalie essayent de déloger le président Siad Barré.

L'appareil n'est resté qu'un quart d'heure sur le tarmac. Selon des témoins il n'y a eu aucun combat dans les alentours, mais on entendait des tirs venant du centre ville. Selon l'un de ces témoins il était encore possible mais «très dangereux» de circuler en voiture dans Mogadiscio.

«*L'arrivée de l'avion a créé une véritable panique*», raconte Thierry Durand, le représentant à Nairobi de l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières (MSF), qui a envoyé hier une équipe médicale à Mogadiscio. «*Tout le monde voulait monter dans l'avion et fuir les combats.*»

Un grand nombre de ceux qui essayaient de monter à tout prix dans l'appareil étaient des Somaliens.

Quelques heures plus tôt, neuf responsables du Comité international de la Croix-Rouge et 12 employés du Croissant-Rouge somalien avaient quitté la ville en bateau et avaient été pris en charge par un navire de guerre français, le Jules Verne, au large de la côte somalienne.

«*L'équipe du CICR n'a pas pu poursuivre ses opérations à Mogadiscio après que des combattants en maraude l'ont attaquée à main armée et lui ont volé ses véhicules ainsi qu'une cargaison de denrées alimentaires. Les effets personnels du délégué ont également été dérobés.*» a annoncé le CICR à Genève. «*L'équipe n'a pas pu rejoindre l'aéroport de Mogadiscio en raison de l'intensité des combats qui régnaient dans la zone dimanche. Dans ces circonstances, il a été décidé d'évacuer.*»

Le 8 janvier, des médias belge et français rapportent que «selon l'équipe de MSF» les forces gouvernementales contrôlent toujours la capitale somalienne. Il est alors rappelé aux volontaires qu'ils ne doivent pas s'exprimer sur la situation des forces au combat.



«*Siad Barré se cramponne à Mogadiscio*». Stephen Smith, **Libération** (France), 9 janvier 1991 (en français).

Extrait :

[...] Deux jours après le début de l'insurrection armée à Mogadiscio, la capitale somalienne est toujours, pour l'essentiel, sous le contrôle des forces loyales au président Siad Barré. Elles occupent notamment la Villa Somalia, le siège du pouvoir au centre ville, ainsi que tout le front de mer, du port à l'aéroport.

C'est en résumé le témoignage des sept membres de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF), les premiers observateurs neutres à être arrivés dans la capitale somalienne.

Leur description de la situation sur place, rapportée hier, contraste avec celle accréditée par les rebelles. Selon la direction politique du Congrès de la Somalie Unifiée, Barre serait terré dans un bunker souterrain à l'aéroport, encerclé par les insurgés ayant déclenché l'assaut final.

Le témoignage de l'équipe médicale franco-belge est corroboré de sources diplomatiques. [...]

Selon des sources diplomatiques, environ une centaine de ressortissants étrangers, dont une soixantaine d'Italiens, se trouveraient toujours dans la capitale somalienne. Dispersés en ville, ils seraient dans l'incapacité de gagner par leurs propres moyens l'aéroport international. Au total, depuis le début de l'évacuation samedi dernier, plus de 700 étrangers ont quitté Mogadiscio à bord d'avions ou de navires envoyés par l'Italie, la France et les Etats-Unis. [...]



MSF France, Somalie **Sitrep** n°2, 9 janvier 1991 (en français). D3

Une information diffusée par Reuters Belgique (et relayée par Libération du mercredi) cite une source MSF pour un état des forces sur Mogadiscio, ce qui nous pose un problème, notamment vis-à-vis du CSU : «*Selon l'équipe de Médecins Sans Frontières arrivée sur place, les forces loyales au président contrôleraient toujours l'essentiel de la capitale somalienne. Un témoignage qui contraste avec la version des rebelles.*» MSF n'est pas là pour jouer au reporter de guerre ; donc, chacun est prié de faire attention aux informations qu'il donne à la presse, en se contentant de parler de la situation sur un plan médical, pas des combats.

Le 9 janvier, MSF demande officiellement un cessez-le-feu d'une demi-journée aux parties au conflit afin que l'équipe puisse se rendre de l'aéroport à l'hôpital avec le matériel.



«*Médecins Sans Frontières en Somalie : les blessés affluent sur l'hôpital de Mogadiscio*» **Communiqué de presse** MSF France n°8, Paris, 10 janvier 1991 (en français).

Selon l'équipe de Médecins Sans Frontières en Somalie, les blessés affluent sur l'hôpital de Mogadiscio. Les 7 Médecins Sans Frontières (chirurgiens, anesthésistes, infirmiers, médecins et logisticiens) travaillent depuis 3 jours, en collaboration avec du personnel médical somalien, indien et italien, dans l'hôpital de la capitale somalienne qu'ils ont ré-ouvert. L'appel lancé hier par Médecins Sans Frontières, seule organisation humanitaire désormais présente sur la capitale somalienne, demandant aux différents groupes armés de respecter sa neutralité dans ce conflit et de faciliter l'accès à l'hôpital a permis aux blessés de rejoindre le centre de soins. L'organisation tente par ailleurs d'acheminer sur Mogadiscio davantage

de matériel (kits d'anesthésie et de réanimation) ainsi qu'une équipe supplémentaire positionnée à Mombasa. Pour soutenir l'intervention de Médecins Sans Frontières en Somalie, vous pouvez envoyer vos dons à Médecins Sans Frontières, CCP 4060 U Paris, ou par minitel: 36 15 code MSF.



« **Contact téléphonique** avec l'équipe de Mogadiscio, jeudi 10/01 à 10h » MSF France, 10 janvier 1991 (en français).

Extrait :

Diffusion interne message du desk [responsable de programmes] Somalie MSF France à Georges [Dallemagne] directeur des opérations MSF Belgique.

L'ambassade d'Italie n'a pas pris la décision d'évacuation

Combats ++ autour de l'ambassade et un peu autour de l'hôpital. Pas de convoi prévu pour l'instant vers l'hôpital [...] D'après l'ambassade, le gouvernement tient encore trois points :

- L'aéroport
- La villa Somalia
- Hotel Juba

Les Verts pâles (CSU) ont laissé passer un approvisionnement en eau dans l'ambassade

L'équipe a travaillé jusqu'à 1 heure du matin. Ils veulent rester tant que l'ambassade n'évacue pas et ils sont satisfaits de cette décision. Nous leur avons fait part des contacts avec le CSU.

La BBC en Somalie aurait annoncé l'arrivée de 100 soldats italiens pour la protection de l'ambassade.



« **Résumé** de la conversation Mogadiscio, jeudi 10/01/1991 – 11h00 », MSF Belgique, 10 janvier 1991 (en français). **D4**

Extrait :

Situation à l'hôpital : via la BBC les gens savent que nous nous trouvons à l'hôpital. Les blessés affluent, les militaires aussi d'où problèmes...

La coordination entre le chirurgien MSF et le chirurgien somalien n'est pas évidente.

L'équipe sera à court de matériel et prochainement il faudra un renfort en personnel et en matériel.

Situation dans la ville : Problèmes nutritionnels : manque d'eau et de nourriture, risque de choléra assez important.

Le CSU gagne du terrain mais l'hôpital est toujours en terrain gouvernemental.

Il faut faire passer sur les ondes que les blessés affluent à l'hôpital, que cet hôpital va manquer de matériel et qu'il faut laisser passer un convoi pour l'approvisionnement. [...]

Le 12 janvier, alors que les combats s'intensifient dans la ville et que la ligne de front se rapproche de l'hôpital général, l'ambassade d'Italie évacue les derniers ressortissants étrangers présents entre ses murs et ferme. L'équipe de MSF reste le seul groupe d'étrangers présents à Mogadiscio.

Un avion affrété par MSF atterrit à Mogadiscio, décharge sa cargaison de matériel et repart aussitôt.



« **L'équipe de Médecins Sans Frontières reste à Mogadiscio** ». **Communiqué de presse** Somalie n° 10, MSF France, Paris, 12 janvier 1991 (en français).

Alors que les combats font toujours rage, l'équipe de Médecins Sans Frontières a décidé de rester dans l'hôpital de Mogadiscio pour porter assistance aux très nombreux blessés civils qui y affluent. L'association a réussi à faire parvenir par avion, ce samedi 12 janvier, du matériel médico-chirurgical et une équipe de relève. Alors que les derniers ressortissants étrangers ont pu évacuer aujourd'hui, à la faveur d'un cessez-le-feu peu respecté, et que l'ambassade italienne a fermé ses portes, Médecins Sans Frontières reste la seule représentation étrangère encore présente à Mogadiscio. Médecins Sans Frontières renouvelle son appel pour trouver de toute urgence des chirurgiens et des anesthésistes afin d'ouvrir une autre antenne chirurgicale à Mogadiscio.

Le 13 janvier, une équipe MSF se rend en zone sous contrôle CSU pour évaluer la situation. Au retour de cette première visite, le cessez-le-feu n'est pas respecté et le chauffeur est blessé par des tirs. Cette fois-ci encore toutes les actions de l'équipe sont rapportées dans une série de communiqués de presse diffusés par chacune des sections.

Selon le CSU, 2000 personnes auraient été tuées et 4000 blessées depuis le début de la bataille de Mogadiscio.



« **Aide d'urgence en Somalie – l'équipe de Médecins Sans Frontières mitraillée lors du passage de la ligne de front.** » **Communiqué de presse** MSF-B n°6, Bruxelles, 14 janvier 1991 (en français).

Deux membres de l'équipe de Médecins Sans Frontières ont franchi la ligne de front afin d'évaluer la situation. L'hôpital SOS accueille 150 blessés par jour et les médecins somaliens qui y travaillent avancent des chiffres de mortalité extrêmement élevés (30 décès par jour). L'équipe a été mitraillée lors du retour vers l'hôpital central, et ceci malgré le fait que la voiture soit claire-

ment reconnaissable. Le conducteur a été blessé à la cuisse et deux membres de l'équipe ont reçu quelques éclats dans les mains. Médecins Sans Frontières demande une fois de plus aux parties en présence de respecter la neutralité de l'organisation.

Il y a encore des combats autour de l'hôpital central où l'équipe médico-chirurgicale de MSF travaille. Des centaines de blessés sont accueillis journalièrement. Certains meurent à l'arrivée à l'hôpital.

Médecins Sans Frontières envoie à nouveau ce jour un Cessna 404 vers Mogadiscio afin d'approvisionner et de renforcer l'équipe de 2 personnes supplémentaires. L'envoi d'un C-130 contenant du matériel médical et logistique est prévu pour le mardi 15 janvier. Un bateau cargo emportant une équipe médico-chirurgicale, ainsi que du matériel logistique et médical, partira dans les 24h de Mombasa (Kenya) vers Uarschik dans la zone contrôlée par les rebelles, à ± 70km au nord de Mogadiscio.



«*Médecins Sans Frontières travaille de part et d'autre du front.*» **Communiqué de presse** MSF-F n°13, Paris, 14 janvier 1991 (en français).

Une nouvelle équipe de Médecins Sans Frontières intervient désormais dans un hôpital de Mogadiscio dans la partie de la ville tenue par les rebelles du CSU. Depuis une semaine, une autre équipe de Médecins Sans Frontières a ré-ouvert un autre hôpital au coeur de la capitale somalienne, dans une zone sous contrôle gouvernemental. Un nouvel avion affrété par Médecins Sans Frontières décolle aujourd'hui de Mombasa (Kenya) pour l'aéroport de Mogadiscio. A son bord se trouvent du matériel chirurgical et une nouvelle équipe. La sécurité des transports d'une zone à l'autre de la ville étant toujours très précaire, Médecins Sans Frontières renouvelle son appel pour que les belligérants respectent la neutralité de nos équipes, les hôpitaux civils et les véhicules de nos équipes, clairement identifiables, qui circulent en ville pour secourir les blessés.



«*Le point sur l'intervention d'urgence de Médecins Sans Frontières à Mogadiscio.*» **Communiqué de presse**, MSF France, n°14, Paris, 14 janvier 1991 (en français).

Depuis le mois de décembre 1990, des combats opposent en Somalie les forces gouvernementales du président Siad Barré aux troupes rebelles du CSU et du SNM [MNS, Mouvement National somalien]. Début janvier, ces combats deviennent très violents sur la capitale, Mogadiscio. Le 4 janvier, Médecins Sans Frontières (sections belge et française) affrète un avion pour la Somalie. Le Boeing 707, avec à son bord une équipe médico-chirurgicale de 12 personnes et 18 tonnes de matériel (deux véhicules tous terrains, des kits chirurgicaux et de premiers soins,

des réservoirs d'eau et des tentes), ne peut atterrir à Mogadiscio et se pose à Mombasa (Kenya) le 5 janvier au matin. Le lendemain (6 janvier), une partie de l'équipe (7 personnes) doit rebrousser chemin après une nouvelle tentative d'atterrissage à bord d'un avion italien volant sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge. L'avion italien, qui sert à l'évacuation des ressortissants étrangers réfugiés dans l'ambassade d'Italie, peut enfin atterrir à Mogadiscio le 7 janvier au matin. Il a à son bord 7 Médecins Sans Frontières et deux véhicules tous terrains remplis de matériel. Un appel au cessez-le-feu, relayé par les radios internationales diffusant sur la capitale somalienne, a été lancé auprès des parties au conflit, afin de permettre le transfert du matériel et des équipes de l'aéroport à l'hôpital de Mogadiscio. La seule représentation étrangère encore présente dans la capitale somalienne est alors la représentation italienne. L'équipe de Médecins Sans Frontières gagne l'hôpital de Mogadiscio qui rouvre ses portes. Elle travaille en collaboration avec 4 chirurgiens somaliens et des soeurs italiennes et indiennes, et opère 25 blessés par balle dans la première journée. L'annonce de la réouverture de l'hôpital provoque un important afflux de blessés qui peuvent rejoindre l'hôpital grâce aux appels à la trêve et au respect de la neutralité de la mission humanitaire de Médecins Sans Frontières. Le rythme des arrivées aux services d'urgence est alors de 30 à 50 personnes par jour. Le 11 janvier, alors que l'équipe annonce qu'elle risque de se trouver à court de matériel chirurgical (notamment de réanimation), Médecins Sans Frontières tente d'affréter un avion pour Mogadiscio. Mais les violents combats qui se déroulent dans la capitale, notamment aux abords de l'aéroport et de l'ambassade italienne (située à proximité de la résidence où est retranché le président Siad Barre) empêchent l'atterrissage de tout appareil. Samedi 12 janvier, l'ambassade italienne évacue les derniers ressortissants étrangers réfugiés dans ses murs. Médecins Sans Frontières envoie un avion de Mombasa, avec deux personnes pour prendre la relève d'une partie de l'équipe (une anesthésiste et un logisticien) ainsi que du matériel médical de secours. Dimanche 13 janvier, des contacts sont pris avec le CSU dans le but d'envoyer une mission exploratoire dans les zones tenues par les rebelles. Le CSU fait en effet état de 150 blessés par jour dans les zones de la capitale qu'elle contrôle. Lundi 14 janvier au matin, un nouvel avion affrété par Médecins Sans Frontières avec 4 personnes et une tonne de matériel supplémentaire à bord décolle de Mombasa pour Mogadiscio.



Résumé de la **conversation téléphonique** avec Bruno (Corbè) et Dominique (Boutriau), MSF Belgique, Mogadiscio, 14 janvier 1991 (en français).

Extrait :
Situation politico-militaire: ça bouge beaucoup. Renforcement militaire. Le front se rapproche de l'aéroport et

de l'hôpital. MSF ne quitte plus l'hôpital. Impossible de connaître le nombre de blessés entrés depuis que MSF est présent, tant l'hôpital est désorganisé (pas de registre) mais on estime un arrivage de 14 à 15 blessés par jour en moyenne.

[...] Information :

Sur place : suite à l'accident d'hier, les autorités gouvernementales demandent à MSF de prévenir avant tout déplacement dans la ville. Une fois de l'autre côté du front, MSF doit s'arranger avec l'autre côté...! Bruxelles et Paris sont opposés à un nouveau passage du front.

En Europe : Paris préfère ne pas signaler l'incident. Bruxelles demande à Dominique s'il faut transmettre un message à la BBC ? Dominique estime qu'il faut le faire, que c'est la seule voix entendue des deux côtés. Elle envoie à Bruxelles un communiqué à faire passer à la BBC pour assurer la sécurité des équipes.



« Rectificatif : pas de blessés dans l'équipe de Médecins Sans Frontières à Mogadiscio » **Communiqué de presse**, MSF France, n°16, 15 janvier 1991 (en français).

Médecins Sans Frontières tient à rectifier des informations qui circulent actuellement et qui sont inquiétantes pour les familles des volontaires travaillant sur Mogadiscio (Somalie).

Dimanche 13 janvier, alors qu'une partie de l'équipe de Médecins Sans Frontières à Mogadiscio revenait d'une mission exploratoire du côté des insurgés du CSU, leur véhicule tous terrains, clairement identifiable avec des autocollants et des drapeaux Médecins Sans Frontières, a été atteint par deux tirs.

Le chauffeur n'a été que très légèrement blessé, et le reste de l'équipe n'a eu que des égratignures mais est indemne.

Médecins Sans Frontières redemande aux parties au conflit de permettre à ses équipes de mener en toute neutralité leur mission humanitaire en Somalie, auprès de toutes les populations civiles de la capitale, de circuler dans Mogadiscio en toute liberté, et de laisser les blessés gagner les hôpitaux où opère l'organisation.

Le 16 janvier, l'hôpital général étant désormais au cœur des combats, les blessés n'y ont plus accès et les conditions de sécurité minimales pour la mission humanitaire ne sont plus garanties. L'équipe d'expatriés MSF évacue donc vers Mombasa. A son arrivée au Kenya, elle témoigne de la situation dans la presse internationale, absente à Mogadiscio, et dont elle continue à être l'une des rares sources d'information.



« L'équipe de Médecins Sans Frontières quitte Mogadiscio ». **Communiqué de presse** MSF France n°17, 16 janvier (en français).

Alors que le front a évolué et que l'hôpital général de Mogadiscio est maintenant au cœur des combats dans la capitale somalienne, l'équipe de Médecins Sans Frontières, qui travaillait depuis plus d'une semaine, a quitté Mogadiscio. Depuis hier, les équipes de Médecins Sans Frontières recevaient peu de blessés, ces derniers étant dans l'impossibilité de passer la ligne de front pour gagner l'hôpital. Par ailleurs, les Médecins Sans Frontières, seuls représentants étrangers présents en Somalie depuis le dimanche 13 janvier, ne pouvaient compter sur les garanties minimales nécessaires à leur mission humanitaire. Des hommes en armes dont certains en uniforme ont pénétré hier dans l'enceinte de l'hôpital et volé, sous la menace, une voiture et du matériel (médicaments et moyens de communication) indispensables au travail de l'organisation. Les équipes ont donc rejoint aujourd'hui Mombasa au Kenya) d'où elles tentent de reprendre leurs activités en Somalie, dans des conditions de travail compatibles avec leur mission humanitaire.



« La bataille meurtrière de Mogadiscio se déroule à huis clos ». Stephen Smith, **Libération** (France), 18 janvier 1991 (en français).

Bruno Corbé n'a pas hésité longtemps : « traqué » par quatre soldats gouvernementaux, arme au poing, il leur a remis les clefs de la voiture. « Ils se sont vite énervés quand j'ai d'abord refusé. L'un d'eux a fait claquer son chargeur et m'a mis en joue: C'était sérieux. Alors, je leur ai donné l'une de nos voitures. » C'était lundi dernier. Mardi, le logisticien de Médecin Sans Frontières (MSF) n'a plus attendu que les soldats sautent le mur d'enceinte pour pénétrer à nouveau dans l'hôpital général de Mogadiscio. Aux hommes armés venus réquisitionner, il a d'emblée remis les clefs des deux autres véhicules. « On savait alors que ce n'était plus possible », résume Dominique Boutriau, la coordinatrice de l'équipe. Plus de voiture, le stock de médicaments épuisé; des menaces toujours plus fortes qui faisaient aussi fuir en masse le personnel de l'hôpital. Mercredi, MSF a provisoirement évacué la capitale somalienne où, presque trois semaines après le début de l'insurrection armée, il n'y a désormais plus de présence neutre.


Vingt jours après le début des hostilités les diplomates sont tous partis, les journalistes ne sont jamais arrivés. Sans précédent dans l'histoire des conflits armés, même sur le continent le plus reculé, la bataille de Mogadiscio se déroule à huis clos, sans témoins. Le pays est morcelé en cinq fiefs de mouvements rebelles différents, sans parler des « bandes armées », souvent un clan entier reconverti dans le crime organisé du brigandage de grands chemins. Impossible alors d'accéder à la capitale somalienne par la route. Or, l'aéroport international de Mogadiscio est toujours tenu par les troupes loyales au pré-

sident Siad Barré. On y exige un visa d'entrée qu'aucune représentation à l'étranger n'est prête à délivrer...


Le témoignage des évacués de Mogadiscio n'en est que plus précieux. Pendant onze jours, l'équipe de MSF – quatre Français, trois Belges et deux Néerlandais – a travaillé à l'hôpital général de la ville, dans une zone toujours sous contrôle de l'armée régulière. « C'est un hôpital d'environ trois cents lits qui, à notre arrivée, était rempli aux deux tiers. Le personnel était resté sur place mais, faute de moyens, ils ont dû improviser. Par exemple, aux blessés par balles qui avaient des fractures, on mettait des attelles en carton », raconte Alain Ledoux, le chirurgien de l'équipe. Il n'a pas chômé. Aussitôt l'arrivée de MSF était-elle connue en ville qu'une cinquantaine de blessés graves, presque tous des civils, y étaient quotidiennement acheminés. « Beaucoup d'entre eux attendaient depuis une semaine d'être soignés, certains depuis vingt jours », précise l'anesthésiste Catherine Thomas. « A la fin le front s'est tellement rapproché de l'hôpital qu'il est devenu impossible d'acheminer des blessés en raison des combats. C'était aussi une raison de notre départ ! » Incapables d'apporter leur secours à la population, les religieux italiens de l'hôpital se sont repliés avec MSF sur Mombasa, au Kenya voisin.

Le bilan des combats? Aucun chiffre fiable ne peut être avancé. Dominique Boutriau et le logisticien Pierre-Marie Sarant, qui ont circulé en ville, n'ont vu de leurs yeux qu'une demi-douzaine de cadavres. « Mais nous avons emprunté les petites ruelles non goudronnées pour nous tenir à l'écart des combats », affirment-ils. La voiture des MSF s'est tout de même fait canarder. Traversant un carrefour, de retour du côté rebelle, le véhicule a essuyé deux tirs, dont l'un a blessé au bras Pierre-Marie Sarant. Le plus étonnant, c'est que le gouvernement « légitime » de Siad Barré, toujours en place, ait autorisé MSF à prendre contact avec les insurgés du Congrès de la Somalie unifiée (CSU). Le Premier ministre lui-même a proposé une escorte jusqu'à la ligne de démarcation entre le secteur gouvernemental et le nord-est de Mogadiscio, passé sous le contrôle des rebelles. Proposition déclinée par les responsables de l'équipe médicale qui se sont rendus seuls de l'autre côté. « On a été bien reçu. Les rebelles nous ont demandé de lancer un appel d'urgence à l'aide internationale. De toute évidence, ils ont très peu de contact avec l'extérieur », indique Dominique Boutriau. Sur place, elle a rencontré le chef militaire des forces du CSU, le général Mohamed Noue Galal. Côté rebelle, les médecins et infirmières somaliens se sont organisés pour faire fonctionner le « South Hospital » où ils accueillent quelque cent cinquante blessés graves par jour. « Ils font un travail admirable dans des circonstances très difficiles », indique Pierre-Marie Sarant. Ils ont mis en place, dans tous les quartiers tenus par le CSU, des antennes médicales. Seuls les cas les plus graves sont acheminés à l'hôpital où meurent tous les jours une trentaine de personnes. » A partir des informations recueillies dans les deux camps, MSF évalue à « plusieurs milliers » le nombre des blessés à Mogadiscio. « Ce qu'on appelle le front est en fait très fluide, explique Bruno Corbè. Le soir, du toit de l'hôpital, on a pu juger

de l'avancée définitive des rebelles selon les quartiers illuminés. Après les combats, il n'y a plus d'électricité... » Dans l'ensemble, la destruction par l'artillerie lourde n'est cependant pas très importante. « Mais il y a les pillards. Dans les zones abandonnées par les habitants, ils vident tout. C'est une vraie fourmilière. Les premiers portent sur la tête un frigo ou un téléviseur en poussant devant eux un fauteuil ou une chaise. Les derniers venus arrachent jusqu'à l'huissierie des portes et des fenêtres... » Par tous les moyens, l'équipe de MSF cherche à retourner à Mogadiscio. Il y a les blessés, mais il y a aussi, de plus en plus, la faim. « A l'hôpital, ils mangeaient du riz charançonné. Ailleurs, il n'y a plus rien. Les civils qui n'ont pas encore fui la ville ont besoin d'aide. » Le cessez-le-feu annoncé par le gouvernement permettra-t-il de l'acheminer? Hier, il était prématuré d'en juger. « Mais s'il le faut, nous retournerons côté rebelle », ont affirmé les responsables MSF. Tout ce que nous demandons c'est ce minimum de sécurité nécessaire pour apporter des secours à la population. »

 Siad Barré est encore au pouvoir et on arrive à s'installer à l'hôpital Digfer, situé pas très loin du quartier où il réside. Petit à petit la pression autour du quartier se resserre et pour l'équipe cela devient de plus en plus difficile de se rendre à l'hôpital. À un moment donné, ils se font tirer dessus. L'un d'entre eux prend un éclat et est blessé au bras. Ils décident d'évacuer, parce que ce n'est plus possible.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).

 Ce délitement du pays, cette guerre de clans pourrie, c'était un espace que l'on découvrait. Jusqu'à présent on avait été relativement préservés de ce type de chaos. Même lorsqu'on intervenait dans des conflits à l'intérieur d'un pays, les clans étaient quand même plus organisés, le respect de l'humanitaire était plus évident, il y avait encore un espace. Là, on a rapidement compris qu'on allait ramer et qu'on avait vraiment du mal à trouver une place. Je pense que les va-et-vient de nos équipes reflètent parfaitement cette difficulté à atterrir et à trouver un espace de travail et suffisamment de connexions pour pouvoir évoluer.

Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication, MSF Belgique (en français).

Entre-temps, en Europe comme à Nairobi les équipes s'efforcent de prendre contact avec les rebelles. Le responsable des urgences de la section française rencontre des représentants du CSU à Rome et à

Londres afin de négocier des conditions d'intervention sécurisées dans la zone tenue par ce groupe rebelle. A Nairobi, le contact s'établit par l'intermédiaire d'un journaliste de l'AFP. Finalement, une équipe de MSF rencontre les rebelles du CSU en Somalie et le 23 janvier, elle est à pied d'œuvre à Mogadiscio, dans l'hôpital de l'organisation SOS village d'enfants, un orphelinat-maternité situé dans la zone sous contrôle des rebelles du CSU.



Compte-rendu de visite à Rome, Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, 9 janvier 1991 (en français).

Extrait :

[...] [Les représentants du CSU]
- connaissent MSF
- respectent la notion de neutralité de MSF. Je leur ai dit que nous ne savions pas, en raison des mauvaises communications, dans quel hôpital nous étions placés, mais qu'il s'agissait certainement de l'hôpital général.
- cet hôpital est, d'après le CSU, sous contrôle de Siad. Le CSU ne voit pas cette position d'un très bon œil (impossibilité pour eux d'accès aux soins) et ont fait 4 suggestions :
choix d'un autre hôpital
choix d'un autre aéroport
[ils souhaitent un] contact avec les équipes à Mogadiscio
autre mission sur un autre site

Mais de toute façon, ils respectent MSF, les équipes, les blessés. J'ai signalé que le choix d'un hôpital était lié à plusieurs facteurs : eau, électricité, abris, accessibilité et position de sécurité.

Et que nous n'avions donc pas beaucoup de choix...Cet argument a été bien accepté. La possibilité d'une mission dans leur camp est manifestement bienvenue. [...]

Il y aurait une centaine de médecins somaliens présents avec le CSU.

Ils souhaitent que nous décrivions ce que nous voyons. Veulent faciliter logistiquement notre intervention de leur côté.

Conclusion : Bon contact

Positif : respect de notre travail quel que soit l'endroit où l'on se trouve

Semblent prêts à nous soutenir

Négatif : leurs contacts avec la Somalie sont-ils réels ? fiables ?

Impossibilité de connaître leur position (accord, désaccord ?) avec le terrain

Semblent un peu loin des réalités du terrain.



« **CSU Compte-rendu** de visite à Londres, 11/12 janvier 1991 ». Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, responsable des urgences MSF France, janvier 1991 (en français).

Extrait :

Le CSU Londres nous remercie de l'action que nous avons déjà entreprise. Ils acceptent complètement notre mission (et sa localisation) ; bien sûr, ils souhaitent une intervention mieux placée par rapport à leur côté. [...]

Relations média : sont très favorables à une médiatisation de la mission, des événements et à l'envoi de journalistes. Un accord est conclu pour que MSF donne le feu vert avant toute médiatisation.



« **Point synthèse mission explo CSU 14.01.91 / MGE** ». Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, responsable des urgences MSF France, janvier 1991 (en français).

Extrait :

2) CSU :

Les représentants du CSU Rome, placés au pied du mur en ce qui concerne leurs contacts avec « le terrain », « avouent » attendre depuis trois jours une confirmation de la bonne réception de leurs messages. Ils nous conseillent donc de passer l'information par nos équipes à Moga. Nous leur avons expliqué le danger des déplacements et les difficultés de communication entre MSF et CSU sur Moga, leur demandant donc d'envoyer leur message de toute façon. [...]

4) Conclusion :

Les contacts européens sont à maintenir, mais sans se faire trop d'illusions quant à leur communication réelle avec CSU Somalie et quant aux mesures qui en découlent. Si, à Moga, les contacts se passent bien, cette mission explo pourrait démarrer en milieu ou fin de semaine.



« **Médecins Sans Frontières travaille de nouveau à Mogadiscio** ». **Communiqué de presse** MSF France n°18, 23 janvier (en français).

Une équipe de Médecins Sans Frontières est parvenue à regagner Mogadiscio, et travaille dans un hôpital de la partie de la ville tenue par les rebelles du CSU. Cet hôpital où travaillent des médecins et chirurgiens somaliens accueille environ 200 blessés par jour dont la moitié sont gravement atteints.

Les deux Médecins Sans Frontières actuellement sur place préparent l'arrivée d'une équipe supplémentaire, de matériel médico-chirurgical et de médicaments. Dans le même temps, nous évaluons les possibilités de travailler auprès des populations déplacées situées en zone gouvernementale.

Le 16 janvier dernier, l'équipe de Médecins Sans Frontières avait été contrainte d'évacuer Mogadiscio.

La sécurité des transports d'une zone à l'autre de la ville étant toujours très précaire, Médecins Sans Frontières renouvelle son appel pour que les belligérants respectent la neutralité de nos équipes, les hôpitaux civils et les véhicules de nos équipes, clairement identifiables, qui circulent en ville pour secourir les blessés.



« L'équipe de Médecins Sans Frontières est débordée par l'afflux de blessés ». **Communiqué de presse** MSF Belgique, Mogadiscio, 27 janvier (en français).

Les combats qui ont accompagné la prise de la « Villa Somalia » (siège de la présidence) par les forces du CSU se traduisent par des centaines de blessés qui affluent vers une école transformée en hôpital où opère l'équipe de Médecins Sans Frontières.

Hier, 120 blessés graves se sont présentés, ce qui pose d'énormes difficultés de prise en charge en raison de la précarité des conditions de travail.

Des renforts en matériel et personnel médical ont été acheminés d'urgence :

Samedi, deux infirmières anesthésistes et une tonne de matériel médico-chirurgical. Dimanche, un chirurgien et un logisticien avec une tonne supplémentaire de médicaments ont rejoint l'équipe déjà présente dans la capitale.

Médecins Sans Frontières espère qu'une diminution de l'intensité des combats suite au départ du président Siad Barré pourra être mise à profit pour organiser une aide massive en faveur de la capitale somalienne.



Entre-temps, ça s'active à Nairobi. On connaît mal ces rebelles. Le groupe qui est connu en Somalie, c'est le MNS dans le Nord. Le CSU, personne n'en a jamais entendu parler. Un des seuls à s'être rendu chez eux est le correspondant permanent de l'AFP à Nairobi et il finit son contrat. Je vais donc discuter avec lui et avec son patron. On essaie de voir comment se rendre à El Dubbo qui est présenté comme le QG ou la base arrière des rebelles, l'endroit par où il faut rentrer. Le journaliste de l'AFP s'y est rendu trois mois auparavant. Dans le même temps, par des contacts avec la diaspora en Europe, entre l'Italie et l'Angleterre, Marc Gastellu, le responsable des programmes, arrive à obtenir le nom d'un pilote basé à Nairobi, un certain Murray Watson qui connaîtrait la Somalie et serait prêt à y aller – avec tout un tas de conditionnels parce qu'on ne savait pas trop. On organise alors une réunion à l'hôtel Panafrique, à Nairobi. Parmi les nombreux Somaliens présents on ne sait pas qui est qui, on ne connaît rien aux clans. Ils se présentent comme le front révolutionnaire qui va renverser le régime et ils ont l'air déterminés. Je leur mets le marché en main: j'ai un avion qui peut partir demain pour aller à El Dubbo, je veux que quelqu'un d'entre vous monte dans cet avion pour nous accompagner. Et là un type me regarde dans les yeux et

me dit: « OK je viens avec toi. » C'est Osman. Donc on organise cet avion avec ce pilote, qui cache son revolver dans l'avion... Finalement l'AFP ne donne pas l'autorisation à son correspondant de venir avec nous parce qu'il n'y a pas de garantie de date de retour ni de garantie de pouvoir envoyer des dépêches. Dans le coin, il y a Stephen Smith, un pigiste de Libération. Je lui dis: « OK tu viens, c'est pour toi. » On a convenu avec les rebelles qu'ils doivent faire brûler un pneu pour nous signaler qu'ils sont au courant qu'on arrive et qu'ils ne vont pas nous tirer dessus. Bien sûr, il n'y a pas de signe, et l'avion tourne en rond. Finalement Osman lui dit de se poser et on voit arriver des pickups avec des hommes en armes. Immédiatement les types reconnaissent Osman et lui tombent dans les bras.

Cette équipe arrive très rapidement dans la zone de Mogadiscio qui est contrôlée par le CSU et s'installe à l'hôpital SOS, un orphelinat-maternité, avec dix blocs, la seule structure où ils peuvent s'installer.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).

Le 28 janvier, l'agence de presse Reuters, la radio BBC, le New York Times annoncent que « selon l'un des responsables de Médecins Sans Frontières », le président Siad Barré a fuit son palais présidentiel dans un véhicule blindé pour une destination inconnue et que les rebelles ont pris le palais. Au sein de MSF, certains s'inquiètent à nouveau de ces prises de parole sur la situation des forces combattantes qui selon eux mettraient en péril la neutralité de l'organisation.

Pourtant les équipes de MSF sont les seules, avec les rares journalistes présents, à pouvoir décrire la situation dramatique dans laquelle se trouve la population civile de Mogadiscio, où des combats subsistent.

V1



« Les combats persistent dans la capitale somalienne ». Jane Perlez, **The New York Times** (Etats-Unis), 29 janvier 1991 (en anglais). D5

Extrait :

Le seul contact indépendant possible entre Mogadiscio et le monde extérieur pendant le chaos de ces derniers jours a été maintenu par radio téléphone par une équipe médicale de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières. Elle est accompagnée du pilote et militant de l'environnement britannique Murray Watson, et du journaliste du quotidien français Libération, Stephen Smith. L'un des médecins français à son retour au Kenya, dimanche, a estimé qu'environ les deux tiers du million

d'habitants de Mogadiscio avaient fui pendant les combats. Selon le docteur Gastellu-Etchegorry, les civils arrivaient à l'hôpital de campagne de son organisation blessés par balles ou par éclats d'obus. « *Le sol de l'hôpital est inondé de sang.* » a-t-il déclaré. [...]

« *Dans les jours qui ont précédé la fuite de Mr. Siad Barré, a-t-il ajouté, ses troupes ont bombardé la ville de façon indiscriminée, tuant des milliers de civils.* »



« *Conséquences négatives des déclarations publiques sur la situation en Somalie.* » Fax de Roelf Padt, directeur général de MSF Hollande à MSF Belgique, MSF France, 4 février 1991 (en anglais). D6

Merci de prendre connaissance des éventuelles conséquences négatives que peut entraîner le comportement « d'agence de presse » de MSF, dont celles qui selon nous la semaine dernière ont suivi les déclarations de Stephan van Praet à Reuters et sur la BBC radio, au sujet de la situation politico-militaire à Mogadiscio.

Comme le montre l'exemple ougandais rapporté ci-dessous, MSF met clairement en danger sa neutralité, qui est pourtant la clé de notre réussite dans les zones sensibles. [...]

• **«Barre fuit son palais» New Vision (Uganda) 28 janvier 1991 (en anglais).**

[...] Stefan van Praet a déclaré à Reuters que selon les employés de MSF dans la capitale somalienne Siad Barré avait pris la fuite dans un tank, pour une destination inconnue.

« *C'est vrai qu'il a fui... ce matin et 15 minutes plus tard les rebelles avaient pris le palais présidentiel,* » a-t-il déclaré. .

Van Praet a ajouté que les forces gouvernementales semblaient toujours contrôler l'aéroport et que des combats intenses se déroulaient dans de nombreux quartiers de la capitale. Les communications par télex et téléphone vers la Somalie ont été coupées depuis que le Congrès de la Somalie unifiée a lancé son offensive le 30 décembre. Les nouvelles ont été transmises par MSF par radio téléphone.[...]

• **«Neutralité de MSF» Message de Malcom Walker à Roelf Padt, directeur de MSF Hollande, 4 février 1991.**

A la suite de cette lettre vous trouverez un mémo de Tom Kaptijn, logisticien à Soroti qui exprime son inquiétude concernant les déclarations attribuées au personnel MSF à Mogadiscio.

Comme vous le savez, Soroti est une zone très peu sûre et depuis un certain temps MSF arrive à y travailler sans trop de problèmes grâce à son principe de neutralité qui est compris et accepté par toutes les parties au conflit.

Il semble que les articles publiés dans *The New Vision* (copies jointes) et les informations transmises par la BBC ont été entendues et digérées par un certain nombre de

belligérants à Soroti et que cela a soulevé des doutes sérieux concernant la neutralité de MSF. Mon principal souci est que si ces doutes ne sont pas dissipés, ils vont se transformer en problèmes physiques qui pourraient aussi mettre en danger la sécurité de notre personnel sur le terrain. Je vous recommande donc fortement de vous assurer avec la plus grande attention que tous les autres MSF sont conscients des problèmes potentiellement créés par des commentaires négligents qui peuvent compromettre la neutralité de l'organisation et la sécurité de tous.

Malcom Walker.

• **Lettre de Tom Kaptijn, de la part de MSF Soroti - Extrait :**

Je voudrais exprimer mon inquiétude concernant votre politique. Après avoir lu les aventures « héroïques » de notre collègue à Mogadiscio, en Somalie, je me suis demandé comment il était possible que le nom de MSF soit utilisé dans ces articles.

Mais quand hier j'ai lu NEW VISION, notre journal local ougandais, j'ai été plus que surpris.

Ma première réaction a été : est-ce qu'ils se servent de leur cerveau, ou bien quelqu'un est-il devenu fou ? [...]

Après cette publication, j'ai été arrêté par un officier de l'armée de la NRA qui a exigé d'avoir un entretien avec moi. Au cours de cet entretien, il m'a expliqué que ni lui-même ni ses supérieurs n'étaient satisfaits de ce qu'ils avaient lu. Et qu'ils se demandaient pourquoi on leur avait raconté des histoires sur la soi-disant neutralité de MSF et si je pouvais leur fournir une explication. J'ai dû leur expliquer que certains parmi nous avaient été désagréablement surpris et que j'allais enquêter pour savoir comment ce genre de chose pouvait arriver.

Au-delà de cet incident, il y a également d'autres groupes actifs dans le pays qui lisent les journaux et qui sont à la recherche d'un bon attaché de presse. L'Ouganda n'est peut-être pas à la Une de l'actualité internationale mais ce qui se passe ici n'a pas seulement un impact local. En conséquence j'aimerais avoir une réaction de la part de la coordination.

[...] Hier un simple soldat (simple= sans importance) m'a posé des questions sur MSF. Aujourd'hui deux officiers m'ont approché et ont exprimé les mêmes inquiétudes. Jusque-là j'ai réussi à esquiver et à maintenir une bonne coopération entre nous mais j'aimerais pouvoir leur donner une réponse.

En dehors de cela, nous les MSF avons aussi discuté de cette question, bien sûr et j'espère qu'il n'est pas nécessaire de vous rappeler la lettre que nous a récemment envoyée le leader du principal groupe de rebelles. Si c'est le cas, voici en résumé le contenu de ce message: « *Nous avons besoin de publicité et nous vous demandons de la faire pour nous. Nous savons que MSF a donné des occasions de publicité à d'autres groupes rebelles en Afrique. Au Libéria, par exemple.* »

Nous en avons discuté entre nous ainsi qu'avec notre coordination. Ma suggestion: « *commencez par régler vos problèmes avec vos homologues et pendant ce temps laissez-nous appliquer les règles sur lesquelles nous*

sommes tous mis d'accord. » Dans le cas contraire, nous ne pouvons que penser que vous mettez en danger notre présence ici, sans aucune raison. Cela peut sembler un peu rude mais nous pensons qu'il est temps de nous exprimer clairement. Nous restons ouvert et curieux de votre réponse (bien sûr).

Le 2 février, tandis que les spéculations persistent sur la destination prise par Siad Barré et ses troupes, Ali Mahdi Mohamed est nommé président par intérim, forme un gouvernement provisoire et appelle aussitôt à l'aide internationale.

Les deux tiers des habitants ont fui la ville à la suite des combats. Ils y reviennent blessés et affamés.



« *Victoire des rebelles* ». Jean Hélène, **Le Monde** (France) - Nairobi, 29 janvier 1991 (en français). D7 [↗](#)

Le président aurait-il pris la fuite vers le sud en compagnie de ses derniers soldats, comme l'affirme le CSU, ou se serait-il retranché dans le camp militaire situé près de l'aéroport? Personne ne sait ce qu'il est devenu, mais le coordinateur de Médecins Sans Frontières, installé à Mombasa (Kenya), hésitait encore, dimanche soir, à envoyer un avion chargé de matériel médical sur la capitale somalienne, n'ayant pas eu le feu vert de l'équipe MSF sur place, bien que les rebelles aient annoncé qu'ils tenaient l'aéroport depuis l'aube. [...]

Les Médecins Sans Frontières sont aujourd'hui les seuls étrangers à Mogadiscio. Installés en zone rebelle dans une petite école transformée en hôpital, ils opèrent sans interruption depuis six jours, aidés par quelques chirurgiens somaliens. Cet hôpital de fortune accueille plus de cent blessés chaque jour, et plus encore depuis les bombardements aveugles de ces dernières quarante-huit heures.



« *Somalie: une ville en ruine* ». **Le Monde** (France), 1^{er} février 1991 (en français). D8 [↗](#)

Extrait :

« *Nous devons repartir à zéro* », déclare M. Ali Mahdi, le nouveau chef de l'Etat, dans sa maison du centre de Mogadiscio éclairée à la bougie et protégée par des maquisards hirsutes, le fusil d'assaut à la main. Une fusillade incessante retentit toujours dans la capitale somalienne, rapporte l'envoyé spécial de l'AFP, Michel Sailhan. [...] Combien y-a-t-il eu de morts à Mogadiscio? « *Probablement plus de 5 000* », estime le nouveau chef de l'Etat. Qu'allez-vous faire maintenant? « *Il faut reconstruire. Nous avons besoin de l'aide des pays étrangers* », poursuit M. Ali Mahdi qui dirige provisoirement le pays

avec l'aide du président du Comité exécutif du CSU, M. Hussein Haj Bood.

Les habitants reviennent. Ces retours en masse font craindre une famine car il n'y a plus rien dans la plupart des magasins qui ont été pillés ou incendiés pendant les combats. L'hôpital est débordé. Des blessés gisent dans la cour centrale. On les soigne comme on peut. Toutes les cinq minutes arrive un homme le pied arraché, ou une femme la robe pleine de sang. La salle d'opération ressemble à une boucherie avec du sang étalé sur le carrelage. « *Sans eau potable, tout ce que nous faisons est actuellement inutile* », dit un médecin.



« *Le président somalien accepte un cabinet intérimaire* ». **Reuters** (Royaume-Uni), Nairobi, 2 février 1991 (en anglais).

Extrait :

Le président somalien par intérim Ali Mahdi Mohamed a accepté samedi la composition d'un cabinet pour gérer les affaires courantes, une semaine après que les rebelles ont pris la capitale Mogadiscio et mis fin à 21 ans de règne du président Mohamed Siad Barré. [...]

Mardi, les rebelles ont nommé Mahdi Mohamed, un homme d'affaire de Mogadiscio, au poste de président par intérim.

Certaines factions du CSU et d'autres groupes basés à l'étranger ont protesté contre cette nomination, considérée comme trop rapide. Mais il n'y a aucun signe que ce choix ait été contesté à Mogadiscio.

Mahdi Mohamed, soulignant qu'il était président par intérim, a déclaré que son mandat serait une étape d'un processus menant à des élections.

Des travailleurs humanitaires et des journalistes de passage à Mogadiscio, dévastée par les combats de janvier, font état de pillages et de tirs sporadiques. Selon eux la ville n'est pas complètement calme.

Personne ne sait clairement où se trouve Siad Barré, 80 ans. Mais selon des sources rebelles, il aurait fui vers sa ville natale située à la frontière avec le Kenya.

Entre-temps, le 30 janvier, l'équipe de MSF, paniquée par l'effervescence armée consécutive à la chute de Siad Barré, a quitté Mogadiscio pour Nairobi. Le 1er février, une partie de cette équipe aux effectifs bientôt renforcés revient dans la capitale et commence à travailler dans l'hôpital Medina, l'ancien hôpital de la police, situé dans le sud de la ville, car l'hôpital SOS où elle travaillait précédemment est trop éloigné de l'épicentre des combats.

Le 10 février, dans un communiqué de presse, MSF réaffirme sa neutralité dans le conflit et demande que le travail humanitaire soit respecté.



Communiqué de presse n°22 de Médecins Sans Frontières sur la situation en Somalie, 10 février 1991 (en français).

Médecins Sans Frontières maintient ses équipes et envoie un nouvel avion cargo. La situation est stable dans la capitale mais confuse dans le reste du pays. Une équipe de 4 Médecins Sans Frontières qui était arrivée le 1^{er} février à Mogadiscio s'est maintenue en Somalie, a été renforcée de 3 personnes. L'équipe chirurgicale continue d'opérer au Médina Hospital de Mogadiscio.

Médecins Sans Frontières réaffirme sa totale neutralité dans le conflit actuel et demande à toutes les parties en présence de respecter le travail humanitaire et la sécurité de ses équipes locales.

Médecins Sans Frontières va tenter la semaine prochaine d'affréter vers la Somalie un avion cargo, le 17^{ème} avion cargo depuis le 30 décembre, chargé de 15 tonnes de matériel médico-chirurgical, de matériel logistique d'assainissement, de générateurs et d'un véhicule pour approvisionner les dispensaires et le SOS hospital de Mogadiscio.

Des missions exploratoires et des approvisionnements en matériel et médicaments sont prévus et en cours dans le nord et le sud du pays.



L'équipe s'était installée au SOS avec un chirurgien, et avait commencé à travailler. Cela a duré huit ou dix jours. On commençait même à pouvoir envoyer du matériel parce que l'aéroport à ce moment-là a été contrôlé pendant quelques jours. Donc l'équipe opérait des blessés, surtout des civils combattants du côté du CSU. Mais petit à petit, elle s'est retrouvée coincée dans un réduit. Le jour où Siad Barré est tombé, le correspondant de la BBC, que j'avais croisé la veille en partance pour Mogadiscio, m'a appelé et m'a dit: « Quand on est arrivés à Mogadiscio, ton équipe était là et ils sont tous montés dans l'avion. Ils ont dit qu'ils évacuaient et donc on est tous rentrés à Nairobi ». En fait, quand les Somaliens ont eu la confirmation que Siad Barré avait quitté la ville il y a eu la fête, donc énormément de tirs, peut-être des dépôts d'armes qui ont sauté ou explosé et sûrement des pillages. Une partie de l'équipe qui était basée au SOS a paniqué et a décidé d'évacuer, même si certains préféraient rester. On a donc recommencé encore une fois à zéro : on a remis une équipe en place avec ceux qui étaient volontaires. A Mogadiscio, la donne avait changé un peu puisque Siad Barré n'était plus là et on pensait que la guerre était quasiment terminée. On est retournés à l'hôpital SOS, mais le responsable de SOS ne voulait plus de nous et de toute façon cet hôpital était trop excentré, trop loin des quartiers d'où venaient les blessés. On a donc fait le tour de Mogadiscio en cherchant un hôpital où s'installer. Et là, on nous a ouvert les portes de l'hôpital Médina. C'était l'hôpital de la police, qui vivotait. Il y avait un bloc opératoire neuf tout équipé, fonctionnel, qui n'avait jamais été

ouvert : les cadenas étaient encore dessus. L'équipe s'est donc installée au Médina et on a commencé à travailler.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).

Au sein de MSF France, la crise somalienne mobilise un groupe de personnes dont certaines ont participé aux précédentes missions de l'organisation dans ce pays. A leurs yeux, les conséquences de la guerre du Golfe, lancée début janvier 1991 et largement médiatisée, n'apparaissent pas comme une urgence qui puisse supplanter celle de la Somalie. Ils poussent pour développer les opérations et maintenir cette crise à l'agenda des médias.

Frédéric Laffont, un réalisateur français qui produit un documentaire à l'occasion des vingt ans de MSF, choisit la Somalie comme un de ses terrains de reportage. V2 ▶ Sa description de la situation sur place, ainsi que celle d'un chirurgien de l'équipe de volontaires dans l'hôpital de Mogadiscio, sont publiées dans une lettre aux donateurs de MSF France, qui suscitera un record de dons.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 25 janvier 1991 (en français). D9

Extrait :

Somalie (Brigitte (Vasset)

On y a travaillé de 1980 à 1987. Depuis novembre un mouvement de résistance prend les villes autour de Mogadiscio. Fin décembre le CSU lance une offensive sur Mogadiscio, des combats dans Mogadiscio, MSF intervient. SPM (sud du pays).

Début janvier, 14 MSF sur le terrain, 2 journalistes, 18 tonnes de matériel.

1ère étape, 4 janvier départ, 5 janvier, Mombasa
1er j évacuation des Italiens, les Français et les Américains étaient déjà partis

Le 6 janvier l'avion ne se pose pas

Le 7 janvier, l'avion se pose à Mogadiscio

2ème étape : bonne relation avec le CICR, puis évacuation le 6 janvier.

On avait des contacts avec le CSU.

Quand l'équipe est arrivée à l'hôpital le 8 janvier, les blessés arrivent prévenus par la BBC de notre présence.

Les problèmes de communication sont résolus en 2 jours, l'approvisionnement préparé par Mombasa.

Jeudi, évacuation de l'ambassade italienne.

Samedi l'équipe reçoit le matériel. MSF sont les derniers étrangers.

3ème étape : dimanche 13 : Maï doit aller de l'autre côté de la ligne de front, promesse de cessez-le-feu.

150 blessés par jour

Au retour on a tiré dans la voiture, arrêt des circulations

Lundi ça tire autour de l'hôpital

Mardi et mercredi, des blessés, pressions des gouvernements [des clans] pour aller vers un hôpital

Mardi 15 : 3 hommes armés veulent enlever 1 voiture et Bruno Corbé.

Voitures encore volées le soir.

Le 16 au matin : évacuation sur Mombasa (acrobatique)

Samedi 19 : 2 MSF + 2 logisticiens vont à Elbour au CSU L'équipe descend à Mogadiscio : 300 kms, 12 h de piste Au SOS hospital : toujours 150 blessés par jour 50% graves

Matériel par Airfield à 40 km au nord

2 nouveaux membres sont arrivés, l'équipe restera, l'unité a une petite équipe (avantage pour évacuer rapidement)

Pierrot : il faut faire attention de ne pas se précipiter sur des 747. On devrait parfois voir plus petit.

Maï : on aurait dû venir plus léger. L'équipe de 14 personnes était trop importante, ingérable, beaucoup de gens en première mission

On n'a pas pu travailler des deux côtés. On était un peu otages des gouvernementaux.

Discussion sur l'opportunité de partir avec un gros avion, volume initial important ou petit avion, petite équipe mobile professionnelle.

L'aspect chirurgical était le plus important de la mission

Marcel : problème de communication : pléthore de messages, coordination difficile car décisions changeaient trop souvent, paralysie de décision par excès de communication

Rony : il avait été dit « pas de télécom à Mogadiscio » pas de poursuite de la mission « nouvelle évolution de MSF » ???? La facilité de communication est à gérer.

2- question presse : l'opération d'urgence a été menée en toute sécurité car pas de pression de la presse

3- pas un autre organisme ou un autre cadre n'aurait pu faire cette opération.



Lettre aux donateurs, Rony Brauman, président MSF France, mars 1991 (en français).

Madame, Monsieur,

Il y a quelques jours, alors qu'un de nos chirurgiens de retour de Somalie me transmettait son rapport de mission, la télévision diffusait un reportage terrible d'un journaliste ayant suivi les équipes de Médecins Sans Frontières dans ce pays. Les témoignages de ces deux hommes, chacun avec leur regard professionnel, de médecin et de journaliste, font état de la même tragédie. L'horreur qu'ils décrivent, l'extrême souffrance et la détresse dépassent ici l'imagination.

Dès le début de la guerre, alors que tous ceux qui en avaient les moyens fuyaient, personnel diplomatique, membres des organisations internationales, ressortissants étrangers... les Médecins Sans Frontières envoyaient leurs équipes médico-chirurgicales en Somalie et étaient les seuls à soigner et témoigner de l'enfer qui s'y installait.

Les Médecins Sans Frontières sont intervenus en urgence en Somalie comme ils le font partout où des victimes appellent à l'aide.

Ont-ils eu tort ?

Je vous en laisse juge et donne la parole au chirurgien et au journaliste qui ont vécu cet enfer.

« Mogadiscio, deux semaines après la bataille. Les murs blessés de la capitale témoignent des combats fratricides qui font rage en Somalie depuis le début de l'année. Rivés sur le Golfe, les yeux du monde ne se sont pas posés un instant sur ce conflit... »

Sans aucun moyen de communication avec l'extérieur, sept millions de Somaliens vivent coupés du reste du monde. Sans témoins, la tragédie se jouerait à huis clos si, depuis le début, une équipe de Médecins Sans Frontières n'était présente aux côtés des Somaliens.

Des dizaines de blessés arrivent chaque jour à l'hôpital réorganisé récemment par Médecins Sans Frontières. Ils travaillent ici avec l'aide du personnel somalien, lui aussi bénévole.

Cet hôpital surpeuplé est l'un des très rares endroits où des soins peuvent être prodigués. Les blessés qui l'atteignent sont les plus chanceux. Leur survie est avant tout liée à leur chance d'avoir trouvé un moyen de transport. Qu'en est-il ailleurs, là où les structures de santé sont totalement détruites et où il ne reste plus le moindre médicament ? Malgré l'afflux quotidien des blessés graves, les conditions précaires de travail, l'hôpital de Médecins Sans Frontières est une oasis.

Le front est à plus de cent kilomètres de la capitale. Les armes sont les instruments d'un jeu funeste qui n'épargne plus les enfants et les femmes.

Elles sont une centaine qui viennent chaque jour à l'hôpital avec leur enfant. A cause de la guerre, elles n'ont pu les nourrir. L'eau manque. Déshydratation, malnutrition sont les maux dont souffrent ces bébés. Face à une telle détresse, l'équipe de Médecins Sans Frontières est la seule à agir, la seule à réagir.

Au prix de lourds sacrifices, les Somaliens se sont débarassés de leur vieux dictateur. Pour leur malheur, au même moment, les yeux du monde sont aveuglés par un autre événement. La Somalie peu à peu se meurt dans l'oubli, et ça n'est pas un événement...»

F. Laffont - Journaliste.

« Les malades sont hospitalisés dans l'école qui jouxte l'hôpital. Les tables de classe servent de lit, mais la plupart des blessés couchent par terre sur des matelas ou des cartons. Tous sont mis ensemble, entassés par manque de place. Il y a 250 à 300 malades dans cet hôpital de fortune.

Pratiquement tous les pansements suppurent. Les trois quarts des blessures sont infectées, parfois avec un début de gangrène. Il y a également beaucoup d'amputations avec des moignons qui coulent. Enfin, nous dénombrons énormément de fractures ouvertes immobilisées par des attelles en carton car il n'y a pas de plâtre. Les pansements sont sales, coulent sur le carton. Les blessés sont laissés sans soins, sans nourriture. Il n'y a ni eau ni électricité pour opérer.

Tous les gestes sont effectués sans anesthésie locale. Les blessés graves affluent maintenant. Nous sommes débordés par le flot des urgences. Il faut parer au plus pressé.

Il y a du sang partout, l'odeur est épouvantable. Hier, un cadavre est resté par terre dans la salle de consultation tout l'après-midi. Il y a des blessés, soignés ou non, dans toute la cour.

La situation en ville est catastrophique. Les médecins somaliens prédisent l'imminence d'une famine.

Dr. P. Faure. Chirurgien. Médecins Sans Frontières.

Ces témoignages sont tellement durs, parfois même tellement insoutenables, que j'ai longuement hésité à vous les communiquer. J'ai finalement choisi de vous les transmettre, tels que je les ai moi-même découverts. Vous êtes des nôtres, et j'ai pensé que vous réagiriez comme nos médecins sur le terrain, en sachant transformer votre émotion en action.

Même au cœur de l'urgence, même au cœur des guerres, il est possible de sauver de nombreuses vies humaines. A pied d'œuvre, nos équipes travaillent sans relâche. C'est jour et nuit et jusqu'à épuisement qu'on opère et qu'on soigne dans l'urgence. Ce n'est ni le savoir-faire ni le courage qui manquent aux Médecins Sans Frontières. Ce qui leur fait défaut, c'est davantage de médicaments, davantage de matériel médico-chirurgical, c'est à dire, tout simplement, davantage de moyens.

Je vous demande votre soutien financier, parce que votre adhésion est le fondement de notre action. Je ne vous dirai jamais assez combien votre don, quel qu'en soit le montant, est important pour nous. Nos missions de secours reposent sur vous.

Au nom de tous ceux qui attendent notre secours, merci.



A MSF France, la Somalie a tout de suite marqué les esprits. Cela a tout de suite été une urgence extrêmement sensible et chargée d'émotion.

De même qu'il y avait les gens qui connaissaient l'Afghanistan et ceux qui ne connaissaient pas, il y a très vite eu pour la Somalie ceux qui savaient tout sur les clans, les Awiya, les Abridirs Saad, les Abridirs machin, etc... Si tu savais tout cela, tu étais dans le clan somalien. Et les autres, ceux qui n'y comprenaient rien, eh bien c'était tant pis pour eux ! Le 2 janvier, quand la guerre du Golfe a éclaté, on s'est retrouvés avec la probabilité d'une autre urgence, qui allait sans doute éclater et qui attirerait l'attention de tous les médias. Nous à MSF on vivait au rythme de la Somalie, avec la cellule d'urgence,

et la guerre du Golfe, en janvier 91, on n'en avait quand même pas grand chose à faire ! Puis on a vu remonter les premières équipes médicales qui travaillaient sur Mogadiscio. Je me souviendrai toujours d'une lettre d'un médecin qui décrivait l'état des hôpitaux. On n'avait jamais vu une description aussi apocalyptique et on avait été extrêmement ébranlés. Je me suis battue avec le directeur de la collecte – à l'époque je m'occupais des mailings – pour faire une lettre de relance avec ce sitrep. Il me disait : « le Golfe intéresse tout le monde, la Somalie n'intéresse personne. » Il avait parfaitement raison. Mais moi j'étais tellement touchée par ce qui se passait en Somalie que je ne concevais pas que les autres ne puissent pas l'être. Donc j'ai réussi à lui arracher qu'on fasse une lettre de relance sur la Somalie en lui disant : « c'est notre devoir d'information envers notre public de donateurs ! »

Et cette lettre de relance dans laquelle on a transposé la lettre du médecin avec une petite intro nous a rapporté énormément de dons. V3

Dans la foulée, en février 91, on a lancé la série de documents aux donateurs intitulée « Urgences extrêmes », pour parler du Golfe et de la Somalie. En gros, on disait : « il y a les urgences qui intéressent tout le monde et puis celles qui n'intéressent personne. » Et on a traité les deux, en expliquant comment marchait la cellule d'urgence, heure par heure. On décrivait : « on arrive à 10h, il se passe ça, on a des nouvelles via le logisticien de l'équipe de Mogadiscio. Ils nous disent de rappeler parce que ça bombarde et qu'il faut qu'ils aillent se mettre à l'abri etc. »

Anne Fouchard, chargée de communication MSF France (en français).

Le 20 février, l'agence Reuters rapporte que selon MSF « des signes de malnutrition commencent à apparaître en Somalie ». Par ailleurs l'approvisionnement devient plus difficile, les autorités kenyanes refusant parfois les autorisations de vol vers la Somalie.



« Des signes de malnutrition apparaissent en Somalie, selon des médecins français ». Reuters (Royaume-Uni) Paris, 20 février 1991 (en anglais).

Extrait :

« Des signes de malnutrition commencent à apparaître dans la population somalienne, isolée du monde depuis six semaines de combats », a déclaré mercredi l'organisation humanitaire médicale française Médecins Sans Frontières.

MSF décrit un état de santé et d'hygiène alarmant dans la capitale Mogadiscio. *« Les structures médicales sont paralysées et les besoins en médicaments, en équipement*

médical et en essence sont énormes » a déclaré l'organisation.

MSF, qui a envoyé des médecins, des infirmières et des fournitures médicales dans le pays, affirme que Mogadiscio est calme mais que les combats violents entre factions se poursuivent dans le sud du pays. [...]



Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France, 15 février 1991 (en français). **D10** ↗

Somalie (Brigitte Vasset)

Six Médecins Sans Frontières sont dans le seul hôpital non dévasté de Mogadiscio. MSF s'occupe surtout de la traumatologie. Il reste pas mal de blessés : si les combats se sont arrêtés, les (ex) combattants continuent des actions sporadiques.

Les trois mouvements (SNM, CSU et SPM) doivent se rencontrer prochainement ... pour discuter.

Un problème aigu d'approvisionnement en nourriture se profile lentement. Outre MSF, les seules aides sont venues des Emirats arabes unis (fourniture de matériel médical et médicaments) et du gouvernement belge qui a mis 2 avions sur le coup.

20 000 à 30 000 réfugiés éthiopiens se sont réfugiés au Kenya.

40 000 Somaliens du nord sont partis en Ethiopie.

En conclusion : problème de sécurité et des conditions de travail difficiles pour l'équipe, avec une menace de famine à relativement court terme.



Fax de Dominique Boutriaux, coordinatrice MSF en Somalie, au responsable de programmes Somalie MSF Belgique, 15 mars 1991 (en français).

1. Nous venons de recevoir un appel de Thierry à Nairobi :

Les autorités kenyanes refusent aux avions privés la clearance [l'autorisation] pour voler à Moga. Motifs officiels : « problèmes de sécurité ». Raison probable: « collusion » entre autorités kenyanes et la famille des Darods (au sud-Somalie – spm (spécialement) Kisimayo) .

Le Kenya accepte les vols sur Kisimayo. L'interdiction de voler sur Moga ne vaut pas pour le C-130 de l'armée belge car « gouvernemental ».

2. Thierry ajoute que la presse au Kenya est déjà sur les dents, dénonçant le fait que le Kenya bloque l'action humanitaire [destinée] à la Somalie.

3. notre équipe est donc bloquée, sauf vol du C-130. Nous proposons d'ores et déjà d'explorer d'autres voies d'accès à Moga : Djibouti (msf/h) Yemen (msf/f).

Par ailleurs Thierry rencontre les autorités diplomatiques à Nairobi: CEE [Communauté économique européenne], ambabel [ambassade de Belgique], ambafrance, [ambas-

sade de France] n.u.[Nations unies] ceci afin d'aider à débloquer les choses.

4. vos commentaires?

Amitiés, Dominique.

SOMALILAND, KISIMAYO

En mars, une équipe de MSF Hollande effectue une mission exploratoire dans le nord de la Somalie, près de la frontière avec l'Ethiopie, une région tenue par le groupe MNS. Les besoins humanitaires y sont énormes, toutes les infrastructures de services publics de base ayant été détruites pendant la guerre, et les blessés par mine sont nombreux.

Début mars, MSF Hollande ouvre un bureau à Berbera et une mission médico-chirurgicale est mise en oeuvre dans l'hôpital d'Hargueisa. Des programmes de soutien médical sont également menés dans les hôpitaux et divers centres de santé d'Hargueisa, Burao et Gebiley. Les forces du MNS assurent la sécurité de l'hôpital et sont censées garantir celle des équipes humanitaires.

A la mi-mai les combats sont terminés dans le nord de la Somalie. Le MNS a déclaré unilatéralement l'indépendance du territoire qu'il contrôle, non reconnue par les autres factions. V4 ▶

A partir de juin, MSF Hollande étend ses deux programmes ouverts en mars dans le nord du pays et ne s'implique plus dans le programme de Mogadiscio dont MSF France prend la coordination.



« Médecins Sans Frontières intervient dans le nord somalien ». **Communiqué de presse** MSF Somalie n°24, 6 mars 1991 (en français).

Alors que la guerre civile continue de ravager la Somalie, Médecins Sans Frontières a envoyé une mission exploratoire dans le nord du pays. Devant la situation dramatique qui prévaut dans cette zone, une équipe trois personnes s'est tout de suite installée dans l'hôpital d'Hargueisa. La mission exploratoire a visité Hargueisa et ses environs, ainsi que Burao et Sheikh qui sont sous contrôle du SNM. La ville d'Hargueisa est détruite à 95%. Les mines qui subsistent font 4 à 5 blessés graves par jour. Il n'y a ni réserve d'eau ni électricité, et les habitants s'approvisionnent dans un bassin du centre ville. Cette unique source d'eau potable risque d'être polluée à la saison des pluies, avec les inondations les structures de santé sont

paralysées, et, si l'hôpital est dans un état correct en comparaison du reste de la ville, les blessés graves doivent être transférés sur Berbera. 8 médecins somaliens travaillent sur l'hôpital d'Hargueisa. La ville de Burao est, elle, détruite à 75%, et paraît moins désorganisée par la guerre. L'hôpital, par contre, n'est plus opérationnel. Les équipes de Médecins Sans Frontières se sont également rendues dans l'hôpital de Sheikh qui est en bon état. Face à l'urgence des besoins et à la demande du corps médical local, Médecins Sans Frontières a démarré une mission médico-chirurgicale dans l'hôpital d'Hargueisa (assistance aux unités chirurgicales et remise en route des grands services médicaux), mission qui sera étendue aux hôpitaux de Burao et de Sheikh. L'équipe sera renforcée dans les jours qui viennent de 2 médecins et d'un chirurgien. Médecins Sans Frontières, seule organisation humanitaire à s'être rendue en Somalie depuis le début de la guerre, a par ailleurs une équipe de 8 personnes à Mogadiscio.



«Selon des médecins une ville du nord de la Somalie serait complètement détruite par la guerre civile». **Reuters** (Royaume-Uni), Paris, 6 mars 1991 (en anglais).

Extrait :

[...] Selon Médecins Sans Frontières (MSF), 95% d'Hargueisa a été détruit et la ville n'a plus ni eau ni électricité. Les habitants collectent l'eau dans une mare qui risque d'être polluée par les inondations pendant la saison des pluies.

MSF, dont une équipe de 8 personnes travaille dans la capitale Mogadiscio, annonce avoir envoyé trois employés médicaux pour réorganiser les hôpitaux dans le nord et s'apprêter à en envoyer trois autres.

Les combats continuent dans certaines régions de Somalie entre les factions des divers groupes rebelles qui ont formé une alliance objective pour renverser le président Mohamed Siad Barré en janvier.



Rapport de visite à Djibouti et en Somalie - MSF Hollande - 19-28 mars 1991 (en anglais).

Extrait :

1. Introduction

Le 20/3 le CICR a décidé de se retirer du nord de la Somalie après plusieurs incidents. Les deux incidents les plus récents ont entraîné des vols de véhicules. Le 19/3 une voiture du CICR s'est rendue à l'aéroport avec à son bord entre autres, le coordinateur de MSF, un représentant du HCR en visite de Djibouti et un représentant du CICR.

En route, des hommes armés ont volé le véhicule et sont partis avec. Les passagers sont rentrés en stop. Plus tard

dans la journée le véhicule a été rendu avec le cadavre de l'un des voleurs à l'intérieur. Le MNS a annoncé qu'il s'agissait d'une preuve qu'il assurait la protection des biens. Le CICR l'a pris comme une menace. Quoi qu'il en soit, le CICR a décidé de se retirer.

Depuis le début MSF a une position différente, en raison de ses opérations transfrontalières menées l'an dernier. Alors que le CICR est accusé de ne soutenir que le Fakkash (l'armée de Barre), qui est considéré comme un soutien de longue date du MNS.

Ajouté à la présence d'une équipe à Hargueisa, cela nous a menés à décider que MSF ne s'associerait pas au CICR. Après le départ du CICR, le MNS a pris en charge l'hôpital de Berbera et tous les stocks comme cela avait été demandé, empêchant ainsi les pillages par la population. Bien sûr, le départ du CICR n'a pas arrangé la situation à Berbera, déjà très tendue.

Le même jour, l'équipe de MSF a reçu la visite du vice-président du MNS et du nouveau directeur de l'hôpital de Berbera. Le MNS a été très clair sur les points suivants :

L'assistance étrangère est la bienvenue

Il n'y a aucun signe qu'aucun groupe veuille harceler les étrangers

Des problèmes de sécurité persistent à Berbera

Les autres parties sont d'accord et il n'y a aucun problème à voyager

Une escorte est à la disposition de MSF si elle le souhaite.

MSF a juste décidé d'accepter un garde supplémentaire cette nuit-là. [...]

3. Projets MSF

3.1 Hargueisa

Après discussions avec le nouveau directeur des services médicaux, [...] il a été décidé que GED continuerait son soutien à l'hôpital d'Hargueisa, en l'amplifiant, tandis que MSF se concentrerait sur les dispensaires généraux et les dispensaires materno-infantiles en dehors d'Hargueisa.

En partie à la suite de la visite du président de GED (qui a promis le paradis sur terre en Somalie, nommé un Somali chef de la mission GED et refuse de collaborer avec MSF), mais plus spécialement étant donné l'ampleur des besoins et le manque d'assistance jusqu'ici, l'équipe de MSF s'est montrée farouchement en faveur de cette solution. [...]

[...] Les relations sont un peu tendues entre les expatriés et les Somaliens. Les conceptions européenne et somalienne de la gestion d'un hôpital sont incompatibles et les opinions divergent sur de nombreux points. Combiner des actions de secours en urgence et un soutien en management s'avère difficile. [...]

A Hargueisa il y avait 3 dispensaires materno-infantiles, qui prodiguaient tous les soins de base excepté l'hospi-

talisation. Deux d'entre eux ont été complètement détruits. Le troisième pourrait être remis en état. Toutefois les autorités ont aussi offert de mettre à disposition un autre bâtiment qui semble tout à fait adapté. Lorsque le premier dispensaire fonctionnera on pourra ouvrir le deuxième à Hargueisa. Pendant ce temps on explore les possibilités d'ouvrir un dispensaire de soins de santé primaire et materno-infantile à Geddeley. [...]

3.2 Burao

A la demande du responsable médical régional MSF va soutenir l'hôpital de Burao. Un support particulier a été demandé pour :

- les soins curatifs en obstétrique / gynécologie
- les soins préventifs (materno-infantiles)
- la formation de tout le personnel, y compris les médecins (ex: ophtalmologie, gynécologie, pédiatrie)
- l'approvisionnement en médicaments
- la nourriture pour les patients
- les salaires

Au-delà du soutien à l'hôpital, une aide dans le domaine de la santé materno-infantile à Burao et dans les alentours a également été requise. Comme dans la région d'Hargueisa, l'idée est de commencer graduellement et de se concentrer d'abord sur la remise en marche d'un bon hôpital de référence. [...]

MSF a accepté de commencer par envoyer une équipe composée d'un médecin formé à l'obstétrique, une sage-femme et une infirmière ainsi qu'un logisticien. [...]

5. Conclusion

Dans le nord de la Somalie les conditions de sécurité sont imprévisibles mais pour l'instant tout va bien. Les besoins sont énormes et jusqu'ici le soutien reste insuffisant. MSF peut et doit jouer un rôle actif dans la mobilisation d'autres organisations d'aide, en particulier dans les domaines non médicaux. L'équipe trouve peu à peu sa place et fonctionne au jour le jour. Les financements sont largement disponibles.



«Le gouvernement somalien par intérim demande au nord de mettre fin à la sécession». **Reuters** (Royaume-Uni), 27 mai 1991 (en anglais).

Extrait :

«Nous voulons faire savoir clairement au peuple somalien et au reste du monde que les régions du nord font partie de la république de Somalie» a annoncé la radio de Mogadiscio, citant une déclaration du conseil des ministres.

Le Mouvement National Somalien (MNS) qui a pris le contrôle de la partie septentrionale de la Somalie après le renversement de l'ancien président Siad Barré a proclamé la création de la République du Somaliland un peu plus tôt dans le mois.

«Ces décisions et changements doivent être considérés comme allant à l'encontre de notre indépendance nationale

et de l'unité du pays» a déclaré la radio de Mogadiscio, retransmise par la BBC. [...]

Siad Barré, qui se trouve quelque part en Somalie avec le reste de son armée, a récemment déclaré qu'il se considérait encore comme le président du pays.

En avril, deux équipes de MSF vont successivement évaluer la situation à Kisimayo où des besoins sont identifiés. Fin septembre, MSF Belgique déclare ne pas pouvoir prendre en charge cette mission pour le moment, faute de ressources humaines, et laisser MSF France s'en charger. Celle-ci décide de n'en rien faire tant que l'équipe de Mogadiscio n'est pas complète. Finalement la mission MSF de Kisimayo sera ouverte en mars 1992 par la section belge.



«Kisimayo - mission exploratoire 20 au 21 avril 1991». **Rapport**, MSF France, 22 avril 1991 (en français).

Extrait :

6. Les conditions d'intervention

Situation politico-militaire :

Depuis que le général Aidid a pris le commandement militaire du CSU le front n'a jamais été aussi proche de la ville. Quel que soit le cas de figure dans l'évolution de la situation (prise de la ville par le CSU ou négociations) les besoins existant sur place justifient largement une intervention de notre part.

Notre vocation de neutralité dans le conflit impose un rééquilibrage de notre présence en Somalie en faveur de la communauté Darod. Cette éventuelle présence à Kisimayo ne souffre d'aucune contestation de la part des différents acteurs de la scène somalienne en particulier sur Mogadiscio.

Sécurité

L'atmosphère régnant en ville est beaucoup moins tendue qu'à Mogadiscio. La présence d'armes à feu et de véhicules militaires y est beaucoup plus discrète, les groupes armés y semblent mieux coordonnés et plus solidaires.

L'attitude des leaders locaux lors de l'évacuation dont Fred et le CICR ont été témoins fut très saine et responsable.



Rapport de visite Somalie 29/04/91-02/05/91, Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programme, MSF France (en français). **D11** ↗

Extraits :

2) Le sud, Kisimayo.

La visite a été faite par Wim, Frédéric et moi même.

Elle a duré 1 jour et demi et bien sûr elle ne peut pas être prise comme une véritable mission exploratoire mais plutôt comme une première prise de contact et une vision rapide de la situation.

Le déplacement a été fait en voiture de Mogadiscio jusqu'à Kisimayo. Nous sommes passés par les villes de Brava et de Jilib où nous avons visité les structures de santé. [...]

2-3) Kisimayo:

Ville sur le littoral.

La population normale se situerait dans les environs de 50 000 pour la ville et 50 000 dans les environs (district).

La route depuis Jilib est bonne.

Il existe un aéroport international utilisable par les gros porteurs et un port important (un des seuls ports en eaux profondes).

Cette ville a accueilli les déplacés et les combattants Darod lors des affrontements avec les Awiye du CSU.

A ce moment il y avait 150 000 déplacés dans la ville (en plus des 50 000 normalement présents) et 300 000 déplacés dans les environs.

Début juin, après la prise de la ville par le CSU, on ne trouve pratiquement plus de déplacés: ils se sont enfuis vers le sud (les officiels sont partis dans un bateau italien, les autres vers la Libye).

La ville présente une activité quasi-normale mais il existe beaucoup d'hommes en armes et une véritable armada de « mad max cars » [véhicules équipés de mitrailleuses lourdes]. La sécurité a l'air assez bonne mais il y a toujours des coups de feu. Pendant la nuit nous avons entendu de très longues rafales et un bruit d'explosion.

2-3-1) L'hôpital:

L'hôpital est pavillonnaire avec de grands services d'hospitalisation d'âges variés mais tous très vétustes et il existe une unité en U plus récente où sont pratiqués les soins.

Lors de la visite (la semaine précédente) de Thierry Durand et de Frédéric Vignau, cet hôpital était surpeuplé (plus de 500 malades), le jour de notre visite il est entièrement vide (3 ou 4 patients).

Les services sont difficilement utilisables en raison de leur vétusté mais la section en U pourrait rapidement être aménagée pour installer un petit centre de santé (capacité hospitalière: environ 10 lits).

Il n'y a pratiquement pas de matériel ni de médicaments (tout aurait été emporté lors de la fuite).

2-3-2) Les déplacés.

Les chiffres sur le nombre des déplacés restant étaient très variables d'une source à l'autre. Nous pensons avoir visité pratiquement tous les centres (improvisés) d'accueil:

- Police headquarters (200),
- Inch (500),
- Animal Laboratory (300),
- Meat factory (vide),
- Leather factory (1 famille).

La plupart de ces déplacés viennent de Mogadiscio ou de Bosaso. Ils disent presque tous qu'ils veulent revenir chez eux.

Il y avait très peu d'hommes: essentiellement des femmes et des enfants.

Leurs conditions de vie sont précaires: eau sale, pas de latrines. Nous n'avons pas vu de cas de malnutrition et il existait des sacs de grains dans certains endroits.

Devant les « centres d'accueil » nous avons toujours vu des soldats en armes. Les déplacés n'avaient pas l'air trop effrayés mais ils disaient un peu trop vite (et un peu trop spontanément) qu'ils n'avaient aucun problème de sécurité quand des soldats étaient avec nous.

Un autre centre existe à Jilib où un sheikh [chef local] a pris des déplacés sous sa protection. Le CICR, qui a évalué le statut des réfugiés dans ce centre, parle de 10 à 15 000 déplacés en mauvais état avec de nombreux cas de malnutrition. Wim y est passé sur le chemin du retour. [...].

La politique du CSU est de les rapatrier et de faire revenir tous les déplacés qui se sont enfuis. Il est clair que ceux-ci risquent de rentrer quand leurs réserves de nourriture seront épuisées (avant de partir ils ont pris les 250 tonnes de nourriture que le CICR avait transportées). Parmi eux il faut s'attendre à voir des blessés, des malades et sans doute des enfants malnutris. Il n'existe aucune structure médicale capable de les recevoir....

2-4) Bilans et perspectives.

Il est difficile de parler de structure de santé dans Kisimayo: c'est le grand vide. En raison de la population importante, de l'arrivée possible des déplacés (en mauvais état) il serait très intéressant d'apporter un support médical à cette ville. L'urgence est médicale (les Somaliens aimeraient peut être monter une antenne chirurgicale...), elle risque de devenir nutritionnelle (en raison de la saison des pluies qui commence, c'est trop tard pour planter).

En raison des changements rapides il serait bon qu'une équipe de 2 personnes s'installe et définisse davantage les lignes d'un projet. Si la sécurité le permet et si nous ne perdons pas trop de temps, pas de problème, les besoins sont là.



Message du responsable de programme de MSF Belgique, à Brigitte Vasset, directrice des opérations de MSF France, 30 septembre 1991 (en français).

Bonjour Brigitte

Je suis désolé de te répondre si tard... mais il y avait assez de travail au Pérou. En ce qui concerne Kisimayo, Somalie : je crois honnêtement que MSF B n'a malheureusement pas les ressources humaines pour répondre actuellement aux besoins éventuellement présents là-bas.

A mon avis ce ne sera pas plus mauvais s'il y a une politique bien définie pour le sud et le centre de la Somalie et le fait qu'une section reprenne toutes les activités n'est pas plus mal, ça évite des problèmes de coordination.

Ceci dit, je (MSFB) considère encore comme priorité humanitaire ce pays ravagé et n'exclus donc pas d'éventuelles missions en Somalie, mais ceci serait seulement après une réévaluation des besoins et de nos ressources.

En conclusion : vas-y, nous ne pouvons actuellement pas commencer des missions en Somalie.

A la prochaine, amitiés



Compte-rendu de la réunion du comité de direction, MSF France, 17 octobre 1991 (en français).

Extrait :

Somalie : décision prise lors du passage de Thierry, de Nairobi : pas de mission explo et d'ouverture de Kisimayo tant que l'équipe n'est pas complète et stabilisée à Moga.

Pendant ce temps, 200 000 Ethiopiens qui s'étaient réfugiés en Somalie pendant la guerre de sécession d'Ogaden dans les années 1977 et 1978, fuient le conflit somalien et rentrent en Ethiopie. 500 000 réfugiés somaliens suivent la même voie. Ils s'ajoutent à 400 000 réfugiés soudanais. L'Ethiopie est elle-même ravagée par la sécheresse et la guerre civile qui aboutira à la prise de pouvoir par les Tigréens fin mai.

Le 27 mai, MSF Belgique alerte sur la situation catastrophique de ces réfugiés dans cette région isolée d'Ethiopie où la logistique de livraison des secours est particulièrement difficile. De plus, les troupes éthiopiennes ont été retirées et envoyées combattre les insurgés du nord, laissant les réfugiés sans protection, à la merci des pillards.



« Nouvelle situation de famine en Ogaden, alors que les réfugiés fuient la Somalie ». **Reuters** (Royaume-Uni), 10 mai 1991 (en anglais).

Extrait :

[...] Les Nations unies ont répondu rapidement à la crise, mais l'éloignement de la région limite les opérations de secours.

Les routes sont si mauvaises – paradoxalement détériorées par les premières pluies en deux ans – que les camions du PAM ne peuvent pas atteindre les petites villes frontalières où la situation est la plus grave.

« Ce qui arrive n'est pas adapté et ce qui circule n'est pas adapté » soupire Legussie Mulato, le représentant local de la commission de secours et de réhabilitation (CSR). Les responsables des Nations unies ont exprimé leur désarroi face au manque de réaction d'urgence du gouvernement central d'Addis Abeba – pratiquement paralysé par une offensive rebelle majeure dans le nord.

« Nous sommes un peu déçus que les autorités n'aient pas été capables de décider d'agir » regrette Tim Painter, le représentant spécial des Nations unies en Ethiopie.

Les Nations unies pensent que les autorités devraient exercer plus de pression sur les transporteurs locaux pour qu'ils acheminent à un coût raisonnable des céréales dans les zones isolées. [...]



« Selon les médecins, les camps de réfugiés en Ethiopie sont au bord de la catastrophe ». **Reuters** (Royaume-Uni), Bruxelles, 27 mai 1991 (en anglais).

Extrait :

[...] « Si l'aide nutritionnelle et médicale cesse, des milliers de personnes, en particulier des enfants, seront condamnés à mort dans les semaines à venir ».

Selon MSF, la situation s'est détériorée à la suite du retrait de l'armée éthiopienne face à l'avancée des rebelles.

Plus d'un million de personnes survivent à peine dans une zone qui abrite 500 000 réfugiés de Somalie, 400 000 du Soudan et 200 000 Ethiopiens qui ont fui la Somalie.

Selon MSF, la seule voie de transport de nourriture vers les réfugiés soudanais des camps de l'ouest de l'Ethiopie a été coupée. Le stock de nourriture pourrait ne pas durer plus de dix jours.

Dans certains camps de réfugiés somaliens de l'est de l'Ethiopie, le taux de malnutrition s'élève à 50%.

Comme d'autres organisations humanitaires, MSF s'est retirée des camps de réfugiés somaliens en raison de la rapide détérioration de la sécurité depuis le retrait de l'armée éthiopienne.

« Des mesures immédiates doivent être prises pour garantir la protection des réfugiés et permettre la fourniture de l'assistance humanitaire », a déclaré l'organisation.



« Le changement de régime en Ethiopie provoque un afflux de réfugiés et risque d'accroître la famine ». Claude Regin, **Reuters** (Royaume-Uni), 31 mai 1991, (en anglais).

Extraits :

[...] Les agences de secours estiment que 17 millions de personnes sont menacées de famine en raison des effets combinés de la sécheresse et de la guerre civile en Ethiopie, au Soudan et en Somalie.

Le bureau du Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé que la ligne d'approvisionnement d'un million de réfugiés et de 200 000 retournés en Ethiopie était déjà pratiquement coupée.

L'approvisionnement alimentaire de sept autres millions de déplacés et victimes de la sécheresse est aussi sérieusement menacé.

Des pillards ont vidé plusieurs entrepôts du HCR de leurs réserves et ont volé ou détruit des véhicules, attaqué des convois et fait exploser des ponts.

Selon la porte-parole Sylvana Foa, des camps considérés jusqu'ici comme difficiles à approvisionner sont devenus complètement inaccessibles.

[...] « On ne peut pas apporter de nourriture parce que les convois ne peuvent pas passer et les pillages ont complètement détruit nos réserves », a déclaré Cecil Kpenou, un représentant du HCR à Addis-Abeba cité par Sylvana Foa.

La Corne de l'Afrique abrite déjà l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde, et la poussée des rebelles en Ethiopie a amplifié le chaos. [...]

Après avoir fait tomber le régime, les rebelles somaliens attendent l'aide de la communauté internationale. Mais la crise des Kurdes irakiens, qui après s'être rebellés sont pourchassés dans les montagnes du nord du pays et de la Turquie par le régime de Saddam Hussein, prend le relais de la Guerre du Golfe sur l'agenda de la communauté internationale, qui continue à ignorer la situation en Somalie.

En mars, pour porter secours aux Kurdes, MSF, toutes sections confondues, se lance dans sa plus importante opération de secours jamais menée. L'excellent et efficace climat de collaboration entre les sections laisse augurer d'autres opérations de ce genre dans d'autres contextes dont – pourquoi pas – la Somalie.



La situation n'est pas claire à l'extérieur. On entend dire que Siad Barré qui est aux portes de Mogadiscio va revenir. On commence à se plonger dans les livres et à

découvrir et à comprendre un peu ce que c'est que cette coalition CSU: les Habr Guedir, les Abgal, les Morosané, les Makjakti, etc. Il y a une période un peu plus calme. Ils ont gardé une sorte de gouvernement dont le premier ministre est le dernier premier ministre nommé par Siad Barré. Nous rencontrons tous ces gens puisque nous sommes les seuls représentants d'organismes internationaux en ville. En fait ils pensent que la communauté internationale va revenir toute de suite et qu'ils vont être félicités d'avoir renversé le dictateur. Ils espèrent que les Italiens, les Américains, vont leur donner de l'argent pour les aider à se mettre en place. Mais c'est une période où personne n'est intéressé par la Somalie. Il y a l'Irak et la guerre d'ex-Yougoslavie. Donc il ne se passe rien du côté de la communauté internationale.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).



MSF a ce projet d'unité européenne d'intervention d'urgence qui mène au printemps 1991 la grande opération du Kurdistan aux frontières irakiennes, qui se déroule dans un climat de bonne coopération entre les trois grosses sections (Paris, Bruxelles, Amsterdam). Cela marche bien et rapproche tout le monde. C'est le premier moment où MSF se détache nettement par rapport au peloton général de tous ceux qui sont un peu mêlés à l'urgence. On couvre toute la frontière irako-turque. Pour moi c'est un moment clé dans l'histoire de MSF, l'histoire telle qu'on peut la constater sur le terrain, mais aussi l'histoire intérieure et institutionnelle. C'est vraiment le moment où les relations sont au plus fort.

Dr Rony Brauman, président de MSF France (en français).

A la fin mai, le front s'est éloigné de la ville de Mogadiscio et un équilibre fragile s'établit entre les deux factions du CSU, issues des clans Abgal et Habr Guedir tandis que Siad Barré, replié dans l'ouest du pays, se considère toujours comme le président de la Somalie.

En juillet, six factions politiques signent un cessez-le-feu, décident de former une armée commune pour chasser Siad Barré et nomment officiellement Ali Mahdi Mohamed à la tête du gouvernement provisoire pour tout le territoire somalien.

Fin août, les combats s'intensifient entre les troupes de Siad Barré et celles du CSU au centre et au sud-ouest de la Somalie.



« Les mouvements rivaux somaliens s'accordent sur un cessez-le-feu et un nouveau gouvernement ». **Reuters** (Royaume-Uni), Djibouti, 21 juillet 1991 (en anglais).

Extrait :

Six groupes politiques somaliens ont annoncé dimanche à Djibouti avoir abouti à un accord sur un cessez-le-feu dans leur pays ravagé par la guerre.

Ils ont aussi nommé à la tête du gouvernement Ali Mahdi Mohamed, le chef du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), qui contrôle la capitale Mogadiscio. [...]

Selon le communiqué officiel, les délégués se sont mis d'accord pour s'unir et former une force militaire conjointe pour chasser l'ancien président Siad Barré et ses partisans, retranchés dans le sud somalien. [...]



« 480 morts avec la reprise des combats, selon le leader d'une faction somalienne » **Reuters**, Mogadishu, 24 août 1991 (en anglais)

Extrait :

Selon le commandant de la faction armée qui contrôle Mogadiscio, la capitale somalienne, les troupes loyales au président renversé Siad Barré ont tué 480 personnes lors d'une reprise des combats dans le pays ravagé par la guerre.

Le général Mohamed Farah Aïdid, commandant en chef de l'armée et président du Congrès de la Somalie unifiée (CSU), a affirmé que les hommes de Siad Barré avaient utilisé de l'artillerie lourde et des tanks pendant les combats avec le CSU dans le centre et le sud-ouest de la Somalie. [...]

SOIGNER SOUS BONNE GARDE

En cette année de 20^{ème} anniversaire de la fondation de MSF, l'équipe de la mission de Mogadiscio fait l'objet de reportages approfondis de la part de la presse internationale.



« Oser soigner », Kathleen Hunt, **The New York Times Magazine** (Etats-Unis), 27 juillet 1991 (en anglais). **D12**

Extrait :

Lorsque l'auteur de ce reportage et le photographe arrivent début mai à l'hôpital Medina, un établissement de 130 lits à Mogadiscio, en Somalie, celui-ci déborde de blessés. Nuit et jours des volontaires y réalisent des opérations chirurgicales à un rythme effréné. Les coups de feu résonnent à travers la ville et tout près des explosions frappent le bâtiment d'un étage.

Peu de pays illustrent de façon aussi spectaculaire que la Somalie les catastrophes oubliées du reste du monde ; ce pays a eu la mauvaise fortune en janvier de voir le renversement violent de son vieux dictateur éclipsé par le compte à rebours de la guerre du Golfe.

Depuis que la guerre civile a éclaté en 1988, la Somalie s'est disloquée dans la guerre civile et l'anarchie, tombant à la merci de soldats déchaînés et de bandits de grands chemins armés.

En janvier, quand a commencé la bataille finale pour le contrôle de la capitale, Mogadiscio, quasiment toute la communauté de l'aide internationale s'est retirée de l'ancien port arabe.

Seule une poignée d'Européens est restée, la plupart membres d'une petite organisation humanitaire autrichienne, SOS Village d'enfants. Quand le chaos a atteint la ville de Berbera, le Comité international de la Croix-Rouge lui-même s'est retiré. Les téléphones et les faxes étaient coupés et les transports commerciaux complètement paralysés.

Mais une organisation de secours a défié la prudence et est entrée au lieu d'en sortir. Le 7 janvier, une petite équipe chirurgicale de volontaires de Médecins Sans Frontières (MSF) a atterri en Somalie en provenance du Kenya pour opérer les blessés de guerre.

Par deux fois, dans les semaines qui ont suivi, les volontaires de MSF ont été forcés de quitter le pays, d'abord quand les vagues de soldats en maraude des troupes gouvernementales ont envahi l'hôpital où ils travaillaient, et plus tard quand les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (CSU) ont pris le siège du gouvernement et ouvert les prisons et les dépôts d'armes.

Alors que les forces gouvernementales et rebelles emplissaient le ciel de tirs d'artillerie, le seul contact de la Somalie avec le monde extérieur restait la ligne radio entre les volontaires de MSF et leur bureau régional au Kenya. [...]

En janvier, c'était la Somalie. Depuis février, ils se battent contre une épidémie de choléra qui a éclaté au Pérou et menace toute l'Amérique du Sud.

A peine les volontaires exténués avaient-ils apporté abris et médicaments à des milliers de Kurdes en avril qu'un cyclone ravageait un tiers du Bangladesh, obligeant Paris à envoyer une équipe exploratoire pour évaluer les destructions.

Le photographe et moi-même arrivons début mai. A Mogadiscio, les volontaires MSF continuent les opérations chirurgicales jour et nuit, courbés en deux dans les pavillons de l'hôpital Médina. Sa capacité d'accueil de 130 lits largement dépassée, l'hôpital s'est étendu à l'extérieur, engorgé par un flot de patients aux plaies purulentes, qui gisent sur des matelas de paille sous les acacias.

A part la Croix-Rouge qui est revenue avec trois personnes, la communauté internationale des secours est toujours dans l'attente à Nairobi.

Les rafales de coups de feu sont fréquentes dans la capitale somalienne et les explosions secouent le bâtiment d'un étage.

Pas de répit dans la chaleur étouffante de la salle d'urgence. Sabine Brunello, une infirmière française débordée, inondée de sueur, se penche vers le sol pour examiner un patient qui vient juste d'être amené sur une civière.

Jetant un regard à l'assistance par dessus son épaule, elle lance en anglais : « *S'il vous plaît, j'ai besoin d'aide* ».

A quelques pas de là, le corps d'une petite fille, abattue par une balle perdue, gît abandonné par ses parents découragés.

Le sol est maculé de pansements et de gants de caoutchouc usagés et les mouches ont commencé à tourner autour d'une flaque de sang putréfié.

Brunello jette un regard à travers la pièce et murmure : « *le plus dur c'est pour les enfants* ».

Dans le compound, le coordinateur de l'équipe médicale, Jean-Hervé Bradol, 32 ans, fait une courte pause dans la cuisine de l'ancien local des infirmiers.

« *Je voulais travailler ici parce que ce n'est pas sous les feux de la rampe, parce que personne ne s'y intéresse* », dit-il affalé dans la chaleur et l'humidité. « *En fait le grand mérite de MSF a toujours été d'aller là où les autres ne vont pas* » [...] « Nous prenons des risques, dit-il de ses collègues, financièrement, personnellement, sans aucun retour ».

L'équipe de Somalie est bien consciente de la disparité entre la publicité qui entoure le désastre du Kurdistan et celle qui entoure la catastrophe somalienne.

Le moral est bas dans l'équipe de MSF, qui travaille de 8 heures le matin jusqu'à bien après minuit. Les relations ne sont pas très sereines avec le personnel médical local

qui s'est senti exclu par les méthodes de travail très rigides de l'un des premiers médecins MSF arrivés.

Après des semaines d'efforts diplomatiques, MSF a réparé les dégâts, mais récemment des médecins somaliens ont menacé de démissionner si on ne leur versait pas des salaires en plus des rations de nourriture qu'ils reçoivent. « *Qu'est-ce qu'on fait là ?* » se demande le docteur Lionel Raffin, un anesthésiste de Paris. « *Aujourd'hui nous sommes épuisés et notre moral est au plus bas. Est-ce que ce qu'on fait en vaut la peine ?* » Depuis l'arrivée de Raffin, il y a deux semaines, l'équipe a réalisé 82 opérations majeures et réparé les os de nombreux autres patients. Pour Raffin, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Mais son collègue Bradol voit le rôle du groupe dans une perspective plus large, celle d'un témoin indépendant des bouleversements d'une Somalie à l'agonie. « *On n'est pas là pour montrer aux gens comment gérer un hôpital* » avance-t-il. « *On veut mettre la pression sur le gouvernement pour qu'il se conduise correctement* » Leur présence permet aussi de jauger le niveau de stabilité du nouveau gouvernement. « *Il serait très mauvais si nous devions nous retirer* », note Bradol.

En effet, selon Charles F. Leakey, le directeur de Care Somalie, les autres agences suivent les signaux envoyés par les MSF, tout en les critiquant parfois : « *Certains trouvent qu'ils sont trop impertinents, qu'ils ne collaborent pas assez avec les autres organisations non gouvernementales* » dit-il. « *Mais ils sont entrés et sortis deux ou trois fois, et cela nous en dit beaucoup. Si ces gars-là ne peuvent pas travailler ici, nous non plus* ».

Surveiller l'évolution de la situation est central – en fait vital – pour le travail quotidien de MSF, et la tâche délicate de garder le contact avec toutes les parties au conflit en Somalie revient à Wim Van Hauwaert, un infirmier belge qui est le coordinateur général de l'équipe.

28 ans, une carrure d'ours, Van Hauwaert passe aisément du rôle de manager à celui de « *remonteur de moral* » en passant par celui de diplomate. Chaque jour il fait au moins une fois le tour de la capitale en ruine avec son chauffeur somalien, toujours bien informé, pour évaluer les rapports de force entre les différentes factions et le niveau général d'anarchie.

Un matin, j'accompagne Van Hauwaert qui inspecte deux énormes citernes de purification de l'eau que l'équipe a fournies pour plusieurs milliers d'habitants d'un bidonville des faubourgs de la ville. Comme tout le monde, nous circulons avec des gardes armés. Aujourd'hui toute la ville est en alerte après que des combats entre factions rebelles ont éclaté la nuit dernière.

Au moment où le chauffeur tourne dans le boulevard principal, 50 hommes surgissent de nulle part et nous encerclent, agitant fusils, lance-roquettes et pistolets et hurlant tous en même temps. « *Stop !* » lancent-ils. « *PAS DE PHOTOS !* » La tension monte alors que nous

passons près d'un char gouvernemental calciné, près de l'hôtel Towfiq.

D'un signe de la main, Van Hauwaert demande au chauffeur de s'arrêter – tous les deux semblent inquiets du nombre de véhicules équipés de mitrailleuses garés devant l'hôtel et des groupes d'hommes lourdement armés qui hurlent : « Rentrez dans l'hôtel ! »

A l'intérieur les réceptionnistes de l'hôtel se raidissent lorsque deux hommes armés, les cartouches en bandoulières, passent en coup de vent devant eux et montent en courant les escaliers qui mènent au toit. Quatre autres hommes sont sur le toit de l'autre côté de la rue, toutes leurs armes dirigées vers notre hôtel. Une demi-heure plus tard, nous nous esquivons et continuons notre tour.

La plupart des volontaires de MSF à Mogadiscio sont des vétérans d'autres missions difficiles, mais aucun ne s'attendait à la charge de travail, la tension, l'anarchie morbide qu'ils ont trouvées ici.

Pendant les trois premiers mois, l'hôpital Medina était envahi par les armes ; les volontaires se faisaient braquer par des familles exigeant que leurs parents soient traités avant les autres. « *C'est ma mission la plus difficile jusqu'ici, et j'ai travaillé au Kurdistan, au Mali et au Niger* », note Jeanne-Marie Gomis, une infirmière spécialisée en chirurgie de guerre. « *Un patient m'a menacée : 'si tu ne m'aides pas, je vais te frapper'*. »

Malgré la fatigue extrême, l'isolement et les nerfs avivés par les rafales de tirs et de grenades, un solide sentiment de camaraderie règne au sein de l'équipe MSF.

Chaque soir, ils s'arrêtent pour dîner à 9 heures dans l'ancien local des infirmiers. Un par un, ils s'écroulent autour de la table, pour découvrir qu'une fois encore, dans le chaos de Mogadiscio, leur cuisinier somalien, Didi, a réussi à leur préparer un bon repas composé de poisson, de ragoût de viande et de riz. Didi est coiffé d'une toque blanche de chef-cuisinier. En blaguant, Bradol insiste sur le fait que ce n'est pas MSF qui lui a fourni ce couvre-chef. Tout le monde est décidé à se relaxer pendant cette heure de repas et personne ne cille quand retentissent les tirs de mitrailleuse qui semblent arriver de quelques mètres au-delà de la fenêtre. Ils préfèrent se raconter des anecdotes révélant le niveau de chaos qui règne dans la ville.

La tablée éclate de rire en entendant l'histoire de la visite, un mois plus tôt, de Bernard Kouchner, nommé ministre d'Etat à l'action humanitaire française en 1988 et qui fut l'un des fondateurs de MSF. Quand il a demandé au président par intérim de la Somalie quelle sorte d'aide le gouvernement français pouvait lui fournir, même Kouchner, qui en a certainement entendu d'autres, est resté abasourdi par la réponse du président : « *Des armes* » a-t-il répondu. « *Nous avons besoin d'armes pour que nos policiers essayent de remettre un peu d'ordre.* » [...]

Les équipes de MSF approvisionnent en médicaments les hôpitaux et structures de santé de la ville, en coordination avec d'autres organisations médicales.

Mais le programme principal reste l'activité chirurgicale menée dans l'hôpital Médina. Les équipes doivent composer avec une direction qui semble vouloir revenir au fonctionnement commercial en place avant la guerre. Le retrait progressif de l'hôpital Médina est un moment envisagé « dès que le contexte le permettra ». Mais en réalité, MSF continuera à travailler dans cet établissement pendant plus d'un an et demi.

Courant juillet 1991, un programme de chirurgie réparatrice y est lancé qui sera abandonné en novembre, pour diverses raisons dont son inadéquation au contexte somalien.



Rapport de visite Somalie 29/04/91-02/05/91, Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programme, MSF France (en français).

Extraits :

1-4-2) Sécurité:

La présence d'un barrage à l'entrée de l'hôpital a amélioré les conditions de sécurité à l'intérieur de l'hôpital mais celles-ci ne sont toujours pas optimales. Il faut noter un nouvel incident où un patient a sorti une arme à feu pour continuer à recevoir de la pentazocine. Toutefois la diminution des tensions après la chute de Kisimayo a considérablement amélioré les choses.

1-4-3) Patients et médecins somaliens.

« *Les Somaliens ne sont pas forcément des gens faciles* ». Nous avons souvent entendu cette phrase. Il est clair que sur le plan concret, les situations sont parfois difficiles:

- Beaucoup de patients refusent leur traitement ou même mieux, se font eux-mêmes leurs prescriptions. Au menu: le plus d'injections possibles, des radios.... Ceci entraîne le plus souvent un climat difficile surtout que ces patients sont parfois armés et, venant de combattre les forces de Siad Barré, ils s'attendent à plus de prise en charge (qui se compte en nombre d'injections). Beaucoup de patients ne veulent pas quitter la structure hospitalière où ils sont pris en charge, même si leurs traitements sont finis. Enfin les traitements chirurgicaux, le plus souvent acceptés au prix de discussions longues et difficiles avec le patient et sa famille, sont très souvent remis en question. 50% des patients retirent leur plâtre très rapidement, beaucoup retirent leur traction (et essayent d'enlever leur fixateur externe), presque tous refusent les amputations.

- Les chirurgiens somaliens sont impliqués à différents niveaux. L'engagement de ceux qui devraient normalement travailler au Medina est le plus souvent frustrant par leur manque de volonté de travailler. Il est clair que pour un

certain nombre d'entre eux l'engagement doit passer par une implication financière qui est demandée à MSF. Ce manque d'engagement doit être tempéré par le travail qui est fait par les équipes somaliennes au Digfer et aussi par l'amélioration du niveau de travail tel que j'ai pu le constater dans l'hôpital Medina. De plus certains chirurgiens travaillent au Medina où les horaires de travail ont été divisés pour permettre une meilleure planification des interventions: matin = équipes somaliennes, après midi = équipes MSF.

1-4-4) «Le Medina Hospital».

Nous avons su très rapidement après nous être installés au Medina Hospital qu'il serait difficile d'y travailler. Cet hôpital est l'ancien hôpital de la police et les patients non policiers qui y étaient traités devaient payer le prix fort. Néanmoins cet hôpital offrait de bonnes conditions de travail y autorisant une installation immédiate. Il est clair que cet hôpital n'offre pas les conditions d'une installation à moyen ou à long terme.

Les conditions de travail se sont grandement améliorées depuis l'ouverture en février et j'ai été impressionné par le travail qui est fait par les équipes soignantes. Mais la volonté de cet hôpital est manifestement de retrouver son statut antérieur: 3 à 4 interventions par semaine et de pouvoir se remplir les poches en vendant tout ce qui est monnayable (interventions, médicaments, radios, etc.). Il est clair qu'un retrait doit être envisagé dès que le contexte le permettra (nouvelles facilités pour opérer, diminution des admissions).

Je n'ai pas pu rencontrer le directeur [...]. Il avait demandé une participation à MSF de 2000\$. Nous avons exprimé notre refus au ministère de la santé en expliquant qu'il serait malsain que MSF se fasse sa propre «armée de chirurgiens» et ainsi défavorise les autres structures.

[...] Il nous faut actuellement envisager un retrait progressif du Medina pouvant s'articuler avec:

- un appui plus important au niveau du Digfer. Cet appui serait fait par l'apport en matériel et médicaments. De plus une aide humaine concernant l'anesthésie et l'orthopédie nous a été formulée. Celle ci doit être envisagée, il faut bien sûr évaluer les besoins et les conditions de travail, de plus, avant de démarrer ce type d'activités, il faudra bien mettre au clair avec les équipes somaliennes les limites de notre intervention.

- une nouvelle installation: maison / bureau. Cette installation pourra être utile en cas de travail sur le Digfer et pour d'autres projets. Dans le futur, quand les conditions de sécurité ainsi que les voies de communication le permettront elle pourra peut être servir de base pour les projets MSF en Somalie.

- des explorations au niveau de Mogadiscio, des environs et quand la sécurité le permet d'autres villes.

Les équipes du Medina pourront être réduites dans les prochaines semaines avec une translation sur le Digfer.



«MSF France en Somalie - Janvier 1991-Mai 1993 - Mission Evaluation -Rapport final». Virginie Raison, Dr. Serge Manoncourt, 4 février 1994 (en français). D13 [↗](#)

Extrait :

Le programme de chirurgie orthopédique (traumatologie reconstructrice)

Les faits :

Juin 1991

Recensement de 600 cas relevant de chirurgie orthopédique, étude de faisabilité d'un programme MSF.

Ouverture d'un bloc au Médina, neuf et de standard européen

Calme relatif dans la ville de Mogadiscio

Changement de coordinateur ; O Lortat-Jacob qui doit suivre le programme est indisponible pour une évaluation terrain jusqu'en septembre 1991

Juillet 1991

Lancement du programme MSF pour une population de 200 cas

Novembre 1991 :

Abandon définitif du programme de chirurgie à froid avec la reprise des combats mi-novembre 1991.

Problèmes rencontrés :

Sous-évaluation des contraintes du programme (post-opératoire, interventions multiples) et de son inadéquation au contexte somalien (reprise de l'urgence)

Dérive du programme (incompétence ; «bulle» technologique, interventionisme et protocoles trop sophistiqués)

Rejet thérapeutique des patients, retour à la médecine traditionnelle

Manque de suivi extérieur

Points de discussion :

L'échec du programme de chirurgie réparatrice à Mogadiscio condamne-t-il ce type de programme à l'avenir ? Existe-t-il une alternative ?

Comment MSF peut-elle se préserver des dérives liées à son interventionnisme dans le choix de ses programmes ?

La sécurité ne cessant de se dégrader dans la ville comme dans les hôpitaux, l'embauche de gardes armés pour assurer la protection du personnel et des patients devient inévitable.

Mise en place de façon empirique, cette approche sera régulièrement questionnée : est-elle pertinente ? N'induit-elle pas de trop gros risques en matière de sécurité ? De plus, MSF emploie des gardes armés fournis par Osman Ato, un homme d'affaire lié au clan des Habr Guedir du général Aïdid. Cette situation d'exclusivité ne nuit-elle pas à l'image de neutralité

que MSF souhaite conserver pour être en mesure de répondre aux besoins sans discrimination ?



Message de François Jean, Fondation MSF, à Patrick Vial, coordinateur MSF en Somalie, 4 septembre 1991 (en français).

Extrait :

Patrick,

[...] Vu la situation évolutive et volatile qui prévaut en Somalie, il est essentiel de s'adapter en permanence aux changements. De ce point de vue, il me semble que notre positionnement à Mogadiscio n'est plus vraiment adapté à la situation actuelle : héritage des décisions prises dans un contexte qui a depuis évolué, il nous met en porte-à-faux par rapport aux évolutions du moment. Evolutions évidemment complexes et incertaines mais qui peuvent, si on en reste aux généralités, se caricaturer en deux scénarios plausibles pour les prochaines semaines :

Un scénario de stabilisation où la normalisation apparente de ces derniers jours tournerait en restauration d'une légalité de façade. Dans cette hypothèse, nous nous trouverions pris à contrepied, marqués que nous sommes par la protection – ô combien visible – de ce qui est perçu comme une armée privée dont l'existence même est une insulte à l'Etat, sans compter les positions d'Osman et les susceptibilités froissées lors du round de juin.

Un scénario de tension qui pourrait déboucher sur une épreuve de force Aïdid/Alî Mahdi. Dans cette hypothèse nous serions non seulement marqués comme les protégés de l'un des protagonistes mais aussi parqués dans un compound susceptible de devenir une cible du conflit.

J'ai bien conscience que ces scénarios sont taillés à la hache. Dans la situation fluide qui prévaut à Mogadiscio bien d'autres évolutions sont possibles. Mais quelles que soient ces évolutions, il est je crois important de nous démarquer autant que possible d'Osman. Ce repositionnement doit bien entendu être négocié en douceur, avec diplomatie et par étapes pour éviter de heurter les susceptibilités.

La suppression du Brownie [pick up armé] avec j'espère pour effet de réduire la visibilité de nos liens. Comme nous en avons discuté elle pourrait s'accompagner de l'achat d'une voiture quelconque pour Moga. Bien entendu cet allègement du dispositif de protection ne veut pas dire baisser la garde ; restez vigilants.

Parallèlement, il conviendrait de réduire nos relations d'affaires avec Osman (i.e camion d'eau, « monopole » du change) autant pour limiter l'arnaque que pour montrer que nous ne sommes pas complètement liés à lui.

Enfin peut-être conviendrait-il de nous renseigner discrètement sur les maisons disponibles de façon à pouvoir

avoir une alternative si nous sentions un jour que le compound n'offrait plus de garanties suffisantes.

Voilà, en vrac, quelques considérations un peu impressionnistes qui me viennent à l'esprit pour le moment. N'hésite pas à m'appeler si tu souhaites en discuter.

Salam à toute l'équipe.

Amicalement,

François.



Rapport moral (mai 1991-mai 1992) du président à l'Assemblée Générale de MSF France, 23 mai 1992 (en français). **D14**

Extrait :

La Somalie pose d'énormes problèmes de sécurité. Cette intervention dans un contexte de guerre à Mogadiscio a été elle aussi marquée, mais c'était l'année dernière, par plusieurs blessés, de nombreuses évacuations et un certain nombre de moments de véritables miracles qui ont fait que nos équipes n'ont pas été touchées. On le sait, c'est un conflit meurtrier pour les organisations humanitaires et là encore le CICR et l'UNICEF ont lourdement payé leurs missions dans ce pays. Ces problèmes de sécurité ont trouvé une ébauche de solution, qui elle-même a posé un véritable problème de principes. Cette solution a été le recrutement de gardes du corps payés – de véritables milices – pour protéger nos déplacements et principalement nos convois. Il va de soi qu'agir dans le domaine humanitaire à l'ombre des fusils, des canons et des bazoukas ce n'est pas simple du point de vue des principes et ce n'est pas simple dans une situation de guerre, évidemment, dans la mesure où celui qui détient les armes détient une partie du pouvoir. Des débats ont eu lieu, à plusieurs reprises, des propositions de retrait ou de suspension de la mission ont été avancées, mais la décision finale a toujours été le maintien de cette mission, compte tenu de son utilité politique extrêmement grande, puisque nous avons des centaines voire des milliers de blessés. Il n'y avait pas vraiment de solution alternative à Mogadiscio, d'où cette décision qui rend mal à l'aise un grand nombre d'entre nous, mais que bien évidemment nous assumons pleinement.



On m'a balancé là-dedans et on m'a dit : « Tu vas faire le chef de mission ». Quand je suis arrivé là-bas, j'ai été un peu surpris de l'environnement armé qui était le nôtre mais il n'y avait aucune autre façon de travailler là-bas, c'était impossible.

Au début j'étais extrêmement mal à l'aise. J'ai passé mes six premiers mois au sein de cette mission à essayer de comprendre l'environnement dans lequel on évoluait et d'où venaient les risques. Pourquoi telle personne de tel clan est-elle en colère? Tous les jours, il fallait que j'intervienne sur les éléments de sécurité. Nos infirmiers ou nos chirurgiens expatriés se faisaient braquer dans le bloc

opérateur, dans les wards. Certains patients avaient des armes sous leur matelas et si on ne leur donnait pas l'antibiotique qu'ils voulaient, ils les braquaient sur la tête de l'infirmière. C'était un peu délirant. Dans ces cas-là, j'amenais mes gardes et je calmais le type. A force d'être confronté à des incidents de sécurité comme ça, à des risques potentiels, on se pose des questions. On se fait expliquer de quel clan est le patient. Mais parfois sa réaction n'a rien à voir avec des histoires de clan mais avec la mentalité somalienne. Petit à petit on comprend la psychologie des gens du coin et on comprend qu'il faut absolument diversifier la composition de l'équipe de sécurité parce que sinon on est marqué et on se fait des ennemis dans le clan opposé. Il fallait pouvoir dire qu'on n'était pas là pour un seul clan mais pour tout le monde. Mais il fallait le faire un peu contre nos protecteurs du début, le clan d'Aïdid et passer du côté de chez Ali Mahdi pour expliquer qu'on n'est pas des membres du clan d'Aïdid, qu'on est MSF et qu'on est là pour tout le monde. On a travaillé là-dessus pendant des mois et à un certain moment on s'est sentis plus à l'aise parce qu'on était allés dans tel endroit dans telle partie de la ville en prenant des gardes de tel clan plutôt que de tel autre et qu'on avait été mieux acceptés. Ça met des mois à se construire ce type de relations et quelqu'un qui vient de Paris et qui ne comprend rien à ce milieu se dit: « ils sont fous ». C'est vrai que de temps en temps les balles sifflaient sur notre passage. Il y avait un degré de risque qu'il ne fallait pas ignorer mais que moi j'acceptais.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).

Dès qu'on est arrivés, Osman Ato, un homme d'affaires ayant des intérêts un peu partout dans la région, s'est proposé pour être notre soutien logistique. C'était un type ouvert, sympathique, dynamique, d'une efficacité impressionnante, qui nous assurait l'accès à des décideurs. C'était vraiment un homme qui avait beaucoup d'entregent. Évidemment, c'est par lui qu'on a recruté les gardes armés. Par où serait-on passés ? On n'allait pas mettre une petite annonce dans les rues de Moga... Puis, dans la dynamique du conflit, la polarisation entre Aïdid et Mahdi, il a choisi son camp et il est devenu une sorte de ministre de l'armement, de logisticien en chef d'Aïdid. Le CICR, au contraire, avait composé une sorte de mosaïque avec son équipe de gardes armés en faisant le choix de la pluralité clanique pour avoir un reflet de la société. Pour MSF, avec notre aval aveugle – n'ayant pas d'éléments, on lui avait fait confiance – Patrick a pris l'option presque inverse, non pas par adhésion à Aïdid ou à son clan, mais simplement parce que ce clan était majoritaire. C'est vraiment Patrick qui était le micro-chirurgien clanique, d'ailleurs un peu trop sans doute car il s'y perdait lui-même ! On a pris la décision d'avoir des gardes armés un peu de façon progressive. Cela commence par quelques-uns pour garder un entrepôt, puis protéger un convoi. Et puis on

s'aperçoit que la protection du convoi, c'est avec un Mad-Max⁴, que ce n'est pas une protection symbolique, mais que c'est vraiment dangereux. Les MadMax, c'était aussi les hommes d'Osman Ato qui les fabriquaient. L'atelier se trouvait à 100 mètres de notre maison. En plus, ils réparaient des armes, ils essayaient toute la nuit les munitions. On avait l'impression d'être dans une tranchée à Verdun. Ça tirait de partout, c'était dément.

François Jean était très choqué par la façon dont les gardes posaient leurs revendications. On connaît le côté très syndicaliste des Somaliens. Quand les négociations se font avec d'un côté de la table le kalachnikov et de l'autre, le stylo... ce n'est pas équilibré et cela donne lieu à des moments vraiment très tendus et très stressants. C'est à ça que François avait assisté et en gros il nous disait qu'on était devenus les prisonniers de nos gardes. Patrick le contestait et disait que c'était plus compliqué que ça. Il y avait quand même des recours, Aïdid, Ato, les autorités qui pouvaient ramener un peu de calme. On a quand même pu se débarrasser de certains gardes grâce à l'autorité extérieure, car de fait il nous était impossible d'exercer cette autorité nous-mêmes. On n'était donc pas aussi prisonniers que le disait François, mais on était loin d'être aussi libres qu'on le croyait au début. François soulevait donc un vrai problème. Mais on a tranché cette question en décidant de poursuivre.

A l'époque, en tant que président, je n'avais pas de problème de principe et aujourd'hui personnellement je n'ai pas changé d'avis. Sur notre option clanique, j'étais vraiment sceptique mais je ne connaissais pas assez la Somalie pour proposer une autre alternative. En revanche, sur le débat concernant la pertinence de recruter des gardes armés je persiste à penser que si nous n'avions pas été là pour faire le boulot, il n'y aurait eu personne. Il y avait une misère absolue, des groupes armés partout, pas de police et pas d'armée. Donc le prix de cette présence opérationnelle c'était les gardes armés, qui nous ont permis à un moment d'agir. Si on ne voulait pas les payer on ne pouvait pas être là. On était en situation tragique, au sens 'camusien'⁵ du terme : il n'y avait pas de bonne issue.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France (en français).

4. Surnom donné aux pick up armés en référence au film de science fiction du réalisateur australien Georges Miller, sorti en 1979.

5. Albert Camus, écrivain et philosophe français



Il y a eu de gros débats, en particulier pendant les semaines des coordinateurs, sur le principe d'avoir ou pas des gardes armés. Certains allaient jusqu'à dire: on ne peut pas travailler avec des gardes armés, donc on ne doit pas travailler en Somalie. Ensuite il y a eu le débat sur le choix des gardes armés issus exclusivement de tel ou tel clan. A partir d'un moment, quasiment tous les incidents vécus par nos équipes en Somalie ont impliqué nos gardes armés, dont on était les otages.

Dr. Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France (en français).

Le 8 septembre, de violents combats éclatent entre la faction loyale au président Ali Mahdi et celle soutenant son rival, le chef d'état-major des armées le général Mohamed Farah Aïdid qui a demandé la démission du président.



«*Les combats en Somalie font de nombreux blessés, selon Radio Mogadiscio*» **Reuters** (Royaume-Uni), Nairobi, 8 septembre 1991 (en anglais).

Extrait :

Radio Mogadiscio a annoncé que de nombreux civils avaient été tués ou blessés pendant les combats qui se sont déroulés dans les rues de la capitale somalienne ces trois derniers jours mais que l'ordre avait été rétabli. [...]

Selon des diplomates et des travailleurs humanitaires basés à Nairobi, d'intenses combats ont eu lieu à Mogadiscio et les structures médicales très limitées tentent de faire face au nombre important de blessés.

Selon des travailleurs humanitaires qui sont sortis par avion de Mogadiscio, un conflit aurait éclaté entre le leader du CSU, Ali Mahdi Mohamed, nommé président de la Somalie par intérim, et le chef de l'armée, le général Mohamed Farah Aïdid [...]



«*Les autorités somaliennes ordonnent un arrêt des combats*» **AFP**, Nairobi, 12 septembre 1991 (en anglais).

Extraits :

Le Congrès de la Somalie unie, actuellement aux affaires, a ordonné un arrêt des combats entre les factions rivales du CSU qui s'affrontent depuis la semaine dernière. [...]

Le CSU a demandé expressément aux agences de secours de fournir de l'aide aux victimes des combats.

Au moins 300 personnes ont été tuées et 700 blessées dans des combats entre factions dans la capitale somalienne Mogadiscio la semaine dernière, selon des travailleurs humanitaires. [...]

Les combats auraient commencé quand le président somalien par intérim Ali Madhi Mohamed a attribué des dommages et intérêts au Mouvement Patriotique Somalien (MPS) dont les positions dans le sud avaient été attaquées par le CSU en février. Aïdid aurait désapprouvé cette décision et lancé une attaque après avoir posé un ultimatum à Mohamed.

Ils appartiennent tous les deux à la confédération des Hawiye, mais sont de clans différents, source de multiples rivalités en Somalie.



Sitrep de Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, au responsable de programmes à Paris et à la coordination à Nairobi, 16 septembre 1991 (en français). **D15**

Extrait :

Situation politique et générale

Calme mais tensions probables. La possibilité d'un nouveau clash est ressentie par tout le monde.

Négociations : médiation faite par un comité regroupant les 7 clans du CSU:

1er objectif : cease fire toujours observé – retrait des forces en dehors de la ville – engagement par écrit des 2 clans ennemis (Abgal et Habr Guedir) du respect des décisions du comité – idem pour Ali Mahdi et Aïdid.

2ème objectif : toujours à l'étude – traîne en longueur : analyser les causes du clash et le moyen de trouver une solution permanente au problème. [...]

En résumé

Aïdid est pour un gouvernement formé des « libérateurs » de la Somalie, bien conscient qu'il doit contenter ses forces révolutionnaires. Il prétend avoir été très patient avec Ali Mahdi qui essaye de faire cavalier seul en l'évincant du pouvoir.

Ali Mahdi reste intransigeant et prône la paix avec les Darod. Comme si c'était déjà un fait établi il se veut le président de tous les partis somaliens et non pas le président élu par les Hawiye.

L'épreuve de force est engagée, reste à savoir si Aïdid jouera sa carte d'homme fort, militaire, au risque de se désavouer aux yeux de la population et des observateurs internationaux.

Position de MSF

Notre image de « MSF Saad »⁶ est encore montée d'un cran comme on peut l'imaginer. Comme le disait François, on est marqués comme les protégés de certains des

6. Saad : sous-clan du clan des Habr Guedir auquel appartient le général Aïdid.

protagonistes et parqués dans un compound susceptible de devenir une cible.

Je multiplie les efforts diplomatiques pour redresser le tir mais ça ne résoud pas le fond du problème.

L'idéal serait bien évidemment de déménager, de changer 90% de notre staff et de reconstituer un staff sécurité mixte et efficace...

Ce qui nécessiterait à mon avis un investisseur financier conséquent, un arrêt total de notre travail sur au moins deux semaines, luxe qu'on ne peut pas trop se payer pour le moment.

Rencontré Osman qui se veut rassurant quant à notre sécurité, dit qu'on ne doit pas faire cas des tentatives d'intimidation d'Ali Mahdi, mais qu'on reste libres de quitter son compound si on le désire. Fait aussi passer que SCF, Care et même les UN sont sous sa protection puisque dans un coin qu'il contrôle (sic !).

J'ai insisté sur la nécessité de nous tenir au courant de la nature des risques, plutôt que de faire le « ménage » autour de nous.

Le 17 septembre un avion de la Croix-Rouge transportant des médicaments et du matériel médical est abattu au dessus de Berbera, dans la partie sécessionniste du nord du pays.

Une semaine plus tôt, les Nations unies ont suspendu leurs opérations de secours à Mogadiscio un mois seulement après les avoir reprises en Somalie.



« Un avion de la Croix-Rouge touché par un missile au dessus de la Somalie ». **AFP**, Nairobi, 17 septembre 1991 (en anglais).

Extrait :

Selon un porte-parole de la Croix-Rouge, un avion de la Croix-Rouge a été touché mardi par un missile au dessus de la Somalie, pays ravagé par la guerre, obligeant le pilote à atterrir en urgence à Djibouti, le pays voisin. Les deux membres de l'équipage et les trois passagers n'ont pas été blessés. L'appareil, un Dornier, transportait du matériel médical pour le Comité international de la Croix-Rouge vers le port septentrional de Berbera. Il venait de Nairobi et avait déjà déposé des produits de secours à Mogadiscio.

Il a été touché à l'arrière, apparemment par un missile sol-air, à une altitude de 9600 pieds au dessus de Galcayo, où des combats entre factions claniques ont récemment eu lieu. [...]

Selon l'une de ses porte-parole, la Croix-Rouge envisage de suspendre ses vols de secours vers Berbera pendant les jours qui viennent. [...]

Le 2 octobre, un nouveau gouvernement est formé. Le général Aïdid qui en juge la composition trop déséquilibrée en faveur du clan du président déclare ne pas accepter ce choix. Tandis que les observateurs prévoient une montée des tensions entre les deux clans, le 23 octobre le gouvernement somalien accuse les forces loyales à Siad Barré de ravager le pays et de commettre des actes de génocide.

Entre-temps, le 11 octobre, il a appelé la communauté internationale à fournir à sa population une aide alimentaire d'urgence. Le 15, la FAO a annoncé que 4,5 millions de Somaliens risquent de mourir de faim.

Pour la plupart des organisations de secours internationales, la situation est trop dangereuse pour permettre la mise en œuvre d'opérations.



« Un nouveau gouvernement est formé en Somalie alors que les combats mènent le pays au chaos ». **Reuters** (Royaume-Uni), Nairobi, 2 octobre 1991 (en anglais).

Extrait :

[...] Selon les officiels somaliens, l'annonce mardi à Mogadiscio de la formation d'un nouveau gouvernement, alors que les communications avec l'extérieur sont coupées depuis janvier suite aux combats qui ont ravagé la ville, va probablement relancer de nouvelles hostilités. [...] Des centaines de personnes sont mortes en quatre jours de combats de rue le mois dernier après qu'Aïdid a réclamé la démission d'Ali Mahdi. Il accuse le président par intérim de mauvaise gestion et d'avoir rompu l'accord signé l'année dernière avec les autres factions. [...]

Selon les leaders politiques, les factions devraient signer une trêve provisoire afin de définitivement défaire les forces de Siad Barré.

Ses troupes auraient avancé à 180 km de Mogadiscio en provenance de la forteresse de sa région d'origine où il avait trouvé refuge après avoir fui la capitale. [...]

Le pouvoir d'Ali Mahdi n'est reconnu dans pratiquement aucune zone de la capitale. Selon les collaborateurs du président, la moitié du nouveau gouvernement est issue du clan Hawiye, un déséquilibre qui ne tardera pas à déplaire aux clans rivaux.

La famine s'étend désormais dans tout le pays avec des taux de malnutrition atteignant jusqu'à 90%, selon des sources officielles. Selon une source proche du gouvernement : « A Mogadiscio les gens commencent à se battre pour la nourriture. »



« Les autorités somaliennes lancent un appel à l'aide alimentaire ». **AFP** (France), Nairobi, 11 octobre 1991 (en anglais).

Extrait :

La radio somalienne a annoncé vendredi que les autorités somaliennes avaient lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle envoie de toute urgence de l'aide alimentaire dans ce pays ravagé par la guerre où des centaines de milliers de personnes sont menacées de mourir de faim. [...]

Le mois dernier, James Jonah, le sous-secrétaire général aux Nations unies, a lancé un appel demandant 400 millions de dollars pour une aide alimentaire destinée à 22,5 millions de personnes menacées par la famine dans la Corne de l'Afrique, dont la Somalie. [...]



« Le gouvernement somalien accuse les forces de Siad Barré de dévaster le pays ». **Reuters**, (Royaume-Uni) Nairobi, 23 octobre 1991 (en anglais).

Extrait :

Le gouvernement somalien a accusé mercredi les forces loyales au président déchu Mohamed Siad Barré de dévaster le pays, massacrant et déplaçant des centaines de milliers de personnes.

Dans un rapport publié ce mois-ci, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] constate que 4,5 millions de personnes – 60 pour cent de la population du pays – courent le risque de mourir de faim à cause des effets de la guerre civile. [...]

Selon les agences de secours et les diplomates, les leaders des diverses factions politiques ne peuvent pas ou ne veulent pas mettre fin aux combats entre les clans qu'ils contrôlent.

Selon eux, mettre en place de véritables programmes d'aide reste trop dangereux.

Le 7 novembre, Save the Children déclare que l'arrivée des réfugiés somaliens et des retournés éthiopiens en Ogaden fait peser de grands risques de crise alimentaire sur cette région de l'est de l'Éthiopie dont l'économie est exsangue et appelle la communauté internationale à augmenter ses secours.



« Avec le retour des réfugiés, l'Éthiopie fait face à une crise alimentaire ». **Reuters** (Royaume-Uni), Londres, 7 novembre 1991 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire Save the Children a déclaré jeudi que si un effort au niveau mondial n'était pas entrepris, l'Éthiopie, déjà ravagée par une famine dans les années 80, devrait faire face à une nouvelle crise alimentaire due à l'afflux de réfugiés de retour dans le pays.

Selon une équipe exploratoire envoyée par l'organisation en Ogaden, les réfugiés qui rentrent de la Somalie voisine augmentent les effectifs de la population rurale locale au point que les ressources alimentaires viennent à manquer. [...]

Selon l'équipe qui a survolé la région, environ 250 000 personnes sont passées de Somalie en Ogaden, augmentant ainsi les effectifs de la population locale de 30%. [...]

DANS LA "GUERRE TOTALE" À MOGADISCIO

Le 17 novembre, après quelques semaines d'accalmie, de très violents combats opposent les troupes du président Ali Mahdi à celles du général Aïdid, à Mogadiscio. Le président est retranché dans l'est de la capitale, tandis qu'Aïdid tient les autres quartiers.

En dix jours, 1500 à 2000 personnes sont hospitalisées des deux côtés. MSF et le CICR restent les deux seules organisations de secours opérationnelles dans la capitale.

L'équipe MSF rapporte à la presse que les combats empêchent des centaines d'autres blessés d'accéder aux quatre hôpitaux de la ville. Le CICR qui a une équipe de huit personnes dans la capitale décrit une situation épouvantable. Les deux organisations lancent un appel au cessez-le-feu afin de pouvoir atteindre les blessés.

Les membres de l'ambassade d'Italie se réfugient dans la maison de MSF.



«Retour au calme à Mogadiscio après la prise de pouvoir d'un nouvel homme fort». **AFP** (France), Nairobi, 19 novembre 1991 (en anglais).

Extrait :

Le général Mohamed Farah Aïdid semblait contrôler la ville de Mogadiscio mardi après avoir chassé le président par intérim Ali Mahdi Mohamed qui aurait fui la capitale après 48 heures de combats.

Selon les travailleurs humanitaires contactés à Mogadiscio, la ville est calme avec seulement quelques tirs sporadiques autour de deux poches de résistance des partisans d'Ali Mahdi dans les quartiers nord. [...]

L'aéroport, fermé depuis le week-end, devait rouvrir mardi, selon une organisation d'aide internationale basée à Nairobi qui attend que les vols reprennent pour envoyer personnel et médicaments en Somalie.

Selon l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières, 18 employés de l'ambassade italienne, qui a été mise à sac lundi par les hommes d'Aïdid, ont trouvé refuge dans les locaux de l'organisation à Mogadiscio. [...]



«Les combats sanglants entre factions ravagent la capitale somalienne». **AFP** (France) Mogadiscio, 20 novembre 1991 (en anglais).

Extrait :

Selon des travailleurs humanitaires, plusieurs centaines de personnes ont sans doute été tuées lors des violents combats qui ont éclaté entre factions rivales du Congrès de la Somalie unie (CSU).

Selon Patrick Vial de l'organisation médicale française Médecins Sans Frontières (MSF), environ 150 personnes ont été admises à l'hôpital Medina mardi, dont au moins 10 sont décédées.

Depuis dimanche, environ 400 personnes ont été admises à l'hôpital. L'équipe est débordée et a été obligée d'installer des tentes pour héberger les patients.

L'hôpital Digfer, tout proche, est également débordé. Selon le médecin chef Mohamed Mahmoud Ali, 220 patients ont été admis depuis dimanche. [...]

Le 26 novembre, le bureau régional de MSF à Nairobi rapporte dans un communiqué de presse que 1500 blessés sont hospitalisés à Mogadiscio. Il demande aux parties au conflit d'établir un cessez-le-feu et d'entamer un dialogue pour mettre fin au bain de

sang. Il demande également aux pays donateurs d'augmenter le montant de leur aide financière aux rares organisations de secours qui interviennent encore à Mogadiscio.



Communiqué de presse, Responsable régional MSF pour l'Afrique de l'Est, faxé à Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France, 26 novembre 1991 (en anglais).

Extrait :

Depuis que les combats ont éclaté à Mogadiscio, l'équipe de Médecins Sans Frontières présente dans la capitale assiste et s'efforce de faire face à ce qu'on peut appeler une tragédie humaine.

Nous estimons à au moins 1500 personnes le nombre de blessés de guerre admis dans les trois hôpitaux que nous supervisons, Medina, Digfer et Benadir.

On peut raisonnablement estimer que parmi les blessés admis, 20% sont décédés. Pendant cette période, 350 opérations chirurgicales d'urgence ont été menées.

Samedi 23, pour la première fois, nous avons pu franchir la ligne de front avec l'accord des deux parties au conflit grâce à la médiation de médecins somaliens.

Au cours de cette visite nous avons pu rencontrer M. Ali Mahdi Mohamed qui nous a pressés d'agir rapidement de notre côté.

Ce matin, à 8h30, MSF a organisé le transport et la livraison de matériel médical et chirurgical fourni par MSF, le CICR et SCF dans la partie nord de la ville contrôlée par les forces du clan Abgaal.

La situation dans cette partie de la ville est très critique du point de vue médical, certaines maisons ont été transformées en hôpitaux de fortune et nous supposons que deux à trois milliers de personnes blessées par les combats d'artillerie lourde sont enfermées dans cette zone.

Nous demandons aux parties au conflit à Mogadiscio de travailler à un cessez-le-feu et de se lancer dans un dialogue constructif afin de mettre fin au bain de sang qui ravage la ville.

Nous demandons aux diverses institutions et Etats donateurs d'augmenter leur soutien financier aux quelques rares organisations de secours qui sont restées à Mogadiscio et essaient d'apporter un dernier espoir à une population en détresse.

Le 13 décembre, le coordinateur de MSF à Nairobi déclare à l'AFP que l'équipe MSF à Mogadiscio manque

de médicaments et n'a plus un litre de sang pour effectuer une transfusion. Pour son approvisionnement, MSF dépend du transport maritime fourni par un bateau affrété par le CICR. Mais les bombardements du port de Mogadiscio empêchent tout déchargement.

Le même jour, Hashi Egal, chef du FUPS (Front unifié du peuple somalien), l'une des factions somaliennes, appelle à une intervention armée étrangère pour mettre fin à un mois de guerre des clans à Mogadiscio.



«Pénurie de sang pour les blessés somaliens, selon les médecins». **AFP** (France), Nairobi, 13 décembre 1991 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières (MSF) a annoncé jeudi que les médecins qui menaient les opérations d'urgence auprès des civils blessés dans les combats entre factions somaliennes n'ont plus de sang disponible.

Thierry Durand, qui vient tout juste de rentrer de la capitale Mogadiscio, a déclaré à l'AFP que les médecins manquaient de médicaments et n'avaient même plus un litre de sang pour opérer une transfusion. Environ 4000 civils auraient été tués et 8000 blessés lors des derniers combats qui ont éclaté il y a trois semaines.

Selon Durand, chaque jour 1000 litres de plasma sont utilisés depuis le début des combats entre les factions des clans rivaux du parti au pouvoir le Congrès de la Somalie unifiée (CSU).

En raison de bombardements sur le port, mardi, un bateau affrété par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) n'a pas pu décharger sa cargaison de 8000 tonnes de matériel médical et d'aide alimentaire. Les organisations non-gouvernementales telles que MSF dépendent largement de l'approvisionnement du CICR.

«Jusqu'ici, le CICR nous a fourni jusqu'à 7000 litres de plasma par semaine», constate Durand. MSF a 33 tonnes de médicaments dans le port kenyan de Mombasa qui attendent d'être transportés par le CICR vers Mogadiscio dans les jours à venir. [...]

Deux membres du CICR, un Belge et un Somali, ont été blessés par balles à Mogadiscio mercredi et Durand affirme : «La situation est bien pire qu'en janvier» quand le président Mohamed Siad Barré a été renversé. Il ajoute : «L'ancienne ville a été complètement détruite.»



«Le leader d'une des factions appelle à une intervention internationale en Somalie». **Reuters**, Nairobi, 13 décembre 1991 (en anglais).

[...] «Nous ne formerons un front uni somalien qu'avec l'aide de secours internationaux. C'est le seul moyen de mettre fin à la désintégration de l'Etat», a déclaré à Reuters Hashi Egal, membre du Front unifié du peuple somalien (FUPS).

Il a proposé la création d'une zone tampon à Mogadiscio après la mise en œuvre d'un cessez-le-feu qui verrait les forces de tous les clans se retirer de la ville.

Si la trêve est un échec, alors une intervention militaire des Nations unies ou des Etats-Unis devra suivre. [...]

Le 15 décembre, un employé du CICR est tué à Mogadiscio au cours d'une distribution de nourriture. L'organisation appelle de nouveau au respect de la mission médicale.

Le même jour, Andrew Natsios, le directeur du Bureau étasunien de l'aide d'urgence à l'étranger (OFDA), annonce que les Etats-Unis vont doubler leur aide d'urgence à la Somalie. Il critique vivement l'incapacité des Nations unies à porter secours aux civils de ce pays ravagé par la guerre. En effet, depuis l'évacuation de leurs équipes en septembre, les Nations unies interdisent tout déplacement de leur personnel et de leurs avions vers la Somalie.

Le 20 décembre, les vols d'aide humanitaire reprennent sur Mogadiscio. Les Nations unies annoncent en financer 10 sur 15, l'Union européenne se chargeant des cinq autres.

Le 27 décembre, Javier Perez de Cuellar, le Secrétaire général des Nations unies, annonce l'envoi d'une petite équipe sur Mogadiscio et le renforcement progressif des secours aux populations.



«Après les hésitations des Nations unies, les Etats-Unis augmentent leur aide à la Somalie». Jane Perlez, **The New York Times** (Etats-Unis), Nairobi, 15 décembre 1991 (en anglais). D16

Extrait :

Selon un responsable étasunien, les Etats-Unis ont presque doublé leur aide d'urgence à la Somalie cette semaine après que les Nations unies ont refusé d'organiser des secours consistants pour presque 10 000 personnes atteintes par la guerre qui ravage la capitale de la Somalie.

Ce responsable, Andrew Natsios, le directeur du Bureau des secours à l'étranger, a annoncé que la plus grosse

part de ces 19 millions de dollars alloués à la Somalie seraient dépensés en aide médicale, nourriture et soutien logistique à des agences humanitaires travaillant dans et autour de Mogadiscio, la capitale. Selon lui le Bureau a déjà dépensé 21 millions de dollars en aide d'urgence depuis que la guerre civile a éclaté le mois dernier dans ce pays d'Afrique de l'Est.

M. Natsios a exprimé sa déception aux responsables des Nations unies concernant « leur échec à s'engager » dans des efforts pour aider la capitale somalienne mais il n'a quasiment pas reçu de réponse.

Selon lui, un avion des Nations unies qui pourrait transporter du personnel médical et des secours est maintenu au sol à Nairobi en raison des risques que pose la guerre civile.

En revanche, selon Grégoire Tavernier, l'un de ses responsables, le Comité international de la Croix-Rouge a fait atterrir un Hercules avec six tonnes de médicaments à Mogadiscio aujourd'hui et va continuer les rotations quotidiennes dans les jours à venir. [...]

Les médecins et infirmiers d'une poignée d'agences se battent dans des hôpitaux de fortune, pour traiter les nouveaux blessés à prendre en charge en urgence chaque jour. Ils doivent faire face à de sérieuses pénuries en approvisionnement médical.

La directrice de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est, Mary Racelis, rapporte qu'elle a essayé de persuader le bureau de la sécurité des Nations unies à New York d'autoriser l'avion et le personnel des Nations unies à se rendre à Mogadiscio. Mais le bureau qui est responsable de la sécurité n'a pas voulu céder.

Un employé de la Croix-Rouge a été tué et plusieurs autres blessés mercredi alors qu'ils organisaient une distribution alimentaire à Mogadiscio. C'est le premier parmi 40 travailleurs humanitaires étrangers à être blessé dans la ville depuis que les combats ont repris il y a un mois.

Monsieur Natsios, le responsable des secours étasunien, rapporte avoir dit aux responsables des Nations unies que le bureau de la sécurité agissait de façon « déraisonnable » en n'autorisant pas l'appareil à voler. Il avoue avoir été choqué d'apprendre que les responsables des Nations unies à New York avaient décrit Mogadiscio comme une ville « inadaptée pour les êtres humains », et selon lui empêché l'avion des Nations unies de voler vers Mogadiscio est un « symbole » de ce point de vue. [...]

Selon lui, en plus de l'approvisionnement médical, certaines zones en dehors de Mogadiscio où environ 500 000 personnes ont fui ont désespérément besoin de nourriture pour les enfants. Le Comité international de la Croix-Rouge y a parfois trouvé des taux de malnutrition sévère de 60 % chez les enfants.

« Ces taux de malnutrition chez les enfants sont les plus élevés au monde », note-t-il. « Tous les enfants sévèrement malnutris sont condamnés sauf si l'UNICEF mais aussi le PAM interviennent dans ces zones. »



« Les secours aériens vers la Somalie se mettent en place tandis que les conflits entre clans continuent ». Jane Perlez, *The New York Times*, Nairobi, 21 décembre 1991 (en anglais).
D17

Extrait :

Un avion belge a commencé cette semaine le transport de secours médicaux et de nourriture vers Mogadiscio, la capitale de Somalie, où des combats violents ont causé 4000 morts et 10 000 blessés le mois dernier.

Selon les responsables, avec 18 tonnes d'aide dans chacun des 15 vols prévus, la rotation, qui a commencé jeudi, constitue le premier approvisionnement en secours attendu désespérément par les blessés et les civils affamés depuis que les combats ont repris.

Mais selon les travailleurs humanitaires, même avec des vols quotidiens, la quantité d'aide humanitaire délivrée est loin d'atteindre les 800 tonnes transportées par bateau que le CICR s'est vu empêcher de décharger à cause du bombardement incessant du port.

Après avoir été lourdement critiqués par les Etats-Unis pour la faiblesse de l'aide fournie aux victimes des combats somaliens, essentiellement des femmes et des enfants, les Nations unies ont annoncé jeudi qu'elles financeraient 10 des 15 vols. Selon son responsable de l'aide humanitaire en Somalie, Trevor Walker, la Communauté européenne financera les cinq autres vols. [...]

Jeudi, l'UNICEF a fait sa première déclaration appelant les factions à « immédiatement mettre fin aux hostilités et à imposer un cessez-le-feu qui permettra aux secours d'urgence d'atteindre les blessés et les affamés de Mogadiscio ». [...]

Selon les responsables des Nations unies, « aucun employé des Nations unies n'a mis les pieds à Mogadiscio depuis que les combats intensifs ont repris le 17 novembre, parce que c'est trop dangereux. » [...]



En décembre 1991 ça a été la guerre totale. Ils avaient une volonté totalement destructrice vis à vis des populations : les récoltes, les arbres fruitiers, les infrastructures... absolument tout y passait ! Les gens n'avaient plus aucun moyen de faire circuler les vivres, de les faire entrer par la route parce que c'était beaucoup trop dangereux et toutes les ressources avaient été détruites. A l'époque, Mogadiscio était vraiment impraticable.

Il y avait une voiture MSF, une voiture CICR. C'est tout. C'étaient ces deux voitures-là qui circulaient dans la ville, hormis les guerriers. On était extrêmement bien identifiés par tout le monde. A la sortie de Mogadiscio, il y a une intersection très dangereuse avec une route qui part vers Baïdoa, une autre vers le sud. Chaque fois qu'on passait par là tout le monde serrait les fesses. Il y avait des sous-clans, qui gardaient le contrôle des quartiers. L'un d'entre eux particulièrement velléitaire ne respectait aucune partie au conflit et il fallait mener des négociations assez complexes pour arriver à sortir de la ville.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à octobre 1992 (en français). (Interviewée en 2000)

Le 5 janvier 1992, un obus tombe sur l'hôpital Benadir où travaille une équipe MSF. Le même jour, un médecin travaillant pour l'UNICEF est tué par des bandits dans le nord de la Somalie. Le lendemain, MSF annonce le retrait de cinq de ses expatriés. L'envoyé du secrétaire général des Nations unies en Somalie se déclare très pessimiste sur la possibilité d'obtenir un cessez-le-feu.



«Pour des raisons de sécurité, Médecins Sans Frontières retire une partie de son équipe de Mogadiscio». **Communiqué de presse** MSF France, 6 janvier 1992 (en français).

En raison de la dégradation des conditions de sécurité à Mogadiscio, Médecins Sans Frontières retire dès aujourd'hui une partie de ses équipes de la capitale somalienne. Ce matin, 5 Médecins Sans Frontières ont regagné Nairobi (Kenya). L'organisation ne maintient sur place que le minimum de personnel médical et chirurgical pour demeurer opérationnelle et continuer de porter assistance aux nombreux blessés des combats. Si les conditions de sécurité ne connaissent aucune amélioration dans les jours qui viennent, Médecins Sans Frontières sera contraint de geler totalement ses activités à Mogadiscio.

De récents événements laissent penser que les hôpitaux servent de cible à certains groupes armés. Dimanche, un obus est tombé sur le Benadir hospital où travaillait une équipe de Médecins Sans Frontières. Il n'a heureusement pas explosé.

Malgré les démarches maintes fois menées pour obtenir leur désarmement, de nombreux hommes en armes sont toujours présents dans l'enceinte des hôpitaux civils dans lesquels travaille Médecins Sans Frontières.

Médecins Sans Frontières, présent depuis janvier 1991 dans la capitale somalienne, a actuellement des équipes dans deux hôpitaux de Mogadiscio : le Medina et le Bena-

dir. Par ailleurs, depuis la reprise des combats en novembre dernier, l'organisation approvisionne à 80% en médicaments et matériel médical la totalité des structures de santé de la ville, de part et d'autre de la ligne de front. Plus de 6000 patients ont été admis dans les hôpitaux d'une partie de la ville depuis le début des combats qui durent depuis presque deux mois. Le nombre de blessés dans l'autre partie de la ville est probablement équivalent. Le nombre de morts est impossible à chiffrer.



«Pessimisme de l'envoyé spécial des Nations unies concernant les chances de paix en Somalie.» **AFP** (France), 6 janvier 1992 (en anglais).

Extrait :

Le sous-secrétaire général des Nations unies, James Jonah, a déclaré hier, après une visite de trois jours en Somalie, que des obstacles «*phénoménaux*» devaient être levés avant que les combats puissent cesser à Mogadiscio. «*Il n'est pas tout à fait, tout à fait impossible de trouver une solution à cette crise*», a-t-il constaté au cours d'une conférence de presse mais «*les obstacles qui entravent la paix à Mogadiscio sont phénoménaux*». [...]

Selon l'envoyé des Nations unies, la crise somalienne est en train de devenir «*l'un des problèmes les plus compliqués à résoudre pour le Conseil de sécurité. Le premier objectif est d'imposer un cessez-le-feu durable à Mogadiscio*»

De nombreuses organisations de secours occidentales se sont retirées de Mogadiscio à cause de l'absence de lois et du désordre.

Martinka Pumpalova, 51 ans, une médecin bulgare qui travaillait pour l'UNICEF, a été tuée dans le nord de la Somalie dimanche, apparemment par des bandits.

Jonah a déclaré lundi qu'elle avait été «*tuée de sang froid*». Il a ajouté que deux Somaliens travaillant pour l'UNICEF qui avaient été blessés dans l'attaque avaient été évacués vers Djibouti pour y être soignés.

L'organisation humanitaire privée française Médecins Sans Frontières (MSF) a annoncé lundi qu'elle réduisait son personnel en Somalie en raison des conditions d'insécurité. Quatre volontaires de MSF sont revenus à Nairobi lundi.

Deux membres du Comité International de la Croix-Rouge ont été tués à Mogadiscio en décembre.

Le 14 janvier, un employé du CICR est abattu alors qu'il circulait dans un véhicule de son organisation à Kisimayo. C'est le troisième membre de l'organisation tué en un mois.



« Un employé du Comité international de la Croix-Rouge tué en Somalie ». **AFP** (France), Nairobi, 15 janvier 1992 (en français).

Extrait :

Un employé du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été tué mardi à Kisimayo, dans le sud de la Somalie, a annoncé le CICR mercredi, ce qui porte à trois le nombre des membres de l'organisation tués en un mois dans ce pays.

Hassan Mohamed Ali, 60 ans, a été atteint par des tireurs non identifiés alors qu'il circulait à bord d'un véhicule portant l'emblème de la Croix-Rouge, précise le CICR.

Le CICR a déploré cette mort, indiquant qu'il discutait actuellement avec les factions rivales de la poursuite de ses opérations d'aide humanitaire.

Selon le CICR, les populations de la région de Kisimayo, où le CICR est la seule organisation humanitaire présente, manquent de nourriture et de soins médicaux.

« Des combats sporadiques et un accroissement de la tension ont compliqué les activités médicales et d'aide », précise le CICR.

Les autres organisations caritatives travaillant à Mogadiscio se sont également plaintes des difficultés croissantes rencontrées pour assurer leurs activités.

Le 15 janvier, MSF Hollande annonce dans un communiqué de presse, repris par MSF France, que son équipe se retire de Burao dans le nord de la Somalie, en raison de combats entre clans rivaux. L'organisation déclare redouter devoir retirer le reste de son équipe de Mogadiscio si les conditions de sécurité ne s'améliorent pas. Le 17 janvier, dans un nouveau communiqué, MSF annonce qu'en quittant Burao, l'équipe a organisé le transport de 300 blessés et des secours d'urgence à Sheikh et Odweina.



« Médecins Sans Frontières évacue Burao pour des raisons de sécurité ». **Communiqué de presse** MSF France, 15 janvier 1992 (en français).

Alors que des combats entre clans rivaux ont commencé à Burao (nord du pays), Médecins Sans Frontières a décidé, pour des raisons de sécurité, de retirer son équipe présente dans la ville.

Selon les membres de Médecins Sans Frontières, les combats auraient déjà fait plusieurs centaines de morts et de blessés et des milliers de personnes fuieraient la ville.

L'équipe, composée d'un médecin, de deux infirmières, d'une sage-femme et d'un logisticien, a été évacuée vers Sheikh où elle apporte une assistance médicale aux victimes acheminées depuis Burao.

La section hollandaise de Médecins Sans Frontières, qui menait à Burao un programme de soins de santé primaire, a également une équipe à Hargeisa.

Rappelons que le 6 janvier dernier, Médecins Sans Frontières a déjà été contrainte d'évacuer une partie de son équipe de Mogadiscio, pour des raisons de sécurité.



« MSF ne veut pas abandonner les victimes somaliennes ». **AFP** (France), 15 janvier 1992 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF), l'une des rares organisations humanitaires encore présentes en Somalie, redoute de devoir s'en retirer si les conditions de sécurité de ses équipes « ne s'améliorent pas dans les jours qui viennent ».

MSF sera alors « contrainte de diminuer encore ou de geler totalement ses activités à Mogadiscio », prévient mercredi l'organisation qui déplore l'indifférence internationale et dont les équipes sur place sont passées depuis le 6 janvier de 13 à 7 personnes.

[...] Dans un dossier sur son action à Mogadiscio, MSF avance le chiffre de 5000 morts et de plus de 12000 blessés reçus dans les centres de soins depuis la mi-novembre. Ces estimations sont celles des équipes humanitaires et du personnel soignant, en l'absence de tout recensement officiel, précise l'organisation. Près de 80 pour cent des blessés qu'elle prend en charge dans les deux hôpitaux où elle opère, le Medina et Benadir, sont des civils et sur 2000 interventions chirurgicales, plus de 1800 sont des interventions « lourdes » (chirurgie abdominale, thoracique, osseuse ou vasculaire).

MSF fournit en outre 80 % du matériel médical et des médicaments à toutes les structures de santé de la capitale, parfois dressées à la hâte dans des maisons où elle installe des blocs chirurgicaux tandis que de son côté, le CICR fournit l'essentiel de la nourriture disponible sur place. Dans les deux cas, « ces livraisons s'effectuent dans des conditions de plus en plus difficiles », note-t-elle.

« Dans une ville où les armes seules sont en abondance, les médecins sont souvent contraints d'opérer sous la menace de combattants qui font irruption dans les blocs opératoires. Il ne reste plus que deux chirurgiens orthopédistes somaliens et les anesthésistes se comptent sur les doigts d'une seule main », raconte à l'AFP le Dr. Marc Gastellu, coordinateur de MSF pour la Somalie.

« Mogadiscio est oubliée de la communauté internationale », ajoute-t-il.



« Médecins Sans Frontières accroît son assistance dans le nord de la Somalie ». **Communiqué de presse** MSF, 20 janvier 1992 (en français).

Alors que les combats se poursuivent dans la zone de Burao, Médecins Sans Frontières a décidé d'accroître son

aide dans le nord de la Somalie. Ce week end, une équipe est partie pour Odweina, à 30 kilomètres de Burao, ville soumise à des combats interclaniques depuis 10 jours. L'équipe de Médecins Sans Frontières, composée d'un coordinateur, un médecin et une infirmière, apporte une assistance médicale dans les camps de réfugiés proches d'Odweina aux victimes des conflits à Burao.

La majorité des habitants de Burao ont fui vers Sheikh et Odweina. On compte plus de 150 blessés dans les camps, dont une minorité de civils, et entre 200 et 500 personnes seraient mortes durant leur exode.

Lundi dernier, une équipe de Médecins Sans Frontières avait été contrainte de quitter Burao pour Sheikh, où elle a apporté une assistance médicale aux blessés de Burao.

Médecins Sans Frontières est présent en Somalie depuis 1985. La section hollandaise de l'organisation, qui menait à Burao un programme de soins de santé primaire, a également une équipe à Harguëisa. Des équipes médico-chirurgicales de Médecins Sans Frontières travaillent également à Mogadiscio.

À la mi-janvier 1992, les responsables de MSF France envisagent de s'allier à d'autres organisations pour une nouvelle action de sensibilisation sur la Somalie où l'entrée en jeu de nouveaux clans ne fait qu'intensifier le conflit et ses conséquences sur le sort des populations.

Entre décembre 1991 et février 1992, plusieurs rencontres ont lieu entre les responsables de MSF France et les deux chefs de guerre Aïdid et Ali Mahdi. Elles permettent d'obtenir des accords tacites sur les conditions de désarmement dans les hôpitaux et sur la sécurité de l'équipe MSF lors de ses mouvements entre les zones tenues par les différentes factions. Un message rappelant la neutralité des activités de Médecins Sans Frontières dans les hôpitaux est diffusé sur les radios écoutées en Somalie.



Point sur la situation actuelle en Somalie, **Memo** MSF France, mi-janvier 1992 (en français).

Extrait :

Point sur la situation en Somalie à ce jour :

MSF a réduit l'équipe en place à Moga en fin de semaine dernière (de 13 à 7 personnes) car les conditions de sécurité des équipes ne s'améliorent toujours pas:

- 1) les accords tacites passés entre Rony et le général Aïdid mi-décembre, concernant le désarmement dans les hôpitaux, ne sont pas encore respectés,
- 2) le Benadir Hospital a été la cible, la semaine dernière, d'un clan qui pourrait être celui des Murosades (obus qui n'a pas explosé). Le CICR n'a gardé que 5 personnes sur place et SCF 3 personnes.

François Jean est sur place avec 2 objectifs:

- 1) régler des problèmes internes d'équipe,
- 2) s'assurer de la démilitarisation des hôpitaux où travaille MSF. Le général Aïdid doit mettre en place un corps de police qui interviendra pour démilitariser ces hôpitaux.

Les combats se sont intensifiés le week-end dernier avec l'entrée en lice d'un nouveau clan, celui des Murosades, qui observait jusqu'ici une relative neutralité. Les troupes du général Aïdid auraient riposté, écrasant apparemment facilement le clan des Murosades. Les autres clans neutres n'auraient pas réagi du tout (et spécialement les Abgaals).

Le 16 janvier, le port de Mogadiscio a été attaqué par le général Aïdid et le clan des Awadle, poussant dehors le clan des Ashamu. Les combats n'auraient duré qu'une seule journée sans afflux massif de blessés dans les hôpitaux. (Les Abgaal n'auraient pas réagi non plus). Le conflit semble donc se généraliser, ce qui risque d'augmenter le nombre de combats mais, d'autre part, la disparition des clans neutres entraîne une diminution des poches de résistance dans Mogadiscio. Ces poches sont le plus souvent à l'origine des balles perdues.

Dans le sud: le 14 janvier, un employé du CICR a été tué à Kisimayo alors qu'il circulait à bord d'une voiture CICR (ce qui porte à 3 le nombre de personnes de l'organisation tuées en un mois). La thèse la plus probable paraît être un règlement de compte entre clans opposés. La personne visée était un Ogadeni. Deux clans se sont opposés à Kisimayo: le clan Ogadeni et un regroupement de certains clans Darod: les Arti (Majerteen, Dolbante, Warsangeli). Les Ogadeni ont perdu le combat et ont tous quitté la ville. Apparemment les combats auraient cessé depuis. Tout le monde est d'accord pour organiser une opération européenne de sensibilisation de la communauté internationale sur la Somalie, afin de mettre à contribution les instances diplomatiques pour un règlement rapide du conflit (lettre + conférence de presse + couverture « CNN » en Somalie).



Point Somalie, **Memo** MSF France, 30 janvier 1992 (en français).

Extrait :

6) Désarmement dans les hôpitaux

Après la rencontre de François Jean avec le général Aïdid à la mi-janvier, des hommes armés du clan des Habr Guédîr ont été postés à l'entrée des hôpitaux où travaille MSF afin de démilitariser ces hôpitaux. Le désarmement de toutes les personnes présentes dans l'enceinte de l'hôpital a commencé effectivement le 20 janvier 92.

Aujourd'hui, on observe une nette diminution des armes à l'hôpital depuis la mise en place de ce corps de police.

On peut tout de même émettre quelques réserves
-Les gardes armés ne risqueront-ils pas de filtrer les patients arrivant à l'hôpital? (surtout au niveau des Abgaal).

-Quels sont les blessés n'appartenant pas au clan du général Aïdid qui accepteront de se rendre à l'hôpital?
-Si l'on gagne en NEUTRALITÉ (désarmement), ne perdons-nous pas en IMPARTIALITÉ (gardes armés du clan d'Aïdid)?

Il semble un peu tôt pour se prononcer.



« Lettre de Somalie ». François Jean, *Messages*, journal interne MSF France, janvier 1992 (en français). D18

Extrait :

[...] Et toujours, partout, ce va-et-vient de pick-up hérissés de mitrailleuses qui peu à peu tissent la toile de ce conflit sans issue. Mogadiscio se vide, abandonnée par ses habitants qui fuient les combats pour se réfugier aux abords de la capitale. Les nomades sont dans la ville avec leurs armes et leur logique de clan. A quelque chose, malheur est bon : cette logique, si elle n'est pas propice à une solution politique, porte en elle ses règles et ses limitations. Du moins espérons-le car, avec le pourrissement du conflit, elle pourrait aisément tourner à une agitation de bandes incontrôlées...

Reste que cette logique de clan est pour nous protection d'un clan. Cette protection, pour essentielle qu'elle soit, peut, si l'on n'y prend pas garde, rapidement devenir étouffante. La frontière est ténue, dans l'esprit de nos « protecteurs », entre le souci de notre sécurité et la volonté d'accaparer notre aide pour nous éviter toute « mauvaise rencontre » avec les représentants d'autres clans... Notre équipe en est bien consciente et ne ménage pas ses efforts pour rester accessible à tous, évaluer les besoins en toute indépendance et y répondre sans aucune discrimination. C'est ainsi que nous passons régulièrement les lignes de front pour approvisionner les structures médicales de tous les côtés. De même, nous nous efforçons, depuis plusieurs mois, de faire en sorte que les hôpitaux soient respectés par les belligérants. C'est ainsi que nous avons obtenu que des gardes soient placés à l'entrée des structures dans lesquelles nous travaillons pour désarmer les combattants. Mais la neutralité ne doit pas progresser au détriment de l'impartialité : tout doit être fait pour que la présence de ces gardes n'entrave pas le libre accès aux soins des blessés des clans réputés « hostiles ». Enfin, nous sommes décidés à profiter de tous les moments d'accalmie pour évaluer la situation des populations réfugiées à la périphérie et tenter de leur porter secours.

Difficile mission que la Somalie où l'équipe doit, en permanence, mettre en balance un souci légitime de sécurité et une obligation impérieuse d'indépendance, de neutralité et d'impartialité. Essentielle mission que la Somalie où, en l'absence de toute présence internationale hors le CICR et une poignée d'organisation de secours, Médecins Sans Frontières tente, depuis un an, de préserver et d'élargir un espace humanitaire sans lequel les populations seraient abandonnées sans recours entre guerre et famine.



Minutes de la réunion « Corne de l'Afrique », 4 février 1992 (en anglais). D19

Extrait :

La sécurité des équipes MSF n'est pas bonne et nous avons même maintenant des doutes sur la neutralité des gardes qui sont postés devant l'hôpital : est-ce que tout le monde peut avoir accès à l'hôpital sans problème ?

Du côté Aïdid, nous avons encore une équipe réduite de 8 MSF et une fois par semaine un approvisionnement en médicaments à travers la ligne de front à Mogadiscio. Les équipes resteront réduites jusqu'à ce que des mesures de sécurité sérieuses soient prises (!). Mais jusqu'ici nous n'avons pas pu faire mieux. C'est pourquoi nous n'augmentons pas les programmes et l'assistance humanitaire, afin de maintenir une certaine pression sur les gens au pouvoir.



Fax - Message de Patrick Vial, coordinateur MSF France, à Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programmes Somalie, MSF France, 5 février 1992 (en français).

Voici la déclaration que j'aimerais faire passer à la radio [...] Qu'en pensez-vous ? [...] bis Patrick
RADIO MESSAGE

Médecins Sans Frontières (MSF) est présent à Mogadiscio depuis la première semaine de janvier 1991.

Depuis plus d'un an MSF assure une présence médicale, avec une équipe chirurgicale dans les hôpitaux de Mogadiscio.

MSF est aussi impliqué dans l'approvisionnement des hôpitaux et des dispensaires.

Après deux mois et demi de combats intenses à Mogadiscio, MSF aimerait soulever quelques questions essentielles :

Les hôpitaux devraient être considérés comme des zones neutres, dans toute la ville de Mogadiscio, au nord comme au sud. A cet effet les hôpitaux sont clairement identifiés par des drapeaux blancs ou des drapeaux du Croissant-Rouge ou de la Croix-Rouge. Cela signifie que ces zones ne devraient pas être bombardées ou prises pour cible par qui que ce soit et qu'aucune présence militaire ne devrait persister dans les alentours des hôpitaux.

La neutralité des hôpitaux exige qu'il n'y ait aucune arme dans leur enceinte et des panneaux annonçant cette règle sont visibles aux portes des hôpitaux.

Des pièces où laisser les armes sont prévues à l'entrée des hôpitaux. Les hôpitaux et les soins médicaux doivent être accessibles à tout le monde. La population victime de ce conflit armé devrait pouvoir atteindre les hôpitaux et devrait recevoir des secours, quelle que soit son affiliation politique.

Les principes mentionnés ci-dessus devraient être appliqués dans toute la Somalie et dans chaque district de Mogadiscio.

Dans l'espoir de jours meilleurs, MSF vous remercie de votre attention.



Compte-rendu visite MGE/ Thierry Durand, Mogadiscio 17/02/92 au 20/02/92, Patrick Verkamen, coordinateur MSF France, 29 février 1992 (en français). **D20**

Extraits :

TRANSPARENCE DE MSF

Les deux belligérants ont été visités par MSF. Principe fondamental tant pour réaffirmer notre neutralité du côté d'Ali Mahdi que pour souligner l'importance de cette impartialité lors de l'entrevue avec Aïdid.

Vu l'absence d'information préalable donnée par le coordinateur aux hommes d'Aïdid et l'aspect confidentiel d'une visite dans une zone adverse sensible, il a été lourdement insisté auprès d'Aïdid sur la nécessité de pouvoir se rendre sur place avec des médicaments là où nous estimions que cela était nécessaire.

Aïdid argumentant sur la sécurité, l'attention a été attirée sur le fait que nous étions obligés d'aller à certains endroits, et donc de prendre consciemment certains risques. MSF après consultation reste décideur, mais agit ouvertement.

Une lettre officielle du CSU a été reçue stipulant le libre passage des MSF et du matériel aux 'check points', afin de se rendre où nous le désirions. (Voir annexe 1)

[...]

RELATIONS ENTRE LE STAFF LOCAL ET LE STAFF EXPATRIÉ

La gestion du staff local est en train de se mettre en place depuis plusieurs mois.

Cela se fait au fur et à mesure pour éviter des changements brutaux, et sans négliger l'historique de la mission.

Osman Ato sera diplomatiquement consulté pour avoir son soutien pour la gestion du staff.

Suit un pot-pourri d'idées et de principes relatifs à l'esprit de travail du staff local et aux relations de celui-ci avec les expatriés.

Il existe une grande disparité entre les salaires du staff de maison et du staff médical. Tout le staff étant demandeur d'une augmentation de salaire depuis un certain temps, l'opportunité du ramadan (début mars) sera saisie pour allouer une bonification exceptionnelle à tout le monde.

L'équipe du bloc n'a pas vraiment de convivialité avec le staff de la maison. D'un autre côté on pourrait se demander quelle est la vision que se font les gardes des expatriés.

Il y a probablement une certaine distance qui s'est créée entre les deux staff. Il faut garder une certaine intimité, cependant une cassure entre le staff de maison et les expatriés serait négative.

Ces dernières semaines on a remarqué une discordance entre la conception que l'équipe avait du staff par rapport au coordinateur. Il faut éviter cela, la trilogie « Information, Décision, Communication » gérée par le coordinateur harmonisera les relations entre le staff local et le staff expatrié.

Il est indispensable de responsabiliser le staff local.

Rester vigilants par rapports aux rumeurs qui peuvent s'amplifier à partir d'un fait mineur et de ne pas faire de généralisations à partir d'un cas particulier.

Une fois de plus, bien faire circuler l'information de manière objective est indispensable.

Nous avons tendance à développer une certaine paranoïa, qui résulte souvent de faits dont notre organisation est la principale responsable. Se buter sur des détails mène souvent à des frustrations et un sentiment d'ingérabilité en résulte, il ne faut toutefois pas les ignorer.

Concentrons-nous sur l'essentiel, les détails se résoudront d'eux-mêmes par après.

L'amplification et l'enfermement dans un cercle vicieux doit être compensée par une objectivité et une compréhension de la mentalité somalienne. Il faut aussi prendre conscience de la situation stressante dans laquelle notre entourage vit depuis un an de guerre.

Un travail quant à l'amélioration de l'esprit dans lequel certains membres du staff travaillent sera poursuivi par le coordinateur avec l'implication de Faisal.

Il n'y a pas de remède miracle, c'est un travail de longue haleine qui nécessite l'attention et de la bonne volonté de la part de tout le monde. [...]

4. DIVERS

[...] Déménagement.

Pour des raisons pratiques (agitation du workshop [Atelier] d'Osman) et des raisons politiques, il a été décidé de déménager.

Une opération en deux étapes me semble nécessaire pour éviter d'offusquer certains personnages sensibles.

La maison actuelle resterait un entrepôt et bureau logistique dans un premier temps, une maison supplémentaire d'habitation serait trouvée dans le quartier, qui reste un des endroits les plus sûrs de Mogadiscio.



Osman Ato, l'homme qui nous aidait à louer des voitures, à trouver des maisons, à trouver des locaux, commence à devenir compromettant, car trop lié au clan d'Aïdid. Mais on travaillait déjà avec lui, donc la question était alors de négocier avec Aïdid. Patrick et moi sommes allés le rencontrer pour discuter de cela. J'ai fait le déplacement pour donner un peu de solennité institutionnelle à la chose. On lui a dit qu'on n'était pas gênés par le fait de travailler avec un seul clan mais on lui a demandé un engagement totalement limpide pour que l'accès à l'hôpital soit ouvert à tous les blessés. En effet, les gardes qui assuraient la sécurité de l'hôpital avaient été à plusieurs reprises pris en flagrant délit de refus de laisser entrer des blessés qui étaient « du mauvais côté ». Notre accord a été mis en application.

Lors de ma visite pour rencontrer Aïdid, Patrick avait aussi organisé une visite passage chez Ali Mahdi. On a fait savoir à quel moment on allait passer et on a obtenu un cessez-le-feu pour ce moment et quelques heures plus tard un autre pour le retour. La trêve a été respectée.

Quelques mois plus tard, à Baïdo, j'ai vécu un autre épisode qui m'a convaincu qu'avoir des gardes armés ce n'était pas si idiot que ça. A un barrage armé sur la route, nous avons vécu un moment très tendu de discussion entre nos gardes et les gardes de Baïdo qui ne voulaient pas nous laisser passer. Une montée en tension, des culasses qui claquent. Où est-ce qu'on plonge quand ils vont commencer à se mitrailler, car il n'y a pas grand-chose pour se protéger ? Cela dure 3-4 minutes mais de longues minutes. Puis, ça retombe et 5 minutes après on boit le thé, on discute, on embarque les miliciens de l'autre camp dans notre MadMax et ce sont eux qui assurent notre entrée à Baïdo... En fait, si rudes, cyniques et violents qu'aient pu être les chefs de guerre, la guerre en Somalie n'était pas une guerre si inhumaine que ça. Les conséquences indirectes ont été effroyables mais je dirais qu'elle ne fait pas partie des guerres les plus dévastatrices. Il y avait un certain respect pour l'autre côté. Il n'y avait pas de volonté d'asservir, d'humilier, de massacrer.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France
(en français)

Les premiers mois c'était une équipe chirurgicale qui allait de la maison à l'hôpital et de l'hôpital au 2^{ème} hôpital où on avait aussi du post-op. Les circuits et les mouvements étaient extrêmement limités donc faciles à contrôler. On a commencé à s'exposer un peu plus lorsqu'une infirmière a dû se rendre dans ce qu'on appelait le triangle des Bermudes, une zone Abgal proche du clan d'Ali Mahdi mais située en plein milieu de la zone Aïdid. Ils étaient tous armés jusqu'aux dents et ils n'avaient aucun accès aux soins. L'infirmière devait y aller tous les trois jours. C'est là qu'on a commencé à avoir des mouvements en dehors du trajet maison/hôpital. On s'exposait un peu plus mais c'était après avoir pris des contacts, y être allé moi-même plusieurs fois pour accompagner l'infirmière. Un rapport particulier s'est installé entre nous, les expatriés MSF, et tous les gens qui s'occupaient de notre sécurité, de notre staff de l'hôpital jusqu'aux gardes armés. A mon avis on a réussi à créer une culture d'organisation où les gens s'identifiaient à MSF. Ils étaient fiers de sécuriser l'hôpital pour qu'on puisse y faire du bon boulot. Ils ont pris des risques incroyables avec nous. On a toujours été là. On n'a jamais quitté les Somaliens comme beaucoup d'autres l'ont fait et ça c'était très apprécié. C'était un élément évident de notre sécurité. Si tu n'as pas un groupe soudé autour de toi qui vient te prévenir quand il y a du danger, tu t'exposes sérieusement.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie,
juillet à décembre 1991, mars 1992 à novembre
1992, juillet à septembre 1993 (en français)

On a eu beaucoup de discussions avec Aïdid et Osman, et même si on était basés chez eux et protégés par eux, on arrivait tout à fait à aller travailler chez les autres. On leur a expliqué et ils nous ont dit qu'il n'y avait pas de problème et qu'ils comprenaient tout à fait. Donc on traversait la ligne verte pour aller apporter des médicaments chez Ali Mahdi. C'étaient nos gardes, les hommes d'Aïdid, qui avaient organisé le transfert. Ils nous amenaient dans cette zone tampon de la ligne de front, nous remettaient aux hommes d'un clan neutre, les Awadlé, et ce sont ces derniers qui nous escortaient dans le no man's land... Et de l'autre côté, les gens d'Ali Mahdi nous récupéraient et on discutait avec Ali Mahdi, président de la Somalie !

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé
à Nairobi, décembre 1990 à fin 1993 (en français).

Quelques semaines plus tard, la question des relations des organisations humanitaires avec les gardes armés est abordée en détail par Stephen Smith, dans le quotidien français Libération. Cet article déplait profondément à certains responsables de MSF.



Fax message de Paul Vermeulen, MSF Suisse, aux responsables des autres sections MSF, 3 mars 1992 (en français).

Hello out there, Je viens de recevoir ce coup de téléphone [du chargé de communication CICR] qui est aussi un ami à moi. Il était très surpris par l'article ci-joint. Nous avons envisagé la possibilité de faire une réponse commune MSF-CICR sur la question. Il est en train de prendre la température chez lui. Marc, peux-tu le contacter et lui dire ce que tu en penses.



« Les drogues et la sécurité des étrangers, mères de la guerre en Somalie ». Stephen Smith, **Libération** (France), 3 mars 1992 (en français).

Extrait :

L'image a fait le tour du monde : estampillé de la Croix-Rouge ou de tout autre emblème humanitaire, un véhicule du CICR, de l'ONG française Médecins Sans Frontières (MSF), de l'anglaise Save the Children ou de l'américaine International Medical Corps (IMC) sort dans les rues de Mogadiscio. Souvent à bord on aperçoit alors des hommes en armes. Toujours, en tout cas, le véhicule est suivi d'une autre voiture puissamment armée : un pick-up ou une jeep, bondée de combattants munie d'un canon ou d'une mitrailleuse lourde. C'est la « sécurité » qui se loue : à raison de 60 dollars par jour. La nourriture des « gardes » ainsi que la maintenance, les réparations et le carburant

du véhicule sont à la charge du client. A ce prix-là, celui-ci est « accompagné » dans le moindre déplacement en ville, par une voiture digne de Mad Max... seule l'ONG autrichienne SOS Villages d'enfants se passe de ces services. Installées de longue date dans la capitale somalienne, avec un petit orphelinat et une petite clinique obstétrique, elle fait confiance même dans l'anarchie violente de Mogadiscio au respect de son « immunité humanitaire ».

Les autres ONG estiment ne pas avoir le choix. Plusieurs de leurs collaborateurs, Somaliens et étrangers, ont été abattus en pleine rue. A moins d'évacuer il fallait donc se protéger, explique-t-on.

Fallait-il pour autant sans exception, employer les hommes du général Aïdid ? Là encore, visiblement, il n'y avait pas le choix. L'ONG américaine IMC avait d'abord confié sa sécurité à d'autres « combattants ». Mais sous pression d'une fortune de guerre de plus en plus favorable au général, elle a fini, elle aussi, par faire appel à ses miliciens. C'était choisir, comme les autres, le camp du plus fort. A moins que le général Aïdid ne soit aussi devenu le plus fort parce que les ONG estimaient ne pas avoir le choix.

Des journalistes ont commencé à dire que l'argent de l'aide servait à alimenter la guerre. C'était le grand sujet. J'ai vu des missiles Milan et tout un tas d'autres armes lourdes arriver... ce n'est pas avec les 5000 dollars qu'on donnait tous les deux mois à Osman qu'ils les avaient achetées !

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à fin 1993 (en français).

Entre-temps, au siège de MSF France une nouvelle responsable a pris en charge le programme de la Somalie. Elle est en complet désaccord avec la politique menée sur le terrain en particulier sur l'utilisation de gardes armés, et suggère de fermer la mission qu'elle trouve trop dangereuse. Elle sera déchargée du programme Somalie et jusqu'à l'arrivée d'un nouveau responsable, c'est le directeur adjoint des opérations qui assurera, en plus des tâches liées à sa fonction, l'intérim de la gestion du programme.

La communication entre le terrain et le siège à ce moment-là était extrêmement pauvre. J'ai dû avoir trois responsables de programme différents. La responsable de programme est venue faire un tour et elle est repartie horrifiée en disant qu'on devrait fermer cette mission. Elle était en complet décalage avec ce qu'on vivait sur le terrain. Les circonstances étaient difficiles et on était sous stress permanent. A posteriori je me suis rendu compte

qu'il n'y avait pas vraiment de dialogue entre le terrain et Paris. Le département des opérations à Paris était clairement en désaccord avec l'approche qu'on avait pour travailler dans un contexte aussi dangereux à savoir utiliser des gardes armés. J'avais très peu de relations avec le siège mais une relation serrée avec l'équipe de Nairobi qui elle était plus souvent en rapport avec le siège. A Mogadiscio, on était dans notre microcosme, dans notre univers somalien et on avait très peu d'interaction avec le siège.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars 1992 à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français)

Dans un premier temps, on lui a donné le Kenya, qui était un programme énorme et difficile avec des camps, puis le Kenya et la Somalie. Elle était trop jeune, trop fraîche, trop naïve, trop médecin pour un contexte aussi politique. C'est une fille bien mais elle a été digérée par le truc. Heureusement il y avait Marc Gastellu qui faisait le lien, bouchait les trous, raccommoait les problèmes.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à fin 1993 (en français).

Il y a eu effectivement une responsable de programme qui ne se sentait pas bien dans le coup. C'est une femme tout à fait remarquable. Mais ce n'était pas son truc. Or dans ce genre de programme, le casting est essentiel. Il ne faut pas se tromper de personne. Tout cela a contribué à l'étirement de notre réaction, ce côté empesé de MSF face à cette situation, qui paraît insensé quand on regarde les choses rétrospectivement.

Dr Rony Brauman, président de MSF France (en français).

Le 23 janvier, le Conseil de sécurité des Nations unies décrète un embargo sur les armes, et le 14 février les deux principales parties aux combats se mettent d'accord sur un cessez-le feu... qui ne tient que quelques jours.

La presse internationale fait état de la situation des civils affamés et de l'impossibilité de leur porter secours en raison de l'insécurité.



«**SOMALIE**: un an après la chute du président Barre, nouvelle tentative de cessez-le-feu dans Mogadiscio dévastée». Jean Hélène, **Le Monde** (France), 30 janvier 1992 (en français). **D21**

Extrait :

De l'avis général, l'embargo sur les armes, décrété le 23 janvier par le Conseil de sécurité des Nations unies, a peu de chances de faire cesser les combats. [...]

Dans leur calvaire, les civils affamés ont tout de même trouvé un peu d'espoir. A la suite d'un accrochage, la milice indépendante des Ashamud, qui tenait le port, en a subitement ouvert les portes, le 17 janvier, et a laissé la population piller les entrepôts : 7000 tonnes de vivres se sont ainsi retrouvées sur les marchés où le prix d'un sac de farine a chuté de 40 à 5 dollars. Le lendemain, deux bateaux affrétés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) accostaient dans deux petits ports au nord et au sud de la capitale et déchargeaient leurs 1700 tonnes de vivres et de médicaments pour les 250 000 personnes réfugiées à la périphérie de Mogadiscio.

Mais il y a tout un pays à assister. A Kisimayo, dans le sud, où près de 100 000 Somaliens attendent une aide alimentaire, les rivalités tribales empêchent pour le moment toute distribution. Le CICR doit aussi envisager des livraisons humanitaires dans tous les ports de la côte somalienne, destinées à l'arrière-pays. Dans la partie nord de Mogadiscio, le CICR a ouvert, la semaine dernière, un hôpital, le seul, dans les bâtiments d'une ancienne prison. En face, Médecins Sans Frontières maintient en permanence une équipe chirurgicale d'urgence depuis plus d'un an...



«**Somalie**: le massacre de la Saint Valentin» par notre correspondant spécial à Mogadiscio, **The Economist** (Royaume-Uni), 22 février 1992 (en anglais). **D22**

Extrait :

[...] L'un des chefs, le général Mohamed Farah Aïdid, a exploité la distraction causée par les négociations autour du cessez-le-feu pour essayer de reprendre les positions de son rival au nord de Mogadiscio. Le président par intérim de la Somalie, Ali Mahdi Mohamed, a repoussé l'attaque. Des civils ont encore une fois été les victimes. Plus de 25 000 personnes ont été tuées pendant les trois mois de combats. Pas moins de 250 000 habitants de Mogadiscio – un sur huit – ont été obligés de quitter leur maison.

Les enfants somaliens en savent autant sur les armes que les enfants occidentaux sur les jeux vidéo. Selon le général Ibrahim Mohamed qui préside un comité de la paix composé des clans neutres, les jeunes combattants «*n'ont aucun sentiment humain, c'est l'anarchie totale, ils sont hors de contrôle.*».

Les civils désarmés sont à la merci des bandes de maraudeurs, pris dans des bombardements indiscriminés et des tirs hasardeux. Les mauvais jours, les trois hôpitaux officiels de Mogadiscio (qui se trouvent dans le fief du général Aïdid) reçoivent jusqu'à 250 blessés. Dans la zone de M. Mahdi, le même nombre de blessés sont traités dans des maisons converties en blocs opératoires, salles d'hospitalisations et dispensaires.

Les médecins, payés par l'ONU, travaillent 24 heures sur 24 à réparer les corps blessés.

La faim est partout. La guerre et la sécheresse de 1990 ont forcé les paysans à tuer leur bétail et à manger les semences nécessaires pour l'année suivante. L'anarchie dans la ville empêche quasiment les humanitaires de distribuer de la nourriture. Le peu qu'il arrivent à faire est de distribuer un peu de médicaments, de carburant pour les pompes à eau. A Mogadiscio, la nourriture est hors de prix pour la plupart des familles ; personne n'a reçu de salaire depuis plus d'un an. Beaucoup ne font qu'un repas tous les deux jours. La moitié des enfants sont malnutris. En dehors de la capitale, la situation est encore pire ; la famine frappe les nomades du centre de la Somalie. La Croix-Rouge se prépare à fournir de la nourriture dans cinq villes côtières. Mais tant que les chiens enragés se battent, il y a peu d'espoir pour les secours.

Le 30 janvier, le président de MSF Hollande et le directeur adjoint des opérations de MSF France tiennent une conférence de presse au siège des Nations unies à New York et témoignent de l'impact du conflit sur la population somalienne. Dans le dossier de presse, MSF donne une estimation de 5000 morts et 15000 blessés pris en charge à Mogadiscio depuis la mi-novembre.

La décision de témoigner a été prise par les directeurs des opérations au vu de l'exacerbation des combats après le passage en Somalie de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies et du refus exprimé par Aïdid de toute intervention extérieure. MSF souhaite «témoigner de la situation» et «appeler la communauté internationale à essayer de trouver une solution.»

Au cours d'une série de rencontres informelles avec des responsables onusiens, qui leur annoncent la mise en œuvre d'une aide massive pour la Corne de l'Afrique, les deux représentants de MSF insistent sur les dangers que pourrait entraîner l'impréparation d'une telle opération.



Point sur la situation actuelle en Somalie, **Memo MSF France**, mi-janvier 1992 (en français).

Extrait :

Rony envisage de faire une action de communication sur la Somalie. Il voit deux possibilités:

- dénoncer la communauté internationale sur son absence d'aide (ex: Malawi), les pratiques et les exactions des gouvernements avec lesquels nous travaillons (ex: Ethiopie en 85),

- sensibiliser et mobiliser l'opinion internationale sur la nécessité d'un règlement rapide du conflit.

C'est cette 2^{ème} action que l'on peut envisager pour la Somalie, en insistant sur l'impossibilité de l'acheminement de l'aide internationale, un apport supplémentaire de nourriture ne pouvant qu'augmenter le climat de violence déjà présent sur place. Cette pression internationale doit être envisagée comme une médiation en vue d'un cessez-le-feu.

MSF et plus spécialement toutes les sections européennes pourraient écrire une lettre qui serait ensuite proposée pour signature au CICR et à SCF. Notre poids serait d'autant plus important si l'on réussit à s'unir au CICR et à SCF pour une déclaration commune que l'on enverrait ensuite à l'OUA, la Ligue Arabe, l'ONU, les représentations politiques... Mais est-ce possible rapidement avec le CICR? Trouverons-nous un terrain d'entente sur les questions de fond de cette déclaration? Rony reste sceptique. De toute façon, il faut faire quelque chose même seuls rapidement, avec un engagement important de la part de MSF. Nous pourrions envisager la réalisation d'une conférence de presse à New York (ONU), ainsi qu'à Bruxelles et peut-être à Nairobi. Marc nous informe que SOS Village d'enfants, ONG présente en Somalie, a fait une proposition et a lancé l'idée d'une intervention d'une force militaire humanitaire qui permettrait la mise en place de « corridors humanitaires ». Cette proposition sera certainement refusée par Aïdid, d'autant plus qu'un cessez-le-feu est obligatoire avant un maintien de la paix par des forces extérieures internationales. D'autre part, le général Aïdid a déjà refusé les propositions de l'ONU sur une intervention de casques bleus, ainsi que celle de l'OUA.



« Médecins Sans Frontières témoigne sur la situation en Somalie » **Communiqué de presse** MSF France, n°4/92, 29 janvier 1992 (en français).

Lors d'une conférence de presse qui se tiendra jeudi 30 janvier 1992, à 11 heures 15 au siège des Nations unies à New York, Médecins Sans Frontières témoignera de la situation dramatique qui prévaut depuis plus d'un an en Somalie et de la difficulté, pour les organisations humanitaires, de porter secours aux populations victimes des conflits.

Médecins Sans Frontières travaille depuis janvier 1991 dans la capitale somalienne, Mogadiscio, dans le nord du pays (Buraou, Hargueisa) et auprès des Somaliens réfugiés en Ethiopie (Ogaden).

Depuis janvier dernier, 110 Médecins Sans Frontières se sont relayés à Mogadiscio auprès des civils victimes des combats pour y mener des missions chirurgicales et approvisionner en médicaments et matériel médical la quasi-totalité des structures de santé de la capitale.

14 Médecins Sans Frontières sont également présents dans le nord somalien, à Buraou, Sheikh, Odweyna et Hargueisa, où des affrontements armés ont repris à la mi-janvier. En Ethiopie (Ogaden), Médecins Sans Frontières apporte une assistance chirurgicale et médicale aux 300 000 réfugiés somaliens qui survivent dans une extrême précarité dans des camps proches de la frontière. Enfin, l'organisation se prépare à envoyer 5 personnes auprès des réfugiés installés au Kenya.



« Médecins Sans Frontières - Urgence humanitaire en Somalie » **Dossier de presse**, MSF, janvier 1992 (en français). **D23**

Nombre de blessés et décès depuis la reprise des combats (Données pour les 3 principaux hôpitaux de la partie ouest de la ville)

Admissions aux urgences: 9386 interventions chirurgicales: 2250 (16/11/91 au 24/01/92)

Environ 80% des blessés pris en charge par Médecins Sans Frontières sont des civils. Sur les 2000 interventions chirurgicales pratiquées, plus de 1800 sont des opérations lourdes. Aux temps forts de l'urgence, on compte environ 50% de laparotomies, 25% de drainages thoraciques, et environ 10% de chirurgie osseuse ou vasculaire.

Le nombre exact de blessés soignés dans la partie de la ville tenue par le président Ali Mahdi est actuellement inconnu. Mais selon les estimations des équipes humanitaires et du personnel soignant, il serait à peu près le même que dans la partie ouest de la ville.

On peut donc estimer que le nombre de blessés reçus dans les centres de soins serait supérieur à 15000 depuis la mi-novembre.

Le nombre de décès est impossible à établir précisément en l'absence de tout recensement officiel. Les équipes estiment cependant qu'il pourrait être d'environ 5000.



« Conférence de presse aux Nations unies sur la situation à Mogadiscio » **Déclaration** de Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations, MSF France, 30 janvier 1992 (en anglais).

Je voudrais témoigner de la situation désastreuse qui règne à Mogadiscio, la capitale somalienne, ou plutôt devrais-je dire, l'ancienne capitale.

En effet, depuis un an maintenant, la ville est ravagée par des combats. Les derniers ont commencé il y a trois mois et ont détruit le peu qui restait. Les bombardements sont indiscriminés sur le centre de Mogadiscio, qui tombe désormais en ruines, sous le feu croisé des forces armées et des pillages.

Plus de la moitié de la population a fui vers les pays voisins afin d'essayer d'y trouver un peu de sécurité.

Médecins Sans Frontières est présent depuis un an maintenant et porte secours aux victimes de ces combats sans relâche.

Nous sommes arrivés à Mogadiscio le 7 janvier 1991, alors que les derniers étrangers quittaient la ville. A cette époque, les combats entre le CSU et les troupes de Siad Barré faisaient rage.

Nous avons travaillé au sein de l'hôpital Digfer et avons dû l'évacuer pour des raisons de sécurité (2 membres de l'équipe ont été blessés par balles). Une seconde équipe est arrivée quelques jours plus tard et a travaillé dans l'hôpital SOS. Malheureusement, immédiatement après le départ de Siad Barré cette équipe a fait face à de sérieux problèmes de sécurité et a été de nouveau forcée à quitter provisoirement Mogadiscio. Trois jours plus tard (au début de février) nous étions de retour.

Depuis, des équipes de MSF sont présentes en permanence dans la capitale, font face aux urgences et réhabilitent les structures de santé.

Début février, chacun espérait paix et tranquillité. A Mogadiscio une sorte de vie normale avait repris, les gens qui avaient fui revenaient. Un gouvernement composé de plusieurs clans mais reconnu par aucun des groupes somaliens ni par aucun Etat étranger a été choisi par l'aile gauche du CSU. Cet espoir a été rapidement effacé par la bataille d'Afgoye.

A l'époque nous travaillions dans l'hôpital Medina, le seul hôpital qui n'avait pas encore été pillé. Les autres étaient complètement dévastés, tout l'équipement qui n'avait pas été pillé avait été systématiquement détruit, au même titre que la ville elle-même. Il y avait aussi beaucoup d'accidents de voiture.

Nous pensions que la situation ne pouvait pas être pire, nous avions tort. A cause des pillards, nous devions être escortés et nous avons demandé des gardes pour les hôpitaux. Il y avait tellement d'armes que la sécurité des patients, du personnel de santé et notre sécurité n'était pas réellement garantie.

Petit à petit, nous avons aidé les hôpitaux Benadir et Digfer à reprendre leurs activités : nous leur avons fourni des médicaments et du matériel médical, nous avons réparé les systèmes d'approvisionnement en électricité et eau courante. En juin, les combats ont diminué et ces hôpitaux ont pu faire face aux urgences.

Nous pouvions désormais approvisionner les structures de santé périphériques, de Belet Huen dans le nord de Mogadiscio à Baidoa dans le sud, leur donnant les moyens de traiter les patients et essayant de remettre en marche ce qu'on pourrait appeler des activités normales.

Très souvent, lorsqu'ont lieu des crimes de guerre, les gens oublient que les enfants meurent de diarrhées et de rougeole. Il était très important aussi de montrer à la population qu'elle n'était pas totalement oubliée. De nombreux médecins et responsables locaux qui travaillaient à restaurer une «vie normale» avaient (et ont toujours) le sentiment qu'ils étaient (et sont) abandonnés par ce qu'ils appelaient «*le monde extérieur*».

Grâce à cette sorte de stabilité nous avons pu évaluer le nombre de patients nécessitant des soins orthopédiques chroniques. Nous avons compté plus de 600 fractures ouvertes, très souvent avec des infections chroniques qui devaient être réopérées. Nous avons lancé un nouveau programme et opéré les patients qui le souhaitaient et qui le pouvaient.

Malheureusement le pire restait à venir.

Le premier clash entre les branches politiques et militaires (Ali Mahdi / Hawiye Abgal et le général Aïdid / Hawiye Habr Guedir) a éclaté en juin et a été suivi de trois jours de combats en septembre. A l'époque, nous avons compté plus de 3000 blessés et environ 500 morts.

La tension est montée et la guerre a éclaté le 17 novembre.

Pendant les premiers jours, les combats répartis dans toute la ville étaient très importants. De nombreux civils étaient pris au piège dans la ville, dont nombre d'entre eux blessés ou tués. Une ligne de front s'est formée dans le nord, et depuis les combats n'ont pas cessé.

Des clans neutres ont tenté des médiations, qui ont toutes échoué et progressivement ces clans ont été balayés par le flot de la guerre.

Dès que les combats ont repris, nous avons cessé nos activités normales, et nous nous sommes concentrés sur l'énorme quantité de blessés. La plupart d'entre eux sont des civils souffrant de lésions sévères qui ont besoin de traitements compliqués.

L'hôpital Médina a 125 lits, 300 patients y sont hospitalisés à l'intérieur et 300 à l'extérieur. Chaque jour des voitures, des camions déposent leur cargaison de patients, ceux qui ont pu attendre, qui ont pu survivre. Les conditions de travail sont très difficiles, la ville est un cauchemar pour les civils et les équipes humanitaires, mais un paradis pour les pillards.

Nous ne voyageons qu'avec des escortes lourdement armées. Il y a trois jours, un obus est tombé sur l'hôpital Benadir près d'une infirmière de Médecins Sans Frontières.

Heureusement il n'a pas explosé. Des balles perdues tombent chaque jour dans l'hôpital et certains patients qui viennent juste d'être opérés sont de nouveau blessés.

Il y a deux jours, des balles de mitrailleuse sont tombés dans l'hôpital, près du chirurgien. A Mogadiscio nous avons eu de la chance. Malheureusement, certains travailleurs humanitaires ont perdu la vie en essayant d'apporter des secours à la population.

Il est toujours difficile de rapporter la réalité. Comment trouver les mots exacts pour décrire les yeux d'une mère dont l'enfant est en train de mourir, les tirs, le sang des patients qui attendent l'équipe chirurgicale, allongés devant le bloc opératoire ? Comment décrire le désespoir ?

Je peux vous donner quelques chiffres : dans les hôpitaux Medina, Benadir et Digfer, plus de 9500 blessés ont été admis depuis le début des combats. Ce nombre est à peu près le même pour les quatre quartiers de la ville.

Nous estimons le nombre de morts à environ 5000. A l'hôpital Medina où nous travaillons, nous recevons entre 20 et 100 blessés par jour. En moyenne 20 opérations majeures sont réalisées chaque jour. Nous négocions le droit de traverser la ligne de front et nous fournissons médicaments et matériel médical.

Nous voulons assurer la neutralité et la sécurité des patients et des équipes humanitaires, c'est pourquoi nous avons de nouveau demandé que des gardes soient postés à l'entrée des hôpitaux afin d'empêcher les armes d'y entrer.

Nous voulons que tous les patients de tous les bords et de tous les clans qui viennent là aient accès à l'hôpital.

La population de Mogadiscio est normalement composée de 1 million d'habitants. La moitié de cette population a fui dans les alentours de la ville. La nourriture et l'eau manquent cruellement. Sur les marchés, le peu de nourriture disponible est hors de prix. Tout convoi de nourriture est dangereux.

Les combats continuent mais diminuent et il semble qu'il existe un nouvel espoir de cessez-le-feu.

Comme le dit Jacques, nous n'avons pas de solution concrète, nous ne sommes pas des politiciens, nous voulons juste témoigner de la situation. Nous voulons passer ce message à l'opinion publique, à la communauté internationale.

Nombreux sont les Somaliens qui souhaitent une vie normale, ils veulent vivre et travailler. Ils se tournent vers le monde extérieur et espèrent, et nous espérons avec eux, qu'il va se réveiller.



Compte-rendu visite New York, 29-01-92 au 02-02-1992, Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations, MSF France (en français).

Extrait :

Objectifs

Les objectifs de cette visite étaient très simples : témoigner de la situation en Somalie et particulièrement à Mogadiscio.

La date et le lieu choisis étaient une opportunité : tenue du Conseil de sécurité au siège des Nations unies à New York le 31.01.92.

Afin de ne pas créer de confusion avec des tentatives politiques pouvant être considérées comme une ingérence pour certaines parties du conflit et en raison du danger que cela représenterait, il avait été décidé de limiter notre intervention au témoignage.

Histoire

L'idée de communiquer sur la Somalie n'est pas récente et, à plusieurs reprises, de nombreux témoignages ont été réalisés.

Mais, après plus d'un an de guerre, ces témoignages étaient bien pauvres en regard de la situation dramatique qui prévaut dans ce pays. Au décours de la réunion internationale des opérations (Melun 12.01.92), cette frilosité fut abordée et il fut décidé de réaliser une opération internationale pour :

- témoigner de la situation,
- appeler la communauté internationale à essayer de trouver une solution.

Le voyage de James Jonah à Mogadiscio et l'analyse de ses conséquences a remis en cause les objectifs initiaux de cette opération :

- exacerbation des combats après son passage,
- tirs sur les hôpitaux,
- refus d'une «ingérence par le général Aïdid qui déclare que toute intervention extérieure ne fera que compliquer l'échiquier politique. Se sentant militairement plus fort, il ne peut que perdre du terrain vis-à-vis d'une telle intervention qui pourrait légitimer Ali Mahdi dans son titre de président. Il faut noter toutefois que les difficultés imposées par Aïdid (tirs de barrage quand Jonah a voulu traverser le front) et la manipulation du voyage (atterrissage sur un aéroport contrôlé uniquement par lui) ont été très mal vécues par certains clans. [...]

Dans l'A.M. [après midi] rencontre officielle avec [le] (secrétaire adjoint des Nations unies). Trois points sont importants à noter :

[Il] ne nous aime pas et nous l'a fait savoir par force bâillements et en quittant la discussion de manière rapide.

Son assistant et lui-même ont mal vécu notre réponse concernant l'action des U.N. dans le passé et le futur (pendant la conférence). Nous avons répondu qu'il n'y avait pratiquement pas d'action des U.N. dans le passé et que nous espérons pour le futur. L'explication s'est bien passée.

Les U.N. prévoient une aide massive pour la Corne de l'Afrique, au décours de cette discussion (et pendant la

conférence de presse) nous avons souligné les dangers d'une aide mal préparée:

- récupération politique de l'aide,
- difficulté d'atteindre les populations les plus concernées
- danger vital pour les Somaliens et les équipes humanitaires.

Nous avons rencontré aussi [le] délégué Hollandais auprès des Nations unies. L'entretien sympathique, a surtout porté sur Humanitaire et politique et coordination des N.U. avec quelques mots au sujet de la Somalie.

Les jours suivants: interviews (Newsweek et CBS) puis la réunion de recrutement et bilan de l'opération.

Commentaires et conclusion:

Tout s'est très bien passé. L'organisation par le bureau de New York a été excellente et les résultats sont d'ores et déjà positifs.

Le 31 janvier, le secrétaire général de l'ONU et le directeur général de l'UNICEF lancent un appel à l'aide humanitaire d'urgence pour les populations de la Corne de l'Afrique « frappées par les effets de la guerre civile, des sécheresses répétées ou de la famine. » Dans la répartition des sommes recueillies, la Somalie se voit attribuer le troisième budget, après l'Éthiopie et le Soudan.



« Appel d'urgence de l'ONU en faveur des populations de la Corne de l'Afrique ». AFP (France), Paris, 31 janvier 1992 (en français).

Le secrétaire général de l'ONU et le directeur général de l'UNICEF ont lancé jeudi un appel pour une aide humanitaire d'urgence aux populations de la Corne de l'Afrique, estimant à 621,6 millions de dollars la somme nécessaire pour les six prochains mois, a-t-on appris vendredi auprès de l'UNICEF.

Quelque 23 millions de personnes, dont 7 millions de personnes déplacées dans leur pays, sont « directement menacées » à Djibouti, en Érythrée, au Soudan, en Éthiopie et en Somalie « par les effets de la guerre civile, des sécheresses répétées ou de la famine », a indiqué l'UNICEF, qui souligne que « parmi ces déshérités, les enfants sont toujours les premières victimes ».

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance va participer à ce fonds d'urgence à hauteur de 60,3 millions de dollars (331,6 millions de F), qui seront affectés à l'achat de biens médicaux essentiels et d'aliments, de matériel d'approvisionnement en eau, ainsi qu'à la construction d'abris.

Une fois la somme recueillie, elle sera répartie, indique-t-il, à hauteur de 19,9 millions de dollars (109,4 millions de F) pour le Soudan, 18,4 (101,2 MF) pour l'Éthiopie, de 11 (60,5 MF) pour la Somalie, 10,3 (56,6 MF) pour l'Érythrée et 0,5 (2,75 MF) pour Djibouti.

Début février, une équipe de MSF France ouvre un programme dans le camp de réfugiés somaliens de Liboï au Kenya. Dans ce pays, comme en Éthiopie, les réfugiés somaliens survivent dans des situations extrêmement précaires car depuis un an les autorités kenyanes bloquent l'intervention des secours.



« Victoire des rebelles ». Jean Hélène, *Le Monde* (France), Nairobi, 29 janvier 1991 (en français). D24 [🔗](#)

Extrait :

Dans le sud, à la frontière kenyane, un autre « front humanitaire » s'est ouvert pour venir en aide aux quelque trente mille réfugiés somaliens, dont les deux tiers attendent près de Mandera, dans le no man's land frontalier, que le gouvernement kenyan accepte l'installation de camps d'accueil. Le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, assisté de Médecins Sans Frontières, achève une mission d'évaluation sur les sites choisis par les autorités de Nairobi, mais se préoccupe déjà de la cohabitation, qui s'annonce très délicate, entre des gens de tous horizons tels que les opposants au régime et les membres du clan du président.

Tout en appelant les citoyens à se montrer solidaires et accueillants, le gouvernement kenyan a également suggéré aux bailleurs de fonds de faire la preuve de leur générosité. Mais l'heure est aussi à la méfiance: les bandes de « chiftas » (bandits) somaliens, qui ont écumé le nord-est dans les années 70, ont laissé de mauvais souvenirs ici, et, pour éviter de nouveaux désordres, la police a reçu l'ordre de désarmer tous les réfugiés qui passent la frontière. [...]



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 31 janvier 1992 (en français). D25 [🔗](#)

Extrait :

[...] Kenya : une équipe est partie s'occuper des réfugiés somaliens (72 000 personnes) dont la prise en charge par une ONG somalienne s'avère défectueuse.



« Le long exode des Somaliens » Anne Fouchard, chargée de communication MSF France, *Messages*, journal interne MSF France, mars 1992 (en français). D26 [🔗](#)

Extrait :

[...] Depuis janvier 1991, alors que les combats qui aboutiront à la chute de Siad Barré gagnent en intensité, un nombre croissant de Somaliens quittent leur maison et leur terre. On estime à 300 000 ou 500 000 le nombre de déplacés à l'intérieur des frontières somaliennes.

D'autres s'enfuient vers l'Éthiopie et le Kenya. Dans ces deux pays, ils survivent depuis dans des conditions précaires.

En Éthiopie, les réfugiés sont environ 300 000. Entre juin et novembre 1991, 150 000 personnes ont regagné la Somalie, tant que les conditions de sécurité le permettaient. Ces mouvements de retour se sont complètement arrêtés depuis. Aujourd'hui les conditions de sécurité se sont graduellement détériorées dans la région d'Hararghe (Ogaden) et l'assistance humanitaire aux réfugiés somaliens dans les camps est devenue extrêmement difficile.

Les réfugiés sont répartis sur 6 camps principaux:

Teferi Ber et Dawanaji : La population de ces camps est estimée à 120 000 personnes, principalement des réfugiés somaliens, mais aussi des Éthiopiens préalablement réfugiés en Somalie.

Aysha: Environ 15 000 Somaliens, principalement des Issak.

Hartisheik A et B : Ce camp, majoritairement peuplé de Somaliens Issak, compterait près de 150 000 personnes (janvier 1992).


Aware: 3 camps aux alentours d'Aware compteraient 60 000 réfugiés, principalement Issak et Darod. L'accès à ces camps est très difficile, parfois impossible, du fait des conditions de sécurité. La route est dangereuse, et les approvisionnements, irréguliers et insuffisants, en nourriture et eau, en pâtissent. D'une frontière à l'autre il y a toujours un flux constant de réfugiés somaliens au Kenya.

A Liboï (15 km de la frontière somalienne), le nombre de réfugiés est aujourd'hui officiellement de 55 000 à 60 000. Ce sont des Somaliens, majoritairement Darod. Ils ont construit des abris traditionnels près de la route de Liboï et survivent dans une très grande précarité. Ils disposent de 3 litres d'eau par personne et par jour. MSF prend en charge l'assistance médicale à ces réfugiés ainsi que la sanitation.

Iffo : Un certain nombre de réfugiés de Liboï sont actuellement transférés (à raison de 150 personnes par jour environ) sur ce nouveau site situé à une heure et demie de route de Liboï. Aujourd'hui, le nouveau camp accueille 12 000 personnes. Mais les conditions sanitaires et l'approvisionnement en eau sont encore précaires.

Mandera : Ce site compte 30 000 réfugiés somaliens dont une majorité d'anciens réfugiés éthiopiens en Somalie.

Mombasa : Environ 10 000 réfugiés somaliens sont installés à Utange, situé à 15 km de Mombasa.

 *Début 91, on pense qu'on peut ouvrir à Mandera. C'est vraiment tout au nord aux trois frontières Somalie, Éthiopie, Kenya... On fait l'explo et on monte une équipe avec des voitures. Ce ne sont pas des camps constitués. Les réfugiés restent coincés dans un no man's land entre les deux frontières. Ils essaient de travailler. L'affaire est vite pliée. En quinze jours on s'aperçoit que les autorités kenyanes sont en train de verrouiller et nous posent de plus en plus de barrières administratives. Il y*

a énormément de Kenyans en Somalie et à l'époque commence à arriver par ces frontières tout ce qui a été pillé à Mogadiscio: des téléviseurs, du matériel venant des résidences diplomatiques, etc. De plus le HCR n'est pas opérationnel au Kenya. Il y a juste un bureau avec un représentant qui s'occupe de questions de protection dans un troisième pays. Quand les Somaliens commencent à traverser la frontière, le Kenya impose une organisation kenyane pour les prendre en charge, donc MSF reste en retrait. L'organisation kenyane travaille mais elle ne s'en sort pas. Au bout de six ou huit mois, la mortalité est pire que dans les camps en Somalie, et ça commence à se savoir. Pour le HCR, c'est intenable. Ils entament donc un bras de fer avec le gouvernement kenyan pour remplacer l'organisation nationale par MSF. Je leur dis: « Dès le lendemain de votre feu vert, il y aura un charter avec une équipe complète ». C'est comme cela qu'on est entrés dans les camps et qu'on s'est mis au travail.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).

ALERTE A LA FAMINE

Depuis son ouverture, un an plus tôt, la mission de MSF en Somalie s'est concentrée quasi exclusivement sur les soins aux blessés de guerre à Mogadiscio et sur un programme spécialisé d'orthopédie. Pour des raisons de sécurité, les volontaires sont confinés dans l'hôpital et n'en sortent que pour se rendre en voiture à la base de vie. Ils n'ont donc qu'une vision limitée de l'état sanitaire des populations qui vivent dans et autour de la capitale. Seul le coordinateur circule afin d'aller négocier avec tous les acteurs pour sécuriser l'environnement.

Toutefois, depuis plusieurs mois, via le personnel national, l'équipe reçoit des informations très alarmantes sur la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, qui sont confirmées par les réfugiés somaliens arrivant dans les camps du Kenya.

La réalisation d'une enquête nutritionnelle est régulièrement évoquée. Mais l'insécurité empêche toute circulation hors de Mogadiscio, que ce soit pour enquêter ou pour mener une intervention.



Fax message de Marc Gastellu, responsable de programme MSF France aux responsables de programmes de MSF Belgique et MSF Hollande, 27 janvier 1992 (en français).

Extrait :

De plus, au vu des problèmes de famine dans la population déplacée de Mogadiscio chiffrée à 300 000 personnes, une évaluation nutritionnelle est envisagée dès que possible.



Compte-rendu de réunion du comité de direction de MSF France, 30 janvier 1992 (en français).

Extrait :

Somalie : les combats semblent se calmer mais deux poches persistent. Une équipe de deux personnes est prête à évaluer les déplacés autour de Moga (Serge Manoncourt peut se rendre là-bas pour un rapide assessment [évaluation]).



Je suis allée à Mogadiscio pour la première fois en décembre 91 pour la mission chirurgicale de guerre. On faisait aussi l'approvisionnement de 18 structures de santé, à l'extérieur de la ville. Le personnel de santé prenait le risque de venir chez nous chercher les médicaments et ils nous tenaient des propos assez alarmants sur l'état nutritionnel des gens hors de la ville. Nous, dans les hôpitaux, on commençait à avoir des malades malnutris, des blessés qui n'étaient pas en très bon état. Il n'y avait plus rien sur le marché local, on faisait venir du riz de Nairobi, pour payer notre personnel. Ils ne voulaient pas d'argent, ils voulaient du riz. Ça se savait, tout le monde était très soucieux. Les gens avec qui on travaillait en parlaient sans cesse. Ils nous disaient «tu sais, à l'extérieur il n'y a vraiment plus rien à manger». C'est une situation assez systématique après une guerre. Simplet c'est la gravité de cette situation-là que personne n'arrivait à mesurer. On voulait faire une évaluation dès le mois de décembre 91, mais on ne pouvait pas pour des raisons de sécurité et quand je suis rentrée à Paris, en janvier 1992, Jean Rigal, le directeur médical, et Serge Manoncourt, d'Epicentre, attendaient visiblement le moment de pouvoir le faire.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à octobre 1992 (en français).



Je suis allée en Somalie parce que justement on commençait à entendre parler de famine. D'une part les réfugiés en arrivant au Kenya nous rapportaient ce qui

se passait, et d'autre part le CICR avait déjà alerté. A Mogadiscio, le climat d'insécurité était vraiment pesant. L'équipe se faisait régulièrement menacer à l'intérieur de l'hôpital par des hommes en armes qui arrivaient et disaient : «vous opérez mon frère immédiatement ou on vous tue.» Les expatriés faisaient des allers-retours en voiture entre l'hôpital et le compound qui étaient situés à 200 mètres l'un de l'autre et ne voyaient rien. J'ai fait deux fois ce trajet à pied. J'avais en tête ce que nous avait expliqué Brigitte Vasset [directrice des opérations de MSF France] : «une famine, on la voit.» Et ce que je voyais, c'était bien une famine. Ensuite je suis descendue en avion jusqu'à Kisimayo. J'ai vu des cadavres de chameaux le long de la route entre l'aéroport et la ville. La situation alimentaire était vraiment très dégradée.

Anne Fouchard, chargée de communication MSF France (en français).



L'équipe hésitait non pas parce qu'elle ne croyait pas à cette famine – nous étions tous sur la même longueur d'onde – mais parce qu'elle estimait que les risques étaient trop grands pour mener une véritable enquête et que cela demandait des négociations, des contacts, une mise en œuvre trop complexe pour un résultat trop volatil et trop incertain.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France (en français).

Le CICR, qui dès la mi-janvier a lancé une alerte sur la situation nutritionnelle de la population des camps situés hors de Mogadiscio, organise des livraisons de nourriture et des cuisines populaires dont tout le monde reconnaît l'utilité. Elles demeurent toutefois largement insuffisantes pour répondre à l'ampleur des besoins et sont elles aussi soumises aux aléas de la sécurité.



« Des centaines de milliers de Somaliens victimes de la famine selon la Croix-Rouge » AFP (France), 16 janvier 1992 (en français).

Extrait :

Des centaines de milliers de civils somaliens, fuyant les combats qui se déroulent dans la capitale Mogadiscio, sont victimes de la famine dans les camps à l'extérieur de la ville, a indiqué jeudi un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

« Les premiers décès pour cause de malnutrition ont été enregistrés dans les camps » de Merka, à environ 80 km au sud de Mogadiscio, et d'Afgoye (40 km à l'ouest de

Mogadiscio), a déclaré à l'AFP à Nairobi M. Grégoire Tavernier.

M. Tavernier, qui est en contact téléphonique par satellite avec la Somalie, a indiqué qu'il était impossible de préciser le nombre exact de personnes qui étaient mortes de faim dans ces camps.

Plus de 250000 personnes se sont réfugiées dans les camps, fuyant les combats entre les factions rivales du Congrès de la Somalie unifiée (USC) qui font rage dans la capitale depuis le 17 novembre et ont fait au moins 4000 morts et 8000 blessés.



Point Somalie, MSF France, 30 janvier 1992 (en français).

Extrait :

4) Activités du CICR : Les convois de nourriture se font toujours dans l'insécurité la plus totale selon Dominique, coordinateur du CICR à Mogadiscio.

Le CICR a encore déchargé 2 bateaux de nourriture destinés aux populations déplacées autour de Moga. L'acheminement s'est effectué sans gros problème jusqu'aux endroits prévus.

La politique actuelle du CICR semble être de remettre la nourriture aux Elders [anciens], qui en assurent le transport et la distribution. Le CICR apporte, le cas échéant, un soutien logistique (camions, diesel).

En fin de semaine dernière, le CICR a distribué de la nourriture aux 4 hôpitaux de Moga Médina, Bénadir, Digfer et military hospital (10 tonnes pour chacun d'eux).

5) Le port de Mogadiscio

Tombé aux mains du général Aïdid le 16 janvier, le port a été ouvert aux populations civiles, ce qui a permis de récupérer les 8000 tonnes de nourriture stockées par CARS à l'intérieur du port (farine, riz...)

Pillage ou self-service ? Il semblerait que les civils se soient servis sans trop de problèmes, ce qui a fait baisser la tension vis-à-vis de la nourriture (avant le pillage, un sac de farine valait 250000 SHS, puis le prix est tombé à 30000 SHS, pour être aujourd'hui à 15000 SHS).



Minutes de la réunion Corne de l'Afrique, 4 février 1992 (en anglais).

Extrait :

Le CICR continue l'approvisionnement en nourriture et une équipe met en place un hôpital dans une ancienne prison sur le territoire contrôlé par Ali Mahdi à 15 minutes de la ville.

400 000 (?) personnes ont fui la ville et sont installées dans les environs, sans nourriture ni soins. Une action commune au CICR, à MSF et à SCF pourrait être entreprise pour cette population.



Comme le CICR, on savait que les gens dans et autour de Mogadiscio étaient affamés. Le CICR avait choisi de prendre en charge les adultes: puisque les gens n'avaient plus de charbon de bois et même plus la force de faire à manger, ils avaient organisé des cuisines populaires où ils servaient des repas chauds pour tout le monde. Ils avaient essayé d'en ouvrir aussi dans Mogadiscio, mais les contraintes de sécurité étaient telles que ce n'était pas possible, ni pour ces gens-là d'entrer dans la ville, ni pour les humanitaires d'en sortir. C'était trop dangereux.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à Octobre 1992 (en français).

Fin février, le responsable de programme de MSF Belgique, mène une mission exploratoire en compagnie du coordinateur de MSF France dans la région de Merka, à une centaine de kilomètres de Mogadiscio. Ils y découvrent une situation catastrophique. A Kisimayo, déjà explorée par MSF en décembre, la situation est tout aussi dramatique. L'hôpital ne fonctionne plus du tout.



Compte-rendu visite MGE Thierry Durand, Mogadiscio, 17/02/92 au 20/02/92, Patrick Verkamen, chef de mission MSF France, 29 février 1992 (en français).

Extrait :


[Le responsable de programme de MSF Belgique] vient faire une mission d'évaluation du 22/02 au 02/03. Toute l'assistance nécessaire lui sera donnée. Il faudra cependant faire une coordination solide et avoir une politique commune pour des raisons de sécurité évidentes, en plus d'une bonne collaboration avec les autres organisations sur place.



Fax message Anne Fouchard, chargée de communication MSF France, et Patrick Vial, coordinateur MSF France Somalie, à Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations MSF France et Odile Delacotte, responsable du programme Somalie, MSF France, 8 avril 1992 (en français).

Bonjour à tous

Voici le rapport du [responsable des programmes de MSF Belgique] sur Kisimayo et Merka [...]

«Aide médico-nutritionnelle à la population affectée par la guerre de Kisimayo et Merka, Somalie» **Rapport**, Dr (...), responsable des programmes Corne de l'Afrique, MSF Belgique, 3 mars 1992 (en anglais). **D27** 

Extrait :

[...] A cause des embuscades montées à moins de 15 km de la ville, les déplacements sont considérés comme extrêmement dangereux voire potentiellement mortels.

Chaque jour des déplacés arrivent dans un état nutritionnel et sanitaire très grave. Il est difficile d'en estimer le nombre, mais on peut considérer qu'aujourd'hui ils sont environ 60000 dont 70% habitent chez des parents.

Il existe aussi deux petits camps dans la ville, abritant environ 4000 personnes. Selon une estimation rapide, 15000 autres déplacés erreraient dans la ville, ne sachant pas où et de quoi vivre.

Chaque jour, 50 à 100 personnes non déplacées se présentent dans les deux camps de déplacés pour recevoir de l'aide humanitaire. Malheureusement, leurs demandes doivent être rejetées car la situation dans ces deux camps est très précaire.

- L'un des camps abrite une population composée essentiellement de femmes et d'enfants (1300 au total aujourd'hui) dont 60% âgés de moins de 3 ans, dont 90% sont malnutris !!!

- Un enfant meurt tous les deux jours ce qui donne un taux de mortalité dans le camp de 4/10000/jour [...] 40% des enfants souffrent de malnutrition, sous une forme ou une autre.

- On creuse encore des puits et on installe des latrines mais la situation sanitaire doit encore être sérieusement améliorée car avec la saison des pluies diverses épidémies risquent d'écalter.

- Aucun programme nutritionnel thérapeutique ou d'apport de rations supplémentaires n'a été mis en œuvre et les distributions générales de nourriture dépendent de dons occasionnels.

- Du personnel local bénévole a été recruté et assure l'organisation de base du camp, mais il est évident qu'il manque une assistance technique médicale permanente.

- Les médicaments essentiels de base ne sont pas vraiment disponibles. [...]

L'assistance humanitaire dans les camps doit être massivement augmentée pour répondre à la situation d'urgence actuelle.

Kisimayo possède un hôpital de 130 lits, deux dispensaires de base pour les soins materno-infantiles (CICR et World Concern) et un service de consultation tenu par le CICR hors de l'hôpital. L'hôpital ne reçoit que quelques médicaments de base et un peu de matériel médical mais les conditions normales de références médicales en urgence ne sont pas assurées. Il n'y a aucun équipement hospitalier, les opérations orthopédiques de base ne peuvent pas être réalisées, les soins post-opératoires n'existent quasiment pas et seuls peuvent être admis les patients avec des blessures mineures. Les femmes enceintes et

les enfants sont renvoyés, faute de ressources humaines et matérielles.

Cet hôpital est censé être l'hôpital de référence pour toute la région sud. Jusqu'à 7 médecins peuvent être présents dans l'hôpital mais ne sont pas en mesure de travailler normalement.

Les consultations externes et les salles d'hospitalisation des femmes et des enfants pourraient facilement fonctionner si les ressources matérielles et l'organisation existaient. [...]

Dans un périmètre de 20 km autour de Shalaambote, au moins 25000 déplacés se sont installés autour de 4 villages : Qorioley, Colweyn, Bulomarertro et Morça. Les taux de malnutrition sont très élevés et estimés à environ 80% pour les déplacés (...).

Aucune étude détaillée sur la répartition par âge et par genre des personnes déplacées n'a été réalisée, mais il est généralement admis que les femmes et les enfants constituent plus de 80% de la population, que 30% sont âgés de moins de 5 ans, dont 50% sont sévèrement malnutris et 30% modérément malnutris.

Pour les populations concernées de Golweyn, Qorioley, Bulomarertro et Merka cela donne un groupe d'enfants de moins de 3 ans composé de 3750 sévèrement malnutris et 2250 modérément malnutris.

Les taux de mortalité dans les camps atteignent 4/10000/jour et les conditions sanitaires et les structures de santé sont particulièrement mauvaises.

Dans la zone qui va de Merka à Ala Futo, on estime qu'environ 100 000 déplacés se sont installés, certains dans les maisons de parents, mais la plupart sur des sites dispersés. La zone étant couverte de buissons, les gens se fabriquent avec les moyens du bord de petites huttes qu'ils recouvrent de peaux de bêtes ou de tissu. Les abris ne posent donc encore de problème majeur.

Toutefois, la situation sanitaire est très mauvaise et les puits temporaires et les latrines doivent être installés avant la saison des pluies (avril).


La disponibilité alimentaire est encore acceptable pour les résidents locaux car la région est fertile (rivières Shebelle et Juba). Toutefois, la plupart des personnes déplacées n'ont pas les ressources nécessaires pour acheter de la nourriture et souffrent d'une famine généralisée.

Proposition de projet


MSF Belgique propose un programme d'urgence de 6 mois en faveur de la population de Kisimayo et des environs de Merka affectée et déplacée par la guerre, extensible à 12 mois selon l'évolution politique et sécuritaire locale.

D'autres endroits pourraient être ciblés selon les besoins et les possibilités d'accès (par exemple à 11 km de Kisimayo, 2000 personnes souffrent de malnutrition aiguë mais aucune sécurité n'est garantie sur la route.)

La population cible sera la population locale et les personnes déplacées de Kisimayo, soit plus ou moins 100 000 personnes et la population déplacée d'une zone d'environ 20 km autour de Shalaambote, soit plus ou moins 25000 personnes. [...]

 J'ai pris contact avec le responsable de programme de MSF France et puis j'y suis allé. Il n'y a pas eu de décision écrite, mais une décision prise après concertation. Une fois à Mogadiscio, j'ai insisté pour que l'on fasse une expo. Il y avait des rumeurs de famine. Il y avait déjà une montée des cas de malnutrition à Mogadiscio même. Les Français étaient cantonnés à Mogadiscio avec un programme de chirurgie. Ils avaient peur, à juste titre, de sortir de la ville. Dans un hôpital, tu vois affluer les blessés et tu es occupé à soigner. Mais quand tu sors, c'est différent, c'est dangereux. Donc ils n'avaient pas une vision objective de la situation. Ils n'avaient même pas vu, car ils n'y étaient pas allés. J'ai été le premier à me rendre à Merka au sud de Mogadiscio, le premier à entrer dans ce petit camp de déplacés. Et là on est tombés sur une vraie famine. Un nombre important de pauvres gens qui n'avaient vraiment plus aucune nourriture. Les enfants mouraient. Je suis retourné à Mogadiscio, pour sonner l'alarme : « si c'est une famine, il faut intervenir, il faut au moins faire plusieurs missions d'évaluation etc.. » A cette époque on était encore dans l'idée de faire tout en international. Mais on voulait aussi ouvrir de nouvelles missions pour la section belge soit au sein de l'international soit en dehors. Je voulais donc aller aussi voir à Kisimayo, car j'avais entendu des rumeurs comme quoi il n'y avait aucune assistance médicale à l'hôpital. Là j'ai rencontré le même problème de famine avec en plus un hôpital qui effectivement n'était qu'un mouiroir. A mon retour à Mogadiscio, j'en ai parlé, les gens n'étaient pas très chauds. Ils étaient déjà allés jusqu'à Kisimayo mais ils n'avaient jamais dit : attention c'est vraiment grave ! Mais 300 personnes, dont un tiers à terre, c'était grave ! Il y avait des femmes qui faisaient cuire des cafards dans un petit pot en métal qu'elles avaient fabriqué elles-mêmes pour essayer de nourrir leurs enfants mourants. C'était ça. Et ils ne s'en étaient pas rendus compte, c'est incroyable. Puis je suis rentré sur Nairobi, et ça a commencé à tourner. Nous avons planifié une mission, puis dans les discussions qui ont suivi on a décidé de l'implantation des drapeaux. MSF France est resté sur Merka et nous nous sommes installés à Kisimayo. Sur cette famine-là, c'était évident qu'il ne fallait pas seulement intervenir mais aussi avertir. C'était une famine qui n'était pas due seulement à de mauvaises conditions climatiques, c'est évident.

Dr (...) responsable de programme, MSF Belgique,
(en français)

 Le responsable de programme de MSF Belgique était passé fin février, il avait fait un tour de Mogadiscio à Merka et il était descendu jusqu'à Kisimayo. Il commençait à avoir un peu d'info sur ce qui se passait. En retournant au Kenya, après ma visite en Somalie, je le croise et je lui dis : « ce serait quand même bien que tu nous donnes le rapport de ta mission expo. » C'est assez incroyable mais ce rapport qui décrivait une situation catastrophique, je l'ai finalement obtenu par l'entremise d'un logisticien


de MSF Belgique qui me l'a apporté sur le tarmac de l'aéroport.

Anne Fouchard, chargée de communication MSF France depuis 1989 (en français).

Fin mars, MSF Belgique ouvre donc une mission à Kisimayo qui comprend un volet d'assistance nutritionnelle aux déplacés et un volet médico-chirurgical à l'hôpital. L'équipe de l'hôpital assure la prise en charge des blessés des combats qui font suite à la tentative de prise de la ville par les troupes du général Aïdid.

L'équipe du programme nutritionnel rencontre des difficultés à s'adapter à l'ampleur de la tâche. Une série d'incidents dont un braquage après la prise de la ville conduisent à la fermeture de la mission en mai, puis à sa réouverture en juin après réorganisation. L'équipe ne fonctionnera vraiment au complet qu'à partir d'août. Comme celle de Mogadiscio, elle travaille sous la protection de gardes armés.



« Les combats s'intensifient autour de Kisimayo, la grande ville du sud somalien aujourd'hui à feu et à sang et dévastée par la famine » **Lettre** de Nicolas Krzemien, chirurgien MSF Belgique Kisimayo, 28 avril 1992 (en français). **D28** 

Extrait

[...] A l'hôpital, on était en plein « clash ». Les « Mad Max », ces véhicules 4x4 décapités pour y installer une mitrailleuse lourde anti-aérienne, entraient dans l'unité chirurgicale de l'hôpital, stoppaient brutalement devant la porte de la salle d'op et déchargeaient leur lot de blessés au milieu des cris, de l'effolement et de la bousculade générale. Les gardes de l'hôpital étaient partis; ceux qui restaient étaient débordés et impuissants à résister à une telle vague d'hommes et de véhicules armés. Les familles voulaient savoir ce qu'il advenait des blessés qui pouvaient être de 7 sous-clans différents ce qui ajoutait encore à la suspicion et à la confusion. La tension montait; des dizaines de militaires forçaient l'entrée de la salle d'urgence où le personnel somali tentait de faire régler un peu d'ordre à coup de copieuses engueulades avec les militaires rentrant du front, hyper excités et souvent sous l'effet du qât, cette drogue stimulante qui leur permet de tenir le coup. Traverser la cour pour se rendre en salle d'urgence devenait de plus en plus risqué : les rafales de Kalachnikov devenaient plus pressantes.

A 17 heures, un militaire complètement drogué entrait mitrailleuse au poing en salle d'op. Nous songions à écarter la table d'opération située malencontreusement devant la porte. Nous recevions notre 4^{ème} patient en choc hémorragique. Après une rapide réanimation, ils

étaient opérés. 3 laparotomies (ouverture de l'abdomen) en une nuit, toutes par des balles dans le ventre (perforation ou rupture de l'intestin grêle, perforation du colon, du foie ...). 5 blessés par balle dans le thorax arrivaient coup sur coup. Les drains thoraciques placés en urgence ramenaient jusqu'à 2 litres de sang. Il n'y avait ni réserve de sang ni système de transfusion à l'hôpital à notre arrivée. Nous stressions les familles des blessés pour qu'ils donnent leur sang et je parvenais finalement à donner une quinzaine d'unités sur les quatre jours pour réanimer quelques patients et permettre une intervention salvatrice. Malheureusement, certaines familles refusaient catégoriquement un don de sang ce qui coûtera la vie à deux patients malgré des actions héroïques du personnel. Nos chauffeurs donnaient leur sang et j'ai vu des infirmiers qui venaient de bosser 48 heures d'affilée allongés sur la table pour donner leur sang. Comment aurai-je pu évacuer après cela ? L'équipe somalienne bossait jour et nuit, chirurgien somali en tête, forçant définitivement le respect et l'admiration que je leur témoigne aujourd'hui. Les Somalis à l'hôpital, en majorité réfugiés, travaillaient sans salaire et en avril, sans nourriture (« Food for work »).

Les perforations d'artères et de veines dans les jambes étaient parmi mes plus urgentes priorités et m'obligeaient à différer des interventions comme les laparotomies qui n'auraient pas dû attendre. Les choix devenaient difficiles. Un homme arrivait en SHOCK profond. Quand j'enlevais son pansement deux jets de sang s'élevaient par les orifices d'une balle qui avait traversé le thorax et l'abdomen de part en part provoquant un hémithorax et un hémopéritoire massif. Et nous avons déjà deux laparotomies en attente.

A 18 heures, la situation se dégradait à l'hôpital à tel point qu'il devenait illusoire de faire de la chirurgie. Le coordinateur décidait d'un retrait de l'hôpital pour la nuit. Une réunion de crise au Comité international de la Croix-Rouge nous apportait enfin des nouvelles un peu moins affolantes. Nous décidions de rester 3 personnes de MSF et deux de la Croix-Rouge à Kisimayo ; les autres expatriés seraient évacués par air le lendemain matin. Le dimanche 19 avril, 30 blessés arriveront à l'hôpital. Sur le front, les nouvelles sont moins alarmantes. Le général Morgan a lancé une contre-offensive pour repousser la ligne de front à 200 km au nord trois jours plus tard. Le lundi 20 avril, la tension retombe. Seulement 10 blessés. L'après-midi on (n') entend subitement plus de tir en ville. Le général Morgan a fait désarmer tout le monde. Ceux qui refusent sont froidement abattus. Un blocus est installé à 10 km sur la route du front pour éviter des désertions et garder les combattants au front d'une part; pour éviter l'insécurité croissante due aux gens armés en ville d'autre part. En effet le pillage était devenu systématique : la Croix-Rouge s'est fait piller son stock de diesel et les voitures se sont mystérieusement envolées pendant 48 heures. En quatre jours, l'hôpital aura reçu 120 blessés dont une trentaine seront opérés. Kisimayo aura été bien près de tomber aux mains des Hawiyes. La contre-offensive de l'ancien dictateur Siad Barre menant les Darods jusqu'à 100 km de la capitale

Mogadiscio obligera le général Aïdid à concentrer de nouveau ses forces autour de Mogadiscio. L'offensive sur Kisimayo se trouvera ainsi privée de son soutien principal et épargnera ainsi la ville ... mais pour combien de temps?



Mission d'évaluation Somalie juin 1992, **Rapport**, Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication MSF Belgique, 12 juin 1992 (en français). **D29** [🔗](#)

Extrait :

[...] Hôpital

85 patients actuellement hospitalisés, soit une activité satisfaisante.

Deux ou trois médecins semblent y travailler régulièrement. Certains opèrent et de façon assez correcte.

Il n'y a pas actuellement de gros problèmes d'approvisionnement en médicaments (nous avons laissé un stock assez important), excepté pour quelques antibiotiques (que nous allons fournir).

L'état général de l'hôpital est celui dans lequel nous l'avions laissé... (il y a eu très peu de pillages à l'hôpital), il reste beaucoup à faire...

Outre les antibiotiques, les médecins nous ont demandé du fuel pour le générateur.

Nutrition

C'est la plus grande catastrophe qu'il m'ait été donné de voir (NB : j'ai pourtant été en Ethiopie en 1985).

Les déplacés meurent comme des mouches, adultes et enfants se traînent à terre, certains meurent en rue. Le cimetière qui borde le camp « Home of Africa » (actuellement 550 personnes) compte 145 tombeaux dont ± 75 nouveaux (2 à 3 semaines).

La malnutrition est aussi nettement visible en ville (marasmes et kwash par dizaines).

Le premier arrivage de nourriture (CICR), soit 2500 tonnes, vient d'être débarqué dans le port. La distribution devrait démarrer dans la semaine qui vient. Un nouvel arrivage de 1000 tonnes est prévu dans les jours à venir.

Actuellement les camps (± 25 répartis dans et autour de la ville et comprenant 500 à 8000 personnes) sont essentiellement approvisionnés en Unimix distribué par l'Unicef.

Personne ne connaît la situation des populations à l'intérieur du pays. Je n'ose l'imaginer...

4. RECOMMANDATIONS


Dans le domaine de la sécurité

1. Asseoir la présence diplomatique de Médecins Sans Frontières à Mogadiscio. Patrick Vial, coordinateur MSF qui connaît parfaitement bien la situation du pays et a de nombreux contacts, devrait être officiellement nommé « representative » de MSF (y compris donc MSF-B) en Somalie. Il est clair qu'il n'aurait aucune responsabilité


dans l'implémentation du programme, mais il pourrait être un relais précieux auprès de Aïdid et Osman Ato.

2. S'assurer la collaboration des autorités de Kisimayo. Nous avons sollicité et obtenu une lettre signée par les représentants des quatre factions actuellement au pouvoir à Kisimayo, lettre dans laquelle ils expriment leur regret pour les événements passés (pillage), leur désir de nous voir revenir au plus tôt et leur accord pour prendre leurs responsabilités en vue d'assurer la sécurité des équipes. Il est très important que l'ensemble des factions soit toujours convié lors des entretiens que nous solliciterons auprès de l'autorité.

3. Accepter la présence des gardes armés dans la maison, autour de l'hôpital et lors de nos déplacements. Ces gardes seront payés par nous et seront constitués de membres des différentes factions au pouvoir (nous avons demandé de pouvoir y ajouter «d'anciens» gardes et cela semble possible).

 *On a commencé avec une intervention à Kisimayo en avril. Il y avait plusieurs volets. A l'hôpital, il y avait une équipe chirurgicale plus une équipe nutritionnelle qui avait très peu d'expérience au niveau nutritionnel et très peu d'expérience au niveau coordination. Ça n'a pas bien marché. Et puis il y a eu de l'agressivité, des menaces, des vols, une infraction dans la maison. Ils se sont fait braquer. L'équipe a été évacuée. Tu fais ça une fois, tu fais ça deux fois et la troisième fois, tu arrêtes ta mission. Tout le monde est rentré et en juin on a recommencé avec d'autres personnes. Et là, ça a très bien marché.*

Dr. (...) responsable de programme MSF Belgique
(en français).

 *Cette période a été très difficile. Je suis revenu traumatisé de ma visite à Kisimayo. C'était en plein pic de famine et j'ai vu les gens mourir dans la rue sur des tas d'immondices. C'était vraiment horrible. J'ai fait une intervention à la télévision pour mobiliser. Mais c'est un sujet qui suscitait très peu d'intérêt.*

Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication,
MSF Belgique (en français).

QUAND L'ÉPIDÉMIOLOGIE SONNE L'ALARME

Toutes les informations concernant la famine se cristallisent et au sein de MSF France une réflexion active sur le moyen de répondre à cette urgence nutritionnelle s'engage.

Au-delà des réticences de certains à lâcher le programme chirurgical, des questions se posent sur la pertinence pour MSF de monter des centres de nutrition thérapeutiques alors que l'ampleur de la famine semble exiger des distributions massives de nourriture. Or l'association n'est pas en mesure de les organiser, principalement pour des raisons de sécurité. On s'accorde finalement sur la nécessité d'alerter publiquement afin de pousser les donateurs internationaux à financer et organiser ces distributions générales. Pour étayer ce plaidoyer et orienter les choix opérationnels, il est décidé de réaliser une évaluation du statut nutritionnel, de l'accès aux soins et de la mortalité de la population dans la région de Merka.

C'est la première fois dans l'histoire de MSF qu'une étude épidémiologique est mise en œuvre avec pour objectif assumé d'en utiliser les résultats pour convaincre de la gravité d'une situation et faire pression sur les acteurs internationaux.




Compte-rendu de réunion de comité de direction, MSF France, 5 mars 1992 (en français).

Extrait

Mission explo Somalie : l'amorce d'un cessez-le-feu à Moga fait que beaucoup d'agences risquent dans un futur très proche de débarquer en Somalie. MSF semble en retard par rapport à l'évaluation des besoins hors de Moga. Ce retard a de multiples causes. Une évaluation est demandée à Serge Manoncourt avec, comme critères d'évaluation : mortalité, accès aux soins, statut nutritionnel. Les besoins seraient énormes. Cette évaluation a de fortes chances de déboucher sur une intervention. Martine Lochin en profite pour soulever le problème du recrutement : pénurie de personnes expérimentées à l'heure actuelle.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 27 mars 1992 (en français). **D30** 

Extrait

Somalie : 3 équipes sont sur place : les MSF hollandais au nord, les MSF français au centre, les MSF belges à Kisi-

mayo. La situation là aussi est catastrophique, avec des déplacements de population. Notre programme à Mogadiscio est en cours de modification. Une évaluation est prévue pour une action en périphérie. Notre position est difficile, l'aide humanitaire risque d'être utilisée comme arme politique par les différents camps. Au cours de la réunion à Bruxelles la question a été posée de l'aide apportée à l'effort de guerre dans le cas de paiement de gardes par les ONG. Marc demande un débat du CA sur ce sujet.



Compte-rendu de réunion de comité de direction, MSF France, 9 avril 1992 (en français).

Extrait

Somalie : une poche de 50 000 personnes a été découverte à Merka, dans un état de malnutrition importante. La mise en place d'un programme s'annonce difficile.



Le siège avait décidé de faire une étude épidémiologique. Nous on était sur place mais on n'était pas forcément des gens compétents pour évaluer la situation avec précision. Et même un épidémiologiste ne se risquerait pas à annoncer la gravité d'une situation sans avoir un minimum de documentation scientifique.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).



On fait cette enquête nutritionnelle pour avoir des arguments, des preuves pour aller convaincre tout le monde qu'il faut inonder le pays d'aide alimentaire. On sait bien que les gens meurent de faim. On n'a pas besoin de cette enquête pour connaître cette situation. Au moment de l'exode des Kurdes on avait déjà bien utilisé en communication l'enquête d'Epicentre sur l'état sanitaire des réfugiés. Mais là, avec la Somalie c'est la première fois qu'on fait une enquête épidémiologique pour faire du lobby. Avec cette enquête on fait plus que de la communication: on alerte.

Dr. Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France (en français)



En général on privilégie l'opération et l'image en direct. C'est ce qui s'était passé en Ethiopie en 1985 : c'est le film de la BBC qui avait montré la gravité de la situation. Là ça ne suffisait pas, il fallait argumenter avec des chiffres et cela présentait un autre intérêt, celui de nous permettre de mieux saisir le problème. En effet,

jusqu'aux résultats de l'enquête on pensait qu'il y avait une famine mais on n'en avait jamais mesuré l'ampleur.

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programme Somalie jusqu'en février 1992, puis directeur adjoint des opérations, en charge directe de la Somalie d'avril à juin 1992 (en français).



Ça s'inscrit dans un long virage de la communication de MSF qui devient beaucoup plus chiffrée. On avait déjà fait ce type d'enquête dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan en 88-89 sur la mortalité due au conflit. A l'époque, on voulait continuer à enfoncer le clou, avec des chiffres, sur cette guerre en Afghanistan qui était dévastatrice, mais qui n'était pas perçue comme telle. Mais la Somalie a joué un rôle encore plus important pour introduire le chiffre comme élément objectif dans le positionnement public, dans le lobbying et la pression publique. Nos chiffres ont été repris ensuite, ou plus exactement notre enquête a été reprise, et même largement distordue et instrumentalisée.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France (en français),

Les 1^{er} et 2 avril, Patrick Vial, qui reprend la coordination de la mission de MSF France à Mogadiscio après plusieurs mois d'absence, effectue en compagnie du coordinateur médical une mission préparatoire à l'enquête épidémiologique prévue dans la région de Merka où il prend contact avec les autorités locales. V5



Population déplacée - **Evaluation générale**, régions de Merka, Qorioley, Audegle, 1^{er} et 2 avril, Patrick Vial (coordinateur général de MSF à Mogadiscio), Philippe Goncalves (coordinateur médical MSF à Mogadiscio), 4 avril 1992 (en anglais). **D31**

Extrait :

Cette évaluation avait pour objectif de rassembler de l'information générale sur la situation des personnes déplacées dans les districts mentionnés ci-dessous. Les gens étant plutôt mobiles et aucune donnée fiable n'étant disponible, ces informations peuvent ne pas être exactes. Les sources d'information sont, en général :

- L'équipe du CICR à Merka (que nous remercions tout spécialement)
 - Le responsable des personnes déplacées
 - Les chefs coutumiers et les « anciens »
 - Les autorités administratives [...]
- En général :

- Le niveau de malnutrition est de toute évidence très élevé
- La mortalité est très élevée, en particulier parmi les femmes et les enfants
- Les gens survivent en mangeant des fruits sauvages cuits pendant des heures et des petites bananes vertes
- La plupart d'entre eux boivent l'eau de la rivière
- Lorsqu'ils n'ont pas d'abri, ils construisent de petites huttes avec des feuilles de bananier séchées, qui seront balayées à la moindre pluie. [...]

Besoins urgents:

- Nourriture : des centres de nutrition si une distribution générale est lancée.
- Carburant – pompes à eau- traitement de l'eau
- Abris : toiles de plastique , tentes
- Dispensaires- personnel médical [...]

NUTRITION

Au premier coup d'œil on remarque que presque tous les enfants de moins de 5 ans (plus de 95%) sont de toute évidence sévèrement malnutris. A Qorioley, par exemple, les taux de malnutrition s'élèveraient à 2% par jour (chiffre incertain). Plus de 90% de la malnutrition observée se manifeste par un marasme profond, le reste par des Kwashiorkors. Les enfants de plus de 5 ans sont aussi affectés, quoique dans une moindre mesure ainsi qu'un pourcentage indéterminé d'adultes.

CONCLUSION:

L'approvisionnement en nourriture et la mise en place de centres de nutrition dans la région doivent être organisés en urgence absolue et en toute priorité ; ensuite les efforts doivent porter sur les abris (toiles de plastique), l'approvisionnement en médicaments et l'eau et la sanitation.



J'ai repris la coordination de cette mission en mars 1992 et presque immédiatement il nous a semblé évident qu'il fallait qu'on cesse de s'occuper uniquement de la chirurgie et qu'on se tourne vers la malnutrition. On m'a dit : «MSF est trop coincé dans Mogadiscio, ne sort pas assez, ne s'intéresse pas à ce qui se passe autour. Quand tu retournes là-bas, sors de Mogadiscio, essaie de voir». J'ai alors fait une expo du côté de Merka, Brava et Qorioley dans cette vallée à 2h de route de Mogadiscio, qui est soi-disant une des plus fertiles de Somalie. Il ne s'agissait pas d'une exploration médicale. C'était juste de l'observation. Là-bas la famine était déjà évidente. Pourtant c'est un endroit qui logiquement devrait beaucoup moins souffrir de la famine que le reste du pays. A Qorioley, ils cultivent les bananes c'est la zone la mieux irriguée du sud de la Somalie. J'ai dit qu'il y avait de gros problèmes, qu'il fallait qu'on intervienne.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).

Entre le 18 et le 28 avril, une équipe composée de Serge Manoncourt, médecin épidémiologiste, Brigitte Doppler, infirmière et François Enten, sanitaire, réalise donc une étude épidémiologique dans les zones de Merka et Qorioley, à 150 km de Mogadiscio, sur une population d'environ 100 000 habitants, résidents et déplacés.

Les résultats de l'évaluation nutritionnelle sont effroyables : dans les camps de déplacés 90% des enfants de moins de cinq ans sont malnutris, dont 75% sévèrement. Chez les résidents, ces taux s'élèvent respectivement à 68 et 43%. Les taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans s'échelonnent entre 86/1000/jour et 241/1000 /jour.

L'équipe d'évaluation préconise une intervention en urgence de MSF. Toutefois, elle confirme que cette assistance spécifique restera symbolique si une distribution générale de nourriture n'est pas réalisée rapidement.



« Démographie, nutrition, mortalité, eau et sanitation dans les zones de Merka-Qorioley » 18 au 28 avril 1992 - **Rapport final** – Brigitte doppler, François Enten, Serge Manoncourt M.D, M.P.H, Mogadiscio, 25 Mai 1992 (en anglais). **D32**

Extrait :

Introduction

Depuis le début de la guerre civile en Somalie en janvier 1991, de nombreuses familles ont quitté les zones de conflit. Plusieurs centaines de milliers de personnes déplacées vivraient aujourd'hui autour de Mogadiscio dans des conditions drastiques. A environ 150 km au sud de Mogadiscio, dans les districts de Merka et de Qorioley, de nombreuses personnes ont cherché refuge dans les quatre villes principales : Merka, Golweyn, Bulo Marer et Qorioley.

Médecins Sans Frontières (MSF), qui prend en charge les blessés depuis 18 mois dans les salles de chirurgie de l'hôpital Medina à Mogadiscio, prévoit maintenant d'étendre son assistance aux personnes déplacées. Afin d'avoir une idée claire de la situation et de cibler correctement les actions, une évaluation de la nutrition, de la mortalité, de la démographie et de l'eau et la sanitation a été organisée dans les quatre zones mentionnées ci-dessus du 18 au 28 avril 1992.

Objectifs

Le but général de l'enquête était de fournir de l'information permettant de concevoir et planifier une opération d'assistance de MSF dans les zones de Merka et Qorioley.

Dans ce sens, une enquête a été menée dans deux grands villages (Bulo Marer et Golweyn) et 2 petits camps (Merka et Qorioley). Les objectifs spécifiques étaient:

- D'estimer le nombre de déplacés et de résidents

- D'évaluer le statut nutritionnel des enfants de moins de cinq ans
- D'évaluer le taux de mortalité lors des 12 derniers mois
- D'évaluer l'approvisionnement en eau et la sanitation.

Methodologie

Une visite préalable a été réalisée avec le coordinateur de MSF à Mogadiscio, afin d'évaluer la faisabilité d'une telle enquête. Des réunions avec les anciens et les comités locaux ont été organisées sur chaque site. Les objectifs ont été expliqués.

Deux équipes composées de deux infirmières somaliennes spécialisées en santé publique et de deux membres de MSF ont été choisies pour mener l'enquête. Un calendrier local et un questionnaire ont été élaborés en collaboration avec l'une des infirmières. Une traduction en langue somalienne et 700 photocopies des questionnaires ont été réalisés à Mogadiscio avec l'aide de l'UNICEF. Pour garantir la fiabilité de la collecte de données, avant de partir sur le terrain, les infirmières somaliennes ont suivi une journée de formation à la méthodologie de l'enquête. L'enquête a été conçue comme une enquête à domicile à la fois parmi les familles de déplacés mais aussi celles de résidents. Un effort spécial a été entrepris dans les camps de déplacés.

Une méthode d'échantillonnage aléatoire a été appliquée pour choisir les foyers d'étude : dans les camps de déplacés, un comptage complet de toutes les familles a été effectué. Dans les villes, chaque quartier a été évalué et la méthode aléatoire a été appliquée de façon à respecter les proportions démographiques de chaque site de population.

Dans les camps, lorsque plus d'une famille vivait dans la même enceinte, seule l'une d'entre elles était choisie au hasard.

Cela donne un échantillon incluant 1 famille sur 4 ou 5 dans les camps de déplacés et 1 sur 10 dans les villes et villages.

Cette enquête épidémiologique était composée de quatre sondages distincts :

Pour l'enquête nutritionnelle, des enfants âgés de 6 mois à 5 ans (moins de 115 cms de hauteur) ont été sélectionnés. Ils ont été sélectionnés selon la méthode de mesure du périmètre brachial MUAC (middle upper arm circumference). Dans les villes et dans les camps, au-delà des enfants des familles sélectionnées, mais aussi ceux vivant dans la même enceinte, tente ou pièce.

Pour l'estimation démographique, les données ont été recoupées avec les informations de différentes sources : l'enquête elle-même, les données des anciens et des représentants des déplacés et le recensement de 1989.

L'étude de mortalité a été menée dans chaque famille sélectionnée, sur une période d'un an commençant à la fin du ramadan 1991 jusqu'à la date de l'enquête, soit environ un an. Des questions ont été posées sur la cause des décès et les symptômes qui les ont précédés.

L'enquête a également évalué la consommation d'eau par famille ainsi que les ressources en eau et son coût.

Le logiciel statistique EPI-INFO (CDC, Atlanta) a été utilisé pour saisir les données et les analyser.

L'enquête sur l'eau et la sanitation a été menée par un ingénieur spécialisé. Il a vérifié tous les puits, les pompes manuelles et les mares de la région et contacté le personnel du service des eaux afin d'avoir une image globale du système d'approvisionnement en eau de la région. [...]

3. Mortalité

Les résultats en termes de mortalité sont dramatiques. Comme la méthode utilisée est imprécise car biaisée par les erreurs de mémoire, ces résultats sont conservateurs. Plus spécifiquement, les démographes considèrent que la méthode rétrospective sur une année tend à sous-estimer les taux de mortalité. Le déséquilibre de ratio entre les sexes doit être mis en perspective avec une sous-estimation.

La malnutrition est la principale cause de mortalité dans chacun des groupes. Elle est responsable de 41,6% du nombre total de décès parmi les déplacés vivant dans le camp.

La seconde cause de mortalité, dans chaque groupe (9,5 à 13,3%) est les blessures de guerre (balles ou obus). La diarrhée et la rougeole sont les autres causes les plus courantes. Il est à noter que les infections respiratoires ne sont pas aussi nombreuses qu'on pourrait le craindre. [...]

7. Conclusions:

Clairement, toutes les zones évaluées ont besoin de secours pour survivre. La situation dramatique de la population, en particulier des personnes déplacées, amène Médecins Sans Frontières à ouvrir une mission dans les zones évaluées.

Mais l'assistance de MSF ne sera pas efficace si une distribution massive de nourriture n'est pas rapidement lancée dans les districts de Merka et de Qorioley. Toute aide spécifique (telle que les centres de nutrition supplémentaires, un approvisionnement en eau potable, des soins médicaux préventifs et curatifs) restera symbolique si la population continue à mourir de faim sans livraison générale de nourriture.

Les trois tonnes d'UNIMIX fournis par l'UNICEF et distribuées par MSF pendant l'enquête ne changeront rien, vu la gravité de la situation. Elles ont aidé des enfants affamés et les gens qui essaient d'aider les déplacés mais des milliers d'autres restent sans nourriture.

Pendant l'enquête deux pompes à eau ont été réparées.

MSF a l'intention d'apporter une aide d'urgence aux populations de Merka, Bulo Marer, Golweyn et Qorioley dès qu'une distribution générale aura commencé. Les programmes de MSF comprendront la mise en place de centres de nutrition, la fourniture d'eau potable aux déplacés, la prise en charge de la sanitation de base, la vaccination des enfants contre la rougeole et le soutien à l'hôpital de Merka.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 24 avril 1992 (en français). D33

Extrait :

Somalie : Les combats continuent dans le sud. Plus de réelle situation de front sur Mogadiscio, mais des tensions très importantes : des manifestations de femmes réclament de la nourriture devant les organisations de l'ONU, des bandes de pillards sillonnent la ville.

Une mission exploratoire a été réalisée. Une mission d'évaluation est en cours au niveau des populations déplacées à 50 km de Mogadiscio, où le taux de malnutrition semble osciller entre 70 et 90%. L'accessibilité est difficile, une analyse des circuits logistiques et politiques est en cours.

Marc [Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations] s'est rendu sur place avec Odile [Delacotte, responsable de programme]. Les objectifs consistent en la réorientation des programmes : urgence médicale arrêtée sur Mogadiscio, évaluation du travail des autres organisations, installation d'équipes nutritionnelles en collaboration avec les structures somaliennes locales.

Jean-Luc [Nahel, membre du conseil d'administration] est parti à Mogadiscio, Marc souhaite qu'à son retour le CA débâte des questions d'impartialité, de neutralité, de l'utilisation et du paiement des gardes armés pour assurer la sécurité des équipes.

Des négociations sont menées à l'ONU pour l'envoi de forces de police pour permettre un acheminement plus sûr de l'aide.

On a pu bénéficier d'une ouverture du front pour sortir de la ville et aller faire cette enquête sur la côte sud-est de Mogadiscio. On est parti sur l'axe Merka, le seul qui était ouvert à l'époque et qui était probablement représentatif de ce qui pouvait se passer dans tout le sud de la Somalie à ce moment-là. L'idée c'était de faire une enquête sur l'état nutritionnel des populations et également une enquête de mortalité rétrospective. On a établi notre quartier général à Merka et de là en discutant avec les autorités, les associations locales, qui nous ont dit où étaient les déplacés, on s'est petit à petit orientés vers les grandes concentrations de population. C'est Serge [Manoncourt, épidémiologiste] qui a décidé de la méthodologie. On a fait une enquête de population, c'est à dire un comptage parce qu'il y avait énormément de déplacés. Les gens essayaient de venir vers Mogadiscio qui était encerclée. Ils ne pouvaient donc pas venir jusqu'en ville, donc ils restaient aux alentours. Ils bougeaient à la recherche de nourriture aussi longtemps qu'ils tenaient debout. Il y avait donc une vraie concentration de déplacés entre Merka et Brava. Cela concernait à peu près 400 000 personnes avec plus de déplacés que de résidents. On a fait un comptage de population sur quatre sites différents. On a aussi fait une enquête de mortalité rétrospective, en demandant à chaque famille combien elle avait eu de morts et de quoi : de la guerre, de maladie ou de malnu-

trition. Et puis on a fait une enquête nutritionnelle : on a cherché à mesurer le nombre de malnutris. C'était terrible. Serge qui avait déjà travaillé en Ethiopie nous a dit, avant même qu'on ait sorti les résultats : « c'est pire que l'Ethiopie ». Il y avait énormément de gens qui étaient au bout du rouleau, qui étaient en train de mourir. C'est ce que j'ai vu de pire. On a vu des scènes de famine assez terribles : des gens en train de gratter les arbres pour manger des écorces, des gens concentrés autour de carcasses de chameaux putréfiées, pour manger. Ils n'avaient vraiment plus rien à manger. Il y avait énormément d'adultes malnutris atteints de Kwashiorkor ou d'oedèmes, épuisés, au bout du rouleau et qui ne bougeaient plus. Il y avait énormément de morts, beaucoup de tombes fraîches, de cimetières. Je n'avais jamais vu autant de morts ni une telle souffrance. On s'attendait à quelque chose d'assez terrible mais on a été surpris de ce qu'on a trouvé. On avait tous les trois le sentiment que c'était complètement débile de peser et mesurer, que de toute façon tout le monde avait besoin d'aide, qu'on ferait mieux de se donner les moyens de lancer une action tout de suite. Et là Serge disait : « C'est très important ce qu'on est en train de faire, il faut absolument le finir. Il faut qu'on ait des données scientifiques pour pouvoir témoigner de ce qui se passe ». Et c'est vrai qu'on était les premiers témoins.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à octobre 1992 (en français).

Le choix de la stratégie opérationnelle à appliquer pose un dilemme. En raison de l'insécurité et faute d'une capacité opérationnelle suffisante, mais aussi par souci d'efficacité, il faut se résoudre à ne prendre en charge que les enfants malnutris modérés, qui ont plus de chances d'être sauvés que les enfants malnutris sévères. Pour des raisons similaires, il est aussi décidé de ne pas prendre en charge l'épidémie de rougeole qui affecte aussi la population.

C'était très éprouvant de voir des gens mourir de faim, avec peu d'espoir de pouvoir faire quelque chose. La situation était vraiment trop grave. Il y avait plein de gens qui de toute façon allaient mourir. On a exploité toutes les données sur place et pendant que Serge tirait les résultats préliminaires, j'ai commencé à travailler sur la mise en place d'une stratégie de réponse à la famine. C'est là qu'il a fallu décider pour quel type de personne on allait faire quelque chose. Ça c'est très très dur. Il était assez évident qu'il était impossible de faire des centres thérapeutiques dans des zones encore en guerre et avec des volumes énormes de personnes souffrantes. Donc on a décidé de soigner les enfants modérément malnutris de

manière à pouvoir faire du volume, parce que dans les centres thérapeutiques, au-delà de cent enfants on n'est plus efficace, car les soins sont très médicalisés. Donc on a travaillé sur la malnutrition modérée. On a ciblé assez large, au-delà des enfants de 0 à 5 ans. On a pris des adolescents avec des recettes d'aliments un petit peu appropriées à la situation. En Somalie le transport de nourriture était assez sensible. C'est donc là qu'a été inventée cette fameuse farine prémixée à Nairobi, l'Unimix. Dans des sacs on a déjà le soja, le maïs et l'huile, tout préparé de manière à ce que sur place on n'ait plus qu'à mettre le mélange dans de l'eau et chauffer. Cela limite les manipulations, le transport d'huile et de sucre qui sont des denrées sensibles.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à octobre 1992 (en français).

Grâce à cette enquête, on a pu y voir un peu plus clair. On connaissait le nombre de bénéficiaires potentiels, l'état nutritionnel, le risque de mourir ou pas pour beaucoup d'enfants. On connaissait nos ressources et on a pu essayer de calculer au mieux, et en même temps cela nous a donné une compréhension plus politique de la situation.

On est tombés sur 70% de malnutrition et 50% de malnutrition modérée. Cette évaluation nous a permis de définir une stratégie nouvelle... et abominable. Notre raisonnement a été le suivant : « il y a 70% d'enfants malnutris, 20% de malnutris sévères et 50% de malnutris modérés. Si on veut soigner les enfants malnutris sévères il va nous falloir une énergie énorme : 6 à 8 repas par jour, une infirmière pour 100 enfants, etc. On va y passer une énergie terrible dans des conditions de sécurité limitées, avec un approvisionnement général en nourriture limité. On n'aura pas un bon résultat et pendant ce temps les 50% de modérés vont s'enfoncer dans la malnutrition sévère. On ne va pas y arriver. » L'idée qu'on a eue c'est de faire en sorte que les 50% d'enfants malnutris modérés ne s'enfoncent pas davantage. Ceux là on allait essayer de les récupérer. Bien sûr, on ouvrirait notre porte aux enfants sévèrement malnutris mais le service qu'on allait leur rendre ne permettrait qu'à quelques uns de survivre.

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programme Somalie jusqu'en février 1992, puis directeur adjoint des opérations à partir de mars 1992, en charge directe de la Somalie d'avril à juin 1992 (en français).

De façon consciente, on décide de ne pas prendre en charge l'épidémie de rougeole. Ce n'est pas qu'on ne l'a pas vue, c'est qu'on a pris la décision de ne pas le

faire parce qu'on ne pouvait pas tout faire, parce qu'on savait qu'on n'y arriverait pas ou qu'on allait se faire tuer. Ça nous a fait mal et ça a été beaucoup discuté par la suite: est-ce qu'on a bien fait ou pas? Est-ce qu'on aurait sauvé plus de gens en traitant la rougeole?

Dr. Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France (en français).

Le 21 avril, des images de Merka, filmées par un cameraman qui a accompagné la première mission d'évaluation, ainsi que l'appel du chef de mission MSF à Mogadiscio sont diffusées en prime time au journal télévisé de la première chaîne de télévision française.



Compte-rendu de réunion du département de la communication - MSF France - 15 avril 1992 (en français).

Extrait :

Somalie : Philippe Freling, cameraman d'EUP, est parti avec Serge Manoncourt. Il a pu filmer autour de Merka. Il est de retour vendredi 20 avril. Un plan de communication Somalie est à mettre sur pied pour utiliser ces images au mieux. France 3 Aquitaine doit également y aller, les images étant relayées par FR national et A2. On attend le retour de Serge pour faire un communiqué de presse précis. Discussion sur l'opportunité de faire une conférence de presse Somalie : attendre le retour de Serge ou celui de MGE ?



Compte-rendu de réunion du département de la communication - MSF France - 21 avril 1992 (en français).

Extrait :

Somalie : les images de Philippe Freling tournées à Merka et l'appel de Patrick Vial sont diffusés ce jour au JT de 20 heures sur TF1.

Le 21 mai, la section française de MSF organise une conférence de presse pour rendre publics les résultats de l'enquête épidémiologique de Merka-Qorioley. Ses responsables lancent une alerte à la famine, la comparant à celle qui a sévi en Ethiopie en 1984-1985 et la désignant comme l'un des facteurs de l'insécurité. Ils annoncent l'ouverture de programmes d'assistance dans les districts concernés. Ils préviennent une fois encore que l'assistance de MSF ne pourra

être mise en oeuvre sans une distribution générale de nourriture et plus généralement sans une opération de secours massive.



« Les populations en danger de Somalie »
Conférence de presse, dossier MSF France, 21 mai 1992 (en anglais).

Extrait :

[...] Le nombre de morts a spectaculairement augmenté de janvier à avril 1992. 50 pour cent (279) des 497 morts rapportés d'avril 1991 à avril 1992 ont eu lieu depuis janvier 1992. Ces résultats montrent l'aggravation de la situation ces quatre derniers mois.

Nourriture

Une évaluation rétrospective de la consommation de nourriture dans les 24 heures a été menée sur un échantillon de 4169 personnes :

- 22% n'avaient rien mangé le jour précédant l'enquête
- 47% avaient mangé du « garass », un fruit sauvage qui n'est pas consommé en temps normal en Somalie et qui dont la valeur nutritionnelle est très faible.

Parmi les déplacés dans les villes :

- 7% n'avaient rien mangé le jour précédant l'enquête
- 19% avaient mangé du garass

Parmi les résidents, 9% n'avaient rien mangé et 20% du garass.

Les autres avaient mangé des bananes et des mangues, certains de la viande, du maïs ou du riz mais avec des rations journalières très faibles. [...]

Les Somaliens sont au bord de la famine. Depuis environ un an, quasiment aucune nourriture n'a été livrée à ce pays dévasté par la guerre qui déjà avant la guerre dépendait de l'aide alimentaire. La guerre pour la nourriture est l'un des facteurs de la détérioration de la situation sécuritaire et la faim menace 4,5 millions de Somaliens. La communauté internationale ne peut pas rester insensible à la tragédie qui se profile. Un effort massif de secours est absolument nécessaire pour éviter une famine sévère à l'échelle de celle qui a ravagé l'Éthiopie en 1984-1985.



« Les livraisons d'aide alimentaire par voie aérienne retardées d'une semaine » **AFP** (France), Genève, 21 mai 1992 (en anglais)

Extrait :

Le président de Médecins Sans Frontières, Rony Brauman, a annoncé lors d'une conférence de presse à Paris que l'organisation allait commencer un programme d'urgence à Merka, à 100 kilomètres au sud de Mogadiscio, où « la situation est tragique ».

L'organisation humanitaire va ouvrir des centres dans les districts de Merka et Qorioley qui offriront des soins de nutrition intensifs, de l'eau potable et des traitements médicaux.

« Mais cela ne résoudra pas le problème » a déclaré le docteur Rony Brauman, il faut aussi une distribution massive de nourriture. MSF lance un appel aux Etats et aux organisations internationales « pour qu'ils se mobilisent aussi vite que possible. »

MSF a prévenu que la famine dans la région était aussi grave que celle qui a décimé la population éthiopienne en 1984 et 1985.



Compte-rendu de réunion du département de la communication – MSF France – 26 mai 1992 (en français).

Extrait :

Somalie et Kenya : ça bouge, on commence à en parler (A2 en revient, TF1 part vendredi avec nous, FR3 a bien couvert, grand papier dans France Soir le 26 mai, suite à notre conférence de presse du 21 mai.)



La salle de la conférence de presse était pleine. Serge Manoncourt a sorti des graines de sa poche : « Voilà ce que les gens là-bas mangent, ça s'appelle "garass" ! »

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à fin 1993 (en français).

RETARDS A L'ALLUMAGE

Toutefois malgré tous les efforts déployés depuis des mois par les responsables de la communication qui poussent leurs collègues du département des opérations à alerter sur la crise somalienne, et en dépit de la médiatisation réussie de l'enquête nutritionnelle, la question de la famine en Somalie ne « décolle » pas vraiment dans les médias et la communauté internationale ne se précipite pas au secours des Somaliens.

Plusieurs propositions de positionner un chargé des relations avec la presse à Nairobi afin de compenser le peu de disponibilité des équipes pour ces tâches ont été rejetées, parfois pour des raisons de sécurité, mais le plus souvent au motif que c'est au chef de mission d'assurer la fonction de porte-parole. Fin juin, les directeurs des opérations des trois sections, poussés par les responsables du bureau de MSF International, décideront d'ouvrir un poste de chargé de communication pour la Corne de l'Afrique basé à

Nairobi, malgré la réticence de certains sur le terrain. Le poste sera finalement pourvu en septembre.



Comptes-rendus de réunions de comités de direction – MSF France – 26 février, 4 mars (en français).

Extrait :

20 février

Somalie : il faut renforcer la communication sur notre présence. Nous allons contacter Thierry (coordinateur régional, basé à Nairobi) pour qu'il aille au maximum aux conférences de presse. L'AFP fait une dépêche par jour et nous ne sommes jamais cités.

Une visite terrain est prévue dans la Corne de l'Afrique et surtout en Somalie à la fin du mois de mars. Proposer l'envoi d'un chargé de communication à Mogadiscio.

Interscoop [agence de production audiovisuelle] part en Somalie et va passer à Mogadiscio, pour réaliser des sujets pour les chaînes de TV américaines. [...]

Le marketing sort une lettre info le 10 mars sur la Somalie.

26 février

Point actualité : Les réfugiés somaliens au Kenya : nous n'avons pas encore d'images. La raison pour laquelle la présence de MSF est passée sous silence est quelque peu éclaircie : le CICR a, d'après MGE, installé un programme d'assistance tellement énorme qu'il occulte tout le reste. Anne [Fouchard, chargée de communication] souhaiterait envoyer quelqu'un à Mogadiscio pour récupérer un paquet d'informations très important, que nos équipes sur place n'ont pas le temps de traiter, mais cela pose de gros problèmes de sécurité. En revanche, il y a sûrement une action com à faire à Nairobi, pour rencontrer tous les journalistes sur place.

4 mars

Somalie : la proposition d'envoyer un chargé de com sur place a été refusée par Marc, pour des raisons de sécurité essentiellement. L'équipe de Moga, sous pression en ce moment, sera re-motivée pour communiquer sur notre action. On peut recommencer à leur envoyer des journalistes.

18 mars

Somalie : en moyenne 2 journalistes sur place par semaine (surtout la presse anglo-saxonne). TF1 a laissé tomber. Le terrain nous signale la nécessité de bien briefer les journalistes qui partent.



Compte-rendu de réunion du département de la communication – MSF France – 14 avril 1992 (en français).

Extrait :

Compte-rendu d'Anne. Elle s'est rendue à Mogadiscio et à Kisimayo et a pu constater que si Kisimayo est calme, Mogadiscio vit sous une tension extrême, malgré le

cessez-le-feu. Les raisons de l'absence de communication de la mission Somalie apparaissent clairement sur place : la tension et la surcharge de travail des équipes ne leur permettent pas d'assurer le minimum de travail administratif et de communication. Proposition faite par Brigitte lors de la réunion : créer un poste de chargé de com et d'information basé à Nairobi. Cette proposition a été rejetée car c'est le rôle du coordinateur, qui est le porte-parole des missions auprès des médias. La question principale posée lors de cette réunion : comment améliorer la communication entre les différents pays de la Corne ? Plusieurs décisions ont été prises : une réunion régionale tous les 6 mois environ, des contacts radio quotidiens (des codes radio ont été mis au point). Le turn-over des missions est estimé trop important, la proposition a été faite d'instituer des missions de 6 mois au lieu de 3, avec repos à Nairobi toutes les 5 semaines. Une discussion a eu lieu sur la possibilité de faire des déclarations de presse communes sur toute la Corne de l'Afrique : Anne a rappelé la nécessité pour le terrain d'envoyer des messages clairs aux desks, auxquels revient la tâche de centraliser ces informations et de rédiger les communiqués de presse. En conclusion : Anne a récolté sur place assez d'éléments pour faire un dossier de presse substantiel.



« Poste de chargé de communication à Nairobi »
Fax d'Alain Destexhe, secrétaire général MSF International, aux directeurs des opérations, responsables de programmes Corne de l'Afrique, Bruxelles, 2 juillet 1992 (en anglais).

Comme vous le savez sans doute, au cours de leur dernière réunion à Paris, le 29 juin, les directeurs des opérations ont décidé de créer un poste de « chargé de communication » basé à Nairobi pour 6 mois.

Il/elle renforcera la communication interne entre sections, en particulier en rédigeant des rapports sur la situation dans la Corne de l'Afrique. Il/elle n'est pas censé coordonner les relations entre les différents coordinateurs. Il/elle sera également chargé des relations avec la presse pour toutes les sections sur le terrain.

Le poste sera tenu immédiatement et pour deux semaines par Anne-Marie Huby. Elle en profitera pour analyser les conditions pratiques liées à ce poste sur le terrain et en discutera avec les représentants de MSF à Nairobi. Elle établira un budget qui sera partagé de façon équitable entre MSF Belgique, MSF Hollande et MSF France.

La décision finale concernant le rendu de compte sera prise au retour d'Anne-Marie par les directeurs des opérations et de la communication – pour des raisons de commodité une seule section sera chargée du rendu de compte administratif.



«*Inquiétudes : réunion avec Thierry Durand, Johan Hesselinck et Stefan van der Borghst sur le poste de « chargé de communication » européen pour la Corne de l'Afrique*», **Fax** de Anne-Marie Huby, chargée de communication de MSF international, aux responsables des programmes Corne de l'Afrique et aux directeurs de la communication de MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande, et à Alain Destexhe, Nairobi, 15 juillet 1992 (en anglais).

Hello,

Rien de nouveau sous le soleil, les coordinateurs de MSF à Nairobi ne veulent pas d'un chargé de communication basé à Nairobi, même temporairement, pour quelques raisons évidentes : ils sont parfaitement satisfaits de briefer eux-mêmes leur liste de contacts dans les médias et s'il y a un manque d'information sur la région, ma foi, c'est la faute des sièges.

Question : Est-ce que la Corne de l'Afrique, région clé pour MSF, ne mérite pas un peu plus d'efforts de relation avec la presse afin d'augmenter la couverture de problèmes sous-médiatisés ?

Réponse : Thierry (MSF France) et Johan (MSF Hollande) semblent ne pas apprécier le soudain intérêt de MSF pour une région qu'ils défendent de leur côté depuis des années. MSF saute maintenant dans l'ambulance qu'ils conduisent depuis une éternité – cela les choque. (Note de la claviste : quid si MSF ne le faisait pas ? C'est un raisonnement kafkaïen...)

Après un peu d'apitoiement sur eux-mêmes, tous à l'exception de Stefan sont d'avis qu'embaucher une personne en plus pour la communication, c'est mettre un pansement sur une jambe de bois. Thierry : «*Je serai prêt à revoir mon point de vue quand les trois sièges auront une approche commune dans la région. Tant que Marc Gastellu, Maria et Albertien se réunissent juste pour le plaisir de se disputer, je pense que ce poste n'est qu'une fausse mesure.*»

Tout le monde a finalement admis qu'il y avait effectivement des lacunes dans nos relations avec la presse – nous avons envoyé de nombreux journalistes sur le terrain, mais nous sommes rarement cités dans les reportages comme une source régulière. Les problèmes récents de sécurité dans le nord du Kenya et l'intérêt de la presse qui a suivi montrent l'utilité d'une personne chargée des relations avec la presse.

En attendant que les sièges ne soient saisis par la grâce, il doit bien y avoir moyen de développer le travail avec la presse à Nairobi ? Pour Thierry, ce n'est même pas la peine d'essayer : les nouveaux marchés sont orientés vers l'Occident, MSF n'y changera rien. Pour preuve il cite les difficultés du correspondant du *Monde* à Nairobi pour imposer ses sujets sur la Somalie aux responsables de sa rédaction à Paris.

L'idée d'élargir l'éventail de nos contacts avec la presse ne semble venir à l'esprit de personne. Les médias ne veulent rien savoir. Un point c'est tout.

Personne ne peut nier qu'il est plus facile d'attirer l'attention des journalistes basés à Nairobi, qui sont plus au

fait des problèmes régionaux, que celle de leurs collègues des rédactions européennes. Mais pour Johan, le fardeau d'avoir à briefer une personne supplémentaire au bureau serait insupportable. Ses sitreps à Amsterdam resteront l'unique canal d'information qu'il est prêt à utiliser. Retour à la case départ.

Seule MSF Belgique semblait intéressée par un essai de trois mois. Stefan croit que MSF doit intégrer l'information sur ses activités à partir du terrain et que la présence d'un chargé de communication le soulagera d'une bonne partie du travail de relations avec la presse.

Une remarque réconfortante de la part de Johan, toutefois; «*Nous sommes d'accord sur les objectifs, pas sur les moyens*». Est-ce bien certain ? J'ai encore entendu la classique rengaine sur «*les risques de perdre le contrôle de l'information*» et les vieux exemples bizarres sur les couvertures médias démoniaques.

Nous avons trouvé une façon sympathique de terminer la réunion. Thierry a imposé un délai – ce n'est pas une blague. MSF Belgique, MSF France et MSF Hollande vont se réunir chaque mois et dans la foulée Thierry rédigera des sitreps et une mise à jour à l'attention des journalistes et des donateurs. Dans trois mois ils évalueront les résultats de cette nouvelle coopération.

Dans un élan démonstratif du sentiment de fierté et d'indépendance qui anime le terrain, ils se sont mis d'accord sur la concession suivante: «*Si dans quelques semaines, un chargé de communication nous est imposé, ce qui est fort probable, nous l'accueillerons, bien sûr.*»



«*MSF France en Somalie - Janvier 1991-mai 1993 - Mission Evaluation -Rapport final* – Virginie Raison, Dr. Serge Manoncourt, 4 février 1994 (en français). **D13**

Extrait :

Dès le mois de mars, les responsables du secteur de la communication sont très interventionnistes (même si c'est au départ à titre individuel) et poussent MSF à se lancer dans des missions exploratoires, puis dans un programme nutritionnel de grande envergure, puis dans la distribution générale. Avec les semaines qui passent, le ton monte entre les membres du secteur de la communication et celui des opérations. Par ailleurs, au-delà de ce conflit, le flottement lié à l'indécision des opérations elles-mêmes ainsi que les changements de responsables de programme conduisent à un dysfonctionnement interne : l'information circule très mal au sein de MSF, notamment entre les opérations et la communication. Elle est donc d'autant plus difficile à diffuser vers l'extérieur.

Ensuite, la grande campagne d'information à partir des résultats de l'enquête d'Epicentre touche à son terme. Sur quoi doit-on désormais communiquer ? Car dans une situation d'une telle gravité et dans la mesure où MSF est représentée sur le terrain, la communication se sent le devoir de réagir. Mais en disant quoi? Appeler les autres agences à agir? Difficile alors que la maison semble

elle-même hésiter à intervenir. Appeler à l'intervention des Nations unies ? Il est trop tôt dans la réflexion pour prendre position sur une telle question. Lancer une campagne de financement ? Elle est lancée mais rapidement interrompue puisque MSF n'est toujours pas sur le terrain.



Pendant ce temps-là nous on continuait à essayer de médiatiser. Le communiqué de presse avec les chiffres de l'enquête avait été un peu comme un coup d'épée dans l'eau. La sauce ne prenait pas. On avait des petites vagues, quelques reprises, des articles de-ci de-là mais ça ne permettait pas du tout, de faire parler de ce qui se passait. Il fallait que ça devienne une crise internationale, et on n'arrivait pas à passer cette barre-là, on était tout le temps en deçà.

Anne Fouchard, chargée de communication MSF France (en français).



Je me souviens qu'on s'est beaucoup battus pour que la Somalie soit sur le devant de la scène médiatique. C'était comme l'Ethiopie en 1984: les gens mouraient comme des mouches et personne ne bougeait. On ramait à mort. On n'y arrivait pas. C'était vraiment désespérant.

Dr. Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France (en français).



On a eu des difficultés pour mobiliser l'opinion publique. Au début, au moment du délitement du régime, c'était certainement parce que la situation était perçue comme une guerre entre sauvages, avec toute cette destruction, la montée en puissance des seigneurs de la guerre. Puis il y a eu la famine qui était bien réelle et il y avait des images assez alarmantes. Mais le public se rendait bien compte que, tous les jours, les convois se faisaient attaquer. Ce n'était pas le genre de situation de détresse bien nette dans laquelle tout le monde pouvait sauter à pieds joints.

Dr Pierre Harzé, directeur de la communication, MSF Belgique (en français).



On s'est toujours opposés à avoir des chargés de communication sur le terrain. Cela a peut-être été utile au moment de l'afflux de journalistes, mais sinon, nous ce qu'on faisait avec les journalistes, ce n'était pas de la com et ce ne sont pas les chargés de com qui pouvaient le faire. Les rares journalistes qui couvraient la Somalie, on n'était pas en contact avec eux pour faire la

communication sur MSF. On les considérait comme des collègues. On avait besoin d'échanger des informations avec eux, de croiser nos analyses politiques. Jean Hélène est venu couvrir la situation en Somalie pour Le Monde, RFI, La Croix. Nous, cela nous intéressait qu'on parle de la Somalie. Il est donc venu régulièrement avec nous, puis il a commencé à tourner tout seul, il s'est débrouillé. A l'époque c'était compliqué. Les journalistes ne travaillaient pas encore avec les téléphones satellites. Ils avaient un magnétophone qu'ils branchaient sur le téléphone avec un appareil spécial. Jean se battait pour faire parler de la Somalie et il écrivait des papiers et des papiers. Mais rien ne passait, alors qu'il était payé à la pige... Il appelait ses rédactions pour demander pourquoi ils ne passaient rien, et on lui répondait que son histoire de clans et de sous-clans était trop compliquée, que cela n'intéressait personne, et qu'ils ne publieraient que des brèves de deux lignes sur le nombre de morts!

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France, basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993 (en français).

Le 23 mai, dans son rapport moral à l'Assemblée générale, le président de MSF France souligne le fait que les activités de sensibilisation de la communauté internationale à la famine sont aussi importantes que les activités opérationnelles.



Rapport moral du président à l'Assemblée Générale de MSF France, 23 mai 1992 (en français). **D35**

Extrait :

Compte tenu des conditions très particulières, sur lesquelles je ne m'étendrai pas parce que cela me prendrait trop de temps, c'est aussi une action de sensibilisation internationale auprès des Nations unies, de la Communauté européenne, de la presse, du public, des gouvernements européens que nous nous sommes attaqués. Cet aspect de notre mission n'est pas moins important que l'aspect opérationnel en lui-même. Cette mission particulièrement difficile est appelée aujourd'hui à s'étendre dans des conditions que nous espérons tous meilleures dans les mois qui viennent. Je rappelle que le CICR là aussi a été l'objet de plusieurs attentats et d'un détournement d'avion récent qui heureusement s'est bien terminé.

Entre temps, le 24 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 751 qui autorise l'envoi de 50 observateurs militaires pour assurer la surveillance du cessez-le-feu et de la distribution d'aide

alimentaire à Mogadiscio. Il a nommé le diplomate algérien Mohamed Sahnoun représentant spécial de l'ONU en Somalie.



« Mohamed Sahnoun, nommé représentant spécial de l'ONU en Somalie » **AFP** (France) New York, 29 avril 1992 (en français).

Le diplomate algérien Mohammed Sahnoun a officiellement été nommé lundi représentant spécial de l'ONU en Somalie, a annoncé le service de presse des Nations unies. Conformément à la résolution 751 du Conseil adoptée le 24 avril, M. Sahnoun sera responsable des actions de l'ONU en Somalie où doivent être envoyés très prochainement 50 observateurs militaires pour surveiller le cessez-le-feu intervenu le 3 mars entre le président par intérim Ali Mahdi et son rival le général Mohammed Aïdid.

Le conseil a également donné son accord de principe à la surveillance par des moyens militaires de la distribution d'aide alimentaire dans la capitale somalienne.

Cependant, les membres du Conseil ont souhaité un rapport complémentaire sur cette opération qui sera une première dans les annales de l'ONU. Jusqu'ici, l'ONU négociait avec les belligérants des droits de passages et des trêves pour ses opérations humanitaires.

M. Sahnoun aura également pour fonction d'assister le secrétaire général de l'ONU dans la recherche d'une solution pacifique devant mettre fin à la guerre civile. [...]

Début mai, l'approvisionnement reprend via le port de Mogadiscio qui n'avait rien reçu depuis six mois et quelques ONG portent assistance aux déplacés. La presse internationale critique le fait que les organisations de secours emploient des gardes armés pour protéger l'acheminement et la distribution des vivres. De son côté, malgré la décision de ne pas attendre les résultats de l'enquête épidémiologique pour mettre en œuvre les opérations de secours nutritionnel, MSF France n'ouvre progressivement ces programmes qu'à partir de fin mai. Ce retard, qui fait l'objet de controverses, est en partie dû à la réticence de certains face à des risques qu'ils considèrent comme insurmontables.



« Afrique : la sécheresse et les guerres - La famine menace une vingtaine de pays » **Le Monde** (France) Marie-Pierre Subtil, 21 mai 1992 (en français). **D36**

Extrait :

Comme d'habitude, la distribution de vivres est devenue enjeu de pouvoir. Une situation flagrante en Somalie, pays ruiné par la guerre civile. Cent à deux cents enfants

meurent chaque jour à Mogadiscio, selon le responsable dans la capitale de l'organisation Save the children. Début mai, les agents des Nations unies se réjouissaient d'une grande victoire : pour la première fois depuis près de six mois, un bateau chargé de 5000 tonnes de vivres avait pu débarquer dans le port de Mogadiscio ! « *C'est fantastique que nous ayons pu obtenir la coopération des deux parties au conflit* », se félicitait un représentant de l'ONU. Il avait fallu des mois pour négocier avec les deux factions qui tiennent la capitale un accord en vertu duquel les combattants escortèrent les camions transportant des vivres pour le camp rival.

Le CICR a pu lui aussi faire accoster un bateau. Au moment même, la presse américaine publiait plusieurs articles dénonçant l'emploi de « *mercenaires* » ou d'« *hommes armés* » pour protéger les convois et les centres de distribution. Pour « *lever tout malentendu* », le CICR s'est expliqué dans un communiqué : 3000 hommes (2000 pour le nord de la ville, 1000 pour le sud), fournis par les clans ou sous-clans, jouent en effet le rôle de « *force de police* » en échange d'« *une petite quantité de vivres* », ce qui constitue le « *seul moyen de réussir à acheminer l'assistance jusqu'aux victimes* ». Plus que jamais, organisations internationales et organismes humanitaires sont ainsi contraints de « *composer* ». Et ce, en prenant de plus en plus de risques.



Rapport MSF France Somalie – mars-avril-mai 1992 (en anglais).

Extrait:

IV. CONCLUSION

La période actuelle peut être considérée comme transitoire. La situation militaire et politique est peut-être en phase de stabilisation, les secours alimentaires pourraient finalement atteindre la population et l'arrivée de l'ONU et de nouvelles ONG peut être interprétée comme une étape positive vers la normalisation. Soyons optimistes et prévoyons des perspectives optimistes pour l'avenir des Somaliens.

Dans ce cas, il est temps pour MSF de reconsidérer comment s'adapter au mieux aux changements de priorités :

Les cas d'urgence dans les hôpitaux ont diminué de façon significative et l'amélioration de la situation économique devrait faciliter cette évolution. De plus, l'ONU a prévu de prendre en charge tôt ou tard le soutien aux hôpitaux. Dans les prochains trois mois, MSF aura progressivement mis fin à son implication dans ce secteur et encouragera les Nations unies et les grands bailleurs à prendre en charge ce service (par exemple l'approvisionnement en carburant, en équipement médical, la maintenance et les équipes chirurgicales). La gestion et le suivi des salles d'hospitalisation orthopédiques de Bénadir restent un obstacle majeur à notre retrait des activités chirurgicales et des solutions sont à l'étude.

Le soutien à de petites unités de santé doit continuer dans et à l'extérieur de Mogadiscio jusqu'à ce qu'un appro-

visionnement alternatif régulier soit assuré par le gouvernement ou tout autre institution. C'est en particulier nécessaire tant que la population reste dans une situation précaire.

Les groupes vulnérables sont aujourd'hui les gens qui ont fui leur lieu de résidence à cause de la guerre dans l'ouest (Bay, Bakool et Gedo) et dans le sud (Kisimayo, Gilib et Brava). MSF prévoit de réaliser un nouveau programme dans les zones de Merka et Qorioley où sont concentrés de nombreux déplacés.

Une autre priorité, moins évidente mais essentielle : la nécessité d'assurer un approvisionnement en eau digne de ce nom aux habitants de Mogadiscio. Les conditions actuelles d'hygiène médiocre et l'arrivée de la saison des pluies augmentent considérablement le risque d'épidémies.

On était tous très concernés par la Somalie, la maison bouillonnait autour de ce sujet. Le débat était ardu mais je l'ai vécu plutôt comme un débat d'arguments que comme un rapport de force. Il y a plusieurs explications à ce retard. Il y a le fait de ne pas avoir de nourriture en quantité suffisante et que monter des centres nutritionnels dans cet endroit-là sans qu'il y ait de distribution générale ne va pas servir à grand-chose. Il y a aussi notre propre embourbement dans le programme de chirurgie de Mogadiscio qui est très lourd, qui nous prend beaucoup de temps, d'énergie. Il y a aussi une certaine inertie du côté de Paris de mon côté car j'étais directeur adjoint des opérations en 92 et je m'occupais directement de la Somalie. Je ne décidais pas tout seul, je discutais avec tout le monde. Mais il faut se remettre dans le contexte : il n'y avait pas une seule semaine où on ne parlait pas d'évacuation où on ne remettait pas en question notre présence à cause des gardes armés. Il y avait énormément d'incidents de sécurité, une situation politico-militaire qui restait très instable. On était à la fin de la bataille de Mogadiscio avec beaucoup de morts, beaucoup d'interventions. On se posait beaucoup de questions par rapport au suivi des blessés. Et puis il y a eu l'enquête qui a été vécue comme un élément retardant l'action. Mais selon moi, elle a très peu retardé car on n'a pas lié les opérations avec ses résultats. Ce qui nous a pris du temps c'est de réagir, de trouver des volontaires pour aller sur le terrain. Il est évident que le nombre limité de volontaires qu'on pouvait envoyer en raison des problèmes de sécurité nous a aussi retardés. Il y a eu des disputes entre le terrain et Paris à ce niveau-là, chacun reprochant à l'autre d'être un peu lent.

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programme Somalie de janvier à février 1991, puis directeur adjoint des opérations, chargé des urgences, à partir de mars 1992, en charge de la Somalie d'avril à septembre 1992 (en français).

On était engagés dans ce programme de chirurgie orthopédique et on avait une énorme réticence à aller plus loin et à s'en dégager pour faire de l'aide nutritionnelle. On travaillait avec des gardes armés dans un contexte de sécurité tel que Patrick ne se voyait pas du tout apporter de la nourriture, car c'était un bien extrêmement convoité et qu'on était à peu près certains de se faire attaquer. Ensuite, il en fallait des quantités telles que c'était absolument ingérable. On était très très très réticents à démarrer ce programme de nutrition. On était très mal à l'aise sur comment on allait faire pour arriver à sortir ces gens-là de la crise. On savait très bien que MSF seul n'y arriverait pas. Je me souviens très bien d'une réunion à Paris pour laquelle Patrick était remonté, suite à son tour de Somalie. Il proposait d'acheter de la nourriture à des marchands somaliens pour éviter d'avoir à la négocier directement. Il était aussi très réticent à basculer du programme chirurgie vers un programme nutritionnel. Il disait : « il faut faire une enquête. Mais je voudrais attendre les résultats de l'enquête pour commencer un programme. » Et Brigitte Vasset lui disait : « on fait l'enquête nutrition pour mobiliser et faire du lobbying de manière à accréditer notre théorie selon laquelle il faut une aide massive sur la Somalie. C'est à travers cette enquête qu'on réussira à le prouver. Mais il n'est absolument pas question d'attendre les résultats de l'enquête pour ouvrir nos programmes nutritionnels. » En fait Patrick a quand même attendu que les résultats de l'enquête soient publiés pour ouvrir le programme nutritionnel.

Anne Fouchard, chargée de communication MSF France (en français)

On savait que de toute façon, il y avait des centres de nutrition qui étaient à notre portée, mais que c'était rendu plus compliqué par la question de l'insécurité, des attaques de convois, du fait qu'on était bloqués à Moga et qu'on avait l'impression qu'on ne pouvait pas en sortir. Cette impression était sans doute exagérée – avec le recul, je crois que tout le monde est d'accord là-dessus. Mais c'était difficile de forcer la main à l'équipe de Mogadiscio, à la fois parce que c'est psychologiquement difficile, et puis parce que sur le moment on n'était pas sûrs. D'où cette perte de temps sérieuse de plusieurs mois.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France (en français).

Mi-juin, à son retour d'une mission exploratoire à Baïdoa, Patrick Vial, le coordinateur de MSF France, rapporte que la situation y est pire qu'à Merka. Mais en raison du manque de ressources humaines, il est décidé de se concentrer sur l'ouverture des centres de nutrition autour de Merka tout en commençant à

approvisionner l'hôpital de Baïdoa et plusieurs dispensaires alentour.



Fax-message de Patrick Vial, chef de mission MSF France en Somalie, à Odile Delacotte, responsable de programme, MSF France, 12 juin 1992 (en français). **D37**

Tu trouveras ci-joint un rapide descriptif de Baïdoa et de l'hôpital. Jamais vu ça. Pire que Merka. On fera ce qu'on pourra dans les limites de nos possibilités. [...] Ville tombée aux mains de Siad Barré en oct 91 [FNS], libérée par le CSU (Aïdid) le 26 avril 92.

La région a énormément souffert des exactions du SNF : vols, pillages (maisons, bétails, équipement agricole), assassinats, tortures, viols.

Situation actuelle

Toute la région (Bay-Bakool) est dans une situation économique, agricole, climatique désastreuse.

La population est privée de tout moyen de subsistance. Plusieurs milliers d'entre eux errent dans les rues de la ville à la recherche de quelque nourriture

Flux migratoire vers Mogadiscio (espoir distribution nourriture)

Beaucoup meurent en route.

Sécurité = OK – Risque de changer quand l'aide alimentaire arrive.

Malnutrition générale encore plus choquante qu'à Merka et Qorioley.

ICRC [CICR] vient d'ouvrir 12 cuisines en ville – 10 à 12 000 repas par jour (riz, beans, oil).

Distribution générale de nourriture prévue dans les semaines à venir (UN et CICR)

L'UNICEF vient d'ouvrir un « office » à Baïdoa - ouverture prochaine de feeding centers- Besoin énormes. Il est essentiel d'ouvrir rapidement plusieurs feeding et MCH. [centres de nutrition et de soins materno-infantiles]

Programme MSF

Hors de question d'intervenir en ce moment à Baïdoa puisqu'on débute Merka et que les ressources humaines rencontrent les difficultés que l'on connaît.

MSF continuera donc d'approvisionner l'hôpital de Baïdoa, les dispensaires de Bur Akaba et Wanle Hem en attendant des jours meilleurs pour une éventuelle nouvelle mission dans cette région.

Dès que possible j'irai faire un tour dans les 3 régions sus-citées afin d'avoir une meilleure connaissance de la situation générale de cette partie de la Somalie.

Le 26 juin, lors de la réunion du conseil d'administration de MSF France, un débat s'instaure sur la stratégie opérationnelle menée en Somalie et particulièrement sur la pertinence et la capacité de l'organisation à mener des opérations de distribution d'aide alimentaire de grande ampleur.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 26 juin 1992 (en français). **D38**

Corne de l'Afrique (Marc Gastellu-Etchegorry)

Aux conflits touchant la Somalie, le Soudan et l'Éthiopie s'ajoute la sécheresse importante au sud de la Somalie, à l'est de l'Éthiopie et au nord du Kenya, où les populations nomades sont fortement touchées. La Corne de l'Afrique présente actuellement la plus grosse urgence, environ 100 MSF y sont présents, prenant en charge 40 000 enfants.

Somalie : 1 million de personnes déplacées, 500 enfants y meurent par jour, 3 millions de personnes sont en voie de malnutrition. La décision a été prise de ne pas faire de convoi de nourriture pour des raisons de sécurité et de savoir-faire.

Des réfugiés somaliens sont présents dans tous les pays avoisinants : au Yémen (25 000 réfugiés), en Éthiopie 20 000 enfants sont pris en charge par les sections belge, hollandaise et française ; une équipe de MSF France est arrivée récemment au sud de l'Éthiopie pour s'occuper des personnes déplacées.

Kenya : l'accroissement des réfugiés somaliens a dépassé toutes les prévisions : on dénombre actuellement 300 000 réfugiés pouvant atteindre le million avant la fin de l'année. Les équipes hollandaise, belge, et française travaillent dans des conditions difficiles : manque d'accord avec le gouvernement kenyan et manque chronique de nourriture, entraînant une mortalité importante.

Yémen : 50 000 réfugiés somaliens se trouvent actuellement dans ce pays. Le gouvernement a mis un frein à ces arrivées, bloquant le débarquement des nombreux Somaliens fuyant leur pays. Un bateau transportant 4 000 réfugiés en état d'épuisement s'est récemment échoué sur une plage, où MSF a installé un nouveau site. Ce processus devrait s'accroître. MSF et le HCR préparent un camp pour 50 000 personnes.

Les informations concernant l'acheminement de nourriture dans toute la région sont contradictoires et confuses, une enquête du HCR va être menée pour tenter d'éclaircir la situation. Une campagne de presse a débuté afin d'alerter l'opinion publique et les donateurs. Si les médias ne donnent pas beaucoup d'écho à ce problème, un intérêt semble cependant s'amorcer.

Pierre de Rancourt souligne le paradoxe de l'action médicale et chirurgicale menée par MSF au milieu des populations souffrant de malnutrition.

Marc Gastellu précise qu'à Mogadiscio le désengagement chirurgical est entamé mais qu'un programme de distribution de nourriture se révèle extrêmement difficile et dangereux.

Bernard Pécou, de retour du Kenya, a constaté l'action palliative menée par MSF dans ce domaine, mais face à l'ampleur de la situation, il considère que notre rôle de témoignage et de pression demeure plus efficace.

La situation devrait se débloquer, contrairement à la Somalie où la circulation de la nourriture demeure problématique, dans des conditions de sécurité difficiles.

Jean-Christophe Rufin indique que le problème de la famine va bientôt s'élargir à l'Afrique australe. Il lui paraît que la décision de s'engager ou non dans une action d'aide alimentaire doit être prise au sein du CA. Jean-Jacques Gabas se demande si MSF ne pourrait pas jouer un rôle de catalyseur auprès de regroupements de donateurs s'intéressant à des régions spécifiques.

Xavier Emmanuelli pense que le temps est peut-être venu pour MSF d'apprendre à faire de l'aide alimentaire.

François Jean est persuadé que le vrai problème en Somalie est l'absence d'opérateurs.

Jean-Christophe Rufin, en accord avec Xavier Emmanuelli pose la question du vrai métier de MSF et au-delà, des conditions dans lesquelles il est effectué. La sensibilisation des donateurs sera d'autant plus importante si MSF acquiert une crédibilité dans l'action d'aide alimentaire.

Pierre de Rancourt exprime son sentiment sur l'urgence pour MSF de dépasser sa frilosité dans ce domaine et cesser de se réfugier derrière l'énormité du problème.

Il paraît souhaitable à Jean-Jacques Gabas de puiser dans l'expérience de l'action menée par MSF au Mali qui a donné des preuves d'efficacité.


Marc Gastellu s'insurge contre la croyance d'un refus pur et simple de MSF de s'engager dans l'action alimentaire. Il privilégie des actions ponctuelles, à petite échelle (qui ont d'ailleurs déjà été réalisées) et la nécessité de réfléchir en fonction des situations. Une action d'éclat du type « organisation de visite d'un journaliste sur place », ne lui paraît pas bien fondée.

Bernard Pécoul rappelle qu'aujourd'hui pour MSF le fait de prendre en charge 40000 enfants malnutris constitue une première.

Jean-Christophe Rufin est moins optimiste : à son avis le seuil de la distribution générale de nourriture n'a pas été franchi pour des raisons mentales.

Antoine Crouan pense que seule une action des Nations unies peut aider l'Afrique : MSF doit faire pression.

Jean-Luc Nahel conclut en proposant d'évacuer du langage de MSF « on ne sait pas faire ».

 Je me souviens d'un débat sur comment intervenir à Merka. Certains disaient que cela ne servirait à rien puisqu'il n'y avait pas de distribution générale. Jean-Christophe Rufin [membre du conseil d'administration] avait proposé : « pourquoi on ne se lance pas dans la distribution générale ? ». Nous on était bloqués sur nos positions, à cause, en particulier, de la mort d'un logisticien du CICR qu'on connaissait bien, lors d'une distribution de nourriture, en 1991. Après ce décès le CICR a complètement changé tous ses plans de distribution de nourriture. On était crispés sur cette histoire et sur la faiblesse de notre capacité opérationnelle. De plus on savait que le CICR montait en puissance, qu'il était bien mieux outillé que nous pour la distribution générale. Il y a eu ce débat et c'est notre position très conservatrice qui a gagné.

Dr. Marc Gastellu-Etchegorry, responsable de programme Somalie de janvier à février 1991, puis directeur adjoint des opérations, chargé des urgences, à partir de mars 1992, en charge de la Somalie d'avril à septembre 1992 (en français).

Entre-temps, le 18 juin MSF a alerté sur la situation critique des réfugiés somaliens qui affluent dans les camps de réfugiés au Kenya où l'aide arrive trop lentement et en trop faible quantité.

Le 6 juillet, une équipe de MSF Belgique est attaquée à main armée et prise en otage pendant quelques heures dans le camp d'Hagadera. Presque toutes les nuits, des réfugiés installés dans ces camps situés près de la frontière subissent le même sort.

Le 20 juillet, en signe de protestation, MSF Belgique annonce publiquement qu'elle retire ses équipes des camps de Liboï, Ifo, Hagadera et Daghaley et déclare que cet incident affecte non seulement la sécurité des expatriés mais aussi celle des réfugiés.

Le 26 juillet, ayant obtenu une protection policière de la part du gouvernement kenyan pour ses équipes et pour les convois humanitaires, MSF reprend ses activités dans les camps.



« Une organisation humanitaire médicale dénonce : « Les Africains meurent de l'indifférence », **Reuters** (Royaume-Uni), Bruxelles, 18 juin 1992 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire médicale Médecins Sans Frontières (MSF) a déclaré jeudi que des Africains mourraient chaque jour dans les camps du Nord du Kenya parce que la réponse internationale aux appels à l'aide est trop lente et inadéquate.

« La famine tue toujours au Kenya. Chaque jour des douzaines de petits cadavres doivent être incinérés », dénonce

MSF, constatant que les enfants meurent les premiers mais que les adultes sont aussi atteints.

« *MSF s'inquiète que cette tragédie humaine mobilise aussi peu l'opinion publique et les gouvernements en Europe* » ajoute l'organisation.

En lançant ce mois-ci le premier appel des nations d'Afrique de l'Est à une aide internationale après 20 mois de sécheresse, le président kenyan Daniel Arap Moi a déclaré qu'un million de personnes dans quatre provinces étaient sérieusement touchées par la famine.

Selon lui un afflux récent de 460 000 réfugiés des pays voisins ravagés par la guerre, le Soudan, la Somalie et l'Éthiopie alimente la crise.

Selon les responsables des Nations unies, des centaines de réfugiés arrivent chaque jour, qui fuient la guerre et la pire famine qu'ait connue la Corne de l'Afrique depuis 1984.

MSF annonce qu'un avion transportant 30 tonnes de nourriture et de secours médicaux devrait décoller de Belgique jeudi. L'objectif est d'aider à réduire la mortalité quotidienne dans les camps.



« *MSF cesse provisoirement toute activité et appelle à accroître la protection des travailleurs humanitaires et des réfugiés* », **Communiqué de presse**, MSF, Nairobi, 20 juillet 1992 (en anglais).

Confrontée au développement du banditisme et de la violence dans les camps de réfugiés somaliens au nord-est du Kenya, Médecins Sans Frontières demande au HCR et à la communauté internationale d'aider les autorités kenyanes à renforcer la sécurité dans les camps de Liboi, Ifo, Hagadera et Daghaley. Environ 120 000 réfugiés, dont 20% sont des enfants âgés de moins de cinq ans, vivent aujourd'hui dans ces quatre camps.

MSF a décidé de retirer les 24 membres de son personnel médical des camps jusqu'à ce que des mesures de sécurité soient prises. Le personnel médical est en attente à Nairobi pour les urgences et dans les camps cinq techniciens gèrent un programme minimum d'approvisionnement en nourriture supplémentaire pour les enfants et en matériel médical.

Ces cinq dernières semaines, des travailleurs humanitaires de MSF et d'autres organisations ont été victimes d'un nombre croissant d'attaques à main armée et de violence physique. Les réserves de nourriture des centres nutritionnels pour les enfants ont été pillées et les routes entre les camps de réfugiés sont devenues très dangereuses pour les travailleurs humanitaires comme pour les réfugiés.

Plus tôt ce mois-ci, MSF a réclamé des mesures de sécurité d'urgence après la violente attaque subie par son équipe dans le camp de Hagadera. Malgré les renforcements policiers dans les camps, MSF reste inquiète de la situation sécuritaire dans la région.



« *Les secours reprennent dans les camps de réfugiés* » **Reuters** (Royaume-Uni), 26 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

Une organisation de secours internationale a annoncé vendredi qu'elle reprenait ses activités dans les camps de réfugiés du nord-est du Kenya, après avoir reçu des assurances de la part du gouvernement concernant l'accroissement des mesures de sécurité.

Médecins Sans Frontières a déclaré qu'elle avait suspendu certains de ses projets dans la région après l'attaque de ses équipes, à plusieurs occasions, par des bandits armés. Le groupe a annoncé début juillet qu'une équipe médicale belge avait été retenue et attaquée à main armée à Hagadera.

Selon cette déclaration, le gouvernement kenyan a accepté de fournir une protection policière aux équipes de MSF et aux convois humanitaires afin d'augmenter la sécurité dans les zones à haut risque.

Entre-temps, le 5 juillet, quatre observateurs des Nations unies sur les 47 prévus s'installent à Mogadiscio.

Le 10 juillet, l'arrivée des autres observateurs prévus est reportée, à la suite de l'opposition du général Aïdid, qui accuse l'ONU de livrer des armes par avion à son ennemi Ali Mahdi.

Le 20 juillet, un accord est finalement trouvé pour le déploiement de 51 observateurs du cessez-le-feu et de 500 soldats en armes des Nations unies pour protéger les convois de nourriture.



« *Des observateurs du cessez-le-feu des Nations unies vont se déployer dans la capitale* », David Chazan, **AFP** (France), Nairobi, 20 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

Mohamed Sahnoun, le représentant spécial des Nations unies, a annoncé lundi que quarante-sept observateurs de la trêve des Nations unies gagneraient la capitale somalienne cette semaine après que l'une des deux parties au conflit à Mogadiscio a cessé de s'opposer au plan. [...] Les deux parties se sont mises d'accord sur le principe du déploiement de 51 observateurs pour surveiller la trêve, et de 500 soldats des Nations unies pour protéger les convois de nourriture dont les pays de la Corne de l'Afrique ont désespérément besoin pour nourrir les centaines de personnes qui meurent chaque jour de la famine.

Quatre observateurs se sont rendus à Mogadiscio plus tôt dans le mois. Mais il y a dix jours Aïdid a déclaré que ses forces empêcheraient le reste du contingent de les rejoindre, arguant qu'un avion russe affrété par les Nations

unies pour apporter des secours en Somalie avait fait un vol non autorisé sur Mogadiscio pour livrer des billets de banque et des armes à Ali Mahdi.

L'ONU nie toute implication, affirmant que l'avion est revenu dans la capitale somalienne après avoir terminé sa mission.

Mais le départ des observateurs a été retardé en attendant les négociations avec Aïdid qui a toujours été réticent à la présence de troupes étrangères en Somalie, alors qu'Ali Mahdi, moins fort militairement, a accueilli l'idée positivement.

Entre-temps, le 9 juillet, le CICR lance un nouvel appel à l'aide pour sauver les Somaliens de la famine. Le 15 juillet, les Nations unies sollicitent la générosité des Etats donateurs pour l'ensemble des populations de la Corne de l'Afrique.

De son côté, MSF France lance une nouvelle offensive de sensibilisation à la famine en Somalie auprès du grand public et des décideurs. Une réunion est organisée avec les ambassadeurs à Paris des différents Etats susceptibles de s'intéresser à la crise somalienne. L'appel à un soutien massif des Nations unies leur est renouvelé. Une recherche de personnalités « médiatiques » en France et aux Etats-Unis susceptibles de se rendre en Somalie avec MSF pour donner de la visibilité à la crise est entamée.

Dominique Martin, le nouveau responsable des programmes de Somalie, déclare au quotidien français *Le Monde* que dans certains endroits les gens sont si décharnés qu'on se croirait dans un camp de concentration. Il rapporte aussi que MSF est obligé d'employer des gardes armés car les convois non protégés sont attaqués et déplore l'indifférence de la communauté internationale.



« Selon la Croix-Rouge, faute d'aide, de nombreux Somaliens vont mourir » Aidan Hartley, *Reuters* (Royaume-Uni), Nairobi, 9 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

[...] « Il s'agit d'une des pires crises que j'ai connues » a déclaré à la presse Peter Fuchs, le directeur général du CICR, après une visite dans la capitale somalienne, Mogadiscio.

« Des milliers de personnes sont déjà mortes de faim depuis que la Somalie a sombré dans l'anarchie après le renversement du dictateur Mohamed Siad Barré par des rebelles il y a 16 mois. Avec des taux de malnutrition qui s'élèvent jusqu'à 80 pour cent, des milliers d'autres personnes sont quasiment condamnées à mourir même si l'aide était augmentée dès maintenant » a-t-il ajouté.

[...] Fuchs affirme que jusqu'ici le CICR a porté le plus gros du fardeau somalien – cette opération est la plus

importante jamais montée par le CICR et représente environ un quart de son budget mondial – et demande que les Nations unies passent maintenant à l'échelle supérieure.

« Un énorme vide politique et humanitaire existe que les Nations unies doivent remplir » a déclaré Peter Stocker, le chef de délégation du CICR en Somalie.

[...] Stocker estime que 30000 personnes auraient été tuées lors du conflit de pouvoir qui a éclaté en novembre entre les seigneurs de la guerre. Différents clans se battent aujourd'hui dans le nord et dans le sud de la Somalie.

Les observateurs sans armes sont considérés comme un soutien vital aux efforts de distribution de nourriture visant 1,2 millions de personnes à Mogadiscio, dont des centaines meurent chaque jour. [...]



« L'ONU appelle les Etats bailleurs de fonds à donner pour la Corne de l'Afrique » *AFP* (France), Genève, 15 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

Les Nations unies ont appelé mercredi les pays bailleurs de fonds à donner 541 millions de dollars pour la Corne de l'Afrique.

Charles Lamunière, le directeur des Nations unies pour les affaires humanitaires, décrit la région comme étant dans un « état de souffrance extraordinaire. »

C'est le deuxième appel des Nations unies pour la région, à laquelle l'organisation voudrait fournir 1,2 milliards de dollars d'aide cette année.

[...] Selon Lamunière la vie de 23 millions de personnes serait en danger dans la région.



« SOMALIE : devant l'aggravation de la famine, les organisations humanitaires lancent un cri d'alarme » Isabelle Vichniac, *Le Monde* (France), Genève, 16 juillet 1992 (en français).
D39

Extrait :

De son côté, l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières (MSF) a lancé, dimanche 12 juillet, à Paris, un appel pressant aux Nations unies et à la communauté mondiale pour sauver d'une mort certaine les Somaliens, victimes de la famine. « Plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de milliers de personnes mourront dans les prochaines semaines », a déclaré à l'AFP le responsable du programme d'aide à la Somalie, le docteur Dominique Martin. La situation nutritionnelle, dramatique à Mogadiscio, ne l'est pas moins dans les provinces du sud, où MSF a commencé à travailler depuis trois semaines. Dans la ville de Baïdoa, à 200 kilomètres de la capitale, la malnutrition « atteint 90 % des enfants de moins de cinq ans ». En certains endroits, « on a l'impression d'être

dans un camp de concentration, tellement les gens sont décharnés», commente le représentant de MSF. Souhaitant que «l'ONU s'implique beaucoup plus en Somalie, à travers des observateurs mais aussi une aide globale», M. Martin a déploré l'apparente indifférence de la communauté internationale, «dont les préoccupations sont ailleurs, en Yougoslavie ou au Proche-Orient». Comme le CICR, les équipes de MSF ont été contraintes de recruter «des gardes armés» pour prévenir les exactions des bandes de pillards. «Les convois qui ne sont pas protégés sont attaqués», résume le docteur Martin. La récente décision de l'ONU de différer l'envoi d'observateurs militaires à Mogadiscio à la suite des accusations concernant le transport d'armes, par des avions portant le sigle de l'ONU (*Le Monde* du 11 juillet) a renforcé les inquiétudes des organisations humanitaires.



Compte-rendu de réunion du département de la communication – MSF France – 21 juillet 1992 (en français).

Corne de l'Afrique :
 Petit déjeuner ambassadeurs : 13 représentants des hauts-lieux du pouvoir sont venus écouter notre appel renouvelé pour un soutien massif de l'action des NU [Nations Unies] dans cette région. Une lettre signée de Rony leur a été remise avec dossier de presse et envoyée également à tous ceux qui n'avaient pas pu assister au petit dej.
 Hearing Somalie à Washington : la visite de Rony à Mogadiscio est reportée pour lui permettre d'assister au hearing sur la Somalie qui a lieu demain au House des représentants [Parlement] à Washington. [...]
 Visite médiatique : Valérie et Elisabeth, avec l'aide de Philippe, stagiaire, sont chargées de trouver 2 ou 3 personnalités qui accompagneraient notre président d'honneur en Somalie et dont l'impact médiatique servirait à mobiliser le grand public. Visite prévue pour la première quinzaine d'août, si on trouve.
 USA : demander à Chantal de monter une opération visite de VIPs américains en Somalie
 Antenne 2 : devant l'impossibilité pour l'instant de convaincre la rédaction de l'opportunité d'un reportage en Somalie et d'en supporter les frais, le voyage de (leur reporter) est annulé. A retravailler pour coïncider avec le voyage de Rony ?



Une reporter d'Antenne 2 était rentrée des camps du Kenya où elle avait vu les gens qui mouraient et ça l'avait complètement ébranlée. Elle est donc allée voir sa rédaction en chef en disant : il faut que j'aille en Somalie, il faut que j'aille en Somalie. Et c'est là que son rédacteur en chef lui a répondu : «ce n'est pas la première fois qu'il y a une sécheresse en Afrique.»

Anne Fouchard, chargée de communication MSF France depuis 1989 (en français).



C'est notre grande époque «appel à la communauté internationale» donc on organise des petits déjeuners d'ambassadeurs, des visites à droite et à gauche auprès de responsables politiques. Jusque-là il n'y avait que le président qui faisait ce genre de démarche, ce n'était pas construit.

Dr Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France (en français) interviewée en 2012.

Le 20 juillet, Omar Arteh Ghalib, le Premier ministre du gouvernement par interim somalien, lance un appel pour que l'aide humanitaire et les 47 observateurs des Nations unies attendus en Somalie soient complétés par une force de maintien de la paix des Nations unies de 10000 hommes. Aux Etats-Unis, dans la deuxième moitié de juillet, au retour de Somalie de plusieurs personnalités politiques et après la diffusion d'une série de reportages dans les médias, une forte mobilisation se développe pour une action en faveur des Somaliens. Critiquant les différences d'intérêt porté à la crise d'ex-Yougoslavie et à celle de la Somalie, les partisans d'une action préconisent aussi bien une aide humanitaire qu'un déploiement militaire pour en protéger la distribution.



«Appels de sénateurs pour le déploiement immédiat de troupes de l'ONU en Somalie» David Briscoe, AP (États-Unis), Washington, 22 juillet 1982 (en anglais).

Extrait :
 Les sénateurs Kassebaum, républicaine du Kansas, et Bill Emerson, républicain de l'Ohio, ont tous les deux demandé expressément une réponse plus importante des Etats-Unis et de la communauté internationale à la crise qu'Andrew Natsios, le responsable de l'aide étasunienne, a décrite comme tuant chaque jour autant de gens qu'il en mourait dans le conflit de l'ex-Yougoslavie.
 L'adjoint au secrétaire d'Etat John R. Bolton a fortement défendu les efforts étasuniens entrepris pour alléger les souffrances dans ce pays d'Afrique de l'Est. Il a affirmé que c'était une erreur de dire que les responsables étasuniens ne prêtaient pas assez attention à la Somalie et se concentraient sur des crises causant moins de morts. Des dizaines de milliers de Somaliens seraient morts de malnutrition ou des conséquences des combats entre factions depuis le renversement du président Mohamed Siad Barré en janvier 1991. La Croix-Rouge estime que 1,5 million de personnes risquent aujourd'hui de mourir de faim.
 Mme Kassebaum, qui revient d'un voyage en Somalie, a déclaré à la commission parlementaire sur la famine que

les forces de l'ONU devraient être envoyées, avec ou sans l'accord des parties au conflit.

« Envoyer des troupes représente un risque » a-t-elle reconnu, « mais je crois que c'est un risque qui vaut la peine d'être pris afin de protéger les secours apportés par plusieurs organisations internationales. »

Selon M. Bolton, qui s'est exprimé devant le comité après Mme Kassebaum, un proche du leader d'une des factions a prévenu que si 50 observateurs de l'ONU étaient envoyés, « ils seraient renvoyés dans 50 cercueils. »

Bolton a ajouté que malgré tout, les premiers éléments d'une force de l'ONU non armée de 50 hommes devaient arriver cette semaine à Mogadiscio. Les Nations unies essayent aussi d'obtenir l'envoi d'une force de 500 soldats pour protéger les travailleurs humanitaires mais attendent l'approbation des leaders des parties au conflit.

Le Premier ministre par intérim de Somalie, Omar Arteh Ghalib, a appelé lundi à la formation d'une force de 10000 soldats de la paix de l'ONU pour protéger les programmes massifs d'aide alimentaire. Mais certains des leaders rivaux ne veulent pas de l'assistance de l'ONU.

Selon Bolton, les Etats-Unis attendent un rapport du secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros Ghali, sur les actions à mener concernant la crise somalienne et sont prêts à se manifester au Conseil de sécurité pour aller de l'avant.

« Nous devons aller vite et l'avons souligné au secrétaire général » a déclaré Bolton.

[...] Selon Bolton, les Etats-Unis ont fourni plus de secours à la Somalie que n'importe quel autre pays – 60 millions de dollars cette année.

Le président du comité, le républicain Tony Hall, de l'Ohio, s'est félicité de la générosité américaine mais a répondu à Bolton : « Il me semble que vous vous retenez. J'aimerais voir l'administration prendre la tête des opérations. »



« Un enfer nommé Somalie ». Editorial, *The New York Times* (Etats-Unis), 23 juillet 1992 (en anglais). D40 [↗](#)

La guerre, la sécheresse, la disparition de l'autorité civile : telles sont les cellules cancéreuses qui menacent l'existence de la Somalie, un pays fantôme de la Corne de l'Afrique. Comme le rapporte Jane Perlez dans le *New York Times*, un tiers des plus de 4,5 millions d'habitants de la Somalie vont probablement mourir de faim dans les six mois à venir. Un tiers d'un pays !

[...] Était-il possible de faire plus pour arrêter les combats et nourrir les affamés ? Absolument. Mais craignant l'enlèvement, les grands Etats occidentaux ont détourné le regard. Et contrairement à la famine en Ethiopie de 1984-1985 qui avait aussi sévi en temps de guerre civile, il n'y a pas eu de concerts de charité, de chorales de vedettes de la chanson, chantant « *We are the world*. » Admettons-le : pour attirer l'attention du monde entier, la Somalie est en compétition avec le massacre de Sarajevo, le sort des Kurdes irakiens, les sécheresses partout

ailleurs en Afrique et une épidémie mondiale de Sida. Et les diplomates ont sauté sur les spécificités de la Somalie pour accepter un effort humanitaire inadéquat des Nations unies.

[...] Mettant en avant ce chaos comme prétexte pour en faire le moins possible, le Conseil de Sécurité n'a voté l'envoi que de 50 observateurs militaires non armés des Nations unies pour surveiller le cessez-le-feu et accélérer la livraison de nourriture et de médicaments. Cette force symbolique était le maximum de soutien que l'administration Bush se sentait prête à prudemment soutenir.

[...] Certains Américains, en particulier la sénatrice Nancy Kassebaum du Kansas, sont en faveur d'envoyer 500 soldats de la paix armés pour soutenir la plus grosse opération jamais montée par la Croix-Rouge internationale.

Mais l'agonie de la Somalie met en lumière des besoins plus basiques : une force de maintien de la paix efficace, mobile, assez forte pour réprimer les seigneurs de la guerre.

Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a appelé à la formation d'une telle force, constituée de volontaires, disponible sous 48 heures à l'appel des membres des Nations unies. Mais à l'exception de la France, les grandes puissances occidentales ont montré peu d'intérêt pour cette suggestion. Et George Bush, le nouveau président du monde, ne s'est prononcé ni sur cette proposition, ni sur la Somalie. Entre-temps, un tiers du pays glisse vers la tombe.

« AUGMENTEZ L'AIDE ALIMENTAIRE, PAS LES TROUPES »

Le 22 juillet, Rony Brauman, le président de la section française de MSF, est auditionné par le Congrès des Etats-Unis sur la situation humanitaire en Somalie. Il préconise une opération d'aide alimentaire à très large échelle. Il affirme également que l'envoi de soldats de la paix pour la protéger n'est pas une priorité. Selon lui, le détournement de l'aide n'est pas un problème inquiétant puisque dans un pays où règne une telle famine la nourriture détournée est de toute façon consommée.

Une semaine plus tard, Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations de MSF France, tient ce même discours au cours d'une tournée de sensibilisation des responsables politiques à Washington. Entre temps, le 24 juillet, le Secrétaire général de l'ONU Boutros-Boutros Ghali reproche au Conseil de Sécurité de délaisser « la guerre des pauvres » en Somalie au profit de la « guerre des riches » en ex-

Yougoslavie. Il préconise d'envoyer une mission technique en Somalie pour étudier les modalités de mise en oeuvre d'une force de maintien de la paix et de protection des missions humanitaires qui se déploierait dans quatre régions. Sa proposition est adoptée le 27 juillet par le Conseil de sécurité, qui demande l'organisation d'urgence d'un pont aérien pour acheminer l'aide alimentaire.

Le 30 juillet, Andrew Natsios, le directeur adjoint d'USAID, l'agence de coopération internationale des Etats-Unis, plaide lui aussi pour une distribution alimentaire massive, sécurisée par des forces armées onusiennes.

De leur côté, le 26 juillet, quatre factions somaliennes dont le CSU du général Aidid ont déclaré que l'escorte des convois humanitaires par les forces onusiennes n'était pas nécessaire, recommandant plutôt la formation d'une police nationale.

Selon le quotidien français *Le Monde*, Mohammed Sahnoun l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies en Somalie critiquerait, dans un rapport encore inédit, l'inefficacité de l'ONU en matière de distribution de vivres en Somalie, comparée à l'action de la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires.



« Médecins Sans Frontières, **Déclaration** sur la tragédie humanitaire en Somalie » devant la Commission contre la faim du Congrès des Etats-Unis, 22 juillet 1992 (en anglais).
D41 V6

Je m'adresse à vous au nom de tout le mouvement des Médecins Sans Frontières, pour vous faire entendre la voix de ceux qui, sur le terrain, désespèrent de la solidarité. En Somalie, la faim tue, plus sûrement, plus durement que la guerre : dans tous les villages auxquels nous accédons, c'est la population entière, enfants, adolescents, adultes, qui est frappée, donnant le spectacle insoutenable de silhouettes décharnées errant à la recherche de quelques grains de céréales qu'un improbable camion aurait pu laisser tomber sur sa route.

Nous sommes présents depuis janvier 1991 en Somalie. Des centaines de Médecins Sans Frontières (chirurgiens, anesthésistes, médecins, infirmières, logisticiens) se sont relayés à Mogadiscio et dans ses environs (Merka, Baidoba), mais aussi dans le nord du pays (Burao et Hargeisa) et dans le sud (Kisimayo). Nous avons envoyé des centaines de tonnes de médicaments, de matériel médical et de nourriture thérapeutique pour approvisionner les structures de santé, les centres de nutrition et les blocs chirurgicaux des hôpitaux.

Nous avons été témoins des effroyables conséquences de la guerre, puis de la lente agonie des millions de Somaliens ayant fui les zones de conflit, à la recherche d'un peu de sécurité et de nourriture. Ce sont malheureusement les enfants qui payent le plus lourd tribut à cette famine. D'après nos enquêtes, plus d'un quart d'entre eux sont déjà morts, et le processus s'accélère inexorablement. Il

devient rare de rencontrer un enfant somalien présentant un état nutritionnel acceptable. Si rien n'est fait pour leur porter secours, les trois quarts des enfants somaliens vont mourir dans l'année qui vient. A terme, une génération entière risque de disparaître.

Sur le terrain, les volontaires de MSF, du CICR, de SCF se battent avec des moyens presque dérisoires par rapport à l'immensité des besoins. Les efforts acharnés que nous faisons tous resteront vains si la communauté internationale ne déclenche pas de toute urgence une vaste opération d'aide alimentaire. Que deviendront sans cela les enfants que nous « guérissons » dans les centres de nutrition, une fois sortis et confrontés au néant? Comment soutenir l'ardeur de l'engagement des volontaires, locaux et expatriés, si l'aide alimentaire n'est pas là pour prolonger leur effort? Face à l'ampleur de cette tragédie, les organisations non gouvernementales ne peuvent à elles seules inverser le cours des choses. C'est pourquoi nous lançons cet appel pressant à qui peut l'entendre: seule une aide alimentaire massive et soutenue à la Somalie pourra éviter que ce drame ne se transforme en une catastrophe humaine sans précédent.

Recommandations :

Donner les moyens financiers et matériels à des organisations internationales telles que les Nations unies et le CICR de déclencher une opération d'aide alimentaire à grande échelle.

Pour réussir à atteindre les populations les plus nécessiteuses, il est impératif d'inonder le pays de nourriture, afin que celle-ci cesse d'être un enjeu vital volé par ceux qui possèdent des armes. Seule une telle inondation permettra de réduire les tensions engendrées par la pénurie, principal obstacle aux opérations de secours.

Accepter un contrôle moins strict et une certaine perte lors des distributions d'aide alimentaire.

Dans la situation actuelle, où il est impossible de faire la différence entre une personne qui a faim et une personne qui est en train de mourir de faim, le problème du détournement de l'aide alimentaire est secondaire. La nourriture que l'on croit être volée n'est ni stockée ni détournée : elle est mangée par celui qui la possède. Quand un certain seuil de saturation aura été dépassé, le contrôle pourra devenir plus précis. Nous avons toujours observé cette évolution dans les zones en proie à la famine.

La présence de casques bleus mandatés par l'Organisation des Nations unies ne doit plus être une priorité, ni une condition préalable.

Aujourd'hui, seule une aide alimentaire massive permettra de réduire les tensions et de diminuer les attaques sur les convois d'aide humanitaire. La venue de Gardes Bleus en l'absence de quantité suffisante de nourriture n'assurera aucune protection aux équipes humanitaires. Le déploiement de cette force risque en outre de détourner des ressources financières qui font si cruellement défaut aujourd'hui en Somalie.



« Le leader de l'ONU établit ses propres priorités et propose une opération massive en faveur de la Somalie » Victoria Graham, **AP** (États-Unis) New-York, Nations unies, 24 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

Le Secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros Ghali, a pris vendredi sa première initiative internationale en proposant une opération de secours et de maintien de la paix en faveur de la Somalie affamée et ravagée par la guerre.

[...] Jeudi, Boutros-Ghali avait reproché au Conseil d'avoir essayé d'étendre les opérations de maintien de la paix en Bosnie sans l'avoir consulté au préalable et déclaré que la Somalie avait autant besoin d'aide mais en avait reçu beaucoup moins. [...]

Environ 1,5 millions des 8 millions de Somaliens risquent de mourir de faim dans les semaines à venir et 4,5 millions d'autres ont besoin d'assistance, selon Mohamed Sahnoun, le représentant spécial des Nations unies pour la Somalie.

Le Secrétaire général a demandé la mise en place de quatre zones opérationnelles des Nations unies : à Berbera dans le nord-ouest, à Bosaso dans le nord-est, à Mogadiscio dans le centre et à Kisimayo dans le sud.

Dans chaque zone, une opération centralisée des Nations unies s'attellera à quatre tâches majeures : les activités humanitaires, les secours d'urgence et la réhabilitation, la surveillance du cessez-le-feu et l'endigement de conflits potentiels, la sécurité, la démobilisation et le désarmement des factions armées et la réconciliation nationale.

Selon lui, une approche décentralisée améliorera l'efficacité des opérations humanitaires et permettra d'utiliser les ports de Kisimayo, Bossasso et Berbera pour l'importation de nourriture.

Mais nombre des personnes les plus démunies vivent à l'intérieur et ne sont pas accessibles via les ports.

« La mise en œuvre de toute urgence d'une opération aérienne est sans doute le seul moyen d'atteindre ces zones et devrait être entreprise le plus rapidement possible » a-t-il déclaré.



« Bush et l'ONU sous pression pour aider la Somalie ravagée par la guerre » **The Washington Post** (États-Unis), 27 juillet 1992 (en anglais). D42

Extrait :

La pression du Congrès s'accroît pour envoyer les troupes de maintien de la paix des Nations unies protéger les cargaisons de secours en Somalie, un pays dévasté par la guerre et la sécheresse.

Mais les États-Unis et les Nations unies sont pris entre le désir de nourrir des milliers de Somaliens mourant de faim et la crainte que l'envoi de soldats des Nations unies

n'exacerbe le conflit dans le pays et ne mette en danger les troupes de maintien de la paix. [...]

Les États-Unis et les Nations unies sont jusqu'ici restés à l'écart du conflit somalien, arguant que les conditions sur place ne sont pas propices à une intervention extérieure.

De nombreux responsables étasuniens estiment que les États-Unis ont une obligation morale à prendre la tête d'un mouvement international d'aide à la Somalie. Deux fois ce printemps, le Sénat a appelé le président Bush à lancer une démarche internationale pour faciliter les négociations de paix et la livraison de secours. Une résolution demandant que le département d'État augmente ses efforts pour aider ce pays est en attente au Congrès. [...] Les responsables des organisations de secours à l'œuvre dans le pays s'accordent pour dire que les Nations unies devraient envoyer des forces en Somalie, mais ils ajoutent que l'envoi de vivres à des milliers de Somaliens affamés devrait être la priorité des priorités.

« Il est impératif d'inonder le pays d'aide alimentaire afin que cette dernière ne soit plus un enjeu pour ceux qui ont des armes. Ce n'est qu'en rendant la nourriture disponible qu'il sera possible d'apaiser les tensions causées par les pénuries », insiste Rony Brauman, le président de Médecins Sans Frontières, dont les volontaires travaillent en Somalie depuis janvier 1991.

« La mort est devenue un mode de vie pour les Somaliens, en particulier pour la jeune génération » a-t-il constaté mercredi. « Un quart des enfants âgés de moins de cinq ans sont morts l'an dernier, la plupart dans les trois derniers mois, lorsque la sécheresse et la famine se sont aggravées. »

« Si on continue à ce rythme, probablement toute une génération aura disparu à la fin de l'année » a-t-il ajouté.



« Selon une organisation humanitaire, la Somalie a plus besoin de nourriture que de sécurité. » Carl Hartman, **AP** (États-Unis), Washington, 29 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

[...] Le docteur Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations de Médecins Sans Frontières, estime que la Somalie, qui en temps de paix importait déjà la moitié de sa nourriture, a besoin de 70000 tonnes de nourriture par mois. Selon lui, environ 17000 à 25000 tonnes sont en cours de livraison par le Comité international de la Croix Rouge et le Programme alimentaire mondial des Nations unies.

Selon lui, il ne faut pas espérer une distribution équitable avant que 70000 tonnes ne soient arrivées. Jusque-là, des hommes en armes mettront la main sur la nourriture.

« Il y a deux sortes de gens affamés en Somalie, ceux qui ont des armes et ceux qui n'en ont pas », constate-t-il. « Ceux qui ont des armes ont aussi besoin de manger. »

Il reconnaît que la plupart de l'aide envoyée à la Somalie est pillée. «*Si vous aviez un fusil et une famille affamée, que feriez-vous ?*» demande-t-il.

Au moins l'un des chefs de clan armé s'est opposé à l'envoi de casques bleus de l'ONU armés dans le pays. Selon le docteur Gastellu-Etchegorry, sur les 8,5 millions de Somaliens, 1,5 millions ont été déplacés ces 18 derniers mois par les combats et sont sérieusement malnutris, environ 600 enfants de moins de cinq ans mourant chaque mois.

«*25% des enfants sont peut-être déjà morts*» dit-il. 3 millions de personnes seraient dans ce qu'il appelle une situation extrêmement précaire.

Il reconnaît que son équipe de 20 volontaires en Somalie – médecins, infirmiers, nutritionnistes et autres – devrait bénéficier d'une meilleure sécurité. Mais, selon lui l'envoi de personnel armé des Nations unies ne doit pas se faire aux dépens des livraisons de nourriture.

Il s'est exprimé à l'occasion d'une interview donnée à Washington, où il rendait visite à plusieurs responsables pour essayer de les convaincre de renforcer l'aide des Etats-Unis. Selon lui, la nourriture est disponible et ce dont on a besoin, c'est d'avions pour le transport aérien et d'argent pour organiser le transport maritime.



«*Somalie: le Conseil de sécurité de l'ONU charge une mission technique de préparer une opération humanitaire d'envergure*» **Le Monde** (France) Bassir Pour Afsane, New York, 29 juillet 1992 (en français). **D43**

Extrait :

Pour les diplomates, la résolution du Conseil de sécurité **D44** adoptée lundi est un premier pas vers la mise en pratique du «*devoir d'ingérence humanitaire*» en Somalie, un pays dévasté par la guerre civile, où 4,5 millions de personnes sont menacées par la famine.

[...] Bien qu'il qualifie les propositions de M. Boutros-Ghali de «*très ambitieuses*», le Conseil a approuvé son rapport et adopté une résolution prévoyant une «*très grosse opération humanitaire*». Ses quinze membres se disent «*gravement alarmés*» par la détérioration de la situation et soulignent qu'il est urgent que l'aide humanitaire soit acheminée rapidement dans l'ensemble de la Somalie. Le Conseil a demandé au secrétaire général d'organiser «*d'urgence*» un pont aérien et sommé toutes les parties au conflit de «*respecter pleinement la sûreté et la sécurité*» du personnel de l'ONU et des organisations à vocation humanitaire.

Mises à part ses «*bonnes intentions*», concrètement, le Conseil n'approuve pour le moment que l'envoi d'une équipe technique sous la direction du représentant spécial de M. Boutros-Ghali, le diplomate algérien Mohammed Sahnoun. Dans un rapport, qui n'est toujours pas publié, ce dernier a d'ailleurs critiqué l'inefficacité des efforts du personnel de l'ONU en matière de distribution de vivres en Somalie, «*tandis que la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires arrivent à fonctionner*».

Visiblement exaspérés par la situation humanitaire dans le pays, les membres du Conseil menacent, pour la première fois, de prendre «*d'autres mesures*» pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire. Selon un diplomate occidental, qui qualifie cette résolution de «*kouchnérienne*», le Conseil de sécurité est déterminé à «*aider par tous les moyens le peuple somalien*». M. Sahnoun aurait d'ailleurs demandé l'aide du ministre français de la santé et de l'action humanitaire pour la création d'un pont aérien destiné à acheminer les vivres.

Les diplomates de l'ONU remarquent que, depuis le vote de la résolution 688 concernant l'aide humanitaire à la population kurde en Irak, «*les pays demandent de plus en plus l'ingérence humanitaire*». [...]

Quatre factions somaliennes armées, dont le Congrès de la Somalie unifiée du général Mohamed Farah Aïdid, réunies, dimanche 26 juillet, à Bardera, dans le sud du pays, ont estimé, dans des déclarations à l'AFP et à la BBC, que l'envoi d'une force de l'ONU chargée d'escorter les convois d'aide humanitaire n'était pas nécessaire. Ces factions ont appelé l'ONU à aider à la création d'une force de police nationale de six mille hommes pour rétablir la sécurité.



«*Un responsable de l'aide critique la proposition de pont aérien pour livrer de la nourriture à la Somalie.*» David Briscoe, **AP** (Etats-Unis), Washington, 31 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

Selon Andrew Natsios, l'administrateur adjoint de l'Agence étasunienne pour le développement (USAID), le chaos qui règne dans le pays est tel qu'aucune cargaison de nourriture n'est à l'abri des pillages. [...]

«*Les propositions de livrer l'aide par hélicoptère ne sont pas plus sûres et ne permettront sans doute pas d'apporter beaucoup de nourriture aux gens qui meurent de faim dans ce pays chaotique d'Afrique de l'Est*» a-t-il ajouté. Natsios était interviewé après une audition au Sénat au cours de laquelle il a témoigné à la fois de la situation en Somalie et de la terrible sécheresse qui ravage le sud de l'Afrique.

Selon lui, les besoins en nourriture sont tellement énormes – 15000 tonnes par jour – que seules des livraisons sécurisées par des troupes armées seront efficaces.

[...] Les sénateurs Paul Simon, démocrate de l'Illinois, et Nancy Kassebaum, républicaine du Kansas, qui ont posé les questions aux témoins lors de l'audition, ont rédigé vendredi une résolution demandant un déploiement immédiat de soldats des Nations unies pour protéger les livraisons de nourriture en Somalie.

La résolution, signée par 29 autres sénateurs, condamne le massacre d'au moins 30000 personnes par les factions politiques en Somalie.

Kassebaum, qui était en Somalie il y a deux semaines, a déclaré à Natsios qu'elle était d'accord avec lui concernant l'inefficacité des norias d'hélicoptères. Elle a déclaré

que le plus urgent était d'envoyer une force de sécurité armée des Nations unies, que les chefs des clans armés somaliens soient d'accord ou pas.



Notre idée était de ne rien imposer par la force et de partir de l'analyse selon laquelle les convois d'aide étaient des cibles, parce que leur valeur monétaire et marchande était élevée du fait de leur rareté. Donc il fallait démultiplier cette aide, pour un prix qui était vraiment très limité parce qu'il s'agissait des aliments de base de l'aide alimentaire d'urgence, le porridge: farine, sucre, lait, huile. On disait qu'il en fallait partout: « on ne contrôle pas, on ne cherche pas à canaliser, on agit sur le plan économique en faisant tomber la valeur marchande et donc en assurant la sécurité par la banalisation ». Ensuite, j'ai accentué mon propos en disant qu'il fallait aller à saturation, en apporter de très grandes quantités. On était un peu à contre-courant, mais loin d'être isolés car le CICR et World Vision, dont Andrew Natsios, à l'époque directeur adjoint de l'USAID, avait été le président, demandaient aussi une aide massive... et il est rare que MSF soit en accord avec World Vision. On était fortement convaincus de notre légitimité et du bien fondé de nos propositions. Avec le recul, mon regret aujourd'hui encore est que cette option n'ait pas été prise. Évidemment, personne ne peut garantir que cela aurait marché et que cela aurait débouché sur une espèce de spirale vertueuse. C'est hors de question d'affirmer cela. Mais ce qui est sûr, c'est que qui a été fait n'a fait qu'aggraver les choses. La spirale vicieuse a bien été enclenchée par la suite.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France
(en français).

Le 4 août, à la suite d'une mission exploratoire et de l'ouverture de centres nutritionnels dans la région de Brava, MSF attire l'attention de la presse sur la situation dans les villes côtières du sud de Mogadiscio. Elle rappelle une fois de plus l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre une distribution massive de nourriture.



« La population de la côte somalienne est décimée par la famine » Communiqué de presse, MSF International, Bruxelles, 4 août 1992 (en anglais).

Dans les villes côtières du sud de Mogadiscio, où jusqu'ici quasiment aucune aide alimentaire n'a été livrée, la majeure partie de la population est déjà morte des suites de la guerre, de la famine ou de maladies.

Selon une équipe de Médecins Sans Frontières qui a emprunté les 170 km de route qui séparent Brava, une

ville de 40000 habitants, située au sud de Mogadiscio, et Gilib, les villages ont été en grande partie détruits. « *Les rares personnes qui ont survécu sont maintenant trop faibles pour chercher des secours* », rapporte un membre de l'équipe.

Sur la route de Gilib, les volontaires ont rencontré des groupes de personnes fuyant des attaques sur leurs villages. Ils survivent en consommant des herbes et des racines et de l'eau de pluie. De nombreux cadavres gisent sur le bord de la route.

Dans les jours à venir, Médecins Sans Frontières va ouvrir un centre de nutrition thérapeutique pour les enfants à Brava, où les taux de malnutrition atteignent des niveaux très alarmants parmi les résidents et les déplacés dont le nombre est estimé à 100 000. Un autre centre de nutrition ouvrira aussi dans le village voisin de Sablale, où 5000 personnes déplacées ont trouvé refuge.


Cette enquête montre également l'urgence à mettre en place une opération d'aide alimentaire à large échelle pour la Somalie. Les pays donateurs doivent de toute urgence fournir aux organisations comme les Nations unies ou le Comité international de la Croix-Rouge tous les moyens nécessaires pour lancer une telle opération. Si de grandes quantités de nourriture ne sont pas mises à disposition, l'insécurité généralisée empêchera les agences de secours d'atteindre les populations qui ont le plus besoin d'aide.

Les organisations non gouvernementales ne peuvent pas, seules, prendre en charge 4 millions de personnes au bord de la famine.

Face à une catastrophe d'une telle ampleur, la présence des troupes de maintien de la paix des Nations unies ne devrait plus être une condition préalable à l'envoi de nourriture. Les Somaliens ont avant tout besoin de nourriture et ils en ont besoin maintenant.

Le 9 août, dans une interview au quotidien français *Le Monde*, Mohamed Sahnoun, le représentant des Nations unies en Somalie, déclare qu'il est possible d'éviter le recours à la force.



*« Entretien avec l'envoyé spécial des Nations unies : 'On peut éviter le recours à la force', nous déclare M. Mohamed Sahnoun », propos recueillis par Bertrand Legendre, *Le Monde* (France), 9 août 1992 (en français). D45* 

Extrait :

La même résolution du Conseil de sécurité prévoit un éventuel recours à la force si l'aide internationale ne peut être distribuée dans des conditions satisfaisantes. Avez-vous le sentiment qu'on en arrivera là?

Si cela se révèle nécessaire, oui, car il s'agit de sauver des vies humaines. J'estime néanmoins qu'on peut éviter le recours à la force, car la situation n'est pas celle qui

prévaut aujourd'hui sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Il n'y a pas de conflit, sur une large échelle, entre les différents clans qui se partagent le pays. Chaque mouvement contrôle un territoire précis dont les dimensions correspondent à peu près à ses aspirations. C'est donc le statu quo. Le vrai problème est celui du banditisme, des bandes qui pillent une partie de l'aide humanitaire pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. La solution à ce problème consisterait à céder à bas prix 60 à 70 % de cette aide humanitaire aux marchands locaux, à charge pour eux de la commercialiser. C'est comme cela qu'on fera redémarrer l'économie tout en décourageant les pillards. Certains commerçants ne sont pas fâchés, du reste, de ces pillages, tant ils sont exaspérés de la concurrence que leur font les organisations humanitaires en distribuant gratuitement les vivres. Si on devait recourir à la force ce serait la première fois que les Nations unies interviendraient pour garantir l'acheminement d'une aide humanitaire. Il ne s'agirait pas d'une force chargée de maintenir la paix, comme cela s'est vu ailleurs, mais de s'assurer que les secours parviennent bien à destination.

MSF France s'efforce de développer les relations avec les autres ONG et les Nations unies afin de renforcer la pression et la sensibilisation sur la crise somalienne. La campagne de presse et la recherche d'une personnalité connue à envoyer en Somalie se poursuivent.



Compte-rendu de la réunion du comité de direction de MSF France, 12 août 1992 (en français).

Somalie : décisions prises en réunion des Opérations de mardi:

Départ de Marc Gastellu à Mogadiscio en fin de semaine pour étudier, avec le coordinateur sur place (Patrick Vial), nos possibilités d'étendre nos programmes en Somalie (Marc aura, entre autres, la charge d'informer Patrick sur la sensibilité du siège face à cette mission).

Départ dès que possible d'un logisticien très expérimenté pour étudier sur place d'éventuelles interventions logistiques d'envergure.

Envoi rapide d'un médecin en appui de la coordination médicale locale pour évaluer l'opportunité d'intervenir sur de nouveaux sites.

Mise en place à Mogadiscio d'un secrétariat inter-organisations agissant actuellement en Somalie. Finalité de cette structure: collecter, centraliser et suivre une information sur la situation à Mogadiscio et dans toutes les zones accessibles du centre et du sud.

Importance de poursuivre nos actions de lobbying. L'idée à creuser serait de réunir d'ici la fin août en Europe les différentes ONG intervenant actuellement en Somalie

pour étudier ensemble les moyens de pression sur les gouvernements respectifs. Etre proche des UN (par ex. faire en sorte que les membres du Conseil de Sécurité reçoivent notre dossier sur la situation dans la région).

Faire avancer les démarches entamées auprès de Paris-Match et du groupe Filipacchi dont le projet est de faire une campagne sur la Somalie avec ouverture d'un compte bancaire pour les souscriptions des lecteurs. L'envoi sur le terrain d'une vedette du show-bizz pourrait renforcer cette action.

[...] Nous allons contacter le PDG de Ouest-France pour lui proposer de se rendre sur nos missions en Somalie et de lancer une campagne collecte de fonds auprès de ses lecteurs.

Le 12 août, un accord autorisant le déploiement de cinq cent casques bleus pakistanais à Mogadiscio est signé entre les représentants des factions somaliennes et Mohamed Sahnoun le représentant des Nations unies en Somalie. Ce dernier appelle de nouveau la communauté internationale à mettre en place un pont aérien pour transporter l'aide internationale en Somalie.



«*Accord sur l'arrivée prochaine de 500 casques bleus dans Mogadiscio*» AFP (France), 12 août 1992 (en français).

Extrait :

Un accord sur le déploiement dans le port et sur l'aéroport international de Mogadiscio de 500 casques bleus pour protéger les opérations humanitaires a été signé par «*tous les dirigeants somaliens*», a annoncé mercredi à Nairobi le représentant des Nations unies en Somalie, Mohamed Sahnoun.

[...] Les 500 soldats armés de l'ONU, qui pourraient être déployés «*dans deux à trois semaines*», selon M. Sahnoun, devront assurer la sécurité des opérations de débarquement de l'aide humanitaire sur le port et l'aéroport de la capitale somalienne et de l'acheminement des convois d'aide vers les entrepôts et centres de distribution dans Mogadiscio.

«*Il s'agit d'une étape très importante qui devrait aider à résoudre les problèmes de sécurité dans Mogadiscio et accélérer l'aide pour la population affamée, mais aussi pour les hôpitaux et les centres de santé dont s'occupent les organisations non gouvernementales (ONG)*», a précisé M. Sahnoun qui négociait depuis plusieurs semaines avec les différentes parties du conflit somalien l'arrivée des 500 soldats. [...]

M. Sahnoun a appelé la communauté internationale à mettre en place «*un pont aérien comme cela a été fait pour l'Éthiopie*» en 1984-85, les pays étrangers à engager une aide bilatérale et a cité la France qui a envoyé en

une semaine un cargo à Mogadiscio et deux avions transportant de l'aide humanitaire à Baidoa (sud-ouest). [...]

A la mi-août, la mobilisation internationale pour aider les Somaliens commence à prendre de l'ampleur. Le Programme alimentaire mondial qui annonce que 1,8 millions de personnes sont menacées de mourir de faim sans une aide massive met en place un pont aérien. Le CICR déclare à son tour que la seule façon d'éliminer l'insécurité est d'apporter de plus en plus d'aide alimentaire.



« Début d'une mobilisation internationale pour la Somalie affamée » Jean-Pierre Campagne, AFP (France), Nairobi, 17 août 1992 (en français).

Extrait :

La Maison Blanche a annoncé son intention de fournir 145 000 tonnes d'aide alimentaire « dès que possible », et une première équipe de 33 militaires américains était attendue lundi dans la ville côtière de Mombasa (est du Kenya) pour mettre en place la logistique nécessaire aux opérations d'acheminement de l'aide en Somalie.

La France a également annoncé lundi qu'elle démarrerait un pont aérien de dix jours à partir de mercredi pour transporter 200 tonnes de nourriture pour les populations de Baidoa (sud-ouest de la Somalie) et des environs qui souffrent particulièrement de la faim. La Grande-Bretagne a aussi décidé dimanche d'accorder une aide supplémentaire d'urgence de 18 millions de livres (180 millions de F environ) aux Somaliens affamés.

L'ancienne puissance tutélaire, l'Italie, qui avait vite abandonné toute idée d'aider à un règlement diplomatique entre les clans somaliens qui s'entre-déchirent, s'est déclarée prête dimanche à envoyer un représentant à Mogadiscio « pour favoriser le dialogue entre les parties en cause ». Rome avait annoncé jeudi le déblocage d'une aide d'urgence en vivres et médicaments d'une valeur de 20 millions de dollars.

Israël, même, alors que la Somalie, membre de la Ligue arabe, n'a pas reconnu l'État hébreu, s'est déclaré dimanche disposé à expédier des vivres et des médicaments en Somalie. [...]

Cette mobilisation intervient alors que 500 casques bleus devraient arriver prochainement à Mogadiscio pour être déployés sur le port et l'aéroport et assurer la sécurité des opérations humanitaires dans la capitale somalienne. [...] « L'insécurité pose des problèmes, bien sûr, mais la seule façon de l'éliminer est d'apporter de plus en plus d'aide alimentaire », estimait lundi à Nairobi un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le CICR a mis en place quelque 400 cuisines collectives dans tout le pays. Lundi, l'un de ses cargos est arrivé

dans le port de Mogadiscio avec 2000 tonnes d'aide alimentaire et un hélicoptère pour acheminer de l'aide vers la ville d'Obbia, au nord de Mogadiscio, « difficile d'accès par la route », selon le responsable du CICR.

Le Programme alimentaire mondial (PAM), après avoir acheminé 3000 tonnes de nourriture dans le port de Kisimayo (sud), a commencé samedi un pont aérien pour livrer 5000 tonnes au total aux habitants de Baidoa, destinées à alimenter plus de 200 000 personnes pendant quatre mois.

Pendant, beaucoup d'autres régions de Somalie ne reçoivent encore pas d'aide, notamment parce qu'aucune organisation humanitaire y travaille, faute de moyens suffisants ou pour des raisons de sécurité. [...]

Le 19 août, à la suite d'une mission exploratoire, MSF France annonce à la presse que ses équipes ont découvert une nouvelle « zone de la mort » dans l'ouest de la Somalie autour de Baidoa, Bardera, Dinsor et Audindle où la situation catastrophique exige une intervention immédiate.

Les organisations de secours affluant dans la ville de Baidoa elle-même, MSF France choisit plutôt d'ouvrir des centres de nutrition dans les villages isolés autour de la ville. Les victimes de la faim y sont traitées sur place, évitant ainsi un voyage qui risquerait d'être fatal.



Fax de Patrick Vial et Frédéric Vigneau, MSF France en Somalie, à Anne Fouchard, chargée de communication, MSF France, 18 août 1992 (en français).

Mission exploratoire dont le but était d'acquérir une connaissance générale de cette région qui a énormément souffert de la guerre ces derniers 18 mois.

Janvier 91, fuite des troupes de Siad Barré, « politique » de terre brûlée.

Octobre 91 à mai 92, retour et occupation des troupes de Siad Barré.

De mai à août 92, offensive du CSU (Aïdid).

On a donc affaire à une situation critique à laquelle s'ajoutent sécheresse, effondrement du système économique et absence totale des services publics. [...]

Toute la région entre Baidoa et Bardera offre un spectacle de désolation. La plupart des villages sont désertés, détruits ou brûlés. Seuls les gros villages restent habités, chacun ayant son lot de familles déplacées, des milliers, pour la plupart des fermiers ayant tout perdu, survivant aux abords du village, dans un état désespéré. Beaucoup se nourrissent maintenant de leurs vêtements ou de leurs sacs en peau de chèvre. L'eau est cruellement absente, fournie autrefois par des moto-pompes toutes détruites durant la guerre. L'ensemble de la population boit l'eau de pluie collectée dans des mares bientôt asséchées.

Tout au long de la piste, des cadavres d'animaux morts de soif et parfois des humains qui n'ont pas pu aller plus loin. La mortalité est effrayante, dans chaque village visité, le cimetière se garnit chaque jour de 10 à 20 tombes supplémentaires. Les taux de malnutrition parlent: sur 1001 enfants de moins de 5 ans testés par MUAC, tous sont malnutris, 80 % le sont très sévèrement, 13 % sévèrement et 7 % modérément. Malades de diarrhées, d'infections respiratoires couverts de galle, ces enfants au regard absent sont voués à une mort certaine s'ils ne reçoivent pas une aide médico-nutritionnelle dans les semaines à venir.

Cette région particulièrement sinistrée nécessite donc une intervention immédiate :

Aide alimentaire dans les villages (pour éviter les concentrations de population déplacée dans les centres urbains).

Une remise en fonction des puits.

Une assistance médico/nutritionnelle surtout pour les jeunes enfants qui sont les premières victimes de cette situation désespérée.



«*Découverte d'une «zone de la mort» dans l'ouest de la Somalie*» **Communiqué de presse**, MSF International, Bruxelles, 20 août 1992 (en anglais).

L'ensemble de la population des villages situés entre Bardera et Baïdoa sur la côte ouest somalienne est actuellement en train de mourir de faim et de maladie.

Une équipe de Médecins Sans Frontières de 9 personnes, qui a mené la première enquête réalisée dans cette région depuis le début de la guerre, revient extrêmement choquée par la gravité de la situation.

«*Nous avons franchi un seuil dans l'horreur*» a déclaré un membre de l'équipe.

«*La plupart des villages sont désertés, détruits ou incendiés. Seuls les plus grands villages sont encore habités et abritent aujourd'hui des milliers de personnes déplacées, des paysans qui ont tout perdu. Nombre de personnes mâchent leurs vêtements ou leurs sacs en peau de chèvre. L'eau manque cruellement et les gens s'abreuvent aux mares qui s'assèchent chaque jour. Le chemin est jonché des cadavres des gens qui n'ont pas eu la force d'aller plus loin.*»

L'équipe rapporte des taux de mortalité atterrants. Dans les cimetières, 10 à 12 tombes sont creusées chaque jour. Une rapide évaluation des enfants de moins de cinq ans montre qu'ils sont tous malnutris et que 80% d'entre eux le sont très sévèrement, 13% sévèrement et 7% modérément. Ils souffrent de diarrhées, de graves infections respiratoires et de gale et mourront si une aide médicale et nutritionnelle d'urgence n'est pas organisée.

Médecins Sans Frontières prévoit d'étendre ses opérations d'urgence à la population de la région de Baïdoa. MSF fait déjà fonctionner des centres de nutrition intensive dans les régions de Merka et Kisimayo. Plus de 100 volon-

naires expatriés travaillent pour MSF dans la Corne de l'Afrique – en Somalie, au Kenya, en Ethiopie, au Yémen, à Djibouti et au Soudan.



La famine était partout mais il y avait surtout des foyers sur Baïdoa et toute la région sud-ouest. Avec Fred Vigneau on est partis une dizaine de jours fin juillet avec nos réserves pour essayer de comprendre les flux de population. Ce n'était pas facile de bouger dans le pays. A ce moment-là, il était clair que l'ensemble de la Somalie était touché. Il y avait des mouvements de population vers des centres urbains. On voyait les gens arriver à Baïdoa puis tomber comme des mouches. On se disait qu'il fallait essayer de les empêcher de venir tous au même endroit, qu'il fallait décentraliser l'aide. Le fait que nous MSF nous allions les premiers nous installer à certains endroits, monter des centres de nutrition thérapeutiques (CNT) devait aussi encourager les autres organisations à monter des programmes complémentaires des nôtres. Nous avons été les premiers à aller au sud de Baïdoa et le CICR a suivi en installant des cuisines. On a fait la même chose à Wadjik et Hoddur. On a créé des sortes de «sites satellites» autour de Baïdoa pour empêcher que tout le monde vienne sur la ville. Car cet afflux de déplacés encourageait les agences à venir s'y installer. Il y avait donc plus de nourriture donc plus de types en armes pour piller. Au mois d'août 1992, le monde entier a commencé à découvrir ce qui se passait à Baïdoa. Toutes les agences sont arrivées à avec de gros avions et nous, à MSF, on n'avait pas envie de se mettre dans cette espèce de grand déballage humanitaro-médiatique. C'était complètement malsain.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars 1992 à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).

Il est décidé que la section hollandaise de MSF ouvrira un programme dans la ville même de Baïdoa. C'est le président Jacques de Miliano qui impose l'intervention en Somalie à sa section, mettant fin à des mois de blocage de la part de certains opposants qui la jugent trop dangereuse. Mais au sein de la section française, certains sont réticents à accepter ce qu'ils perçoivent comme une intrusion tardive de leurs collègues néerlandais dans la crise somalienne, qu'ils ont le sentiment de gérer seuls depuis le début. Pour contrer cette résistance, Rony Brauman, le président de MSF France, se rend à Baïdoa avec son homologue hollandais afin d'officialiser l'installation de la mission hollandaise.

Celle-ci sera finalement ouverte à la mi-septembre sous la forme d'un programme médical d'urgence, notamment à l'hôpital, dans la ville de Baïdoa en coopération avec la section française, et les ONG Care International et Concern, l'UNICEF et le CICR.

Il est convenu que la représentation conjointe des deux sections de MSF auprès des diverses autorités à Mogadiscio sera assurée par la section française.



« **Proposition** pour un programme d'urgence en Somalie » MSF Hollande, 16 septembre 1992 (en anglais).

Extrait :

Résumé:

MSF Hollande, en collaboration avec MSF France, Concern, Care International, l'UNICEF et le CICR propose de mettre en oeuvre un programme médical dans la ville de Baïdoa, l'une des zones les plus affectées du sud de la Somalie.

La population cible de ce programme est celle de la ville de Baïdoa, qui souffre de malnutrition sévère et de déshydratation. Une partie des habitants vit dans des camps en dehors de la ville. La population totale de Baïdoa s'élève aujourd'hui à environ 90 000 personnes. L'objectif général du programme est de réduire les taux de mortalité et de morbidité dans la ville de Baïdoa.

MSF Hollande prévoit d'ouvrir des services de consultation et des centres de nutrition, de mener une enquête sur l'état sanitaire et nutritionnel et d'améliorer l'alimentation en eau, la sanitation et les abris.



Par rapport à notre déploiement opérationnel, il y avait un petit problème. Les responsables des opérations de la section française voulaient absolument être présents à Baïdoa. De leur part il y avait comme une sorte de mouvement d'appropriation de la Somalie. Pour la section française, la Somalie c'était une vieille histoire commencée en 1979, même s'il y avait eu une interruption, c'était donc un lieu emblématique. Et puis surtout, il y avait eu cet engagement très fort depuis le début de la guerre, tous ces risques pris, les blessés, etc. Donc ils disaient: « ce n'est pas maintenant qu'on va lâcher ». Cela se comprend mais ce n'était pas un argument recevable. Donc j'ai convenu avec Jacques, avec qui je m'entendais très bien, qu'on irait ensemble là-bas et qu'on allait bousculer MSF France parce que je n'étais pas du tout d'accord avec ces résistances – qui n'étaient pas unanimes d'ailleurs, mais celles qui existaient étaient fortes. Baïdoa fait partie de ces trois ou quatre expériences qui me font dire que « la famine, ça se voit ». C'était dingue. C'était le point de convergence de gens déplacés depuis des mois, qui n'avaient vraiment plus rien à manger et qui étaient déjà des survivants. C'était vraiment l'enfer. Une fois que tu étais là-bas, il n'y avait pas de discussion, c'était « urgence, il faut y aller, il n'y a pas d'histoire de Français ou de Hollandais qui tienne, on fonce ». D'ailleurs, c'est ce qui s'est passé et cela s'est plutôt bien passé.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France
(en français).



De nombreuses organisations étaient paralysées à cause de la mauvaise réputation de la Somalie. Mais ce n'était pas la faute de la population somalienne ! A MSF Hollande on s'est décidé tard à cause de désaccords internes. On poussait pour intervenir mais on a été bloqués pendant longtemps par un des responsables de programme. Selon lui c'était trop dangereux, pas nécessaire. J'étais responsable des urgences et j'étais en colère. Jacques [de Miliano, le président de MSF Hollande] est entré dans une colère folle et m'a demandé d'aller en Somalie. Nous y sommes allés ensemble, avec Rony Brauman, le président de MSF France – au moment où la famine était à son pic – dans les pires conditions. MSF n'intervenait pas encore à Baïdoa – la section française voulait y aller mais n'en avait pas les capacités. A Mogadiscio, nous nous sommes mis d'accord sur le fait que MSF Hollande ferait une mission exploratoire à Baïdoa, avec le soutien de MSF France en matière de logistique, de transport et de protection. Nous n'avions rien sur place. Et c'est comme ça qu'a commencé la mission de Baïdoa, sur la base d'un accord tacite entre Jacques et Rony. A Paris, certains étaient plus réservés. Ils étaient irrités par la lenteur et la trop grande prudence des autres sections. MSF France était très présente dans les médias, parce qu'ils étaient ceux qui avaient le plus d'occasions de s'exprimer publiquement et toutes les autres sections de MSF étaient désolées de ne pas être présentes. Et peut-être que beaucoup de gens pensaient : « Tout cela ne correspond pas à la réalité » ou bien « Tout est dramatisé » ou bien encore « Mais qu'est-ce qu'on peut faire ? »

A Baïdoa il y avait une organisation étasunienne qui se comportait comme si l'hôpital lui appartenait et qui n'autorisait personne à y entrer. On a donc dû mettre en place un autre hôpital parce que leur activité n'était pas suffisante pour répondre aux besoins.

Beaucoup de volontaires MSF étaient traumatisés. Les conditions de travail étaient extrêmement mauvaises et il était très difficile de trouver du personnel pour y travailler. J'ai connu des coordinateurs qui n'y sont restés que trois jours. C'était effrayant. Les gens m'appelaient au bout de trois jours et me disaient : « Merci bien, mais je rentre à la maison. » Et je devais y retourner. J'étais basé à Amsterdam et j'étais chargé de la Somalie en tant que responsable des urgences. Mais je devais régulièrement retourner travailler pendant plusieurs semaines à Baïdoa comme coordinateur moi-même parce que personne d'autre ne voulait le faire. Je suis infirmier. Il n'y avait pas d'autre alternative.

Jules Pieters, responsable des programmes urgence
de MSF Hollande, (en anglais)

Fin août, l'Union européenne débloque six millions d'ECU (euros) pour une aide humanitaire d'urgence à la Somalie. La résolution du Parlement européen instituant cette aide mentionne que « selon MSF, trois quarts des enfants souffrent de malnutrition sévère. »



« La commission européenne va approuver une aide de 6 millions d'écus » **Résolution** du Parlement européen, 30 juillet 1992 (en anglais).

Extrait :

La décision sera annoncée la semaine prochaine et permettra à la Communauté de continuer son programme d'urgence, déjà financé pour 9 millions d'Ecus depuis le début de l'année.

A cela on doit ajouter l'aide alimentaire courante (36 millions d'Ecus) et l'aide supplémentaire (1 million) déjà votée. En pratique, c'est la Commission européenne qui en grande partie finance l'aide distribuée par la Croix-Rouge et de nombreuses autres organisations, ainsi que le pont aérien. [...]

Pendant tout le mois d'août, dans le sillage des agences d'aide des Nations unies et des différents Etats qui commencent à apporter une aide alimentaire massive en Somalie, les médias déferlent sur Mogadiscio. La couverture presse internationale de la famine explose en un véritable show médiatique dont les effets pervers apparaissent assez vite.

La surenchère des statistiques de mortalité, particulièrement celles concernant les enfants, nourrit l'escalade médiatique. Mohamed Sahnoun déclare que 5000 enfants meurent chaque jour en Somalie. Les résultats des enquêtes de MSF sont utilisés à tort et à travers pour extrapoler à l'ensemble du pays la situation catastrophique relevée auprès des déplacés dans une région particulière. Ainsi Andrew Natsios, le directeur adjoint de l'USAID, se basant sur l'enquête menée par MSF auprès des déplacés de cinq villages autour de Merka, déclare que 350 000 enfants sont déjà morts en Somalie.

Un grand nombre de journalistes s'installent à la maison MSF qui se transforme en bureau de presse, ce qui n'est pas sans poser de problèmes à l'équipe déjà bien occupée à ses propres opérations.



« Dix-huit mois d'indifférence » Thierry Leclère, **Télérama** (France), 12 août 1992 (en français).

Somalie. Janvier 91. Médecins sans frontières lance des S.O.S. pour la Somalie. L'info ne passe pas, les télés sont braquées sur la guerre du Golfe. Aujourd'hui, elles montrent enfin ces centaines d'enfants qui meurent chaque jour.

Deux petites minutes de télé entre les départs en vacances et les Jeux olympiques. La famine en Somalie a glissé sur nos petits écrans comme un clip monstrueux – cauchemar passé à la moulinette du journal télévisé. TF1 ou Antenne 2 nous ont asséné des chiffres aussi terrifiants

qu'invérifiables (23 millions de condamnés à mort dans toute la Corne de l'Afrique) avant de renvoyer l'événement dès le lendemain dans les oubliettes du J.T.

« Les Somaliens n'ont pas beaucoup de chance : ils ne sont pas blancs et leur guerre, au fin fond de l'Afrique, n'intéresse personne, C'est du moins ce que pensent les grands médias. La Somalie, c'est loin, c'est cher, c'est compliqué. Bref ça ne se vend pas. » Le bouillant président d'honneur de Médecins Sans Frontières, Xavier Emmanuelli, exagère à peine. A Antenne 2, Philippe Harrouard défend sa chaîne avec une confondante bonne conscience. « On ne peut pas parler de la famine tous les jours, plaide ingénûment le chef du service de politique étrangère. En ce moment, ce sont les J.O., on ne va pas supprimer les Jeux olympiques pour la Somalie ! L'information télévisuelle est parcellaire, c'est la règle du jeu. Vous savez, il y a beaucoup de problèmes dans beaucoup de pays. Un jour, c'est l'Ouganda, une autre fois, la Somalie... D'ailleurs, une de nos reporters vient de partir là-bas. Appelez donc le service Société. C'est lui qui couvre les calamités naturelles. »

Renseignements pris, on apprend que la journaliste est effectivement en reportage à Mogadiscio. Mais après un premier faux départ, qui en dit long sur l'enthousiasme d'Antenne 2 : il y a quelques mois, MSF accepte d'offrir exceptionnellement un billet d'avion à Antenne 2 pour rompre le silence sur cette tragédie. La journaliste, embarrassée, rappelle aussitôt l'organisation humanitaire : elle n'a pas de cameraman. Qu'à cela ne tienne. MSF en trouvera un. Nouveau coup de fil : Antenne 2 n'a pas non plus de caméra disponible

« Depuis un mois environ, les médias commencent à s'intéresser à ce drame qui n'a pas d'équivalent depuis la dernière famine en Ethiopie. Mieux vaut tard que jamais, mais cela fait tout de même un an et demi que nous lançons dans le vide des appels au secours ». Marc Gastellu-Etchegorry sait de quoi il parle : il est allé sept fois en Somalie pour le compte de MSF. Les toubibs français ont été les seuls Occidentaux à découvrir l'horreur qui se préparait, début 91. Dans l'incroyable pagaille qui a suivi la chute du dictateur Siad Barré, tous les diplomates avaient fui. Marc et son équipe ont pris des risques insensés pour soigner leurs malades dans les décombres de Mogadiscio. A chacun de ses retours en France, il lançait des S.O.S. : « J'ai donné des conférences à l'étranger, en Italie ou aux Etats-Unis. A part quelques journaux (comme Libération, en France) qui sont toujours venus, on se heurtait immanquablement au silence des médias. La Somalie a fait les frais de la guerre du Golfe, puis du Kurdistan et de la Yougoslavie. »

Frédéric Laffont, lui aussi, a fait l'expérience de cette indifférence souveraine des médias. En janvier 91, ce grand reporter revient de Mogadiscio, avec des images terrifiantes. Il est un des tout premiers journalistes à témoigner de l'horreur de cette guerre civile qui annonce déjà la famine. « J'étais traumatisé par ce reportage, tellement j'avais vu d'horreurs : hôpitaux pillés, malades abandonnés aux mouches. Ça dépassait l'entendement. A mon retour, ni TF1, ni A2, ni FR3 n'ont voulu de mes images. » En pleine guerre du Golfe, les rédacteurs en

chef n'ont même pas daigné voir les cassettes. Sauf Patrick de Carolis, qui en prit quelques minutes sur La Cinq, pour son émission *Reporters*.

Comment expliquer ce monstrueux ratage, cette année et demie d'apathie qui a coupé la Somalie du monde entier et retardé d'autant l'envoi des secours ? Aujourd'hui, comme pour se racheter une conduite, les médias répercutent les statistiques les plus alarmistes : deux cents enfants mourraient chaque jour à Mogadiscio. Les trois quarts des enfants de Somalie, d'après des experts américains, seraient condamnés dans les six mois. Que ne l'a-t-on dit plus tôt ?

Seule une énorme opération de sauvetage internationale avec distribution massive de nourriture peut encore sauver cette partie du monde. La Croix-Rouge internationale, déjà, s'est lancée dans une opération de titan. Elle nourrit un million de personnes par mois. Depuis début janvier, 64 000 tonnes de nourriture ont été acheminées au milieu des pillards et des combattants.

« Ce n'est pas un ratage, pas un accident. Ce serait trop simple. C'est un cynisme affiché revendiqué par les grands médias, s'insurge Frédéric Laffont. Les décideurs des chaînes ont décrété pendant tout ce temps que la Somalie n'intéressait pas les gens. C'est l'empire de Rome qui ne veut pas voir ce qui se passe au-delà de ses frontières. Voilà le résultat ! Nous y sommes : le nez sur le drame qu'on fait semblant de découvrir. Et qu'on ne dise pas qu'il était impossible ou cher d'aller là-bas. Vous avez des billets charter à 3500 francs pour Nairobi ! »

Et si l'Afrique n'intéressait plus personne, si ces images de morts-vivants aux ventres ballonnés laissaient cette fois indifférents les Français, impuissants devant trop de misère ? Médecins Sans Frontières a voulu en avoir le cœur net. En pleine guerre du Golfe, ils lancent un appel à leurs donateurs : 600 000 lettres expliquant le travail à hauts risques de leurs équipes en Somalie. A quelques rares exceptions près, tous les donateurs découvrent cette tragédie en ouvrant la lettre. Les dons affluent, comme jamais dans l'histoire MSF ! Dix-huit millions de francs [2,8 millions d'euros] seront collectés, avec cet envoi, cette bouteille à la mer.

Un record qui redonne le sourire à Xavier Emmanuelli: *« Il faut arrêter de prendre les gens pour des imbéciles. Cesser de décider à leur place de ce qui les intéresse. Comment voulez-vous expliquer que la famine en Somalie n'est pas une fatalité, que l'Afrique se remodèle sous nos yeux, en deux minutes au milieu du journal de 20 heures ! Cette façon de raconter les affaires du monde, débitée en tranches comme autant de petites fictions n'a plus de sens. Même les meilleurs reportages (il y en a eu très bons sur TFI) sont noyés dans ce magma. Il faut tuer le journal télévisé ! »*

Xavier Emmanuelli, père fondateur et directeur de conscience de MSF, ne décolère pas : *« Pour intéresser les chaînes, il faut leur envoyer sur le terrain Danièle Mit-*

terrand⁷ ou Bernard Kouchner⁸. Ou alors un charter d'intellectuels, de vedettes du show biz. » Pour Kouchner, c'est déjà fait ! Le ministre a posé le pied la semaine dernière en Somalie. Avant lui, Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, s'est lancé dans la bataille, aiguillonné depuis des mois par les organisations humanitaires.

Parions que les équipes de télévision vont débarquer en masse – enfin – à Mogadiscio. Il y a quelques semaines, les Américains de CNN ont même daigné s'intéresser à cette partie du monde. Demain, les Somaliens seront peut-être propulsés à la Une de l'actualité – remonteront au top ten des malheurs du monde.

Tout en bas du classement, les 40 000 réfugiés Rohingyas qui ont fui la Birmanie pour le Bangladesh attendent toujours eux, un strapontin médiatique. Depuis 1978.



Compte-rendu de la réunion communication du mardi 18 août 1992, MSF France (en français).

Opération Corne de l'Afrique:

Les médias se bousculent dans la Corne de l'Afrique depuis 15 jours. Très bonne couverture presse, télé, radio.

Reportage en cours: RFI, France Culture, Radio Suisse Romande, Le Nouvel Observateur, Newsweek, Agence Magnum, CBS

Reportages en prévision: Canal+, FR

Opérations spéciales en prévision: Antenne2 (Envoyé Spécial), Ouest France, Sud Ouest

Voyage VIP: France : peu de réponses pour l'instant [...] Premiers rendez-vous début septembre. USA: en recherche active

L'appel de fonds pour MSF Somalie est passé dans: Le Monde, le Figaro, la PQR [presse quotidienne régionale], le Quotidien de Paris et plein de parutions prévues pour les prochains jours.

Michel Clerc, chargé de com intersections pour toute la corne de l'Afrique, sera en poste à Nairobi dès samedi 21 août. Frédéric Vigneau continue à s'occuper des journalistes sur Mogadiscio.



Compte-rendu réunion de la communication, MSF France 25 août 1992 (en français).

Extrait :

Somalie: Sont partis: Ouest France, Canal +, Antenne 2, TF1, FR3, RFI, France Culture, Phosphore, Le Nouvel Observateur, CBS, Channel I, Detroit Free Press, Hebdo Portugais. Départs prévus: Téléràma, Arte, Sud-Ouest - La

7. Epouse du président de la République française de l'époque, François Mitterrand

8. Ministre français de la Santé et à l'action humanitaire depuis avril 1992, Bernard Kouchner a été l'un des fondateurs de MSF en 1971, qu'il a quitté en 1979.

Marche du Siècle du 9 septembre aura pour sujet l'Afrique (en général).

Voyage personnalité: Bernard Giraudeau [acteur français] serait disponible à partir du 19 septembre. RV à organiser première quinzaine de septembre.



« Embouteillage humanitaire en Somalie »
Stephen Smith, Libération (France), 26 août 1992 (en français).

Le monde se mobilise pour venir au secours des Somaliens. Mais sur place, aucune coordination n'existe entre les nombreuses ONG et les diverses agences onusiennes, entraînant parfois un «gâchis» humanitaire.

[...] Après dix-huit mois d'indifférence, la communauté internationale vient de proclamer cette terre inconnue dans la Corne de l'Afrique «*la plus grande tragédie humanitaire*». En pleine campagne présidentielle, les Etats-Unis ont débloqué 1450 tonnes d'aide alimentaire, soit une fois et demie le volume acheminé au cours des huit mois passés. A partir du Kenya voisin, une noria d'avions américains doivent commencer, avant la fin de la semaine, leurs rotations sur Baïdoa, le «*mouroir de la Somalie*», à quelque 250 kilomètres à l'ouest de Mogadiscio. A partir de Djibouti, la France a mis en place son propre pont aérien, pour l'envoi de 200 tonnes d'aide d'urgence. Un nouveau bateau français est attendu début septembre.

Mais sur place, surtout parmi les membres des différentes organisations non gouvernementales (ONG), le malaise est patent. [...] En attendant de voir venir, des centaines de journalistes et membres d'innombrables «missions exploratoires» tirent sur la corde. Dans une ville sans eau ni électricité, sans hôtels ni transports ou carburant, leur prise charge entrave, fatalement, le travail humanitaire.

En retour, cependant, l'impact médiatique compense largement. «*Au moins une personne, la plupart du temps un enfant en bas âge meurt chaque minute en Somalie*», matraquent ainsi, dans leurs dépêches, les agenciers. Pour la bonne cause, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, l'Algérien Mohamed Sahnoun, leur a ouvert la voie en chiffrant à «*5000 enfants par jour*» l'hécatombe en Somalie.

Murray Watson, agronome, a sillonné la Somalie pendant vingt ans et rappelle que, entre 1978 et 1989, 600 millions de dollars et une cinquantaine d'experts sur place n'ont pas suffi pour établir, avec certitude, la démographie de base et, a fortiori, l'état nutritionnel de la population somalienne, quelque 7 millions de personnes, la plupart nomades. Aujourd'hui, dans l'urgence, les calculs sont vite expédiés: à partir d'une étude dans cinq villages autour de Merka effectuée par Médecins Sans Frontières (MSF) en mars, le coordinateur de l'aide américaine à Washington, Andrew Natsios, vient de conclure, en extrapolant, que «*déjà au moins 350 000 enfants sont morts en Somalie*».

Combien de Somaliens sont réellement morts et, surtout, combien risquent de mourir de faim dans les semaines à venir? Frédéric Vigneau, de MSF, juge «*irresponsable*» de répondre à la question. Il rappelle qu'un bon tiers du pays, l'autoproclamé Somaliland, au nord du 8ème parallèle, ne souffre pas de famine. Résultat d'une tournée inédite dans une quinzaine de localités autour de Baïdoa, MSF vient seulement d'attirer l'attention sur des situations locales dramatiques qui expliquent l'exode vers ce chef-lieu de province. «*Maintenant, toutes les ONG s'installent dans les villages, et c'est très bien, explique Frédéric Vigneau. Mais à condition d'en avoir vraiment les moyens et les compétences.*» Certains centres de nutrition intensive pour enfants se sont ouverts, sans distribution générale de nourriture, ni aide médicale ou approvisionnement en eau potable.

Ce gâchis humanitaire s'explique: sous la pression de leurs sièges en Europe, les ONG se hâtent pour planter leurs drapeaux à l'intérieur des terres somaliennes. L'acte de présence vaut de l'or tant que l'ancienne côte des Aromates préoccupera la «conscience universelle», notoirement capricieuse. Il y a à peine deux mois, la Communauté européenne refusait encore comme «*trop coûteux*» des programmes de nutrition spéciale pour le sauvetage des victimes les plus vulnérables. Aujourd'hui pour des localités jusqu'alors inaccessibles, la Croix-Rouge internationale et le Programme alimentaire mondial (PAM) préparent une vaste opération de largage de nourriture par avion. L'activisme et l'essaimage ne garantissent cependant, à eux seuls, ni la synergie des efforts ni une bonne distribution de l'aide. Or pour l'instant aucune coordination n'existe entre les nombreuses ONG et les diverses agences des Nations unies.

L'ONU peine toujours à rattraper le retard avec lequel elle a répondu à la crise somalienne. Jamais déployés sur la ligne de démarcation qui coupe en deux la capitale somalienne, ses cinquante observateurs non armés somatisent leur impuissance: un tiers d'entre eux, souffrant de fièvre et de diarrhée, sont portés malades. Quant aux 500 casques bleus dont l'envoi a été décidé le 12 août dernier, personne n'est capable de préciser leur date d'arrivée. Or, une commission technique chargée d'étudier les conditions de sécurité nécessaires à une distribution sans entraves de l'aide internationale conclut déjà à la nécessité d'envoyer au moins un millier de casques bleus supplémentaires. «*Que les Nations unies le veuillent ou non, elles sont vite prises dans l'engrenage*», admet le commandant en chef des forces onusiennes en Somalie, le général pakistanais Imtiaz Shaheen. «*La vérité toute simple, c'est que une fois déployés, nous ne pourrions plus laisser faire les factions armées. On sera obligés de protéger la population civile.*»

Pour l'instant, cependant, ce devoir d'ingérence s'accommode fort bien d'une aseptisante dépolitisation de la «tragédie» somalienne. Le monde se porte au secours des victimes de la sécheresse, plutôt que d'une guerre tribale. De même, vols et violences sont le fait de «*pillards armés*» plutôt que de factions rivales. [...]



Fax de Frédéric Vigneault, adjoint au chef de mission de MSF France en Somalie, à Anne Fouchard, chargée de communication et Dominique Martin, desk 28 août 1992 (en français).

Extrait :

[...] 1) Voici tout d'abord la liste des journalistes que MSF héberge à ce jour :

[...] photographe MSF ; [...] Libération ; [...] TF1 ; Newsweek ; (2 journalistes) ; Presse allemande ; Detroit Free press ; FR3 (2) ; 1 accompagnant MSF Hollande ; [...] The Guardian.

A ces 13 personnes il faut ajouter 2 MSF Suisse + 1 MSF Hollande et 1 personne de Terre des Hommes, le big boss de la CEE de Nairobi.

Sont rentrés hier : 1 Nouvel Obs, 1 Phosphore, 1 A2, 2CBS, 6 Canal +, 2 Ouest France, Radio Suisse Romande

A venir : Ouest France (2 personnes) + Michel Clerc, [...] Journal de Montréal, TV Good Morning America, Radio ? , Fox TV ...

A cela il faut ajouter Pharmaciens sans Frontières (5). Ils ne pourront certainement pas loger ici...

J'espère que ceci vous donne un aperçu du monde qui transite at home. Dans un même temps, comme vous le savez, nous sommes en phase d'ouverture et avons absolument besoin de coordonner notre travail. De plus l'American Air Lift serait en train d'être effectif...

J'en viens donc à ta proposition d'attaché de com. Nous pensons depuis ici qu'il serait préférable d'engager un Somalien. Nous en avons un bien (ex : journalistes à la télé somalienne) qui serait chargé de gérer les journalistes ainsi que la maison que nous cherchons toujours. Il n'est pas possible de détacher un expat comm et que son rôle soit principalement d'orienter et d'accompagner les journalistes. En ce moment il y en a trop de toute façon pour se permettre de les accompagner. M. Hutin [président d'Ouest France] et Canal + ainsi que A2 avant ont pu bénéficier d'un « régime » spécial. (Pour Ouest France, j'y reviens plus tard). Par contre, ils bénéficient tous de briefings tant sur la Somalie en général que sur les programmes MSF (hosto, drug supply, feeding). Tout cela fait qu'il ne nous apparaît pas nécessaire de mettre un expat. [...]

Pour le téléphone par exemple, le fait de dire que c'est payant et de demander la permission préserve d'une certaine manière le sentiment de nous sentir encore chez nous. Et ça c'est important car quand on atteint le nombre de 16 à 18 journalistes dans la maison, le bureau comm/radio, comme tu te doutes, tourne très facilement en standard opérateur tout azimut. De plus, qu'on le veuille ou non, la sans-gêne se développe et même si on le comprend parce qu'ils ont tous des impératifs de diffusion, ça agace très fort, surtout lors du contact quotidien des missions. Ici ce n'est pas un standard international journalistique, c'est la salle com MSF.

Voilà pourquoi je pense qu'il est important d'avoir une contribution. Maintenant, nous avons toujours accueilli les gens bien et avons fait de notre mieux lorsque vous

nous l'avez précisé. J'aimerais aussi souligner un autre aspect afin de vous montrer que je (nous) ne sommes pas négatifs et fermés. Il est étonnant de voir et d'avoir une diversité de journalistes comme on les a (presse écrite, TV, ringarde, internationale...) et de voir évoluer tous ces gens dans le seul lieu commun : la maison MSF qui est d'ailleurs pour la plupart d'entre eux un milieu qu'ils ne connaissent pas : l'humanitaire.

Il en ressort beaucoup de positif, d'échanges. [...]



Tous les grands reporters internationaux toutes nationalités confondues arrivaient d'ex-Yougoslavie où ils avaient couvert les camps de nettoyage ethniques... L'ouverture de Baïdoa a été mondialement couverte. On dit souvent que ce sont les images de Baïdoa qui ont déclenché l'intervention américaine. C'était terrible. La famine était à un stade encore plus avancé que ce qu'on avait trouvé à Merka. Il y a eu très vite pas mal d'acteurs. Je faisais des directs sur CNN, Good Morning America, sur France 2, TF1, Libération... On a eu je ne sais pas combien d'articles. On avait une vraie légitimité parce qu'on était là depuis longtemps et qu'on avait fait le démarrage de l'opération. MSF était vraiment le noyau dur. Même pour les ONG qui arrivaient, tout le monde venait se faire briefer chez nous.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à octobre 1992 (en français).



La Somalie est devenue le dernier lieu à la mode. C'était enfin à la Une de tous les journaux. On a très vite vu les effets pervers de cet afflux de journalistes sur la flambée des prix, les questions de sécurité. Cela a énormément compliqué le travail de l'équipe. On avait déjà eu une mauvaise expérience au Libéria et on s'est dit que ce n'était peut-être pas la peine de cumuler les problèmes. Donc on a envoyé Fred Vigneau pour qu'il s'occupe des journalistes.


Anne Fouchard, chargée de communication MSF France (en français).



L'espace médiatique est réouvert après les Jeux olympiques de Barcelone. Ça devient l'enfer parce que Paris envoie trop de journalistes, auxquels s'ajoutent tous ceux qui viennent spontanément à Mogadiscio. On héberge tout le monde parce qu'on a une grande maison – et cela devient l'auberge! Ils commencent à faire un peu n'importe quoi. Patrick finit par pousser dehors une équipe de télévision, qui le poursuivait pour le filmer dans

l'escalier. Après on a calmé le jeu et on n'a plus accepté que des gens fiables.

Thierry Durand, coordinateur régional MSF France,
basé à Nairobi, décembre 1990 à septembre 1993
(en français).

 *Quand nous sommes arrivés, nous avons commencé à transmettre beaucoup d'informations aux médias et à tous ceux qui voulaient bien nous écouter. Bush est venu à Baïdoa ainsi que Sophia Loren – les Américains ont envoyé quelques célébrités. Au moins la situation à Baïdoa était mise en lumière et les gens étaient reconnaissants de recevoir de la nourriture.*

Jules Pieters, responsable des programmes urgence
de MSF Hollande (en anglais)

Le 30 août, Geoff Prescott, le coordinateur de MSF Hollande dans le nord de la Somalie, publie un article dans l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times* où il décrit les contraintes que subissent les équipes humanitaires pour pouvoir travailler, dans un contexte où elles doivent naviguer entre les groupes armés des diverses factions politiques sur fond de trafic de qât.



« Les clans et leur impact sur le travail des secouristes », Geoff Prescott, coordinateur de MSF Hollande en Somalie, *The Sunday Times* (Royaume-Uni), 30 août 1992 (en anglais).

Avec nonchalance, le vieux Somalien rabougri fait passer une grenade rouge d'une main à l'autre, assis à côté du puits battu par le sable, tandis que l'équipe de Médecins Sans Frontières attend.

Le problème est simple.

Son sous-clan, que MSF connaît par son code radio de « Yankees », se battait contre les « Juliets ». Il y a eu de nombreux blessés et malades et des milliers de personnes affamées ont été déplacées.

MSF avait mis en place un hôpital de campagne sur le territoire neutre des « indiens » qui n'était pas impliqués dans cette guerre-là.

L'hôpital de campagne avait une route et un aérodrome et était accessible aux Yankees comme aux Juliets. Mais le vieil homme et les autres « anciens » des Yankees n'étaient pas persuadés de la neutralité des Indiens et ne voulaient pas non plus que leurs malades et blessés soient traités aux côtés des Juliets.

Une solution avait finalement été trouvée: quatre hôpitaux différents et trois dispensaires avaient été installés, au lieu d'un seul. Mais même ainsi, les Yankees comme

les Juliets trouvaient que le camp adverse bénéficiait d'un régime de faveur et ont tiré sur les véhicules de MSF avec un canon anti-aérien, mettant ainsi en acte l'adage de l'organisation de secours : « La neutralité signifie se faire tirer dessus des deux côtés ».

Comparé à d'autres, ceci n'est qu'une illustration banale du cauchemar que représente ce qu'on appelle le « facteur somalien ». Autrefois, tous les Somaliens appartenaient à des clans, dont les anciens lançaient des vendettas qui ont toujours ravagé cette terre.

Mais ces liens se sont tellement fragmentés que les bandes de guerriers somaliens armés de bazooka, de tanks et de mitrailleuses lourdes peuvent maintenant ne plus être loyaux à leur clan, ni à leur sous-clan mais à une division encore plus petite. Cela a créé un tel puzzle d'obstacles que la livraison d'aide humanitaire à une population au bord de la mort peut sembler impossible.

Même si on parvient à persuader les divers clans et divisions de clans de laisser passer un convoi de secours, les diverses unités de milices croisées sur le chemin doivent aussi être calmées. Les soldats des milices, sans solde et sans nourriture, sont indisciplinés.

En dehors de faire la guerre, ils passent leur temps à piller des stocks d'aide humanitaire pour les revendre à des marchands afin de pouvoir acheter du qât et envoyer de l'argent à leurs familles et à leurs amis.

Et puis il y a les villages par lesquels l'aide doit obligatoirement transiter : chaque village somalien a au moins un barrage de contrôle et chaque famille au moins un fusil semi-automatique.

Si une agence d'aide n'obtient pas l'autorisation d'un des maillons de cette chaîne d'anciens des clans, de commandants ou de villageois, le pillage est presque inévitable. Pas étonnant alors que d'un convoi de neufs camions circulant pendant 200 kilomètres sur les territoires de deux clans, cinq sous-clans, cinq unités de l'armée et de nombreux villages du nord de la Somalie en janvier dernier, une région plutôt calme, à une période plutôt calme, aucun d'entre eux ne soit arrivé à destination, malgré l'accord des anciens des clans et des commandants.

La situation s'améliore progressivement au fur et à mesure que les coordinateurs des organisations de secours deviennent plus familiers avec le dédale de sous-clans, milices et forces de défense villageoises. Mais un hôpital de MSF a quand même été pillé par le maire et les anciens du coin. Ils ont dit ne pas avoir eu le choix : l'ennemi était tout près et aurait pu piller l'hôpital, donc ils ont agit les premiers.

La Colombie a ses feuilles de coca. La Thaïlande son opium, les Caraïbes leur haschisch et la Somalie a le qât – un arbuste dont les feuilles sont le carburant de cette guerre.

Deux paquets de 75 grammes, mâchés pendant deux heures, font planer le Somalien moyen, puis il cale le qât dans sa joue pour le remâcher plus tard. Le qât est une sorte d'amphétamine qui apporte acuité et énergie tout en supprimant faim et libido. Il ne donne pas de

vertige ni de nausée, ce qui en fait une drogue consommable en société.

L'élite somalienne réglait ses différends en mâchant du qât, car il facilite la conversation sans ralentir le raisonnement.

La plupart des gens ne mâchent du qât qu'occasionnellement, comme une friandise. Mais après la chute du Président Siad Barré l'an dernier, les biens pillés se sont retrouvés entre les mains des soldats et des jeunes qui ont soudain eu les moyens et pris l'habitude de consommer deux paquets par jour. Quand ils n'ont plus eu d'argent ils ont voulu continuer à mâcher : le qât est un produit psychologiquement très addictif.

Alors que la guerre civile se développait en Somalie, ils ont rejoint en masse les milices finançant leur addiction au qât par les pillages et les massacres.

De petits avions livrent désormais chaque jour du qât du Kenya sur des aérodromes du sud de la Somalie. Dans le nord, la drogue arrive d'Éthiopie dans de voyantes « voitures à qât » conduites par des trafiquants décidés à vendre leurs feuilles fraîches avant que le soleil ne les dessèche.

Alors que les Nations unies parlent de démobilisation via des programmes de « nourriture contre fusil », certains travailleurs humanitaires réfléchissent plutôt à des programmes « qât contre fusil » bien qu'il ne fasse aucun doute que cela encouragerait les Somaliens à acquérir encore plus d'armes pour pouvoir consommer encore plus de leur drogue favorite.

Les efforts des départements de la communication de la section française pour attirer des personnalités médiatiques en Somalie aboutissent courant septembre, alors que les médias internationaux ont déjà déferlé sur la Somalie.

La décision est toutefois maintenue d'envoyer Patrick Poivre d'Arvor, le présentateur vedette de la première chaîne de télévision. Elle est loin de faire l'unanimité, en particulier parce que c'est MSF qui paye son billet d'avion. En janvier 1993, des donateurs de MSF France manifesteront leur mécontentement au sujet du paiement par MSF d'un billet en première classe, une information révélée en décembre 1992 par le journal satyrique *Le Canard enchaîné*.



Compte-rendu de la réunion du comité de direction, MSF France, 2 septembre 1992 (en français).

Extrait :

François [Luiggi, responsable des ressources humaines] s'étonne que l'on ait fait appel à Patrick Poivre d'Arvor pour se rendre en Somalie (opinion partagée par plusieurs personnes dans la maison). Pour la majorité des personnes présentes, PPDA reste un journaliste crédible, qui peut

contribuer utilement à mobiliser le grand public autour de l'action de MSF en Somalie.

Michel [Fizbin, directeur de la communication] rappelle que l'on a fait appel à tous les journalistes sans exception pour qu'ils fassent quelque chose pour la Somalie et que PPDA est l'un de ceux qui a fait le plus, bien avant ce voyage.

[...] Xavier Descarpentris [directeur du département collecte de fonds] : excellente semaine de collecte de fonds (9,7 MF). On peut penser que le niveau des fonds privés collectés fin août égalera, voire dépassera celui de 1991, année record pour MSF.

Le voyage en Somalie de François-Régis Hutin, président de Ouest-France, s'est très bien passé. Il est revenu impressionné par la situation sur place et très impressionné par le travail des MSF. Un papier paraît aujourd'hui dans Ouest-France avec un appel aux dons pour MSF.



Compte-rendu de la réunion du département de la communication, MSF France, 8 septembre 1992 (en français).

Plan com Somalie

Rony et Dominique Martin sont partis à Mogadiscio avec Nicole Duroy (Télérama).

PPDA part le week-end prochain (départ jeudi, retour dimanche) pour Moga, avec une équipe de TF1.

En cours : Le Monde, Télé 7 jours + JDD

« Envoyé spécial » le 10 septembre sur A2 à 20h40 : un sujet Somalie (annoncé par une pleine page dans le Monde télé)

« 24 heures » le 12 septembre sur Canal+ à 12h30 (ont suivi des équipes MSF sur le terrain pendant 24h)

Ouest-France : série d'articles, pleines pages + appel aux fonds

Sont partis : l'Est républicain et Sud-Ouest

Radios locales de Radio France : 20 d'entre elles ont passé le message d'appel aux fonds pendant 15 jours, avec notre CCP

Anne suggère de faire un nouveau communiqué de presse cette semaine sur le thème de l'aide qui doit continuer, de la décentralisation de l'aide sur le terrain, avec réactualisation des infos.

On attend le retour de Rony et de Dominique pour l'évaluation du système de prise en charge des journalistes en Somalie.



Compte-rendu de la réunion du département de la communication, MSF France, 1^{er} décembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Affaire PPDA : dans le cadre des révélations diverses sur PPDA, le Canard enchaîné s'apprêterait à « révéler » que MSF lui a « offert » son voyage en 1^{ère} classe en Somalie. Si la décision de son voyage en Somalie à l'invi-

tation de MSF a été validée par le comité de direction du 2 septembre 92, Michel [Fiszbin, directeur de la communication] a pris seul la décision de lui payer son billet d'avion, puisque ni lui [PPDA] ni TF1 ne proposaient de le payer.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France du 4 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Relations avec les médias

Marcel Roux soulève la question des limites à l'investissement de MSF face aux journalistes dans le but de médiatiser une action : le financement d'un billet aller-retour 1^{ère} classe Paris-Mogadiscio à Patrick Poivre d'Arvor, pour que le problème somalien soit traité par les médias, pose des problèmes de déontologie. Une politique précise doit être mise en oeuvre sur ce sujet.

Rony Brauman précise que la règle est de ne jamais payer de journalistes, sous quelque forme que ce soit.

Bernard Pécol rappelle l'historique des faits : le C.A. du mois de juin a pris la décision d'envoyer une personnalité en Somalie, face à l'urgence de la situation, aucune des actions menées depuis le début de l'année tendant à mobiliser l'intérêt des médias pour cette région n'ayant abouti. Trente personnalités ont donc été contactées sans grand succès. Le journaliste de TF1 s'étant manifesté en août, il a été choisi en raison de son puissant impact médiatique. MSF s'est ensuite trouvé dans l'obligation de financer son voyage, devant l'exigence manifestée par Patrick Poivre d'Arvor la veille de son départ.

Un point sur les relations avec les médias sera mis à l'ordre du jour du prochain C.A.



Compte-rendu de la réunion du comité de direction, MSF France, 13 janvier 1993 (en français).

Extrait :

Xavier [Descarpentries, directeur de la collecte de fonds] rapporte le mécontentement de certains donateurs sur le fait que PPDA ait été envoyé en Somalie avec un billet de première classe. On prépare une lettre de réponse pour nous expliquer.



C'est parce que personne n'y allait qu'on a envoyé PPDA. Ce n'était pas pour la collecte, c'était pour faire du bruit, pour faire connaître la situation. Je crois que si on lui a payé un billet d'avion et en 1^{ère} classe c'est parce qu'à cette époque de l'année les vols pour le Kenya étaient pleins. On a surtout eu des remous en interne sur cette affaire.

Dr. Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF France (en français)



Il y avait tous les journalistes du monde entier dans notre maison. On faisait des conférences de presse le matin et le soir. On avait CNN qui ne demandait pas mieux que de nous interviewer. Je ne pense pas qu'il était indispensable que PPDA vienne.

Brigitte Doppler, infirmière mission chirurgicale Mogadiscio en décembre 1991, équipe de l'enquête épidémiologique en mars-avril 1992, coordinatrice médicale MSF France en Somalie de mai à octobre 1992 (en français).

Le 1^{er} septembre, l'organisation humanitaire britannique Save The Children déclare que le bilan de l'ONU en Somalie est un échec.



«Somalie: Selon l'organisation britannique Save The Children le bilan de l'ONU est "un terrible échec"» **Le Monde /AFP-Reuter**, 1^{er} septembre 1992 (en français). **D46**

Extrait :

Les différentes organisations des Nations unies implantées en Somalie sont «*mal informées, mal équipées et mal coordonnées*», et restent le plus souvent «*au niveau des vœux pieux, sans se préoccuper de la façon de les mettre en oeuvre*»: c'est en termes virulents que le directeur général de l'organisation humanitaire britannique Save the Children, M. Nicholas Hunton, a mis en cause, samedi 29 août, à Londres, le travail des organisations onusiennes.

Ces dernières, déchirées par de «*honteuses rivalités*», sont, selon lui, «*avant tout préoccupées de leurs propres intérêts*». «*La situation en Somalie est désespérée. Ce que nous voyons maintenant est le résultat de dix-huit mois d'un terrible échec de l'ONU et de la communauté internationale*», a poursuivi M. Hunton, qui a demandé au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, de venir se rendre compte sur place de la situation et de charger une seule des organisations de l'ONU de la coordination de l'ensemble de l'aide internationale. Selon

M. Hunton, un désastre similaire risque de se produire, très prochainement, au Mozambique.

Le 9 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies accepte la demande du Secrétaire général d'augmenter les effectifs des casques bleus déployés en Somalie et de les porter à plus de 4000 hommes. Toutefois, le premier contingent de 500 hommes n'est toujours pas arrivé à Mogadiscio.



« L'ONU porte à 4219 hommes les effectifs de sa force en Somalie » **AFP** (États-Unis) New-York, 9 septembre 1992 (en français).

Extrait :

Le Conseil de sécurité a approuvé une demande du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, visant à porter à 4219 hommes, au lieu de 3500, les effectifs de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM), selon des documents officiels publiés mercredi à New York.

[...] Les premiers éléments d'un contingent pakistanais de 500 militaires devraient arriver à Mogadiscio samedi.

Le même jour, à la suite de leur visite commune à Baïdoa, Jacques de Milliano, président de MSF Hollande, et Rony Brauman, président de MSF France, tiennent une conférence de presse à Nairobi. La veille, ils ont rencontré Mohamed Sahnoun, le représentant des Nations unies en Somalie. Il les a informés de la décision du renforcement des troupes de l'ONU... dont il a pris connaissance en écoutant la BBC.

Face à la presse, les deux présidents de MSF insistent de nouveau sur la priorité à augmenter de façon massive la distribution d'aide alimentaire et expriment leurs doutes sur le fait que la présence des troupes des Nations unies améliorera la sécurité des opérations d'assistance humanitaire en Somalie. Selon eux, ce déploiement supplémentaire de troupes risque d'aggraver les tensions et les dangers pour les équipes humanitaires et fragiliser ainsi le dispositif des secours.

Dans un communiqué de presse diffusé le 10 septembre, MSF France s'en inquiète et recommande plutôt, pour faire baisser la tension, d'accroître l'aide et de la répartir.



« Des médecins s'attendent à ce que les troupes de l'ONU en Somalie soient attaquées » **Reuters** (Nairobi), 9 septembre 1992 (en anglais).

Extrait :

L'organisation humanitaire médicale européenne Médecins Sans Frontières (MSF) a déclaré mercredi s'attendre à des attaques à mains armées contre les troupes de l'ONU lorsqu'elles arriveront pour protéger les secours alimentaires en Somalie.

« [Ils] se feront sûrement tirer dessus » a déclaré Jacques de Milliano, le président de MSF Belgique [erreur : JDM est président de MSF Hollande] à des journalistes à Nairobi, à son retour d'une visite de 5 jours à Mogadiscio et dans les villes de Bardera, Merka, Baïdoa et Hoddur. « Leur présence peut aggraver l'insécurité. »

« Les tensions ne diminueront que lorsque la nourriture aura perdu sa valeur stratégique » a-t-il ajouté. « Pour diminuer les tensions il faut augmenter la quantité de nourriture et rationaliser les méthodes de distribution. » Selon lui, la présence des troupes des Nations unies pourrait aussi perturber un programme destiné à nourrir 4,5 millions de Somaliens affamés.

Les 60 premiers éléments d'un contingent de 500 soldats pakistanais doivent arriver en Somalie samedi pour protéger les opérations de secours en Somalie où le banditisme est permanent. Le reste des troupes arrivera dans le courant du mois.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé l'envoi de 3000 autres soldats.

Rony Brauman, le président de MSF France, a déclaré aux journalistes que la nourriture pouvait très bien être distribuée correctement sans les soldats, à condition qu'elle le soit en quantité suffisante pour prévenir les tensions et le pillage.

Le seigneur de la guerre somalien Farah Aïdid s'est opposé à l'envoi des 3000 soldats supplémentaires, affirmant qu'ils violeraient l'indépendance somalienne. Son rival, le président par intérim autoproclamé Ali Mahdi Mohamed, approuve cet envoi et souhaite même voir l'effectif augmenter jusqu'à 10 000 soldats.



« Priorité doit être donnée à la poursuite et à la décentralisation de l'aide alimentaire » **Communiqué de presse n° 24**, MSF France, 10 septembre 1992 (en français).

L'immense effort entrepris depuis quelques semaines par un certain nombre d'Etats et d'organismes internationaux est porteur d'espoir pour la population somalienne menacée de mort par une famine d'une extrême gravité. Cependant Médecins Sans Frontières rappelle que l'acharnement de vivres doit demeurer la priorité dans les interventions. Au moment où le dispositif humanitaire commence à peine à se consolider, Médecins Sans Frontières craint que l'arrivée imminente d'un contingent de 4200 casques bleus n'attise les tensions au lieu de les apaiser.

En l'absence d'une véritable acceptation de ces casques bleus par l'ensemble des parties au conflit, et dans un contexte social et humain extrêmement tendu, l'arrivée des troupes des Nations unies comporte des risques graves pour la sécurité des intervenants humanitaires.

Les vivres doivent donc être répartis plus largement dans les régions où les besoins sont très importants pour permettre le maintien ou le retour des populations dans leur région d'origine :

- La pénurie alimentaire reste la source majeure des tensions et de la violence. C'est en accroissant le volume des vivres acheminés et en touchant davantage de régions que les tensions pourront diminuer. Ce déploiement plus large est possible dans plusieurs régions gravement touchées par la famine.

- De très nombreux déplacés quittent leur région, où les besoins sont très importants, pour les villes où ils espèrent recevoir de quoi assurer leur survie. Ceci entraîne des concentrations de population sur quelques sites dans des conditions sanitaires extrêmement précaires et dans un climat de tension d'autant plus forte que l'aide est encore insuffisante.

Médecins Sans Frontières et un certain nombre d'organisations humanitaires, comme le CICR, tentent déjà d'élargir au maximum le périmètre des secours apportés. Médecins Sans Frontières a actuellement 18 centres de nutrition pour les enfants dans la région de Merka/Brava (Merka, Qorioley, Bulo Mater et Brava) et 6 sur Kisimayo. Une nouvelle mission nutritionnelle et médicale est actuellement mise en place dans les régions de Baïdoa, Wajit et Hoddur (environ 150 km au nord de Baïdoa). Quand le dispositif de secours sera consolidé, que les tensions seront apaisées et que le consensus des parties au conflit sera acquis, le contingent de l'ONU, dont la mission restera difficile, pourra se déployer et sera utile au bon déroulement des opérations humanitaires.



« Les travailleurs humanitaires désapprouvent l'envoi de troupes supplémentaires de l'ONU »
Mark Huband, *The Guardian* (Royaume-Uni)
Nairobi, 10 septembre 1992 (en anglais).
D47

[...] Hier soir des responsables de l'organisation de secours Médecins Sans Frontières ont déclaré qu'une présence plus importante des Nations unies mettrait en danger les accords que les agences ont déjà passés avec les différentes parties au conflit somalien.

Toutes les agences emploient des gardes somaliens pour protéger les convois et les entrepôts. Si l'ONU reprend ce rôle, ces gardes perdront leur statut et leur emploi. Rony Brauman, le président de MSF France, a déclaré hier soir que la sécurité n'était pas la priorité principale des agences, comme on le prétendait. Il a ajouté : « La priorité des priorités c'est la nourriture et sa distribution et nous avons l'impression que la présence des troupes onusiennes, qui n'est pas acceptée par les factions, ne fera que causer plus de violence. »

L'Alliance nationale somalienne dirigée par le général Mohamed Farah Aïdid a déjà annoncé refuser l'envoi de troupes onusiennes supplémentaires. Ce n'est qu'après de longues négociations qu'elle avait accepté les 500 soldats qui sont sur le point d'arriver.

[...] Pendant ce temps, la plupart des agences de secours, dont MSF et le Comité international de la Croix-Rouge, sont convaincus que la solution aux problèmes de sécurité réside dans la nourriture et non pas dans la fourniture de plus de troupes. La nourriture est la colonne vertébrale de l'économie somalienne. Les gangs armés contrôlent sa livraison dans les ports et sa distribution dans le pays et détournent des centaines de tonnes.

Selon MSF, en augmentant la disponibilité de la nourriture, donc en diminuant sa valeur marchande, on fera baisser les tensions en rendant les vols moins intéressants car entraînant un risque d'être abattu lors des nombreux incidents qui éclatent autour des livraisons de nourriture dans les ports. [...]



Rony et moi nous sommes rendus en Somalie, à Baïdoa. Nous avons rencontré Mohamed Sahnoun, le représentant spécial de l'ONU là-bas. Il nous a dit qu'il venait d'apprendre par la BBC qu'une intervention militaire armée aurait lieu en Somalie. Il était très en colère parce qu'il était en pleines négociations pour réunir les différentes parties au conflit et voilà que soudainement ils décidaient d'une intervention militaire. Puis Rony et moi sommes revenus à Nairobi et nous avons organisé une conférence de presse. Dans ma vie de MSF, j'ai vécu deux conférences de presse particulièrement difficiles et la première a été celle-ci avec Rony. Il y a d'ailleurs un malentendu dans l'histoire de MSF à ce sujet. Souvent on raconte que MSF a appelé à une intervention militaire en Somalie. En réalité on a fait exactement le contraire. Avec Rony, on a donné la conférence de presse et juste après tout le monde était très en colère après nous... Je me souviens que les reporters de la BBC, du Financial Times étaient très surpris. On était en contact avec Paris et on a eu des discussions. Les sièges nous en voulaient de ne pas avoir appelé à une intervention armée. Ils nous ont dit : « On ne peut pas faire passer ce message. » C'était quasiment suicidaire de dire qu'on était contre une intervention armée. Nous on a répondu : « On devait le dire parce que même Sahnoun a été pris par surprise. » Au moment de cette conférence de presse à Nairobi, MSF n'avait pas encore de position claire. Donc la première réaction a été « vous ne pouvez pas dire ça. » Mais on l'a dit quand même et ensuite on est rentrés à Paris Rony et moi et là le débat a commencé... Ça a été la même chose pour Halabja [dont la population, kurde a été gazée par l'armée de Saddam Hussein en 1989] : le débat a commencé après la prise de position publique.

Dr Jacques de Milliano, président de MSF Hollande
(en anglais).

On rencontre Sahnoun à Mogadiscio. On a de la chance parce qu'il bouge beaucoup et c'est d'ailleurs un des reproches injustifiés qui lui est fait. Ce qu'il nous dit correspond assez largement à ce qu'on voit et à ce qu'on pense. Il est très convaincant, non pas parce que sa rhétorique est très au point – c'est le cas et c'est un peu voyant – mais parce qu'il nous parle de choses qui résonnent en nous après le tour limité mais quand même bien intéressant qu'on a fait en Somalie. Lui, il n'est pas du tout contre l'arrivée de casques bleus à Mogadiscio, mais il veut que cela soit négocié avec les deux parties. Il sait quand même bien ce qu'est un casque bleu et pense que sans cette négociation préalable les casques bleus n'auront d'autre préoccupation que de se protéger eux-mêmes pour assurer leur propre sécurité, et ne pourront rien faire d'autre. Ils n'auront pas cette fonction symbolique de surveillance de cessez-le-feu et éventuellement de protection non-armée. La protection onusienne, on a vu ce que cela donnait ! La première erreur qui a été commise à ce moment-là a enclenché d'autres erreurs. Cette erreur a été de déclarer depuis New York que l'envoi des casques bleus était en route, que la décision était prise, qu'ils allaient débarquer à Mogadiscio sous peu, donc de prendre Sahnoun d'un revers, et d'enclencher une logique d'imposition de l'aide de l'ONU qui nous semblait dangereuse. Jacques et moi, on était d'accord. L'un de nous deux était président du Conseil international [de MSF] je crois. Bref, on se sentait parfaitement légitimes pour faire une déclaration. On avait décidé de soutenir Sahnoun contre Boutros-Ghali. C'est une conférence de presse qui a été très suivie et très mal reçue. Nous qui pensions dresser un petit tribunal – pas trop méchant mais quand même – contre l'ONU, nous nous sommes retrouvés pratiquement en situation d'accusés face à un tribunal médiatique. La tonalité générale était très hostile. J'ai l'impression que pas mal de journalistes pensaient qu'on voulait juste faire un coup de com. Ils le pensaient parce que pour eux, l'évidence de l'arrivée de ces casques bleus et de leur nécessité était au-delà de toute discussion. Jacques et moi étions donc dans un registre très contre-intuitif, et peut-être que nous nous sommes mal expliqués. Les journalistes avaient envie d'entendre une solution et non les complexités diplomatico-humanitaires à la Sahnoun et à la MSF. On a été étonnés de la réaction des journalistes, surpris de voir tant de scepticisme teinté d'agressivité s'exprimer, car on s'estimait suffisamment légitimes et on était tellement convaincus de notre coup !

Dr Rony Brauman, président de MSF France
(en français).

Le même jour, dans un mémo envoyé à ses homologues français et hollandais, le président de la section belge de MSF, Reginald Moreels, annonce que MSF Belgique se désolidarise de leur position sur l'envoi des casques bleus en Somalie. Selon lui, le projet d'inonder la

Somalie d'aide alimentaire n'est qu'un leurre et la protection assurée par les troupes onusiennes permettra aux équipes de délivrer l'aide en toute sécurité et à temps.

Un communiqué de presse est rédigé dans lequel la section belge se prononce donc en faveur du déploiement des casques bleus en Somalie, mais il ne sera finalement pas diffusé.



« Position de MSF-F et MSF-H à propos de l'envoi des casques bleus en Somalie » **Mémo** de Reginald Moreels, président de MSF Belgique, 10 septembre 1992 (en français). **D48**

MSF-B se désolidarise de cette position pour les raisons suivantes :

1. Il faut une augmentation de l'aide alimentaire en divers endroits, mais en même temps une possibilité d'acheminement et distribution vers les victimes. Toutes les équipes sur place nous ont expliqué les difficultés rencontrées concernant le pillage et l'attaque des convois humanitaires aussi bien sur la frontière kenyo-somalienne qu'à l'intérieur de la Somalie. Même la protection par les milices armées est très fragile et reste un cercle vicieux.

L'envoi de casques bleus peut garantir à lui seul

a) une protection plus efficace de ces convois jusqu'aux points de distribution.
b) un arrêt du cercle vicieux qu'est le paiement des milices (mon avis personnel, à discuter, est que les casques bleus devraient aussi et avant tout désarmer les milices, ce qui ne se fera pas sans accroc, mais qui reste la solution à long terme).

2. Actuellement, les équipes mettent un temps fou à étendre la distribution de l'aide, à ouvrir des nouveaux centres de nutrition, à s'investir dans les hôpitaux pour des raisons de sécurité et de discussions interminables avec des autorités locales, dont le pouvoir est fragile et aléatoire (par ex. : nouvelle mission à Djilib partant de Kisimayo).

Un envoi de casques bleus pourrait raccourcir ces délais car n'oublions jamais que ces tergiversations, cette insécurité extrême, entraînant un decision-making process changeant presque jour après jour, coûtent la vie à des centaines de personnes par jour !!

3. L'inondation de la Somalie par de la nourriture est un leurre, dans le sens où ce sont les « warlords », les nouveaux « riches », petits potentats, ayant leurs propres hommes armés (!), qui en « prennent » une bonne partie (pour soit le vendre sur les marchés, soit l'exporter) et augmentent ainsi leur propre pouvoir par l'argent. Plus d'argent signifie plus d'armes et le cercle se referme sur plus de violence. Donc pas d'amélioration de la situation si l'aide humanitaire n'est pas en même temps protégée (par ex. par l'envoi de casques bleus).

4. Que les warlords (Aïdid), les chefs de sous-clans (± 90) ne voient pas d'un bon oeil l'arrivée de casques bleus est normal dans le sens où ils diminueront leur pouvoir de pillage et de détournement de l'aide alimentaire. Ils risquent de plus de ralentir leur guerre pour l'acquisition de nouveaux territoires.

Ce qui est inimaginable, c'est que la déclaration récente (MSF-F et MSF-H) tient à souligner le respect qu'il faut avoir d'un accord préalable avec ces potentats sanguinaires avant d'envoyer des casques bleus !! C'est une défection à l'égard du mandat nécessairement subversif et privé de MSF en général. Bien sûr il y aura de sérieux accrocs mais une armée, même les casques bleus, connaissent les risques de leur métier. Contrairement à nous, humanitaires, les militaires sont armés... En plus il s'agit d'une négociation entre le Secrétaire général des Nations unies et les différents partis somaliens dans laquelle MSF n'intervient pas.

Voici quelques remarques – que nous pourrions argumenter encore davantage dans les prochains jours. D'autant que nous sommes occupés à pondre une proposition sur le rôle des casques bleus, la création éventuelle de Human protecting forces, etc... C'est un sujet à mûrir, argumenter, amender et ces déclarations au coup par coup sont un signe non de souplesse mais d'immatunité !

Quant à la méthodologie employée vis-à-vis du bureau de Nairobi, des équipes au moins de MSF-B, de notre siège, du bureau international, elle est non seulement pitoyable mais elle témoigne d'un esprit nationaliste et égocentrique.

C'est se moquer des responsables et membres MSF qui veulent une collaboration internationale sans pour cela tomber dans l'écueil de la stérilisation de l'action et de la réflexion. Car ce dernier écueil devient un argument passe-partout pour des actions et déclarations non concertées.



« Médecins Sans Frontières Belgique se prononce en faveur du déploiement des casques bleus en Somalie. » **Communiqué de presse non diffusé**, MSF Belgique, 10 septembre 1992 (en français).

Le déploiement de casques bleus en Somalie est pour l'heure le seul espoir de voir rapidement libérer l'accès aux populations civiles somaliennes menacées de mort par une famine d'une extrême gravité.

Depuis des mois, les équipes de Médecins Sans Frontières, comme celles d'autres organisations, voient leur présence et leur travail perpétuellement menacés par les multiples contraintes que font peser sur elles les milliers d'hommes et d'enfants en armes qui font la loi en Somalie.

Victimes de vols, racket et détournements, les organisations humanitaires doivent payer le prix fort pour se constituer des milices privées seules capables actuellement de leur assurer un minimum de sécurité.

Ces multiples entraves au déploiement des secours se soldent chaque jour par des centaines de victimes sup-

plémentaires. Face à cette situation exceptionnelle, MSF Belgique ne peut que soutenir les initiatives prises par les Nations unies en vue de briser ce cercle vicieux.

Il est cependant important de mettre en garde contre toute forme de précipitation. En effet, sans un accord minimal entre les parties en présence, le risque est grand de voir se développer localement un sentiment d'agression qui pourrait se traduire par un rejet massif de toute forme d'intervention occidentale et donc aller à l'encontre des buts assignés.



« MSF France en Somalie – janvier 1991-mai 1993 – Evaluation de mission – **Rapport final** »
Virginie Raisson, Dr. Serge Manoncourt, 4 février 1994 (en français). **D13** ↗

Extrait :

Ainsi en août 1992, de retour de Mogadiscio et fort de son analyse, le président de MSF organise sur sa propre initiative une conférence de presse à Nairobi pour s'y prononcer contre l'arrivée des casques bleus... : sans prévenir ni la communication à Paris, qui se sent doublement court-circuitée, car MSF Belgique avait tenu la position inverse quelques jours plus tôt ; sans prévenir non plus l'équipe de Mogadiscio qui redoute les réactions d'Ali Mahdi car ce dernier s'est prononcé en faveur de l'intervention.



Quand je lis ce mémo, je vois Reginald enfourcher son fier coursier et dire « il faut une intervention militaire ». Là, il râle parce qu'il n'a pas été concerté et donc il prend une position différente. Mais le communiqué n'a pas été diffusé publiquement, on a laissé filer. MSF France a toujours été perçue par MSF Belgique avec beaucoup de suspicion. Ils étaient perçus comme prêts à sacrifier les populations pour des raisons dogmatiques parce que des choses étaient faites qui ne leur plaisaient pas, parce que les Américains étaient là ou pas, parce que les Russes, les communistes, etc. C'est une perception qui ne correspond pas à la réalité, bien sûr.


Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication,
MSF Belgique (en français).




Moi j'étais, je dois l'avouer, en faveur d'une intervention militaire. Je croyais qu'on ne pouvait pas arrêter la famine sans mesure politique et que cela impliquait entre autres, une intervention militaire. On a eu une discussion énorme là-dessus avec Brauman et Gastellu. MSF Belgique disait qu'il ne fallait pas seulement une aide humanitaire massive, mais aussi qu'il fallait une intervention militaire, alors que MSF France disait clairement qu'il n'en fallait pas. Ils avaient une position tranchée, claire, tandis qu'à MSF Belgique, c'était moins évident. Le CA n'a

pas vraiment pris de position. Du côté de l'exécutif, le directeur des opérations à ce moment-là n'était pas très tranché, c'était un petit peu à gauche, un peu à droite. Quand on répondait aux questions des journalistes, l'élément le plus difficile naturellement, c'était de se montrer en accord avec la position de MSF France pour conserver une certaine cohérence de l'image internationale. Mais ça a foiré plusieurs fois en particulier quand Brauman était à Mogadiscio et moi j'étais à Kisimayo ou à Nairobi par exemple, et quand on disait le contraire l'un de l'autre. Mais la presse ne nous a pas tellement embêtés là-dessus. J'ai l'impression qu'on a pu s'en sortir en disant : à Mogadiscio c'est différent de Kisimayo. Mais ce n'était pas du tout la vraie raison de notre désaccord.

Dr. (...), responsable de programme MSF Belgique
(en français).


 *Cela a créé des tensions avec MSF Belgique, parce qu'on ne les avait pas mis au courant ou en tous cas insuffisamment. Il faut dire que sur le terrain, à part les valises satellites on n'avait pas énormément de moyens de communication... Il y a eu une double réaction des Belges face à notre position à Jacques et à moi. Ils étaient furieux qu'on ne les ait pas consultés et pas associés. Mais ils étaient d'autant plus furieux qu'ils étaient en faveur des casques bleus car ils se vivaient dans une proximité d'évidence avec les Nations unies. Les Nations unies et les ONG ont des affinités évidentes. Ce sont deux étages de l'aide qui ne sont pas gouvernementaux, mais qui sont les plus légitimes et finalement les plus désintéressés, donc les plus soucieux de bons résultats de leur action. Cette affinité immédiate leur rend difficile de leur adresser toute critique. A MSF France on n'avait pas cette dévotion envers les Nations unies que partagent généralement les ONG.*

Dr. Rony Brauman, président de MSF France
(en français).

 *Les Belges n'étaient pas contre l'intervention militaire des Nations unies alors que Rony était contre. Moi cette fois-là, j'étais plutôt sur la position belge. Nous considérons que les ONG étaient bloquées, que les gardes armés n'étaient pas une solution, que finalement on était en train d'alimenter l'économie de guerre de façon excessive, donc on entretenait la guerre plus qu'on aidait les populations. MSF France était d'accord avec ça aussi mais trouvait qu'il fallait quand même continuer comme ils le faisaient. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque en Somalie il n'y avait que des ONG humanitaires. L'alimentation de l'effort de guerre par les ONGs était très important. Les sommes que MSF France et la Croix Rouge dépensaient là-bas étaient considérables. Toutes les factions avaient leurs escortes largement payées par les organisations huma-*

nitaires. Je crois que Rony et MSF France ont dit qu'ils étaient contre l'intervention.


Dr. Alain Destexhe, Secrétaire général de MSF
International (en français).

 *C'est resté gravé dans ma mémoire: nous avons appelé à une intervention armée – ou au moins, nous n'avons pas dit non. Au moins, de façon informelle, dans nos contacts avec les hommes politiques. Je suis à peu près certain que nous avons demandé une forme d'intervention, mais nous ne l'avons pas fait publiquement.*

Jules Pieters, responsable des programmes urgence
de MSF Hollande (en anglais),

Le 11 septembre, à son retour d'une visite des programmes de MSF Belgique au Kenya et en Somalie, l'ancien Premier Ministre belge (de 1981 à 1991) Wilfried Martens plaide pour le déploiement de forces des Nations unies afin de protéger la distribution de l'aide humanitaire.

L'UNICEF, de son côté, envoie en « ambassadrice » dans les camps de réfugiés somaliens au Kenya l'actrice Audrey Hepburn, qui à son retour déclare que la Somalie peut encore être sauvée.

 **Fax** de Robert Muller, chargé des relations de MSF avec les Nations unies, aux présidents des différentes sections de MSF et au Secrétaire général du mouvement international, 11 septembre 1992 (en français).

Monsieur W. Martens, Premier ministre de Belgique de 1981 à 1991, président de la Fédération des partis « Chrétiens Démocrates » a visité, sous les auspices de MSF-Bruxelles, des camps de réfugiés au Kenya et en Somalie. Très ému par la misère qu'il a côtoyée durant cette visite et par les difficultés auxquelles les équipes MSF doivent faire face sur le terrain, il avait demandé, dès son retour, à être reçu par madame Ogata, Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

Au cours de cet entretien qui a eu lieu mardi 8 septembre, monsieur Martens a souligné l'importance qu'il y avait pour le Haut-Commissariat à intensifier ses programmes d'assistance dans les camps en particulier pour le camp de Mandera où la situation est particulièrement difficile. Il a demandé à Mme Ogata de faire tout son possible pour obtenir des autorités kenyanes un renforcement de la sécurité dans les camps et sur les routes d'accès à ces camps. M. Bwakira, directeur régional pour l'Afrique, qui était à cet entretien, a souligné que, malgré des ordres

donnés par le gouvernement de Nairobi, la police et l'armée kenyanes qui avait été attaquées plusieurs fois par des groupes de réfugiés et de bandits, étaient réticentes à assurer la protection de ces camps. Le HCR accordait une grande importance à cette question et intervenait régulièrement auprès des autorités kenyanes.

En ce qui concerne la Somalie, M. Martens a promis de faire toutes les interventions possibles pour obtenir que soient mises en place les forces des Nations unies dont la première tâche devrait être de protéger les transports et distribution de nourriture. Le gouvernement belge envisage d'envoyer un contingent de 500 soldats. Il a également promis de demander aux parlementaires «chrétiens-démocrates» qu'il devait rencontrer le lendemain à Londres, de convaincre leurs gouvernements de soutenir les Nations unies dans leurs efforts pour trouver une solution à la crise somalienne.

Au cours de cette visite nous avons pu par ailleurs faire à madame Ogata un exposé sur l'ensemble des activités de toutes les sections MSF dans la Corne de l'Afrique. A plusieurs reprises il a été mentionné que la collaboration de MSF (et d'autres ONG) était particulièrement appréciée par le HCR et l'ensemble de la communauté internationale. Madame Ogata m'a demandé de la tenir informée des problèmes que MSF pouvait rencontrer dans la mise en oeuvre de ses projets d'assistance.

Cette visite qui a duré près d'une heure, a été très positive et a en particulier permis à madame Ogata de se rendre compte de l'importance des programmes d'assistance mis en oeuvre par le mouvement MSF.



«La Somalie peut encore être sauvée, selon Audrey Hepburn» **AFP** (France), Nairobi, 24 septembre 1992 (en français).

Extrait :

«Pour beaucoup de gens, l'aide est venue trop tard, mais pour beaucoup, beaucoup d'autres, nous pouvons encore arriver à temps», a déclaré Mme Hepburn, ambassadeur bénévole de l'UNICEF, lors d'une conférence de presse. L'actrice a précisé qu'elle s'était rendue dans la ville portuaire de Kisimayo (sud de la Somalie), à Mogadiscio, et à Baïdoa (centre).

A Baïdoa, elle a «pénétré dans le cauchemar» qui la hantait depuis plusieurs mois, assistant notamment au chargement de cent cadavres dans un camion. «Aucun reportage, aussi excellent fût-il, n'aurait pu me préparer à l'indicible angoisse que j'ai ressentie en voyant d'innombrables petits squelettes fragiles, assis, attendant d'être nourris», a-t-elle déclaré en larmes.

Elle a également décrit les camps de réfugiés du nord-est du Kenya où des centaines de milliers de Somaliens vivent «l'enfer», représentant «l'horreur de l'holocauste somalien». Elle a ajouté que les camps avaient un besoin urgent de tentes et de vêtements, en raison du début de la saison des pluies.



Martens était un poids lourd de la politique belge, il avait été Premier ministre de nombreuses fois, c'était l'homme politique de la décennie. Associer un tel poids lourd politique à MSF, c'était s'assurer un point d'entrée dans les médias. A l'époque, MSF Belgique avait aussi le désir de faire un peu de «people» et en envoyant Martens on avait la garantie d'attirer tous les journalistes autour de lui.

Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication, MSF Belgique (en français).

Un premier contingent de casques bleus arrive à Mogadiscio, le 14 septembre alors que les équipes du Programme alimentaire mondial commencent à parachuter des vivres sur des régions isolées de Somalie. V7



«Arrivée à Mogadiscio des 40 premiers casques bleus» **AFP** (France), Mogadiscio, 14 septembre 1992 (en français).

Extrait :

Les 40 premiers casques bleus envoyés en Somalie pour protéger les convois humanitaires sont arrivés lundi à Mogadiscio à bord de deux avions de transport de l'armée américaine.

[...] Dans le même temps, on a commencé à décharger un navire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans le port de la ville rouvert après deux semaines de fermeture en raison des combats.

[...] D'ici la fin du mois, 500 hommes de l'ONU devraient avoir pris position à Mogadiscio.

L'envoyé spécial des Nations unies en Somalie, M. Mohamed Sahnoun, qui a accueilli les casques bleus, a déclaré que des négociations étaient en cours avec le général Mohamed Farah Aïdid, l'un des plus puissants chefs de guerre, pour l'arrivée de milliers d'autres soldats.

Après s'être d'abord opposé à toute présence militaire de l'ONU, le général Aïdid a accepté l'arrivée de 500 hommes, mais il refuse toujours l'envoi d'une force internationale plus importante alors que l'ONU a décidé d'envoyer plus de quatre mille casques bleus en Somalie.

Le président somalien de transition, M. Ali Mahdi Mohamed, l'un des plus farouches adversaires du général Aïdid, a souhaité la bienvenue aux soldats de l'organisation internationale.

Certains Somaliens ne cachent pas leur scepticisme face à ce déploiement de soldats arrivés avec cinq véhicules (deux camionnettes, une jeep, un tracteur, et un chariot élévateur de palettes) peints en blancs et frappés du sigle de l'ONU. [...]



« Opérations de parachutage de nourriture en Somalie » **AFP** (France), Nairobi, 15 septembre 1992 (en français).

Extrait :

Quatorze tonnes de blé ont été larguées par un avion Hercules au dessus de la ville de Tigieglo, à 72 km à l'est de Hoddur, dans l'ouest de la Somalie.

Le PAM, organisme dépendant des Nations unies, espère que ces opérations vont ralentir l'exode de milliers de gens quittant leur maison dans des zones rurales inaccessibles pour se rendre dans des villes comme Bardera et Baïdoa où une aide alimentaire a commencé à arriver en août.

La semaine dernière, des experts du PAM s'étaient rendus dans ces régions reculées pour identifier les villes où une aide alimentaire est nécessaire et où les avions peuvent atterrir ou larguer de la nourriture.

Des membres du PAM et des anciens des villages aident à distribuer la nourriture envoyée par le PAM aux personnes victimes de la famine à Tigieglo et dans les villages voisins.

Selon le PAM, un avion de nourriture suffit à nourrir environ 1000 personnes pendant un mois. Les villes de plus de 1000 habitants recevront une aide de deux fois par semaine à environ tous les dix jours.

Le 15 septembre, Rony Brauman, président de MSF France, déclare au quotidien français *La Croix* qu'il faut différer l'envoi des casques bleus en Somalie pour éviter d'attiser les tensions.

Le 3 octobre, dans une tribune du quotidien français *Le Monde*, il affirme qu'au prix de pertes qu'il estime à 20% de son montant, l'aide internationale peut produire des effets réels alors qu'une protection internationale coûterait entre cinq et dix fois plus cher. Il souligne de nouveau que l'arrivée de casques bleus supplémentaires risque de faire augmenter le niveau de violences et recommande que l'ONU aide à la constitution d'une police locale sans s'y substituer.



« Le président de MSF préconise un report des casques bleus de l'ONU en Somalie » **AFP** (France), Paris, 15 septembre 1992 (en français).

Extrait :

Dans une interview au quotidien *La Croix*, daté du 16 septembre, M. Brauman souligne que l'envoi de plus de 4000 soldats de l'ONU « n'est pas la solution qu'il faut » car elle risque d'« attiser les tensions au lieu de les apaiser, et de provoquer un contrecoup grave ».

Estimant que les factions somaliennes « n'ont pas donné leur accord à cette arrivée » et qu'elles ont seulement

accepté les 500 casques bleus chargés de faire respecter le cessez-le-feu à Mogadiscio, M. Brauman indique que l'envoi de troupes supplémentaires sera « un poids et un danger, à la fois sur le dispositif humanitaire » et pour « la sécurité des volontaires des ONG ».

M. Brauman – qui revient de Somalie et se prépare à se rendre à New York pour plaider contre l'envoi immédiat de casques bleus – indique en outre que la venue de « soldats +étrangers+ armés fait prendre à la nourriture une portée stratégique, qu'il faut à tout prix lui faire perdre ».

Selon lui, sur les dix points de distribution à l'intérieur du pays, « cinq seulement voient aujourd'hui l'aide arriver ».

Le président de MSF estime par ailleurs nécessaire « avant même l'arrivée des soldats de l'ONU », l'envoi d'une « aide en grande quantité et en différents points », sans stockage pour éviter les pillages.



« Débats: l'aide est possible » Rony Brauman, président de MSF France, ***Le Monde*** (France) 3 octobre 1992 (en français). **D50**

La Somalie n'est plus aujourd'hui une tragédie oubliée. Dix-huit mois après le début de la guerre civile, huit mois après l'apparition des signes avant-coureurs de la famine qui allait suivre, le mur de silence et d'oubli qu'avec le CICR nous essayions d'entamer depuis des mois s'est enfin écroulé. La mobilisation et l'aide internationales, encore insuffisantes, sont maintenant et depuis quelques semaines bien réelles et visibles sur le terrain. Et pourtant on peut avoir le sentiment que rien n'a vraiment changé : la mortalité reste effroyable (230 morts par jour en moyenne depuis des semaines dans la ville de Baïdoa), la violence ne semble pas reculer et les images que nous en rapportent les journalistes restent désespérément identiques à elles-mêmes. Est-ce à dire que les pillages et le racket réduisent cet effort à néant ? Que, sans une protection internationale assurée par des « casques bleus », l'aide ne ferait qu'engraisser une poignée de « seigneurs de la guerre » et ne parviendrait qu'en infime quantité à ses destinataires ?

Non, nous ne le croyons pas. En réalité, l'aide commence à produire des effets réels, mais encore peu visibles pour des raisons qu'il importe de comprendre. D'une part, les bénéfices de l'arrivée de nourriture et de la mise en place de centres de nutrition ne peuvent être immédiats, compte tenu de la gravité de l'état de la population : les plus gravement dénutris – ceux qui ont perdu plus d'un tiers de leur poids – meurent en grand nombre malgré la reprise de l'alimentation, et les autres mettent entre quatre et huit semaines pour récupérer une apparence « normale » dans les centres spécialisés. D'autre part, l'arrivée de secours entraîne systématiquement des concentrations importantes de population sinistrée : ceux qui sont améliorés – et ils sont nombreux ! – sont donc en permanence remplacés par de nouveaux qui se trouvent dans le même état de détresse physiologique

que leurs prédécesseurs au début, donnant l'impression d'un éternel recommencement. Enfin, dans le chaos inévitable de la mise en route de l'aide, des épidémies – rougeole et typhoïde en particulier – peuvent se développer à bas bruit pendant les quelques semaines nécessaires à la mise en oeuvre effective des mesures médico-sanitaires (soins médicaux, vaccination, approvisionnement en eau potable, évacuation des déchets). [...]

De plus, lorsque la situation est « visiblement » transformée, elle sort – par définition – du champ de la caméra, dont l'objectif pointera toujours vers l'enfant décharné, ignorant le gamin aux joues rebondies sauvé in extremis quelques semaines auparavant. La région de Merka, par exemple, offrait au mois de juin le même spectacle de désolation que Baïdoa. Aujourd'hui transformée, témoin de l'efficacité de l'aide, elle est généralement ignorée, comme le sera vraisemblablement Baïdoa dans quelques semaines.

L'aide est possible donc, en dépit de la violence et de l'anarchie, au prix de risques réels et de pertes matérielles que l'on peut estimer à 20 % de la nourriture, volée par des clans ou des bandes armées. Une protection internationale coûtera entre cinq et dix fois plus cher que ces 20 %-là sans être en mesure d'assurer un bouclier totalement efficace. C'est pourquoi les priorités, sur le plan humanitaire, sont : 1) l'augmentation de la quantité globale de nourriture pour atteindre des arrivages mensuels de 70 000 tonnes ; 2) le doublement des points d'arrivée aériens dans le pays ; 3) l'utilisation de moyens et de réseaux locaux pour assurer une meilleure diffusion de la nourriture dans les zones reculées du pays.

Ces deux derniers points auront pour effet immédiat de diminuer les concentrations, sources de dangers de toutes sortes, et de revitaliser quelque peu une société exsangue, l'ensemble faisant baisser la valeur stratégique de la nourriture, donc son prix et les violences qui y sont liées. L'ONU, dont le rôle est fondamental dans la recherche et la négociation d'une solution politique à ce conflit, peut-elle améliorer la sécurité de l'aide humanitaire en Somalie ? Sans doute, dès lors qu'un accord des forces en présence existe pour rendre sa tâche possible.

Dans le cas contraire, les « gardes bleus » risqueraient, à leur corps défendant, de susciter de nouvelles violences au lieu de les apaiser. Comment imaginer, dans un contexte d'extrême tension et de telle désagrégation sociale, qu'une action de police soit possible sans connaissance de la langue, du terrain, des acteurs, des clivages ? L'ONU peut et doit aider à la constitution d'une police locale, mais ne peut se substituer à elle. Aujourd'hui en Somalie, l'enjeu est de sauver tous ceux qui peuvent l'être par une aide alimentaire et médicale accrue, et de contribuer à bâtir une vie politique que la longue dictature de Siad Barré a anéantie. Il n'existe malheureusement pas, dans ce domaine, de solution clés en mains, mais un programme d'action que les organisations humanitaires et l'ONU continueront de développer, à condition que la communauté internationale leur conserve son soutien.

Le 17 septembre, la section française de MSF annonce publiquement l'ouverture de centres de nutrition à Hoddur. Elle précise qu'elle doit cependant effectuer un tri parmi des enfants atteints de malnutrition. La section suisse de MSF prend en charge à Kansardhere un module du programme de MSF France et l'annonce dans un communiqué de presse le 5 octobre.



« Médecins Sans Frontières au secours des enfants de Hoddur » Khaled Haïdar, **AFP** (France), Hoddur, 17 septembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Pour parer au plus urgent et sauver des vies humaines, l'équipe française de Médecins Sans Frontières (MSF France), installée à Hoddur, dans l'ouest de la Somalie, a dû faire un tri, parmi les enfants qui souffrent de la faim. Et pourtant tous sont squelettiques.

Deux mille enfants, premières victimes de la famine en Somalie, sont installés dans chacun des trois sites de distribution de nourriture. A Hoddur, on inhume 25 à 30 personnes par jour, c'est beaucoup moins qu'ailleurs, expliquent les experts, mais l'afflux de nouveaux arrivants laisse prévoir la poursuite de ce décompte macabre.

Ils sont 200 à arriver chaque jour, attirés par les vols des Hercules C-130 qui transportent l'aide alimentaire, affirme Abdi Mohamed, un médecin somalien qui travaille avec MSF. [...]

Pour tenter de freiner l'épuisant exode des nomades vers les villes où fonctionnent des centres de distribution, les organisations humanitaires veulent opérer « en amont » et livrer régulièrement des sacs de riz et de maïs dans des lieux reculés qui ne sont pas trop menacés par les pillards.

L'objectif est double: décongestionner les sites d'accueil déjà en place, et éviter aux milliers d'affamés à bout de force de se lancer dans de mortelles « marches de survie » vers les villes.

MSF est, dans ce but, en train d'aménager de nouveaux hangars pour stocker l'aide alimentaire destinée à être distribuée plus loin. L'organisation humanitaire reconstruit d'anciens bâtiments de l'administration qui n'ont plus ni toits, ni portes ni fenêtres. Les matériaux nécessaires ont été transportés au début de la semaine par avion depuis Mogadiscio. [...]

« Dans la chaîne de distribution de l'aide, tous se font ainsi payer », affirme un responsable de MSF. L'organisation cède ainsi une part des vivres aux personnes chargées de la sécurité, une autre aux « syndicats » des transporteurs et des porteurs.



« Médecins Sans Frontières Suisse intervient en Somalie auprès de 30 000 personnes » **Communiqué de presse**, MSF Suisse, 5 octobre 1992 (en français).

Médecins Sans Frontières-Suisse démarre un programme nutritionnel et médical auprès d'une population de 30 000 personnes établies à Kansardhere, à l'ouest de Baïdo. Il s'agit d'une majorité de personnes déplacées et aussi de résidents.

Une infirmière, un logisticien et un technicien sanitaire, assistés de 120 employés locaux, ouvriront jusqu'à 6 centres de nutrition supplémentaire pouvant accueillir un maximum de 1000 enfants chacun. Un programme de soins médicaux, de fourniture d'eau potable et d'hygiène et d'assainissement démarrera parallèlement.

Cette mission de Médecins Sans Frontières-Suisse, financée en grande partie par la Chaîne du Bonheur, est une extension des interventions de Médecins Sans Frontières en Somalie, qui comportent des activités chirurgicales à Mogadiscio et des missions d'assistance nutritionnelle à Kisimayo, Baïdo, Hoddur, Wajit, Merka, Brava.

Plus de 156 MSF sont déjà présents en Somalie, au Kenya (camps de réfugiés somaliens et de nomades kenyans), en Éthiopie (camps de réfugiés somaliens et groupements d'éthiopiens sinistrés) et au Yémen (assistance aux boat people somaliens).

Médecins Sans Frontières cherche encore des logisticiens et des infirmières avec une expérience de terrain pour assurer la relève des équipes en place.

Fin septembre, le responsable de programme de la section belge, ayant envisagé d'ouvrir une mission à Bardera, Patrick Vial, le chef de mission de la section française conteste cette ouverture. Selon lui à la suite d'une évaluation réalisée par MSF France à la mi-août, il avait été convenu qu'il n'était pas opportun de le faire, pour des raisons politiques.

Finalement la section belge n'y ouvrira un programme qu'en janvier, en raison de difficultés à trouver des volontaires expatriés pour travailler dans une zone aussi dangereuse. Ce programme sera fermé quelques mois plus tard, pour des raisons similaires.



Lettre de Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, à Dominique Martin, responsable du programme Somalie MSF France, 29 septembre 1992 (en français).

Bonjour, [...]

Je prends ma plume ce soir pour vous faire part d'un sérieux contentieux qui existe depuis qq temps avec notre cher ami M. et la coordination belge de MSF Somalie.

Le contentieux porte sur la présence possible d'une section MSF dans la ville de Bardera, ds la région de Gedo. Bardera a été choisie par le général Aïdid et ses trois compères du SSNM [South Somalia National Movement: Mouvement National Sud Somalien], SPM [Somalia Patriotic Movement: Mouvement Patriotique Somalien] et SDM [Somalia Democratic Movement: Mouvement Démocratique Somalien], comme étant la capitale, la ville-symbole du nouveau SNA [Somalia National Alliance: Alliance Nationale Somalienne], organe politique de réunification des partis politiques et des clans alliés à Aïdid et à la CSU [Congrès de la Somalie unie].

J'y ai fait un survey [une évaluation] à la mi-août avec Fred, nous avons identifié un sérieux problème au niveau des populations déplacées (1 à 3000 à l'époque). A suivi un rapport recommandant une intervention rapide, en termes de distribution générale de nourriture, de suppl-feeding et prise en charge médicale. Aujourd'hui, CARE et WFP (PAM : Programme alimentaire mondial) assurent la bouffe SCF (Save the Children Fund), UNICEF et bientôt AICF et GOAL, le suppl-feeding, et enfin l'UNICEF soutient l'hôpital.

MSF s'est abstenu de toute présence à Bardera même, étant donné les répercussions politiques que cela entraînerait obligatoirement. Nous intervenons cependant dans la région de Kansardhere-Diinsor qui est distante de 50 km.

Nous sommes taxés de « pro-Aïdid » par les partisans de Ali Mahdi et par Ali lui-même. Récemment les relations se sont à nouveau dégradées à la suite de nos déclarations au sujet de la venue de casques bleus supplémentaires, campagne de presse diffamatoire, accusations en tous genres, le tout pas sympa du tout pour moi. Nous envisageons sérieusement d'ouvrir une nouvelle mission ds les régions contrôlées par Ali Mahdi, ce qui calmerait bcp les esprits échaudés. La venue de MSF Espagne est une possibilité à proposer. Etant donné l'éclatement des sous-clans et l'absence de contrôle des autorités sur la population, je prends la chose très au sérieux.

Le contentieux tient au fait que M. ne tient absolument pas compte de ces faits, voulant à tout prix ouvrir à Bardera. J'avais déjà clairement exprimé des réticences quant à cette éventualité. Ce fut, en tant que « coordinateur général » pour MSF en Somalie, ma seule et unique doléance.

Je m'aperçois aujourd'hui, après maintes tentatives de dialogue, que M. se fout pas mal de toute forme de recommandation de ma part, et de plus, fait carrément de la provo en envoyant il y a une semaine une équipe à Bardera prendre des contacts avec des ONG de Mogadiscio avec lesquelles je communique régulièrement et s'engager à intervenir si celles-ci ne le font pas. Tout cela sans informer qui que ce soit ici. [...]

Je suis donc au regret de vous informer que l'idée de coordination générale, qui consiste en fait à un rôle limité de représentativité de MSF à Mogadiscio et de recommandations pour les questions géo-politiques ou claniques, n'existe que sur le papier. Mais cette question est de peu d'importance au regard des conséquences graves risquant de découler du mépris qu'affiche le sieur

M. pour les avis de son petit camarade. La sécurité de nos équipes est en jeu.

D'autre part, j'estime tout a fait incorrect de la part de MSF-B de venir explorer ou s'installer dans un endroit que MSF-F a déjà investigué et où il fut décidé de ne pas intervenir pour des raisons connues.

Je demande donc au sieur M. de réviser ses plans. Il y a beaucoup à faire dans les régions de Kisimayo, Giamama, Guilib [...] avant de monter en haut.

Dans le cas contraire, et je m'étonnerai d'autant d'irresponsabilité de la part d'un « responsable de programme » je me verrai obligé d'y opposer un veto que je me sens tout à fait le droit d'exercer.

Patrick était devenu un peu le « propriétaire » de la Somalie. Et, aux yeux des autres sections et d'un certain nombre d'entre nous ici, ce n'était évidemment pas acceptable. Cela ne pouvait pas marcher comme ça. C'était une réalité générale. Cela n'empêche pas qu'il connaissait bien le pays et qu'il avait peut-être raison sur la question de Bardera. Mais moi je ne lui donnerais pas raison. Si j'ai un a priori, c'est plutôt du côté des Belges. Le responsable des programmes de MSF Belgique n'était pas ma tasse de thé, mais il se heurtait à cette résistance inacceptable. Patrick était trop engagé, trop dans cette espèce de vibration à l'unisson avec toutes les ondes somaliennes.

Dr Rony Brauman, président de MSF France (en français).

J'ai fait une mission explo cross-border en passant par Mandera (Kenya) pour aller à Bardera. Aïdïd était bloqué par je ne sais plus quelle faction, ainsi que la population de cette petite ville et les camps de déplacés. C'était une enclave, en quelque sorte. Aucune aide n'y entraît. Avec la coordinatrice médicale pour la Somalie, basée à Nairobi, on a dit qu'on allait tenter quand même une mission explo pour essayer de forcer ce blocage. Les gens mouraient partout dans cette ville... on voyait des gens manger des racines. C'était vraiment le désastre. Mais Bruxelles a refusé l'intervention parce qu'on ne trouvait pas d'expatriés pour y aller: il y avait un manque de volontaires pour la Somalie en général. Il est vrai qu'au niveau sécurité, ce n'était pas génial. En janvier on a quand même ouvert Bardera avec des volontaires qui venaient de la mission de Guilib, qu'on avait ouverte en novembre. Mais c'était le far west total. Finalement j'ai dû retirer l'équipe de Bardera. Ils ne tenaient plus. Pendant des mois il a été impossible de trouver des volontaires, donc il n'y a pas eu moyen de lancer des opérations. Et donc on a fermé le projet.

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique à Kisimayo d'août 1992 à avril 1993 (en français).

Le 23 septembre, la section française lance une nouvelle campagne d'appel aux dons pour ses opérations de secours en Somalie, insistant sur le fait que les Somaliens ont toujours besoin d'aide.



« Médecins Sans Frontières – Urgence : Opération Corne de l'Afrique », Dossier de presse, MSF France, 23 septembre 1992 (en français). D51

Médecins Sans Frontières, présent en Somalie depuis janvier 1991 et dans les camps kenyans depuis février 1992, a lancé depuis plusieurs mois des programmes de secours partout où une implantation est possible, en mettant en oeuvre tous ses moyens humains et matériels.

156 volontaires de Médecins Sans Frontières sont sur le terrain en Somalie, au Kenya, en Éthiopie et au Yémen, pour l'une des plus importantes opérations d'urgence que notre organisation ait jamais engagée. Le budget « Corne de l'Afrique » de Médecins Sans Frontières s'élève à plus de 25 millions de dollars.

L'urgence somalienne, pour sauver de la mort des millions d'individus, est toujours d'actualité. Nous devons réussir à soigner plusieurs centaines de milliers de sinistrés et à sauver de la faim des dizaines de milliers d'enfants. C'est pourquoi nous avons encore besoin du soutien des médias et du public pour que chacun sache que les Somaliens ont encore besoin d'aide, pour nous aider à démontrer que l'on peut agir efficacement en rendant compte de notre travail, pour soutenir financièrement notre opération de secours.

Merci de votre soutien.

[...] Le coût des centres de nutrition

Il faut inclure :

- l'achat de l'Unimix
- les frais de transport aérien de Nairobi à Mogadiscio de 7,5 tonnes d'Unimix nécessaires au fonctionnement d'un centre accueillant 500 enfants pendant 1 mois,
- les frais de personnel (1 surveillante nut. + 3 assistantes + 2 cuisinières + 2 personnes d'entretien + 4 gardiens) embauché localement et la prise en charge des volontaires de Médecins Sans Frontières,
- les médicaments pour traiter les problèmes de santé majeurs (vaccination rougeole, suivi médical des déshydratations sévères, avitaminoses A, paludisme, infections respiratoires aiguës)
- un véhicule (avec chauffeur local, entretien et essence) pour le transport du matériel et des équipes.

Le budget d'un centre de nutrition pour prendre en charge 500 enfants pendant un mois s'élève à 99 200F. En faisant un don de 200 Francs à Médecins Sans Frontières, vous nous permettez donc de nourrir un enfant pendant un mois.

Le Ministre français de la Santé, Bernard Kouchner, a annoncé « une journée pour la Somalie » au cours de laquelle les écoliers seront sollicités pour apporter du riz pour les Somaliens. Le terrain s'inquiète de nouveau de l'afflux de journalistes que l'opération va engendrer. Celle-ci a lieu le 20 octobre et MSF saisit cette opportunité pour informer d'éventuels nouveaux donateurs sur ses activités en Somalie. L'opération « sac de riz » sera toutefois loin de faire l'unanimité dans le monde politique et associatif français.



Compte-rendu de la réunion du département de la communication, MSF France, 29 septembre 1992 en français).

Extrait:

Plan com. Corne de l'Afrique

Le dossier de presse est réactualisé avec les dernières infos et les cartes remises à jour. Un mailing presse très large sera fait la semaine prochaine pour relancer l'intérêt des journalistes. Le dossier sera accompagné d'une lettre type aux rédacteurs en chef et d'une photocopie de typon (si possible, le nouveau typon).

Journée nationale du 20 octobre pour la Somalie à l'initiative de Kouchner : afin de profiter de la mobilisation de l'opinion, nous préparons des dossiers rappelant l'action spécifique de MSF en Somalie, nos besoins et le numéro de compte MSF, à ne pas confondre avec le compte du ministère... Un dossier est envoyé aux antennes dès cette semaine pour relance de la PQR [presse quotidienne régionale]. Contacts prévus au niveau des écoles : à étudier pour savoir qui sont les meilleurs interlocuteurs (conseillers pédagogiques ou autres : Carl mène l'enquête). 2 équipes de France 2 partent, l'une en Éthiopie et en Somalie, l'autre au Sud-Soudan, dans le cadre de la journée du 20 octobre + directs TV depuis des écoles en France. L'affichage « SOS Somalie » (campagne Kouchner) est commencé.



Fax de Frédéric Vigneault, chargé de communication MSF France en Somalie, à Dominique Martin, responsable de programme Somalie, et Anne Fouchard, chargée de communication MSF France, 27 septembre 1992 (en français).

Extrait :

Dans la perspective de l'arrivée de la vingtaine de personnes d'A2 pour l'opération 1kg de riz par enfant :

1) il faut absolument que [la journaliste d'A2] nous recontacte avant qu'elle débarque à Mogadiscio car j'aimerais clarifier certains points pour la Somalie. Il est clair que ce n'est pas directement pour MSF mais que s'il y a un message à faire passer on peut le faire. Dans le même ordre d'idée il est évident que ce n'est pas MSF qui prend

en charge ces gens-là [...] Il ne fait aucun doute qu'il y aura d'autres journalistes à côté d'A2...

Il nous est difficile ici d'imaginer un nouvel afflux en tous genres, du type [de celui que] nous avons subi en août et début septembre. Nous proposons et nous voudrions qu'Anne Fouchard se libère une semaine afin de venir sur Mogadiscio. Il est important de faciliter l'échange et que la com Paris se rende compte de l'impact que cela représente. [...]



Compte-rendu de la réunion du département de la communication, MSF France, 13 octobre 1992 (en français).

CORNE DE L'AFRIQUE

Relance typon: appel à une bénévole qui se consacre à la relance toute la semaine, pour obtenir des passages gratuits dans la presse.

Télérama consacre sa Une cette semaine à la Somalie + reportage de Nicole du Roy en 6 pages, où MSF est largement cité.

Le terrain voudrait communiquer sur le manque de nourriture et la mauvaise qualité de celle qui arrive. Voir avec les opérations si on peut axer notre communication sur un mode plus « agressif »...

France 3 Marseille : émission spéciale Somalie le 30 octobre, avec Rony comme témoin

Opération Kouchner pour la Somalie : génère pas mal d'appels chez nous. Michel voit en réunion du mercredi comment on peut en profiter. A savoir : MSF n'est pas partie prenante de l'opération, mais on informe les personnes qui appellent sur notre action. Si elles veulent participer à l'opération « riz », on leur donne le numéro vert.

Europe 2: le réseau de cette station a été contacté pour passage de notre message « Somalie ».



« *Les enfants de France pour la Somalie* », une opération humanitaire à l'échelle du pays ». **AFP** (France), Paris, 20 octobre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Les 12,5 millions de petits Français, dans leurs 73000 écoles, collèges et lycées, étaient conviés à apporter en classe, lors de cette journée du Tiers-Monde à l'école, du riz destiné aux enfants de Somalie décimés par la famine. 1,5 millions de Somaliens, en majorité des enfants, sur une population de 6 millions, sont en danger de mort immédiate et 3 millions menacés à plus ou moins brève échéance.

« *Vous porterez un simple paquet de riz comme une main tendue à ceux qui ont les mains vides. Pour un petit Somalien qui recevra votre don, chaque grain de riz sera un grain de vie* », a déclaré le ministre de l'Éducation nationale.

«*Votre chaîne de solidarité pourrait nourrir les enfants somaliens pendant un mois*», a affirmé le ministre de la Santé et de l'action humanitaire.

Ils ont été entendus et mardi, les cours d'école prenaient des allures d'entrepôts. [...]

Quelques voix discordantes se sont fait entendre sur le bien-fondé de l'initiative, d'une «*portée limitée et incertaine*» selon le PCF. «*Il aurait mieux valu leur envoyer du blé français*», a estimé Robert Pandraud du RPR tandis que les enseignants FO affirmaient que «*l'école laïque n'avait pas à s'impliquer dans une opération caritative*».

Le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID), qui regroupe une trentaine d'associations humanitaires, parlait «*d'illusion*» et doutait que le riz arrive effectivement aux enfants somaliens.

«*Il y a toujours eu des vautours et des rabats-joie*», leur a répondu publiquement Bernard Kouchner. «*Cette opération ne règle pas la guerre mais que ceux qui critiquent toujours tout m'expliquent comment on peut faire quand des enfants meurent. Si on peut arriver à les nourrir pendant un mois, c'est bien*», a-t-il affirmé.

DES SECOURS INSUFFISANTS ET TRES CONVOITÉS

A pied d'œuvre dans les régions les plus touchées de la Somalie, les équipes de MSF sont régulièrement empêchées de travailler par les combats et les incidents de sécurité. Le 18 septembre, cinq employés de MSF France et deux journalistes sont brièvement retenus en otage à l'hôpital Médina de Mogadiscio par un employé mécontent de recevoir une partie de son salaire en nourriture. Fin octobre, c'est le personnel de cet hôpital qui se met en grève et bloque l'accès aux expatriés de MSF. Début novembre, sommé de prendre en charge la réhabilitation des locaux et les salaires du personnel ou de partir, MSF décide de cesser ses activités dans l'hôpital.

Le 1^{er} octobre, des combats entre factions somaliennes empêchent temporairement l'équipe de MSF France d'entrer à Merka.

Le 14 octobre, une partie de l'équipe de MSF Hollande évacue la mission de Baïdoa, à la suite de rumeurs sur une éventuelle attaque de la ville. Pendant son absence, les gardes mitraillent la porte du local radio et le cambriole. Le 7 novembre, une partie de l'équipe évacue de nouveau, après un tir sur l'un de ses membres. Le 21 novembre, une arme est pointée sur deux infirmières.

Enfin le 10 novembre, les responsables du siège de MSF France décident que Patrick Vial, le coordinateur,

menacé de mort et sommé de quitter la Somalie depuis plusieurs mois, doit partir.



«*Mogadiscio*», **AFP** (France), 18 septembre 1992 (en anglais).

Extrait:

Les risques encourus dans l'apport de secours aux millions de Somaliens affamés ont également été mis en lumière jeudi quand cinq employés de l'organisation médicale Médecins Sans Frontières (MSF) et deux journalistes de l'AFP ont été pris en otage pour environ une heure à l'hôpital Médina de Mogadiscio par un Somalien armé d'une grenade.

Selon Xavier Lassalle, de MSF, ce Somalien, un employé de l'hôpital, était fou de rage parce qu'il a commencé à être payé en nourriture au lieu d'argent comptant.



«*Mogadiscio*», **AFP** (France), 1^{er} octobre 1992 (en anglais).

Extrait :

Selon des travailleurs humanitaires, des employés de l'organisation médicale française Médecins Sans Frontières (MSF) ont été empêchés mardi d'entrer dans la ville de Merka, à 60 km au sud de Mogadiscio, par des combats entre clans.



Rapport d'évaluation, Baïdoa, MSF Hollande, juin 1993 (en anglais).

14/10/1992, évacuation partielle de l'équipe. Rumeurs selon lesquelles Morgan (le gendre de Siad Barre) prévoit d'attaquer Baïdoa. Une semaine plus tard, l'équipe est de retour.

21/10/1992, cambriolage dans la salle de radio. Les gardes MSF ont tiré à travers la porte fermée de la pièce. La cour arrière par laquelle sont entrés les cambrioleurs est jonchée d'épines.

07/11/1992, un membre de l'équipe est blessé par une balle qui ricoche du sol vers son pied. Evacuation partielle pour signifier à la population que c'est inadmissible.

22/11/1992, deux infirmières expatriées sont braquées avec des armes, le chef de mission suggère de réduire l'effectif de l'équipe.



Fax de Frédéric Vigneault, coordinateur adjoint MSF France, aux responsables de MSF France, 25 octobre 1992 (en français).

Extrait :

Lors des deux derniers mois, les échanges avec le MoH (Ministère de la santé) en général (y compris les autorités des hôpitaux Digfer / Medina) et MSF (Patrick) se sont de plus en plus dégradées, voir [sont devenues] quasi impossibles.

A cet effet une lettre a été rédigée par quatre personnes ayant fonction à l'intérieur de ce ministère [...] demandant le renvoi de Patrick en tant que coordinateur général de MSF.

La lettre discrédite Patrick dans les termes généraux suivants : refus de coopération avec le MoH, ne répond pas aux convocations qui lui sont adressées, méprise ses interlocuteurs, les insulte etc... Cette lettre a été envoyée au Pr. Isse et tout ce « beau monde » est allé en référer au Gen. Aïdid qui aurait donné son approval. De quelle manière ? A-t-il fait le lien avec son dernier entretien avec Patrick certes courtois, mais houleux ?

Une chose semble certaine, c'est que Aïdid n'est pas à l'origine de cette lettre (celle que nous avons reçue) mais l'approuve totalement, d'autant plus qu'ils auraient exprimé le fait de démissionner ou d'arrêter de travailler si Patrick devait revenir dans le pays pour y rester...

L'idée de cette lettre prenait forme avant l'histoire du PSP⁹, mais celle-ci a complètement accéléré le processus et surtout l'a porté à un niveau supérieur, donc politique. [...]

Pourquoi politique ?

Il semblerait que le processus de présentation pour envoyer 2 médecins au stage du PSP n'a pas été le même entre le nord et le sud ; officiel pour le nord et personnel pour le sud. En clair Patrick reconnaîtrait le président par intérim Ali Mahdi et son ministère de la santé alors qu'au contraire il aurait « court-circuité » celui du sud. Ceux du sud ayant été informés par ceux du nord (sic), ils ont demandé des explications et surtout le droit de choisir quelle personne serait la plus apte à participer à ce genre de séminaire...

D'après lui c'est là que les choses se dégradent complètement. Je cite : « *refus catégorique de Patrick de comprendre qu'il n'a pas le droit de choisir à un niveau personnel et (donc) pire de reconnaître le MoH ! ou au moins de passer par lui.* [Patrick dit] que si le MoH n'accepte pas sa proposition, MSF ferme sa collaboration et pour couronner le tout, Pat quitte la salle en lâchant un « fucking » et claque la porte violemment (interprétation somaliennes)...

Voilà, c'est en résumé ce qu'ils reprochent à Patrick et ce pourquoi ils demandent qu'il soit remplacé. Il semble que pour eux, c'est inacceptable de quitter la salle dans des termes aussi violents et un manque de respect considérable de traiter le MoH de « fuckin' » sans compter l'aspect honteux qu'un tel mot peut signifier etc ...

Après discussion, Pr. Isse avance qu'il y a certainement possibilité de négociations mais qu'il est hors de question de voir revenir Patrick dans un premier temps, tant que tout ceci n'a pas été discuté avec un responsable parisien. Que sa venue peut être prise comme un affront par ceux qui se sont fait insulter et qu'ils semblent être prêts à mettre leurs conditions, à savoir d'arrêter leur travail en pratique ; auquel cas il se verrait dans l'obligation demander le renvoi de Pat dans les 24h etc...

Il rappelle aussi leur satisfaction d'avoir vu MSF depuis le début de la guerre et manifeste leur « soutien » à l'ONG ; c'est pour cela qu'ils demandent à MSF d'envoyer son remplaçant et non pas directement de renvoyer Pat dans les 24 heures. Ils ne comprennent pas pourquoi cela pose un tel problème, puisqu'ils sont contents de notre présence et veulent collaborer avec nous au mieux... Ils estiment avoir envoyé la lettre à l'UNOSOM pour information mais qu'en aucun cas ils doivent se mêler de cette histoire qui concerne MSF sur un cas particulier et le CSU au travers du MoH.

Je voulais par ce fax vous relater les faits et détails tels qu'ils m'ont été transmis afin que vous puissiez débattre de la manière dont nous devons ou pouvons aborder le problème. Il a bien sûr par ailleurs été discuté de la politique MSF en général, concernant l'envoi de personnes au stage du PSP, initiative du siège parisien comme on le pratique dans beaucoup d'autres pays.

Il faut prendre aussi en considération que l'ANS est dans un élan nationaliste, si je puis dire, et que cette histoire va avec leur nouvelle approche de vouloir « orchestrer » l'aide en général, et surtout de décider de qui, quoi comment de l'ONU et des ONG doivent intervenir dans leur pays.

Lors de notre entretien avec Mohamed Awaleh (chairman for international relations) il a clairement exprimé le « ras-le-bol » de n'avoir aucun feedback des intervenants étrangers et de la notion colonialiste que cela implique. Il a aussi exprimé la frustration des Somaliens en général et des dirigeants en particulier concernant ce sentiment des « colonisateurs » d'avoir le droit de faire n'importe quoi au nom de l'humanitaire et de planter son drapeau où bon leur semble. Il est conscient de la fragmentation du pays et des divisions claniques que cela implique mais proclame que même aussi bas qu'ils se trouvent à l'heure actuelle il existe suivant les régions une autorité locale administrative, politique ou religieuse à laquelle il faut référer (Moga Nord, Moga Sud, Bossaso, Kisimayo, Hargeisa ...).



« **Rapport d'activité août, septembre, octobre, novembre 1992** », MSF France Somalie, Brigitte Doppler, Patrick Vial, 2 novembre 1992 (en français). **D52** ↗

Extrait :

II-MOGADISCIO:

[...] Il est à noter au cours de ces trois mois les difficultés grandissantes de faire face aux revendications salariales du personnel médical (MSF et non MSF)...

9. stage Population en Situation Précaire, organisé par MSF pour former des cadres .

Fin octobre commence une grève du personnel de l'hôpital qui va durer plus de 10 jours sans que nous ne soyons autorisés à entrer dans l'hôpital. Début novembre, certains membres du MoH et de l'hôpital nous mettent face à l'ultimatum suivant:

Soit MSF accepte de prendre en charge la réhabilitation et les salaires de l'hôpital, soit MSF quitte le MEDINA...

Nous nous retirons donc de l'hôpital et ne sommes à ce jour toujours pas autorisés à y pénétrer ne serait-ce que pour visiter certains de nos anciens patients!

De toutes façons notre départ était à envisager, la chirurgie n'étant plus une urgence à MOGADISCIO;

Le DIGFER GENERAL HOSPITAL par ailleurs a été totalement pris en charge par IMC (salaires, drug supply, ...). IMC ayant été soumis aux mêmes pressions, eux ont décidé d'accepter, ce qui a précipité notre «renvoi» du MEDINA.

Le DIGFER a la capacité d'admettre les urgences dans les périodes calmes comme en ce moment. Il n'y a donc à priori pas de raisons objectives de maintenir la mission. Reste à définir s'il nous faut ou non garder une activité VISIBLE sur MOGA, auquel cas on pourrait envisager de reprendre en main quelques uns de nos dispensaires avec un réel suivi, former le staff et le salarier.



Compte-rendu de la réunion des opérations MSF France, 3 novembre 1992 (en français).

Extrait :

Somalie : P. Vial moins inquiet que nous sur le fax. On attend l'avis de Dom M [Dominique Martin, responsable de programme Somalie] mais les participants sont divisés sur la question de la négociation du maintien de Patrick. Le sentiment est que la situation nous échappe. Rony B et Bernard P sont prêts à se rendre à Moga.



Compte-rendu de la réunion des opérations MSF France, 10 novembre 1992 (en français).

Extrait :

Somalie : l'ultimatum concernant Patrick prend fin aujourd'hui. Bernard va précipiter le dénouement de l'affaire : Patrick est en danger et MSF n'a pas intérêt à continuer ce bras de fer. Patrick quitte la Somalie.



J'étais déclaré «persona non grata», ainsi que le représentant de l'Unicef et une autre personne [de SCF]. Dans mon cas c'était entre autres à cause d'une sombre histoire interne où je m'opposais à certaines choses comme un approvisionnement en fioul plus important au bénéfice de tel hôpital plutôt que tel autre. En gros ça n'allait pas très bien avec certaines personnes proches

d'Aïdid. Mais l'une des raisons principales pour laquelle on m'a demandé de quitter le pays c'est le fait que j'invite à participer au PSP deux médecins, un de chez Aïdid et un autre de chez Ali Mahdi. Ça n'avait pas plus du tout au clan d'Aïdid, surtout la formulation des lettres d'invitation. Celle destinée à Ali Mahdi était adressée à « monsieur le président » et celle pour Aïdid l'était à « général Aïdid ». Ce n'était même pas moi qui avais envoyé cette lettre, c'était le siège parisien. Aïdid avait eu vent qu'on ne s'adressait pas à lui comme président mais comme général et il en avait pris ombrage. J'ai reçu des menaces : si je n'étais pas parti dans les 3 jours, ils me faisaient la peau. Je n'en croyais rien car j'avais déjà reçu des menaces de ce genre. Mais le siège a décidé que ce serait mieux que je parte et je suis parti en novembre 1992. Je suis revenu quelques mois plus tard. Le Général Aïdid m'a invité à déjeuner et a exprimé des regrets, admettant qu'il avait été trompé par son entourage.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars 1992 à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français), interviewé en 2000.

Les opérations de secours massives des Nations unies sont aussi gravement perturbées par l'insécurité qui règne dans le pays. Le 8 octobre, les opérations de largage de vivres vers quatre villes somaliennes sont suspendues et des membres d'organisations humanitaires sont évacués de Bardera, ville sous le contrôle du général Aïdid mais sous la menace d'une attaque d'une faction tenue par Morgan, le gendre de Siad Barré. Elles reprennent le 11 octobre, puis sont de nouveau suspendues le 23 octobre. Les 500 soldats pakistanais de l'ONU sont empêchés de se déployer sur le port et l'aéroport de Mogadiscio par les forces du général Aïdid. Celui-ci réclame la constitution d'une force de police avec l'aide des forces internationales... ce qui équivaldrait à une reconnaissance de facto de son autorité.

Un « responsable d'une organisation non gouvernementale travaillant depuis le début du conflit en Somalie » – probablement de MSF – déclare à l'AFP que : « les ONG avaient plus de facilité pour s'entendre avec les différents clans pour l'arrivée et le transport de l'aide lorsque l'ONU était absente de Mogadiscio ».



« Les opérations de secours menacées par l'insécurité » AFP (France), Nairobi, 8 octobre 1992 (en français).

Extrait :

Les opérations de secours à destination de quatre villes somaliennes ont été suspendues jeudi et des membres

d'organisations humanitaires ont été évacués de Bardera après le meurtre d'un garde somalien des Nations unies. [...] Un avion de transport C-130 de l'armée de l'air canadienne a évacué neuf membres de ces organisations de Bardera (sud de la Somalie) vers Nairobi, selon des responsables canadiens. Il devait y retourner jeudi pour évacuer tous les membres encore présents d'organisations humanitaires telles CARE (internationale), Save The Children Fund (britannique), l'AICF (Association internationale contre la Faim, français) et le Comité international de Secours (américain).

[...] Des problèmes de sécurité ont aussi amené l'armée de l'air américaine à détourner ses vols humanitaires de Sacco-Huen et Hoddur (sud de la Somalie) vers Baïdoa (centre), ont indiqué des responsables des Nations unies. Les vols américains à destination de Belet Huen (ouest), qui ont repris après une interruption de trois semaines due à des problèmes de sécurité, ont également été détournés sur Baïdoa (ouest) en raison des pluies, a indiqué un représentant du Programme alimentaire mondial (PAM), Francis Mwanza.

Des membres d'organisations humanitaires à Belet Huen ont reçu des menaces de mort, ont également indiqué les organismes de secours.

«*L'arrêt des opérations de secours à Bardera aura un impact très sérieux*», a affirmé M. Mwanza: «*il y a 60.000 hommes, femmes et enfants dans Bardera qui dépendent de l'aide alimentaire*».



«*L'ONU reprend le parachutage des vivres en Somalie*» AFP (France), Nairobi, 11 octobre 1992 (en français).

Le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a repris dimanche le parachutage de vivres en Somalie avec le largage par un avion militaire C-130 canadien de 12 tonnes de blé sur Dinsoor (ouest du pays) où quelque 40000 personnes sont touchées par la famine, a annoncé l'organisme international.

Dans les semaines à venir, environ 1000 tonnes de vivres seront larguées sur les régions du centre et du sud de la Somalie. L'opération sera réalisée à l'aide d'avions militaires canadiens, allemands et américains, a indiqué un communiqué du PAM.

[...] L'organisation a constitué des équipes mobiles qui se rendront dans les zones de parachutage pour aider les chefs des villages somaliens à distribuer les vivres.

Selon le PAM, un millier de personnes par jour meurent de faim et de maladie.

[...] Ces six dernières semaines, le PAM a organisé le transport aérien de 210 tonnes de vivres par jour en moyenne en Somalie, mais l'aide est surtout parvenue aux villes disposant de pistes d'atterrissage susceptibles d'accueillir les gros avions. [...]



«*Le mandat des gardes bleus ensablé dans Mogadiscio*» AFP (France), Mogadiscio, 24 octobre 1992 (en français).

Extrait :

Les 500 soldats pakistanais des Nations unies arrivés en septembre à Mogadiscio pour protéger les opérations d'aide humanitaire ne sont toujours pas déployés sur le port et l'aéroport de la capitale somalienne.

L'insécurité s'accroît, en raison de la tenace opposition du chef de guerre qui tient l'essentiel de la ville, le général Mohamed Farah Aïdid. Le port, l'aéroport, le centre-ville, les faubourgs de Mogadiscio sont toujours aux mains des hommes du général Aïdid, des clans qui se disputent des bouts de territoires et des shiftas (bandits) pour qui la loi des armes qui règne sur la ville est une excellente affaire.

[...] Dans le quartier-général du Congrès de la Somalie unifiée (USC) de Mogadiscio, le conseiller en relations internationales du général Aïdid se veut rassurant. «*Nous n'empêchons pas le déploiement des gardes bleus, nous sommes seulement en discussion pour la formation d'une police qui serait chargée... de les protéger*», explique Mohamed Awale.

Le général Aïdid poursuit ainsi son idée de constitution d'une force de police avec l'aide de la communauté internationale, ce qui constituerait de facto la reconnaissance de son autorité dans le sud de Mogadiscio au détriment de son rival du nord, le président par intérim Ali Mahdi Mohamed.

Tout en ayant accepté, après des mois de refus, l'arrivée des 500 gardes bleus dans Mogadiscio, cette exigence permet aussi au général Aïdid de bloquer le processus d'implication de l'ONU dans le conflit somalien.

Selon un responsable d'une organisation non gouvernementale travaillant depuis le début du conflit en Somalie, les ONG avaient plus de facilité pour s'entendre avec les différents clans pour l'arrivée et le transport de l'aide lorsque l'ONU était absente de Mogadiscio.

Deux mois après le début de la mobilisation internationale pour l'aide à la Somalie, les acteurs internationaux, politiques comme humanitaires, constatent que l'aide seule ne suffit pas à stabiliser la situation. Une solution politique est nécessaire mais les propositions divergent sur la forme qu'elle devrait prendre.

Le 10 octobre, l'ONU demande aux pays donateurs de soutenir son « programme d'action de 100 jours » d'un montant de 82,7 millions de dollars destiné à aider les Somaliens.



«La recherche d'une solution politique pour 'l'enfer somalien'» Serge Arnold, **AFP** (France), Nairobi, 5 octobre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Après des semaines d'aide humanitaire internationale, qui a fait reculer la faim et la mort mais pas l'insécurité de la démente armée, le sentiment dominant est qu'il faut en plus «*trouver autre chose*», qu'il faut «*changer les règles du jeu*», comme le dit le président de l'organisation américaine Save the Children, Barnett Baron.

Andrew Natsios, coordinateur de l'aide américaine à la Somalie, affirme pour sa part: «*Si nous ne mettons rien place, nous serons ici pour toujours et nous n'en avons pas moyens*».

La conviction que l'aide humanitaire seule est sans doute incapable de produire une solution pour la Somalie a ainsi provoqué un retour en force de la recherche d'une solution politique, à laquelle travaille aussi le responsable de l'opération des Nations unies en Somalie (UNOSOM), M. Mohamed Sahnoun.

L'Organisation de l'unité africaine (OUA), longtemps absente de ce drame, vient de proposer la tenue d'une conférence internationale. Une initiative de la ligue arabe se dessine pour une «conférence de réconciliation nationale».

Le ministre français délégué aux Affaires étrangères, Georges Kiejman, a préconisé la mise en place d'une «autorité de tutelle», citant l'exemple cambodgien. L'idée de «protectorat de l'ONU» a les faveurs de nombreux diplomates dans la région.

Ce modèle paraît toutefois très dangereux aux observateurs qui soulignent la force du sens de l'indépendance des Somaliens, démontré dans les guerres conduites de 1900 à 1920 contre les colonisateurs britannique, éthiopien et italien.

[...] D'autres diplomates préconisent la «solution cynique» à savoir l'arrivée au pouvoir militaire du chef le plus fort, estimant que la Somalie ne «*peut fonctionner que sous une poigne de fer*».

Mais aucun des «seigneurs de guerre» ne paraît capable de s'imposer, sans même tenir compte du Somaliland, l'ancien protectorat britannique qui a fait sécession en mai 1991, constatant que «*l'unité a échoué, ne laissant en héritage que mort et misère indescriptible*».

Des intellectuels somaliens à l'étranger considèrent d'ailleurs qu'il serait vain de vouloir rétablir une Somalie unie. L'ancien ambassadeur américain en Somalie, Frank Crigler, cité par le Herald Tribune, estime dans le même sens que «*l'idée d'un territoire avec des frontières définies et un gouvernement central est une idée occidentale, artificiellement imposée*» à la Somalie.

Les dirigeants des ONG américaines et M. Natsios, de retour de Somalie, ont d'ailleurs préconisé, jeudi dernier à Nairobi, de faire jouer la structure tribale traditionnelle, avec rétablissement de l'autorité des «anciens» dans des clans qui ne seraient plus dévoyés par les jeunes gens portant AK-47 ou M616. «*C'est de l'angélisme, ré-*

torque un responsable français d'ONG, le pouvoir des anciens est parti en déliquescence».

Demeure alors encore comme «solution» ou «menace», l'islamisme, un réel ciment pour les Somaliens – qui pointe, sous une forme radicale, dans le nord est du pays –, fort de ce que seuls la langue couchitique et la religion sunnite fondent véritablement l'incertaine «unité» somalienne.



«Programme d'urgence de l'ONU : course contre la mort en Somalie» **AFP** (France), Genève, 10 octobre 1992 (en français).

Extrait :

Pour empêcher un million de Somaliens de mourir de faim et de maladie, les Nations unies demandent aux pays donateurs, lundi et mardi à Genève, de soutenir un «*Programme d'action de 100 jours pour l'assistance humanitaire accélérée en Somalie*».

Pour ce plan d'action immédiate, mené avec les organisations non gouvernementales (ONG), 82,7 millions de dollars sont nécessaires d'ici la fin de l'année.

L'ONU veut faire «*une injection massive d'aide alimentaire*», renforcer une campagne de vaccination, améliorer urgemment la qualité de l'eau et de l'hygiène, construire des abris et vêtir les habitants, leur donner simultanément des semences, des outils, des vaccins pour animaux et de la nourriture, ainsi qu'empêcher un nouvel exode de réfugiés et encourager les retours. [...]

Le 27 octobre, Mohamed Sahnoun, représentant de l'ONU en Somalie qui avait critiqué les lenteurs de certaines agences onusiennes, est contraint de donner sa démission malgré le soutien des cinq membres du Conseil de sécurité et de l'ensemble des acteurs humanitaires. Tous reconnaissent son travail de négociation politique avec les différentes factions somaliennes et redoutent les conséquences néfastes de son départ.

Dans un communiqué de presse, MSF France exprime ses regrets concernant ce départ et ses craintes qu'il n'entraîne une aggravation de la situation.



«La démission de M. Sahnoun risque de compromettre les efforts entrepris en faveur de la Somalie». **Communiqué de presse n° 25**, MSF France, 28 octobre 1992 (en français).

Alors que la Somalie est toujours en proie à une famine d'une extrême gravité et que les combats se poursuivent, Médecins Sans Frontières craint que le départ de M. Sahnoun, représentant spécial du Secrétaire général des

Nations unies, porte un coup d'arrêt aux efforts entrepris tant au niveau politique qu'humanitaire dans le pays.

M. Sahnoun connaît parfaitement les problèmes complexes de la Somalie. Sa démission, si elle était acceptée, risquerait de remettre en question les discussions en vue d'une solution politique aux conflits qui ravagent aujourd'hui le pays.

Médecins Sans Frontières rappelle par ailleurs que la situation reste dramatique en Somalie, la survie de centaines de milliers de personnes dépend encore de l'efficacité des secours que le départ de M. Sahnoun risque de compromettre.

Médecins Sans Frontières a actuellement une quarantaine de centres de nutrition pour les enfants dans les régions de Merka-Brava (Merka, Qorioley, Bule Marer et Brava), Kisimayo-Jilib, Wajit et Hoddur et Kansardhere ainsi que des missions médicales et chirurgicales à Mogadiscio et Baïdoa.



«Le départ de M. Sahnoun illustre les limites de l'action de l'ONU et de ses fonctionnaires.»
AFP (France), New York, 29 octobre 1992 (en français).

Extrait :

[...] M. Boutros-Ghali a accepté la démission de M. Sahnoun, en dépit d'interventions diplomatiques qui se sont poursuivies jusqu'à jeudi au siège de l'ONU à New York.

M. Sahnoun, 60 ans, nommé en avril dernier représentant des Nations unies en Somalie, avait envoyé sa lettre de démission lundi, après avoir été fermement rappelé à l'ordre par M. Boutros-Ghali pour des déclarations publiques critiquant le manque d'efficacité des opérations humanitaires en Somalie.

Dans une conférence de presse jeudi à Mogadiscio, le diplomate algérien a affirmé qu'en dépit de son «*expérience amère avec la bureaucratie de l'ONU*», il aurait pu continuer à titre temporaire, mais que sa proposition n'avait pas été acceptée.

A plusieurs reprises, M. Sahnoun avait critiqué les retards pris par l'ONU dans l'organisation des opérations d'aide à la Somalie. Selon lui, le pays n'aurait pas sombré dans le chaos si les Nations unies étaient intervenues dès la chute du président Siad Barré, en janvier 1991.

M. Sahnoun, qui avait été ambassadeur d'Algérie à Paris et à Washington, avait également reproché à certaines agences de l'ONU de ne pas être à la hauteur de la situation. [...]

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, France, Russie, Chine, Grande-Bretagne) sont intervenus en faveur de M. Sahnoun en soulignant ses avancées sur le plan politique, en particulier les progrès réalisés pour organiser une conférence de réconciliation nationale, selon des diplomates.

L'ambassadeur algérien avait visiblement établi des liens de confiance avec certains leaders locaux. Il souhaitait reconstituer le tissu de la société somalienne et avait

entrepris des contacts fructueux avec les pays de la région, selon les mêmes sources.



«Cinq organisations d'aide à la Somalie protestent contre le départ du représentant de l'ONU» **AFP** (France), Nairobi, 31 octobre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Déclarant qu'il quittait la Somalie contre son gré, M. Sahnoun avait démissionné cette semaine après avoir été réprimandé par le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, pour avoir dénoncé publiquement le manque d'efficacité, selon lui, des opérations d'aide alimentaire de l'organisation internationale.

[...] Dans un communiqué faxé samedi à Nairobi depuis Mogadiscio, la capitale somalienne, l'organisation française d'assistance médicale Médecins Sans Frontières, l'organisation américaine International Medical Corps, l'organisation britannique Save The children Fund et les agences d'assistance internationale Care et Concern Worldwilde ont estimé que le retrait de Sahnoun pouvait compromettre les opérations d'assistance.

A la mi-octobre, tandis que des reportages sur la Somalie continuent à être diffusés dans les médias, les équipes de MSF France en Somalie manifestent leur volonté de communiquer sur la faible quantité et la mauvaise qualité de la nourriture fournie par l'aide internationale.

Début novembre, au vu de l'impuissance des forces onusiennes à améliorer les conditions de sécurité, les responsables de MSF France intensifient le plaidoyer auprès des principaux acteurs et décident de relancer la communication pour pointer les errements et retards du dispositif onusien.

Le 10 novembre, les équipes de MSF à Hoddur témoignent du fait que les taux de mortalité restent extrêmement élevés malgré l'afflux de nourriture. Selon elles, la population n'a plus la force ni l'envie de se rendre dans les centres de nutrition. Les équipes ont mis en place un système de visites à domicile.



Compte-rendu de la réunion du département de la communication de MSF France, du 13 octobre 1992 (en français).

Télérama consacre sa Une cette semaine à la Somalie + reportage de Nicole du Roy en 6 pages où MSF est largement cité.

Le terrain voudrait communiquer sur le manque de nourriture et la mauvaise qualité de celle qui arrive. Voir avec

les opérations si on peut axer notre communication sur un mode plus agressif.

France 3 Marseille : émission spéciale Somalie le 30 octobre, avec Rony comme invité.



Compte-rendu de la réunion du comité de direction de MSF France, 14 octobre 1992 (en français).

Extrait :

Dominique [Martin] relate les deux jours de réunion organisés par les UN [ONU] à l'attention des pays donateurs pour réunir les 80 millions USD [dollars étasuniens] nécessaires à l'opération «100 jours d'accélération de l'aide d'urgence en Somalie».

Tous les ministres des pays importants étaient présents ainsi que les principales ONG intervenantes. Le programme de l'opération et les budgets prévisionnels des bénéficiaires (PAM, qui fera appel à CARE pour une bonne partie de la mise en œuvre, UNICEF qui fera appel à des ONG pour la mise en œuvre, OMS, HCR) sont disponibles aux Opérations. Le PAM injectera 100 000 tonnes de blé et sorgho dans les circuits commerciaux qui sont déjà achetées et stockées à Mombasa. Sahnoun est le responsable de l'opération et dirigera tous les intervenants de l'UNOSOM [ONUSOM]. Le CICR distribuera 80 000 tonnes de riz dans la même période.

Patrick Vial est intervenu pour rappeler les souhaits de MSF: qu'il y ait enfin une véritable coordination de la part des UN, qu'il y ait des field officers des UN sur le terrain pour négocier la sécurité des équipes humanitaires, que les points de distribution de l'aide soient décentralisés, qu'une aide en quantité suffisante arrive rapidement, que l'opération «100 jours» se fixe des objectifs précis.

Rony pense qu'il ne faudra pas se priver de rappeler les retards et la lenteur du démarrage des opérations UN, qu'on ne donnera pas de chèque en blanc aux UN et qu'on attend d'eux une meilleure efficacité sur le terrain.

Décisions :

Michel [Fizbin, directeur de la communication] demande s'il n'est pas possible de revoir notre discours sur la Somalie face à la persistance d'une situation catastrophique et à la reprise des affrontements armés. Une réunion spéciale de l'équipe de direction (élargie à Dominique Martin et Patrick Vial) aura lieu le lundi 19 octobre à 16h30 sur ce thème, ainsi que sur l'analyse du plan de 100 jours des UN et sur la place éventuelle qu'on entend y prendre. [...]



Compte-rendu de la réunion des opérations de MSF France, 20 octobre 1992 (en français).

Extrait :

Résumé des points soulevés et discutés :

Le discours: «L'inondation de bouffe fera diminuer les tensions» n'est plus vrai. Nous nous contenterons de dire «l'inondation de bouffe est nécessaire». A partir de maintenant et dorénavant, nous tenterons de rester plus modestes dans les solutions à trouver pour ce pays. On évitera les grandes déclarations de principe fermes et définitives qu'il nous faut réviser tous les trois mois. Aïdid a le pouvoir d'empêcher ses troupes de piller. Mais aujourd'hui, c'est la seule façon pour ses combattants d'être payés.

Le plan des 100 jours des UN: il est bien sur le papier. Certains des objectifs à long terme sont irréalistes. Voir le papier de Patrick en annexe.

Maintenant que les UN ont eu l'argent (80M\$), on les attend sur le terrain et on réagira sur place et en Europe et par écrit.

Les casques bleus : «On est pour ; il faut juste que ce soit négocié avant leur arrivée.» Par contre, on est contre une mise sous tutelle du pays, si on nous pose la question.



Compte-rendu du comité de direction MSF France, 4 novembre 1992 (en français).

Extrait :

Va-t-on plus loin sur les critiques de l'opération UN 100 jours sur la Somalie ?

SCF et CICR vont beaucoup plus loin que nous. Le texte de Brigitte et Fred critique franchement l'opération. Quel relais donne-t-on ?

Il est décidé de reprendre la communication sur ce problème (opération 100 jours et non pas «présence des casques bleus»), refaire un petit déjeuner ambassadeurs et organiser un lobbying. [...]

Insécurité croissante en Somalie. On est éjecté du Medina Hospital. [...]. Nous ne sommes plus en position de force dans ce pays.



«Résignés, de nombreux Somaliens refusent l'aide et attendent la mort» Liz Sly, **Chicago Tribune** (Etats-Unis), 10 novembre 1992 (en anglais). **D53** [↗](#)

Extrait :

Le mois dernier, l'agence de secours Médecins Sans Frontières (MSF) s'est lancée dans une série de visites à domicile, hutte par hutte, pour évaluer les taux de mortalité à Hoddur, une petite ville isolée près de la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie.

Ils ont fait une découverte effrayante : de nombreux morts et mourants n'ont même pas essayé de recevoir de la nourriture gratuite qui arrive régulièrement depuis deux mois.

Au contraire, ils ont trouvé des douzaines de personnes, la plupart des enfants, gisant dans leurs huttes et agonisant dans l'attente d'une mort lente.

« *Les gens sont de plus en plus fatigués. Ils ont tellement l'habitude d'avoir faim qu'ils ne se battent plus* » rapporte Michelle Deschamps, une infirmière qui travaille avec MSF à Hoddur.

« *Nous avons trouvé des gens qui vivaient très près des centres de nutrition mais ils n'y viennent pas. Ils restent à la maison pour mourir.* »

Dans une hutte, Michelle Deschamps a trouvé une mère assise sur le sol près d'un enfant enveloppé dans une couverture. « *Nous lui avons demandé ce qui se passait avec cette enfant et elle a répondu qu'elle ne savait pas* », se souvient-elle. « *Nous avons découvert que l'enfant était mort. La mère ne le savait pas.* »

Selon les secouristes, les gens meurent dans toute la Somalie parce que pour diverses raisons sociales et culturelles, ils ne cherchent pas l'aide offerte par le monde extérieur. Ils essaient de comprendre ce phénomène pour tenter de contrôler la plus grande famine jamais enregistrée en Afrique.

Abdelgadir Ker, un bénévole somalien de MSF, fait désormais des visites quotidiennes de hutte en hutte pour aider les enfants les plus à risque et insister auprès des parents pour qu'ils les amènent au centre de nutrition. Il entre dans les huttes et interpelle les mères qui n'ont pas demandé d'aide pour leurs enfants. Récemment, en moins d'une heure il est tombé sur une douzaine d'enfants affamés qui n'avaient reçu aucune nourriture.

[...] En tout, Médecins Sans Frontières gère trois cuisines qui servent trois repas par jour aux enfants malnourris. Certains meurent sans même arriver à retenir la nourriture qu'ils prennent. Mais normalement après une semaine de prise de nourriture régulière, les chances de guérison sont bonnes.

[...] Nicolas De Metz, le coordinateur de MSF dans la région d'Hoddur, croit que l'exposition prolongée à l'agonie et à la mort a affaibli la volonté de vivre des plus sérieusement atteints et a développé des instincts de survie de type darwinien chez les autres.

« *Après des mois à voir la mort tout autour de soi, on devient fataliste. On commence à accepter de mourir* », dit-il ; « *quand toute la famille est mourante, on essaie juste de sauver les plus forts.* »

[...] Le taux de mortalité qui est monté le mois dernier jusqu'à 100 par jour à cause d'une épidémie de rougeole, se maintient toujours au niveau élevé de 50 à 80 par jour, pour une population de 25 000. [...]

Le 12 novembre, le quotidien français *Le Monde* publie une tribune signée de Brigitte Doppler et Frédéric Vigneau, coordinateurs de la mission MSF France en

Somalie, qui décrivent et dénoncent sans détours la gabegie et l'inefficacité de l'opération d'aide humanitaire onusienne alors que les Somaliens sont toujours ravagés par la faim.



« *Somalie : Vols américains au dessus d'un pays affamé* » Brigitte Doppler, Frédéric Vigneau, coordinateurs MSF France en Somalie, **Le Monde** (France) 12 novembre 1992 (en français).
D54

Il y a des dizaines de manières de parler de la Somalie et tant à dire: politique, économique, humanitaire, militaire, historique... Et puis, au milieu de tout ça, il y a nous, avec ce qu'il nous reste de sensibilité cachée derrière le masque du professionnalisme, les jours où, fatigués d'avoir montré l'horreur à des hordes de journalistes, la colère et la révolte sont trop grandes pour ne pas nous laisser aller à quelques états d'âme.

Aujourd'hui, cela fait six mois que dans la région de Merka, on découvrait l'étendue du drame somalien. Aujourd'hui, ici, ça fait six mois que, tous les jours, malgré nos bouillies ultra-protéinées et mixtures d'ORS [SRO: sel de réhydratation orale], les gens continuent de mourir, à la pelle, sous nos yeux, comme un fait tout ce qu'il y a d'ordinaire. Partout les mêmes images, des ombres fantomatiques, les yeux accrochés au ciel. Ici la survie est tributaire d'un avion qui passera, passera pas, s'arrêtera – peut-être – si la piste n'est pas très mauvaise... Ou encore, d'un hypothétique camion qui, certains jours, arrivera, d'autres pas. Entre chaque distribution l'attente recommence et pendant ce temps, les plus faibles meurent toujours, les autres s'affaiblissent.

S'il est vrai que les convois se font souvent piller, ils ont au moins le mérite d'exister et d'être chargés à bloc de nourriture. Il n'en est pas de même pour la grandiose opération aéroport américaine, ces C-130 dont le ballet aérien au-dessus du mouroir somalien ne dupe personne.

Dans un vaste élan de « générosité », les Etats-Unis ont entrepris une opération humanitaire d'une envergure jamais atteinte depuis plus de dix ans : 85 000 tonnes de nourriture pour 1992, 143 000 tonnes pour 1993, telles sont les quantités promises aux Somaliens. Un impressionnant ballet aérien a commencé, et la supervision de cette opération est effectuée par la DART [Disaster Assistance Response team : équipe chargée de l'assistance aux victimes de catastrophe]. La logistique est basée au Kenya, pays qui doit également bénéficier d'une assistance alimentaire. Le Kenya accueille en effet plus de 300 000 réfugiés somaliens et éthiopiens et doit faire face à la sécheresse qui sévit dans le Nord.

L'opération américaine, à en croire les autorités du même pays, se fait en étroite collaboration avec les Nations unies, présentes dans le pays depuis avril 1992 (soit plus d'un an après le début de la guerre). Elle devait débiter fin août. Difficile pour les membres des Nations unies d'en savoir davantage, malgré de belles paroles sur la

coordination des secours. M. Bassioni, représentant des opérations de secours pour les Nations unies, des représentants de l'UNICEF, du PAM, du PNUD, etc. se sont ainsi rendus à Nairobi pour une réunion prévue pour le lancement de l'opération. Ils ont erré dans les bureaux américains pendant plus d'une heure pour apprendre finalement que la réunion se déroulait à Mombasa, à 500 kilomètres de là. «*Now we are here, we are going to move in and to move fast*» (maintenant nous sommes là, nous allons agir et vite), disent les Américains. Tout y est. Accrochez-vous, Somaliens, il va pleuvoir des tonnes de vivres !

Les questions de la coordination et du suivi (par qui? comment ?) ne sont pas prises en considération : le déploiement et l'envergure d'une telle opération ne donnent pas le temps de penser à tout ça. Le PAM est désigné pour prendre en charge les vivres apportées sur place, et lui-même confié à des ONG comme Care et Concern le stockage et la distribution des vivres.

Les dés sont jetés, les hélices tournent et les ventres des Somaliens devraient être gavés... Les Nations unies ne peuvent que participer, les bras un peu ballants, à ce ballet aérien sur les villes élues : Berdera, Baïdoa, Belet-Huen, Sacco-Huen, Hoddur et Wajit.

Très vite, les premiers problèmes apparaissent : problèmes techniques pour des C-130, qui nécessitent une lourde maintenance à Mombasa, manque d'expérience des pilotes, qui refusent de poser les appareils sur certaines pistes, alors qu'un technicien au sol leur assure qu'il n'y a aucun risque, quelques coups de feu tirés sur les avions. Et, surtout, les C-130 ne volent pas à plein : les cargaisons n'excèdent jamais 9 tonnes, alors que nos avions chargent 15 tonnes dans les mêmes conditions.

Alors la belle opération bat de l'aile : vols suspendus sur Belet-Huen pendant quinze jours, pour des raisons de sécurité, annulation des vols sur Berdera, diminution du nombre de rotations journalières sur Baïdoa : une au lieu de sept, certains jours, cette ville était trop «*sensible*», survol de Wajit et Hoddur, où nous voyons les appareils tourner au-dessus des villes, puis repartir.

Aujourd'hui, aucune nourriture promise par le gouvernement américain n'a atteint le port de Mombasa. Les stocks kenyans du CICR et du PAM diminuent au rythme des rotations d'avions américains. Aux dernières nouvelles, 71 000 tonnes devraient bientôt arriver dans le port kenyan (69 000 tonnes de céréales et 2 000 de «*divers*»).

Les quantités acheminées sont insuffisantes pour permettre le moindre stockage et commencer une distribution générale dans les villages alentour. De ce fait, les afflux sur les villes de villageois en quête de secours sont de plus en plus nombreux. Des regroupements se font dans des conditions précaires, et la mortalité augmente de manière inquiétante. Depuis deux semaines, nous touchons le fond : seules des tonnes de blé en grains arrivent, prises sur les stocks de l'US Aid, car il n'y a plus de farine de maïs. Aucun moulin n'a été installé, la cuisson de ce blé est dure, l'effet sur les affamés plus que médiocre. Si cette mascarade a un poids dans les turbulences électorales américaines, celui qu'elle a dans les ventres

vides des Somaliens est plus que dérisoire. Ce ne sont sûrement pas ceux qui, après des jours d'attente, reçoivent quelques poignées de blé en grains qui nous contrediront !

Baïdoa, ville damnée, chronique d'une mort programmée. Ne nous étendons pas sur ce cauchemar. Programmée, par la manière dont l'aide est apportée et gérée. Pas un intervenant des Nations unies n'est présent dans cette nébuleuse, pas un garde-fou dans ce jeu somalien. Les ONG sont seules «*Débrouillez-vous !*» Alors, c'est la petite guerre des drapeaux, le droit de veto de celles qui sont présentes sur celles qui veulent venir, avec à l'appui un discours «*sensé*» parce qu'il est inutile d'être encore plus nombreux à regarder les gens mourir, parce qu'il faut enrayer l'afflux de nouveaux arrivants et faire en sorte que ceux qui sont déplacés là retournent à la campagne cultiver leur terre !

Et les Nations unies? L'UNICEF, malgré maintes promesses sur les apports en Unimix, la venue d'équipes de vaccinateurs alors qu'une épidémie de rougeole est en route, l'approvisionnement en médicaments, en couvertures, toile plastique, etc., est toujours absente. A l'UNDP [PNUD, Programme des Nations unies pour le développement], une éventuelle relance des activités somaliennes comme la prise en charge salariale d'équipes médicales locales, la gestion d'une pharmacie centrale, demandées par les ONG, est toujours à l'état de projet. Mais nous voyons quotidiennement arriver de nouvelles têtes des Nations unies. De nouveaux postes sont créés, de nouvelles réunions s'organisent. C'est fou ce que l'on peut se réunir dans cette ville! Le dernier combat des nouveaux arrivants consiste à se plaindre de la crise du logement, et donc de devoir payer 20 dollars par jour pour l'hébergement dans les locaux mêmes des Nations unies.

Au moins, dira-t-on, les 500 «*casques bleus*» sont arrivés et, d'un commun accord avec les belligérants, sont à même de faire respecter certaines règles de sécurité dans Mogadiscio. Lors d'une réunion en septembre, le général Shaneen expliquait leur mandat : intervention et sécurité au port et à l'aéroport, protection de l'aide en vivres depuis le lieu de débarquement, protection de l'acheminement de cette aide jusqu'aux entrepôts, et protection de ces stocks. Dans un second temps, protection des maisons des expatriés... Mais nous n'en sommes pas là ! Car, aujourd'hui, les «*casques bleus*» ont interdiction de pénétrer sur le port, sont obligés d'embaucher 220 Somaliens pour assurer la sécurité de l'aéroport international et ne peuvent prendre en charge les convois dans Mogadiscio. Nombreux sont ceux qui, malades, doivent être rapatriés sur Nairobi. Les ONG n'utilisent plus l'aéroport à cause de l'insécurité qui y règne.

En six mois, beaucoup d'encre a coulé, des images horribles ont fait la «*une*» de tous les journaux et télé pendant cet été 1992, beaucoup des acteurs innocents de ce show médiatique ont vu débouler bien plus de journalistes que de sacs de riz, et, pourtant, la situation reste totalement inacceptable. Alors, réveillons notre colère, nous qui savons si bien jouer les empêcheurs de tourner en rond des gouvernements qui se donnent bonne

conscience. Faisons encore pour les Somaliens ce que nous avons été capables de faire avant et ailleurs puisqu'on parle là de la plus grave situation depuis le Biafra. Car se taire, c'est aussi accepter, et il nous faudrait alors accepter d'avoir égaré un peu de notre âme et de nos convictions en route...

La Somalie pue la mort, à grande échelle, et on ne le dira jamais assez.

En Somalie, tandis que le général Aïdid perd du terrain et du pouvoir, les attaques contre les organisations et les convois humanitaires se multiplient. Cinq cents casques bleus onusiens se déploient sur l'aéroport de Mogadiscio, mais les avions apportant les secours continuent à atterrir sur un autre aéroport. Le 12 novembre, un convoi d'aide alimentaire est attaqué près de Baïdoa, ville stratégique pour la distribution de nourriture dans la région de Somalie la plus atteinte par la famine.

Le 16 novembre, le président par intérim Ali Mahdi menace de bombarder le port de Mogadiscio si de l'aide n'est pas livrée dans la partie de la ville sous son contrôle. Aucun cargo n'entre plus au port.

Le 20 novembre, un groupe d'organisations humanitaires refuse la protection des gardes de l'ONU pour leurs bureaux à Mogadiscio, préférant se fier à leurs propres gardes somaliens, dont un certain nombre sont partisans d'Aïdid. La plupart des organisations regrettent toutefois le faible déploiement de casques bleus.

Le 24 novembre, un obus atteint un navire du PAM dans le port de Mogadiscio. Le pont aérien international vers l'intérieur de la Somalie est pratiquement suspendu.



« Menaces et attaques armées contre les organisations humanitaires s'accroissent » Jean-Pierre Campagne, **AFP** (France), 17 novembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] « Nous assistons actuellement à un bras de fer entre le général Aïdid et les Nations unies », estimait mardi à Nairobi un responsable de l'une des principales organisations humanitaires travaillant en Somalie.

« Pour cette raison, nous ne voulons pas encore utiliser l'aéroport international, car nous craignons une attaque des partisans du général Aïdid », le chef de guerre qui tient l'essentiel de la capitale somalienne, a-t-il expliqué.

Depuis le déploiement des casques bleus pakistanais il y a une semaine sur l'aéroport, le général Aïdid a demandé à plusieurs reprises leur départ. Vendredi, un groupe non identifié a tiré sur la piste, selon un témoin de retour de Mogadiscio.

« Les casques bleus ont riposté, ils n'ont enregistré aucune perte », a précisé ce témoin.

Le même jour, un membre de l'organisation française Action internationale contre la faim (AICF) était blessé par balle au bras, près du village Médina, situé à la périphérie de Mogadiscio. Il faisait partie d'un groupe de 21 membres de diverses organisations d'aide, dont International Medical Corp et Pharmaciens sans frontières, qui revenaient de la plage.

Un véhicule du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait essuyé des coups de feu au même endroit, une heure auparavant.

La semaine dernière, le responsable d'une autre organisation humanitaire a dû quitter Mogadiscio, après avoir reçu des menaces de mort.

Un navire du Programme alimentaire mondial (PAM) transportant 10000 tonnes de vivres n'a pu accoster lundi à la suite des menaces de bombardement et toutes les activités de débarquement de l'aide étaient paralysées. Mercredi soir, un convoi d'une trentaine de camions de l'organisation Care tombait dans une embuscade aux abords de Baïdoa, dans le sud-ouest de la Somalie. Au moins huit camions transportant l'aide alimentaire ont été volés.

Selon les informations recueillies par un journaliste de l'AFP présent à Mogadiscio, les assaillants seraient des combattants du général Aïdid. [...]



« Des organisations caritatives refusent la protection de l'ONU ». **AFP** (France), Nairobi, 20 novembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] « Les organisations non-gouvernementales (ONG) se sont mises d'accord pour ne pas réclamer la protection de l'UNOSOM (forces des Nations unies en Somalie), en raison du faible nombre des soldats de l'ONU ».

[...] Les responsables, qui n'ont pas exclu le recours aux soldats de l'ONU en cas de « circonstances spéciales », ont préféré garder leurs gardes somaliens, dont un certain nombre sont partisans du chef de guerre Mohamed Farah Aïdid, qui contrôle le sud de Mogadiscio, où sont établies pratiquement toutes les ONG.

Les ONG payent leurs gardes somaliens plusieurs milliers de francs par jour pour surveiller leurs bureaux et leurs véhicules.



« Les opérations de secours pratiquement bloquées en Somalie ». **AFP** (France), Nairobi, 25 novembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] « Si la situation s'aggrave encore, nous serons obligés de partir », a déclaré un fonctionnaire de l'ONU. Pourtant, « les gens meurent à un rythme sans précédent parce que les pillards armés entravent le flot des vivres », selon Mme

Catherine Bertini, directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM).

Mme Bertini s'exprimait au lendemain d'un incident dans lequel un navire du PAM, transportant 10000 tonnes de blé, a reçu un obus alors qu'il s'apprêtait à entrer dans le port de Mogadiscio. L'obus semble avoir été tiré depuis le nord de la capitale, secteur sous contrôle du président intérimaire Ali Mahdi Mohamed, qui a longtemps menacé d'attaquer tout bâtiment humanitaire, estimant que son camp ne reçoit aucune nourriture provenant du port.

M. Ali Mahdi a présenté ses excuses à l'ONU en expliquant que ses partisans n'avaient pas été informés de sa promesse de ne pas attaquer le navire. Trois autres bâtiments restent au large dans l'attente d'une amélioration de la situation.

[...] Le pont aérien international organisé vers l'intérieur du pays a été pratiquement suspendu lundi après le retour d'un avion du PAM dont la carlingue a été trouée d'innombrables impacts d'armes dans la région de Bardera (sud-est). Cet incident n'était pas le premier du genre, selon un responsable de l'ONU.

Les organisations humanitaires regrettent que l'ONU n'ait envoyé que 500 soldats. «*Où sont les 3500 soldats qu'on nous avait promis? A 500, ils ne peuvent rien faire*», gronde un volontaire exaspéré qui n'est pas le seul à critiquer le rôle de l'ONU.

Les volontaires estiment que la famine tue en moyenne 1000 Somaliens par jour, depuis cinq mois.

La presse internationale dénonce les détournements massifs des secours et le racket organisé par les diverses factions somaliennes à l'encontre d'organisations de secours impuissantes.



«*L'aide à la Somalie sous la loi du racket*»
Stephen Smith, **Libération** (France), 27 novembre 1992 (en français).

Chantages, haine gratuite, menaces physiques sont l'ordinaire des organisations humanitaires. 70 à 80 % des secours sont accaparés par les milices armées, admet aujourd'hui l'ONU.

[...] En presque deux ans, près de 300 000 d'entre eux sont morts, moins de l'indifférence du monde extérieur que du détournement de l'aide par leurs concitoyens. 70 à 80% des secours sont accaparés par les hommes en armes, admet aujourd'hui l'ONU. L'organisation ne dit pas encore qu'une bonne partie de ces quantités sont, en fait, revendues dans les pays voisins, alors que des milliers de Somaliens continuent de mourir. Liés aux principales factions, des riches commerçants utilisent des petits ports et des nouveaux marchés spécialisés, à Dado au nord-ouest, à Oula Dalai près de la frontière éthiopienne, et au sud de Kisimayo, aux confins du Kenya, pour «réexpédier» des vivres à l'étranger.

Sur les étals dans les rues de Baïdoa, la «ville-mouroir» de Somalie, le riz se vend moins cher que sur le marché international. Sur six convois de secours partis de Mogadiscio, distante de 300 kilomètres, seulement deux sont arrivés reconnaissables comme tels à Baïdoa. Les autres ont été pillés, parfois jusqu'au dernier camion. «*Rien n'est vraiment perdu*», se console cependant, non sans impuissance, un responsable du programme alimentaire mondial (PAM) avant d'ajouter : «*après tout, les combattants ont aussi de la famille...*» De cette distribution selon la loi du plus fort, restent largement exclus les plus nécessiteux. Ce ne sont pas eux, non plus, qui perçoivent chaque jour les 25 000 francs de «*droit d'atterrissage*» pour l'utilisation de la piste de Baïdoa. Le pont aérien humanitaire est un pont en or pour d'autres.

En Somalie, le racket a été érigé en système et pendant longtemps, il a été accepté, sans mot dire, par tous les organismes d'aide. Ceux-ci payent en effet jusqu'à 1000 francs par jour et par véhicule pour être suivis dans tous leurs déplacements par un «*technical car*», l'euphémisme désignant des véhicules Toyota surmontées de mitrailleuses ou de petites pièces d'artillerie. A Mogadiscio, on en compte plus de 480 au service des différentes organisations des Nations unies et des 32 ONG présentes en place. Le calcul est aisé... Il faudrait y ajouter les frais de maintenance, le carburant, la rémunération des escortes armées, la location – au prix fort – d'une centaine de villas, la «*dîme*» accordée aux milices sur chaque déchargement d'aide et les salaires normaux du personnel qui selon le nouveau barème décrété la semaine dernière par la faction du général Aidid devrait être multiplié par cinq. Au total, selon une estimation prudente, quelque 45 millions de dollars par mois sont actuellement dépensés pour secourir les victimes en Somalie. Ce qui revient, pour une population cible de l'ordre de 4,5 millions, à 10 dollars par tête d'habitant. Largement de quoi survivre, quand bien même seulement la moitié parviendrait à destination. Or les fonds d'aide servent essentiellement à alimenter une économie de guerre qui, de facto, perpétue les souffrances. Aussi, logiquement, les milices exigent-elles d'être payées en dollars, plus facilement acceptés sur les marchés d'armes... Enfin, outre ce marché de dupes habituel, les Samaritains étrangers assument des surcoûts structurels ou occasionnels : pour le paiement de 900 «*gardes*» dans le port de Mogadiscio – des pillards en uniforme – ou pour la rétribution par exemple de cette famille étendue qui pendant quatre mois a retardé un vaste projet d'irrigation aux portes de Mogadiscio. Elle n'a donné son accord que le jour où, collectivement, elle a été embauchée par l'ONU pour des tâches qu'on aurait du mal à préciser.

Physiquement menacés, pris au piège de leur conscience humanitaire et parfois aussi de leur volonté de rester présents, à tout prix, dans un pays phare du «*charity business*», les organismes d'aide sont devenus taillables et corvéables à merci. Il y a peu, une bande armée a ainsi fait irruption dans la cour d'une ONG anglaise à Mogadiscio, ouvrant le feu pour «*protester*» contre des retards de paiement pour la location d'un véhicule. Les gardes de la maison ont répliqué en tirant des coups de

somation en l'air. Il n'y eut ni perte ni dégâts importants. Le chef des miliciens n'en est pas moins venu, le lendemain, présenter la facture : 2000 dollars pour une balle prétendument logée dans le pare-brise de sa Mercedes et près de 3000 dollars pour trois blessés qu'il s'est refusé à faire visiter. L'ONG s'est acquittée de la somme. « Pour qu'ils nous laissent tranquilles... »

Y avait-il le choix ? De toute façon, une fois abandonné l'universalisme protecteur des emblèmes humanitaires, une fois acceptée la coûteuse et encombrante « sécurité » fournie par des milices rivales, la question ne se pose plus. Les organismes d'aide sont allés jusqu'au bout de cette logique. Aujourd'hui ils s'en rendent compte et réclament de façon pressante « une protection efficace par les casques bleus de l'ONU ». Mais vouloir aujourd'hui transformer la Somalie en « zone de sécurité » en faisant la guerre à la guerre est finalement plus réaliste que d'avoir accepté, hier, de porter secours aux victimes, flanqués de leurs bourreaux.

C'est absurde, comme la situation de ces étrangers venus en aide à la Somalie et qui ne peuvent même plus se promener librement dans les rues de Mogadiscio. D'ailleurs, ils n'y songent même pas. Non seulement par crainte, raisonnable, de se faire dévaliser mais aussi parce qu'ils sont les mieux placés pour savoir qu'ils joueraient leur vie : leur propre milice, payée comme escorte véhiculée, risquerait de les abattre, pour préserver l'emploi.

« SI VOUS AVEZ AIMÉ BEYROUTH, VOUS AOREREZ MOGAOISCIO »

Aux Etats-Unis, où Bill Clinton se prépare à succéder au président Georges Bush, la question de la Somalie et du rôle des troupes américaines dans les opérations militaires en cours est âprement discutée. Devant ce qu'ils considèrent comme l'inertie des Nations unies, de plus en plus nombreux sont ceux qui prônent une intervention directe des troupes étatsuniennes dans les zones les plus atteintes par la famine.



« Frapper pour nourrir la Somalie » *The New York Times* (Etats-Unis), Leslie H. Gelb, 19 novembre 1992 (en anglais). D55 [↗](#)

Extrait :

[...] Les principaux conseillers de Bush vont se réunir demain à la Maison Blanche pour lui dire qu'il ne doit pas esquiver la question des massacres de masse et la famine liée à la guerre civile somalienne et laisser le problème à régler à Bill Clinton. Ils vont lui demander de secouer l'ONU pour qu'elle fournisse plus de nourriture, plus de moyens de transport et plus de troupes, mieux armées et avec un mandat plus agressif – en utilisant les forces étatsuniennes uniquement pour le support logistique.

Nombre de ceux qui suivent la crise somalienne considèrent que ce plan ne va ni assez loin, ni assez vite. Certains comme la sénatrice républicaine du Kansas Nancy Kassebaum misent sur l'ONU mais avec des renforts de la puissance de feu étatsunienne. D'autres, dont l'expert en secours aux victimes de catastrophes Fred Cuny, considèrent que la situation est si mauvaise et l'ONU si lente et inefficace que les forces étatsuniennes doivent intervenir immédiatement sans attendre l'approbation de l'ONU.

[...] Les responsables de l'administration et la sénatrice Kassebaum soulèvent un point d'importance. Les Etats-Unis ne peuvent pas simplement déployer leurs forces en ignorant le Conseil de sécurité. Washington essaye de soutenir le rôle de maintien de la paix de l'ONU depuis deux ans maintenant et le fait correctement.

Je ne souhaite rien de plus que de voir l'ONU remplir la tâche qu'elle est censée remplir en Somalie. Mais l'organisation ne montre aucun intérêt pour le cauchemar somalien. Sa bureaucratie inefficace s'essouffle déjà sous le poids d'une douzaine de nouvelles opérations de maintien de la paix.

Même si l'ONU se met à l'œuvre, ses États membres ne donneront probablement pas à ses forces présentes en Somalie la liberté de combattre qui leur est nécessaire.

Dorénavant, les 500 Pakistanais déjà déployés et les 3000 supplémentaires promis ne peuvent ouvrir le feu qu'en situation de légitime défense. C'est insuffisant. De même que seules les armes légères autorisées pour ces troupes.

Pourtant, les responsables et les membres de l'ONU hésitent à aller plus loin. Une interférence massive, sans l'accord de l'Etat-hôte et sans un cessez-le-feu, violerait les principes de l'ONU. Mais les scrupules juridiques n'ont pas de sens en Somalie, qui n'a pas de gouvernement et vit dans un état d'anarchie.

Même si le Conseil de sécurité dépasse le stade du pinaillage, les nations qui fournissent les troupes pourraient bien ne pas vouloir se battre. Les Egyptiens, Canadiens, Belges qui ont proposé de fournir les 3000 gardes ne semblent pas enthousiastes pour combattre. Il y a déjà des semaines qu'ils se sont portés volontaires et leurs soldats ne sont toujours pas sur le départ.

Et c'est là où intervient l'approche de Kassebaum. Même si l'ONU donne son feu vert pour une action militaire plus puissante, elle anticipe que ses membres pourraient résister à prendre le risque du combat, en particulier sans aide directe des Etats-Unis. Si c'est le cas, les Etats-Unis devraient proposer leurs propres forces.

Toutefois, plus probablement, l'ONU va continuer à se tâter. Dans ce cas, passons au plan Cuny. Avant de travailler en Somalie, M. Cuny s'est beaucoup impliqué dans l'opération «*Provide Comfort*», destinée à protéger les Kurdes du nord de l'Irak contre Saddam Hussein et à les nourrir. Son plan pour les Somaliens a déjà marché pour les Kurdes face à un adversaire bien plus redoutable que les chefs de clan somaliens – avec moins de troupes étasuniennes, moins de bain de sang et sans que les Etats-unis ne s'enlisent dans le bourbier militaire.

M. Cuny souhaite que les Etats-Unis établissent une zone de sécurité dans le sud de la Somalie, là où la famine est la plus sévère. Il pense que cette tâche peut être réalisée avec au plus 2500 marines étasuniens avec le soutien aérien et naval de 1000 soldats d'autres nations. «*Nous ne pouvons pas imposer la paix*» constate-t-il avec bon sens, «*mais nous pouvons créer un sanctuaire qui permettra aux organisations humanitaires de frapper au cœur de la famine.*» La conscience morale n'exige pas moins.

Les responsables de l'administration reconnaissent déjà qu'il leur faut «*frapper pour nourrir*». Maintenant ils devraient mettre en application ce en quoi beaucoup d'entre eux croient en privé – nos propres forces doivent frapper et si l'ONU traîne les pieds, allons-y seuls.

Le 26 novembre, de retour d'une visite en Somalie, l'actrice Sophia Loren, «ambassadrice de bonne volonté» de l'UNHCR, déclare que les Nations unies ne peuvent pas tout et que la communauté internationale doit «apporter la paix» en Somalie.



«*Sophia Loren lance un vibrant appel à la paix en Somalie*» AFP (France), Nairobi, 26 novembre 1992 (en français).

Extrait :

«*J'ai vu l'enfer que nous appelons Somalie, et ce que j'ai vu va me hanter jusqu'à la fin de mes jours*», a déclaré l'actrice, qui vient d'effectuer une mission dans la région afin de réunir des fonds pour la population somalienne mourant de faim.

La voix tremblante d'émotion, Sophia Loren a raconté, au cours d'une conférence de presse, les quatre jours qu'a durés sa mission, durant lesquels elle a visité des camps d'aide en Somalie, où meurent environ 1000 personnes pas jour, ainsi que des camps de réfugiés au Kenya.

[...] «*Nous sommes un monde civilisé, nous sommes tous responsables, a déclaré l'actrice. Les Nations unies ne peuvent pas tout faire toutes seules, la communauté internationale a les moyens d'apporter la paix en Somalie, je prie pour qu'elle trouve la volonté politique de le faire*». Les Nations unies envisagent de renforcer la sécurité en Somalie, où l'aide internationale est paralysée, en raison des attaques répétées de gangs armés.

Le lendemain même, des sources onusiennes font circuler l'information selon laquelle Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies, s'apprêterait à proposer au Conseil de sécurité le déploiement prochain d'une force multinationale en Somalie, sous mandat onusien, mais dont les effectifs seraient composés essentiellement de troupes étasuniennes, complétées par des forces d'autres Etats volontaires. Ces troupes seraient sous commandement étatsunien.



«*Vers l'intervention d'une force multinationale en Somalie*» Luis Torres de la Llosa, AFP (France), 28 novembre 1992 (en français).

Extrait :

Le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali s'apprête à recommander l'envoi d'une force militaire multinationale en Somalie mandatée par l'ONU, qui pourrait comporter jusqu'à 40000 effectifs, pour assurer la distribution d'aide humanitaire, a indiqué un haut fonctionnaire de l'organisation.

Cette force, dont les soldats seraient essentiellement américains, opérerait à partir de bases au Kenya et en Arabie Saoudite.

Elle pourrait comporter des troupes fournies par d'autres membres de l'OTAN et les contributions de pays qui se porteraient volontaires, a ajouté la source.

[...] Le commandement de la force serait confié aux Etats-Unis et agirait en vertu du chapitre 7 de la Charte de l'ONU. Les Etats-Unis seraient prêts à fournir au maximum 30000 effectifs, mais ce chiffre pourrait être réduit en fonction des autres contributions, ajoute-t-on.

Cette option est celle qui a le plus de chances d'être retenue par les membres du Conseil de sécurité, parmi les formules qui leur seront proposées en début de la semaine prochaine, a ajouté le haut fonctionnaire à l'issue d'une deuxième réunion vendredi du «groupe de travail» pour la Somalie mis en place par M. Boutros-Ghali. [...]

Le but immédiat de l'opération serait de prendre le contrôle des ports et aéroports somaliens, voies de communication terrestres, et éventuellement la mise en place de pistes d'atterrissage dans des régions jusqu'à présent inaccessibles.

Certains pays non-alignés membres du Conseil ont exprimé des réserves sur une opération qui pourrait créer le

précédent d'une intervention militaire au nom de l'ingérence humanitaire, et souhaitent que le dispositif soit inclus dans le cadre de l'opération de l'ONU en Somalie (ONUSOM).

Le même jour, dans une interview-débat au quotidien français *Libération* sur le thème « faut-il mettre du militaire dans l'humanitaire ? », Rony Brauman, président de MSF France, se prononce contre les interventions militaires au nom de l'humanitaire. Ses propos sont repris par le quotidien étasunien *The New York Times*.



« De Sarajevo à Mogadiscio, faut-il mettre du militaire dans l'humanitaire ? » interview-débat entre Rony Brauman, président de MSF France, Pierre Hassner, directeur de recherches au CERI¹⁰, Hassen Fodha, directeur du Centre d'information des Nations unies, Maurice Schmidt, ex-chef d'Etat-major des armées françaises, propos recueillis par Patrick Sabatier et Michel Samson, *Libération* (France), 26 novembre 1992 (en français).

Extraits

Libération: Une expression très utilisée ces jours-ci aux Etats-Unis dit qu'il faut « shoot to feed », « tirer pour nourrir » Est-ce qu'on a le droit de faire la guerre pour assurer l'humanitaire ?

R.B. Je voudrais insister sur ce qui pour nous est essentiel, c'est-à-dire les principes. L'action humanitaire doit être ouverte, viser à la préservation de la vie et de la dignité humaines, et doit être non discriminante et non violente.

Moi, personnellement, je ne suis pas pacifiste. Mais tout en moi se hérisse lorsque je m'imagine, en tant que médecin de MSF, arrivant comme une sorte de service après-vente d'une armée que l'on qualifierait d'« humanitaire ». Que tout ce qui peut être érigé au sommet de la hiérarchie des valeurs internationales puisse être traduit en acte, d'accord, mais que l'on ne mette pas l'action humanitaire derrière les fusils, parce que je crois qu'on la vide de son sens. Sans principes, l'action humanitaire devient flottante, elle perd de son sens. De surcroît, sur le terrain, elle a besoin de marges d'action, de capacité d'autonomie, de la confiance de la part d'interlocuteurs qui n'ont pas d'idées très morales ou très humanitaires en tête, mais qui savent que son objectif, c'est les soins aux populations. Je suis tout à fait d'accord avec le général Schmitt pour dire que les populations ne sont pas toujours extérieures au conflit dans lequel elles se trouvent plon-

gées. Mais les populations civiles et les miliciens déguisés ont droit aux secours au même titre que les autres.

[...]

Libération : [...] En Somalie, une partie du jeu consiste à savoir quelle armée, quelle milice va récupérer le riz. Comment l'action humanitaire peut-elle sortir de cette tenaille ?

[...] RB : L'humanitaire ne peut pas être la source de la guerre. Ce serait pervertir totalement ses principes, son action, son image, sa crédibilité. Si l'ONU ou qui que ce soit entrait en guerre sous la bannière de l'humanitaire, ce serait une catastrophe ! Le maintien de la paix n'est pas une affaire humanitaire, c'est une affaire essentiellement politique. Maintenant, pour aborder la question plus pratiquement, nous devons savoir que pour nourrir les victimes, il faut aussi nourrir les bourreaux.

Il y a une sorte de « péage humanitaire » à payer, et toute notre lucidité et notre détermination doivent être consacrées à faire en sorte que ce péage soit aussi minime que possible. En Somalie, nous, MSF, comme les autres organisations humanitaires, nous utilisons des gardes armés pour protéger nos convois et nos locaux – pas pour protéger nos hommes. On a puisé dans les milices existantes le personnel pour ça. C'est un pas dans la mauvaise direction, c'est indiscutable, et c'est pour nous un problème éthique permanent. Si on le fait c'est que la vie de centaines de milliers de personnes est suspendue au fil humanitaire, et qui il ne nous appartient pas de trancher le fil.

Libération : Vous utilisez donc ces milices au nom de l'efficacité ?

R.B. Oui. Mais on est parfaitement conscients qu'on viole un de nos principes. Dès que ce sera possible, il faudra procéder à la démobilisation de ces milices humanitaires. Il faut cependant savoir que les conventions de Genève, qui représentent, quoi qu'on en dise, le socle le plus élaboré des principes et du droit humanitaire, autorisent le port par des équipes humanitaires d'armes légères destinées à l'autodéfense. Cela dit, nous ne le faisons jamais. Nous préférons nous en remettre à des gens qui ont plus de sang-froid et plus de connaissance du terrain pour exercer un effet de dissuasion que sous serions incapables d'exercer.

Libération : [...] Qu'est-ce qu'il reste de l'action humanitaire ? Quel est son statut spécifique dans ces zones où un certain nombre de ses propres principes peuvent être violés ?

RB : La question est de savoir s'il faut avoir une définition extensive ou limitative de l'humanitaire. Pour ma part j'en ai une définition limitative: l'action humanitaire n'est pas destinée à apporter une quelconque solution politique.

PH : Concrètement : est-ce que les organisations humanitaires peuvent dire « on arrête, car les conditions d'accès de la nourriture et de sécurité ne sont plus garanties » ?

R.B. : Oui. MSF a été à l'initiative de ce genre de position. La seule arme dont nous disposons c'est la rupture et la publicité de cette rupture. Nous l'avons fait par exemple en Éthiopie et dans des camps de réfugiés salvadoriens au Honduras.

Libération : *Cela veut dire que vous n'apporteriez pas d'aide humanitaire dans les zones khmères rouges, par exemple ou dans les zones contrôlées par le Sentier lumineux au Pérou?*

R.B. Exactement. S'il n'y a pas là possibilité de se défaire de la capacité des pouvoirs politiques à instrumentaliser l'action humanitaire, il vaut mieux dire non. [...]

Libération: *Est-ce que la différenciation que vous dites tous indispensable entre le politique et l'humanitaire ne condamne pas l'idée même d'une politique humanitaire d'Etat ?*

RB : [...] Ce qui est sûr en tout cas c'est que les deux logiques, politique et humanitaire, n'obéissent pas aux mêmes principes. Cela exige que des deux côtés il y ait une vraie lucidité, un vrai discernement. Sans l'intervention des gouvernements, que ferions-nous en Somalie ? Rien. C'est tout à fait évident. Si l'aide alimentaire ne parvient pas en Somalie, et seuls les gouvernements peuvent fournir de l'aide alimentaire, nous ne pourrions rien faire.

Libération : *Cela ne répond pas à la question: peut-il y avoir une politique humanitaire d'Etat?*

R.B. Pour être brutal, je dirai non. Un Etat peut avoir pour politique de soutenir des actions humanitaires et de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que des organisations humanitaires puissent travailler dans les conditions les plus efficaces, les plus ouvertes et les plus dynamiques. De là à avoir une politique humanitaire pour un Etat, je ne le crois pas pour une raison simple: les principes humanitaires ne se partagent pas, tandis que l'action politique de l'état se partage en fonction de ses intérêts. Et une morale à géométrie variable n'est qu'un monde de Tartuffe. Il ne peut pas y avoir de véritable politique humanitaire d'Etat, mais il peut y avoir une action humanitaire des Etats. Ce qui est différent.

[...]

Libération : *A force de soupeser les rapports de force politiques, les French Doctors ne sont-ils pas devenus des French stratèges ?...*

R.B. Non... Mais comme l'humanitaire s'inscrit dans un contexte politique toujours extrêmement chargé, il faut un minimum de réflexion politique. D'une certaine manière, c'est pour mieux rester à distance. Que pourrait-on dire si Kadhafi décidait d'envoyer une force de protection autour des foyers turcs en Allemagne? On voit bien que ça paraîtrait suspect, et pourtant, du point de vue de l'utilité immédiate, qui nierait qu'un certain nombre de Turcs dans l'ex-RDA ont vraiment besoin d'être protégés? Cet exemple pour montrer que l'intention qui sous-tend une action humanitaire est une des façons dont on peut distinguer la morale et la politique: en morale, l'intention compte autant que le résultat, alors qu'à mes yeux, en politique, seul compte le résultat.



«L'ONU évalue les conditions des Etats-Unis pour l'envoi de troupes en Somalie – Les Européens restent prudents» William E. Schmidt, **The New York Times** (Etats-Unis), 28 novembre 1992 (en anglais). **D56**

Extrait :

[...] Les responsables des agences de secours internationales basées en Europe avertissent que sans la coopération des factions armées qui contrôlent la majeure partie de la Somalie, toute opération de sécurisation à large échelle des secours aux victimes de la famine est vouée à l'échec.

Amanda Barnes, la porte-parole de Save the Children, une agence britannique qui nourrit 300 000 personnes à Mogadiscio, affirme que l'idée d'inonder la Somalie de troupes étrangères relève du réflexe pavlovien et mènera probablement à faire plus de mal que de bien.

«Si les troupes sont utilisées – et nous comprenons que quelque chose doit être entrepris pour la sécurité – cela doit se faire avec une compréhension très fine de la situation sur le terrain.»

Le docteur Rony Brauman, président de Médecins Sans Frontières, une organisation de secours française, s'est positionné sans détour contre une intervention militaire lors d'une interview donnée aujourd'hui à Paris au journal *Libération* : *«On ne doit pas placer l'action humanitaire derrière les fusils, parce qu'alors elle perd tout son sens.»* a-t-il déclaré.

De son côté, le 27 novembre, Jacques de Milliano, président de MSF Hollande, fait circuler un document interne recommandant que MSF ne prenne pas position sur la pertinence de l'intervention militaire mais exprime plutôt son inquiétude sur l'aggravation de l'insécurité qui peut en découler.



«**Positionnement** de MSF sur l'intervention militaire en Somalie» Jacques de Milliano, président de MSF Hollande, 27 novembre 1992 (en français). **D57**

L'annonce faite par les Etats-Unis cette nuit de leur accord pour l'envoi de troupes en Somalie et de leur volonté de contribuer à cette intervention militaire à hauteur de 3000 soldats met une fois de plus à l'ordre du jour la position de MSF concernant cette question. Vu la tragédie humaine qui se joue en Somalie, nous devons prendre en compte les arguments suivants.

La première chose à considérer est de savoir si nous pouvons prendre une position ferme en faveur d'une intervention militaire, étant une organisation humanitaire qui prend en compte la «cause humanitaire» à long terme. La défense des principes humanitaires fait partie de notre mission. Si nous optons pour une position favo-

nable, ne sommes-nous pas en train de créer un précédent, un monstre, en matière de pratique humanitaire : un monstre incontrôlable ? Il existe certaines raisons de penser cela. D'un autre côté, si la violence et la folie sont devenues la norme, peut-être que des mesures extraordinaires telles qu'une intervention militaire ne sont pas à exclure.

Pour l'instant, le poids des arguments varie en fonction des sections de MSF. Mais nous sommes tous extrêmement inquiets. Toutefois nous n'avons pas atteint un consensus sur la base de ces considérations pour approuver ou condamner une action militaire.

Deuxièmement, il existe aussi des considérations militaires et politiques immédiates. Est-ce que le déploiement des ces forces sera assez rapide et les effectifs suffisants pour contrôler tout le pays et resteront-ils assez longtemps pour mettre fin à la violence ?

Et puis, cette action militaire sera-t-elle accompagnée d'une action politique suffisante – ce qui jusqu'ici n'a pas été le cas – pour réussir à pacifier et à finalement restaurer une administration civile ?

Il y a des raisons d'avoir de sérieux doutes. D'un autre côté, gardons le bénéfice du doute puisqu'apparemment aucune autre alternative réaliste n'est aujourd'hui disponible. Là encore nous ne sommes pas prêts pour le moment à tenir une position commune ferme.

Mais encore une fois, nous sommes extrêmement inquiets, sans approuver ou condamner l'action militaire.

Troisièmement, la sécurité des équipes sur le terrain à court terme doit être prise en compte. Il existe un consensus sur le fait qu'une position très médiatisée de MSF sur l'intervention militaire – dans le contexte émotionnel actuel – aboutirait à une augmentation de l'insécurité. Cet argument nous pousse à nous retenir de prendre une position publique en faveur d'une action militaire.

La conclusion de tout cela c'est que, pendant que le débat interne continue, MSF NE PREND PAS DE POSITION SUR LA PERTINENCE D'UNE INTERVENTION MILITAIRE. Nous n'exprimerons que nos légitimes inquiétudes – voir plus haut – en tant qu'organisation humanitaire et notre analyse qui est la suivante : si une intervention militaire a lieu maintenant elle aurait pu probablement être évitée grâce à des efforts diplomatiques plus importants. En principe, les négociations devraient être l'instrument privilégié de résolution des conflits.



C'est très difficile de se retrouver au milieu d'une situation aussi horrible. Quand on voit des centaines de personnes mourir et qu'on est aussi témoin du fait que les factions somaliennes ne prêtent aucune attention au sort de la population somalienne. Tous ce qu'ils faisaient c'était pour leur propre intérêt. Des quantités énormes de nourriture étaient volées. Il fallait bien que quelque chose se passe. On ne pouvait pas arrêter la violence. J'étais sans doute trop naïf mais je pensais : « Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ? » Et plus tard quand on a vu la mauvaise tournure que prenait l'intervention militaire, tout le

monde, y compris moi, a réalisé que ce n'était pas non plus la solution. Mais au moins il fallait l'essayer. En gros, les Somaliens étaient plus forts que l'armée américaine.

Jules Pieters, responsable des programmes urgence de MSF Hollande, (en anglais).

Les responsables de MSF France ont décidé de ne pas se positionner pour ou contre l'intervention. Toutefois, sur le terrain, les coordinateurs proposent de communiquer sur une série de précautions à prendre pour limiter les dérives de l'intervention. Dans un premier temps, une proposition de lettre au Conseil de sécurité rédigée en ce sens circule entre les responsables des différentes sections. Il y est réaffirmé, entre autres, qu'une solution politique doit être trouvée en priorité et qu'elle passe par la ré-initialisation du dialogue entre les factions.

Le 1^{er} décembre, le comité de direction de MSF France annonce que la lettre au Conseil de Sécurité est finalement annulée car il lui semble difficile d'exprimer une non-position sur l'intervention. Dans ce cas il semble préférable de garder le silence.

Toutefois, lors de la réunion du conseil d'administration du 4 décembre, certains administrateurs regrettent que MSF ne prenne pas position.



Brouillon de lettre ouverte de MSF au Conseil de sécurité des Nations unies, 30 novembre 1992 (en anglais). **D58**

Extrait :

Vous allez voter sur l'envoi ou non de troupes en Somalie. MSF, qui a des missions en Somalie, aimerait partager avec vous son opinion sur cette décision.

RAPPEL

Les agences des Nations unies, les ONGs et le Comité international de la Croix-Rouge essaient de couvrir les besoins de 650 000 personnes déplacées dans les régions du sud et du centre de la Somalie.

Les opérations d'aide actuelles visent à assurer les besoins nutritionnels et médicaux de ces personnes à travers les programmes suivants :

- Une distribution générale de nourriture sous la forme de rations sèches ou de cuisines.
- De la nourriture en supplément pour les malnourris.
- Des programmes médicaux : vaccination, dispensaires.
- La fourniture d'eau potable.
- La formation du personnel.
- Des programmes vétérinaires.

Afin de décongestionner les centres urbains (comme dans la ville de Baïdoa), les programmes ont été transférés de ces centres vers les zones rurales.

La distribution de rations sèches et de semences est une composante des programmes de retour à la terre. Cette politique a encouragé le retour d'un nombre non négligeable de personnes déplacées. Mais elles restent très dépendantes de l'aide internationale.

ATTENTION !

Si l'intervention armée est votée, les points suivants devraient, à notre avis, être pris en considération.

- L'insécurité n'est pas seulement le fait de bandes qui seraient contrôlables par la force. Elle est aussi due à l'existence de luttes de clans et de conflits de pouvoir. Le fait que les autorités locales et traditionnelles, qui continuent à exister malgré les difficultés évidentes, soient débordées, est principalement dû au fait que l'activité économique est entièrement liée à l'aide internationale, convoitée par les diverses factions. Il n'y a aucune raison de penser qu'une intervention militaire résoudra à elle-seule ces problèmes.
- Une intervention armée se concentrera nécessairement sur les zones urbaines, ce qui finira par isoler les populations rurales. Retranchés dans ces zones rurales, les pillards constitueront une menace majeure pour ces populations que l'aide internationale ne pourra plus atteindre.
- La priorité est de trouver une solution politique pour aider ce pays à résoudre la crise qu'il traverse. Tout n'a pas été tenté de ce point de vue ! Une intervention militaire qui se limiterait à une action de police sans détermination à ré-initier le dialogue entre les factions ne ferait que réduire les chances de trouver une solution politique.



Compte-rendu de la réunion du département de la communication, MSF France, 1er décembre 1992 (en français).

Extrait :

Somalie : pas de prise de position officielle de MSF pour ou contre la décision des UN d'intervenir militairement. En revanche MSF émet une série de recommandations à destination des UN et des États intervenants. Un afflux de journalistes est à prévoir à Mogadiscio. Déjà pas mal d'appels. Voir si on peut gérer la venue de ces journalistes (contacter Michel Clerc et envisager la possibilité d'un chargé de Com. en renfort, basé à Mogadiscio).



Compte-rendu de la réunion du comité de direction, MSF France, 2 décembre 1992 (en français).

Brigitte [Vasset] : 2) Somalie : annulation de la lettre qui devait être envoyée à B. Boutros-Ghali car il était difficile d'exprimer une « non-position » sur l'intervention.

Rony : une proposition a été faite à Reporters sans Frontières pour faire une mission exploratoire en Somalie

afin de créer une radio à Mogadiscio, pour lutter contre les rumeurs et les contre-informations.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 4 décembre 1992 (en français). **D59**

Extrait :

POINT MISSIONS : Somalie

Brigitte Vasset : L'annonce du plan des 100 jours de l'ONU est intervenue dans une situation générale dégradée et une insécurité renforcée par la démission de l'envoyé spécial de Boutros Boutros-Ghali, interrompant les négociations en cours avec les différents partis somaliens. L'insécurité est encore accentuée par la méconnaissance des lieux de débarquement des troupes américaines. La décision a donc été prise de limiter les équipes à l'indispensable. L'une d'entre elles a été déplacée, sa situation à un carrefour stratégique d'éventuels regroupements de bandes armées pouvant s'avérer dangereuse.

L'attitude de MSF quant au débarquement des troupes américaines est analysée par Rony Brauman: si aucune position officielle n'a été prise, c'est que, en dépit de sa dénomination, cette intervention est essentiellement politique, en contradiction avec la volonté constante de MSF de dissocier les enjeux humanitaires des enjeux politiques.

Il est préférable de souligner quelques aspects importants et de mettre en garde contre les éventuels effets pervers d'une telle opération.

Le bon accueil de la population somalienne et des différents partis somaliens à l'arrivée des troupes peut fonder l'espoir d'un déblocage de la situation.

Cette opération remet cependant en cause les efforts déployés depuis plusieurs mois par les ONG pour désenclaver les principaux centres de distribution, source de graves problèmes de santé publique et d'insécurité.

Les imprécisions sur le mandat et la mission de l'intervention, essentiellement sur la question du désarmement restent problématiques.

Il est impératif de peser de tout notre poids pour qu'un amalgame de la notion militaire-humanitaire ne s'installe pas dans les consciences et que les négociations politiques ne soient pas oubliées.

Patrick Vial, de retour du terrain, s'étonne qu'une position ferme n'ait pas été prise par MSF pour souligner le manque de responsabilité des Etats et de l'ONU vis-à-vis du problème somalien, aboutissant aujourd'hui à une intervention militaire.

Marcel Roux constate que, en Somalie, l'humanitaire a atteint ses limites et se trouve dans l'incapacité d'exercer son action. Dans ce contexte, il s'agit de reconnaître la nécessité de recourir à d'autres moyens, y compris une intervention militaire des Nations unies.

Serge Stefanaggi considère que la non-prise de position de MSF est une attitude hypocrite.

Michel Fiszbin évoque les divergences de position sur ce sujet au sein de MSF France – et note que, malgré toutes

les discussions intervenues, le siège n'a pas été prêt à prendre une décision claire sur la question militaire-humanitaire alors que cela a pu être fait concernant la Bosnie.

Catherine Damesin ne comprend pas qu'après tous les efforts déployés par MSF pour rendre public le problème somalien, il n'y ait pas maintenant de déclaration officielle.

Marc Gastellu n'est pas persuadé de l'efficacité à long terme d'une telle intervention et rappelle que cette action a été en grande partie déclenchée par l'annonce de l'ONU faisant état du détournement de 80% de l'aide alimentaire, pourcentage difficile à prouver, mais qui a provoqué une réaction émotionnelle. Il pense qu'une prise de position de MSF n'aurait aucune influence, et juge plus efficace de mettre l'accent sur les effets pervers.

Brigitte Vasset va plus loin en exprimant son sentiment que le rôle de MSF n'est pas de prendre systématiquement position dans toutes les situations.

Rony Brauman indique que l'humanitaire s'est déjà trouvé confronté à ses propres limites au cours de son histoire. Il est d'accord sur le fait que MSF peut parfois faire silence.

Jean-Jacques Gabas se pose la question pragmatique de savoir si cette intervention va vraiment favoriser la distribution, si les Somaliens vont ou non pouvoir manger.

Xavier Jardon constate que, d'une façon globale, cette intervention répond aux thèses de MSF, demande d'intervention des pays démocratiques et renforcement des Nations unies.

Les conclusions de Bernard Pécol portent sur la nécessité de réfléchir à l'échec des appels de MSF adressés aux Etats pendant les six mois précédents. Il pense qu'un rôle reste à jouer sur le terrain, des positions seront certainement à prendre au fur et à mesure de l'évolution de la situation.


Patrick Vial reparle du terrain : à sa connaissance, MSF est la seule ONG à avoir réduit ses effectifs. Il craint que le siège ne fasse preuve de frilosité et souhaiterait que les équipes sur place soient davantage associées aux prises de décisions. Il a pu constater que leur liberté d'action s'est réduite depuis la médiatisation du problème somalien.

Marc Gastellu conclut le débat en indiquant que la position officielle doit exprimer l'espoir que l'intervention en Somalie soit un succès.

Un vote est proposé sur une prise de position de MSF sur la question de fond de l'intervention des troupes américaines en Somalie : 2 voix pour, 7 voix contre, deux abstentions.

Un communiqué de presse fera état de la coopération de MSF avec les troupes américaines et d'une analyse des risques d'effets pervers.



« MSF France en Somalie – Janvier-mai 1993 – Evaluation de mission – **Rapport final** – Virginie Raison, Dr. Serge Manoncourt, 4 février 1995 (en français). D13 

Extrait :

Lors de la réunion de coordination régionale à Addis Abeba qui se tient dans les tous premiers jours de décembre, les représentants des différentes sections sur le terrain en Somalie et au Kenya trouvent un consensus à partir d'un texte de « mise en garde » argumentée. Pourtant, après le tour de table préalablement cité, face au décalage entre les différents sièges européens et par souci de cohérence, Paris décide de ne pas diffuser le texte, ni même de questionner les Nations unies sur leur mandat, leur stratégie et leur dispositif. Pourtant, comme les autres acteurs humanitaires, elle en a la légitimité puisqu'elle n'a pas été informée sur ces points. La situation et les réactions individuelles prédisposent alors non seulement à la confusion mais aussi à la frustration des équipes qui se sentent trahies (sic) par le siège.




Il y avait une série de problèmes en étages. Il y avait le problème, presque psychologique, au cas où on prenait position contre, de se retrouver à contre-courant total, parce que tout le monde voulait cette intervention et soutenait l'idée qu'on pouvait ramener un ordre décent par une belle intervention. Les images de là-bas étaient effroyables. Il n'y avait pas de précédent. Dans les suites d'une guerre du Golfe qui avait certes été approuvée mais qui s'était quand même déroulée dans un parfum de pétrole, de protection des intérêts américains, de mensonge au Koweït etc., cette intervention apparaissait comme une espèce de pureté humanitaire, de pureté humaine.

A l'époque, je me doutais que cela allait être plus compliqué que ce qui était dit. Je savais bien que Bush avait perdu les élections et qu'il passait cette affaire empoisonnée à Clinton. Je savais bien que la Somalie était un lieu stratégique de première importance et que tout ce baratin pieux était une vitrine... Mais tout de même, je ne pouvais pas dire avec certitude que tout cela allait foirer. En réalité, ce qui m'a posé le plus grand problème, c'est qu'à Mogadiscio, cette intervention était bienvenue. L'homme de la rue à Mogadiscio attendait les Américains. Il n'en pouvait plus des salopards d'Aïdid ou d'Ali Mahdi et il espérait que les Américains allaient l'en débarrasser – comme les Irakiens en 2003 ont aussi cru que les Américains allaient les débarrasser de Saddam Hussein.


J'étais vraiment très mal à l'aise. J'avais mes doutes, mes convictions d'un côté, mais aussi la conscience du fait que cette intervention pourrait éventuellement rendre un vrai service aux Somaliens. Et c'est quand même le service aux Somaliens et pas l'adéquation du service avec l'idéal qui compte. Le débat au conseil d'administration s'est passé dans cet état d'esprit. Et on n'a pas pris parti, on a retenu nos critiques ou nos adhésions. Je qualifierais notre position d' « attentiste ». On était partagés. Mais

on ne pouvait pas condamner l'espoir et l'avenir. Et d'autre part, on était sceptiques. Mais cela ne suffisait pas pour construire un levier. Donc, on a décidé qu'on jugerait sur pièces et qu'on ferait avec cette réalité.

Dr Rony Brauman, président de MSF France
(en français).

 Les discussions autour de la prise de position sur l'intervention militaire ont été très mouvementées. On appelle, on appelle, on appelle. Et tout d'un coup, il y en a un qui dit «je viens» et là, on est bien embêtés! Un an plus tôt, il y avait déjà eu un début de confrontation militaro-humanitaire dans la crise kurde. On n'avait pas vraiment su quoi dire, quand ils avaient décidé d'établir une zone de sécurité en territoire irakien à la frontière turque. On n'avait pas dit «on est pour» ou «on est contre». Finalement, il y avait des militaires partout mais on avait quand même réussi à prendre nos marques. Pour la Somalie, on a décidé de ne pas prendre position en attendant de voir, en se disant : «après si ça ne nous convient pas, on tapera». On a juste listé les conditions nécessaires «s'il devait y avoir intervention.»

Dr Brigitte Vasset, directrice des opérations, MSF
France (en français)

 Je pense qu'à l'époque, on a essayé de faire beaucoup de bruit autour de la famine et que quand l'opération a été déclenchée, il y a des gens qui étaient plutôt soulagés. Je ne crois pas qu'on a appelé à cette intervention mais on n'était pas contre. Il y a eu un moment où on a pu penser qu'au niveau de l'implication diplomatique de l'ONU dans la négociation, il y avait des progrès et que c'était peut-être dommage à ce moment-là de débarquer une deuxième force plus musclée. Mais ce ne sont pas des processus que l'on maîtrise. Je crois que l'on voulait que la communauté internationale s'implique. A cette époque-là, MSF appelle les Etats et la communauté internationale à prendre leurs responsabilités. Sur le Kurdistan, par exemple, on n'a pas du tout remis en question la façon dont la force militaire a été employée. On a plus ou moins appelé la communauté internationale à «prendre ses responsabilités». C'était notre phrase gadget et slogan à l'époque. Mais derrière cette phrase, on ne sait pas très bien ce qu'il y a.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique
MSF (en français).

Le 28 novembre, le général Aïdid, tout en continuant à affirmer que l'opération onusienne est un échec, déclare accepter l'éventuel envoi de 30000 soldats

étasuniens en Somalie pour protéger la distribution de l'aide alimentaire.

Le 3 décembre, au cours d'une conférence consacrée à l'aide humanitaire en Somalie, le président éthiopien, Meles Zenawi, appelle la communauté internationale à «ne pas blesser la fierté du peuple somalien». Au cours de cette même réunion, l'envoyé spécial du président étasunien en Somalie, Robert Oakley, déclare que l'effort des travailleurs humanitaires n'a pas été un succès et insiste sur la nécessité d'une intervention militaire.



«Le général Aïdid accepterait l'envoi de 30000 soldats américains en Somalie» **AFP** (France), Nairobi, 28 novembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] «L'initiative annoncée par le gouvernement américain, si elle est réalisée en même temps que la plateforme politique adoptée en août dernier par l'Alliance nationale somalienne (SNA), peut aider la Somalie à se remettre sur une base solide», a indiqué un communiqué reçu à Nairobi de la SNA, citant le général Aïdid.

«Nous accueillons donc positivement l'initiative américaine qui, selon ce que nous comprenons, a le soutien des deux administrations américaines, la sortante et celle qui arrive, et des deux chambres du Congrès, ainsi que l'approbation de la CEE» a conclu le général Aïdid, selon le communiqué de la SNA. [...]

Dans un deuxième communiqué, envoyé avec le premier, le général Aïdid ne ménage cependant pas ses critiques contre les opérations des Nations unies en Somalie qui sont, selon lui, un échec.



«Le président éthiopien appelle la communauté internationale à ne pas "blesser la fierté du peuple somalien"» **AFP** (France), Addis Abeba, 3 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Alors qu'une intervention militaire internationale semble imminente en Somalie, le président de l'Éthiopie voisine, Meles Zenawi, a appelé jeudi à Addis Abeba la communauté internationale à «ne pas blesser la fierté du peuple somalien dans le règlement de la guerre civile en Somalie».

[...] le président Meles Zenawi a ajouté: «L'intervention humanitaire doit être conçue pour aider le peuple somalien et doit donc être fondée sur la compréhension de ce peuple».

L'Éthiopie a une longue frontière commune, très perméable, avec la Somalie et une importante population somalie. Elle a accueilli depuis l'an dernier plusieurs centaines de milliers de réfugiés fuyant la famine. Notant que la Somalie est à «un stade avancé de désintégration», le président éthiopien a reconnu qu'un

« *minimum de sécurité était indispensable* » pour assurer le succès de l'aide humanitaire.

L'ambassadeur américain Robert Oakley, envoyé spécial du président George Bush, a mis en garde les clans somaliens: « *s'ils ne prennent pas conscience de la tragédie qui se déroule dans leur pays, ils porteront la responsabilité de ce qui peut arriver* ».

M. Oakley a estimé que, « *malgré plusieurs millions de dollars d'aide et des milliers de tonnes de vivres acheminés en Somalie, l'effort des travailleurs humanitaires n'avait pas été un succès* » et a insisté sur la nécessité d'une intervention en Somalie. [...]

Le 3 décembre au soir, la résolution 794 est votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle autorise la mise en œuvre d'une opération militaire en Somalie sous le commandement des Etats-Unis « pour instaurer les conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire. » L'opération est gratifiée du nom de code « Restore hope » (« Rendre l'espoir ») et sera mise en œuvre par une force opérationnelle militaire multinationale, l'UNITAF (United Nations Task Force) dont le gros des troupes est étasunien. Elle bénéficie d'un mandat vague mais le secrétaire général des Nations unies affirme qu'elle renforcera le « nouveau rôle » des Nations unies dans le monde.



« *Les principaux points de la résolution 794 sur la Somalie* » (encadré) AFP (France), New York (Nations unies), 4 décembre 1992 (en français). D61

Extrait :

Voici les principaux points de la résolution 794 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui autorise le déclenchement d'une opération militaire à but humanitaire en Somalie sous la direction des Etats-Unis:

Mandat de la force:

- Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies, le Conseil de sécurité autorise le secrétaire général de l'ONU et les Etats membres « *à employer tous les moyens nécessaires pour instaurer aussitôt que possible des conditions de sécurité pour les opérations de secours humanitaire en Somalie* ».

Le Conseil autorise le secrétaire général et les Etats membres concernés « *à prendre les dispositions nécessaires aux fins du commandement et de la conduite unifiés des diverses forces* ».

Rôle de l'ONU:

- C'est au Conseil de sécurité de décider de la fin de l'opération, sur avis du secrétaire général. M. Boutros-Ghali doit informer le Conseil au plus tard avant le 18 décembre et ensuite sur une base régulière de la conduite des opérations.

- Le secrétaire général et son représentant pour la Somalie doivent « *poursuivre leurs efforts visant à parvenir à un règlement politique* ».

Le Conseil désigne une commission « ad hoc » composée de plusieurs de ses membres, chargée de l'informer sur l'application de la résolution.

- Un « *petit groupe de liaison* » de l'ONU sera détaché au quartier général de l'opération multinationale placée sous commandement américain.

Financement:

Il n'en coûtera rien à l'ONU. Tous les Etats membres « *qui sont en mesure de le faire* » sont appelés « *à fournir des forces militaires* » et à « *apporter des contributions supplémentaires, en espèces ou en nature* ». Un fonds de l'ONU est créé à cet effet.

Appel aux parties:

- Le Conseil demande à toutes les parties, mouvements et factions en Somalie de « *mettre immédiatement fin aux hostilités* » et de faciliter les efforts de l'ONU et des organisations de secours « *afin de fournir une assistance humanitaire d'urgence à la population touchée en Somalie* ».

Droit humanitaire:

Ceux qui commettent ou ordonnent de commettre des violations du droit humanitaire international en Somalie « *en seront tenus pour individuellement responsables* ».



« *L'ONU donne un cadre légal à une opération souhaitée par les Etats-Unis* » René Slama, AFP (France), New York (Nations unies), 4 décembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Selon le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, la résolution 794, adoptée à l'unanimité jeudi soir par le Conseil de sécurité, va renforcer le « *nouveau rôle* » des Nations unies dans le monde. Elle est par ailleurs « *historique* », parce que « *pour la première fois, une intervention est déclenchée pour une cause humanitaire* », a-t-il ajouté.

Sous la pression des pays non alignés, les Etats-Unis ont finalement fait une série de concessions à l'organisation en acceptant des mécanismes de contrôle et de coordination entre la force multinationale, sous commandement américain, et l'ONU. [...]

Entre le caractère d'urgence de la situation en Somalie et un effet d'annonce du côté de la Maison blanche, tout s'est passé très rapidement, en une semaine, à New York. Le secrétaire général de l'ONU, dont l'opération en Somalie avait du plomb dans l'aile en raison de l'anarchie sur place, a saisi l'offre du président sortant, George Bush, d'une opération visant à sauver le maximum de vies dans un pays pris en otage par les factions et bandes armées.

« *Hormis les Américains, qui d'autre est capable de conduire rapidement ce type d'intervention* », s'est demandé un diplomate arabe.

Néanmoins, personne n'est en mesure de dire ce qui se passera sur place, une fois que les Marines auront débarqué en Somalie. 1800 hommes, à bord de trois navires amphibies, attendaient des ordres au large de Mogadiscio.

Le mandat des Nations unies reste vague puisqu'il s'agit d'instaurer «*des conditions de sécurité*» pour les opérations de secours humanitaire. Au total, près de 30000 soldats américains pourraient participer à l'opération, ce qui constituerait de loin le plus gros contingent, comparé aux offres faites officieusement par d'autres pays.

La Maison blanche a affirmé que les Etats-Unis entendaient achever leur mission avant la passation de pouvoirs entre M. Bush et le président élu Bill Clinton, le 20 janvier. La résolution 794 de l'ONU est «*une étape bienvenue et historique pour venir en aide au peuple somali*», a dit M. Clinton en «*félicitant le président Bush*».

Le 4 décembre, Pierre Harzé, le directeur de la communication de MSF Belgique, déclare à la presse belge que cette intervention est devenue nécessaire mais qu'elle fait peser un risque sur la sécurité des membres des organisations humanitaires.

Le 11 décembre, MSF Belgique envoie une lettre au ministre belge des Affaires étrangères, au représentant belge aux Nations unies et à l'ambassadeur de Belgique à Nairobi, leur demandant, afin d'orienter ses programmes, quelles sont les intentions opérationnelles de l'opération «*Rendre l'espoir*». L'organisation rappelle les graves incidents de sécurité qui se sont déroulés dans les villes de Somalie où ses équipes interviennent.

Dans les interviews qu'il donne sur le terrain, le chef de mission de MSF Belgique s'inquiète des risques de confusion d'image entre l'équipe de MSF Belgique à Kisimayo et le contingent de soldats belges dont le déploiement est prévu dans cette même ville.

Le 3 janvier, dans une tribune publiée dans le quotidien belge Le Soir, Réginald Moreels, président de MSF Belgique, de retour d'une mission chirurgicale à Kisimayo, propose certains critères selon lesquels «*un humanitaire pourrait souhaiter une intervention militaire, une fois les moyens diplomatiques épuisés.*»

Le 7 janvier, à son retour d'une nouvelle visite en Somalie en tant qu'«*émissaire spécial*» de MSF Belgique, l'ancien Premier ministre belge Wilfried Martens déclare au quotidien Le Soir qu'il est nécessaire de désarmer les bandes para-militaires et d'entamer le dialogue avec les chefs de factions somaliens.



«*Pierre Harzé (MSF) : 'Cette intervention est devenue une nécessité'*» **Le Journal - Indépendance - Le Peuple** (Belgique), 4 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Pierre Harzé ne sous-estime pas cette donnée : «*l'intervention fait peser certains risques sur les membres des organisations humanitaires qui sont sur place*». Cependant Pierre Harzé reconnaît que c'est la seule solution, vu la situation qui règne en Somalie : «*MSF est favorable à cette intervention, telle qu'elle est décidée, car le chaos reste total*». Toujours en parlant des risques inhérents à ce type d'intervention, notre interlocuteur précise que les gens de MSF ne voient pas venir cette intervention de gaieté de cœur : «*Nous décidons d'assumer les risques... MSF est résigné à ce type d'intervention*».

Cependant Pierre Harzé ne peut s'empêcher d'exprimer quelques regrets, face à cette évolution : «*tout n'a pas été tenté du point de vue diplomatique. La diplomatie sur le terrain a brillé par son absence... On regrette le limogeage du représentant de l'ONU là-bas*».

Pour le docteur Harzé, cette opération ne doit pas faire oublier les besoins de la population, d'une part, et le développement d'une solution politique, d'autre part : «*cette opération doit être menée en parallèle avec une activité politique et administrative sérieuse. Actuellement, il n'y a pas de solution à moyen terme en vue*».

Quant à l'opération militaire elle-même, il faut rester très prudent : «*c'est un pays dans lequel le pouvoir est dans la rue*».



Lettre de Dr. Georges Dallemagne, directeur des opérations et Dr. Jean-Pierre Luxen, directeur général de MSF Belgique, au représentant belge aux Nations unies, au ministre belge des Affaires étrangères et à l'ambassadeur de Belgique à Nairobi, copies à ICRC, UNICEF et HCR, 11 décembre 1992 (en français). **D62**

Excellence, Monsieur le Ministre, Monsieur l'ambassadeur, Suite à la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de lancer l'opération «*Restore Hope*» en Somalie, Médecins Sans Frontières s'étonne de ne pas pouvoir recevoir d'informations en ce qui concerne les conséquences de cette opération dans les domaines de la protection de nos équipes sur le terrain et de la coordination des opérations humanitaires.

Médecins Sans Frontières est présent en Somalie depuis le début des événements, soit depuis janvier 1991. Des équipes médicales et nutritionnelles sont présentes dans la plupart des villes somaliennes ainsi que dans les camps de réfugiés des pays avoisinants (Kenya, Yémen, Ethiopie). Nos équipes se tiennent prêtes à poursuivre leurs activités tant que la situation d'urgence le nécessitera.

Il nous paraît donc important d'avoir connaissance des intentions des opérateurs de «*Restore Hope*» : dans

quelles régions de Somalie auront lieu les opérations ? Selon quel calendrier ? Une aide médicale et alimentaire sera-t-elle apportée ? Sous quelles formes ? Quelle sera sa durée ? Sera-t-elle coordonnée avec les ONG sur place ? D'autre part, d'ores et déjà, à la suite de la décision du Conseil de sécurité, de graves incidents ont eu lieu dans les villes de Kisimayo, Baïdoa, Merka et Bardera en Somalie ainsi qu'à El Wa et Mandera au Nord-Kenya ; ces incidents ont obligé Médecins Sans Frontières à retirer une partie de ses équipes.

Nous espérons donc obtenir dans les plus brefs délais les informations nécessaires afin que nous puissions orienter au mieux dans les jours à venir nos programmes en faveur des populations somaliennes.



« *Humanitaire et militaire* ». Reginald Moreels, président de MSF Belgique, *Le Soir* (Bruxelles), 3 janvier 1993 (en français). D63

Extrait :

Premièrement, un chaos politique et militaire. Situation nouvelle et exceptionnelle, l'intervention en Somalie, en termes de droit international, ne porte même pas atteinte à la souveraineté nationale, puisqu'il n'y a plus d'Etat. Un morcellement total du pouvoir et du territoire – deux éléments clés d'un Etat – empêche l'existence d'interlocuteurs légitimes pour la population et la communauté internationale. Dans de telles circonstances, la diplomatie officielle doit également jouer son rôle, mais si cela dure trop longtemps, on ne peut laisser décimer une population sans intervenir par la force.

Le deuxième critère est lié au degré de détournement de l'aide. En Somalie, les plus optimistes parlent de 60% de l'aide qui est détournée. Une partie du riz, de la farine et du blé est exportée vers des pays « amis ».

Le troisième critère est le degré d'insécurité des volontaires et des victimes. Que vaut une assistance sans protection ? C'est rendre hémiplégique le mandat humanitaire.

Reste le mandat des intervenants, qui aurait dû être mieux défini avant l'opération. Car parmi « *tous les moyens nécessaires pour l'acheminement de l'aide humanitaire* », le désarmement actif est un des éléments majeurs.

Ces critères, que notre devoir humanitaire nous impose de définir, afin d'éviter les excès, mais aussi pour en dégager des bénéfices, devraient pouvoir être appliqués universellement, pour que « *l'intervention d'humanité* » existant depuis plus d'un siècle et demi acquière une légitimité.

Etant en mission chirurgicale à Kisimayo il y a quelques jours encore, j'ai vécu avec mes collègues parmi une population en liesse à l'arrivée des paras, belges et américains. Au milieu de cet événement bouleversant, on théorise moins et on se met à la place de celles et ceux qui, réprimés par le clan en place, pensent à sortir de leur cachette et à reprendre un brin de vie supportable...



« *Martens: poursuivre l'effort* » Véronique Kiesel, *Le Soir* (Bruxelles), 7 janvier 1993 (en français). D64

C'est en tant qu'émissaire spécial de MSF Belgique que Wilfried Martens a achevé hier une tournée africaine qui, depuis le 26 décembre, l'a mené successivement à Kisimayo en Somalie, dans les camps de réfugiés du Kenya et dans les coulisses de la réunion préparatoire à la réconciliation qui s'est tenue à Addis-Abeba.

Après avoir rencontré tant des militaires belges et des responsables d'ONG que M. Boutros-Ghali, l'ancien Premier ministre a désormais une vision plus générale du drame somalien et surtout des solutions nécessaires pour y mettre fin: « *l'initiative de l'ONU d'envoyer des troupes chargées de mettre fin à la violence est incontestablement un signe d'espoir, mais, pour réaliser effectivement cet objectif, une approche globale est nécessaire. Pour faire cesser les affrontements, il est nécessaire de désarmer les bandes para-militaires. Il y a, à ce propos, une différence de vues entre les Américains et le secrétaire général de l'ONU d'autre part, d'ailleurs soutenu par les responsables belges. J'estime comme eux que ce désarmement est nécessaire: c'est au Conseil de sécurité de l'ONU que revient la responsabilité de décider d'un mandat coercitif.*

Par ailleurs, il ne suffit pas de faire cesser les combats pour ramener la paix. Le dialogue commencé par les chefs de factions somaliens est un pas dans la bonne direction, mais j'estime qu'on ne reconstruira pas la Somalie sans associer à la future conférence de réconciliation les chefs traditionnels et les autorités religieuses et intellectuelles. Enfin, ce pays aura besoin d'une aide internationale pendant des années encore pour réussir à se relever économiquement. Il faut donc éviter à tout prix que se lassent les opinions publiques, et donc les gouvernements occidentaux... »




On avait le sentiment de prendre des risques pour les équipes. Donc, dans ce contexte il n'y avait pas d'opposition frontale à une intervention. On avait conscience de ses limites et du fait qu'elle arrivait trop tard. Personne n'avait imaginé que cela allait tourner aussi mal, mais on avait quand même des doutes sur le fait que cela allait pouvoir amener des solutions. On y voyait plutôt un intérêt en termes de logistique: comment faire pour que les convois arrivent pour aider les gens? C'était vraiment un des premiers débats dans lequel on essayait de se définir et de voir quelle articulation on pouvait avoir avec les militaires, quelle était la logique d'avoir des convois, etc. Il y avait des avis très divergents là-dessus. D'ailleurs, je crois que Reginald était plutôt favorable à une protection militaire. Il y voyait moins de problèmes que d'autres. Il disait: « ce sont des professionnels, ils savent comment faire. » Mais il faut bien garder à l'esprit que mis à part certaines positions de Reginald, en gros la section belge s'est toujours définie de façon très pragmatique par rapport aux questions de prise de parole. Il n'y a jamais eu de dogme. Cela a toujours été

une espèce d'ajustement de la parole, avec parfois des petites dimensions politiques, à une réalité très concrète et très pragmatique. Sur la Somalie, il n'y a pas de réflexion profonde derrière, sur le rapport entre le militaire et l'humanitaire, même chez Reginald. La réflexion se limite plutôt au fait qu'il faut quelqu'un pour protéger le convoi, sinon il n'arrivera pas et alors à quoi cela servira-t-il?

Quant au fait que les Casques bleus déployés à Kisimayo soient belges, on n'en a sûrement pas parlé publiquement car MSF Belgique était très divisé. Moi j'étais contre. Et Reginald Moreels était pour. Il trouvait cela plutôt naturel. Certains voyaient plutôt d'un bon œil qu'il y ait cette conjonction, cet espace où «on est entre Belges et on boit de la bière»... Il y avait aussi le sentiment que les militaires allaient pouvoir donner un coup de main d'un point de vue logistique et il ne faut pas sous-estimer cette dimension. Mais tout le monde n'était pas d'accord.

Dr Pierre Harzé, directeur de la communication, MSF Belgique (en français).

 On s'était positionnés contre l'arrivée des militaires belges à Kisimayo car on craignait une confusion entre MSF Belgique et l'armée belge. On craignait que cela ait des conséquences au niveau de notre neutralité. Le message était: «on est contre l'intervention de Belges sur Kisimayo, en raison du risque de confusion entre les humanitaires et les militaires qu'induit le fait d'avoir la même nationalité. Cela va créer une confusion entre les mandats, des difficultés dans le travail, des problèmes de sécurité.» Je crois qu'il y a eu un communiqué de presse et des débats à la télé. Il y a eu des contacts au niveau du gouvernement et des Nations unies. Ça s'est fait à partir de Bruxelles. Je me souviens qu'à un moment donné, alors que les Belges et les Américains étaient déjà sur place, il y avait plein de journalistes et j'ai été interviewé par la chaîne de télévision publique flamande. J'ai été assez critique vis-à-vis de cette opération militaire essentiellement à cause des risques de confusion. On m'a dit après que l'émission était diffusée en direct et que dans le studio à Bruxelles, il y avait des militaires, des politiciens, et le directeur de MSF Belgique qui a dit «mais ce que dit le chef de mission, il faut un peu le nuancer... ce n'est pas aussi grave».

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique à Kisimayo d'août 1992 à avril 1993 (en français)

Dans les jours qui suivent l'annonce de l'opération multinationale armée, une nouvelle vague de journalistes envahit Mogadiscio et fait de nouveau flamber les prix dans une ville complètement dénuée de tout service de base.



«Des journalistes par centaines» François-Xavier Harispe, **AFP** (France) Mogadiscio, 6 décembre 1992 (en français).

Les habitants de la capitale attendaient les troupes, ils ont vu venir les journalistes... Par centaines et à l'image du contingent espéré, qui sera fortement dominé par les militaires des Etats-Unis, les journalistes débarquent à Mogadiscio.

«Pires que les criquets pèlerins, ils viennent tout raser», se plaignait un membre d'une organisation humanitaire effaré par la facilité avec laquelle les journalistes paient villas, véhicules, escortes, quatre fois le prix pratiqué depuis plusieurs mois.

Ils sont venus, ils sont tous là... Telle chaîne de télé américaine compte déjà 65 personnes sur place, sa concurrente 59 seulement.

Anciens du Golfe, rescapés de l'ex-Yougoslavie, le show peut commencer. CNN compte cinq équipes de tournage et Dan Rather de CBS est attendu, comme d'ailleurs pour TF1, Patrick Poivre d'Arvor.

Villas louées 15000 dollars par mois alors qu'elles en valaient 2000 il y a trois jours, de 60 dollars par jour vendredi à 200 dollars samedi pour une voiture avec l'indispensable garde armée imposée aux journalistes. Telle chaîne a loué un avion Hercules C-130, traditionnellement dévolu au transport de troupes, tant ses effectifs étaient nombreux et le matériel important.

A Mogadiscio, il n'y a plus rien. Il n'y a pas d'électricité, ce qui implique d'apporter son groupe électrogène, pas de boissons (les Britanniques ont apporté la bière, les Américains l'eau minérale), pas de moyens de communication, ce qui explique la floraison de paraboles satellitaires sur les toits du centre-ville.

Immenses banderoles aux deux lettres rouges sur fond blanc, qui se confondent aisément avec les fanions de la Croix-Rouge, pour une agence de presse américaine, auto-collants sur les pare-brises pour les autres: le cirque médiatique est bien là.

Certains affirment même que ce n'est que lorsque la presse, plus particulièrement les chaînes américaines, seront prêtes, que l'opération militaire pourra se déclencher.

EN ATTENDANT LES « SAUVEURS » AMERICAINS

Certains responsables politiques comme le ministre français des Affaires étrangères français se montrent plutôt optimistes face à ce qu'ils envisagent comme une « opération coup de poing » donc de courte durée. De son côté, l'ambassadeur des Etats-Unis à Nairobi

émet de sérieuses réserves quant aux chances de succès de l'opération. Prédissant l'enlèvement des troupes dans le borbier somalien, comme ce fut le cas au Liban en 1983, il déclare : « *si vous avez aimé Beyrouth, vous adorerez Mogadiscio* ».

Pendant ce temps, les groupes armés qui terrorisaient Mogadiscio quittent la capitale et se replient entre autres sur Baïdoa, où ils multiplient les attaques contre les quelques organisations humanitaires qui n'ont pas évacué leurs équipes, et pillent des entrepôts de stocks alimentaires.



« *Les maquisards quittent Mogadiscio, mais pillent en province* » AFP (France), 6 décembre 1992 (en français).

Extrait :

De nombreux jeunes gens, fortement armés et qui terrorisaient la population de Mogadiscio depuis des semaines, abandonnaient dimanche la capitale avant même l'arrivée de l'avant-garde de la force multinationale sous commandement américain.

Pour la première fois depuis trois semaines, un convoi de camions apportant des vivres a pu quitter dimanche le port où l'aide internationale était bloquée par ces maquisards relevant des différents chefs de guerre, qui multiplient maintenant les attaques d'entrepôts installés en province par les institutions caritatives.

Dans près de 20 pays, plusieurs dizaines de milliers de soldats terminaient leurs préparatifs pour débarquer, probablement à partir de lundi, sur différentes parties du littoral somalien. Les premiers devraient être des *marines* (fusiliers-marins américains), rapidement suivis de soldats français et de légionnaires de Djibouti.

[...] Le départ de nombreux jeunes maquisards de Mogadiscio rend probable un débarquement pacifique, mais déjà des officiels s'inquiètent du sort des volontaires des institutions caritatives disséminés à travers la Somalie, et aussi des risques pris par les soldats si l'opération dure longtemps.

Vingt-cinq des quatre-vingts membres d'organisations humanitaires travaillant à Baïdoa (à 200 km au nord-ouest de Mogadiscio) ont quitté la ville envahie par des éléments armés qui ont pillé samedi les entrepôts de diverses institutions et volé 20000 dollars à un responsable de l'organisation humanitaire CARE.

Par ailleurs, l'ambassadeur américain à Nairobi, M. Smith Hempstone, a mis son gouvernement en garde contre les risques de l'opération « *Restore Hope* » (Rendre l'Espoir) : « *Si vous avez aimé Beyrouth, vous adorerez Mogadiscio* », a-t-il écrit en rappelant le précédent de l'intervention américaine au Liban qui a coûté la vie à 241 soldats américains en octobre 1983.

Cité par le magazine *US News and World Report*, M. Hempstone, ami personnel du président Bush, se dit « *stupéfait, bouleversé et alarmé par la hâte démoniaque avec laquelle le gouvernement américain souhaite apparemment se jeter dans le borbier somalien* ».

« *Le Somalien est aussi dur que son pays, et presque aussi impitoyable, estime le diplomate. Les Somaliens sont des guerriers-nés. Ils dresseront des embuscades. Ils lanceront des attaques surprises. Ils ne pourront pas empêcher les convois de passer. Mais ils feront des victimes* ».

« *La situation sera calme un jour ou deux, puis un gamin somalien lancera une grenade dans un café fréquenté par des soldats américains. Il y aura un enlèvement ou deux. A l'occasion, un tireur embusqué abattra une de nos sentinelles* », ajoute-t-il.

« *Certaines estimations, que je ne juge pas déraisonnables, évaluent à 5 ans le délai nécessaire pour remettre la Somalie non sur ses pieds, mais sur ses genoux* », conclut M. Hempstone qui admet cependant qu'il n'a « *pas de meilleure idée* » à proposer que le débarquement international.

A Baïdoa, l'équipe expatriée de MSF Hollande est réduite à trois personnes, le chef de mission, l'administrateur et le médecin, qui continuent à prendre en charge les patients sous la protection des 150 gardes armés de la mission.

Le 7 décembre, MSF Hollande diffuse un communiqué de presse critiquant la lenteur du déploiement des troupes promises en Somalie. Sur le terrain, l'équipe est l'objet de reportages et d'interviews.

Cette communication est massivement reprise en particulier aux Pays-Bas où elle provoque un afflux de dons à MSF Hollande... et de demandes d'interviews de la part de journalistes auprès de l'équipe.

Des leviers diplomatiques au Canada et aux Etats-Unis sont activés pour demander le déploiement rapide des troupes promises sur Baïdoa.

Le 8 décembre, deux avions de chasse étasuniens survolent la ville de Baïdoa, accentuant la tension au sein des groupes armés.



Message par fax de l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa au responsable de programme à Amsterdam – 7 décembre 1992 – 06:43 (en anglais).

Cher Jules

La nuit a été calme

Vous êtes au courant qu'il y a un problème au sein du MDS (Mouvement Démocratique Somalien). Les anciens en ont discuté hier mais le problème n'a pas été réglé. En fait ils n'ont pas voulu le régler, donc d'après nos sources [...] il y aura des combats entre 21 clans de la région de Baïdoa et dans la ville elle-même aujourd'hui.

Au moment où j'écris ces lignes, on entend déjà des coups de feu et le personnel de la maison est très nerveux.

Pour le moment nous restons à l'intérieur. Notre personnel de sécurité est très fiable, ne vous faites pas de souci. C'est tout pour le moment, nous vous tenons au courant.

Salut !
Wouter



Message de l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa au responsable de programme à Amsterdam, 07 décembre 1992 – 09:28 (en anglais).

Cher Jules,
D'après nos informateurs (on ne peut pas l'entendre d'ici) des combats de grande ampleur ont lieu à Baïdoa. En face du centre de consultations n°1, il y a eu 6 blessés ce matin, le centre est fermé pour le moment et le centre n°2 est aussi fermé. Tous les autres sont ouverts. Une fois encore le personnel de sécurité nous a juré ce matin (sur le livre sacré) que nous ne serons ni pillés ni tués etc, etc.

Nous sommes très calmes, je trouve que vu les circonstances nous nous portons plutôt bien, nous nous faisons confiance et nous faisons face bien que cette situation soit un peu bizarre.

Merci de ne pas vous faire trop de soucis
Jules, si tu appelles le département d'Etat, dis-leur que c'est quand ils veulent... ils peuvent y aller !
Ma salaam aleikum
Wouter



«*Pillages à Baïdoa - La lenteur des préparatifs de l'intervention en Somalie accroît les risques.*»
Communiqué de presse, MSF Hollande, 7 décembre 1992 (en néerlandais).

Depuis que les Nations unies ont annoncé une intervention en Somalie, les bandes armées tentent de frapper un dernier coup. C'est ce qu'observent les collaborateurs de Médecins Sans Frontières. Dans la ville de Baïdoa, l'organisation s'est vue obligée de faire appel à des gardes armés afin de protéger son équipe et ses équipements. Médecins Sans Frontières a pris cette mesure depuis que samedi, une autre organisation de secours a été victime de pillages. Hier encore, d'autres organisations d'aide ont été la cible des pillards. A l'instar d'autres organisations d'aide, MSF avait déjà évacué une partie de ses collaborateurs en prévision d'éventuels troubles. Selon le coordinateur de MSF à Baïdoa, Wouter van Empelen, la sécurité de la population somalienne et des travailleurs humanitaires est encore davantage menacée du fait que l'intervention annoncée se fait attendre. Au fur et à mesure que passent les jours entre l'annonce et l'intervention effective, le nombre de morts et de blessés risque d'augmenter et les actions de secours d'être sérieusement compromises.



Message par fax de Jules Pieters, responsable de programme MSF Hollande, à H. Roy Williams, International Rescue Committee, 7 décembre 1992 (en anglais).

Cher Roy

A Baïdoa la situation se détériore rapidement. Comme vous le savez sans doute la base des expatriés de CARE a été pillée, des bandits armés ont essayé de piller les bases de CONCERN et de Worldvision (Australie). MSF et les autres ONGs ont loué des véhicules armés et embauché des gardes armés pour protéger les personnes et les biens.

Aujourd'hui, j'ai reçu des informations de notre équipe selon lesquelles des divisions internes au sein du MDS ont déclenché des combats dans la ville de Baïdoa.

MSF Hollande a publié un communiqué de presse hier, exprimant son inquiétude sérieuse concernant la situation à Baïdoa. A notre avis le temps écoulé entre l'annonce de l'opération «Rendre l'espoir» et son lancement est beaucoup trop long. En d'autres termes, les vies des expatriés sont désormais en danger et l'action humanitaire est, c'est le moins qu'on puisse dire, sérieusement retardée.

Pourriez-vous informer Washington de la situation actuelle à Baïdoa et faire part des inquiétudes de MSF Hollande ?

Je vous contacterai aujourd'hui ainsi que le bureau d'Andrew Natsios.

Bien à vous
Jules Pieters



Message par fax de l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa au responsable de programme à Amsterdam, 8 décembre 1992 (en anglais).

Je vais essayer de décrire ce qui s'est passé la nuit dernière.

Aux environs de 10 heures du soir la nouvelle nous est parvenue que des gangsters sans affiliation à aucun clan étaient en train de piller World Vision. Quelques heures auparavant, ils avaient pillé le CICR, d'où ils sembleraient avoir tout emporté, y compris le matériel de communication.

Ces événements ajoutés aux combats intenses en ville et à la rumeur selon laquelle notre base serait la prochaine à être visitée ont mis nos gardes en alerte totale. Ce qui veut dire qu'en plus des effectifs et du matériel incroyable déjà déployés ils ont apporté des lance-roquettes.

Pendant ce temps, nous avons pris quelques mesures de précaution : nous avons caché les fournitures médicales de base dans divers endroits, ainsi que la radio portable Codan. Quelques minutes plus tard, nous avons entendu des tirs intenses près de notre base ; nous sommes entrés tous les trois dans la pièce où nous dormons (dans cette pièce nous stockons également notre matériel d'évacuation en urgence) et nous nous sommes assis derrière le mur pendant un moment. Les tirs ont continué (des tirs

anti-aériens sporadiques, des tirs de roquette et de fusils).

10 minutes plus tard le personnel de sécurité nous a dit que la situation était de nouveau sécurisée ; naturellement nous étions un peu soupçonneux. Nous sommes prudemment allés jeter un œil.

Notre personnel de sécurité avait pris les mesures suivantes : tous les gardes étaient positionnés en face de la maison et de l'entrepôt. En plus, un clan ami était venu nous aider. Lesto [un « ancien »] et le propriétaire de notre maison avaient également pris des mesures.

Pratiquement, cela voulait dire que notre base était encerclée par environ 200 hommes ; deux impressionnants véhicules équipés de mitrailleuses étaient positionnés aux deux angles de la maison et un autre Mad-max de notre amical propriétaire se tenait de l'autre côté de la route.

On entendait encore quelques tirs erratiques, mais vu les mesures prises, nous nous sentions en sécurité, tout en restant extrêmement prudents. Après un briefing avec notre staff (en fait ce sont eux qui nous ont briefés plutôt que le contraire), au cours duquel ils nous ont assuré que rien ne nous arriverait et qu'ils étaient prêts à mourir pour empêcher qu'on nous fasse du mal, nous sommes retournés dans notre chambre et avons bien dormi – convaincus que les Américains seraient là au matin.

En tout cas, tout cet épisode a été très impressionnant. D'un côté on espérait tous ne pas avoir à vivre cela, mais de l'autre côté la démonstration de loyauté de notre personnel local et d'autres personnes vis à vis de MSF et de chacun de nous individuellement nous a fait une forte impression et nous ne l'oublierons jamais. Cela nous a montré que dans des situations comme celle-ci nous pouvons complètement leur faire confiance et nous sommes tous convaincus que sans eux nous aurions été confrontés à de sérieuses difficultés.

Comme les Américains ne sont toujours pas à Baïdoa, ce qui – c'est le moins qu'on puisse dire – est assez décevant, nous resterons particulièrement prudents aujourd'hui. Hier James [Orbinski, coordinateur médical] a parlé à Matt Bryden. Il l'a informé de la situation et lui a demandé de suggérer aux Américains d'au moins faire une démonstration de force en faisant survoler Baïdoa régulièrement par des jets ou des hélicoptères.

En plus de cela, un ami de MSF Canada qui travaille au cabinet du Premier ministre va briefer ce dernier sur la Somalie et lui demander de faire pression sur Washington. Et alors, si Dieu le veut, les choses vont avancer.



Message par fax de l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa au chargé de communication à Amsterdam, 8 décembre 1992 (en anglais).

Chère Ina

Merci pour ton fax et l'attention que tu portes à notre mission. Je pense que maintenant la Hollande a une idée assez claire de ce qu'est le travail de MSF en Somalie.

Je voudrais donc te proposer qu'à partir d'aujourd'hui nous sélectionnions les chaînes, afin de ne pas saturer notre standard radio.

Je voudrais que nous continuions avec NOS journaal¹¹ quand cela les intéresse et que nous mettions les autres en attente jusqu'à ce que nous/tu penses qu'il est de nouveau intéressant de les avoir.

C'est aussi parce que cela devient un travail à temps partiel et que j'ai beaucoup d'autres activités à mener. J'ai demandé aux journalistes arrivés hier de partir aujourd'hui parce qu'ils me prenaient trop de temps et qu'ils passaient trop de temps sur le standard.

Merci de nous tenir au courant des accords et rendez-vous que tu prends et des demandes de visites de journalistes à Baïdoa.

Pour le moment, nous avons décidé de ne plus recevoir de journalistes à la base. (...)



Fax de la chargée de communication de MSF Hollande à l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa, 8 décembre 1992 (en anglais).

Salut Wouter,

Tout va bien ?

Nous allons suivre les propositions que tu nous as faites dans ton fax ce matin. Donc – en principe – plus d'interviews dans les jours à venir et plus de journalistes à Baïdoa (sauf Koert de NOS Journaal).

Tout changement de politique sera décidé en commun. La journée d'hier a été sans doute la plus importante de l'histoire de MSF en matière de visibilité médiatique ! Grâce à toi ! Et pas seulement en quantité, mais aussi parce que tu as été très bon ! (...) Nous allons t'envoyer un montage vidéo avec « les meilleurs moments de Wouter Van Empelen ». L'Algemeen Dagblad a aussi publié un bon article, basé sur un entretien avec toi.

Et c'est important pour MSF en ce moment. Aujourd'hui un million (!!) de foyers en Hollande ont reçu une brochure MSF. C'est le plus important événement de collecte de fonds de MSF cette année ! Et ce matin le téléphone n'arrêtait pas de sonner avec au bout du fil des gens qui voulaient faire des dons pour la Somalie et pour MSF. Donc la visibilité médiatique d'hier pourrait nous apporter des milliers de donateurs supplémentaires. Je ne sais pas si je suis optimiste mais je crois vraiment que c'est possible). [...]



«L'aéroport de Mogadiscio fermé à partir de minuit en prévision de l'arrivée des marines» AFP (France), 8 décembre 1992 (en anglais).

Extrait :

[...] Deux avions de combat F14 ont survolé la ville de Baïdoa, au sud-ouest de la Somalie, où les combats entre les factions rivales ont fait 78 morts récemment, selon un membre de Médecins Sans Frontières Hollande.

«Le survol de la ville par ces deux avions américains a rendu les factions un peu nerveuses», a déclaré le responsable de MSF, ajoutant que l'équipe de trois personnes de l'organisation médicale était retranchée dans un bâtiment en raison des combats.

Selon lui, les combats ont continué mardi entre les membres du Mouvement Démocratique Somalien et les partisans du général Mohamed Farah Aïdid, le principal seigneur de la guerre à Mogadiscio ainsi qu'avec d'autres clans rivaux.



«Baïdoa ravagée par les pillards, 4 personnes atteintes à la poitrine» Geoffrey York, *The Globe and Mail* (Canada), 9 décembre 1992 (en anglais).

Extrait :

«Les pillards prennent de plus en plus de pouvoir tandis que les clans en perdent et Baïdoa glisse dans l'anarchie totale», constate le docteur James Orbinski, un médecin de Toronto, volontaire d'une mission humanitaire dans la ville.

«La nourriture est la seule chose qui ait de la valeur ici. Elle est volée pour nourrir les combattants. Chaque jour c'est pire. Il a des tirs tous les jours et le nombre de tués augmente.»

Le week-end dernier, le docteur Orbinski a soigné une fillette de 4 ans qui avait reçu une balle dans la poitrine. La petite fille qui passait dans la rue quand les tirs ont commencé était sérieusement blessée. «Tout cela est assez horrible» constate-t-il.

Il se souvient d'une autre fillette du même âge, traînant un fusil d'assaut AK-47 derrière elle, qui demandait des bonbons aux travailleurs humanitaires.

Le retard de la mission de secours militaire promise a rendu Baïdoa extrêmement dangereuse.

Les Nations unies ont approuvé l'intervention militaire sous le commandement des Etats-Unis jeudi et les agences de secours ont rapidement retiré la plupart de leur personnel de Baïdoa. Les troupes ne sont toutefois pas arrivées ce week end, laissant le petit groupe de travailleurs humanitaires à la merci des pillards bien armés.

Les pillards font une dernière descente sur les stocks très lucratifs de nourriture qui seront bien protégés après l'arrivée des forces armées.

Pendant ce temps, les factions intensifient la guerre tribale, ce qui pourrait rendre les choses plus difficiles quand les forces armées commenceront à désarmer la population.

«Nous attendons les troupes samedi matin» remarque Wouter van Empelen, le coordinateur général à Baïdoa de l'organisation Médecins Sans Frontières.

«Quand ils prennent une telle décision, ils devraient passer à l'action immédiatement. Ils auraient dû savoir que cela créerait des tensions. Nous attendons depuis trois jours et les tensions s'exacerbent. Tout le monde en a marre de cette situation.»

Lundi, un combat entre factions armées a causé au moins 22 blessés. Lors d'un autre accrochage, opposant deux clans pour le contrôle de la sécurité à l'entrepôt d'aide alimentaire de la Croix-Rouge, six personnes ont été blessées et plusieurs d'entre elles sont mortes. La veille, il y avait eu 24 blessés lors d'une descente d'hommes armés sur la mission de secours de CARE international à Baïdoa.

Six autres ont été tués dans un combat séparé et quatre autres agences de secours ont été attaquées par des pillards.

En temps normal, 11 personnes travaillent pour MSF à Baïdoa mais la plupart d'entre elles ont été évacuées vendredi. Seules trois d'entre elles sont restées, dont le docteur Orbinski et M. Van Empelen.

Ils sont déterminés à rester. «Si nous partons, le taux de mortalité va exploser», explique M van Empelen. «Nous sommes le seul personnel médical ici.»

La nuit, leur base est protégée par 12 hommes armés et deux véhicules équipés de mitrailleuses lourdes. Un troisième véhicule est posté en dehors de la base pour renforcer la protection. (Des armes anti-aériennes, vestiges de l'époque où la Somalie était un enjeu de la guerre froide, ont été transformées en canons pour les affrontement au sol de l'actuelle guerre civile.)

Alors que la nuit tombe, les gardes prient Allah dans une mosquée improvisée dans un coin de la base. «Nous jurons sur le livre saint que nous resterons avec vous» ont-ils promis aux travailleurs humanitaires ; «si vous mourez, nous mourrons aussi.»

Quand les forces militaires étasuniennes arriveront à Baïdoa, les agences de secours seront rassemblées dans un lieu secret protégé en attendant que les combats cessent. «Il y aura des combats, c'est 100% garanti», prévoit M. van Empelen.

Les agences de secours continuent désespérément leur travail. Dans les 20 derniers jours, MSF a fourni des vaccins et d'autres traitements à 20000 personnes à Baïdoa.

L'activité de secours a permis de réduire le taux de mortalité à Baïdoa de 350 chaque jour en septembre à 50 par jour aujourd'hui. Mais la faim hante les enfants de Baïdoa. Le pourcentage des moins de cinq ans est bien moins important qu'il ne l'est dans une population normale.

«Même les adultes sont désormais affaiblis», note le docteur Orbinski. «C'est assez peu commun lors d'une famine. C'est un signe que nous avons affaire à une catastrophe extrême.»

Quand j'ai commencé ma mission à Baïdoa, en novembre, nous avions 150 gardes – on les appelait des gardes mais en fait c'était une petite troupe de 150 gars, bien défoncés au qat et qui prenaient des drogues tous les jours. Ils avaient des mitrailleuses sur les toits des voitures et des lance-roquettes. Toutes les organisations, CICR, World Vision, CARE, MSF étaient soumises à des attaques. C'était la guerre. La situation était horrible – c'était surréaliste. Tous les « adultes mâles » s'entre-tuaient à coups de mitrailleuses. Je n'ai jamais réussi à savoir pourquoi – il n'y avait pas de pétrole dans cette partie du pays, il n'y avait pas de diamants, ni d'or. Ce n'était pas pour la religion, puisqu'ils étaient tous musulmans. Ils s'entre-tuaient sur un territoire ravagé par la sécheresse. Tous les enfants mouraient. Il y avait des dizaines de milliers de squelettes vivants dans les centres de nutrition et des centaines mouraient chaque jour. Les femmes essayaient de trouver un peu de nourriture ou d'eau pour maintenir leurs bébés en vie ; c'était un scénario cauchemardesque. Pour leur porter secours, il nous fallait d'abord nous protéger de ces « adultes mâles ». Nous avons donc recruté nous-mêmes des « adultes mâles ».

Fin novembre, début décembre, Bush et Powell ont annoncé sur CNN qu'il allait y avoir une soi-disant « intervention humanitaire ». L'« intervention humanitaire » c'était une arnaque. En fait ils voulaient mettre la main sur la Somalie. Ils savaient que dans le nord il y avait du pétrole parce qu'ils y prospectaient depuis des années. Donc ils ont dit qu'ils interviendraient simultanément à Mogadiscio et à Baïdoa. Ils n'ont pas donné de date. Soudain, le 9 décembre, ils ont fait leur entrée en fanfare à Mogadiscio, un grand show devant les caméras de CNN.

On m'avait dit qu'ils arriveraient à Baïdoa le jour même, mais ils ne sont pas venus. A leur place, ce sont les pillards qui sont descendus de Mogadiscio. A Baïdoa, il y avait une sorte d'équilibre parce que les pillards savaient que nous étions bien protégés et qu'on faisait du bon travail. Il y avait des tueurs vicieux mais quelque part au fond d'eux, ils avaient quelque chose d'humain et gardaient quand même une certaine distance. Mais les pillards de Mogadiscio étaient des étrangers qui ne connaissaient pas MSF.

Donc après l'annonce de l'arrivée d'une soi-disant protection américaine, on a été encore plus attaqués. IRC a été attaqué deux fois en une journée. L'équipe de CARE était terrée dans sa base. J'ai donc évacué une partie de mon équipe dès que la nouvelle de l'intervention est tombée, et de Mogadiscio elle a été évacuée entièrement sur Mom-basa. Je suis resté avec James Orbinski, le coordinateur médical, et avec l'administrateur. Avec le personnel local, nous avons continué à faire tourner 5 centres de consultation et 1 centre d'hospitalisation. Et nous avons continué les soins médicaux et nutritionnels dans les centres de Concern. Mais les attaques devenaient de plus en plus violentes chaque jour et nous ne pouvions plus faire notre travail. Auparavant les pillards restaient à distance et on savait d'où pouvait venir le danger donc on prenait des mesures préventives. Mais maintenant tout était mis à mal par les Américains qui venaient « nous protéger ». Nous étions très très en colère. Chaque nuit nous étions

attaqués. Notre règle c'était que quoi qu'il arrive – même si la base explosait en pleine nuit, nous ne quitterions pas ma chambre, équipée d'une porte blindée, où nous dormions tous les trois. Au cas où quelqu'un essaierait d'y entrer, il y avait une petite fenêtre par laquelle on pouvait sortir et passer chez les voisins en marchant sur une planche. On n'en est jamais arrivés là. Mais la base a été violemment attaquée. Au matin on pouvait voir des trous de cinq centimètres de diamètre dans le portail. Et c'était des portes blindées. Une nuit j'ai entendu une explosion incroyable et j'ai pensé que quelque chose de terrible était arrivé. Le matin à 5 heures je suis allé voir le garde et je lui ai demandé ce qui s'était passé. Il m'a dit qu'il avait lancé une roquette et touché un arbre. L'arbre avait disparu : phosphorisé comme une allumette.

Wouter van Empelen, coordinateur de MSF Hollande à Baïdoa de novembre 1992 à février 1993 (en anglais)

Le 9 décembre, les troupes américaines débarquent à Mogadiscio dans le cadre d'un grand show médiatique et prennent le contrôle de la ville. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, annonce un plan d'action en cinq étapes « pour sortir la Somalie du chaos », et précise qu'il existe une « division du travail » entre le commandement américain de l'opération « Rendre l'espoir » et l'ONU. Il annonce qu'une nouvelle réunion de « réconciliation nationale » entre les partis somaliens est prévue début janvier.



« Les Américains contrôlent Mogadiscio » AFP (France), Mogadiscio, 9 décembre 1992 (en français).

Extrait :

[...] Le débarquement a eu lieu sans incident, sous le feu des projecteurs de télévision et les flashes des photographes de la presse internationale. A plusieurs reprises, les militaires américains ont dû demander aux journalistes de reculer. Ce caractère sur-médiatisé du débarquement a frappé tous les observateurs, au point que le *Washington Post* a jugé « presque grotesques » certains aspects des événements de la nuit.

En treillis de combat, fortement armés et le visage peint au noir de fumée, les marines américains ont commencé à débarquer sur la plage de Mogadiscio vers 22h30 heure française mardi soir (0h30 heure locale). Le contingent précurseur, fort de 1800 hommes, a pu prendre le contrôle total du port et de l'aéroport de la ville vers 5h heure française. [...]

Les marines américains n'ont rencontré aucune résistance. Les clans armés qui se disputent le contrôle de Mogadiscio depuis le renversement du président Siad Barré en janvier 1991 ne se sont pas manifestés. Ils ont suivi les consignes

données par leurs deux chefs de guerre rivaux après leur rencontre mardi avec l'envoyé spécial du président Bush, M. Robert Oakley.

[...] Les deux «seigneurs de guerre» ont promis leur entière coopération.

Cela n'a pas empêché le premier officier américain à débarquer sur la plage, le sous-lieutenant Kirk Coker, de déclarer devant une cinquantaine de journalistes hilares «on nous a dit que le secteur pouvait être dangereux».

Un climat de nervosité est vite apparu. Les premiers marines débarqués, hurlant des obscénités, s'en sont d'abord pris à quelques Somaliens sans arme dormant dans un hangar de l'aéroport. Ils les ont traînés dehors, les ont obligés à s'allonger face contre le sol et leur ont lié les mains dans le dos avec des menottes de plastique.

Au port, les soldats américains sont arrivés en hélicoptère en tirant des rafales de mitraillettes au-dessus des têtes de dizaines de journalistes auxquels a été intimé l'ordre de s'allonger par terre, face contre le sol.



« M. Boutros-Ghali annonce un plan d'action en cinq étapes pour la Somalie » **AFP** (France), 9 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a annoncé mercredi un plan d'action en cinq étapes pour sortir la Somalie du chaos, avec la tenue «vers le 4 janvier» à Addis Abeba d'une réunion préparatoire à une éventuelle conférence internationale en vue d'un règlement politique.

« Nous sommes au début d'un processus », a déclaré M. Boutros-Ghali, dans une interview à l'AFP. Il a souligné qu'il était « trop tôt » pour parler de formules comme la mise sous tutelle de la Somalie. « Nous n'avons pas d'idées préconçues », a-t-il cependant ajouté.

[...] Selon lui, « il y a une division du travail » entre le commandement américain de l'opération « Restore hope » (« Rendre l'espoir ») et l'ONU. « Le mandat donné par l'ONU au commandement unifié est limité à une opération ponctuelle qui est d'établir la sécurité ».

« La seconde étape, ce sera la fin de la mission du commandement unifié pour être remplacée par des opérations de maintien de la paix des Nations unies ».

« Entretemps, il y a une troisième opération de réconciliation nationale qui a déjà commencé » et une réunion « informelle et préparatoire » se tiendra vers le 4 janvier à Addis Abeba pour « essayer d'établir un agenda pour une conférence internationale », a dit M. Boutros-Ghali, qui a reçu l'AFP dans son bureau au siège de l'ONU à New York.

Selon le secrétaire général, la quatrième étape consistera à poursuivre l'acheminement de l'aide humanitaire, « sous l'égide des Nations unies », et « enfin, vous avez une cinquième étape qui est la reconstruction du pays ».

L'opération « Rendre l'espoir » est considérée par certains comme le premier exercice d'application du « droit d'ingérence » de la communauté internationale dans les conflits. Parmi eux, Bernard Kouchner, le ministre de la Santé et des Affaires Humanitaires français qui en revendique la paternité. Une semaine plus tôt, sous les objectifs des caméras, il a transporté dans le port de Mogadiscio l'un des sacs de riz collectés par les écoliers français. V8

En France, le « cirque médiatique » qui accompagne le débarquement est vivement critiqué, en particulier par Rony Brauman, le président de MSF France, qui alerte de nouveau sur les dangers de la confusion entre le militaire et l'humanitaire.



« Mission en Somalie : les Français critiquent le « cirque médiatique » qui entoure l'arrivée des troupes étasuniennes. » Alan Riding, **The New York Times** (Etats-Unis), 10 décembre 1992 (en anglais). **D65**

Extrait :

[...] Les journaux français constatent que la décision d'envoyer 2100 soldats français en Somalie a divisé le gouvernement français, le ministre de la Défense, Pierre Joxe, s'y opposant, et le président François Mitterrand suivant finalement l'avis de Bernard Kouchner, le ministre de la Santé et des Affaires humanitaires.

M. Joxe avançait que la France était déjà partie prenante de missions de maintien de la paix de l'ONU au Cambodge et dans les Balkans et ne pouvait pas envoyer de troupes sur chaque lieu de crise.

M. Kouchner, au contraire, défend depuis longtemps le principe d'« intervention humanitaire » pour sauver les victimes innocentes des combats entre civils.

Selon un porte-parole, le ministre des Affaires Etrangères Roland Dumas aurait dit lors d'une réunion du gouvernement aujourd'hui que la communauté internationale avait franchi « une étape décisive » en utilisant la force militaire pour sauver une population civile menacée.

Mais après la diffusion, ce matin, d'images des marines américains débarquant en Somalie, le monde politique a fortement réagi contre l'engagement français dans ce qu'Alain Juppé, un responsable néo-gaulliste du Rassemblement pour la République, a qualifié de « cirque ». « Je pensais que nous étions là-bas pour sauver des enfants qui meurent de faim », a-t-il déclaré. « Mais si c'est pour organiser un énorme show médiatique international, je ne crois pas que ce soit une bonne approche. »

Il faisait explicitement référence à M. Kouchner qui a été photographié le week-end dernier à Mogadiscio apportant un sac de riz acheté avec l'argent collecté par les écoliers français.

M. Kouchner a aussi été critiqué par Rony Brauman, le président de Médecins Sans Frontières, l'organisation humanitaire basée à Paris, qui a qualifié cette photographie d'« indécente ».

[...] Jean-Pierre Chevènement, un ancien ministre de la Défense, a déclaré qu'un effectif de 30000 soldats lui semblait démesuré pour venir à bout de « quelques bandits de grand chemin » et a exprimé sa surprise de voir des « centaines » de journalistes de télévisions dans l'attente du débarquement aux aurores des premiers commandos américains.

Jean Auroux, un autre député du Parti socialiste de M. Mitterrand, s'est dit « très choqué » que l'arrivée des troupes étasuniennes soit prévue à l'heure des journaux d'information télévisés américains.

« Ce n'est pas ce que j'attends des Nations unies ou des sociétés occidentales » a-t-il déclaré.

Pierre Lellouche, conseiller en affaires étrangères de l'ancien Premier ministre Jacques Chirac, a comparé le débarquement américain à « l'arrivée de John Wayne avec la cavalerie à Fort Alamo. » Il a ajouté : « Pour l'instant tout va bien. Mais il ne faut pas que les Indiens tirent trop. S'ils commencent à tirer il y aura des problèmes avec l'opinion publique. »



« Le président de MSF dénonce "la danse grotesque de Kouchner sur les sacs de riz" » **AFP** (France), Paris, 11 décembre 1992 (en français)

Rony Brauman, le président de Médecins sans frontières, dénonce « la danse grotesque de Bernard Kouchner sur les sacs de riz français » lors de l'arrivée des sacs de riz des enfants français en présence du ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, il y a une semaine, sur une plage près de Mogadiscio, en Somalie.

Les télévisions avaient notamment montré des images de Bernard Kouchner portant sur le dos un sac de riz depuis le bord de la plage jusqu'à un camion.

Dans une interview à l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*, le président de l'organisation humanitaire ajoute par ailleurs que le « barnum qui s'est joué sur les plages de Mogadiscio était scandaleux », faisant allusion au débarquement des premières troupes américaines dans la nuit de mardi à mercredi devant les caméras de télévision.

Rony Brauman estime que « notre ministre semble avoir oublié un principe élémentaire : un don n'est gratuit que pour celui qui offre. Celui qui reçoit le vit souvent comme une humiliation. Voilà pourquoi l'action humanitaire exige décence et retenue ».



« La mission en Somalie va-t-elle entériner le « droit d'ingérence » des Nations unies ? » Andrew Gumbel, **Reuters** (Royaume-Uni), 14 décembre 1992 (en anglais).

Extrait :

Le spectacle de dizaines de milliers de soldats des Nations unies affluant dans la Corne de l'Afrique – non pas pour mettre fin à la guerre, mais pour sauver des centaines

de milliers de vies de la famine et de l'anarchie politique – est extraordinaire à notre époque moderne.

Mais la mission conduite par les Etats-Unis en Somalie pourrait aussi bien représenter un tournant dans l'établissement par la communauté internationale d'un « droit d'ingérence » dans les conflits autour du globe où le bilan en vies humaines devient trop important pour être contemplé à distance.

Bernard Kouchner, le ministre français de l'Action humanitaire, plaide pour l'établissement de ce « droit d'ingérence » depuis des années.

« Passer aux actes en Somalie n'est qu'un début. » a-t-il récemment déclaré dans une conférence de presse. « Des gens meurent aussi ailleurs : au sud du Soudan, au Liberia, au Mozambique, en Angola, en Birmanie et en Bosnie. » Kouchner espère que la résolution 749 du Conseil de sécurité, qui a autorisé l'opération « Rendre l'espoir » en Somalie sera un tournant dans l'histoire qui entérinera le principe de l'intervention humanitaire dans les affaires des Etats souverains.

« L'action humanitaire et le droit d'ingérence sont de grandes idées politiques modernes... selon lesquelles l'Etat n'appartient pas au gouvernement mais au peuple » avait-il déclaré dans une interview à Reuters plus tôt cette année. « C'est un changement énorme, et si j'y ai contribué, j'en suis fier. »

Pendant la guerre froide, les actions groupées internationales de toute sorte étaient quasiment impossibles car deux des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies – les Etats-Unis et l'Union soviétique – étaient en permanence à couteaux tirés.

Tout a changé l'an dernier avec l'écroulement du communisme soviétique et la Guerre du Golfe, qui a créé un précédent – même belliqueux – dans l'action internationale, et a obligé le président des Etats-Unis Georges Bush à appeler à un « nouvel ordre mondial ».

Le premier triomphe du « droit d'ingérence » est arrivé immédiatement après la Guerre du Golfe quand Kouchner et d'autres ont persuadé les Nations unies d'autoriser l'établissement de zones humanitaires protégées pour la population kurde menacée par l'Irak.

Toutefois, les idées de Kouchner sont loin d'être universellement accueillies et soulèvent des questions sur les contradictions entre action humanitaire et intérêts politiques, la distinction entre altruisme et néo-colonialisme.

Kouchner s'est souvent opposé avec le Comité international de la Croix-Rouge, qui redoute que le « droit d'ingérence » ne mette en danger son rôle d'intermédiaire neutre dans les conflits et ne détruise le fragile respect des Conventions de Genève qui définit les limites des comportements acceptables en période de guerre.


Certains critiques avancent que l'ingérence humanitaire, bien que louable pour les organisations non gouvernementales, est potentiellement dangereuse quand elle est appliquée par des gouvernements ayant des intérêts à défendre. « Cette action [en Somalie] introduit une confusion réelle entre ce qui relève de l'humanitaire et ce qui relève du militaire » note l'un des plus virulents critiques

de Kouchner, Rony Brauman, qui est à la tête de l'organisation médicale Médecins Sans Frontières (MSF).

«Je n'aime pas l'idée qu'une équipe MSF arrivant dans une zone de crise puisse être confondue avec la tête de pont d'une division de marines.»

Brauman se méfie aussi du goût prononcé de Kouchner pour la visibilité médiatique et l'accuse d'utiliser la misère des autres au service de sa propre gloire et de sa carrière politique.


Les images télévisées de Kouchner livrant lui-même le riz aux affamés de Mogadiscio ce mois-ci «ont dépassé les limites de la décence» constate Brauman, se faisant l'écho d'inquiétudes concernant la possibilité que la crise somalienne se transforme en une opportunité pour les responsables politiques mondiaux d'être sur la photo et prouver qu'ils s'intéressent au Tiers-Monde.

 Toute cette intervention a été récupérée par Kouchner et d'autres qui disaient : «L'intervention américaine, c'est la concrétisation de l'ingérence.» A MSF, nous étions tous d'accord pour dire que ce n'était pas de l'ingérence. Notre approche était plutôt intellectuelle, et ne faisait pas la première page des journaux. Elle était plutôt à contre-courant. C'était plus un discours de fond: «on ne peut pas parler d'ingérence puisqu'il n'y a pas d'Etat.»

Dr Alain Destexhe, secrétaire général de MSF International (en français)

Pendant ce temps, au Kenya, trois véhicules de MSF et du Secours catholique ont été volés par des pillards qui les ont emmenés en Somalie. Le Kenya a annoncé la fermeture de sa frontière avec la Somalie jusqu'à la restitution des véhicules.


Dans le Sud de la Somalie, profitant du retard des troupes étasuniennes, les pillards multiplient les exactions.

 «Le Kenya a fermé sa frontière avec la Somalie» AFP (France), Nairobi, 7 décembre 1992 (en français).

Extrait :
Le Kenya a fermé dimanche sa frontière avec la Somalie à la suite de l'arrivée de réfugiés armés qui ont volé des véhicules d'institutions caritatives, a-t-on appris lundi de sources officielles à Nairobi.

Cinq Somaliens fortement armés se sont emparés dimanche de trois véhicules tout terrain de Médecins Sans Frontières (MSF) Belgique et du Secours catholique américain, à Mandera et Elwak, deux villes-frontières, puis sont retournés en Somalie avec leur butin, selon le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR).

Le commissaire du district, M. Eliud Parsankul, a indiqué à la presse que la frontière resterait fermée jusqu'à ce que les anciens des différents clans somaliens aient obtenu la restitution des véhicules.

 «Combats et pillages dans le sud de la Somalie» AFP (France), Nairobi, 10 décembre 1992 (en français).

Extrait :
[...] «Nous avons suspendu nos vols sur Baïdoa en raison de l'insécurité», a expliqué jeudi une responsable à Nairobi du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Catherine Cazeaux. «Des hommes armés sont entrés dans notre bâtiment pour piller, mais notre personnel n'a pas été inquiété», a-t-elle précisé.

L'ONG américaine International Medical Corps (IMC) a aussi annulé un vol pour Baïdoa prévu pour vendredi.


[...] Sur la ville portuaire de Kisimayo, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annulé son vol de jeudi pour les mêmes raisons d'insécurité.

Cette ville, la plus importante après Mogadiscio et d'une importance stratégique en raison de son port, ne reçoit plus d'aide alimentaire depuis des semaines. Elle est tenue par les hommes du général Aidid et les Ogadenis du Colonel Omar Jess qui s'étaient alliés pour la prendre le 15 mai dernier.

Là aussi, l'arrivée annoncée des militaires américains et français a précipité la ville dans le pillage et les combats entre bandes armées. Les bâtiments de MSF-Belgique et du CICR ont fait l'objet de tirs.

D'autre part, des combats se poursuivent aux alentours de Bardera (sud-est) pour le contrôle de la ville. Ces combats, à proximité de la frontière kenyane, ont entraîné l'évacuation des ONG. Le Kenya a fermé sa frontière dans toute la région nord-est et jusqu'au poste frontalier éthiopien de Dolo.

Le 10 décembre, l'équipe, de MSF Hollande à Baïdoa propose de diffuser un nouveau communiqué de presse de protestation contre le retard pris par le déploiement des troupes hors de Mogadiscio.

Le doute s'installe dans le mouvement MSF quant à l'utilité de diffuser ce type de communiqué dont le message, trop général, reste flou voire contradictoire : s'agit-il de dénoncer l'intervention ou la lenteur de son déploiement ? V9 



Message par fax de MSF Hollande à Baïdoa, au responsable de programme de MSF Hollande à Amsterdam, 10 décembre 1992 (en anglais).

Chers tous,

J'ai pensé que vous apprécieriez un petit point sur la situation ici. Au moment où j'écris ces lignes, des combats font rage à environ 200 mètres de notre maison et nous installons dans la base une jeep avec des armes anti-aériennes sur le toit.

Hier, un homme d'environ 18 ans a été amené à la base, la moitié de sa joue déchirée par un coup de fusil. Je lui ai donné les premiers soins en urgence et il a été emmené à l'hôpital chirurgical d'IMC. Les combats autour de notre base prennent de l'ampleur et ce pour différentes raisons.

Le général Aïdid a envoyé quelqu'un à Baïdoa pour expulser le gouverneur et le remplacer par un chef local du MDS. Le gouverneur ne veut pas s'en aller et ses gardes sont lourdement armés et résistent.

Le deuxième facteur réside dans les affrontements entre clans au sein du MDS qui couvent depuis au moins quatre jours. Il y a deux jours ces affrontements ont causé la mort de 50 soldats ainsi que de dix passants tués par des balles perdues et des véhicules fonçant dans la foule au marché. Hier les combats s'étaient calmés mais ils reprennent aujourd'hui et il y a déjà plusieurs morts et blessés.

Un troisième facteur est l'arrivée attendue des troupes américaines.

Non seulement l'annonce a catalysé les tensions existantes entre les factions combattantes et les clans, mais elle a aussi laissé le champ libre aux pillards pour se saisir de tout ce qu'ils pouvaient avant que les forces américaines ne les en empêchent. Au moment où j'écris ces lignes, l'entrepôt du CICR (400 mètres carrés) est en train d'être pillé, et on entend de violents tirs anti-aériens et d'artillerie autour de la résidence du gouverneur. Ces quatre derniers jours CARE, UNICEF et World Vision ont été pillés.

A Bardera, un C-130 a été complètement pillé. A Kisimayo, le CICR a été pillé ce matin et ses expatriés ainsi que les 7 expatriés de MSF ont été évacués de la ville. Plusieurs nationaux somaliens travaillant pour des ONG à Kisimayo ont été tués aujourd'hui.

Donc, comme vous pouvez le constater, la situation ici en Somalie est assez mouvementée en particulier à Baïdoa. S'il vous plaît, ne vous inquiétez pas trop, nous avons des mesures de sécurité extraordinaires et un personnel de sécurité extrêmement loyal et nous nous SENTONS en sécurité avec les gens qui nous entourent. Le moral est bon.

Merci de nous dire ce que vous pensez de la diffusion du communiqué de presse suivant :

L'annonce américaine et l'approbation par le Conseil de sécurité du déploiement de forces armées étasuniennes dans une Somalie ravagée par la guerre a catalysé les tensions qui existaient depuis longtemps entre les clans, et a lancé les bandes de pillards indépendants dans une

activité intense de ciblage des ONG. Ces quatre derniers jours à Baïdoa, plus de 60 personnes sont mortes dans des affrontements armés entre ces diverses factions. Ceci s'ajoute aux 50 personnes qui meurent chaque jour de faim et de maladie à Baïdoa, une ville de 15000 habitants à l'origine qui est passée à 70000 avec l'affluence des déplacés cherchant nourriture et abris. A Baïdoa seulement, depuis 3 jours, se sont déroulés quatre épisodes de pillage ciblé d'ONG.

MSF n'a pas de position sur la pertinence d'une intervention militaire en Somalie, mais nous protestons vigoureusement sur la façon dont cette intervention est organisée. Les retards qui ont suivi l'annonce ont semé un chaos indescriptible au niveau local comme national et ont réduit à un mince filet le déjà maigre flux d'aide humanitaire atteignant une population désespérée.

Les ONG et les chefs de clans et anciens locaux n'ont pas été contactés et la réunion prévue aujourd'hui à Mogadiscio, déjà retardée une fois, a été annulée par l'armée étasunienne. La cristallisation des tensions et l'augmentation des pillages ont obligé certaines ONG à évacuer complètement de Baïdoa, et toutes les ONG qui restent pour fournir une aide humanitaire indispensable ont dû réduire leur personnel expatrié au minimum.

Les programmes nutritionnels et médicaux ont encore été réduits et la sécurité déjà faible des expatriés s'est encore plus détériorée.

Nous demandons de toute urgence à l'armée étasunienne de communiquer avec les ONG et les chefs locaux et d'agir de façon décisive et rapide afin de prévenir d'autres morts et carnages dans ce pays désespéré.



Message de Anne Fouchard, chargée de communication MSF France, aux responsables de programmes européens et aux coordinations Kenya et Somalie, 11 décembre 1992 (en français).

Les coordinateurs et autres [...] en réunion à Addis-Abeba ont pensé qu'il serait important dans les jours qui viennent et en fonction de ce qui va se passer, de publier un communiqué de presse à propos de l'intervention américaine sous mandat UN en Somalie et de ses conséquences sur l'aide humanitaire tant en Somalie que dans les pays frontaliers qui accueillent des réfugiés:

Au-delà du débat sur un positionnement de MSF en faveur ou contre l'opération *Restore hope*, positionnement qui semblerait franchement tardif :

- les 3/4 des équipes MSF ont évacué le terrain et bon nombre d'autres sont soit « assignés à résidence », soit freinés dans leur action par les risques et la réduction voire l'arrêt des approvisionnements
- le coût en vies humaines de ce standby est en flagrante contradiction avec l'objectif affiché de cette intervention qui avait pour but d'optimiser l'aide humanitaire
- sans avoir la naïveté de penser que MSF puisse être tenu informé des détails d'une opération militaire, l'humanitaire est le grand absent tant des discours que de la

réalité sur le terrain. Aucune information n'a été donnée aux ONG quant aux possibilités de la poursuite de l'aide humanitaire (leur action et celle des UN).

Par ailleurs, les équipes sont très inquiètes d'un probable déplacement des problèmes d'insécurité sur les frontières kenyane et éthiopienne alors que rien n'est actuellement mis en œuvre pour éviter l'arrivée de nombreux hommes en armes qui fuient déjà vers les frontières. MSF risque de se retrouver bientôt dans l'incapacité de porter secours auprès de 1 million de réfugiés en Éthiopie et au Kenya.

Ceci pour vous expliquer les raisons pour lesquelles nous proposons un communiqué. Attention, dans un texte de communiqué éventuel nous axerions les choses sur les faits, à savoir les évacuations MSF, les problèmes de sécurité aux frontières, etc.



«MSF appelle les forces coalisées et les Nations unies à faciliter le redémarrage et la protection de l'action humanitaire» **Draft communiqué de presse**, MSF Holland à Baïdoa 14 décembre 1992 (en français).

MSF appelle les forces coalisées et les Nations unies à prendre en compte les conséquences actuelles de leur intervention et adapter leur opération afin de protéger l'action humanitaire présente en dehors de la capitale et faciliter le redémarrage des activités.

Le déploiement des troupes américaines et françaises dans Mogadiscio a provoqué l'interruption partielle des activités de Médecins Sans Frontières et l'exacerbation des tensions dans les villes périphériques comme Baïdoa et Kisimayo.

En raison des tensions très vives ou des combats, Médecins Sans Frontières a donc été contraint de réduire ses équipes à Kisimayo, Merka et Baïdoa et à évacuer Hoddur, Karsardhere, Ghiobar et Adan Y Abal. Les volontaires restés sur le terrain poursuivent, dans la mesure du possible, une action nutritionnelle et médicale.

Le coût en vies humaines de ces interruptions partielles de missions risque d'être très lourd si les missions ne peuvent reprendre rapidement.

Par ailleurs, MSF redoute un probable déplacement des problèmes d'insécurité sur les frontières kenyanes et rien n'y est actuellement mis en œuvre pour éviter l'arrivée de nombreux hommes en armes qui fuient -Mogadiscio et la Somalie vers les frontières. MSF risque donc de se retrouver bientôt dans l'incapacité de porter assistance à près d'un million de réfugiés qui survivent dans des camps précaires en Éthiopie et au Kenya.



«**Message des équipes MSF en Somalie**», Peter Casaer, coordinateur de MSF Belgique, Dominique Martin, responsable des programmes en Somalie de MSF France, Patrick Vial, coordinateur de MSF France, décembre 1992 (en anglais).

Nous apprenons avec inquiétude qu'une guerre des communiqués de presse fait rage en Europe.

L'arrivée de 3000 (voire plus) soldats de la paix de l'ONU est une question d'importance politique majeure pour les différentes factions somaliennes.

LA NATURE CONTRADICTOIRE DE TELS COMMUNIQUES DE PRESSE POSERAIT UN TRES GRAND RISQUE EN MATIERE DE SECURITE POUR CHACUNE DE NOS EQUIPES EN PLACE. Selon nous, la sécurité du personnel et l'avenir des missions en Somalie seraient hypothéqués par un tel comportement.

Nous espérons que ceux qui sont concernés sont pleinement conscients de leurs responsabilités à ce sujet.

DE TELS REGLEMENTS DE COMPTE EN PUBLIC SERAIENT POUR NOUS INACCEPTABLES

Le 11 décembre, MSF Hollande diffuse un nouveau communiqué de presse décrivant les activités de son équipe de Baïdoa, qui continue de faire l'objet des reportages de la presse internationale.



«**Malgré les combats, Médecins Sans Frontières continue à prodiguer des secours à Baïdoa**» **Communiqué de presse**, MSF Hollande, 11 décembre 1992 (en néerlandais).

Malgré les combats, MSF réussit à poursuivre ses actions de secours dans la ville de Baïdoa, en Somalie. Tous les jours, l'équipe se rend dans les huit polycliniques qui ont été mises en place. Selon Wouter van Empelen, le coordinateur de la mission de Baïdoa, une aide médicale est également apportée dans les centres de nutrition d'autres organisations.

Chaque jour dans les polycliniques et centres de nutrition, environ 1000 patients sont traités contre la diarrhée, les infections des voies respiratoires et la gale. Ces soins sont en grande partie dispensés par les personnels médicaux formés par Médecins Sans Frontières.

Aujourd'hui, l'équipe internationale de MSF à Baïdoa compte encore trois collaborateurs. Les dix autres membres de l'équipe ont été évacués vers la ville portuaire de Mombasa (au Kenya) le week end dernier.



« *La mort n'attendra pas les marines* », **The Independent** (Royaume-Uni), 13 décembre 1992 (en anglais).

A Médecins Sans Frontières Hollande, Wouter van Empelen nous montre l'étroite sortie de secours. « *Si ça tire à l'intérieur de la base, on ouvre la fenêtre, on pose un matelas à cause des épines des buissons et on escalade le mur. Des gens nous attendent à l'arrière de la maison.* »

Nous circulons dans la ville, accompagnés par deux « technicals » de MSF équipés de mitrailleuses lourdes sur le toit, et le moment que je redoutais arrive.

Derrière un mur, dans une petite maison, on nous les montre. C'est pour eux que nous sommes là. C'est pour eux que les agences d'aide sont là. C'est pour eux que les Américains sont venus en Somalie. Je ne vois que des yeux, de grands yeux ronds, puis des têtes rondes, des petits corps ronds dans des vêtements bleus avec de longs et fins bâtons posés à côté d'eux. Ce sont des femmes et des enfants.

Sur chaque poignet, un ruban blanc. « *Ceux du « groupe blanc » vont bien* » explique Wouter. « *A leur arrivée ils sont dans le « groupe rouge », celui des malnutris à plus de 70 pour cent. Ils reçoivent de la nourriture spécialisée huit fois par jour. Puis ils passent dans le groupe bleu après environ deux mois et puis dans le groupe blanc.* » Donc c'est le groupe le plus en forme.

Le groupe rouge, composé de 1600 personnes, est hébergé dans quatre tentes vertes, dans les centres de nutrition de Concern, l'agence irlandaise. Un enfant – ce qui a dû être un enfant – convulse doucement sur les genoux de sa mère, n'émettant que le faible bruit d'un haut-le-cœur. Et 1600 autres sont comme lui. Près du centre de nutrition de jeunes hommes jouent au football.

« *Qui est à l'origine de ce désastre ? Est-ce que c'est Dieu ? Non, nous n'accusons pas Dieu* » déclare Batar, l'un des employés. « *C'est nous qui l'avons créé, nous les Somaliens. C'est Siad Barré. Non, ce n'est pas la faute de Dieu.* »

Dans cette scandaleuse famine en Somalie, on ne rencontre pas d'attitude fataliste du genre « *c'est la volonté de Dieu* » comme on en rencontre en Ethiopie ou au sud du Soudan. La Somalie n'a jamais connu une telle famine et il s'agit de la région la plus riche. Elle est causée par la guerre. Par l'homme.

On ne trouve pas de données concernant l'ensemble de la ville. Mais la Croix-Rouge dit que dans ses propres centres il y a eu 5000 morts en août, 6000 en septembre, 2500 en octobre et 1400 en novembre. Toutes les agences d'aide étaient à l'œuvre pour nourrir probablement jusqu'à 100 000 personnes dans les environs.

Dès que les Américains ont annoncé leur arrivée, deux choses se sont passées. La plupart des gens ont sorti des drapeaux et des fleurs prêts à les accueillir. Et les pillards ont passé la vitesse supérieure avant que la fin de la partie ne soit sifflée.

La Croix-Rouge et Care ont été attaqués à main armée et tout le monde vit dans la terreur. Six employés de Care ont été abattus lors de l'attaque de leur convoi. La force aérienne étasunienne a cessé les livraisons de

nourriture et toutes les agences d'aide ont dû cesser l'approvisionnement des environs.

Les agences disaient à qui voulait bien les entendre que les Américains arriveraient demain, aujourd'hui, tout de suite – n'importe quoi pour effrayer les pillards. Puis on a entendu sur la radio en ondes courtes que le commandant des forces étasuniennes, le général Robert Johnson, avait dit aux agences d'aide qu'ils ne seraient pas à Baïdoa avant six jours. Le soir-même la nouvelle était diffusée sur le service en somalien de la BBC.

« *C'était comme si on avait dit aux pillards qu'ils avaient encore cinq nuits supplémentaires pour prendre ce qui restait.* » constate Wouter van Empelen.

Toutes les organisations d'aide s'accordent sur le fait que le retard des forces américaines – et son annonce – sera coûteux en vies humaines. Ils ont peur et sont furieux contre les Américains. Cela nous a pris une heure pour aller de là où l'hélicoptère Cobra nous a déposés jusqu'aux personnes mourant de faim ; cela nous aurait pris 10 minutes en hélicoptère. On nous dit que cela prendra une semaine aux Américains pour arriver.

Nous sommes allés à l'ancienne base militaire construite pas les Russes, où sur le tarmac un Hercules de la compagnie Southern Air de Mombasa déchargeait de la nourriture et du matériel médical pour MSF, certains paquets enveloppés dans du papier avec des motifs de cloches et des branches de houx. De retour à maison de MSF, les trois volontaires encore présents défont les colis de Noël : des gâteaux et des biscuits, des noix, du pâté. Une réunion extraordinaire se déroule dans le salon entre Abdul Mohammed Idris Lesto et Husein Warsame Gure, les anciens qui représentent des clans rivaux d'un mouvement politique.

Lesto a négocié la fin d'un affrontement récent entre clans et tous deux ont promis à MSF qu'ils feraient tout pour empêcher que la maison soit attaquée.

Husein a proposé d'installer un puissant système anti-aérien devant le portail d'entrée et a dénoncé les « mafias ». Lesto a approuvé.

Toutefois, les travailleurs humanitaires soupçonnent certains de leurs propres gardes de commettre eux-mêmes les pillages.

Hier, vers 4 heures du matin, des coups de feu ont éclaté tout près. Puis le silence est revenu. Plus tard j'ai appris que la maison de Concern avait été touchée. Un garde a été tué, mais les autres ont fait fuir les pillards.

Nous sommes sortis de la ville avec une escorte armée. « *Maintenant je vais compter chaque nuit jusqu'à l'arrivée des Américains* », nous dit Wouter en prenant congé. Je me demande s'il sera encore vivant à leur arrivée.

Le 16 décembre, excédée du retard pris par le déploiement des troupes internationales à Baïdoa, l'équipe de MSF Hollande déclare aux correspondants de la presse internationale et en particulier à CNN que le président des Etats-Unis ne tient pas sa parole car les troupes américaines débarquées à Mogadiscio ne

sont toujours pas déployées à Baïdoa pour protéger les secours.

Le 17 décembre, le contingent de troupes étasuniennes et de la légion étrangère française de l'opération «*Rendre l'espoir*» se déploie finalement à Baïdoa.



«*Les marines escortent les convois de nourriture destinés aux affamés*» Donatella Lorch, *The New York Times* (Etats-Unis), 17 décembre 1992 (en anglais). D66

Extrait :

Avec une puissance de feu telle que cette petite ville n'en a jamais connue, plus de 700 marines américains et soldats français ont sécurisé l'aérodrome local et escorté un convoi de nourriture entre un entrepôt et un orphelinat. Il s'agissait de la première livraison de nourriture aux affamés sous la protection de l'opération militaire sous conduite américaine en Somalie.

La quantité de nourriture livrée était faible comparée à celles que les agences de secours ont réussi à distribuer avant même l'arrivée des marines, mais les caméras de télévision étaient en nombre pour immortaliser la livraison. [...] L'arrivée des marines et des 140 soldats français a pacifié les rues de la ville de province située à 150 km au nord-ouest de Mogadiscio, faisant apparemment fuir les Somaliens qui semaient la terreur.

Il y a moins d'une semaine, les rues étaient contrôlées par des adolescents somaliens armés, au volant de jeeps et les agences de secours étaient obligées de se barricader dans leurs bases pour se protéger des pillards. Aujourd'hui on ne voit pas un fusil. [...]

Il y a ceux qui évidemment ne sont pas impressionnés ou intimidés par l'arrivée américaine. Le docteur James Orbisnki, de Médecins Sans Frontières, une organisation de secours française, raconte que vers 11 heures du matin, plusieurs heures après l'arrivée des Américains à l'aéroport, des hommes armés ont fait irruption dans le dispensaire tenu par son association et ont menacé de tirer si l'un des gardes, renvoyé pour un vol la semaine précédente, n'était pas réintégré. [...]

Les responsables impliqués dans la distribution de nourriture disent être soulagés par la présence militaire et la possibilité de pouvoir enfin apporter de l'aide aux affamés. Bien qu'aucun projet concret d'escortes régulières n'ait été discuté le premier jour, les militaires ont immédiatement contacté les agences de secours et mis des soldats à leur disposition.

C'est à Baïdoa que la mission militaire sera soumise au premier test, affirment des responsables des secours, bien que ce soit là que la famine semble la plus grave. Environ 60 personnes seraient mortes jeudi à Baïdoa, au lieu de 300 chaque jour il y a trois mois. La plupart de ceux qui meurent sont des personnes très âgées ou très faibles. [...] «*Il s'agit d'une démonstration de force et elle est délibérée*» a déclaré le Colonel Gregory Newbold, chargé de l'opération, tout en serrant les mains de petits

enfants. «*Il y a des gens qui ne veulent pas de nous ici. C'est de la dissuasion.*»



«*Enfin, James et moi avons organisé une réunion avec les coordinateurs de toutes les organisations, CICR, World Vision, etc. Nous leur avons dit qu'il fallait absolument s'exprimer publiquement sur cette question parce que les Américains étaient censés venir pour nous protéger mais qu'aujourd'hui on se retrouvait avec des problèmes plus graves que jamais et que nous n'avions même plus accès à la population. Tout le monde était d'accord. Donc nous avons rédigé une déclaration et ils devaient tous consulter leurs sièges et donner leur retour dans l'après-midi. Mais le CICR n'a pas eu l'autorisation de Genève. Le siège de Concern en Irlande a dit non. Ils avaient tous un argument pour ne pas le faire. Alors quelqu'un a dit : «*Pourquoi est-ce que James et toi vous ne faites pas une déclaration au nom de MSF, en ajoutant que vous parlez au nom de tous les travailleurs humanitaires indépendants à Baïdoa ?*» C'est ce que nous avons fait. Depuis des jours je parlais régulièrement de la situation avec un reporter de CNN avec lequel je m'étais lié d'amitié et il m'avait dit : «*L'opinion publique aux Etats-Unis a beaucoup d'importance aux yeux du président. Donc si tu veux toucher le président, parle aux gens. En d'autres termes, parle devant ma caméra.*» Donc nous avons appelé toutes les chaînes de télévision CNN, ABC, NBC – toute la presse internationale était à Baïdoa, c'était une occasion en or – et nous leur avons dit : «*La semaine dernière, Bush et Powell vous ont dit qu'ils allaient intervenir en Somalie et protéger les travailleurs humanitaires. A cause de cela, nous sommes confrontés aux problèmes les plus graves auxquels nous ayons jamais eu à faire face. Donc, de toute évidence, on ne peut pas faire confiance au président des Etats-Unis.*» Le lendemain, un jet privé s'est posé sur l'aérodrome de Baïdoa et un type en est descendu. Je l'avais connu lors de ma première mission en Guinée britannique. Maintenant il était le collaborateur d'Oakley – l'envoyé spécial du président des Etats-Unis à Mogadiscio –, il m'avait vu sur CNN et avait dit à son patron : «*Je connais ce type.*» Il est venu jusqu'à la base de MSF et m'a dit qu'il venait de la part d'Oakley pour me parler. Il m'a dit : «*Ecoutez, vous devez arrêter de vous exprimer sur ce sujet. Vous êtes en train de détruire toute l'opération.*» Des semaines plus tard, il m'a raconté que le président Bush nous avait vus James et moi à la télévision, avait appelé Oakley à Mogadiscio et lui avait dit : «*Qu'est-ce que vous fabriquez ? Je viens de voir ces gens de MSF qui m'accusent.*» Oakley a répondu qu'il n'avait pas assez de moyens logistiques et Bush lui a répondu : «*Bougez-vous, peu importe ce que vous faites- bougez-vous !*» C'est comme ça que le collaborateur d'Oakley est venu. Je lui ai demandé : «*Quand est-ce que vos troupes vont arriver pour nous protéger ? Ce soir nous ferons une autre déclaration dans les médias, sauf si vous pouvez me dire que vous allez chasser tous ces pillards.*» Il a répondu : «*Je ne peux rien vous dire parce que c'est secret-défense. Mais demain matin, à votre réveil, nous aurons une réunion**

avec le commandement des troupes américaines et les troupes elles-mêmes à la base d'IMC [International Medical Corps, une ONG étasunienne]. J'ai dit : « D'accord, il n'y aura pas de déclaration à la télévision aujourd'hui. » Le soir, je ne les ai pas entendus arriver mais le lendemain matin Baïdoa était envahi de soldats américains. Nous nous sommes donc rendus à la base d'IMC, où se trouvaient Oakley et les militaires avec une quantité de matériel etc. Nous avons eu cette réunion et ils nous ont dit qu'ils avaient apporté deux camions d'aide humanitaire et qu'ils allaient les décharger dans les orphelinats. Ils y sont allés, avec toute la presse internationale dans leur sillage, pour faire des photos pour la Une du Times et Newsweek et tout le monde les regardait. Donc on a pu voir le commandant serrant les mains des petits orphelins etc. Une fois le spectacle terminé, ils sont partis. Mais à mi-chemin, le capitaine a dit : « Il faut y retourner, nous avons oublié de décharger les camions. » Comment peut-on imaginer que personne n'avait reçu l'ordre de décharger le camion ? C'était un véritable spectacle de cirque. C'est comme cela que ça a commencé, dès le premier jour.

Wouter van Empelen, coordinateur de MSF Hollande à Baïdoa de novembre 1992 à février 1993 (en anglais)

Pendant les dix premiers jours qui suivent l'arrivée des contingents de la force internationale, la situation se stabilise à Baïdoa. Puis elle se dégrade de nouveau, suite aux provocations des francs-tireurs des factions somaliennes et aux réactions inadaptées et disproportionnées des soldats étasuniens.

Confrontée à leurs tentatives de désarmer les gardes des organisations humanitaires, l'équipe de MSF, dont la confiance dans la capacité de protection des troupes étasuniennes est limitée, décide de maintenir son propre système de sécurité.



« Programme médical d'urgence, Baïdoa, Rapport médical Somalie », James Orbinski, coordinateur médical, MSF Hollande, 1^{er} janvier 1993 (en anglais). D67

Extrait :

Depuis un mois les tensions politiques et le niveau d'insécurité ont atteint de nouveaux records après l'annonce du déploiement des troupes étasuniennes en Somalie. L'annonce a catalysé les tensions existantes entre les clans et l'évacuation de l'équipe a été suivie par une flambée d'actes de pillages et de banditisme avant l'arrivée des *marines* étasuniens à Baïdoa, quelque 14 jours après l'annonce de leur arrivée. L'équipe de Baïdoa était de nouveau au complet deux jours après l'arrivée des troupes. Le déploiement massif de troupes qui se déroule actuellement apporte une relative sécurité à la région

de Baïdoa et stimule le processus de paix et la reconstruction de la société civile.

Ce qui s'est réellement passé c'est que pendant dix jours, pas une balle n'a été tirée dans Baïdoa. On pouvait dormir, tout était calme. On n'était pas autorisé à marcher à pied hors de la base. On sortait toujours en voiture avec quatre gardes sur le toit, chacun d'entre eux scrutant une direction. Et c'est comme ça que j'allais du centre de consultation au centre d'hospitalisation. Mais au bout de 10 jours, des francs-tireurs ont essayé de tirer sur des Américains, juste pour les faire réagir, et la situation s'est dégradée. Ils ont commencé à nous confisquer nos armes et nous avons commencé à poser des questions parce que nous avons toujours besoin de nous protéger. Nous avons gardé nos armes. Nous avons gardé le même système parce qu'aucune ONG ne leur faisait assez confiance pour leur remettre ses armes. Je connaissais tous les détails du contexte et les contacts de tout le monde. Je savais d'où pouvait venir le danger. Je savais comment il fallait se comporter etc.

Ces Américains, eux, venaient juste de débarquer de l'avion avec leurs gros fusils et ils pensaient qu'ils allaient faire la loi. Mais ce n'est pas comme cela que cela marche. Donc nous avons gardé notre équipe de sécurité telle quelle.

Wouter van Empelen, coordinateur de MSF Hollande à Baïdoa de novembre 1992 à février 1993 (en anglais)

A Kisimayo, dans les semaines précédant l'arrivée des troupes des Nations unies, des affrontements entre les forces rivales de Morgan, beau-frère de Siad Barré, et Jess, allié d'Aïdid, causent de nombreux morts et blessés et la fuite de centaines de personnes hors de la ville.

Le 9 décembre, après une nuit de pillages, une partie des expatriés des organisations humanitaires, dont sept volontaires de MSF Belgique, est évacuée vers Nairobi.

Le reste de l'équipe MSF continue de travailler sous la protection de gardes armés.

Le docteur Reginald Moreels, président de MSF Belgique, en mission chirurgicale à Kisimayo, déclare au *New York Times* que le chef de guerre Jess, qui a déclenché les violences, lui avait affirmé qu'elles ne dureraient qu'une soirée.



« 13 membres d'ONG évacués de la ville de Kisimayo en raison de violences » **AFP** (France), Nairobi, 9 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Treize membres d'organisations humanitaires ont été évacués [...] de la ville portuaire de Kisimayo, dans le sud-est de la Somalie, après « une nuit d'importants pillages et de fusillades », a annoncé à Nairobi une responsable du Programme alimentaire mondial (PAM).

« Nous avons dérouté un avion sur Kisimayo qui devait se rendre à Bardera (sud-ouest) après avoir reçu une demande d'évacuation », a précisé Brenda Barton du PAM.

Sept personnes évacuées travaillaient à Kisimayo pour MSF Belgique, quatre pour World Concern et deux pour l'UNICEF, a précisé la responsable du PAM.



« Au moins six morts dans des villes de Somalie ravagées par les pillards » **Reuters** (Royaume-Uni), 10 décembre 1992 (en anglais).

Au moins 60 personnes ont été tuées et 40 blessées lors de combats dans le port de Kisimayo, situé au sud de la Somalie, a déclaré l'organisation médicale Médecins Sans Frontières jeudi.

Selon les organismes d'aide, des hommes en armes ont été pris d'une fièvre de pillage dans le centre de la ville de Baïdoa, au cœur de la famine somalienne.

Les marines américains, à l'avant-garde de la force massive d'intervention dirigée par les Etats-Unis, ont commencé à contrôler Mogadiscio mercredi.

Mais les troupes doivent encore se déployer dans le pays afin de remplir leur mission de protection des secours de l'insécurité chronique, des pillages et du racket.

Selon les travailleurs humanitaires, la violence à Kisimayo, ravagée depuis longtemps par les guerres de pouvoir entre les clans, semble être le fait de factions opposées réglant de vieux comptes datant d'avant que les soldats étrangers n'arrivent.

Selon la section belge de MSF, dans la seule journée de mercredi, plus de quarante blessés par balle ont été amenés à l'hôpital qu'elle prend en charge dans la ville. A Nairobi, la capitale kenyane, Peter Caesar, le coordinateur de MSF, soupire : « La semaine a été dure ».

Treize membres de personnel d'agences d'aide dont sept de MSF ont été évacués de Kisimayo mercredi.

Parmi les attaques, Peter Caesar relève celle, lundi, d'un centre de nutrition géré par l'UNICEF, au cours de laquelle quatre personnes ont été tuées.

« Nous ne savons pas si c'était pour des motifs politiques ou juste pour piller » a-t-il ajouté.

Selon lui, le seigneur de la guerre local Omar Jess a promis de collaborer totalement avec les troupes étrangères quand elles sont arrivées à Kisimayo. Jess a demandé à la population de désarmer d'ici mercredi après-midi.



« Selon des témoins, un massacre a eu lieu juste avant l'arrivée des troupes étasuniennes. » Jane Perez, **The New York Times** (Etats-Unis) Kisimayo - Somalie, 29 décembre 1992 (en anglais). **D68**

Extrait :

L'un des quatre médecins de l'hôpital de Kisimayo, Mohammed Musa Sugule, membre du clan Harti, a été abattu sous les yeux de sa femme et de ses enfants, selon les témoignages de plusieurs Somaliens et de Reginald Moreels, le président de l'organisation médicale Médecins Sans Frontières.

Selon le docteur Moreels qui est arrivé à Kisimayo le 12 décembre, un médecin de l'hôpital lui a dit que le docteur Sugule, un chirurgien réputé, avait quitté le travail un soir pour rejoindre sa famille dans un endroit où avait lieu une « dispute » avec les combattants de Jess. Le docteur Sugule a reçu une balle dans la tête.

« Pendant toute la semaine qui a suivi mon arrivée, il y a eu beaucoup de nettoyage clanique », raconte le docteur Moreels dans une interview donnée à Bruxelles. « J'ai été marqué par la haine qui règne entre les gens. Beaucoup d'entre eux étaient visés avec l'intention de tuer – à la tête, au thorax, à l'abdomen. Il y a deux sortes de blessures de guerre : celles dans les membres, faites pour handicaper, ou celles pour tuer, comme dans ce cas... » [...]

Le docteur Moreels, de Médecins Sans Frontières, qui est resté à Kisimayo jusqu'au 22 décembre, a raconté avoir soigné « des centaines de blessés de guerre » pendant son séjour.

Selon lui, à son arrivée il est allé voir le colonel Jess pour lui demander de lui garantir que tout le monde, quel que soit son clan, aurait accès à l'hôpital. De nombreux Harti, lui a-t-il dit, avaient peur de venir à l'hôpital et le personnel d'origine harti était trop effrayé pour quitter les locaux de l'hôpital. Jess a répondu qu'il s'agissait juste d'un petit problème d'une nuit et que les choses allaient s'améliorer. Selon le docteur Moreels : « C'était un complet mensonge car toutes les nuits il y a eu des opérations de nettoyage clanique. »

Le 18 décembre, 200 militaires américains atterrissent à l'aéroport de Kisimayo, désarment les gardes d'une ONG et redécollent.

Le 20 décembre, les contingents belge et étasunien débarquent dans le port de Kisimayo. Cette fois-ci, ils s'installent et ré-ouvrent l'approvisionnement en aide alimentaire humanitaire, dont aucune cargaison n'avait été livrée depuis octobre.



« 200 soldats américains débarquent à Kisimayo avant de repartir » **AFP** (France), Nairobi, 18 décembre 1993 (en français).

Extrait :

Environ deux cents militaires américains sont arrivés jeudi après-midi sur l'aéroport de Kisimayo, ville portuaire sur la côte sud-est de la Somalie, d'où ils sont repartis avant la tombée de la nuit, a-t-on appris vendredi de source humanitaire à Nairobi.

Ce groupe avancé de l'opération « *Rendre l'espoir* » est reparti car il « *n'avait pas les moyens logistiques de rester* » selon les déclarations de l'un de ses officiers. Les soldats américains n'ont rencontré aucune résistance à leur brève occupation de l'aéroport, distant d'environ deux kilomètres de la ville. [...]

Dans un premier temps, les soldats américains ont désarmé les hommes de sécurité de l'une des ONG sur place. A un responsable de l'ONG qui lui disait : « *sans sécurité, nous allons être pillés* », un officier américain a répondu : « *vous ne serez pas pillés longtemps, nous allons revenir* ». Les soldats ont cependant rendu les armes à la sécurité de l'ONG, avant de repartir.



« Débarquement à Kisimayo, incidents à Mogadiscio » Pierre Taillefer, **AFP** (France), Mogadiscio, 20 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Des troupes belges et américaines ont débarqué dimanche sans problème dans le port de Kisimayo, dans le sud de la Somalie. [...]

« *Les troupes ont été bien accueillies par les gens, dont certains dansaient dans la rue* », a indiqué le colonel Peck. [...]

L'arrivée de forces de sécurité dans le second port de la Somalie – aux capacités toutefois très modestes – va permettre de disposer d'un nouveau point pour l'arrivée de l'aide humanitaire et sa distribution dans le sud, a souligné dimanche avec satisfaction Mark Stirling de l'UNICEF.

Le dernier bateau était arrivé à Kisimayo en octobre et sa cargaison avait été pratiquement intégralement pillée dans le port, a-t-il ajouté.

Le 1^{er} janvier, près d'une plage de Kisimayo, l'équipe de MSF Belgique découvre les cadavres des victimes des massacres de décembre. Le commandant Jess, principal commanditaire de ces massacres, tenait encore la ville, l'équipe renonce à une dénonciation publique, mais signale le charnier au commandant des forces de l'UNITAF qui rend publique son existence. Le 2 janvier, le représentant de l'UNICEF à Kisimayo, qui avait évoqué ces massacres dès décembre, est assassiné par ses propres gardes. Le lendemain, dans

un communiqué de presse, MSF Belgique se demande si cette mort aurait pu être évitée et rappelle que les conditions de sécurité nécessaires aux organisations humanitaires ne sont toujours pas garanties.



« Un médecin de l'UNICEF assassiné à Kisimayo » **Belga/Reuters/Le Soir** (Bruxelles), 4 janvier 1992 (en français).

Extrait :

Un médecin britannique de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance), Sean Devereux, 28 ans, a été abattu samedi à Kisimayo (sud-est de la Somalie), où sont déployés quelque cinq cents parachutistes belges. Il a été tué d'une ou plusieurs balles dans le dos par ses propres gardes après leur avoir annoncé qu'il allait cesser de leur verser des salaires démesurés, a déclaré dimanche matin un porte-parole militaire américain, le colonel Fred Peck.

Selon un responsable de l'Unicef ayant requis l'anonymat, des déclarations du Dr. Devereux sur les massacres commis à Kisimayo par les hommes du « colonel » Jess [...] avant l'arrivée des troupes multinationales dans la ville côtière, avaient été largement citées récemment par la presse internationale. Cela pourrait être la cause de l'assassinat, a-t-il ajouté.

Dimanche matin, une patrouille de militaires belges a découvert dix-sept cadavres dans les environs de l'aéroport de Kisimayo, a annoncé un porte-parole militaire à Bruxelles.

Il pourrait s'agir de victimes de combats entre clans somaliens qui se sont produits dans la région avant l'arrivée des troupes belges et américaines, le 20 décembre dernier.

[...] Selon les premières conclusions recueillies, la mort de ces dix-sept personnes – sans doute des Somaliens – semble remonter à plusieurs semaines. [...]

Il pourrait donc s'agir de victimes des combats qui ont eu lieu à Kisimayo et dans la région jusque peu avant l'arrivée des militaires belges et américains. [...]



« La mort du représentant de l'UNICEF à Kisimayo aurait pu être évitée » **Communiqué de presse**, MSF Belgique, 3 janvier 1993 (en français).


La mort violente d'un responsable de l'organisation UNICEF, qui a bouleversé les équipes humanitaires à Kisimayo hier, aurait-elle pu être évitée? En tout état de cause, aucun désarmement actif des milices présentes à Kisimayo n'a encore eu lieu jusqu'à présent. Des milliers d'armes circulent encore pratiquement librement.

La mort du représentant de l'UNICEF est l'incident plus grave qui soit survenu depuis la présence d'équipes humanitaires à Kisimayo voici neuf mois. La découverte d'un charnier de 17 cadavres, dont la mort par balle remonte au début du mois de décembre, apporte une preuve des

massacres qui ont eu lieu juste avant l'arrivée des troupes américaines et belges à Kisimayo.

La nuit dernière encore, de très nombreux coups de fusil ont été entendus dans la ville de Kisimayo. MSF a demandé et obtenu une protection supplémentaire de la part des militaires belges qui ont posté des engins blindés autour de la résidence MSF la nuit dernière.

Même dans les villes qui sont sous contrôle des armées alliées, la sécurité des organisations humanitaires n'est toujours pas acquise. Les conditions sont encore bien plus mauvaises dans les villes hors du contrôle des troupes alliées. La ville de Gilib notamment, au nord de Kisimayo, est devenue à ce point insécure que MSF n'a toujours pas pu y retourner.

 *Le 1^{er} janvier, afin de prendre un jour de repos, j'ai emmené l'équipe à la plage en dehors de Kisimayo. Un des jeunes Somaliens de l'équipe m'a dit: «Tu te souviens du massacre ? On n'a jamais trouvé les corps. Tu veux les voir ?» Dans les buissons, on a découvert tous ces corps à moitié cachés, à moitié dévorés par les animaux. On a eu une grosse discussion avec l'équipe: que faire de cette info ? Ils voulaient dénoncer tout de suite. Mais Jess était encore en ville. J'ai discuté avec Bruxelles et on a décidé de ne pas communiquer. On s'est dit que l'important n'était pas d'où sortirait l'info mais qu'elle sorte effectivement et qu'il y ait une enquête. Donc je suis allé voir le commandant des forces de l'UNITAF en lui proposant un accord: je lui donnerai des infos, mais il ne mentionnera pas MSF comme source. Il avait entendu parler de ce massacre et il cherchait les coupables, mais il n'y avait plus de preuves. Je lui ai donc conseillé d'envoyer une équipe de militaires sur telle route à tel endroit et de faire comme s'ils étaient tombés dessus par hasard. Après, ils en feraient ce qu'ils voudraient, ouvriraient une enquête, etc. Il a envoyé une patrouille belge sur la route en question et elle a découvert le charnier. C'est donc sorti dans les médias. Ce que je voulais, c'était éviter que les Somaliens qui savaient que j'étais au courant soient inquiétés. Sean Devereux a été assassiné le lendemain.*

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique à Kisimayo
d'août 1992 à avril 1993 (en français)

Fin décembre, MSF France a décidé de communiquer de nouveau sur la situation en Somalie et de lancer un appel aux dons pour financer la relance des actions dans ce pays. Dans une lettre aux donateurs, un volontaire raconte le jeu d'enfants somaliens qui ralentissent le passage des véhicules sur les pistes, y déposent désormais des cadavres, là où avant la guerre ils déposaient des pierres.



Compte-rendu de la réunion du département de la communication de MSF France, 21 décembre 1992 (en français).

Somalie : prévoir un communiqué de presse sur la situation actuelle de MSF : bilan, où on en est depuis le début de l'intervention militaire, la situation des réfugiés aux frontières du Kenya et de l'Éthiopie. Toute la communication doit intégrer l'appel aux donateurs pour la relance de l'action humanitaire en Somalie.



Lettre aux donateurs, Rony Brauman, président de MSF France, décembre 1992 (en français).

Extrait :

Madame, Monsieur,

Il arrive de temps à autre que pour quelques jours ou quelques semaines les projecteurs de l'actualité se braquent sur la détresse des hommes que nous secourons.

L'exemple le plus récent est celui de la Somalie. Pendant près de deux ans, les Médecins Sans Frontières sont restés seuls ou presque pour nourrir, soigner, sauver de la faim et des épidémies les victimes d'une guerre restée longtemps sans écho. Momentanément interrompue par de nombreux secours largement médiatisés, il est à craindre que l'agonie de tout un peuple reprenne avec le départ des journalistes. Les Médecins Sans Frontières se retrouveront alors à nouveau seuls aux côtés des victimes. Parce que nous sommes présents dans ce pays depuis longtemps, nous savons que le drame de cette population va bien au-delà encore des images insoutenables d'enfants condamnés par la faim.

Pour que vous compreniez cette détresse extrême, nous avons tenu à vous communiquer le témoignage qu'un de nos responsables de terrain nous a fait parvenir. Bien qu'il n'y ait ni sang, ni cris, ni souffrance physique et bien qu'il ne soit question que d'enfants qui rient à gorge déployée, la lecture de son récit sera sans doute pour vous, comme elle l'a été pour chacun d'entre nous, un choc qui vous donnera longuement à réfléchir...

Ce témoignage véridique nous aide à comprendre pourquoi il est indispensable que nos équipes continuent à porter secours. Pour Médecins Sans Frontières cela signifie bien sûr nourrir et soigner, mais aussi faire en sorte que la vie reprenne le pas sur la mort, pour qu'au-delà des plaies de la guerre et de la famine, des meurtrissures morales ne marquent pas irrémédiablement toute une génération. A ces drames inscrits dans la durée, il faut pouvoir répondre aussi longtemps que le besoin persiste.

Pour nous aider à continuer quand tous les autres seront partis, quand les victimes du pire, de Somalie ou d'ailleurs ne seront plus qu'un lointain souvenir, nous vous demandons simplement de participer à notre opération 1 franc par jour. Cette action quotidienne, aussi symbolique qu'efficace, consiste à donner 1 franc par jour et 1 franc seulement pour assurer régulièrement et dans la pérennité l'aide essentielle, c'est-à-dire l'aide élémentaire que

personne ne peut refuser à un homme dans la détresse. Grâce à ce don, votre soutien sera apporté chaque jour aux plus démunis. Même quotidien, ce don minuscule peut sembler dérisoire, mais pour les victimes on est loin d'imaginer à quel point c'est déjà considérable. [...]

«Au bord d'une piste reliant deux villages du nord de la Somalie, les petits nomades traînent les cadavres gisant sur le bas côté et les déposent sur la piste. Ils prennent bien soin à ce que l'alignement ne soit pas le même pour chacun, et qu'une bonne distance les sépare les uns des autres. Puis ils s'éloignent sur un talus surplombant le paysage, s'accroupissant à la manière africaine, pieds bien à plat, postérieur touchant presque le sol. Leur bâton de petit berger nomade en travers des épaules, les mains reposant dessus, à chaque extrémité. Ainsi installés, ils attendent. L'ombre est absente, le soleil est de plomb, seuls les épineux semblent être à leur aise au milieu de ce désert de la Corne de l'Afrique. Au bout de quelques heures d'attente, enfin la première voiture se profile au loin. Elle n'est qu'un point flou à l'horizon. Petit nuage de poussière brouillé par la réflexion de la chaleur montant du sol. Quelques minutes passent encore et on la distingue enfin.

A la vue des cadavres, au milieu de la piste, la voiture s'immobilise. Un blanc et deux Somaliens en descendent. Ils scrutent les alentours, attentifs au moindre mouvement, en cas d'embuscade. L'incompréhension se lit sur leurs visages. Comment diable ces corps sont-ils arrivés là, au beau milieu d'une piste ?

Ils décident donc de les remettre sur le sable brûlant, pour laisser la voie libre au véhicule tout terrain. A la vue de ce spectacle, les enfants rient doucement. Le blanc retient tout particulièrement leur attention : le voir ainsi grimacer, tirer, pousser, au dessus de ces loqueteux défigurés... Toutefois ils sont déçus : le but du jeu n'était pas de faire stopper la voiture...

Une fois celle-ci repartie, et après s'être bien assurés que le petit nuage de poussière est à bonne distance, les petits nomades replacent leurs infortunés compagnons de jeu sur la piste et retournent à l'abri dans leur cachette.

Les minutes, les heures passent. Une deuxième voiture apparaît. C'est une jeep. A l'arrière, sur la plate-forme, un trépied a été soudé et équipé d'un fusil mitrailleur 12/7. Un Somalien, debout, coiffé d'une paire de lunettes, est rivé aux poignées de son arme. Son corps suit les à-coups et ondulations du véhicule.

Ses compagnons sont assis sur les rebords. Devant, dans la cabine, ils sont trois. Le chauffeur fait hurler le moteur. A la vue des «choses» étendues par terre, le tout-terrain ralentit, pour s'assurer qu'il n'y a là point d'autre menace. Puis, arrivée à une centaine de mètres des premiers cadavres, la voiture reprend sa course. Un gymkhana infernal s'ensuit. Le slalom du désert ravit les petits culs nus qui ont le sourire jusqu'aux oreilles. En moins d'une minute, le véhicule est passé, laissant derrière lui le sable et la poussière qui se redéposent lentement sur le sol.

Les enfants nomades jouent depuis fort longtemps à ce jeu-là. Probablement depuis l'apparition des voitures dans

ces endroits désertiques. A la seule différence qu'avant la guerre, ils y mettaient des pierres... »

Avant la guerre, ils y mettaient des pierres...

Bien sûr, j'aurais dû vous parler à nouveau des hommes et des femmes que la faim emporte, des milliers d'enfants que nous ne pouvons accueillir faute de possibilités dans nos centres de nutrition, parce que c'est le quotidien de nos équipes. Mais il m'a semblé que ce récit exprime, mieux encore que n'importe quel témoignage de terrain, toute la détresse de ce pays.

Aujourd'hui, la mort est présente jusque dans les jeux d'enfants.

Aujourd'hui, la Somalie ne peut survivre que si on lui porte secours.

Porter secours, c'est très concrètement nourrir et soigner, mais c'est aussi faire en sorte que la vie reprenne le pas sur la mort, pour qu'au-delà des plaies de la guerre et de la famine, des meurtrissures morales ne marquent pas irrémédiablement toute une génération.

Votre don est capital parce qu'il nous permet de sauver immédiatement des vies, mais aussi parce qu'il permet de maintenir une lueur d'humanité dans un pays en plein naufrage. Si cette lueur venait à s'éteindre, tout espoir de voir la Somalie retrouver un jour visage humain serait irrévocablement perdu.

Le général Siad Barré, dictateur somalien déchu en janvier 1991, disait : *«Si je vais en enfer nous irons tous ensemble»*. Ne lui donnons pas raison. Lui a réussi à prendre la fuite mais tous les enfants de Somalie risquent fort, eux, de ne pas pouvoir échapper au sinistre présage.

Pour qu'un jour sur les routes somaliennes, les enfants jouent à nouveau avec des pierres, il nous appartient à tous de leur tendre la main.

Au nom de tous ceux pour qui nous sommes la survie et l'espoir, merci.

Entre le 15 décembre et le 14 janvier, MSF mène une enquête épidémiologique à Hoddur, dont les résultats, rendus publics début février, montrent que le taux de mortalité y est encore sept fois plus élevé que la normale dans une population en déplacement. MSF renouvelle son appel à la générosité publique pour améliorer cette situation qui reste extrêmement critique.



«La situation dans le sud de la Somalie est encore extrêmement critique selon Médecins Sans Frontières» AFP (France), Paris, 4 février 1993 (en anglais).

La situation sanitaire dans de nombreuses parties de la Somalie est toujours très « critique » malgré l'opération internationale destinée à aider ce pays ravagé par la

guerre, a déclaré jeudi l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières.

Selon l'organisation, une évaluation conduite par un médecin de MSF dans les régions de Baïdoa et Hoddur montre que le taux de mortalité est 7 fois plus élevé que dans des situations semblables impliquant des populations déplacées.

Du 15 décembre au 14 janvier, le taux de mortalité par jour s'élevait à 15,8 pour 10000, et à 46,9 pour 10000 pour les enfants de moins de cinq ans.

Les décès sont généralement dus à la malnutrition et aux maladies qui en résultent comme les diarrhées et les infections respiratoires.

Selon MSF, l'étude montre que 26% des enfants souffrent de malnutrition, 13,6 % d'entre eux de malnutrition sévère.

MSF dit avoir envoyé une équipe de 4 personnes à Kamsardhere, à l'ouest de Baïdoa, pour prendre en charge les centres de nutrition de la région qui nourrissent environ 6000 enfants.

L'organisation des médecins français renouvelle son appel à la générosité publique afin de pouvoir poursuivre son action dans la Corne de l'Afrique où une centaine de ses volontaires intervient actuellement.

Le 28 décembre, Dominique Martin, le responsable du programme Somalie de MSF France, publie une tribune dans le quotidien français «Libération». Il met en cause le chiffre avancé par les Nations unies pour justifier l'intervention militaire, selon lequel 80% de l'aide serait détournée. Il fustige l'absence de réaction de la communauté internationale face à la famine qui s'est installée à la faveur de la guerre, de janvier 1991 au printemps 1992, ainsi que la carence opérationnelle des organisations internationales et l'échec du plan des 100 jours. Tout en reconnaissant que l'intervention a facilité la distribution de l'aide, il critique son caractère plus policier que politique qui tient peu compte des réalités sociales et culturelles de la société somalienne.

Dans le numéro de janvier de «Messages», journal interne de MSF France, également diffusé à une centaine de journalistes francophones, le directeur de la communication, qui n'est pas d'accord avec la publication de l'article de son collègue, affirme que le conseil d'administration de MSF souhaite le succès de l'opération «Rendre l'espoir» en termes de bénéfice humanitaire, mais que l'organisation reste préoccupée par le sort des populations civiles.



«Le jour où les soldats quitteront la Somalie»
Dominique Martin, membre de MSF, *Libération*
(Paris) 28 décembre 1992 (en français).

Extrait :

Les médias audiovisuels, à la fois observateurs et acteurs, ont largement couvert l'intervention militaro-médiatique en cours en Somalie. Sur nos écrans, les flashes et les uniformes ont remplacé l'image des corps décharnés. L'événement s'est déplacé: la famine et la Somalie ne forment plus que le décor du nouvel ordre mondial naissant et celui d'un désordre fustigé par ceux-là mêmes qui l'ont créé. [...] Les quelques jours qui ont précédé l'opération «Restore Hope» avaient vu se bousculer les justifications toutes plus «évidentes» les unes que les autres.

D'abord, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, annonce, de source autorisée, le détournement de 80% de l'aide. Si le pillage de l'aide est réel et tragique, personne ne peut sérieusement soutenir qu'une telle proportion de l'aide a été détournée. Nous savons qu'une partie de la nourriture était subtilisée avant même d'arriver en Somalie puisque, de l'avis général, des «prélèvements» étaient effectués au Kenya. Nous savons que ces intermédiaires obligés ou les autorités locales prélèvent leur dîme sur cette aide. Nous savons aussi que des pillages plus ou moins organisés, visant les convois comme les lieux de stockage, étaient régulièrement commis. Cependant ce chiffre de 80% n'a jamais, à notre connaissance, été avancé dans les nombreuses réunions de coordination des organisations non gouvernementales et dans les rencontres avec les Nations unies. Le chiffre le plus courant, publiquement avancé par les agences d'aide, était plus proche de 30% à 40% de détournement de l'aide alimentaire, ce qui est déjà beaucoup trop. Par ailleurs, les autres produits de l'aide, comme les médicaments, les vaccins, les produits nutritionnels spécialisés, n'ont fait à ce jour l'objet d'aucun pillage. Loin de nous l'idée de minimiser la gravité de la situation, pas plus que le caractère intolérable de ces exactions. La ponction opérée sur les budgets de l'aide, en particulier ceux des organisations non gouvernementales, par les nécessaires mesures de sécurité et le bénéfice qu'en tirent certains groupes ne nous échappe pas plus et constitue pour nous une préoccupation à la fois éthique et économique. Cela dit, si 40% de pertes pouvait être considéré comme un problème gérable et laisser ouverte la discussion, 80%, que presque rien ne sépare de la totalité, s'imposait comme un argument décisif visant à rendre incontournable une intervention militaire.

Les faits avancés dans la presse sont, eux, indiscutables: le riz n'a pu être normalement débarqué dans le port de la capitale somalienne, un bateau du Programme alimentaire mondial a bien été bombardé. L'aggravation de la situation dans les semaines précédant l'intervention était patente, l'insécurité augmentait, les principaux ports étaient fermés et les routes de moins en moins sûres. Mais il ne suffit pas de constater ces faits comme s'ils n'étaient que des évidences sans cause. Si la responsabilité des chefs politiques somaliens est écrasante, elle

ne peut exonérer la communauté internationale de la sienne. L'absence, totale, des Nations unies, comme des Etats, de janvier 1991 au printemps 1992 a pesé sans nul doute sur la situation actuelle. La famine ne s'est pas installée du jour au lendemain, elle est la conséquence d'une dégradation progressive commencée dès le début 1991. Aucun effort sérieux n'a été fait à ce moment-là pour tenter de résoudre les différends politiques entre les hommes forts du pays. Plus encore, les interventions du sous-secrétaire général des Nations unies en charge du dossier ont été catastrophiques et ont provoqué à chaque fois une aggravation de la crise.

Revenues en Somalie, les organisations internationales ont montré leurs carences dans la gestion au jour le jour de la crise. Cette insuffisance a été dénoncée à juste titre par Mohamed Sahnoun, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, lors de sa démission.

Carence opérationnelle : le plan d'accélération de l'aide, dit «plan des cent jours» et commencé à la mi-octobre, est un échec. Si l'insécurité peut sans doute expliquer une partie des difficultés, l'inertie et l'inadaptation de la machine onusienne à la complexité somalienne en sont sans doute les raisons majeures. Les agences des Nations unies ont consommé plus d'énergie à tenter de se coordonner qu'à produire ce que l'on attend d'elles, même si l'Unicef et le Programme alimentaire mondial s'en sont mieux sortis que d'autres.

Carence politique : il faudrait être bien naïf pour espérer un règlement global et rapide du conflit. Cependant, le contrôle permanent de l'aide était une tâche qui incombait aux Nations unies. Les incidents graves, comme le bombardement du bateau devant le port de Mogadiscio, le mitraillage d'un avion à Bardera, les détournements systématiques sur la route de Mogadiscio, à Baïdoa, auraient dû faire l'objet de pressions fortes. La sanction des coupables aurait dû être exigée des responsables politiques, et les piètres excuses de l'un ou l'autre des leaders auraient dû être publiquement dénoncées. Quand on affirme, avec raison, que la presque totalité de l'activité économique du sud somalien est liée à l'aide, on reconnaît, dans le même temps, disposer d'un moyen de pression considérable... Des propositions avaient été faites aux Nations unies. Nous leur avons demandé, avec d'autres, la prise en charge prioritaire des services publics de base: aéroports, ports, services de santé, services vétérinaires... Le versement de salaires acceptables et planifiés au niveau national devait permettre une certaine stabilisation du corps social tout en relançant l'activité dans les secteurs les plus indispensables. A ce jour, ces propositions n'ont pas été retenues. Le seront-elles dans les semaines à venir? En remettant à sa place la responsabilité de la communauté internationale, nous ne visons pas tant à décrédibiliser une action militaire qu'à soutenir l'idée qu'une action politique était possible. Une politique forte, disposant de moyens humains, matériels et financiers conséquents, aurait pu, nous en sommes persuadés, faire plier les protagonistes de cette guerre et relancer l'activité économique. Encore eût-il fallu que la communauté internationale ait un projet global cohérent dans lequel la menace d'une intervention militarisée pouvait

avoir sa place. La plupart des commentaires, avant même l'intervention militaire et plus encore après, tendent à criminaliser la Somalie et sa population. Ils réduisent l'image du peuple somalien à celle d'une population passive, affamée et assiégée par des bandits sans foi ni loi. Il n'y aurait que de jeunes délinquants de 14 ans prêts à s'enfuir à l'arrivée des militaires. Les forces en présence ne seraient que des bandes aux mains de seigneurs de la guerre tout droit sortis du Moyen-Age. La population serait largement intoxiquée par le khat, cette drogue responsable des malheurs du pays. Un présentateur célèbre n'hésite d'ailleurs pas à ouvrir son journal en direct sur cette «info» montrant une botte de khat symbole de tous les maux. Ainsi les Somaliens sont soit de pauvres hères mourant de faim, soit de jeunes délinquants toxicomanes conduits par des chefs de bande. Tout est en place pour la descente de police... Cette vision de la société somalienne, véritable «chosification», est loin de la réalité. Elle confond la condamnation d'une politique aux conséquences tragiques avec l'absence de forces politiques.

La présence de la force multinationale change momentanément les données. La distribution de l'aide en est facilitée, de ce point de vue l'opération sera peut-être un succès même si bien des problèmes restent à régler. Il nous faut cependant anticiper le départ des troupes et les conséquences de leur passage, comme de leur retrait. Cette infusion massive de puissance militaire qui fait se plier les «chefs de gang» et les oblige à faire mine de se rapprocher est quelque peu inquiétante. Cette façon de faire est à la limite de l'humiliation dans la mesure où elle laisse entendre que ce qui les séparait et les faisait se battre ne serait que brouille et renforce ainsi l'idée d'une solution policière facile à appliquer et à faire respecter. L'interdiction du khat dans les zones contrôlées par les militaires, comme le port et l'aéroport, sous le prétexte qu'il s'agirait d'une drogue illicite va dans le même sens et ne peut que provoquer des réactions vives et indignées de la part des Somaliens qui attendent sans doute un peu plus de respect de leurs habitudes de vie. Le risque est grand de se sentir autorisé, au nom du devoir (moral?) d'ingérence, d'imposer des valeurs et des modes de vie. Cette attitude discutable, sur le plan moral justement, risque par ailleurs de se retourner contre ses auteurs en exacerbant les réactions xénophobes. Les quelques incidents qui ont eu lieu dans la capitale témoignent largement de la réalité de cette xénophobie prête à s'exprimer face à une présence trop massive et trop bruyante d'étrangers. Il serait dommage de ne réveiller dans la population somalienne que les idéologies les plus douteuses, il serait dommage, par des maladroites répétées, de renforcer la position des islamistes à l'affût des bonnes occasions pour réagir et manipuler l'opinion.

Les militaires de la force internationale vont repartir demain ou après-demain. Ils seront remplacés par ceux-là mêmes qu'ils ont remplacés : les Nations unies avec ses différentes agences et ses casques bleus. Cela suppose que l'action des militaires change les conditions de l'action de la communauté internationale, soit en réglant

le problème politique et social qui se pose à la Somalie, soit en ayant supprimé les moyens militaires des factions et des «bandes». Cela suppose aussi que ce que les Nations unies n'ont pas su faire il y a quelques mois, elles pourraient le faire dans l'avenir. L'intervention militaire, qui témoigne avant tout de l'échec de la politique qui l'a précédée et qui n'a sans doute pas renforcé le prestige de cette institution aux yeux de l'opinion mondiale comme à ceux des Somaliens, ne lui facilitera pas la tâche. L'action en cours est une véritable rupture dans les processus politiques ébauchés ces derniers mois. Même si cette rupture peut être salutaire à court terme, elle peut rendre difficile l'émergence d'une solution politique durable, La compétition entre les Etats-Unis et la France pour faire se rencontrer les ennemis d'hier, qui témoigne avant tout d'intérêts extérieurs à la Somalie et propres aux grandes puissances, n'est pas plus rassurante. Dans tous les cas le pari est risqué, et s'il est sans doute trop tôt pour se prononcer dans un sens ou dans un autre, il importe d'être attentif à la suite des événements.

L'efficacité immédiate de l'opération, pas plus que sa couverture médiatique, ne doivent faire oublier que, contrairement à ce que pourrait nous laisser croire le petit écran, la Somalie est un pays avec une histoire et un avenir et qu'il importe de le prendre en compte dès maintenant, sauf à courir le risque d'un nouvel échec.



«Somalie», par Michel Fizbin, directeur de la communication de MSF France, **Messages, journal interne** MSF France, janvier 1993 (en français). **D69**

Extrait :

Cette grande première en matière d'ingérence va sans doute devenir une référence du « nouvel ordre mondial », pour le meilleur comme pour le pire. Ce qui est certain, c'est que l'urgence immédiate qu'il y a à sauver d'une mort certaine des centaines de milliers de personnes doit primer sur les légitimes réserves que les acteurs humanitaires ne peuvent manquer d'émettre, eux qui sont familiers de ce pays sinistré et qui savent par expérience que le passage du *bulldozer* militaire américain a de nombreux effets pervers.

Le conseil d'administration de Médecins Sans Frontières souhaite que cette opération réussisse en termes de bénéfices humanitaires, et MSF coopérera autant que possible avec les forces militaires sous mandat des Nations unies. Nous rappelons à tous les intervenants nos préoccupations en ce qui concerne le sort des populations civiles et leur devenir, en souhaitant qu'elles soient prises en compte dans cette aventure qui ne fait pas dans la dentelle :

- les Somaliens ne sont pas des tubes digestifs, mais des êtres humains organisés dans une société complexe qu'il convient de respecter et d'aider à se reconstruire, aux plans économique, social et culturel,

- il est impératif de faire en sorte que l'aide atteigne les zones rurales, et pas seulement les villes principales, afin d'y assurer aussi la sécurité des distributions et des populations, et d'éviter de nouveaux exodes meurtriers vers les centres urbains.
- l'action humanitaire doit être accompagnée d'un intense effort de la Communauté internationale pour qu'une solution politique soit trouvée avant le retrait des troupes, faute de quoi les effets bénéfiques de l'opération seraient annulés par une reprise des pillages et des affrontements sanglants.



«MSF France en Somalie – janvier 1991-mai 1993 – Evaluation de mission – **Rapport final**», Virginie Raisson, Serge Manoncourt - 4 février 1994 (en français). **D13**

Extrait :

Au sein du conseil d'administration, la position de MSF (de ne pas communiquer) est assez nébuleuse pour qu'elle soit comprise de manière différente par le responsable de programme et celui de la communication, qui publient deux articles contradictoires.



Dominique Martin a publié dans Libération une tribune qui remettait clairement en question le bien-fondé de l'intervention. C'était un papier très critique. Il n'était pas la voix officielle de MSF, mais il était quand même un personnage important de l'organisation. J'étais plutôt d'accord avec ce qu'il disait. Mais si cela n'avait pas été le cas, je pensais quand même qu'il était bon que les gens de MSF s'expriment quand ils avaient une idée qu'ils savaient bien articuler. Il n'y avait pas de ligne du parti. Au contraire, le directeur de la communication de l'époque a attaqué très virulemment Dominique Martin pour cette tribune. Je crois qu'il était furieux non seulement parce qu'il n'avait pas été prévenu, ou insuffisamment prévenu, mais aussi parce qu'il estimait que l'intervention était un succès et qu'il ne fallait pas la critiquer. Et il est vrai que dans les premiers temps cette intervention a été glorieuse. La tribune de Dominique est parue au moment où Georges Bush faisait sa visite triomphale d'un ou deux jours en Somalie, se faisant photographier avec Ali Mahdi et Aidid en train de se serrer la main, sur un fond de sacs de riz avec le drapeau américain dessus. C'était vraiment le triomphe américain par excellence : la paix par l'imposition de la puissance armée invincible. Le président se déplaçait et obligeait ces deux "va nus pieds" à se serrer la main sous la puissance protectrice. C'était une iconographie parfaite: docteur Justice, Captain America ! Bref, cela plaçait la tribune de Dominique dans un contexte particulièrement défavorable. Du coup, cela la faisait ressortir, cela la singularisait énormément.

Dr. Rony Brauman, président de MSF France (en français).

Début janvier 1993, les expatriés de MSF réintègrent les missions en Somalie, qui pendant leur absence ont été administrées par le personnel local. L'équipe MSF de Mogadiscio interroge le siège sur les positions et actions à prendre par l'organisation dans un avenir proche, soulignant que l'absence de position risque de participer à cautionner les erreurs de la communauté internationale.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 8 janvier 1993 (en français).

Somalie : l'activité n'a pas été interrompue durant l'absence des équipes évacuées, qui réintègrent maintenant les missions.

Les axes routiers sont à peu près sûrs jusqu'aux villes secondaires, mais dans la capitale l'insécurité est toujours réelle.



«*Point Somalie début janvier 1993*» **Sitre** Nicolas de Metz, chef de mission MSF France, 8 janvier 1993 (en français).

Extrait:

Quelle position MSF, quel discours, quelles actions et l'avenir proche ?

A la veille du vote de la résolution 794 du Conseil de sécurité nous avons proposé d'écrire une lettre aux diplomates du Conseil de sécurité : le consensus de MSF Europe a fait tomber le projet à l'eau. Il ne s'agissait pourtant pas d'une prise de position contre l'intervention mais d'une mise en garde et d'une petite explication de la logique des opérations humanitaires en Somalie. Nous savions très bien qu'il y avait de grosses chances pour que la résolution soit de toute façon votée. Depuis, la coordo à Moga a eu le loisir d'exprimer son opinion face aux médias. Nous avons surtout, après discussion avec le siège, exprimé notre inquiétude en général : «*qu'en pensez-vous ? nous sommes inquiets. Et le désarmement ? Il faudra bien que les Somaliens désarment, mais nous sommes inquiets. (...)*»

Bref, face au show américain et international, face au ralentissement de nos opérations, face à l'insécurité grandissante de nombreuses questions se posent.

MSF a rappelé l'existence de la Somalie à la communauté internationale. Pour travailler dans ce pays, nous avons été acculés aux pires compromissions : location à grands frais de gardes pour notre protection et celle des sites où nous travaillons. Ces grosses sommes iraient sûrement alimenter la guerre mais permettraient aussi de maintenir une équipe active en Somalie ainsi qu'un téléphone satellite, petite fenêtre sur le monde. Le résultat escompté a fini par arriver : les médias. L'ONU et d'autres ont fini par s'intéresser au sort de ce pays ruiné auto-détruit (suicidé).

MSF explore le pays et découvre une population mourant de faim. Kouchner fait un passage médiatisé (pléonasme) dans le pays et de multiples ONG accourent dans son sillage. En août-septembre les drapeaux de dizaines d'ONG claquent dans le vent puant de Baïdoa. Les vivres arrivent en grande quantité mais sont assez largement pillées quand elles ne sont pas bloquées au port. Les casques bleus sont impuissants et un sentiment anti-UN se développe. L'ambassadeur Sahnoun est poussé à la démission par BBG [Boutros Boutros-Ghali].

MSF a ouvert de nombreux programmes de récupération nutritionnelle tout en défendant l'idée avec le CICR que l'inondation de la Somalie avec de la nourriture apporterait une solution temporaire. Les agences distributrices de nourriture n'étaient pas toutes prêtes à ça et pas forcément professionnelles. Certaines ont donc appelé à l'intervention militaire comme solution aux nombreux pillages. Il faut remplir les tubes digestifs somaliens et faire peur aux voyous...

MSF travaillait jusqu'à présent dans un équilibre, certes précaire. Mais le danger pas toujours calculable était évité. A présent la présence de nombreux étrangers risque de raviver les mécontentements. La diminution de nos moyens de protection ne va pas de pair avec une amélioration des conditions de sécurité. Les risques d'attentats existent. Une grenade est plus facile à utiliser et à dissimuler qu'un «*mad max*».

MSF a ouvert la voie à de nombreuses ONG et agences et va pouvoir penser à son remplacement progressif dans certaines régions et certains secteurs d'activité (drug supply etc)

MSF est témoin de ce qui se passe en Somalie depuis 2 ans : doit-on cautionner ce que fait la communauté internationale qui sous couvert d'un mandat différent est en train de recommencer les mêmes erreurs qu'au Cambodge et ailleurs ? Quels moyens utilisera-t-on pour faire entendre notre voix... si nos nombreuses cordes vocales européennes arrivent à s'accorder...

Le débat est en cours à Mogadiscio. Qu'en pense le comité central ? L'apparatchik François Jean [conseiller Fondation MSF] pourra-t-il venir nous aider à penser tout ça. De plus il pourra se régaler dans la contemplation du système UN et de ses performances.

« TIRER POUR NOURRIR »

Le 4 janvier, des sources militaires à Mogadiscio annoncent que l'opération «*Rendre l'espoir*» prendra fin au plus tard le 20 janvier et cédera la place à une opération dépendant des Nations unies, qui est baptisée «*ONUSOM II*» par les militaires.

Le 22 janvier, les Etats-Unis demandent officiellement au Conseil de sécurité que l'ONU prenne le comman-

dement de la Force multinationale actuellement déployée en Somalie (UNITAF).



« L'opération « *Rendre l'espoir* » cédera la place à une opération onusienne » Samir Douathy, AFP (France), Mogadiscio, 4 janvier 1993 (en français).

Extrait :

A cette date, « *Rendre l'espoir* » en tant qu'opération mandatée par l'ONU sous commandement américain devrait se terminer. Commencera alors une opération entièrement onusienne appelée déjà par les militaires ONUSOM II, ont précisé ces sources. [...] Une période transitoire est nécessaire au cours de laquelle les contingents des pays candidats à l'ONUSOM II prendront, étape par étape, la place des troupes américaines et françaises.

Les effectifs nécessaires à cette nouvelle mission beaucoup plus longue seront de l'ordre de 12000 à 15000 soldats alors que pour « *Rendre l'espoir* » il en était prévu entre 30000 et 40000 selon des sources militaires.

Elle sera, par son commandement et sa composition, à dominante musulmane et africaine, alors que les forces de « *Rendre l'espoir* » sont à dominante chrétienne et occidentale.

La plupart des contingents non utilisés pour « *Rendre l'espoir* » et qui attendent toujours sur le port de Mogadiscio formeront le noyau de cette nouvelle force. Il s'agit notamment des contingents botswanais, saoudien et marocain qui seront renforcés prochainement par des contingents turc, égyptien, indien, tunisien, nigérian et australien, selon les mêmes sources.

La nouvelle force ne gardera « *certainement pas* » la même appellation, afin de marquer clairement le passage d'une opération à une autre.

La période de transition est actuellement le sujet de préoccupation majeure du commandement américain qui insiste sur l'importance d'un passage même symbolique du commandement avant le 20 janvier, a-t-on assuré.

Sur le terrain, le découpage actuel en huit secteurs humanitaires de la zone de déploiement des forces de « *Rendre l'espoir* » sera modifié.

Cette zone sera découpée en quatre secteurs regroupant chacun entre 3000 et 4000 soldats. L'un de ces secteurs sera probablement confié au contingent indien qui dépassera les 3000 soldats.



« Washington a demandé à l'ONU de prendre le commandement de la force multinationale » AFP (France) (Mogadiscio), 22 janvier 1993 (en français).

Extrait :

[...] Farouk Mawlawi a déclaré à la presse que Washington avait écrit au Conseil de sécurité en l'invitant « à examiner

rapidement la question d'un mandat approprié pour que l'ONUSOM prenne le contrôle des forces multinationales en Somalie actuellement sous commandement américain ».

M. Mawlawi n'a pas donné plus de précisions.

Dans une interview à l'AFP, l'ambassadeur des Etats-Unis Robert Oakley a pour sa part déclaré que son pays souhaitait que l'ONU prenne dès que possible le contrôle de l'opération *Restore Hope* (Rendre l'espoir). Le représentant de l'ONU pour la Somalie, M. Ismat Kittani, avait déclaré lundi à New York qu'un tel transfert de responsabilités exigeait une nouvelle décision du Conseil de sécurité et que des « *discussions intensives* » étaient en cours sur le sujet.

L'ONU répugne à prendre le commandement en Somalie parce que les casques bleus ont traditionnellement l'interdiction de tirer les premiers si l'agression n'est que potentielle, alors que la force multinationale est, elle autorisée à ouvrir le feu si elle se sent menacée car elle est une force de rétablissement de la paix.

Entre temps, le 15 janvier, les factions somaliennes signent un accord de cessez-le-feu et prévoient une conférence de réconciliation pour le 15 mars.



« Accord de cessez-le-feu entre les factions somaliennes » AFP (France), Addis-Abeba, 15 janvier 1993 (en français).

Extrait :

Les factions somaliennes réunies à Addis Abeba ont signé vendredi un accord de cessez-le-feu prenant effet immédiatement dans toute la Somalie.

L'accord, signé au terme de douze jours de négociations, prévoit également le désarmement de toutes les factions armées.

Elles se sont mises d'accord d'autre part sur la constitution d'un comité de 7 membres pour préparer l'ordre du jour de la conférence nationale de réconciliation prévue le 15 mars à Addis Abeba. Le comité doit déterminer encore les critères de participation à cette conférence.

Dans un communiqué publié après la cérémonie de signature, les 14 factions réunies sous l'égide des Nations unies ont invité le Mouvement national somalien (SNM), au pouvoir dans le Somaliland auto-proclamé, à participer à la conférence de réconciliation.

En janvier et février, les attaques contre les humanitaires, dont plusieurs assassinats, se multiplient. Les tensions s'exacerbent entre les forces de l'UNITAF, les groupes armés, mais aussi la population somalienne qui manifeste son hostilité aux forces étran-

gères en raison de la multiplication des incidents mortels pour les civils.

Le 14 janvier, Kurt Lustenberger, le délégué du CICR à Bardera, est assassiné par des pillards. L'organisation suspend provisoirement ses activités.

Le 6 février, l'ONU lance une vaste opération de distribution de vivres à la population de Mogadiscio pour tenter de faire chuter le cours des aliments de base. A la veille de cette distribution, la tension monte dans la ville.

Le 23 février, Valérie Place, une infirmière de l'organisation irlandaise Concern, est tuée lors d'une attaque de son véhicule par des Somaliens près d'Afgoï.



« *Le CICR suspend ses activités pour deux jours après le meurtre d'un délégué* » AFP (France), Nairobi, 15 janvier 1993 (en français).

Extrait :

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décidé de suspendre pour deux jours toutes ses activités en Somalie, après le meurtre de son délégué jeudi à Bardera (sud-ouest), a annoncé vendredi à Nairobi un responsable de l'organisation.

Kurt Lustenberger, 32 ans, arrivé le 22 décembre à Bardera pour sa première mission à l'étranger, a été mortellement atteint d'une balle dans la tête, tirée par l'un des trois Somaliens venus voler la caisse du CICR. « *Il a été abattu alors qu'il s'appretait à leur remettre la clé de la caisse*. [...] »



« *Tension anti-américaine avant une grande opération de distribution de vivres* » Marie Joannidis, AFP (France), Mogadiscio, 5 février 1993 (en français).

Extrait :

Pour la première fois depuis leur arrivée à Mogadiscio, les Américains ont été vendredi la cible de jets de pierre lancés par de jeunes Somaliens surexcités qui leur reprochent la mort, le matin même, d'un des leurs qui tentait d'escalader le mur du port occupé par les forces internationales.

[...] Les Américains ne cachaient pas leur nervosité devant la foule hostile qui les prenait à partie, juste après le passage mouvementé d'un convoi transportant notamment le colonel Warren Helmer des *marines*, chargé de la liaison avec les civils, qui venait de s'entretenir avec une délégation de notables de la ville.

Plusieurs véhicules militaires ont été touchés ou ont eu leur pare-brise étoilé et l'un des aides du colonel, une jeune femme officier, a été légèrement blessée à la jambe, seules les voitures de journalistes étant épargnées.

La veille, les Américains avaient annoncé la mort d'un garçon de 11 ans, tué parce qu'il se précipitait vers un

militaire, un paquet à la main, qui avait été pris pour une bombe.

Cette nouvelle tension intervient à la veille du lancement d'une énorme distribution de vivres devant nourrir tous les habitants de la capitale et visant à dissuader les pillards et à faire baisser les prix sur les marchés.

Le sud de Mogadiscio, fief d'un des principaux chefs de guerre somaliens, le général Mohamed Farah Aïdid, est aussi depuis quelques jours le théâtre d'affrontements entre ses partisans et des membres du clan des Morosade, chassés par la guerre, qui sont rentrés et réclament la restitution de leurs maisons et leurs biens.

Cette « *querelle de clans* », selon les Américains, a dégénéré ce vendredi en échanges de tirs.

Le colonel Helmer a fait état devant les notables des tensions entre clans et leur a lancé un appel concernant l'importante distribution de vivres qui se fera en liaison avec les ONG (organisations non gouvernementales).

« *Nous vous demandons de garder les enfants hors des rues pour qu'ils ne soient pas blessés par la noria des camions et nous apprécierions si vous nous aidez à en éloigner les pilleurs* », a-t-il dit. Il a souligné que « *tout le monde recevra de la nourriture* ».

« *La sécurité et la nourriture sont des choses très importantes* », a-t-il ajouté leur demandant de dire aux enfants de ne pas toucher aux grenades, aux mines ou aux bombes qu'ils peuvent trouver.



« *Lancement de l'opération de "distribution massive de nourriture" à Mogadiscio* » Marie Joannidis, AFP (France), Mogadiscio, 6 février 1992 (en français).

Extrait :

[...] Cette opération de « *distribution massive de nourriture* » vise à décourager les pillages et le marché noir. Elle se renouvellera jour après jour pendant 90 jours, à l'exception du vendredi, jour férié musulman.

La distribution a eu lieu dans 31 sites choisis à l'avance dont neuf dans la partie nord de la capitale coupée en deux par une ligne verte qui sépare les clans des chefs rivaux Ali Mahdi Mohamed et Mohamed Farah Aïdid.

« *Notre objectif est de fournir 10 tonnes par jour à 5000 personnes dans 35 sites* », a précisé à l'AFP Lynn Thomas, qui travaille pour l'organisation humanitaire CARS, organisatrice avec le PAM (Programme alimentaire mondial) de cette opération. [...]



« *Le meurtre d'une volontaire de l'action humanitaire ou la peur au quotidien en Somalie* » Jean-Pierre Campagne, AFP (France), Mogadiscio, 23 février 1993 (en français).

Extrait :

Une balle en plein cœur, une autre dans un poumon. Valéry Place, 23 ans, infirmière de l'organisation huma-

nitaire irlandaise Concern a été sauvagement abattue lundi par un tireur non-identifié sur la route reliant Mogadiscio à Baïdoa.

En janvier, un membre de l'UNICEF était tué d'une rafale dans le dos à Kisimayo et un responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) était assassiné à Bardera par des pillards somaliens.

Trois meurtres de volontaires d'organisations humanitaires en moins de deux mois : l'insécurité dans les villes et sur les routes grandit malgré la formidable opération de force entamée par le contingent international sous commandement américain le 9 décembre dernier. [...]

Loïn d'être un épiphénomène, ce meurtre s'inscrit dans une montée de l'insécurité que ne peuvent enrayer les chars et les hélicoptères américains. « *Chaque véhicule individuel devient une cible* », constate Marc Mullan. « *Il nous faut une arme lourde pour faire peur aux assaillants* ».

Depuis le début de l'opération « *Rendre l'espoir* », les organisations humanitaires, autrefois défendues par des escortes aussi bien armées que leurs assaillants, n'ont plus cette protection. « *J'ai peur de circuler en voiture maintenant* », ajoute le responsable de Concern. « *Je préférerais la période des combats. Maintenant le danger est partout* », dit de son côté un responsable du CICR, Jeff Loan.

« *Depuis quelques jours, nous avons décidé de ne plus circuler par la route à l'extérieur de la capitale. Dans Mogadiscio, nous faisons le minimum de déplacements* », ajoute-t-il.

Le 26 mars, à Mogadiscio, des soldats étasuniens, se sentant menacés par des jets de pierres sur leur véhicule, tirent dans la foule, blessant des enfants.



« *Des soldats américains tire dans la foule, blessant quatre personnes* » Alain Bommenel, AFP (France), Mogadiscio, 26 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

« *Ce vendredi, un soldat américain a ouvert le feu sur une foule de civils somaliens qui jetaient des pierres sur sa jeep, blessant sérieusement trois enfants* » a déclaré un porte-parole de la force multinationale des Nations unies (...)

Selon lui les enfants sont « *gravement blessés, mais devraient survivre.* »

Quelques minutes auparavant, la même foule avait jeté des pierres sur une autre jeep américaine, une Humvee, et un soldat avait lancé une « *tir de semonce* » qui avait ricoché et blessé un autre Somalien.

Selon lui, une enquête a été ordonnée sur cet incident qu'il dit « *regretter.* »

« *L'un des enfants blessés, une fillette de 12 ans, a été touchée par trois balles à la jambe et deux enfants de 13 ans ont été atteints aux jambes et à l'estomac. La quatrième personne, dont on ignore l'âge, a été blessée à la tête* » a-t-il ajouté.

Les incidents se sont déroulés lors de manifestations de protestations contre le déploiement vendredi de 2000 soldats américains dans le port de Kisimayo pour empêcher les combats entre factions rivales qui veulent prendre le contrôle de la ville. [...]

Les forces étrangères sont souvent attaquées par les militants armés des diverses factions et par des foules hostiles de civils.

Treize soldats américains sont morts depuis que la force multinationale a lancé son opération « *Restaurer l'espoir* » le 9 décembre pour protéger les livraisons d'aide aux millions de Somaliens affamés à cause de la sécheresse et les années de guerre civile.

Deux soldats américains vont passer en cour martiale pour avoir abattu de jeunes Somaliens.

Le même jour, le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 814 qui donne son aval à une opération de maintien de la paix à large échelle, baptisée ONU-SOM II, qui devrait prendre progressivement le relai de l'UNITAF avec 28000 militaires et 2800 civils. Il s'agira de l'une des plus importantes opérations de ce genre jamais entreprises par l'ONU.



« *Le Conseil de sécurité approuve la force de maintien de la paix de l'ONU pour la Somalie* » AFP (France), Nations unies, 26 mars 1993 (en anglais).

Vendredi, le Conseil de sécurité a donné son feu vert à une opération de l'ONU à grande échelle en Somalie (ONUSOM II) qui doit remplacer la force actuellement menée par les Etats-Unis.

Le Conseil a approuvé le transfert d'autorité à l'unanimité, en votant pour la mise en œuvre de la plus grosse opération jamais organisée par les Nations unies, engageant 28000 soldats, et incluant une force de déploiement rapide étasunienne, en plus de 2800 employés civils.

Le Conseil a décidé que le mandat des Nations unies en Somalie expirerait le 31 octobre 1993, à moins qu'il ne soit étendu d'ici là.

L'ONUSOM II prendra progressivement le relais de l'opération de secours multinationale dirigée par les Etats-Unis déployée en Somalie en décembre dernier.

Dans les mois qui suivent, la section hollandaise et la section française¹² de MSF vont mettre fin à leurs activités en Somalie. La première n'accepte plus le niveau d'insécurité et la seconde le niveau de compromis qu'elle doit assumer pour pouvoir mener des opérations. La section belge va subir autant de pression que ses homologues mais décidera de maintenir coûte que coûte ses programmes à Kisimayo.

MSF Hollande : « le niveau d'insécurité n'est plus acceptable »

Dans la nuit du 27 au 28 février l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa est attaquée par ses propres gardes armés. Le coordinateur est menacé de mort s'il ne quitte pas le pays, l'administrateur somalien est battu et 35 000 \$ sont dérobés. Huit expatriés sont évacués.

Dans un premier temps, souhaitant laisser les volontaires informer eux-mêmes leurs familles et prendre le temps de trouver une solution sur le terrain, MSF Hollande ne communique pas sur l'incident. Mais la télévision nationale ayant délivré l'information, MSF diffuse un communiqué de presse le 2 mars, qui expose les craintes de l'organisation concernant la détérioration de la situation à Baïdoa.



Fax du coordinateur de MSF Hollande à Baïdoa au responsable des urgences de MSF Hollande, 3 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Le 27 février 1993 à 22 heures, nous étions tous éparpillés dans la base. Certains travaillaient encore, d'autres discutait avec les uns et les autres dans divers endroits de la base entre la maison et le bureau.

5 gardes armés étaient présents dont 4 en service de nuit, un cinquième venait d'une autre base.

Ils ont rassemblé toute l'équipe et Abbas, l'infirmier local, qui vit également dans la base. Ils nous ont tous enfermés dans la chambre d'Abbas et de Mohamed, le cuisinier, en postant un garde armé à l'entrée. Abbas servait d'interprète.

On nous a dit qu'on ne nous ferait aucun mal, à condition qu'on obéisse à leurs ordres. Plus tard, ils justifieront

leur action en disant que le coordinateur était une mauvaise personne qui avait renvoyé des gardes et diminué les salaires de certains autres.

Le coordinateur logistique (Arjo) a été emmené hors de la pièce avec Abbas. Arjo a été forcé d'ouvrir le coffre, situé dans la pièce de stockage, qui contenait 2500 dollars. Ils ont également mis la main sur l'équivalent de 10000 dollars en monnaie locale, qui était conservé dans une boîte en métal dans la salle radio.

On avait tout cet argent dans la maison parce que le lendemain était un jour de paye.

Les voleurs savaient qu'il y avait 10000 dollars de plus dans la maison. En fait, cet argent avait été changé par une filière qu'ils ne connaissaient pas quelques jours plus tôt et avait été gardé à l'aéroport par les forces de l'UTF (Unified Task Force).

Quand les voleurs en ont demandé plus, Arjo leur a donné son propre argent, une somme de 7500 dollars, qu'il gardait dans sa chambre. Il n'a pas subi de violence physique. Il a été reconduit dans la pièce.

Ils ont alors accusé le coordinateur (et jusqu'à un certain point les logisticiens) de mauvaise gestion et annoncé que pour cette raison ils devaient être tués.

J'ai été amené à la salle de radio (avec Abbas) et questionné sur l'endroit où se trouvait encore de l'argent. Je leur ai dit que je n'en savais rien. On m'a demandé de donner la preuve que je disais vrai via les registres de compte. Je n'y connais rien aux livres de compte, que sur ce projet je ne suis pas amené à gérer. Je n'ai pu que leur répondre que je ne pouvais pas le faire. Pendant cette discussion le chef des gardes a épaulé son fusil plusieurs fois et m'a lancé d'une voie agressive qu'il voulait me tuer (apparemment ce sont les seuls mots d'anglais qu'il connaît). A chaque fois, Abbas s'écroulait en tremblant dans un coin. Finalement on m'a ramené dans la pièce, avec les autres. Le suivant à être emmené était Jonathan, le logisticien. Il a été absent un court moment, sa chambre a été fouillée mais il n'a subi aucune violence.

Le coordinateur a été de nouveau sorti de la pièce et je me suis retrouvé face à ma valise, qui avait été ouverte et fouillée de fond en comble. Un fusil était pointé sur ma tempe. Comme ils ne trouvaient rien, ils m'ont ramené dans la pièce.

A l'exception de l'un d'entre eux qui gardait un œil sur nous, ils se sont absentes pendant 15 minutes pendant lesquelles ils ont sans doute fouillé le reste de la base. Pendant ce temps, Mohamed, le cuisinier, a été ramené, après une sortie en ville. Il a été jeté dans la pièce avec nous.

Abbas a été sorti de la pièce et questionné. Plusieurs fois ils l'ont jeté contre le mur et le sol.

Puis le chef de la sécurité s'est encore exprimé. Il a déclaré que nous resterions enfermés dans cette pièce jusqu'à 7 heures du matin et que je devais partir sur le premier vol possible demain matin. On nous a apporté à boire et on nous a dit de faire nos besoins dans le coin de la pièce. Nous n'avons pas été autorisés à parler ou à quitter la pièce.

Ils ont tous quitté la pièce. Ne sachant pas s'ils avaient vraiment quitté la base, nous n'osions pas nous aventurer

dehors. A 2 heures, quelqu'un a frappé au portail, preuve que les voleurs étaient partis.

Les soldats de la task force ont été immédiatement prévenus. Cela leur a pris 25 minutes de venir nous rejoindre. Ils ont repris en main la sécurité de la base. On a tout fouillé mais on pense qu'ils n'ont rien pris d'autre. Je voudrais faire quelques remarques :

L'équipe s'est très bien comportée. Personne n'a craqué, ce qui aurait pu aisément conduire à une situation plus dangereuse.

Abbas est totalement innocent. Il travaille depuis très longtemps avec MSF et était complètement choqué. On a décidé qu'il prendrait l'avion avec moi le jour suivant, parce que sa situation en Somalie était trop délicate. Le fait qu'on m'ait accusé d'être une mauvaise personne vient de plusieurs événements qui ont eu lieu ces dernières semaines.

Le problème le plus important pour les Somaliens, c'est que j'ai diminué le nombre de gardes armés de 97 à 79. J'ai aussi baissé les salaires des gardes de 40% afin qu'ils soient tous au même niveau. Leurs salaires sont passés de 1 375 000 à 900 000 shillings somaliens. Pour information, le salaire d'une infirmière s'élève à 700 000 shillings somaliens.

J'ai diminué l'effectif parce qu'à mon avis ils étaient trop nombreux. Ce n'est pas une bonne politique de dépendre d'une troupe permanente sur laquelle on n'a aucun contrôle, qui peut nous faire chanter à tout moment. J'ai aussi essayé de transformer des bandits en gardes. Apparemment, ici en Somalie, cela ne marche pas.

Je voudrais dire ceci :

Soumis à un régime brutal et despotique, les Somaliens ont perdu les valeurs qui les portaient depuis des temps immémoriaux, leur amour de la liberté, de l'égalité, de la justice, leur sens du fair play, de la famille, leurs valeurs sociétales et religieuses.

Aujourd'hui les Somaliens sont réduits à vivre dans un bain de sang et une guerre civile sans aucun sens qui monte un clan contre l'autre. Les forces de la paix restent impuissantes dans un pays qui a perdu les dernières traces d'un ordre quelconque.

Est-il bien raisonnable de négocier avec des mouvements rebelles et des individus qui ont dégénéré en maîtres-chanteurs, voleurs et assassins ?

Il n'a pas été facile pour moi d'écrire ce rapport. J'espère avoir de vos nouvelles aujourd'hui.

Pieter.



« Re – communiqué de presse du 2 mars en Somalie » **Fax** du département communication de MSF Hollande à toutes les sections et les bureaux MSF, 2 mars 1993 (en anglais).

Chers tous

Pour votre information, voici un communiqué de presse que MSF Hollande a distribué aujourd'hui. Il est en principe destiné à la PRESSE HOLLANDAISE seulement.

La semaine dernière, l'équipe MSF de Baïdoa a été cambriolée. Comme l'équipe voulait d'abord contacter les familles, nous n'avons pas diffusé le communiqué de presse le dimanche. Et nous attendions le bon moment pour le diffuser – quand certaines choses seraient réglées, certaines solutions trouvées, peut-être à la fin de la semaine. Mais la télévision nationale a entendu parler des évacuations par hasard et a décidé d'en faire un grand sujet pour le journal de ce soir. Donc nous avons décidé de diffuser le communiqué nous-mêmes aujourd'hui. Nous espérons ainsi pouvoir limiter le nombre de couvertures à sensation et qu'un message plus « positif » sera passé. Ce communiqué ayant pour objectif essentiel de « contrôler les dégâts », nous suggérons qu'il ne soit diffusé qu'en Hollande.



« MSF craint une détérioration de la sécurité à Baïdoa » **Communiqué de presse** de MSF Hollande, Amsterdam, 2 mars 1993 (en anglais).

MSF redoute une détérioration de la sécurité en Somalie. L'ONU n'est pas capable de garantir la sécurité des organisations de secours. Le week end dernier, l'équipe de MSF Hollande à Baïdoa a été cambriolée.

La situation sécuritaire en Somalie semble glisser de nouveau vers ce qu'elle était avant l'intervention étasunienne. En conséquence, à Kisimayo, Merka et Baïdoa, aucun déploiement supplémentaire de l'aide pourtant nécessaire ne peut avoir lieu. En Somalie, l'ONU est responsable de la protection des organisations de secours mais ses moyens sont insuffisants. MSF Hollande et d'autres organisations de secours négocient actuellement avec les Nations unies à Baïdoa.

Le week-end dernier (dans la nuit de samedi) la maison de MSF Hollande a été cambriolée. Les onze membres de l'équipe ont été pris en otage pendant une heure. Les cambrioleurs ont emporté une quantité d'argent importante et des effets personnels de l'équipe. MSF Hollande a provisoirement évacué sept volontaires au Kenya. Les volontaires qui sont restés et le personnel national poursuivent le programme de MSF Hollande à Baïdoa. Des gardes australiens de l'ONU protègent actuellement la base de MSF.

MSF Hollande est la seule organisation qui prodigue une aide médicale à grande échelle à Baïdoa. Chaque jour, au poste de santé et près des centres de nutrition, environ 800 patients sont soignés pour le paludisme, des diarrhées et la gale. Et 40 patients sont traités dans l'hôpital de campagne.

60 000 personnes résident à Baïdoa, dont 40 000 déplacés.



Je suis parti en février. J'étais totalement épuisé, brûlé. J'ai vu un psychologue régulièrement pendant un mois. J'avais vu trop de massacres, trop d'enfants

morts. J'avais passé trop de temps au milieu des combats. C'était ma première expérience en situation de guerre. J'étais chez moi depuis environ cinq jours lorsque j'ai entendu à la radio que des humanitaires avaient été pris en otage à Baïdoa par leurs propres gardes. C'était mon équipe, avec mon remplaçant, un gars qui n'avait pas beaucoup d'expérience. Quand il est arrivé là-bas, l'une des premières choses qu'il a faites – et c'était stupide – a été de baisser les salaires des gardes.

J'avais de très bons contacts avec mes gardes. La nuit, on s'asseyait tous ensemble avec un interprète et on blaguait. Je les connaissais et je discutais avec eux. Nos vies étaient entre leurs mains – et ils auraient pu facilement retourner leurs armes contre nous. Quand je suis parti, j'étais très fier d'entendre leur chef dire : « C'est dommage que tu partes. Maintenant nous allons nous sentir orphelins ». Mon remplaçant, lui, leur a dit : « On va baisser vos salaires. » Les gardes ont répondu : « Ah oui ? vraiment ? » Ils ont fait asseoir tout le monde, ont ouvert le coffre et tout volé. Je n'ai connu ces détails que plus tard parce que j'étais déjà très perturbé et cela m'a perturbé encore plus.

Wouter van Empelen, Coordinateur de MSF Hollande à Baïdoa, de novembre 1992 à février 1993 (en anglais)

Le 16 mars, MSF Hollande diffuse un communiqué de presse annonçant que son équipe de Baïdoa est de nouveau au complet et travaille désormais sous la protection directe du contingent australien de l'UNITAF. Mais un mois plus tard, le 26 mars, l'un des gardes armés que l'équipe a conservé pour assurer la protection de l'hôpital est abattu par un soldat des forces australiennes de l'UNITAF.



« Protection par des militaires des Nations Unies - Somalie : l'équipe de Médecins sans Frontières à Baïdoa de nouveau au grand complet » **Communiqué de presse** MSF Hollande, 16 mars 1993 (en néerlandais).

L'équipe de MSF dans la ville de Baïdoa, en Somalie est de nouveau au grand complet. Une partie des collaborateurs avait été évacuée vers le Kenya après une attaque perpétrée il y a quelques semaines.

Le retour des travailleurs humanitaires se justifie par le fait que la sécurité est désormais assurée par les militaires australiens des Nations unies qui montent la garde auprès du bureau-résidence de MSF. L'équipe avait été attaquée dans la nuit du samedi 26 février et une partie de l'équipe avait été évacuée temporairement. Les quatre membres restés sur place ont poursuivi leurs actions d'aide médicale auprès de la population de Baïdoa en collaboration avec le personnel local. Aujourd'hui, l'équipe compte huit

membres. La situation est calme en ce moment à Baïdoa, mais en dehors de la ville, les conditions de sécurité restent préoccupantes. De ce fait, l'augmentation de l'aide prévue pour la région de Baïdoa est provisoirement différée.

A Baïdoa, Médecins Sans Frontières est la seule organisation qui apporte une aide médicale à grande échelle. Chaque jour, dans les polycliniques et centres de nutrition, ce sont quelque huit cents patients qui sont traités contre la diarrhée, les infections des voies respiratoires, le paludisme ou la gale. Par ailleurs, Médecins Sans Frontières a construit un hôpital mobile où sont soignés trente patients gravement malades. Aujourd'hui, Baïdoa compte 60000 habitants dont environ 40000 réfugiés.



« **Sitrep Somalie** » MSF Hollande, 26/28 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Dans la soirée du 26-3-93 l'un de nos gardes a été abattu d'une balle dans la tête par un soldat australien.

Selon le major Stanhope des forces australiennes l'incident s'est déroulé de la façon suivante :

Vers 17h une patrouille australienne est venue inspecter la situation autour des puits qui se trouvent juste derrière notre centre de consultation. Une rumeur courait que les gardes du centre faisaient payer l'eau du puits. Ils ont aussi inspecté le centre, sans aucun problème.

Vers 22h25 une autre patrouille est revenue au même puits, pour une nouvelle inspection. Alors que des membres de la patrouille discutaient avec les gens autour du puits, via un interprète, l'un des soldats a balancé un coup de torche par-dessus le mur du centre, à l'intérieur du centre. Il a vu deux hommes. L'un d'entre eux s'est glissé vers un lit, en a sorti un fusil et l'a pointé sur le soldat. Le soldat lui a demandé plusieurs fois d'arrêter, en somalien, puis il a tiré plusieurs fois et s'est mis à couvert derrière le mur de la base. Il a entendu l'impact de plusieurs balles sur l'autre côté du mur et a lancé une grenade dans cette direction.

La moitié de la patrouille s'est dirigée vers le portail pour entrer dans la base. Celle-ci était fermée et ils ont lancé une autre grenade avant d'escalader le mur de la base. Ils ont fouillé la base, ont entendu du bruit, probablement quelqu'un qui escaladait le mur pour fuir. Ils se sont rassemblés devant le portail pour fouiller la base de façon plus approfondie.

A ce moment-là un homme est sorti du centre, avec une arme épaulée, qui tremblait. Il a été abattu.

La force de réaction rapide, déjà en alerte, est alors arrivée à la base, a tiré deux fusées pour éclairer la zone et a jeté une troisième grenade dans la base. On entendait encore des tirs.

Après le cessez-le-feu, la base a été fouillée. On a trouvé une femme qui a été interrogée. Le fusil de l'homme abattu était encore fumant.

Le lendemain matin de l'incident, le chef de la sécurité du centre et l'autre garde sont allés à l'aéroport avec

Jean-Marc et Jonathan pour parler aux Australiens. Le garde a admis avoir tiré avec son fusil. Ils ne savaient pas qu'ils avaient affaire aux Australiens. L'homme abattu était Mohamed Adan Ali, un employé de MSF, garde du centre n°1. Il laisse derrière lui deux épouses et six enfants. Cet après-midi j'ai parlé à son frère et au chef de clan. Nous paierons 2 000 000 shillings pour les funérailles et les aiderons à obtenir une compensation financière de la part des Australiens, à trouver du travail pour l'une des femmes de Mohamed au sein de MSF et nous assisterons demain à cérémonie. [...]



« Les soldats australiens abattent un Somalien »
Reuters (Royaume-Uni), 27 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Les soldats australiens ont abattu un Somalien après qu'on leur a tiré dessus près de la base de Médecins Sans Frontières dans le centre de la ville de Baïdoa, a déclaré samedi un porte-parole de l'armée étasunienne. « Ils ont riposté et un Somalien a été tué et un autre légèrement blessé », a-t-il ajouté.

Le 23 avril, des médias néerlandais annoncent via une source de Mogadiscio que MSF Hollande envisage de se retirer de Baïdoa. La fermeture a lieu le 26 avril. Elle est annoncée publiquement le 3 mai par un communiqué de presse.



Fax de Jules Pieters, responsable des urgences, et Hans Joosten, chargé de communication, MSF Hollande, à Arjo Berkhout et Arjan Hehenkamp, MSF Hollande Nairobi et Mogadiscio, 23 avril 1993 (en anglais).

Bonjour,
Plusieurs medias néerlandais annoncent ce matin que MSF Hollande envisage de se retirer de Baïdoa (source Reuters à Mogadiscio).

Contenu :
Baïdoa est de nouveau dangereux.
MSF Hollande envisage de se retirer de Baïdoa à cause de la montée de la violence dans la ville. Ces derniers jours plusieurs actes de violence ont eu lieu. 5 Somaliens travaillant pour plusieurs ONG ont été tués et une infirmière de CARE a été tuée mardi. L'équipe de MSF fait régulièrement l'objet de menaces de la part de bandits qui pillent les entrepôts. MSF va se retirer si la sécurité ne s'améliore pas. Une organisation américaine envisage de fermer son centre médical dans la ville. L'UNITAF va accroître ses patrouilles.

Voilà!

IMPORTANT:

Avec une telle information dans les médias il est important que nous ayons UN porte-parole et non plusieurs qui auront toujours tendance à présenter les choses de façon légèrement différente.

En conséquence, TOUS LES JOURNALISTES (y compris ceux de Nairobi) DOIVENT ETRE ORIENTES VERS LE BUREAU D'AMSTERDAM ; Jules Pieters s'occupera des relations avec la presse.

Cela signifie que nous ne laisserons pas les journalistes appeler Baïdoa (ce qu'ils aimeraient certainement faire). Dans chaque entretien nous soulignerons:

- Nous envisageons de nous retirer si la sécurité ne s'améliore pas. En ce moment nous négocions avec les parties impliquées. Cela peut prendre au moins une semaine.

- Ce n'est pas la première fois que nous envisageons de nous retirer. Après le cambriolage au cours duquel des membres du personnel ont été pris en otage (dernier week end de février) nous avons aussi envisagé de nous retirer. A l'époque nous avons pu opérer quelques aménagements de sécurité, mais la situation se dégrade de nouveau. [...]




« Somalie: les conditions de sécurité ne sont plus acceptables à Baïdoa - Médecins sans Frontières suspend son programme d'aide » **Communiqué de presse**, MSF Hollande, Amsterdam, 3 mai 1993 (en néerlandais).

Les conditions de sécurité dans la ville somalienne de Baïdoa sont devenues inacceptables pour Médecins Sans Frontières. Les menaces à l'adresse de Médecins Sans Frontières sont de plus en plus nombreuses. L'organisation a donc décidé de suspendre le programme d'aide à Baïdoa pour une durée indéterminée. Entre-temps, les dix membres de son équipe ont été évacués vers le Kenya. Assurer la sécurité des travailleurs humanitaires à Baïdoa 24 heures sur 24 est une mission impossible pour les troupes australiennes de l'ONU. Le mois dernier, l'équipe de Médecins Sans Frontières a régulièrement reçu des menaces de mort et il y a suffisamment d'éléments pour prendre ces menaces au sérieux. Une concertation avec les différentes parties n'a pas abouti à une amélioration des conditions de sécurité. Ce motif a suffi pour transférer une partie de l'équipe à Nairobi il y a quinze jours. Médecins Sans Frontières reprendra le programme d'aide si les conditions de sécurité s'améliorent.

A Baïdoa, Médecins Sans Frontières a été victime d'actes de violence à plusieurs reprises. Fin février, l'équipe a été détournée et prise en otage par ses propres gardiens. Et il y a deux semaines, une infirmière somalienne de Médecins Sans Frontières a été assassinée chez elle. L'insécurité croissante à Baïdoa est une conséquence directe du fait que, jusqu'à présent, la branche politique de l'intervention de l'ONU (ONUSOM) n'a pas été en

mesure de créer une bonne base pour la paix en Somalie. Cela aurait dû passer par l'instauration d'une force de l'ordre et par le rétablissement de la justice.

Médecins Sans Frontières assure une assistance médicale à Baïdoa depuis septembre 1992. Chaque jour, dans les polycliniques et centres de nutrition, quelque huit cents patients étaient traités contre la diarrhée, les infections des voies respiratoires, le paludisme ou la gale. Par ailleurs, Médecins Sans Frontières avait mis en place un hôpital mobile pour soigner des patients gravement malades. Aujourd'hui, Baïdoa compte 60000 habitants dont à peu près 40000 réfugiés. A Baïdoa, Médecins Sans Frontières employait environ 250 personnes somaliennes, dont la plupart sont formées par le personnel médical.

 *Je ne sais pas combien de fois j'ai dû me rendre à Baïdoa pour discuter avec l'équipe. Il est clair que je m'y sentais encore moins en sécurité après l'intervention militaire qu'avant. Tout était complètement déséquilibré et les militaires ne savaient pas comment faire avec les Somaliens. Les Américains se comportaient stupidement. Puis le contingent australien a pris le relais. Un jour, un commandant a pris la décision de désarmer nos gardes. C'était une erreur, bien sûr. Plus tard, ils leur ont rendu leurs armes, mais cela avait suscité une grande colère parmi les gardes somaliens. A mon avis, le contingent australien était l'un des meilleurs. Ils ont appris rapidement. Nous avons de bonnes relations avec eux. Ils nous aidaient tout en restant à distance.*

Puis les gens de MSF ont été pris en otage pendant deux jours et l'armée australienne a dû protéger le compound. Plus tard lorsque nous avons été attaqués par une faction somalienne, ils ont protégé la base, parce qu'il n'y avait pas d'autre solution. Peu après nous sommes partis, car la situation ne nous permettait plus de travailler là-bas.

Jules Pieters, responsable du desk des urgences de MSF Hollande (en anglais),

MSF France : se distancier du militaro-humanitaire

Le 10 février, les responsables de MSF France au siège comme sur le terrain constatent que les équipes sont contraintes d'évoluer dans des périmètres de sécurité imposés par les militaires.

Le 24 février, le coordinateur de MSF France pour la Corne de l'Afrique demande qu'une conférence de

presse soit tenue pour dénoncer les dégâts humains causés par l'opération « Rendre l'espoir ».

Sur le terrain, l'équipe constate que la phase d'urgence de la crise nutritionnelle est terminée sur ses programmes alors que la sécurité continue à se détériorer. Elle note aussi que MSF n'est pas présent là où les besoins sont les plus aigus. Elle se demande quelle est désormais la place de l'organisation dans un contexte entièrement sous l'emprise de l'opération militaro-humanitaire et du racket somalien.

Lors de sa réunion du 5 mars, le conseil d'administration de MSF France débat de la pertinence du maintien ou du retrait éventuel des équipes en Somalie alors que leur sécurité se dégrade et que les centres nutritionnels se vident, le pic de la famine ayant été dépassé.



Compte-rendu de la réunion du département des opérations, MSF France, 10 février 1993 (en français).

Somalie : la sécurité se dégrade. Les périmètres de sécurité sont établis par rapport aux militaires. A l'extérieur de ces périmètres, c'est la catastrophe. MSF essaye de répondre à ce problème en reprenant des gardes. Mais nous sommes de plus en plus attirés dans les zones de sécurité par les militaires ; c'est une contrainte difficile à accepter. Il faut voir s'il existe une différence entre ces zones et faire le bilan de la conduite des autres agences.



Fax de Thierry Durand, coordinateur de MSF France pour la Corne de l'Afrique, à Dominique Martin (responsable de programme), Marc Gastellu (Directeur adjoint des opérations), Brigitte Vasset (directrice des opérations) et Rony Brauman (président), 24 février 1993 (en français).

Salut à vous tous

C'est au sujet de la Somalie que je voudrais vous alarmer aujourd'hui.

Sean Devereux, Kurt Lustenberger, Valérie Place, des dizaines de travailleurs humanitaires somaliens ont payé du prix de leur vie leur dévouement pour la Somalie et la «restauration d'un environnement humanitaire sûr dans le pays.»

En trois mois d'une intervention militaire censée rétablir la sécurité des opérations humanitaires en Somalie, trois morts. Il pourrait y en avoir trente, ce serait identique.

30000 hommes déployés en terre somalienne, troupes d'élite patrouillant sous l'œil avide des caméras, d'une arrogance unique envers les Somaliens, retranchés la nuit dans des camps fortifiés, 80 millions de dollars, objectif « pertes zéro ».

Les agences humanitaires désarmées, démunies face à un banditisme qui n'a fait qu'empirer, devenues des cibles mouvantes, victimes de la haine de l'étranger s'étant emparée de la société somalienne sont en danger de mort violente à chacun de leurs gestes.

Aujourd'hui l'opération «*Restore hope*» est un leurre, un échec qui se mesure en nombre de cérémonies funèbres. Demain le deuil sera chez nous en direct. Il faut agir, faire réagir.

Je pense que nous devons faire une conférence de presse forte sur ce sujet, faire sortir les spectateurs du show de la douce litanie des chiffres rassurants et des images bandantes de musculeux texans.

Il faut le faire vite. Fort.



«**Rapport d'activité** dec 92, janvier/février 93 MSF Mogadiscio, Somalie», Brigitte Doppler, Isabelle Fournier, Clemens Vasich, MSF France, mars 1993 (en français). **D71** [↗](#)

Extrait

Conclusion:

Depuis le début de «*Restore hope*», la situation nutritionnelle s'améliore; les distributions de nourriture se déroulent mieux et dans plus de secteurs.

En ce qui nous concerne, il est temps de mettre à plat notre action en Somalie:

Nous sommes sortis de l'urgence

Le programme de prise en charge nutritionnelle touche à sa fin

Nos programmes sont rentrés dans une phase de routine

Il est de plus en plus difficile de travailler au quotidien du fait de l'insécurité et de l'environnement militaire

Nous sommes absents des endroits où les besoins sont les plus importants (Khansardere, Brava et Sablale).

La sécurité des équipes humanitaires, quant à elle, se détériore:

Le fragile équilibre qui jusque là était essentiellement basé sur le pouvoir de certains clans (sub clans) avec lesquels nous travaillons depuis le début ne peut perdurer depuis que ceux-ci voient leur autorité se réduire comme peau de chagrin.

Il suffit de comptabiliser le nombre d'incidents ayant eu lieu depuis le 9 décembre pour en être convaincu.

3 expatriés ont été tués depuis le début de l'intervention, les trois assassinats dans des zones «sécurisées» par les troupes.

Par ailleurs, la présence des troupes dans certains endroits a créé, comme nous le redoutions, des «zones d'insécurité» comme Khansardere et Brava Sablale.

A Mogadiscio le sentiment anti américain s'aiguise. Il s'avère après trois mois d'intervention qu'il est difficilement possible de se démarquer et que dans l'inconscient collectif, l'amalgame NGO/UN/UNITAF [ONG, ONU, UNITAF] tant redouté se précise (nous sommes tous des «white skin» du même clan) notamment depuis les événements du 26 février quand nos gardes nous ont

clairement dit que nous étions assimilés aux Américains.

Sur le plan politique, rien n'est résolu. La 2^{ème} conférence de réconciliation qui se tient à Addis Abeba mi mars ne rassure personne: les Habr Guedir (USC/Aïdid) [CSU/Aïdid] sont de plus en plus indésirables dans les zones qu'ils se sont attribuées pendant la guerre, le SDM [MDS] de Baïdoa semble vouloir faire sécession d'avec le SNA [ANS] et retrouver une autonomie régionale. A Kisimayo, le SPM [MPS] et le SNF [FNS] transforment depuis un mois la ville en poudrière au nez et à la barbe des troupes belges et américaines. A Galcaio les affrontements entre SSDF [FDSS] et USC [CSU] continuent à l'ombre des troupes étrangères...

Avons-nous notre place dans cette Somalie d'aujourd'hui où tout est orchestré par les forces militaires et l'ONUSOM d'une part et par le racket somalien d'autre part?

Et si oui comment et pour quelles actions?

La visite de Dominique Martin (responsable de programme) et de Bernard Pécol (directeur général) doit déboucher sur des réponses à ces questions après réunions avec les différents coordinateurs de terrain et de capitale ainsi qu'avec les représentants des autres sections.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France du 5 mars 1993 (en français). **D72** [↗](#)

PROTECTION DES EQUIPES EN SOMALIE

Les chiffres émanant des enquêtes de mortalité effectuées récemment sont alarmants : à Baïdoa, 70 % des enfants de moins de 5 ans sont morts entre mai et novembre 1992. A la suite de l'historique de l'action de MSF en Somalie, présenté par Marc Gastellu, Dominique Martin dresse le constat de la situation actuelle :

- La couverture sanitaire diminue pendant que l'insécurité augmente.

- Les besoins sont impossibles à connaître, tout déplacement hors des centres de nutrition étant exclu pour des raisons de sécurité

- 2000 enfants sont actuellement présents dans nos feedings contre 15000 à une époque, sans qu'il soit possible d'analyser les raisons de cette diminution.

- Les tensions se sont accrues, particulièrement vis-à-vis des gardes, avec qui toute négociation est maintenant impossible : l'équipe de MSF Hollande a été menacée par ses gardes sans possibilité d'intervention.

- Les déplacements des équipes sont de plus en plus dépendants des militaires, dont l'efficacité est relative et dont on ne connaît pas la durée de présence sur le terrain. Une confusion s'installe également dans l'esprit des gardes, participant à la dégradation des rapports.

- Confusion également dans la population somalienne entre les ONG et les militaires, tous les étrangers étant de plus en plus rejetés.

De l'analyse de tous ces points, il apparaît que l'espace de liberté d'action des ONG s'est considérablement réduit.

Le problème du maintien des équipes sur le terrain se pose et une analyse sur le terrain est nécessaire pour décider des modalités de ce maintien ou d'un retrait éventuel.

Marc Gastellu souligne la difficulté de prendre une telle décision

- 2000 enfants sont actuellement dans nos feedings,
- un départ pourrait avoir de graves conséquences auprès des autres ONG, les gardes n'appréciant pas l'idée de voir disparaître une source potentielle de richesses.
- Le poids de MSF est encore bien réel en Somalie sur le plan des interventions et des conseils.

Catherine Damesin rappelle que dans l'éventualité d'un départ, les campagnes de recherche de fonds qui ont été faites sur la Somalie nous mettraient dans l'obligation de témoigner, mettant d'autant plus en danger les ONG restées sur le terrain.

Dominique Martin estime que la question de la sécurité des autres ONG est un point fondamental, mais indépendant du fait d'un témoignage.

Jean-Christophe Rufin remarque que dans toute la presse l'opération militaire en Somalie est considérée comme une réussite, il serait peut-être utile de communiquer pour relativiser cette opinion, tout en restant sur le terrain.

Rony Brauman estime que la communication n'est pas simple sur la question de l'opération militaire : comme Brigitte Vasset, il estime que c'est un échec en ce qui concerne le but recherché du désarmement des différentes factions, mais la distribution alimentaire a eu des conséquences positives sur la population.

Du 8 au 12 mars, Bernard Pécoul, le directeur général, et Dominique Martin, le responsable de programme de MSF France, visitent les missions de Mogadiscio, Hoddhur et Wajit. Ils rencontrent toutes les équipes ainsi que les responsables des autres sections MSF et d'autres ONG et font le point sur les besoins, les programmes et les questions de sécurité. Il est alors décidé de mettre en œuvre un processus de désengagement des programmes sur deux mois avec passation à d'autres ONG.



« Somalie: visite du 8 au 12 mars 1993 », **Rapport** de Bernard Pécoul, directeur général, et Dominique Martin, responsable de programme MSF France (en français). **D73** [🔗](#)

Extrait:

Objectifs de la visite :

- faire le point, avec les équipes, sur l'adéquation entre les besoins sanitaires et nutritionnels et les conditions de sécurité.
- revoir la question de notre « dépendance » à la lumière de l'évolution récente.

- réorienter la mission en fonction des informations recueillies.

Ont été rencontrés :

- les chefs de bande de : Irish Concern, du CICR et de SCF
- les war-lords de MSF Belgique, MSF Hollande et MSF Espagne.
- Nous avons pu visiter Moga, Hoddur et Wajit.
- Hervé le médecin de Merka est venu à Moga et a réalisé l'ensemble de la visite avec nous.
- l'équipe de Kansardhéré a été rencontrée à Nairobi.
- Vendredi 12 a eu lieu une réunion générale avec un représentant au moins pour chaque mission, la coordination actuelle plus Nicolas [de Metz] et Brigitte [Doppler]. François Enten était également là avec Gilles Izard. Enfin de Nairobi ont participé Thierry [Durand] et Marie-Christine.

Après les analyses et les observations faites in situ les jours précédents, la discussion a porté pour l'essentiel sur les alternatives possibles à savoir :

- le maintien de notre présence avec quelques adaptations.
- la fermeture rapide (voire instantanée)
- la fermeture progressive (sur 3 mois)
- la fermeture partielle avec redéploiement.

Les thèmes évoqués ont été les suivants :

- la diminution des besoins :

l'urgence nutritionnelle est derrière nous. Nous sommes passés de 15000 enfants dans les feedings en octobre à 3000 en mars (dont 90% sont en voie de récupération) Les taux de mortalité ont chuté dans la plupart des endroits et se rapprochent du seuil des 21/10000 /jour. L'évolution a été rapide.

Ceci peut s'expliquer par les effets de la forte mortalité, par le déplacement des populations qui retournent sur leurs villages ou leurs zones d'origine, par l'amélioration nette de leur statut nutritionnel en raison de l'effet combiné de l'aide alimentaire, des bonnes récoltes et de l'assistance nutritionnelle.

- l'insécurité

Le bilan de ces dernières semaines est lourd !

D'autre part les équipes ont le sentiment que la maîtrise de leur sécurité leur échappe de plus en plus.

Les situations sont différentes selon les endroits : Hoddur et Wajit sont sûrs, Kansardhéré, Moga ne le sont pas. Les endroits les moins sûrs sont, semble-t-il, ceux où les besoins sont les plus importants.

- la dépendance

Ce thème est lié au précédent.

Notre dépendance vis-à-vis des Somaliens n'est pas nouvelle, elle est cependant moins acceptable dans la mesure où les besoins ont régressé.

Notre dépendance vis-à-vis des militaires s'accroît chaque jour, ce que tout le monde dénonce.

- Le coût / bénéfice : les dépenses continuent sur le même rythme que l'an passé alors même que les besoins ont diminué. Ceci s'explique, en partie, par la difficulté à licencier des employés en raison des risques que cela ferait courir !

Le coût du traitement d'un malnutri a ainsi été multiplié par 2, au minimum, entre septembre et février.

Après discussion sur chaque proposition et l'évaluation des conséquences, la décision suivante a été prise :

- Départ assez rapide (maximum 2 mois), en essayant de repasser les programmes à d'autres ONG.
- Évacuation en cas de problème avec la «démobilisation» de nos gardes ou le licenciement des autres employés (nous employons 800 personnes)

Ce qui donne concrètement :

- Hoddur : diminution de moitié environ de l'équipe dans les 15 jours. Contacts avec des organisations intéressées (Samaritan, Concern, MDM Grèce)
- Wajit : fermeture dans les 15 jours. Transfert aux Grecs sus-cités.
- Kansardhéré : l'équipe n'y retourne pas. On continuera à superviser de loin, -à payer les salaires et à fournir le matériel jusqu'à notre départ.
- Merka : diminution de l'équipe de moitié. On ne retourne pas à Brava/Sablalé sauf pour les payes et l'Unimix
- Moga : pour l'instant statu quo. C'est le plus gros morceau du point de vue du désengagement, devrait subir les contrecoups des retraits en périphérie.

Une partie des équipes sera remplacée par des « négociateurs » dont Nicolas et probablement Brigitte.

Le poste de coordination médicale est supprimé. Clemens assurera une partie des négociations.

Chacun est conscient des risques d'une telle opération. Aussi doit-on rester aussi discrets que possible sur cette décision, et suivre l'évolution au jour le jour.

Tout incident sera évalué avec l'équipe et pourra entraîner une évacuation.

Toutes les personnes concernées, que ce soit sur le terrain, à Nairobi ou à Paris, restent mobilisées sur cette affaire pour intervenir si nécessaire.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 26 mars 1993 (en français). [D74](#)

Extrait :

Somalie, par Dominique Martin

Bernard Pécou et Dominique Martin se sont rendus en Somalie pendant une semaine et ont rencontré la plupart des équipes pour réfléchir sur l'opportunité de quitter la Somalie.

La décision de fermer la mission a été prise, essentiellement justifiée par la diminution très nette de la mortalité et la désertion des centres nutritionnels, conséquences de la surmortalité des mois précédents, du retour des populations dans les villages et de l'impact de l'aide internationale.

La question de la double dépendance aux gardes armés et aux forces militaires a également été invoquée.

Pour des raisons stratégiques de transmission et de sécurité tant à notre niveau que vis-à-vis des autres ONG, le départ se fera sur un mois et demi.

La situation est actuellement calme dans le pays et les négociations en cours à Addis Abeba sont en bonne voie.



L'année 93 est une succession d'incidents et de dérives de plus en plus graves, ... qui finissent par rendre évidents les dangers mortels de la militarisation dans ce contexte. On décide qu'on ne peut plus agir, que rester dans le cadre imposé par l'ONU, c'est faire tourner la machinerie militaro-humanitaire et se rendre complice de ses dérapages passés et à venir inévitables. Le départ est indispensable. La fonction de l'annonce et de la mise en œuvre de ce départ est de marquer une protestation vis-à-vis des méthodes de l'ONU et notre détermination à ne pas être associé à ces méthodes. Bernard [Pécou, directeur général] n'y va pas pour prendre la décision mais pour l'expliquer ou peut-être pour vérifier, pour faire « un dernier tour de piste ». La décision de départ est donc prise non pas au vu d'un examen de terrain spécifique, méticuleux et détaillé, mais au vu d'une analyse générale de ce qu'on qualifie à l'époque de fiasco sanglant et de notre volonté de ne pas y être associé. Mais nous tenons à ménager nos rapports avec les Somaliens. Car l'idée reste que de toute façon on n'en a pas fini avec la Somalie.

Dr Rony Brauman, président de MSF France
(en français)

En avril, dans le journal interne *Messages*, diffusé également à une centaine de médias, le président de MSF France s'interroge sur le brouillage des rôles entre les humanitaires et les militaires déployés par l'ONU sur les terrains où intervient l'organisation.



« Médecins Sans Frontières et l'ONU : entre nous, c'est ambigu... » Rony Brauman, président de MSF France, *Messages* n°59, journal interne MSF France, avril 1993 (en français).

Cambodge, Salvador, Somalie, ex-Yougoslavie, Mozambique, Irak, Angola, la liste est longue de ces pays meurtris où les équipes de MSF ont appris à travailler aux côtés de l'ONU ou de forces militaires internationales déployées sous la bannière bleue. Police internationale, armée humanitaire, forces d'observation, de maintien de la paix ou autorité provisoire, l'objectif est plus ou moins ambitieux, le déploiement plus ou moins massif, le mandat toujours flou. Le Nouvel Ordre Mondial existe, nous l'avons rencontré. Même s'il est bien présomptueux aujourd'hui de décider de sa vraie nature : s'agit-il d'une nouvelle modalité de l'affrontement séculaire entre nations et groupes d'intérêts rivaux ou de l'avènement lent et chaotique d'une maîtrise par le droit des passions humaines?

Selon que l'on voit l'Histoire comme une chronologie du progrès, version optimiste, ou comme la chronique du bruit et de la fureur des hommes, version tragique, on adoptera l'une ou l'autre de ces perspectives. Mais au-delà d'une appréciation globale sur la signification de ce phénomène, il nous faut repenser notre action en fonction de cette présence nouvelle et des transformations du paysage qu'elle entraîne. Qu'en Somalie, des troupes françaises, belges et américaines aient choisi de s'implanter dans des régions où interviennent précisément des organisations humanitaires de mêmes nationalités n'est pas indifférent. Que ces troupes proclament une vocation humanitaire au nom de laquelle elles s'engagent dans de véritables opérations de guerre, voilà qui devient franchement problématique, et pas seulement sur le plan des principes. Ce sont les relations des équipes avec leurs interlocuteurs locaux, la perception que peut en avoir la population auprès de laquelle elles travaillent, et naturellement leur sécurité qui sont mises gravement en jeu dans de telles conditions. A contexte et enjeux différents, problèmes similaires : en Bosnie, tous les volontaires sur place en sont conscients, l'identification est totale entre casques bleus et ONG, qui d'ailleurs se transforment insidieusement en sous-traitants des agences de l'ONU ou de la Communauté européenne. Dans les deux cas, notre marge de manœuvre, donc nos capacités d'action et de décision, se rétrécissent comme une peau de chagrin. Au point qu'en Somalie, nous nous interrogeons sur l'opportunité de poursuivre une mission dont les dangers semblent aujourd'hui hors de proportion avec le bénéfice réel que nous apportons à la population. Ailleurs, dans un contexte relativement apaisé comme au Cambodge, plus que l'état qu'elle représenterait pour les ONG c'est l'ampleur de l'intervention onusienne, le poids de ses effets secondaires sur une société en équilibre précaire, qui doivent être mis en rapport avec ses résultats. Le bilan n'est à vrai dire pas exaltant. Au Salvador, cependant, l'appui des Nations unies a sans doute permis de retrouver plus rapidement le chemin de la paix. Mais que penser du désintérêt total de la communauté internationale pour la Birmanie, l'Afghanistan, le Tadjikistan, l'ensemble caucasien, la plus grande partie du Soudan? Nos rapports avec les Nations unies sont complexes, ambigus : parfois encombrés par leur présence, nous sommes toujours frustrés de leur absence. Autant dire qu'il est urgent, pour parvenir à nous resituer dans ce contexte nouveau, de réfléchir concrètement à ce que nous en attendons et ce que nous en craignons. L'AG et le deuxième rapport « Populations en danger » devront être des moments privilégiés de cette réflexion.

Le 4 mai, les derniers programmes de MSF France à Mogadiscio sont fermés officiellement après un processus de retrait progressif que les responsables de la section jugent positif. Une coordinatrice reste sur place jusqu'en juin pour fermer la dernière mission, celle de Hoddur, établir un bilan des autres missions

et des relations avec l'ONUSOM et identifier les éventuelles zones à explorer. Un bilan de l'ensemble de la mission Somalie est prévu. Réalisé courant 1993 sous la forme d'une évaluation approfondie de la mission, il sera publié en février 1994.¹³



Compte-rendu de la réunion du 19 mai 1993 « Bilan du désengagement de Somalie et perspectives », Dominique Martin, responsable de programme MSF France (en français).

1) Bilan

Relecture de la discussion de Nairobi au regard des événements récents :

Notre départ de Somalie visait à se dégager du « dispositif MSF », à savoir les 800 employés dont une partie armée, et du dispositif UN pour retrouver notre indépendance, le fameux espace humanitaire.

L'expérience a montré que contrairement à nos craintes il était possible d'adapter notre dispositif, au moins en dehors de Moga, en fonction de notre activité, sans réactions brutales. Cette réalité est à mettre au crédit de la bonne implantation de MSF France en Somalie (ancienneté, mais aussi relations claires avec les staffs, qualité des expats sur le terrain, ...)

Un désengagement partiel aurait probablement été possible du point de vue de la sécurité.

La décision n'est cependant pas remise en cause.

Le départ de MSF est un signal donné à la communauté de l'aide. Jusqu'où et comment est-il entendu ?

L'info a été diffusée de manière « passive » dans les médias français (journaux, radios). Une communication institutionnelle (UNs en tout genre, gouvernements, financeurs) est souhaitable. Elle devra s'appuyer sur l'analyse actuelle enrichie des derniers événements. Il paraît souhaitable de ne pas tarder (juin).

Manières de faire :

Globalement la conduite des discussions a été jugée correcte.

Les critiques portent sur le retard pris à organiser la visite sur le terrain mais d'aucuns se demandent s'il ne fallait pas ce temps pour que les choses mûrissent.

Il aurait été souhaitable que Bernard et/ou Dominique aient le temps de retourner sur le terrain après la décision pour l'expliquer aux équipes.

Le choix des personnes aurait pu être plus large de façon à mieux représenter les missions.

Depuis l'intervention militaire de décembre, la coordination avait du mal à se déplacer sur les missions, ce dont les équipes se sont plaintes. La décision du retrait a relancé une dynamique de visite.

Le désengagement a commencé sur les chapeaux de roues, il a ensuite un peu ralenti de façon à assurer la

13. « MSF France en Somalie – janvier 1991 - mai 1993 – Evaluation de mission – Rapport final » Virginie Raïsson, Dr Serge Manoncourt 4 février 1994, en français

passation, là où c'était possible, dans les meilleures conditions.

Kansardhéré est le parent pauvre de la mission Somalie, y compris dans le désengagement.

Hoddur : Hoddur est la dernière de nos missions en activité. Elle devrait être reprise par MDM Grèce dont on attend la confirmation. Eux-mêmes attendent la réponse de la CEE sur leur demande de financement. En pratique on se donne jusqu'à la fin de la première semaine de juin pour avoir une réponse des Grecs. Au-delà, on mettra en route un désengagement progressif qui donnera le plus de chances possibles à la viabilité de l'hôpital. Joëlle se charge des modalités.

2) L'avenir

Jean-Hervé [Bradol] nous a fait une présentation du nord-est et du Somaliland (cf son rapport)

(...) En résumé, au nord-est la situation sanitaire est mauvaise mais pas catastrophique, il faudrait mettre en place des programmes de relance. La sécurité est moyenne en raison du brigandage. La région de Galkayo pourrait être explorée.

Au Somaliland la sécurité est mauvaise et les possibilités de travailler restreintes. MSF Hollande est sur place.

Joëlle reste jusque fin juin avec les objectifs suivants

- la fermeture de Hoddur
- le bilan, à distance, des autres missions
- un bilan politique (ONUSOM)
- une approche du rapatriement et l'identification de zones à explorer (+ ou - explos).

Elle sera remplacée par un fouineur qui devra continuer ce travail sur la base d'au moins trois mois.

3) Bilan

Un bilan de l'ensemble de la mission Somalie doit être réalisé.

Il se fera sous la responsabilité des Opérations et comportera trois parties :

- le bilan politique
- un bilan de l'action de MSF (déontologie, choix stratégiques, etc)
- un bilan des programmes.

Il devra identifier les problématiques (changements de programmes, etc) et s'appuiera sur une approche chronologique. (...)

MSF Belgique : « Kisimayo n'est pas Mogadiscio »

Fin janvier, à Kisimayo, les forces belges de l'UNITAF sont impliquées dans des échauffourées avec des tireurs isolés tandis que la population manifeste violemment son rejet de toute présence étrangère dans la ville et son hostilité aux négociations enta-

mées par l'ONU avec le général Morgan, gendre de Siad Barré. La visite de ministres belges est reportée en raison de l'impossibilité de garantir leur sécurité. MSF Belgique annonce l'évacuation d'une partie de ses expatriés de Kisimayo après que plusieurs de ses véhicules ont été la cible de jets de pierre.



« Violentes manifestations à Kisimayo. Médecins Sans Frontières contraint à évacuer partiellement ses équipes ». **Communiqué de presse** MSF Belgique, 24 janvier 1993 (en français).

Sept des neuf volontaires expatriés de Médecins Sans Frontières basés à Kisimayo ont été évacués à Nairobi hier après-midi. Ce retrait s'avère nécessaire vu la nouvelle augmentation de l'insécurité dans la ville.

De violentes manifestations de la population somalienne ont eu lieu hier à Kisimayo. En scandant des slogans contre la présence d'étrangers dans la ville, la foule a voulu provoquer les militaires. Ces derniers ont essayé de restaurer l'ordre, sans grand succès. Après un échange de coups de feu, qui n'a pas fait de victimes, des pierres ont été lancées contre les véhicules de Médecins Sans Frontières.

Cet incident indique une fois de plus que la sécurité des organisations humanitaires sur place est loin d'être acquise et que les militaires sont dans l'impossibilité de protéger individuellement les membres de l'équipe MSF. L'organisation poursuit néanmoins ses activités à Kisimayo avec une équipe réduite de 2 personnes qui assurent la permanence à l'hôpital et aux centres nutritionnels pour 6000 enfants malnourris.



« Paras belges attaqués à Kisimayo » **Le Soir / Belga / Reuters / AFP / AP**, 25 janvier 1993 (en français). **D75**

Extrait :


[...] Samedi matin, un autre militaire belge était également légèrement blessé par l'explosion d'une grenade près d'un bâtiment de l'Unicef qu'il gardait. Dimanche, une patrouille belge dans le port était prise pour cible par des tireurs postés dans une maison. Dans la riposte, les Belges investissaient le bâtiment, abattaient deux Somaliens et en arrêtaient trois autres. Hier soir, enfin, un sous-officier belge du 3^{ème} Lanciers était également blessé par des éclats de grenade en circulant vers l'aéroport de Kisimayo. Il a été évacué vers Nairobi, au Kenya, a subi une courte intervention chirurgicale et a pu prévenir sa famille.

Expliquant la tension, le colonel Vermote, porte-parole de l'armée à Bruxelles, a indiqué que des émeutes ont éclaté après une opération de recherche d'armes menée samedi, baptisée « Morning Market ». Les deux compagnies engagées, appuyées par des éléments du 3^{ème} Lanciers parachutistes de la 14^{ème} compagnie de génie

et par les démineurs, ont saisi 37 armes et 186 kilos de munitions.

Selon le porte-parole, qui citait des rapports adressés à l'état-major général par le commandant du contingent belge à Kisimayo, le colonel Marc Jacqmin, les incidents de ce week-end ne sont cependant pas dus à l'action des troupes belges, qui ont intensifié depuis lundi matin leurs patrouilles et leurs actions de recherche d'armes. M. Vermote confirmait dans la foulée que le colonel Jacqmin avait «déconseillé» au secrétaire d'État belge à la Coopération au développement, Erik Derycke, de se rendre à Kisimayo pour la bonne raison qu'il ne pouvait pas pleinement garantir sa sécurité. [...]

Médecins Sans Frontières Belgique annonçait hier l'évacuation de sept de ses neuf volontaires expatriés basés à Kisimayo. L'organisation humanitaire explique que des véhicules de MSF ont été la cible de jets de pierre quand la population locale a violemment manifesté samedi contre la présence des étrangers dans la ville. Les forces françaises et américaines ont elles aussi dû ouvrir le feu ce week-end en d'autres lieux. [...]

 La ville de Kisimayo a été attaquée de l'extérieur et reprise par une autre faction alors qu'elle était protégée par les Belges de l'ONU, impuissants, qui n'avaient aucun contrôle de la ville. Ils ne pouvaient rien faire. On nous a imposé une protection armée. On a alors reçu une unité américaine qui a repris la direction de la protection du campement, ce qui voulait dire la présence de GIs sur le toit. Les Américains avaient interdit à la population de circuler avec des armes en ville. Dans cette situation-là, c'était une décision complètement irréaliste. Donc le GI qui était sur notre toit, lorsqu'il voyait quelqu'un à 500 mètres plus loin dans la rue avec un fusil ou un kalachnikov, il tirait sur lui... à partir du toit de la maison d'une organisation humanitaire !

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique en Somalie (Kisimayo) d'août 1992 à mai 1993 (en français).

Le 22 février, la ville de Kisimayo, jusqu'ici contrôlée par Omar Jess, tombe entre les mains du Général Morgan, au prix d'une centaine de morts et de nombreux blessés.

Une centaine de personnes se réfugient dans la base de MSF Belgique, autour de laquelle se déploient des parachutistes belges, remplacés ensuite par des soldats américains.

MSF Belgique fait état de cette situation dans un communiqué de presse.




«Somalie : Violents combats cette nuit à Kisimayo», Communiqué de presse MSF Belgique, 22 février 1993 (en français).

Cette nuit, entre 2 et 3 heures du matin, de violents combats ont éclaté dans la ville de Kisimayo, entraînant un mouvement de panique parmi la population locale. Une partie de la ville que contrôlait Omar Jess semble être tombée aux mains du général Morgan contre lequel les troupes belges et américaines sont intervenues à deux reprises ces dernières semaines.

Ces combats auraient fait plusieurs dizaines de morts parmi les combattants somaliens. Une centaine de personnes ont trouvé refuge dans le «compound» de Médecins Sans Frontières autour duquel des paras belges ont été déployés. L'équipe chirurgicale a pu se rendre à l'hôpital où les blessés commencent à affluer.

Ce nouvel épisode de la guerre des clans rappelle s'il en est encore besoin que rien n'est réglé sur le fond dans la question somalienne.

 Une trentaine de membres du clan de Jess, dont son frère et des cadres qui avaient peur des troupes de Morgan, s'étaient regroupés dans notre compound. Il y en avait aussi au CICR et à l'hôpital mais la plupart étaient chez nous. Notre compound était donc devenu une cible à cause de cette trentaine de personnes armées. On savait qu'avec tout ce monde-là à l'intérieur, les troupes de Morgan n'allaient pas tarder à venir nous rendre visite. Les soldats américains, qui avaient pris le relais des paras belges le jour même autour du compound et qui étaient postés sur tous les toits, tirant un peu sur tout ce qui semblait porter une arme dans la rue, les ont finalement désarmés. Ensuite on a demandé une évacuation de ces personnes par l'UNITAF. Le général américain comme le colonel belge ont refusé de l'organiser. J'en ai discuté avec MSF à Nairobi et on m'a dit: «ce n'est pas à toi de le faire, c'est au CICR ou à l'armée». Je n'ai pas souvenir d'avoir discuté de ça avec le CICR. Mais à un moment donné, j'ai entendu des tanks passer dans la rue. J'ai vu que c'étaient des tanks blancs belges, je suis sorti en courant et j'ai sifflé. Ils sont entrés avec tous ces tanks dans le compound et je leur ai dit: «je viens de parler avec votre Colonel» – gros mensonge ! j'ai bluffé... «il faut mettre en place un convoi protégé devant, au milieu et derrière pour évacuer toutes ces personnes de l'autre côté de la ligne verte.» Et j'ai dit aux Américains qui étaient sur le toit: «je viens de parler avec votre général, vous devez redonner leurs armes aux gars – ce qui n'était pas vrai non plus – Ils m'ont dit: «Etes-vous sûr? C'est impossible !» et j'ai répondu: «Si vous ne me croyez pas, appelez-le !» C'était vraiment du bluff et ils n'ont pas appelé. Ils ont rendu les armes aux Somaliens. Ils ont aligné en convoi un tank belge, puis un camion, et une voiture, tous bien armés et ils leur ont fait passer la ligne verte, à 2-3 km, sans se faire attaquer.

A 500 mètres dans l'enceinte de l'hôpital MSF, il y avait beaucoup de blessés et leurs familles et aussi des politiciens

du clan Jess qui s'étaient réfugiés là. J'avais des infos selon lesquelles le général Morgan voulait attaquer quatre cibles: l'hôpital MSF, le CICR, le bureau de police et le port. Donc je suis allé négocier avec ses hommes. Ils nous ont donné 24 ou 48 heures (je ne sais plus) et je n'ai pas réussi à organiser quoi que ce soit parce qu'on n'avait rien.

Je suis retourné les voir pour leur dire que je n'avais pas de camion, donc que je ne pouvais pas évacuer. Ils m'ont dit alors: «ok, on te donne encore – je ne sais plus – peut-être un jour ou deux jours en plus.» Le jour où ils devaient nous attaquer, ils ne l'ont pas fait. Ils ont attaqué le bureau de police et le port où se trouvait l'armée belge et ils ont encerclé le bureau et les maisons CICR où ils ont jeté une grenade. L'hôpital était encerclé et ils ont jeté quelques cailloux, mais il n'y a pas eu de coup de feu, ce n'était pas une attaque. Je suis retourné les voir pour leur dire que je n'étais pas content parce qu'ils avaient quand même encerclé l'hôpital, et menacé. Ils m'ont dit: «c'était juste pour te mettre la pression pour que tu cherches tes camions». Un jour ou deux après, on a trouvé les camions et on a fait cette évacuation.

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique à Kisimayo
d'août 1992 à avril 1993 (en français)

Le 26 mars, alors que les troupes de Jess essaient de reprendre la ville, l'UNITAF se livre à une démonstration de force dans la baie de Kisimayo pour empêcher la reprise des combats entre les factions.



“Démonstration de force étasunienne dans un port somalien” Sue Fleming, **Reuters** (Royaume uni) Mogadiscio, 26 mars 1993 (en anglais)

Extrait :

Vendredi, des avions de combat américains ont survolé Kisimayo à basse altitude, premiers signes d'une offensive américaine destinée à bloquer toute tentative des seigneurs de la guerre somaliens de prendre le port de cette ville du sud. [...]

Une flotte amphibie de 4200 soldats a pris la mer à Mogadiscio en direction de Kisimayo jeudi, à la suite d'informations selon lesquelles le seigneur de la guerre Omar Jess avait planifié une offensive contre l'autre seigneur de la guerre Mohamed Saïd Hersi, également connu sous le nom de Morgan. [...]

Depuis qu'une force militaire composée de 23 nationalités, dirigée par les Etats-Unis, est arrivée à Kisimayo en décembre pour mettre fin au banditisme et au pillage des secours aux millions d'affamés somaliens, la ville connaît les pires combats entre clans qu'elle ait jamais vécus. [...]

900 soldats belges basés à Kisimayo ont établi des barrières de contrôle sur les routes de la région avec pour

objectif de créer des zones où les armes sont interdites.

Les forces de Morgan ont dévasté Kisimayo le mois dernier et chassé des milliers de partisans de Jess. L'armée étasunienne, qui nie tout soutien à Morgan, lui a ordonné de faire partir ses hommes en armes et affirme qu'il a obéi.

Un avion étasunien a lancé 200 000 tracts dans la région de Kisimayo cette semaine, avertissant que quiconque serait pris transportant des armes serait considéré comme portant sérieusement atteinte à la paix.

«Les Somaliens doivent trouver des moyens pacifiques pour résoudre leurs différends. Ceux qui usent de la force seront traités comme il se doit», affirme le tract. [...]

La démonstration de force donnée par les troupes américaine et belge cette semaine est perçue par les analystes comme une tentative pour empêcher toute interruption des discussions sur la réconciliation nationale somalienne actuellement en cours dans la capitale éthiopienne Addis Abeba.

Les discussions ont été suspendues pendant plusieurs jours la semaine dernière après que les forces de Morgan, utilisant des femmes et des enfants comme bouclier humain, ont lancé une attaque contre les partisans de Jess.

Les 15 factions représentées à Addis Abeba seraient proches d'un accord sur une autorité de transition pour la Somalie, qui n'a plus de gouvernement depuis le renversement en 1991 du dictateur Siad Barré – beau père de Morgan.

Entre temps, le 15 mars, Peter Casaer, coordinateur de MSF Belgique à Kisimayo, déclare à Reuters que la situation a empiré et que Kisimayo n'a jamais été aussi violente.

Au secrétaire d'Etat à la coopération belge en visite à Kisimayo, il tente d'expliquer qu'une grande partie des blessés soignés à l'hôpital ont été victimes des tirs de soldats du contingent belge.

Le ministre, lui, déclare à la presse que le recours aux gardes armés pratiqué par les ONG est dangereux et complique le positionnement des troupes.

Le 17 mars, MSF Belgique donne une conférence de presse à Bruxelles et se déclare choquée par ces propos, rappelant les dangers de la confusion militaro-humanitaire et demandant qu'un débat public soit ouvert en Belgique au sujet de la Somalie.

En fait, sur place, l'équipe de MSF est témoin des comportements abusifs des parachutistes belges vis-à-vis de la population et s'en plaint en vain aux responsables militaires et politiques.



« Les organisations de secours sur la corde raide en Somalie. » **Reuters** (Royaume uni), 15 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

[...] Alors que l'aide arrive désormais dans de nombreuses régions de Somalie, les travailleurs humanitaires à Kisimayo affirment que leur travail a été sérieusement entravé par les combats ces derniers mois.

« C'est bien pire aujourd'hui. Kisimayo n'a jamais été aussi violent... Notre programme ici a régressé de six à huit semaines » constate Peter Casaer de MSF.

Terrés dans leurs bases, les travailleurs humanitaires ne les quittent que lourdement escortés. L'hôpital de MSF a été pillé de multiples fois et ses employés se sont fait tirer dessus ou lapider.

[...] « On en arrive à se demander si on a raison de positionner du personnel dans un endroit où on passe le temps à leur jeter des grenades » a déclaré le représentant de la branche étasunienne de l'organisation Concern, présente à Kisimayo depuis dix ans.

Selon MSF, au moins 100 personnes sont décédées au cours d'affrontements autour de Kisimayo le mois dernier entre les forces des seigneurs de la guerre rivaux Omar Jess et Mohamed Saïd Hersi, alias Morgan.

A l'hôpital MSF de Kisimayo, on traite encore 40 blessés par balle chaque jour.

« Nous sommes en train de perdre notre crédibilité auprès des Somaliens et c'est un problème sérieux » regrette un employé du Comité international de la Croix-Rouge.

Des tensions continues persistent entre les forces belges et les travailleurs humanitaires qui se disent inquiets d'être perçus comme associés avec l'armée.

Le ministre belge de la coopération et du développement Erik Derycke a déclaré que cette tension était tout à fait normale.

Il a critiqué les ONG qui selon lui ne travaillent pas suffisamment ensemble et a déclaré que leur image avait été abîmée l'an dernier lorsqu'elles payaient des gardes somaliens pour les protéger.

« Elles sont allées trop loin en embauchant des locaux et se retrouvent maintenant dans une situation très difficile. Il est triste de constater qu'elles considèrent chaque jour l'éventualité de devoir s'en aller, mais les ONG ont leurs limites », a-t-il déclaré à Reuters.

Pour leur part, les travailleurs humanitaires admettent que faire appel à des milices privées était une erreur mais affirment qu'ils n'avaient pas le choix.



« ONG: difficile mission dans la tourmente »
Véronique Kiesel, **Le Soir** (Belgique) Bruxelles,
18 mars 1993 (en français). **D76**

Extrait:

Aujourd'hui, l'hôpital réhabilité est gardé par des soldats américains de l'Unitaf, imperturbables avec leurs gros casques, malgré le soleil brûlant, mais pour le responsable de MSF, Peter Casaer, la situation est toujours extrême-

ment difficile. C'est même pire qu'avant. « La dégradation de la situation politique et militaire est telle qu'il nous est de plus en plus difficile de travailler. Nous subissons d'énormes pressions des hommes de Morgan qui voudraient pouvoir investir l'hôpital, mais nous tenons à ce que cela reste une zone neutre, où tout le monde peut venir se faire soigner. Par ailleurs, les combattants de Jess aimeraient bien venir se mettre à l'abri chez nous. J'ai parfois l'impression que, depuis l'arrivée des troupes américaines et belges, la situation s'est encore compliquée. Avant, les ONG comme la nôtre étaient considérées comme neutres. Mais aujourd'hui, la population est convaincue que les Américains soutiennent Morgan, et que les Belges sont partisans de Jess. Comme nous sommes Belges nous-mêmes, les hommes de Morgan font l'amalgame, ce qui est évidemment très dangereux pour nous... »

Mais de quoi MSF a-t-il principalement besoin? « De sécurité. Il faut que l'hôpital reste accessible à tous. Il faut aussi absolument garder le calme à l'intérieur même, car nous sommes au bord de l'explosion : même hospitalisés, les partisans des uns et des autres en viennent parfois aux mains... »

Les responsables des ONG présentes à Kisimayo en viennent à regretter l'époque où ils devaient se débrouiller en engageant des gardes armés. Une prise de position qui n'a guère fait plaisir au secrétaire d'Etat à la coopération Erik Derycke, en visite à Kisimayo, qui, évoquant le recours à ces mercenaires, a dénoncé certaines pratiques dangereuses des ONG qui compliquent le positionnement de nos troupes (à Bruxelles, les responsables de MSF ont réagi hier en se déclarant choqués par les propos calomnieux émis par nos ministres et exigent un débat public sur la Somalie.) [...]



« Médecins Sans Frontières Belgique choqué et indigné par les propos tenus par les ministres Delcroix et Derycke après leur bref passage en Somalie » **Communiqué de presse** MSF Belgique, 17 mars 1993 (en français).

Médecins Sans Frontières Belgique s'étonne qu'après un passage de quelques heures à Kisimayo, les ministres belges puissent émettre des analyses qui attaquent et remettent en question le travail des ONG sur place.

Ces analyses émises dans le contexte complexe de la Somalie ne tiennent pas compte de l'ensemble des actions menées par les agences humanitaires depuis plus d'un an.

Alors que la confusion a été sciemment entretenue vis-à-vis du public belge et vis-à-vis du peuple somalien à propos de l'humanitaire et de l'action militaire, Médecins Sans Frontières Belgique est choqué par les propos tenus par certains militaires à propos du travail des ONG sur le terrain. Nous sommes choqués, tant à Bruxelles que sur le terrain, des propos calomnieux émis par nos ministres.

Médecins Sans Frontières Belgique exige un débat public à propos de la Somalie et une explication ouverte de la part des ministres Delcroix et Derycke.

Médecins Sans Frontières Belgique tient à rappeler que si le taux de mortalité a diminué de 50%, le taux de malnutrition enregistré en février met en évidence des chiffres identiques à ceux du mois de novembre. La situation reste plus que préoccupante à Kisimayo, compte tenu du contexte de guerre.

A l'occasion du retour de Somalie du docteur Luxen, directeur général, et du docteur Mario Goethals, responsable du projet, Médecins Sans Frontières Belgique tient à recentrer le débat autour de l'intervention en Somalie et à Kisimayo et à exprimer son indignation, lors d'une conférence de presse aujourd'hui à 16h00 dans ses locaux.



«**Dérives Somaliennes**» entretien avec Olivier Rogeau, *Le Vif/Express* (Belgique) Bruxelles, 26 mars 1993 (en français).

Extrait :

De retour de Kisimayo, Eric Derycke a critiqué le travail des organisations humanitaires en Somalie.

Violente réaction de Médecins Sans Frontières, qui réclame de toute urgence un débat public.

Le Vif/L'Express a demandé au ministre de la Coopération de s'expliquer.

Le Vif/L'Express : Vous avez déclenché une polémique en attaquant les organisations non gouvernementale qui œuvrent en Somalie. Que leur reprochez-vous ?

Eric Derycke : J'ai d'abord pu constater, dans le « secteur sud » où se trouve l'armée belge, que les responsables des ONG étaient terriblement découragés. Les associations humanitaires rencontrées, MSF Belgique, Unicef, Oxfam-Grande-Bretagne et World Concern, ont placé beaucoup d'argent dans ces opérations en Somalie. Nous aussi à la Coopération. Les ONG sont pleines de bonne volonté mais elles ont mal évalué la situation politique. Elles se sont entourées de milices privées rémunérées. Les donateurs peuvent s'interroger sur ces pratiques.

Les ONG pouvaient-elles procéder autrement ? Elles auraient pu se retirer... pour un certain temps. Leur politique s'est d'ailleurs retournée contre elles, puisque les ONG sont devenues les victimes de leurs propres « protecteurs ». Les associations humanitaires restent néanmoins indispensables dans un pays comme la Somalie. La coopération multilatérale ou même bilatérale ne peut jouer qu'un rôle limité. Les membres des ONG qui travaillent à Kisimayo et dans l'arrière-pays ont d'ailleurs du mérite. Il faut être courageux pour soigner et aider la population dans de telles conditions d'insécurité.

Vous semblez, plus globalement, douter de la pertinence de l'intervention militaro-humanitaire en Somalie. Qu'est-ce qui vous gêne dans cette opération ? Entièrement inédite, aussi bien pour l'armée que pour la coopération, la mission pose certaines questions. Si nous sommes invités à remettre ça ailleurs dans les années qui viennent,

comme c'est probable, il faudra réfléchir plutôt deux fois qu'une avant de s'engager. Nous devrions d'abord mieux informer le grand public. Nos concitoyens ont toujours cru que les paras avaient été envoyés en Somalie pour distribuer l'aide alimentaire. Ce n'est que partiellement exact. Très vite, la mobilisation internationale a enrayé la famine et la récolte de vivres n'a plus été nécessaire. L'opinion se demande ce que font encore nos paras dans ce pays où règnent l'anarchie et les conflits claniques. Elle commence à se désintéresser du drame somalien. [...]



«**Rapport concernant la conduite des paracommandos belges à Kisimayo, sud Somalie.**» MSF Belgique, 14 juillet 1993 (en flamand). D77

Extrait :

4 Plaintes formulées par des Somaliens blessés et par moi (Peter Casaer) lors de la visite du ministre Delcroix, secrétaire d'Etat à la coopération et au développement, Derycke et des parlementaires.

4.1 Lors de la visite de la délégation citée ci-dessus, messieurs Delcroix et Derycke ainsi que les parlementaires ont visité l'hôpital de MSF accompagnés par moi-même. Dans l'une des salles de l'hôpital ils furent informés par des patients que tous les blessés qui s'y trouvaient l'avaient été par des soldats belges, et que nombre d'entre eux étaient des civils. Un plus ancien s'adressa à la délégation en affirmant que de nombreux civils avaient été tués sans raison. La délégation n'y prêta aucune attention. J'ai moi-même essayé d'aborder le sujet avec un membre féminin de la délégation qui me répliqua en riant qu'il ne fallait porter aucune attention à ce genre de non sens.



On avait un très bon chirurgien qui avait été réserviste à l'armée et qui s'y connaissait en armes. Quand il opérait, il sortait une balle et disait « balle belge ». Et il y en avait beaucoup, des balles belges. On faisait des statistiques sur les blessés qui arrivaient à l'hôpital. C'était le genre de document qu'on envoyait à la presse et qu'on diffusait sur le terrain. Dès qu'on voyait arriver une grosse délégation avec un ministre, on le lui remettait. J'ai guidé le ministre de la coopération et celui de la défense à travers l'hôpital et je me souviens leur avoir dit : « Messieurs les ministres, tous les patients que vous voyez dans cette salle ont été blessés par des balles belges, mais on n'a pas chiffré les blessés ramenés sur le capot d'un tank... » En effet quand ça tirait partout dans la ville, les soldats belges ramassaient quand même les blessés et les amenaient à l'hôpital avec leur blindés, des petits tanks blancs. Mais ils les transportaient sur le capot du véhicule, là où le moteur chauffe, où le soleil africain cogne et où on ne peut même pas mettre la main. Ils

faisaient un petit tour avant de venir le déposer. Ils avaient accompli un acte humanitaire: on ramasse les blessés et on les amène à l'hôpital. En fait, cela ressemblait à de la torture. J'avais une assez bonne relation avec le colonel et avec un des chefs du commando de parachutistes. Je suis allé les voir pour leur tenir le discours classique : « ça ne va pas, il y a des règles que les militaires doivent respecter ». On m'a répondu : « Mais Peter, un para c'est un para, on ne va pas les changer, oublie ». J'ai même lu des graffitis du Vlams Block, l'extrême droite flamande, sur les murs de Kisimayo ... C'était un peu surréaliste !

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique à Kisimayo d'août 1992 à avril-mai 1993 (en français).

Ça remonte au siège, par « bulles ». Mais cela ne fait même pas l'objet d'une communication en interne. Un chirurgien de retour de Somalie dit : « J'ai retrouvé une balle dans la fesse d'un patient là-bas, et cette balle ne sortait pas d'un kalachnikov »... Ce sont plutôt des récits comme ça qui commencent à alerter. On se dit que c'est bizarre. Reginald Moreels qui était président à l'époque, aimait se présenter comme un rebelle mais il « jouait » les institutions assez fort. Donc le contexte était un peu particulier. Je me souviens qu'à l'époque on a un peu discuté de ce que pouvait représenter un positionnement contre l'armée belge, et ce n'était pas évident ! J'imagine qu'il a pu aussi y avoir des discussions avec les autorités belges.

Dr Pierre Harzé, directeur de la communication, MSF Belgique (en français).

C'est en mai que, de retour en Belgique après neuf mois de mission comme coordinateur à Kisimayo, Peter Casaer rédige un rapport sur « la conduite des para-commandos belges ». Ce rapport est remis au roi, chef des armées, mais il n'est pas prévu de le diffuser publiquement.

Début juillet, l'organisation de défense des droits de l'homme Africa Rights accuse le contingent militaire belge d'actes violents et racistes contre des civils somaliens. Une polémique publique se développe. Au nom de MSF Belgique et après briefing avec l'équipe de direction, Peter Casaer confirme alors aux médias que son équipe à Kisimayo a bien assisté à des dérapages. V10

A la mi-juillet, il est convoqué par le ministre de la défense auquel il donne une version remise à jour du rapport transmis au roi en mai. Le ministre demande alors à MSF Belgique de participer à une commission d'enquête qui serait composée de militaires et de représentants du ministère de la défense. L'organisation refuse, estimant que c'est à une commission composée de parlementaires de faire ce travail.



« **Rapport** concernant la conduite des para-commandos belges à Kisimayo, sud Somalie », MSF Belgique, 14 juillet 1993 (en flamand). D77

Extraits :

Ci-joint vous trouverez un rapport concernant la conduite des para-commandos belges à Kisimayo, sud Somalie. Dans ce rapport, cinq sujets sont traités en rapport avec la conduite des para-commandos belges et les réactions des autorités militaires.

1. Faits relatés directement à Médecins Sans Frontières (MSF) et autres faits dont les collaborateurs de MSF ont été les premiers témoins.
2. Faits portés à la connaissance de MSF par des collaborateurs somaliens de MSF
3. Faits portés à la connaissance de MSF par des militaires belges
4. Plaintes formulées pendant la visite du ministre Delcroix, secrétaire d'Etat pour la collaboration au développement accompagné de membres du Parlement.
5. Remarques complémentaires.

[...] b. Il apparaîtra dans ce rapport combien il est difficile de recueillir des témoignages concernant la conduite des para-commandos belges aussi bien de la part de Somaliens que de personnes étrangères par crainte de représailles immédiates de la part de ces derniers. Des plaintes déposées durant les mois précédents furent la plupart du temps mal reçues et signifiaient souvent de mauvais traitements allant jusqu'aux coups. Je demande à ce que le Substitut de l'Auditeur Militaire auditionne des personnes en toute discrétion à Kisimayo et que les identités de ces personnes restent confidentielles. [...]

1. Faits relatés directement à MSF ou autres faits dont les collaborateurs de MSF ont été les témoins directs.

1. 1 Le 19 avril 1993, un chauffeur de MSF fut brutalement empoigné par des para-commandos belges. L'équipe de MSF le trouva gisant sur le sol à côté de son véhicule, gémissant de douleur. Le chauffeur fut frappé parce qu'il refusait de remettre les clés du véhicule de MSF avec lequel ils se proposaient de faire un petit tour. Cet incident se produisit sur le territoire de la base militaire belge (zone du port) à Kisimayo. [...] le logisticien de MSF à Kisimayo informa les autorités militaires de l'incident. Il fut entendu par des gendarmes belges. Il fut communiqué à MSF que les deux para-commandos devaient quitter la Somalie et seraient congédiés de l'armée belge

1.2 Le Corps de police somalien, reconstitué et réarmé par l'armée belge, fonctionnait sous la surveillance de l'autorité militaire belge. Beaucoup de plaintes de Somaliens nous sont parvenues à propos de la conduite arbitraire de ce corps (vols, meurtres, viols). J'ai été personnellement le témoin d'un incident au cours duquel les policiers chargés de la garde du pont sur la Juba (Sean Devereux bridge) firent stopper

un véhicule somalien, et, sous la menace de leurs armes, s'approprièrent une partie du chargement (nourriture). L'incident fut renseigné lors d'une rencontre avec les officiers de liaison belges.

- 1.3 Des soldats assurant la garde de la maison abritant MSF étaient souvent saouls le soir et en conséquence, très bruyants dans la véranda de la maison. Mahamad, fils du cuisinier somalien Mahmoud de MSF, fut retenu par des para-commando lorsqu'il pénétra dans la véranda pour rejoindre la maison de MSF où il habite depuis décembre 1992. Son bras fut violemment tordu jusqu'à ce qu'il se mette à crier de douleur. Il fut finalement relâché. Je fus immédiatement informé de cet incident par Mahamad.
- 1.4 Fin mars 1993, un camion militaire heurta un véhicule de MSF en pénétrant dans le complexe de MSF. Le chauffeur somalien, propriétaire du véhicule, en descendit pour vérifier s'il y avait des dégâts. Les militaires de leur véhicule commencèrent à l'injurier bruyamment et se dirigèrent vers lui. J'observais, et intervins de crainte que les para-commandos en viennent à le frapper. Mon intervention fut accueillie avec colère de la part d'un des para-commandos. D'autres m'encerclèrent menaçants avec des paroles telles que «*On en a marre des Somaliens !*» «*De quoi tu te mêles, petit con*». D'autres para-commandos essayaient de calmer la bravade de leurs collègues. Le lendemain matin, je reçus les excuses des para-commandos concernés.
- 1.5 Fin mars, de nombreux Somaliens vinrent à la maison de MSF pour y recevoir leur paie ou à la recherche de travail. De façon répétitive, les para-commandos voulurent les maintenir hors des murs de la maison de MSF, sans qu'aucun collaborateur les en aient priés. A cette occasion, des Somaliens, hommes ou femmes, furent frappés ou reçurent des coups de botte de la part des para-commandos. J'en fus personnellement le témoin et j'ai demandé aux militaires de ne plus intervenir à l'encontre des visiteurs de MSF si cela ne leur avait pas été demandé. L'incident fut renseigné aux officiers de liaison.
- 1.6 Dans l'enceinte de l'hôpital de MSF, un soldat a sorti son pistolet et menacé un enfant en lui mettant le pistolet contre la tête. Il n'y avait aucune raison de le faire et ce n'était qu'une plaisanterie dudit soldat. L'incident fut déclaré aux officiers de liaison.
- 1.7 Des soldats qui montaient la garde à la maison de MSF étaient souvent vêtus d'un seul maillot de bain. Ils me demandaient de les avertir si des journalistes ou des officiers supérieurs étaient attendus afin qu'ils puissent à temps revêtir leur uniforme. De nombreux Somaliens faisaient des remarques à propos de cette tenue irrespectueuse (par rapport à leur culture musulmane). Ce fait fut porté à la connaissance lors d'une réunion quotidienne avec les autorités militaires, sans résultat direct.
- 1.8 Certains para-commandos de garde sur le toit de l'hôpital urinaient à partir du toit. Il arriva de façon répétitive qu'ils urinent sur la rue à partir du toit.

Ces incidents furent communiqués aux officiers de liaison.

Le Dr [...] effectua une visite à l'hôpital en juillet 1993 et remarqua que la nuit, de «grands besoins» venaient du toit et atterrisaient dans la cour là où attendaient les patients avant leur acceptation à la salle de consultation. Les traces en étaient visibles sur le mur chaulé en blanc de l'hôpital. Il en informa les autorités militaires.

Le Comité international de la Croix-Rouge se plaignit également que des para-commandos urinaient à partir du toit.

- 1.9 En mars 1993, des femmes et des enfants somaliens organisaient souvent des manifestations dans les rues principales de la ville. J'ai été le témoin de la façon dont des blindés belges, CVRT, roulaient à des vitesses exagérées parmi les manifestants. Néanmoins aucun accident ne fut enregistré malgré les risques pris.
(Les véhicules belges roulent souvent trop vite dans les rues de la ville. Un enfant de 3 ans fut percuté par un véhicule de l'armée belge et décéda à la suite de ses blessures.)
Un Somalien, chauffeur et gardien de MSF fut tué par un soldat belge embusqué sur le toit de la maison de MSF. Un autre gardien fut blessé mais survécut à ses blessures après une intervention chirurgicale. Cet incident eut lieu le 22 février 1993 devant la maison de MSF. Il semble que les raisons de cet incident soient une totale méprise au moment de l'événement, causée par la prise de la ville par les troupes du général Morgan. On tirait sur les para-commandos belges à partir d'une maison voisine de la maison de MSF. Les 3 collaborateurs armés somaliens répliquèrent (dans la direction d'où venaient les coups de feu) afin de sauvegarder leur position. Les para-commandos répliquèrent dans la direction d'où venaient les coups de feu tirés vers eux. Les 3 collaborateurs furent pris pour des attaquants en fuite, et abattus. J'avais personnellement mis en garde les Somaliens, leur enjoignant de rester à l'intérieur des murs et de ne pas franchir la porte, le risque étant trop élevé. Les collaborateurs somaliens n'ont pas respecté cette consigne. Il n'y a pas eu de plainte déposée suite à cet incident étant donné que moi-même et d'autres membres de MSF connaissant le contexte, savions que les para-commandos n'avaient pas intentionnellement tiré sur nos collaborateurs.
- 1.10 Des chauffeurs et accompagnateurs d'un camion somalien roulant au bénéfice du Comité international de la Croix-Rouge, furent contrôlés brutalement par des soldats belges au check-point du port parce qu'une cartouche avait été trouvée (sans arme). Je quittai la zone portuaire et trouvai 3 ou 4 Somaliens gémissant sur le sol à une dizaine de mètres du check-point.
- 1.11 Dr [...] fut le témoin du fait qu'un collaborateur bantou de MSF fut frappé sur la poitrine sans raison au sein du campus MSF (juillet 1993).

- 1.12 Dr [...] a été le témoin de la déclaration d'un officier fraîchement arrivé à Kisimayo déclarant « *ne rien vouloir faire pour ces noirs* » (juillet 1993)
- 1.13 La gardienne somalienne de MSF, [...], était fréquemment sifflée par les para-commandos de garde à la maison de MSF. Lorsque son mari demanda aux militaires de cesser, il fut frappé avec brutalité. Cet incident eut lieu en avril 1993 au sein des installations de MSF [...] D'autres femmes, dont des collaboratrices de MSF, furent également régulièrement sifflées par des para-commandos belges.
- 1.14 A partir du 23 février 1993, les para-commandos belges gardaient l'hôpital de MSF et une maison à Kisimayo. Des revues pornographiques y firent leur apparition, et [furent] même distribuées aux jeunes Somaliens. Les collaborateurs de MSF et les Somaliens furent choqués par ce manque de respect envers la culture locale et religieuse.

2. Faits portés à la connaissance de MSF par des collaborateurs somaliens de MSF

- 2.5 Les para-commandos sur le toit de l'hôpital de MSF ont tiré sur un véhicule circulant dans la rue et tué deux occupants (soirée du 18 avril 1993). D'après les para-commandos on aurait tiré depuis le véhicule et des armes y auraient été trouvées. D'après les Somaliens aucune arme ne fut trouvée, et ce n'est qu'une voiture qui les doublait au moment où une explosion de grenade se faisait entendre un peu plus loin qui aurait pu faire croire à un tir.
- 2.6 Certains Somaliens se plaignaient que des para-commandos chargés de la sécurité de l'hôpital, rôdaient imbibés d'alcool, et proposaient de l'argent à des femmes somaliennes pour qu'elles acceptent des relations sexuelles. Ces plaintes furent transmises aux officiers de liaison.



« *Nos paras à Kisimayo critiqués - Delcroix réfute les accusations* » Colette Braeckman, Olivier Alsteens, Jean-Pierre Stroobants, **Le Soir** (Belgique) Bruxelles, 8 juillet 1993 (en français). **D79** [↗](#)

Alex de Waal, co-directeur d'une organisation peu connue, African Rights, qui serait une dissidence d'Africa Watch, une association américaine de défense des droits de l'homme, a porté contre nos militaires des accusations exceptionnellement graves. Il affirme qu'entre 400 et 500 Somaliens ont été tués par des Belges, que ces derniers se sont montrés brutaux, racistes. M. de Waal relève le fait que bien souvent les paras se trouvaient en état de légitime défense, mais il souligne que d'autres violences ou insultes étaient totalement gratuites. A Bruxelles, le porte-parole du ministre de la défense nationale a nié les accusations d'African Rights, ajoutant qu'une enquête allait être menée.

Elle s'impose. Il est impensable que, si ces accusations ne sont pas fondées, un tel soupçon pèse sur des hommes qui assurent une mission exceptionnellement difficile. Mais il est tout aussi impensable que, si ces faits ont eu lieu, des sanctions ne soient pas prises : c'est toute la crédibilité de l'opération onusienne, et la réputation d'une armée belge de plus en plus sollicitée, qui est en jeu.

Cependant, selon les témoignages émanant d'organisations présentes à Kisimayo, et de Médecins Sans Frontières notamment, la mission de nos paras a été ternie par certains dérapages. Les moins graves de ces bavures – mais très choquantes pour des Somaliens musulmans – relèvent du comportement des militaires : parfois ivres, ils sifflaient les femmes ou tentaient de les toucher, menaient de manière très brutale les fouilles dans les maisons et en plus des armes éventuelles s'emparaient aussi d'objets personnels...

Plus graves sont les bavures ayant coûté des vies humaines. Peter Casaer, qui fut coordonnateur de MSF à Kisimayo pendant huit mois, vit son propre chauffeur, qui s'était plusieurs fois interposé pour lui sauver la vie, être abattu par erreur par un militaire belge posté sur le toit de la maison de MSF. A Bruxelles, MSF confirme que des cas de comportement incorrects et racistes de certains soldats belges ont été relevés, mais l'organisation note aussi que des sanctions ont été prises. Quant aux exécutions sommaires, aux tortures, que dénonce African Rights, aucune confirmation n'a pu en être donnée. Sauf si l'on considère que laisser un suspect rôti sur un toit en plein soleil pour qu'il énumère ses caches d'armes représente un traitement inhumain et dégradant.



Revue de presse pour MSF-Belgique – 8 juillet 1993 (en français).

Au lendemain des graves accusations portées par l'organisation britannique « African Rights » contre les « casques bleus » belges de Kisimayo, tous les journaux écrivent que MSF confirme que les parachutistes belges ont parfois une attitude incorrecte.

De Standaard, qui avait été l'un des premiers à faire état du rapport d'African Rights, titre en première page: « *MSF a vu également des parachutistes aller trop loin* ».

Le docteur Peter Casaer qui a travaillé pour MSF à Kisimayo pendant sept mois, a reconnu que les parachutistes belges ont une mission très difficile à Kisimayo, « *mais cela ne justifie pas l'attitude incorrecte d'une minorité de parachutistes belges à l'égard de la population locale* ». Selon Casaer, « *cette minorité manque du respect élémentaire à l'égard la population locale* ».

Dans un cas au moins, la hiérarchie militaire a eu une réaction très sévère : lorsqu'un para a gravement battu un chauffeur de MSF qui ne voulait pas lui donner les clefs d'un véhicule de cette organisation, avec lequel le para voulait faire un petit tour à la campagne.

Par ailleurs, plusieurs Somaliens ont accusé les paras belges de vols lors de perquisitions dans leurs habitations.

Selon le journal catholique, MSF a demandé au commandement de mieux «*conscientiser*» les paras sur la nature exacte de leur mission.

De son côté, le ministre Delcroix défend «ses» paras et affirme qu'il n'y a eu qu'un seul incident pour la période de décembre à mai et qu'une procédure disciplinaire a été entreprise contre le para. «*Les soldats qui se conduisent en Somalie sont jugés aussi sévèrement qu'en Belgique*», a précisé un collaborateur du ministre Delcroix. Le ministre met en doute l'impartialité d'African Rights, parce que cette organisation est opposée, par principe, à l'intervention militaire en Somalie.

Le ministre accuse aussi certains médias belges qui n'ont pas hésité «à *traîner les paras dans la boue*» en écrivant qu'ils avaient tué des centaines de personnes.

De Morgen titre: «*MSF confirme l'attitude incorrecte de certains parachutistes belges en Somalie*». Le journal socialiste insiste toutefois sur le fait que le docteur Casaer a déclaré «qu'il ne fallait pas généraliser».

Het Laatste Nieuws (libéral) et de Financieel Economische Tijd (journal financier) signalent brièvement que «*selon MSF, certains paras belges ne se conduisent pas de façon correcte à l'égard de la population locale de Kisimayo*», Het Belang van Limburg écrit que, selon Casaer, «*les Belges traitent parfois les Somaliens de façon brutale*», mais le responsable de MSF a ajouté aussitôt «*qu'il s'agit d'exceptions*».

Le journal limbourgeois cite encore cette phrase du docteur Casaer: «*Nous n'avons pas vu nous-mêmes que des paras belges avaient tué des Somaliens (comme l'affirme African Rights). Mais il est vrai que certains paras belges ont insulté et battu des Somaliens, dont des collaborateurs de MSF et qu'ils se sont conduits de façon raciste*».

Le journal limbourgeois rappelle par ailleurs que, jusqu'à présent, les bandes du «général» Aïdid ont tué 26 casques bleus pakistanais et trois italiens.

Het Volk résume les propos du docteur Casaer mais aussi la mise au point du ministère belge de la défense nationale qui reproche au journal des syndicats chrétiens d'avoir écrit la veille que les paras belges avaient tué «entre 400 et 500 Somaliens à Kismayo».

Le Dr. Casaer a admis que certains paras se conduisent de façon raciste, certains ont frappé le personnel somalien des organisations humanitaires, d'autres se sont rendus coupables d'exhibitionnisme dans une salle d'hôpital réservée aux femmes, harcèlement sexuel d'une collaboratrice somalienne de MSF dont le mari a été battu lorsqu'il est venu se plaindre, coups très graves sur la personne d'un chauffeur de MSF qui refusait de donner les clefs de son véhicule.

Casaer a déclaré par ailleurs que pour éviter ce genre d'excès, les responsables des ONG font désormais le point, tous les matins, avec les officiers des paras.

Enfin, MSF demande que les gardes somaliens qu'ils ont été obligés d'engager pour assurer leur sécurité soient


habillés désormais de blanc, pour qu'on puisse les distinguer des membres des bandes armées

Onzct van Antworpoiin rappelle que MSF avaient déjà porté plainte contre les agissements racistes et irrespectueux de certains paras belges. Mais le journal anversois titre sur une réaction du ministre de la défense nationale, Léo Delcroix: «*Ne transformez pas les bandits en victimes*». Le ministre s'en est pris principalement aux accusations d'African Rights qu'il accuse lui-même de préjugés et de mensonges.

Le Soir titre «*Graves bavures des soldats belges en Somalie*». Selon ce journal, le Dr. Casaer a accusé certains paras de comportements racistes et «*il a vu son propre chauffeur être abattu par erreur par un militaire belge posté sur le toit de la maison de MSF*».

Colette Braekman écrit que les casques bleus de toutes les nationalités ont commis «de regrettables bavures». Mais elle estime que «*c'est inévitable (...) étant donné le caractère imprécis de leur mandat et la nouveauté de leur tâche*».

La Libre Belgique résume les propos, infiniment plus modérés, du docteur Casaer. Quant au ministère belge de la défense il se dit «*surpris*» et demande des preuves.

 A mon retour en Belgique, je me suis dit: «On est des citoyens de ce pays, on ne peut pas laisser passer». Réginald Moreels (le président de MSF Belgique) a dit «il faut faire un rapport pour le Roi Baudouin sur le comportement des Belges». Baudouin était une figure emblématique en Belgique. Le roi est commandant suprême des armées et n'a pas un rôle politique. Mais les politiciens ont tout intérêt à ce que rien ne sorte parce que eux, ils ont la responsabilité politique. Donc on a fait un rapport pour le roi sur le comportement des militaires belges en Somalie. Le 20 mai, Réginald est allé en audience l'apporter et en parler au roi. On n'a pas communiqué là-dessus. Ce rapport n'a pas été rendu public. J'ai su plus tard que le roi avait été très impressionné et très touché.

J'avais déjà parlé de ces exactions au siège, puis en juillet sort le rapport d'African Rights. Tout à coup, le téléphone commence à sonner. J'ai su après que quelqu'un de MSF avait appelé un journaliste. Et donc c'est parti d'un coup, la télé, etc. On a fait une réunion d'urgence avec le directeur général, le directeur des opérations, le directeur de la communication et la responsable des relations avec la presse. J'ai raconté le type d'exactions, les exemples que j'avais mis dans le rapport. Ils m'ont dit: «ça tu peux en parler, ça tu n'en parles pas. Tu ne parles pas des problèmes avec les femmes, ou des militaires qui offrent de l'argent aux femmes». Je ne sais pas pourquoi ils ne voulaient pas aller dans cette direction. La responsable des relations avec la presse n'était pas d'accord avec eux. Elle était furieuse. On n'avait pas de stratégie claire pour témoigner sur cette affaire: justice? politique? médias? et on s'est retrouvés pris de vitesse et à la une de tous les journaux car c'était une grosse polémique. On a été pris dans le tourbillon et on a joué avec. Le fait que MSF Belgique dise «on était là» c'était autre chose qu'une petite organisation

que personne ne connaît qui de Londres envoie un rapport ...

MSF est donc dans les médias, il y a un débat politique public et le ministre de la défense veut se défendre. Il me convoque et son cabinet me demande expressément de venir avec le directeur général adjoint de MSF, qui était connu comme étant proche du parti politique du ministre. Je discute avec la direction de MSF et ils me disent: « non, tu y vas seul, tu transmets les informations, et tu donnes la position de MSF : on veut une enquête internationale, pas une enquête belge ». En effet, le ministre propose qu'une enquête soit aussi menée en Somalie par son cabinet avec la collaboration des militaires et d'une personne de MSF. On a dit: « non, on ne joue pas à ce jeu-là, nous on propose qu'une commission d'enquête soit envoyée mais qu'elle soit composée de parlementaires et de représentants d'associations internationales comme le CICR et Amnesty ». On m'a répondu : « Ecoute, Peter, on est entre nous, entre Belges, n'y mêlons pas le CICR ». Donc il y avait clairement la volonté d'étouffer la chose.

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique en Somalie (Kisimayo) d'août 1992 à mai 1993 (en français)



Je crois qu'il n'y a pas eu de désir de prendre une position publiquement, mais le désir d'agir. MSF Belgique n'a pas vraiment pris de décision. C'était plutôt une espèce de réaction spontanée. On n'en a pas fait un cheval de bataille, on n'est pas montés au créneau, on n'a pas agité cette histoire. Je crois que ce rapport était plutôt un outil pour intervenir au niveau des autorités pour que ces exactions cessent, plutôt qu'une dénonciation.

Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication, MSF Belgique (en français).

Interviewé lui aussi par les médias, le successeur de Peter Casaer à la tête de la mission s'efforce de détacher MSF des accusations de massacre portées par Africa Rights. Selon lui, la présence des militaires belge a restauré un climat plus stable dans la région.



« MSF n'est pas African Rights » **Magazine belge** (non identifié) 19, 20, 21 juillet 1993 (en français). **D80**

Il y a deux semaines, l'Anglais Alex de Waal, se présentant comme le responsable d'une organisation répondant au nom d'African Rights, avait lancé la polémique sur les ondes de la BBC : les soldats belges auraient commis des actes de barbarie sur des civils somaliens. On sait que

ces accusations ne reposant que sur de vagues témoignages ont été depuis lors officiellement démenties. Pendant son séjour à Kisimayo, M. de Waal avait été hébergé dans les locaux de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières. Avant notre retour, le coordinateur de MSF, le liégeois Pierre Destexhe, a tenu à mettre lui aussi les choses au point. En précisant notamment que M. de Waal n'avait jamais eu sur place des contacts officiels avec MSF et que ses accusations n'engageaient que lui-même. Pierre Destexhe, qui est à Kisimayo depuis le 21 mars dernier, explique n'avoir jamais entendu ni rumeurs, ni échos sur d'éventuels massacres à mettre sur le compte des casques bleus. Le coordinateur de MSF reconnaît encore que la présence et l'action des militaires belges a permis de rétablir un climat beaucoup plus stable dans la région.



J'ai toujours gardé une distance avec les militaires. On les voyait dans les réunions mais on ne se mélangeait pas avec eux en dehors. Il y avait une séparation que toute l'équipe ne voulait pas toujours suivre et quand il y a eu un autre chef de mission tout a changé. Ils organisaient des fêtes avec les militaires. Tous les anciens avaient quitté la mission MSF et la nouvelle équipe n'avait pas vécu et ne connaissait pas l'historique de l'affaire. Elle est partie dans une logique de rapprochement, de meilleure entente et s'est donc montrée moins critique.

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique en Somalie (Kisimayo) d'août 1992 à mai 1993 (en français)

Le 24 août dans l'émission « Aktueel » de la radio belge de langue flamande VRT, des parachutistes belges racontent, en s'efforçant de les justifier, les « dérapages » qu'ils ont été amenés à commettre en Somalie.



Transcription des entretiens avec des parachutistes belges, diffusé dans le programme **Aktueel**, par la VRT 1, le 24 août 1993 (en français).

L'intervention des paras a fait naître pas mal de discussions, renforcées par African Rights, une organisation des droits de l'homme basée à Londres. Son directeur Alex De Waal a accusé les paras d'avoir tué des Somaliens. [...] Selon African Rights, 200, voire 500 Somaliens ont été tués par les paras belges. Et il ne s'agit pas uniquement d'auto-défense. Le commandant des troupes belges, le lieutenant-colonel Van de Weghe, de retour en Belgique depuis la semaine passée, dénie ces allégations. Selon lui : « Il s'agit d'un rapport scandaleux. Les faits sont soit

amplifiés, soit exagérés, soit sortis de leur contexte, soit simplement inventés. »

Une parole contre l'autre. Luk Haakens, collaborateur de Radio 1, a rencontré des paras de retour de leur mission en Somalie. *Aktuel* a rassemblé quelques extraits de ces interviews.

« Au début on laissait passer pas mal de trucs, mais à la fin, oui, tu le sais bien, ils ne t'écoutent pas, ça ne donne pas trop de résultats ici, et alors tu intervient plus durement. Ils avaient une sorte de bâton, et oui, on le leur a pris et on leur a tapé un peu dessus à notre tour. Ou bien on tirait en l'air pour les disperser.

Vous jetez de la nourriture aux Somaliens ?

Euh, oui, haha, s'ils se collaient vraiment à toi, tu leur jetais quelque chose et tu étais tranquille. Mais tu peux voir ça de deux façons, hein ! Au début on faisait ça parce qu'on voulait leur donner à manger. Mais à la fin on jetait pour les toucher aussi, n'est-ce pas ! Oui, c'était... Tu veux aussi donner mais ils doivent d'abord souffrir s'ils veulent recevoir quelque chose.

Vous n'avez pas vu des choses qui allaient trop loin ?

Oui, c'est sûr. Il y a eu des choses bien comiques. Il y en avait qui se tiraient dessus, et il a fallu les emmener à l'hôpital. C'était très comique d'un côté, parfois. J'ai vu qu'un gars mettait une armature métallique (ndlr : pour béton armé) autour du cou d'un petit garçon. Pas que ça faisait mal ou quoi. Juste plié autour du cou. Il n'en souffrait pas, mais il ne pouvait plus en sortir. Alors ils ont tiré à six, six Somaliens, pour le sortir de là. Mais ces hommes n'ont pas de force. Et ils n'y sont pas arrivés, à six. Oui, alors, tu vois bien qu'on a pas mal rigolé.

Oui, cet enfant n'en souffrait pas vraiment, hein, de ce morceau de fer. Mais l'idée qu'il va courir le restant de sa vie avec ce fer autour du cou, n'était pas vraiment agréable pour lui.

Il y a eu quand même des choses qui allaient trop loin ?

Oui, certainement. On était 700 à la fin, sur un territoire aussi grand que 2 fois la Belgique et je ne crois pas qu'un de ces 700 a jamais vu un de ces Somaliens malnourris. Et alors tu y vas pour distribuer de la bouffe et pendant que tu distribues la bouffe ils te jettent des pierres à la tête. Je ne sais pas comment tu te sentirais, toi, mais ce n'est plus rigolo, ça.

Si quelqu'un me jette une pierre à la tête ici en Belgique, je lui donne un coup à la figure. Si je vais là-bas pour donner à manger et un type me lance une pierre à la tête, je le frappe sérieusement sur la tête, hein. C'est simple.

Mais qu'est-ce que tu as voulu dire par « des gens qui sont allés trop loin » ?

Oui, tu peux frapper quelqu'un sur la tête jusqu'à ce qu'il soit à terre, et tu peux aller encore plus loin aussi, non ? Pour moi, si tu vas encore plus loin, ça, c'est trop, si tu commences à donner des coups de pied sur sa tête ou des choses comme ça.

Cela s'est-il passé régulièrement ?

Régulièrement, non, mais il y a eu des gens qui étaient tellement stressés qu'à ce moment ils ont frappé pour se vider.

Il y a eu des choses, oui, dont tu dis : comment ai-je pu les faire ? Tu ne dois pas essayer ça ici, c'est clair. Mais

oui, j'en ai connu quelques uns, ils ont suivi un type et ils l'ont battu, à un point incroyable. Mais oui, c'est à ce moment que toutes tes frustrations sortent et que tu te vides à fond, quoi.

Il y a eu des nègres battus à mort ?

Euh, je crois... C'est possible qu'ils ont été battus à mort, ils font le silence là-dessus.

Allez, euh, tu le laissais comme ça s'il y avait un mort. A la fin tu ne pensais plus qu'aux paperasses que cela entraînait...

Mais ils supportent pas mal de choses, tu sais, donc... Ils récupèrent incroyablement vite. On peut vraiment y aller, avec eux.

Il y a eu aussi des choses que je ne peux raconter, à personne, oui, à certaines personnes oui, certainement pas en public. Parce que je vais mettre des gens en difficulté qui ne méritent pas d'avoir des problèmes rien que pour ça. Si tu racontes des choses pareilles, eh bien, le conseil de guerre est beaucoup plus sévère qu'une cour civile. C'est très possible... non, je ne prends pas de risques, qu'ils entament des enquêtes sur je ne sais qui ou quoi.

La plupart du temps on a tué des gens armés, s'ils avaient tiré sur nous en premier, ou s'ils s'apprêtaient à tirer sur nous. Ou s'ils s'apprêtaient à tirer sur un autre Somalien. Alors là on s'interposait.

Si tu vois un type armé et tu l'as dans ton viseur, alors tu le tiens dans ton viseur et tu attends jusqu'à ce qu'il fasse quelque chose qui te donne l'occasion de tirer.

Chez l'un ça va plus vite que chez l'autre.

Oui, les dernières six semaines, c'était comme ça: si tu vois quelqu'un qui est armé, tu peux tirer. Mais d'abord en l'air. S'il ne rend pas encore son arme, oui, c'est sûr que tu peux tirer dessus. Si toi tu ne tires pas, c'est bien possible que le gars descende un des Belges demain.

Il y a eu pas mal de morts, n'est-ce pas ?

Oui, tu peux multiplier le chiffre officiel par 4 ou 5. Au minimum.

A la fin on tirait aussi sans être pris pour cible ?

Oui oui, à la fin le fait qu'ils avaient une arme était suffisant, tu tires, oui, et s'ils ne rendaient pas leur arme, tu tires pour blesser hein. Mais, tout à la fin, on... tirait dessus toute suite.

Il y avait des rumeurs sur un tireur d'élite wallon qui avait déjà rassemblé une trentaine de « trophées » si on peut dire.

Tu sais aussi... Au début, l'homme qui a tiré sur le premier Somalien, la nuit sur le toit, il a bien dû passer toute une après-midi à faire des rapports. Et il a fallu les faire signer par celui-ci et celui-là et l'auditeur de l'armée était encore là ; et alors on a tiré beaucoup de leçons de cette affaire. Donc, quand tu en descends un, tu fais mieux de la fermer. N'en parler à personne. Et ne pas commencer à claironner. « *J'en ai eu autant, et moi autant...* » Ces Wallons, eux, ils ont claironné.

Ce gars, le premier, ce qu'il a dû subir : l'auditorat de l'armée, examen médical chez le médecin, et je ne sais quelle misère...

Avec comme conséquence que vous aviez un peu peur de descendre d'autres gens ?

Euh, disons qu'on se concertait un petit peu, tu vois... Dans les situations qui n'étaient pas vraiment de l'auto-défense, ce qui était certainement le cas au début, tu voulais être sûr, pas à 100% mais à 200% avant de faire quelque chose. C'était tellement embêtant. Alors on a fait des deals. Tu vois quelqu'un avec une arme, ou tu entres dans une maison et tu vois quelqu'un avec une arme, ou ils sont en train de se tirer dessus et tu te trouves au milieu – tout ça on l'a donc vécu – on a décidé de tirer, même s'il ne s'agissait pas d'auto-défense absolue. Simplement, par le fait qu'ils sont là avec leur machinerie lourde et ils se tirent dessus et tu es pris là dedans, et ils ne tirent pas vraiment sur nous, mais au-dessus de nos têtes. C'est déjà assez dangereux. Donc on s'est dit, allez les gars, s'il se passe quelque chose, on dit simplement qu'ils tirent sur nous.

Enfin, une commission d'enquête est mise en place, composée d'officiers supérieurs et du directeur de l'administration civile de la défense nationale. En décembre 1993, cette commission d'enquête produira un rapport qui reconnaîtra que des abus inacceptables ont été commis mais qu'il s'agit de cas isolés.

Parallèlement, une dizaine de dossiers seront ouverts concernant des plaintes déposées auprès de l'auditeur militaire de l'armée belge en Somalie contre des soldats belges.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 27 août 1993 (en français). **D81** [↗](#)

Dans la série des dérapages, Renaud Tocker [responsable de programme MSF Belgique et membre du CA de MSF France] fait état des actions dramatiques des parachutistes belges à Kisimayo. MSF Belgique, témoin d'exactions, a décidé d'en référer à des associations de lutte pour les droits de l'homme. De graves éléments sont apparus, plus d'une centaine de cas de violations et d'assassinats auraient été perpétrés. Les tribunaux militaires ont été saisis et une commission a été nommée. MSF Belgique a remis un dossier au ministère de la défense, qui récuse ces accusations.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 24 septembre 1993 (en français). **D82** [↗](#)

Exactions des paras belges en Somalie
Renaud Tocker signale que MSF Belgique a été convoqué au ministère belge de la défense pour témoigner. Un

tribunal militaire est mis en place, une dizaine de procès pour meurtre en cours.



« Rapport d'une commission d'enquête en novembre - Paras en Somalie : 25 dossiers lourds ? »
Thierry Fiorelli, **Le Soir/AFP**, Bruxelles, 29 octobre 1993 (en français). **D83** [↗](#)

Extrait :

Un peu moins de deux mois avant le départ des paracommandos belges de Somalie, le volet « dérapages » de leur mission est revenu à la surface, avec les déclarations à la presse néerlandophone de l'auditeur militaire Van Winsen.

Selon ces déclarations, 250 dossiers auraient été ouverts contre les « bérets bleus » belges depuis décembre de l'année dernière. Des dossiers ouverts, chaque fois, après qu'une plainte eût été déposée. Que ce soit par des Somaliens, des membres d'organisations non gouvernementales, ou des militaires eux-mêmes.

Les 250 dossiers qui ont été ouverts, et dont la plupart sont déjà classés, concernent autant des fautes légères, comme des envois postaux disparus, que d'éventuelles bavures militaires graves, comme des Somaliens tués délibérément. Ainsi, le nombre de dossiers « lourds » s'élèverait à vingt-cinq. Sur pratiquement un an de temps. Ce qui ne signifie pas, on l'a dit et répété l'été dernier, qu'il correspond à vingt-cinq cas prouvés de torture ou de tuerie. [...]



« Rapport de la commission d'enquête Somalie : des abus belges inacceptables mais isolés »
Véronique Kiesel, **Le Soir** (Belgique) Bruxelles, 4 décembre 1993 (en français). **D84** [↗](#)


Des cas isolés de comportements inacceptables, mais aussi des accusations (d'African Rights) qui ne reflètent pas la réalité: des incidents mineurs furent par la suite exagérés, déformés ; dans d'autres cas, des mensonges purs et simples.

Après plusieurs mois de travail, la commission d'enquête chargée en septembre dernier par le ministre de la défense Léo Delcroix de faire toute la lumière sur les agissements des militaires belges en Somalie a rendu hier publiques ses conclusions. Des bavures – brutalités lors de contrôles, tirs alors que la légitime défense était douteuse... – ont certes été commises dans des circonstances reconnues comme difficiles, mais, selon la commission, on est très loin du chiffre avancé par l'organisation African Rights de 200 Somaliens tués par des Belges.

Il ne s'est trouvé personne pour confirmer ou appuyer les accusations de M. De Waal d'African Rights, ni chez les militaires, substitués, médecins, aumôniers, ni dans les ONG, ni chez les « elders » de Kismayo.

La commission, composée de trois militaires et d'un civil, a conclu son rapport par des recommandations destinées,

à l'avenir, à éviter tout nouveau faux pas. Meilleure préparation psychologique des hommes avant le départ, meilleure connaissance des coutumes locales, mais aussi création sur place d'un système efficace pour régler les dommages causés par les troupes à la population locale. Actuellement, toute demande d'indemnisation de Somaliens blessés lors d'accidents de la route ou de bavures doit transiter par les Nations unies de New York.

 *Ils ont envoyé une commission d'enquête. Elle a fait un rapport qui a été transmis au parlement. Ce rapport dit qu'il y a bien eu quelques problèmes avec certains militaires et que des mesures ont été prises, etc. Il dit aussi qu'avec les ONG tout se passait bien, et que s'il y a eu un problème, c'est avec MSF. Ils n'ont pas cité mon nom mais ont mentionné que «cette personne était antimilitariste» et que dès qu'elle est partie le problème a été résolu, car elle n'était pas adaptée au fait que cela se jouait «entre nous les Belges». Après cela, en tant qu'association on n'a plus réagi. On a décidé de laisser passer. On n'a plus eu d'exigence d'enquête parlementaire internationale. Par ailleurs, des enquêteurs de l'armée sont venus me voir. Ils m'ont demandé de signer le rapport que j'avais remis au roi et au ministre de la défense sur chaque page pour l'utiliser dans leurs enquêtes. Des avocats se sont portés partie civile pour les Somaliens et ont utilisé ce rapport lors de procès.*

Peter Casaer, coordinateur MSF Belgique en Somalie (Kisimayo) d'août 1992 à mai 1993 (en français)

La section belge maintient ses activités à Kisimayo. Ses responsables jugent les arguments de retrait des deux autres sections incohérents et le font savoir au cours des diverses réunions, en particulier celles consacrées aux questions de sécurité.

Le 1^{er} mars, lors d'une réunion des responsables des programmes Somalie, le représentant de MSF Belgique déclare ne plus avoir recours aux gardes armés. De leur côté, ceux des sections française et hollandaise conviennent qu'ils souhaitent aussi en arriver là mais affirment que ce le moment n'est pas encore venu.

Quant aux responsables des différentes sections à Nairobi et Mogadiscio, ils s'accordent sur le fait qu'il existe toujours une crise humanitaire d'urgence en Somalie, mais insistent pour que MSF revoie les modalités de ses opérations dans ce pays, en particulier sa dépendance vis-à-vis des gardes armés ou des forces de l'UNITAF.

MSF Belgique demande expressément à MSF France de ne pas justifier son retrait par un constat de «fin d'urgence» dans le pays.

Certains de ses membres suggèrent même des actions de réhabilitation du système de santé somalien, en soutien aux autorités.



Résumé de la téléconférence sur la sécurité des équipes MSF en Somalie, Alain Destexhe, secrétaire général de MSF international, 1er mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Constat généralisé :

Détérioration de la sécurité (en particulier pendant la dernière quinzaine)

Nous ne pouvons pas compter sur les forces armées pour assurer notre sécurité en ce moment

La question de la sécurité reste le problème principal. Comment assurer notre sécurité à court et à long terme ? MSF Belgique a déjà désarmé la plupart de ses gardes. Mario pense que nous devrions nous débarrasser définitivement des gardes et le plus vite possible. Sinon nous risquons d'entretenir la guerre des clans.

C'est à l'ONUSOM (et pas aux agences humanitaires elles-mêmes) de prendre la responsabilité de la protection des équipes humanitaires. M. [le responsable de programme de MSF Belgique] suggère une approche conjointe MSF pour demander la protection de l'ONUSOM.


Jules [Pieters, responsable des programmes urgence de MSF Hollande] pense qu'il est impossible de désarmer les gardes maintenant, mais que cela doit être fait dès que possible. Il ne fait pas du tout confiance aux gardes : ils peuvent se retourner contre nous à tout moment. Les forces australiennes ne sont pas en mesure d'assurer la protection de MSF.

Jules est également en faveur d'une approche conjointe de l'ONUSOM afin de leur demander de protéger les équipes humanitaires. C'est à l'ONUSOM d'assurer la protection des équipes humanitaires.

Marc est d'accord sur le fait qu'on devrait se débarrasser des gardes mais il pense que c'est impossible pour le moment. MSF France a relativement confiance en ses gardes et pense que dans un tel climat d'insécurité ils représentent encore la meilleure protection. Pour l'instant il n'y a pas d'autre alternative et il n'est pas certain qu'il y en ait une à l'avenir. Marc a des doutes sur la capacité de l'ONUSOM à assurer notre protection.

MSF Suisse et MSF Espagne n'ont pas de problèmes de sécurité majeure dans les régions où elles travaillent. [...]



Compte-rendu du comité de projet Somalie de MSF Belgique, 17-18 mars 1993 (en français). D85 

Extrait :

Contexte international MSF: demande expresse à MSF France de ne pas déclarer qu'ils se retirent sur le prétexte qu'il n'y aurait plus d'urgence en Somalie.



« **Document** Somalie sur la position de MSF en Somalie en fonction des différentes sections »
MSF Belgique, avril 1993 (en français et en anglais). D86

Extrait :

2. Positions des sections MSF

2.1.MSF France

- ne retrouve plus l'urgence absolue
- n'est plus vraiment implanté dans les structures médicales
- subit les mêmes contraintes que les autres ONG sur place vis-à-vis de la dépendance des militaires
- trouve que le danger couru pour les expatriés n'est plus justifié comparé avec le contexte de «réhabilitation»
- conclusion : ils ferment la mission Somalie

2.2.MSF Hollande

- est menacé encore par les Somaliens locaux, subissent des chantages des gardes, ne peuvent virer personne sans que ça cause des problèmes avec le staff
- subit les mêmes contraintes que les autres ONG, et travaille encore avec des gardes armées (comme MSF F)
- trouve qu'il y a moins d'urgence qu'avant
- les expatriés sur place expriment leur désir de ne pas continuer dans ces conditions
- conclusion : ils ferment la mission Somalie

2.3.MSF Belgique

- ne travaille plus avec des gardes armés à Kisimayo, ni à Gilib
- peut effectuer du bon travail chirurgical dans l'hôpital où il y a encore des traumatismes (mais moins)
- se fait voler encore une bonne partie de son matos à l'hôpital
- subit encore des chantages (mais gérable)
- ne se retrouve pas en situation immédiate de menaces ou insécurité
- constate qu'il y a moins d'urgence alimentaire qu'avant
- voudrait faire une enquête nutritionnelle avant de se jeter dans plus de centres nutritionnels à Kisimayo
- conclusion : nous restons pour le moment

3. Commentaires et observations.

Si c'est vrai qu'on prend des risques parfois borderline dans les situations d'urgence extrême, cela n'est naturellement pas le cas dans les situations qui suivent ces crises extrêmes.

Cependant il faudrait se demander pourquoi MSF F et MSF H quittent le terrain ?

Trois raisons sont avancées

- il n'y a plus d'urgence, donc MSF ne doit plus être présent, car c'est plutôt un travail de réhabilitation
- la sécurité est devenue moindre pour les expatriés, exemples les expatriés tués en très peu de temps
- c'est devenu plus difficile à travailler en Somalie, car nous sommes encore dépendants de nos gardes armés, la situation n'a pas changé après l'intervention militaire et maintenant nous sommes même complètement dépendants des militaires aussi

Mes réactions sur les raisons évoquées sont les suivantes

- peut-être qu'il y a moins d'urgence, mais je crois que ça se dit trop légèrement ; ni MSF FR, ni MSF HL ont quantifié leurs déclarations (en tout cas, nous ne disposons ni d'enquête nutritionnelle, ni d'enquête alimentaire pour le prouver) et entre-temps en effet, le contexte politico-militaire n'est pas résolu / en plus de ça, je crois que MSF a un mandat d'être aussi présent dans les situations de réhabilitation d'infrastructures de santé dans les pays encore instables, d'ailleurs, je nous vois difficilement quitter le pays après avoir accusé les ONU de ne pas être présent pour la réhabilitation du pays pendant toute l'année 1991
- certes, la sécurité est devenue moindre au début de l'intervention, mais ceci n'est plus un argument défendable pour le moment, car au contraire la sécurité s'est améliorée
- par contre c'est vrai que dans les régions où les ONG n'ont pas pu se défaire de leurs gardes armés, la situation reste préoccupante car nous n'avons pas la liberté d'action, de virer les gens et.... et subissons encore des menaces graves après n'importe quel licenciement / pour Kisimayo ce n'est pas encore le cas et j'espère que ça ne le sera jamais

Pourtant, je ne retrouve pas là un discours honnête et cohérent pour les raisons d'un départ de la Somalie.

[...] il y aura peut être des raisons pour s'en aller, mais pas avant d'avoir cherché toutes les solutions.

Je maintiens que « la réhabilitation » dans le contexte d'un pays instable est un des objectifs de MSF, surtout quand la situation de famine et guerre civile peut revivre d'un jour à l'autre. N'oublions pas que la solution politique n'est pas encore trouvée et que certaines régions en Somalie ne connaîtront pas une bonne récolte cette année (voir rapport UNUSOM).

On ne peut pas vraiment dire non plus qu'il n'y a plus d'urgence en Somalie, car nous ne disposons que de très peu (voir : pas) de chiffres scientifiques sur la situation actuelle et nous (=ONG) en disposons encore de moins quant aux prévisions futures. Ce serait donc faux de partir en disant qu'il n'y a plus d'urgence ou de post- ou pré-urgence sans pouvoir le démontrer.

Par contre, on pourrait dire que de plus en plus la situation devient favorable pour commencer avec la réhabilitation d'un système de santé, ensemble avec les locaux, ... sauf qu'au niveau politique rien n'est clair et que tout travail effectué pourrait être détruit du jour au lendemain.

Ce serait erroné de penser que les ONU vont résoudre toutes les problèmes politiques, militaires, sociales et humanitaires.

Le tissu social et politique peut (discrètement) être influencé par les actions humanitaires et c'est clair que les ONG et surtout les ONG comme MSF sont les mieux placées pour pouvoir jouer ce rôle, là non plus il ne faut pas compter sur les ONU.

Nous avons donc un rôle capital en Somalie et une responsabilité importante vis-à-vis des Somaliens.

Fuir comme les Nations unies l'ont fait au début de l'année 1991 pour voir s'effondrer le pays complètement serait une erreur.

Il faut être conscient que la fuite de toutes les ONG de la Somalie pourrait en effet causer l'effondrement de tout un réseau parallèle qui fait fonctionner quelques services dans le pays et les Nations unies ne pourront pas le faire revivre.

Dire que «les militaires onusiens» seraient l'obstacle majeur pour nos actions serait une autre erreur, car dans quelques situations l'approvisionnement de l'aide humanitaire (alimentaire) et la sécurité sont dorénavant meilleurs, et pourquoi pas faire le compromis avec les militaires onusiens quand on en a fait tant d'autres et plus dangereux en Somalie ? (...)


4. Conclusion.

Ma conclusion opérationnelle pour MSF B serait donc la suivante:

Etablir avec des chiffres (enquête nutritionnelle parmi les personnes déplacées, activité hospitalière) si la situation d'urgence existe encore.

Si oui (vu la situation très instable à Kisimayo) : continuer avec nos actions et même les augmenter (plus qu'1 centre nutritionnel).

Si non (vu la situation de rapatriement de réfugiés somaliens du Kenya) : essayer avec tous nos moyens diplomatiques d'expliquer et de convaincre les «interlocuteurs» somaliens pour que nous puissions continuer nos actions humanitaires avec le but de rétablir les services médicales et de transférer les responsabilités à l'administration somalienne au plus vite que possible.

 *Mogadiscio était une pétaudière, c'est clair. Kisimayo était en cela relativement protégé. Il existait encore un espace d'intervention à Kisimayo, qui n'existait plus à Mogadiscio. Y compris au niveau des factions qui contrôlaient la ville, on avait des interlocuteurs avec lesquels il y avait encore moyen de négocier. On a dû à certains moments interrompre les activités et évacuer. Mais on a renégocié après et on a rouvert.*

Dr. Pierre Harzé, directeur de la communication,
MSF Belgique (en français).


Par ailleurs, MSF continue à faire entendre sa voix auprès de toutes les instances internationales concernées pour critiquer le déroulement de l'intervention et alerter sur la nécessité de résoudre le problème d'insécurité en priorité.

Le 13 mars, lors de la conclusion de la troisième réunion de coordination de l'assistance humanitaire en Somalie organisée par l'ONU à Addis Abeba, MSF déclare que le plan proposé dans le cadre de l'ONUSOM II a peu de chances d'être mis en œuvre tant qu'une

solution ne sera pas apportée au problème de la sécurité.

Les 26 et 27 mai, lors d'une réunion de bilan des opérations militaro-humanitaires organisée par l'OFDA¹⁴, le représentant de MSF rappelle que l'intervention militaire, si elle a permis l'acheminement de grandes quantités de nourriture, est arrivée trop tard. Il déplore l'amalgame militaro-humanitaire qu'elle a entraîné et ses conséquences négatives sur la sécurité des secouristes, donc sur leur accès aux populations.



Déclaration de MSF en conclusion de la troisième réunion de coordination de l'assistance humanitaire à la Somalie, Addis Abeba, 13 mars 1993 (en anglais). **D87** 

Extrait :

Pour MSF, la principale conclusion aujourd'hui rejoint l'inquiétude que nous avons lorsque la conférence a commencé.

Cette inquiétude concerne l'insécurité grandissante et la perte d'indépendance qui en découle.

Il était utile de discuter le plan pour 1993 en détail avec toutes les organisations intéressées, mais nous continuons à croire que ce plan ne sera pas mis en œuvre de façon significative sans qu'auparavant une solution ait été trouvée au problème de la situation sécuritaire et politique.

Il y a malheureusement une certaine ironie dans la tenue de cette conférence :

Alors que nous avons un plan sous les yeux, des sujets comme la transition de l'UNITAF à l'ONUSOM II, l'avenir de la politique du désarmement, l'établissement de forces de police et la réconciliation nationale :

- restent à définir vraiment
- restent à discuter en détails
- et ne seront pas prêts pour la mise en œuvre immédiate du plan,

Ces discussions sont donc en quelque sorte programmées à contre-temps.

Notre conclusion, Monsieur le président, c'est que tant que ces points importants ne seront pas réglés, l'avenir de ce plan, malgré cette conférence, restera incertain.

14. L'OFDA (Office of U.S. Foreign Disaster Assistance) : le Bureau étasunien pour l'assistance aux victimes des catastrophes à l'étranger.



« **Compte-rendu** de la réunion : bilan des opérations militaro humanitaires organisée à Washington les 26 et 27 mai par l'OFDA »
 Marc Gastellu-Etchegorry, directeur adjoint des opérations MSF France, 6 juin 1993 (en français).

Extrait :

[...] Le but de ce meeting n'était pas de réfléchir sur les problèmes de fond de ce type d'intervention mais davantage sur les aspects fonctionnels et la possibilité d'améliorer les opérations futures.

Mes interventions ont porté sur 4 points (essentiellement sur la Somalie):

- 1) L'intervention militaire a permis d'acheminer de grandes quantités de nourriture. Ceci a eu un effet positif, mais,
- 2) Elle est certainement arrivée trop tard. (50 à 70% des moins de 5 ans déplacés étaient déjà morts). (Ce point a aussi été repris par le DART).
- 3) L'amalgame politico-militaro-humanitaire et sa perception par les populations (et les forces locales) engendre de nouveaux problèmes de sécurité pour nous. En raison de cet état de fait (perte de la perception de neutralité) et des limites imposées par les militaires, l'accès aux victimes est donc limité.
- 4) MSF pense qu'il faut une coordination et est prêt à travailler avec mais pas sous cette coordination.

Plusieurs points sont à noter:

La bonne volonté et l'enthousiasme (la naïveté??) US sont très forts. A tel point qu'il est difficile d'évoquer les problèmes de fond. Tout le monde travaille dans le même but (atteindre et soulager les victimes). Il ne peut donc y avoir que des problèmes de fonctionnement. Le seul qui n'avait pas l'air naïf du tout était l'ambassadeur Oakley (je pense qu'il comprenait bien les réserves émises par le CICR et MSF mais il devait avant tout remplir ses objectifs).

Le CICR et MSF avaient des positions très proches. Le CICR a été peu virulent (importance des Américains sur leurs fonds??).

SCF a très peu parlé. Leurs analyses sont assez proches des nôtres.

Les ONG américaines ont l'air d'avoir peu de problèmes pour travailler sous la bannière étoilée mais comprennent les réserves que nous avons émises (en termes de neutralité) / Intervention de IRC.

Mes interventions, je crois, sont bien passées et ont été comprises. Plusieurs personnes (des militaires, des représentants de l'OFDA, d'ONG) sont venues me poser des questions. Je ne pense pas pour autant qu'elles auront un tant soit peu influencé les recommandations [...] MSF est assez souvent cité (opération Kurdistan et opération Somalie).

Les militaires voient les ONG comme des professionnels qui connaissent les techniques de travail et le terrain. Ils veulent donc travailler avec elles.

Manifestement les militaires se rachètent une image par des opérations « humanitaires ».

Le journaliste et le représentant de RPG ont manifesté une inquiétude sur ces opérations. En se mélangeant trop avec les militaires, les ONG vont perdre leur crédibilité internationale ont-ils dit.

L'attachée du congrès a eu une réponse étonnante à la question: pourquoi la Somalie a-t-elle été abandonnée et quels sont les facteurs pouvant expliquer le réveil? Elle a expliqué que la suppression des fonds gouvernementaux vers la Somalie a fait que les démocrates (au Congrès) ne pouvaient plus intervenir sur ce pays et donc avaient commencé à réagir. Il s'agit d'après elle d'une procédure administrative et d'un équilibre politique interne mais elle ne peut pas expliquer l'ensemble du processus.

Il était important que MSF fasse entendre son point de vue lors de cette réunion. Celui-ci (point de vue) devrait d'ailleurs être davantage expliqué aux différents acteurs politiques et humanitaires.

En mai, à l'occasion de son assemblée générale, MSF France s'efforce de tirer des leçons sur son intervention en Somalie, ses relations avec l'ONU et les interventions militaro-humanitaires, que le président décrit dans son rapport moral – qui couvre la période mai 1992-mai 1993 – comme une « épidémie de militarisation de l'aide humanitaire ». Il pointe également les difficultés rencontrées à mettre en avant le témoignage de sensibilisation. V11 ▶



« **Quel rôle pour MSF ? Un débat pour l'assemblée générale** » par François Jean, Fondation MSF, **Messages** (Journal interne MSF France), mai 1993 (en français).

Extrait :

Somalie, Irak, Bosnie, Angola... La liste est longue des situations qui soulèvent des questions de fond sur nos possibilités d'action dans un environnement en pleine transformation. Ce n'est certes pas la première fois que nous sommes confrontés à de réelles difficultés: en vingt ans d'intervention sur tous les terrains de crise, nous avons dû surmonter de graves problèmes de sécurité, l'indifférence de la communauté internationale ou l'intransigeance des belligérants, pour porter secours aux populations menacées avec, pour seul passeport, notre indépendance et notre impartialité et, pour seul garde-fou, notre lucidité face à la mobilisation de l'aide humanitaire par les acteurs politiques.

Jamais pourtant nous n'avions été à ce point en première ligne et si souvent portés à nous interroger sur notre rôle. La Somalie est passée par là, qui nous a vus recruter des gardes, au risque d'alimenter l'économie de la guerre, puis en appeler à la communauté internationale face à la famine, au risque d'hériter d'une intervention militaire et finalement d'étouffer sous un excès de protection dans

un climat de totale confusion. La Somalie est sans doute, avec l'ex-Yougoslavie, l'un des exemples les plus marquants de la difficulté de l'aide humanitaire dans un environnement marqué par la fragmentation des conflits et la multiplication des intervenants.

Depuis la fin de la guerre froide, les crises se sont multipliées et ont changé de nature. Les oppositions politiques ou idéologiques ont laissé place à des antagonismes ethniques, religieux ou nationaux et les mouvements de guérilla, privés du soutien des «superpuissances», ont éclaté en une myriade de groupes armés, fonctionnant de manière purement prédatrice. Dans ce fracas identitaire, les valeurs dont nous nous réclamons sont devenues presque inaudibles, les organisations humanitaires sont plus que jamais des cibles et l'accès aux victimes est toujours plus problématique. Que faire? Peut-on se contenter de distribuer des médicaments, au risque de ne plus assurer de présence permanente sur le terrain? Faut-il avoir recours à une protection armée, au risque de sacrifier nos principes à un pragmatisme à courte vue? Doit-on faire appel à une intervention internationale, au risque d'accentuer encore la confusion entre l'humanitaire et le militaire? Les Etats, en effet, sont plus que jamais portés à investir le champ humanitaire. Etrange retournement, où les conflits se privatisent et se criminalisent tandis que l'humanitaire s'étatise et se militarise...

L'implication croissante des Etats pose le problème de notre positionnement vis-à-vis des autres acteurs sur une scène humanitaire de plus en plus encombrée. Comment nous articuler et, éventuellement, collaborer avec les Etats et les Nations unies, sans perdre notre indépendance et notre latitude d'action? Comment éviter l'amalgame, voire la mise sous tutelle de l'humanitaire par le politique? Qu'attendons-nous des Etats et de la communauté internationale ?

Le temps n'est plus où, confrontés à une situation dramatique, nous pouvions nous contenter d'en appeler à une réaction internationale. Face à un environnement plus complexe, il nous faut aujourd'hui préciser nos attentes. Il nous faut aussi repenser nos grandes orientations, nos possibilités d'action, nos modes d'intervention et nos prises de position. La prochaine assemblée générale, les 15 et 16 mai, sera l'occasion de cet important débat sur le rôle de médecins sans frontières dans les nouveaux terrains de crise.



Rapport moral du président présenté à l'Assemblée générale de MSF France, 15 mai 1993 (en français). **D88** [↗](#)

Extrait :

[...] Le premier enjeu pour nous, c'est de maintenir notre indépendance par rapport à l'ONU, comme d'ailleurs par rapport à toute institution ayant une fonction politique. Le refus de travailler sous le parapluie ONU, c'est pour nous une façon de répéter de manière concrète et précise que nous refusons l'assujettissement de l'humanitaire à

la logique, au rythme et aux aléas de la médiation politique parce que ce serait nier les principes mêmes de l'action humanitaire. Le contraire reviendrait à accepter qu'elle soit l'objet de tractations, voire de marchandages, qui ont leur logique, leur utilité, qui ont même leur nécessité mais qui doivent être et rester extérieurs à ce qu'est l'aide humanitaire : on ne peut pas sacrifier des gens au nom d'enjeux politiques.

Deuxième problème, peut-être plus concret, plus pratique : celui de la collaboration des ONG avec les militaires. Il y a là des situations extrêmement contrastées dans lesquelles je n'entrerais pas, nous en aurons des exemples cet après-midi, mais il faut savoir qu'à côté de périodes relativement positives où nous avons réussi à progresser, la main dans la main, au mieux de l'intérêt des gens que nous venions aider, il y a eu d'autres moments et peut-être plus nombreux, où nous avons constaté des comportements absolument inacceptables, voire odieux, qui non seulement sont scandaleux en eux-mêmes mais, de plus, rejaillissent également sur les ONG, dans la mesure où l'amalgame est vite fait entre ces expatriés qui sont habillés en kaki pour les uns, avec un armement lourd, les autres portant la «blouse blanche», mais qui avancent tous sous la bannière de l'humanitaire.

On a vu par exemple à Kisimayo, en Somalie, des inscriptions racistes apparaître sur les murs des hôpitaux, des comportements de brutes, des attitudes de colon absolument abjectes desquelles nous voulons nous démarquer, mais qui sont difficiles à assumer dans la pratique quotidienne. Et je ne parlerai pas ici de l'impunité dont bénéficient des gens qui se comportent parfois comme des tueurs, en soldats conquérants : ils ont droit de cuissage, de vie et de mort parfois, sur quiconque représente, de près ou de loin, une vague menace pour leur propre sécurité. La question d'ailleurs se pose de savoir si nous, nous avons quelque chose à dire du point de vue de l'impunité. Certains soldats canadiens sont actuellement poursuivis devant les tribunaux pour s'être comportés de la façon que je décris. Rendons hommage au gouvernement canadien pour prendre les mesures qui s'imposent, de façon à limiter ce genre d'exactions, mais soulignons que d'autres gouvernements n'ont pas choisi de s'engager sur cette voie-là.

J'ajouterai un commentaire personnel et subjectif, qui alimentera peut-être le débat de cet après-midi : je ne crois pas, pour ma part, que cette épidémie de militarisation de l'aide humanitaire gagne beaucoup de terrain, si l'on considère l'équation, ou plutôt l'inégalité qui résume la décision des principaux Etats en mesure de déclencher de telles opérations.

Quelle est cette équation en forme d'inégalité ? Les bénéfices doivent être supérieurs ou au moins égaux au coût. Les bénéficiaires ce sont l'image intérieure et les gains en matière de diplomatie et de politique extérieure. Le coût, c'est un coût financier mais c'est aussi un coût de politique intérieure, chacun sachant que dans la période de crise que nous traversons, l'opposition entre les dépenses d'ordre interne et les dépenses considérées parfois comme inutiles d'ordre extérieur s'opposent dans l'esprit des électeurs.

Le nombre de situations où le bénéfice est supérieur au coût ne me paraît donc pas indéfiniment extensible. C'est la raison pour laquelle je crois que cette épidémie sera contenue dans un nombre limité de pays.

Ce thème sera également le dossier principal du prochain « *Populations en danger* » dans lequel il sera essentiel pour nous de faire la part des choses : l'enjeu est de dissocier le rôle humanitaire indispensable de l'ONU et son rôle politique qui, lui aussi, est indispensable. Il s'agit donc, en particulier, de lutter contre la militarisation de l'aide humanitaire et son asservissement à la politique pour des raisons que je viens d'énoncer mais il ne s'agit certainement pas de chercher à évincer l'ONU de ces terrains, ce qui serait à la fois absurde parce que l'on a besoin de l'ONU et totalement présomptueux et ridicule puisque de toutes façons, quoi que nous en pensions, l'ONU ne nous demandera pas notre avis pour intervenir. [...]

POINTS FAIBLES

Difficultés de témoignages de sensibilisation

La Somalie

Nous avons piétiné jusqu'en juillet/août dernier. Peut-être n'avons-nous pas été suffisamment internationaux dans notre témoignage, peut-être n'avons-nous pas suffisamment mobilisé la presse internationale. Mais ce qui est frappant, c'est le trait commun que l'on retrouve entre les difficultés d'informer sur la Somalie et ce que nous avons dénoncé avec l'« Hôpital hors-la-loi ». Dans les deux cas, on constate une transformation sournoise des rôles chez les journalistes et chez les médecins : il faut informer et soigner certes, mais en veillant au respect des grands équilibres financiers dont soudainement on semble se trouver responsable.

En pratique, cela signifie qu'un rédacteur en chef d'une chaîne de télévision que je ne citerai pas, refuse d'aller en Somalie, non pas parce que la situation lui paraît indigne d'être exposée, mais tout simplement parce qu'il pense que cela n'intéressera pas le public. Autrement dit, ce n'est pas la fonction d'information mais la fonction de marketing de la chaîne de télévision qu'il représente qui est en jeu. De même, le traitement d'un patient semble aujourd'hui plus assujéti à sa surface financière qu'au besoin de soins et au rôle que le médecin doit remplir devant cette demande.

Le rédacteur en chef oublie sa mission d'information échangée contre une fonction de gestionnaire de la communication de son journal ou de sa télévision et le médecin fait passer son métier de soignant derrière le rôle de gestionnaire des moyens de santé.


Curieuse tendance qui – je l'espère – n'a pas encore gagné l'ensemble de nos hôpitaux, ni de nos médias mais qui à l'évidence se précise avec le temps. [...]

Ce que je redoute profondément devant le développement de l'humanitaire-spectacle en Bosnie et en Somalie, ce que l'on voit sournoisement se profiler derrière ces images de débarquements, c'est une action humanitaire qui n'a plus d'humanitaire que le nom, une action mécanisée, médiatisée, aseptisée, qui peu à peu risque de vider l'action humanitaire de son contenu.

A nous de savoir lutter contre cette tendance, avec tous ceux qui partagent cette inquiétude. La confiance, le crédit dont nous disposons nous mettent dans une position favorable pour défendre les principes qui nous rassemblent ici. [...]


CHASSE À L'HOMME ET « CRIME HUMANITAIRE »

Le 5 juin, à Mogadiscio, 23 militaires pakistanais de l'ONUSOM II sont tués lors d'un accrochage près du site d'émission de la radio d'Aïdid.

Le 7 juin, la résolution 837 D89  du Conseil de sécurité condamne ces attaques préméditées et réclame l'arrestation des responsables.

Le 9 juin, l'AICF annonce la suspension de toutes ses missions en Somalie en raison du climat d'insécurité.



« L'ONU demande l'arrestation des tueurs somaliens » Paul Lewis, *The New York Times* (Etats-Unis), 6 juin 1993 (en anglais). **D90 **

Extrait :

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné aujourd'hui le meurtre samedi de 22 soldats de la paix pakistanais en Somalie et a demandé l'arrestation, le jugement et le châtiement des responsables.

Dans un rapport écrit sur l'incident remis au Conseil, les responsables du maintien de la paix ont fait porter la faute directement sur le général Mohammed Farah Aïdid, un seigneur de la guerre somalien qui contrôle la majorité de la capitale, Mogadiscio.

Selon le rapport, l'affrontement au cours duquel au moins 15 Somaliens auraient été tués et 54 Pakistanais et 3 Américains blessés, est le résultat d'une série d'importantes violations du cessez le feu « *calculées, préméditées* » qui étaient destinées à « *défier et intimider* » les forces des Nations unies à Mogadiscio.

Les Nations unies n'avaient pas subi autant de pertes en un seul incident depuis la mort de 44 Ghanéens au Congo en 1961.

Les combats de samedi se sont déroulés alors que la force de 28000 hommes des Nations unies prend en charge le programme de distribution de nourriture aux Somaliens et de promotion de la réconciliation.

Elle va remplacer la force dirigée par les Américains qui était entrée à Mogadiscio en décembre et avait commencé à désarmer les factions en conflit et à escorter les convois d'aide aux communautés affamées, piégées par la guerre civile.

Cette flambée de violence à Mogadiscio, la pire qu'ait connue le pays depuis les combats de mars dans le port de Kisimayo, semble avoir sérieusement compromis les opérations internationales de secours dans le pays. Le personnel non essentiel des Nations unies et des volontaires d'organisations de secours privées ont été évacués et l'agence d'aide internationale CARE et l'agence irlandaise Concern ont toutes les deux déclaré qu'elles retireraient leur personnel jusqu'à ce que les tensions se calment.

Dans leur rapport sur l'incident, les Nations unies affirment que leurs forces avaient essayé de mener des inspections de routine sur cinq sites où les forces du général Aïdid stockaient des armes.

Les factions au conflit avaient accepté de déposer leurs armes sur de tels sites sous la supervision des Nations unies.

Trois des inspections s'étaient déroulées sans problème. Mais sur l'un des sites des individus ont commencé à exciter la foule qui s'était rassemblée.

Sur un autre site, près d'une station de radio contrôlée par le général Aïdid, les inspecteurs ont été visés par des francs-tireurs. Ils ont aussi découvert et confisqué un certain nombre de missiles et remarqué la disparition de deux jeeps qui avaient été identifiées lors d'une précédente visite.

Au même moment, des manifestations se déroulaient dans d'autres zones de Mogadiscio contrôlées par le général Aïdid, et les soldats pakistanais et turcs qui assuraient la garde du quartier général des Nations unies ont riposté aux attaques d'armes automatiques et de grenades.

Plus tard, selon le rapport, une unité de l'armée pakistanaise a été prise dans une «*embuscade par trois côtés, méticuleusement préparée*» sur une route alors qu'elle était en route pour enquêter sur un autre incident dans la capitale. Les soldats ont été bloqués par les tirs et secourus par leurs collègues étasuniens restés à l'arrière.

Selon l'agence de presse italienne ANSA, des hélicoptères américains ont bombardé aujourd'hui trois des dépôts d'armes du général Aïdid situés au nord de Mogadiscio et une grande quantité d'artillerie et de tanks a été détruite. Le service de presse du Pentagone n'a pas souhaité faire de commentaires sur le rapport.

L'agence rapporte aussi que le général Aïdid a déclaré dans une interview regretter la mort des Pakistanais mais que «*des civils innocents avaient été massacrés*» pendant l'affrontement.

Le représentant pakistanais aux Nations unies, Jamsheed K. A. Marker, a insisté pour que le Conseil de sécurité arrête immédiatement le général Aïdid. Mais la résolution, adoptée à l'unanimité, ne mentionne pas son nom, bien qu'elle soit directement dirigée contre lui.

Elle condamne fortement les attaques contre ses forces, réaffirmant que le commandant des Nations unies en Somalie a déjà autorité pour enquêter, arrêter, détenir et poursuivre les responsables de telles attaques et demande au secrétaire général d'«*enquêter de toute urgence sur l'incident en insistant en particulier sur le rôle des chefs de factions impliqués*».

Elle presse également les gouvernements d'équiper les soldats de la paix en Somalie avec un armement de meilleure qualité, y compris des véhicules blindés, des tanks et des hélicoptères d'attaque afin de leur donner la possibilité de répondre et de prévenir les attaques armées.

Selon les Nations unies, «*de graves perturbations ont continué à se dérouler toute la journée*» de samedi, dont des attaques sur les quartiers généraux des Nations unies et les barrages de contrôles pakistanais et des attaques aléatoires de francs-tireurs.



«*AICF suspend toutes ses missions en Somalie*»
AFP (France), Paris, 9 juin 1993 (en français).

Extrait :

L'organisation humanitaire Action Internationale Contre la Faim (AICF) a annoncé mercredi la suspension de toutes ses missions en Somalie, du fait du «*climat d'insécurité*» qui règne dans ce pays.

Depuis plus d'une semaine, aucun convoi n'a pu quitter Mogadiscio pour approvisionner les centres de nutrition de l'organisation, du fait de la recrudescence des violences, des embuscades et intimidations qui mettent en danger les volontaires, explique l'AICF dans un communiqué. [...]

Médecins sans frontières France (MSF), arrivée en Somalie en janvier 1991, s'est retirée de ce pays au début du mois, annonçant pour sa part avoir «*terminé ses programmes d'urgence*».

MSF-Pays-Bas s'était retirée il y a quinze jours de Baïdo (200 km au nord-ouest de Mogadiscio) après le meurtre d'une de ses infirmières somaliennes¹⁵. MSF-Espagne et MSF-Belgique poursuivent leurs activités à Johar (75 km au nord) et Kisimayo (400 km au sud-ouest).

Le 11 juin, les forces aériennes de l'ONUSOM II lancent des attaques nocturnes sur les quartiers soutenant Aïdid en vue de détruire la radio et de présumés stocks d'armes.

Le même jour, MSF France et MSF Espagne signent et diffusent une déclaration commune des ONG opérationnelles en Somalie au représentant spécial du secrétaire général de l'ONU auprès de l'ONUSOM II s'inquiétant des conséquences des opérations à large échelle menées par les forces onusiennes à Mogadiscio.

C'est aussi ce jour-là qu'une équipe chirurgicale de MSF France, accompagnée de la coordinatrice, atterrit à Mogadiscio après avoir surmonté quelques obstacles: dans un premier temps, le pilote et ses passagers ont

15. Il s'agit d'un garde et pas d'une infirmière.

été menacés d'emprisonnement si l'avion atterrissait. Puis, à l'aéroport, des militaires étasuniens les ont mis en joue en invoquant une « interdiction aux ONG de venir à Mogadiscio. »

L'arrivée de cette équipe est rendue publique le 15 juin par un communiqué de presse qui dénonce à nouveau la confusion des rôles entre les humanitaires et les militaires.



« Les Etats-Unis attaquent un chef de clan somalien pour protéger les soldats de la paix de l'ONU » R. Gordon, *The New York Times* (États-Unis), Washington, 11 juin 1993 (en anglais). **D91** [↗](#)

Extrait :

Selon un haut responsable de l'armée étasunienne, les forces américaines et alliées ont mené une opération de représailles cette nuit à Mogadiscio contre un chef de guerre somalien accusé d'avoir ordonné une embuscade mortelle contre des soldats de la paix des Nations unies le week end dernier.

Selon les responsables américains, l'objectif de l'attaque aérienne et terrestre sur la capitale somalienne était de détruire les stocks d'armes et la station de radio qui constituent la base du pouvoir de ce chef de guerre, le général Mohamed Farah Aïdid. Les responsables ont déclaré qu'ils espéraient également capturer le général Aïdid et quatre de ses lieutenants. L'attaque a été lancée samedi vers 4 heures du matin, heure somalienne. Cette action a été entreprise après une embuscade menée le week-end dernier par un clan contrôlé par le général Aïdid contre les soldats pakistanais du contingent de maintien de la paix des Nations unies, et se transforme en épreuve de force entre le chef de guerre somalien, le président Clinton et les Nations unies. [...]



Déposition de la coordinatrice de MSF en Somalie sur les événements du 17 juin 1993, 25 juin 1993 (en anglais) **D92** [↗](#)

Extrait :

En tant que coordinatrice de Médecins Sans Frontières, je suis revenue à Mogadiscio le 11 juin 1993 au matin. [...] MSF avait quitté officiellement Mogadiscio le 4 mai 1993 au matin après avoir mené pendant presque deux ans et demi des activités de soins d'urgence et de nutrition en Somalie, depuis la chute de Siad Barré en janvier 1991 et pendant la guerre civile [...] Ma mission consistait à organiser rapidement un soutien en matière de chirurgie et de premiers soins d'urgence dans la crise qui s'annonçait à Mogadiscio. Médecins Sans Frontières était en effet inquiet de la soudaine évacuation de la plupart des travailleurs humanitaires et du personnel des agences de l'ONU à la suite de l'annonce d'une opération militaire majeure dans la ville et sous la pression des porte-parole

de l'ONU pour convaincre le personnel humanitaire de quitter la ville, en faisant référence à de « prévisibles dommages collatéraux. »

Nous avons immédiatement planifié l'arrivée d'une équipe chirurgicale d'urgence, équipée du matériel médical nécessaire à un bloc opératoire. L'équipe a quitté Nairobi le jour même afin d'atterrir juste avant l'annonce de la fermeture de l'espace aérien le 11 juin. [...]

Les événements de ce 11 juin: bien que nous ayons obtenu une autorisation préalable, le pilote de l'avion et l'équipe de MSF ont été menacés d'emprisonnement si l'appareil atterrissait ; plus tard, alors que la tour de contrôle avait finalement approuvé l'atterrissage, la même équipe MSF a été braquée sur la piste d'atterrissage par le personnel militaire américain, sous le prétexte d'une soi-disant « interdiction de pénétrer à Mogadiscio pour les organisations privées ». Tous ces événements se sont déroulés une à trois heures avant l'annonce de la clôture de l'espace aérien à minuit.



Communiqué de presse de Médecins Sans Frontières France, 15 juin 1993 (en français).

Une équipe chirurgicale de Médecins Sans Frontières est présente depuis le 11 juin à Mogadiscio pour répondre aux besoins médicaux d'urgence liés à la subite dégradation de la situation dans la capitale somalienne.

De janvier 1991 à avril 1993, Médecins Sans Frontières était présente en Somalie. En avril dernier, la décision de se retirer de Somalie avait été prise, considérant que nous étions entrés dans une logique d'otages, coincés entre le recours à des gardes armés pour assurer la sécurité de nos équipes et la présence de forces armées internationales. Nous ne voulions pas ajouter un facteur de troubles supplémentaire. Médecins Sans Frontières avait alors constaté et condamné le fait que ce lourd dispositif n'établissait aucune différence de fait entre les missions de police et celles de l'action humanitaire.

Médecins Sans Frontières avait cessé sa mission en mai dernier, estimant également que l'urgence nutritionnelle ne nécessitait plus sur le terrain la présence d'une équipe de médecins.

Le retour de Médecins Sans Frontières, justifié par le caractère d'urgence de la situation, s'effectue dans le même esprit d'indépendance et répond uniquement aux principes humanitaires qui fondent l'action de l'organisation.

L'extrême tension qui règne depuis quelques jours à Mogadiscio fait redouter une nouvelle aggravation de la situation. En mêlant l'intervention militaire à l'action humanitaire, la communauté internationale ne s'est donc jamais réellement donné les moyens d'apporter une réponse politique et économique tangible.

Les récents événements ne sont hélas que le résultat douloureux de cette confusion des rôles et des acteurs que Médecins Sans Frontières avec d'autres ONG huma-

nitaires n'a cessé de dénoncer depuis maintenant plusieurs mois.



« **Déclaration** des ONGS internationales opérationnelles en Somalie à l'amiral Howe, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour les opérations en Somalie » AICF, CARE, CISP, Concern, CRS, Goal, IDRB, IMC, LWF, MSF France, MSF Espagne, OXFAM UK, OXFAM Québec, SCF UK, SCF US, World Concern, 11 juin 1993 (en anglais).

Les ONG internationales opérationnelles en Somalie appellent l'ONUSOM à prendre en compte de toute urgence les points suivants :

La communauté des ONG craint que toute action militaire à grande échelle en Somalie n'entraîne de sérieuses pertes parmi la population civile

La communauté des ONG craint que les ramifications d'une action militaire à grande échelle entravent, voire empêchent le retour à des opérations humanitaires normales en Somalie.

La communauté souligne que l'action militaire aura des implications importantes et à long terme et que ce fait doit être pris en considération.

Suivant la recommandation de l'ONU, la majorité du personnel international a quitté Mogadiscio. Nous souhaitons rappeler à l'ONU que nous avons laissé sur place du personnel local dévoué, chargé de nos programmes et de nos actifs et nous demandons que tous les efforts soient entrepris pour assurer leur protection.

Le 13 juin, quinze personnes dont des femmes et des enfants sont tués dans la répression d'une manifestation par les forces de l'ONUSOM. L'équipe de MSF, tout juste arrivée à Mogadiscio, prend en charge une partie des blessés.

Rony Brauman, président de MSF France, déclare à l'AFP que cet incident meurtrier est monstrueux. Il critique de nouveau le retard de l'opération « Rendre l'espoir ».

Les responsables politiques et militaires étasuniens expriment leurs regrets pour la mort des civils mais soutiennent que les actions de l'ONU sont défendables, accusant le général Aïdid d'utiliser des femmes et des enfants comme boucliers humains. Des parlementaires démocrates se demandent si les règles d'engagement n'ont pas été violées et prédisent que ce type d'incident se reproduira.

Le 14 juin, l'ensemble des sections MSF présentes en Somalie publie un communiqué commun dénonçant l'usage excessif de la force par les troupes de l'ONUSOM et déplorant les morts de civils.



« **L'incident meurtrier des casques bleus pakistanais: un épisode « monstrueux » selon Rony Brauman** », AFP (France), Paris, 13 juin 1993 (en français).

L'incident meurtrier de Mogadiscio où les casques bleus pakistanais ont tué dimanche au moins 14 personnes dans une manifestation constitue un épisode monstrueux, a estimé le président de Médecins Sans Frontières (MSF) Rony Brauman.

« On demande à des troupes de natures très différentes de faire du maintien de l'ordre, ce qui est de toute façon très difficile pour des soldats », a déclaré à l'AFP M. Brauman. « On mélange des troupes pakistanaises, américaines, etc. qui ont des pratiques d'intervention différentes, notamment pour le maintien de l'ordre », a-t-il expliqué.

Rony Brauman a ajouté que MSF s'était retirée de Somalie au début mai, mais que jeudi, deux équipes, l'une de coordination et l'autre de chirurgie, sont revenues à Mogadiscio, pour soigner les victimes éventuelles des raids de l'ONU sur les positions du général Mohamed Farah Aïdid.

« Nous ne nous attendons pas nécessairement à un bain de sang, mais nous ne voulons prendre aucun risque », a-t-il ajouté pour expliquer ce retour partiel de MSF sur place.

Il a estimé également que l'opération militaire décidée par l'ONU est « logique », suite à la mort de casques bleus. « L'ONU ne peut pas se faire agresser sans réagir, et elle devait marquer sa détermination. La riposte était automatique ».

« Mais la critique est en amont », a-t-il ajouté. « Elle porte sur le caractère très tardif de l'opération Rendre l'espoir, qui a eu lieu avec 8 à 10 mois de retard. Si on était intervenu plus tôt, on aurait peut-être pu enrayer le phénomène famine-milices, et éviter ces incidents dramatiques », selon lui.



« Les Etats-Unis expriment des regrets pour avoir tiré sur des Somaliens » Eric Schmitt, **The New York Times** (Etats-Unis), 13 juin 1993 (en anglais). D93 [🔗](#)

Extrait :

[...] Des témoins et du personnel de l'hôpital ont affirmé que des soldats pakistanais avaient tiré sur une foule de femmes et d'enfants désarmés, en tuant 20 et en blessant 50. Mais un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Islamabad a affirmé que les soldats avaient riposté après avoir été attaqués par un groupe de Somaliens armés et a fortement nié que les forces pakistanaises aient tiré sur une foule sans défense. [...]

Le 5 juin, des Somaliens armés ont tué 23 Pakistanais, lors d'une embuscade, faisant feu en se cachant derrière un bouclier humain de femmes et d'enfants.

Selon des responsables américains, lorsqu'ils ont tiré sur les quelque 70 Somaliens aujourd'hui, les Pakistanais

ont probablement eu peur que les forces loyales au général Mohammed Farah Aïdid n'utilisent ces mêmes tactiques en représailles contre les bombardements américains de ces deux dernières nuits sur des entrepôts d'armes et sur une radio contrôlée par le général Aïdid.

«*Evidemment, nous déplorons tous les pertes de ces vies et espérons que cela ne durera pas*», a déclaré aujourd'hui Madeleine K. Albright, la déléguée des Etats-Unis aux Nations unies, lors de l'émission de CBS «*Face à la nation*». «*Mais je peux comprendre ce que c'est que de voir une foule arriver sur soi, quand on est un soldat qui n'est pas autorisé à se défendre.*»

Le général de brigade Maurice Baril, du Canada, conseiller militaire au bureau du maintien de la paix des Nations unies à New York, a déclaré dans un entretien au téléphone que son rapport préliminaire soutenait la thèse des Pakistanais et que des passants avaient pu être pris sous les tirs croisés. Le général de brigade Baril a qualifié le général Aïdid de «*personnage fourbe*» qui n'hésiterait pas à utiliser des femmes et des enfants comme bouclier.

[...] Certains hauts responsables militaires américains se demandent toutefois si les Pakistanais, dont le contingent de 4400 soldats est le plus important de la force de maintien de la paix en Somalie, composée de 18 000 soldats, ne seraient pas un soutien involontaire aux efforts du général Aïdid pour monter ses militants contre les forces des Nations unies. [...]

L'attention est aujourd'hui tournée vers les Pakistanais, qui pour la seconde fois ont tiré sur des manifestants qui protestaient contre les attaques aériennes américaines. Lorsqu'on lui a demandé si les Pakistanais avaient paniqué ou perdu tout contrôle, madame Albright a répondu : «*Je ne crois pas. Je pense qu'ils sont inquiets face à ces foules qui sont poussées à l'excitation. Ils sont inquiets qu'il puisse y avoir derrière ces femmes et ces enfants des gens armés et je pense que ce sera le problème tant que ces foules seront poussées à l'action.*»

D'autre part, des parlementaires étasuniens ont exprimé leur inquiétude concernant le contrôle des commandants des Nations unies sur leurs troupes à Mogadiscio et sur la volatilité inhérente aux opérations de maintien de la paix.

«*J'espérais que les Pakistanais sauraient se montrer plus prudents, car si des civils sont tués – des femmes et des enfants – cela va être difficile de vendre cette mission au peuple américain*», a déclaré le sénateur du Kansas Bob Dole, chef d'une minorité au Sénat, à une chaîne de télévision câblée.

Le sénateur démocrate du New Jersey Bill Bradley a déclaré au journal de CBS : «*Je ne crois pas que les règles d'engagement autorisent de tirer sur une foule. Mais je pense qu'on voit apparaître ici tous les problèmes et dangers du déploiement d'une force militaire multilatérale dans le monde post-guerre froide*».

Et M. Bradley de poursuivre: «*Il est très difficile de déployer une force avec des objectifs humanitaires sauf si vous y êtes invité par un peuple ou que vous êtes prêt à rester et à tout simplement imposer une force de police. Ce n'est pas le cas ici, donc ce genre d'événements va se multiplier,*

puisque nous faisons partie d'une force multilatérale dans un monde incertain.»



«*Déclaration de MSF contre les meurtres de civils à Mogadiscio*», **Communiqué de presse** MSF, Nairobi, 14 juin 1993 (en anglais).

Médecins Sans Frontières est en complet désaccord avec l'usage excessif de la force employé par les soldats de l'ONUSOM contre les habitants de Mogadiscio.

MSF condamne les meurtres de civils par l'ONUSOM qui ont eu lieu le 13 juin 1993 dans la capitale somalienne.

Selon nous cette réponse était hors de proportion avec la menace qui pesait sur les soldats.

MSF est présent en Somalie depuis les premiers jours du conflit et demande aux forces de maintien de la paix des Nations unies de reconsidérer leur approche et d'apporter de la sécurité aux Somaliens en appliquant des mesures plus pacifiques.

Dans la nuit du 16 au 17 juin, l'envoyé spécial des Nations unies en Somalie donne l'ordre d'arrêter le général Aïdid qu'il qualifie de « menace pour la sécurité des Somaliens et de la communauté internationale. » Les forces de l'ONUSOM lancent aussitôt une intervention aérienne et terrestre sur le quartier où réside le général, qui est introuvable. L'opération est étendue à tout le sud de la ville, cause la mort d'une soixantaine de Somaliens, en blesse une soixantaine d'autres et détruit des dizaines de bâtiments.

Dans la matinée, l'hôpital Digfer, où sont embusqués des partisans d'Aïdid, est bombardé. Puis c'est le tour de la maison d'AICF, où se trouvent les équipes d'AICF et MSF et plusieurs journalistes. Un employé somalien est tué, dix autres sont blessés.



«*L'assaut est lancé sur la maison du chef somalien qui reste introuvable. L'ONU attaque à Mogadiscio après des heures de bombardement par les forces étasuniennes.*» Donatella Lorich, **The New York Times** (Etats-Unis) Mogadiscio, 17 juin 1993 (en anglais). **D94** [↗](#)

Extrait :

Après des heures de bombardement américain qui ont secoué la ville, les troupes des Nations unies ont pris d'assaut le quartier général du général Mohammed Farah Aïdid tôt ce matin. Mais le chef de clan somalien et ses proches collaborateurs n'étaient plus là.

Le centre de Mogadiscio a été transformé en champ de bataille lorsqu'un avion a lancé l'assaut et que des soldats de la paix ont envahi la ville. Les troupes des Nations

unies ont encerclé la base du général Aïdid mais se sont alors retrouvées sous le feu de Somaliens armés.

Plus de 60 Somaliens et au moins 5 soldats de la paix des Nations unies – 4 Marocains et un Pakistanais – auraient été tués et plus de 100 Somaliens et 44 soldats des Nations unies ont été blessés.

Après la bataille, les Nations unies ont pour la première fois appelé officiellement à l'arrestation du général Aïdid qu'elles tiennent pour responsables des embuscades du 5 juin qui ont causé la mort de 23 soldats de la paix pakistanais et en ont blessés 56. [...]

Rien n'a été dit sur l'endroit où se cache le général Aïdid, mais on pense qu'il se trouve dans un hôpital avec un nombre assez conséquent de combattants loyaux. L'attaque avait pour objectif de détruire sa base, pas de capturer le général ou ses combattants, et le président Clinton a qualifié l'opération de succès complet.

Le bilan humain de la journée est le plus élevé jamais atteint en une seule opération depuis que la coalition dirigée par les Etats-Unis est arrivée en décembre pour protéger les livraisons de nourriture aux centaines de milliers de personnes menacées de mort par la famine et la guerre civile.

L'ordre d'arrestation du général Aïdid a été donné ce soir par Jonathan Howe, un amiral étasunien à la retraite, envoyé spécial des Nations unies en Somalie. Il a été donné après plusieurs jours de déclarations contradictoires de la part des responsables des Etats-Unis sur la pertinence d'arrêter le général ou pas.

Apparemment une incertitude demeurait sur ce que les autorités feraient de lui s'il était capturé. [...]

«*J'ai demandé au général Bir de l'arrêter dès que ce serait faisable*», a déclaré l'amiral Howe, faisant référence au général turc Cevik Bir, le commandant de la force militaire des Nations unies en Somalie. «*J'espère qu'il se rendra de lui-même pacifiquement. Il sera traité avec justice.*» L'attaque a commencé à 1h30 du matin, heure locale, lorsque le quartier du général Aïdid a été secoué par les tirs de canon et de missiles d'hélicoptères de combat Cobra et AC-130H Specter.

A l'aube, des centaines de soldats des Nations unies ont débarqué de la zone portuaire et ont subi les nombreux tirs des francs-tireurs avant de prendre d'assaut les résidences du général Aïdid, d'un ancien officier de l'armée somalienne et de deux de ses alliés. Les maisons avaient été désertées et les soldats de la paix qui ont fouillé toutes les maisons n'ont pas trouvé le général Aïdid.

Les combats se sont étendus dans tous les quartiers sud de Mogadiscio, dont la plus grande partie étaient sous le contrôle du général Aïdid depuis le renversement, en janvier 1991, du dictateur Siad Barré, au pouvoir depuis 21 ans.

Ce soir, les hôpitaux annonçaient que 60 Somaliens avaient été tués et environ une centaine avait été blessés.

Deux missiles lancés par hélicoptère ont atterri dans la cour d'une agence de secours française, Action Internationale Contre La Faim, tuant un employé somalien et en blessant sept autres, selon [...], la coordinatrice de

Médecins Sans Frontières, une autre organisation de secours française. [...]

Selon le major David Stockwell, porte-parole de la force des Nations unies en Somalie, tous les objectifs de la journée ont été atteints en détruisant le centre de commandement de la milice du général Aïdid et en expulsant les combattants.

Le désarmement des combattants somaliens reste un objectif de la mission des Nations unies et l'amiral Howe a déclaré que l'ordre d'arrestation du général Aïdid va dans le même sens que la résolution du Conseil de sécurité du 6 juin qui appelait à l'arrestation et au jugement de tous les responsables des meurtres, la veille, des soldats de la paix pakistanais [...]

«*Nous devons utiliser la tragédie du 5 juin comme une incitation au désarmement*» a-t-il ajouté. L'assaut d'aujourd'hui, que l'amiral Howe a décrit comme un «*succès complet*», a eu lieu au sixième jour d'opérations militaires d'envergure menées par les Nations unies. [...]

Les trois premiers jours, des bombardements aériens chaque nuit ont détruit les entrepôts d'armes et touché la radio de Mogadiscio. Selon les Nations unies, la station était utilisée pour diffuser des messages hostiles aux Nations unies et inciter à des actions contre les forces de maintien de la paix.

Le quatrième jour a consisté essentiellement en une opération psychologique de diffusion de tracts appelant les Somaliens à coopérer et de diffusion par haut-parleurs de bruits de tirs d'armes automatiques et de tanks dans toute la ville.

La cinquième nuit a été calme car le temps était couvert. Les attaques ont nourri le ressentiment et la colère des Somaliens contre les Américains et les Nations unies. Selon des responsables, les tensions se sont aggravées quand plus de 20 civils ont été tués au cours de deux manifestations dimanche quand les troupes ont ouvert le feu après que des francs-tireurs les ont visés.

L'amiral Howe a accusé le général Aïdid d'utiliser des femmes et des enfants comme boucliers humains, affirmant que la faction du général avait organisé les manifestations et qu'il serait tenu pour responsable des morts. [...] A un moment, les combattants ont fait taire leurs canons pendant 30 minutes et des hauts-parleurs ont fait entendre des messages en somali et en anglais, demandant aux gens de quitter leur maison.

L'avertissement a été donné deux fois, puis les bombardements ont commencé. [...]

A l'aube, des troupes terrestres se sont dirigées vers la zone, dans des tanks et des jeeps. Depuis environ sept heures, des hélicoptères de combat Cobra et des hélicoptères de reconnaissance survolaient la ville, produisant un rugissement permanent. A plusieurs reprises, les hélicoptères ont tiré des missiles, provoquant des flammes et des explosions qui ont fait trembler la terre à plus d'1 km.

Selon le major Stockwell, les soldats pakistanais ont encerclé la base du général Aïdid tandis que les Italiens formaient un deuxième cercle. Les bombardements visaient la base du général Aïdid, la maison de son allié

et voisin le colonel Jess, et deux garages proches qui avaient déjà été frappés les nuits précédentes.

Alors que les soldats des Nations unies se déplaçaient de bâtiment en bâtiment, les balles des francs-tireurs volaient, arrachant les feuilles des arbres et s'enfonçant dans les murs des maisons. A environ 11 heures du matin, les soldats pakistanais, américains et italiens sont entrés dans la base du général Aïdid. [...]

Pendant l'attaque, la plupart des boutiques de fortune étaient fermées, mais de nombreux Somaliens, ignorant plus ou moins l'existence de combats, déambulaient dans les rues, et se penchaient quand les balles arrivaient trop près.

Des hommes se regroupaient pour écouter la radio. Seules quelques averses torrentielles dans la matinée ont réussi à faire baisser le niveau des tirs.

Selon le major Stockwell, à l'hôpital Digfer, les soldats français se sont fait tirer dessus par des hommes en armes qui utilisaient les patients comme boucliers humains.

Un officier italien a raconté avoir confisqué, à un barrage de contrôle, 5 bombes de fabrication chinoise cachées dans le châle d'une femme.

En milieu d'après-midi, l'agence de presse italienne ANSA, basée à Rome, annonçait que les troupes italiennes et françaises allaient attaquer l'hôpital Digfer où le général Aïdid et ses miliciens étaient prétendument cachés.

Se déplaçant furtivement de maison en maison pour les fouiller, les soldats français se sont retrouvés sous le feu des francs-tireurs en arrivant près de l'hôpital mais à la tombée de la nuit, il n'était pas certain qu'il y ait encore des hommes à l'intérieur.

La nuit est tombée sur Mogadiscio ainsi qu'un silence inhabituel et l'incertitude régnait sur ce qu'allaient faire les troupes des Nations unies.

En quittant la maison du général Aïdid en début d'après-midi, les soldats avaient laissé derrière eux un petit drapeau des Nations unies. Un peu plus tard, des adolescents somaliens ont escaladé les ruines, récupéré le drapeau et l'ont déchiré.



« Dernière minute - nuit du 16 au 17 - 7h30 »
Fax de la coordinatrice MSF France à Mogadiscio, à MSF Paris, 17 juin 1993 (en français).
D95

Les bombardements aériens ont repris avec une intensité accrue cette nuit, centrés sur le QG d'Aïdid et Jess et le quartier où nous étions avant. Nouvelle tactique: sommation par loudspeaker [haut-parleur] aux personnes d'évacuer et de prendre le chemin d'Afgoye à pied, les mains sur la tête, annonçant que la maison allait être détruite. Ceci s'est produit à plusieurs reprises, la fumée s'élevait dans le ciel, les avions ont persisté plusieurs heures. A l'aube, la contre-offensive a semblé commencer et à 7h15, à présent, le quartier résonne de tous projectiles (machine gun, RPG, lance-roquettes etc...) + tirs de missiles des hélicoptères.

Impossible de savoir les casualties [victimes] de la nuit dans les hôpitaux. Impossible de sortir au Digfer. Les combats sont à côté. On reste à l'intérieur, prudents de ne pas s'exposer tant que les combats sont proches de notre maison.

Les dommages dans le quartier d'Aïdid ont dû être importants et les événements de cette heure-ci montrent qu'on est passés dans la guerre ouverte.

On reste en stand by tel, fax et radio.

Tout va bien sauf un petit déficit de sommeil.



« **Déposition** concernant les événements du 17 juin 1993 à Mogadiscio » par la coordinatrice de MSF France en Somalie, 25 juin 1993 (en anglais) **D92**

Extrait :

Le 17 juin, notre équipe de six expatriés et notre personnel national de Médecins Sans Frontières résidaient depuis 6 jours dans la base d'Action Internationale contre la Faim.

Cette base, comprenant un bureau, un bâtiment résidentiel, ainsi que des jardins et des zones de stockage, abritait les expatriés et le personnel local d'AICF, les expatriés et le personnel local de MSF et cinq journalistes français.

Les lieux étaient clairement identifiés depuis des mois, indiqués sur les cartes des Nations unies et en particulier de la CMOC [service des relations civilo-militaires] et signalés par des drapeaux, des autocollants et de grands panneaux marqués au logo de l'organisation positionnés sur les toits et le portail.

De ce site nous pouvions nous rendre facilement dans les hôpitaux Digfer et Benadir, tout près de la résidence du CICR où nous tenions chaque jour des réunions de coordination sur les urgences médicales.

L'armée nous avait demandé de changer de lieu mais nous attendions une annonce à la population de notre quartier pour décider de nous relocaliser provisoirement. Cette relocalisation posait en fait plusieurs problèmes: la sécurité de notre personnel local, celle des stocks, l'accessibilité de notre aide et la sécurité de notre personnel expatrié. En effet, si nous avions rejoint la nouvelle base du quartier général de l'ONUSOM, comme nous le suggérait l'ambassadeur Howe, nous serions devenus inaccessibles au personnel de santé somalien et aux victimes, et nous aurions pris des risques pour la sécurité de notre propre personnel en tant qu'ONG directement associée à une force militaire impliquée dans des opérations de représailles.

Dans la nuit du 16 au 17 juin, les raids aériens qui avaient commencé les nuits précédentes ont repris, visant cette fois-ci particulièrement les maisons du général Aïdid et du colonel Jess, au nord-ouest de K6. Dix minutes avant les bombardements, l'ordre avait été donné à la population de ces maisons de sortir sans armes et de marcher dans la direction de la route d'Afgoye. Une annonce similaire avait été faite à l'aube concernant les alentours du

quartier général d'Aïdid, invitant la population à quitter le quartier de la forteresse d'Aïdid, situé au nord-ouest du carrefour K6.

Notre base, située à un peu plus d'un kilomètre à l'est de l'axe K6-Digfer, voire même un peu plus loin de la résidence d'Aïdid que la résidence du CICR, ne semblait pas poser de problème. Aucun avertissement spécifique ne nous a été donné ce jour-là, ni à la population du quartier C. Bien que non informés des plans et décisions militaires, nous ne nous attendions pas à une opération de représailles étendue à d'autres zones sans notification préalable.

Dans la matinée, nous avons pris contact avec le docteur Fuji de l'hôpital Digfer par radio VHF, afin d'évaluer les possibilités et la nécessité de nous rendre à l'hôpital pour soutenir le service des urgences. Il a insisté pour que nous restions à la base, soulignant que les forces étaient déployées autour de l'hôpital et que des affrontements s'y déroulaient.

Une évaluation de l'accès à l'hôpital Benadir nous a montré que la route d'Afgoye était aussi bloquée par le déploiement des véhicules blindés et qu'en conséquence l'hôpital de Bénadir était également inaccessible. Des contacts avec les forces armées via le CMOC [Centre de Coordination des Opérations civilo-militaire] sur le canal d'urgence nous confirmé cette information. En conséquence, la décision d'envoyer nos équipes sur l'hôpital a dû être reportée heure par heure.

Nous étions très inquiets pour les blessés : si nous ne pouvions pas atteindre les hôpitaux nous-mêmes, comment pourraient-ils le faire ?

Quelques minutes avant 11 heures, nous avons ressenti l'impact lourd et fracassant d'un tir de missile sur le bâtiment abritant le bureau de l'AICF. Le missile a explosé l'arrière d'une voiture et a traversé les quatre murs d'une cabane en béton construits contre le mur du bâtiment et le mur de la base, entraînant des morts, des blessés et des dégâts sur la cabane, le bureau et la voiture.

Quelques secondes plus tard, une deuxième explosion assourdissante, plus proche, a de nouveau secoué la maison, bien que nous n'ayons pas retrouvé les restes de ce supposé second missile.

Le missile d'attaque TOW lancé d'un hélicoptère au sud de notre site (comme indiqué par la direction des rayons de guidage) a été suivi d'une longue (10 à 15 minutes) attaque à la mitrailleuse de 20mm .

Ces événements nous ont amenés à contacter l'armée (via le CMOC) afin d'obtenir que les forces de l'ONU interrompent leur attaque sur la base des ONG. La CMOC a alors contacté le quartier général des forces de l'ONU et ordre a été donné d'arrêter les bombardements de notre bureau, ce qu'ils ont effectivement fait.

Pendant tout ce temps, nous avons prodigué des soins d'urgence aux victimes de notre attaque, des membres de notre personnel somalien d'AICF et MSF. Un homme, [...], qui se trouvait dans la cabane touchée par le missile, est mort sur le coup. Un autre, [...], est resté dans un état critique pendant quelques heures avant de bénéficier des soins de l'équipe médicale et d'être transféré à l'hôpi-

tal. Les sept autres blessés légers ont reçu les premiers soins d'urgence par l'équipe médicale.

Aucun de nos patients n'aurait pu atteindre l'hôpital ; sans supervision médicale, la personne gravement blessée aurait pu mourir ce jour-là. La personne décédée a été rendue à sa famille l'après-midi même et la famille a décidé de l'enterrer aussitôt sans en rendre compte à la morgue de l'hôpital, ce qui se fait d'habitude à Mogadiscio.

Il était extrêmement difficile de circuler dans et en dehors de la zone : des journalistes, de retour chez eux, ont témoigné avoir été visés par les forces de l'ONU dans la rue, bien que s'étant clairement identifiés. De toute façon, où pouvait-on se rendre pour chercher des soins chirurgicaux d'urgence ?

L'hôpital SOS a reçu quelques patients mais il n'a pas de chirurgien et ne prodigue pas de soins chirurgicaux, et l'hôpital du CICR à Mogadiscio-nord était non seulement plus loin mais aussi particulièrement inaccessible à la majorité des membres des clans de Mogadiscio-sud. En d'autres termes, nous étions, à ce stade, convaincus qu'il existait un problème majeur d'accès aux soins d'urgence et nous nous attendions à ce que le nombre de blessés somaliens soit largement sous-estimé.

Les attaques nous ont pris par surprise car nous ne nous attendions pas à ce que les Nations unies ciblent la base identifiée d'une ONG. Nous avons demandé une enquête officielle sur les événements et cette requête a été présentée ce jour, le 17 juin, à l'ONUSOM via la CMOC, sur le canal d'urgence.

Nous étions extrêmement préoccupés du fait que les forces armées ne soient pas informées de la présence des ONG et ne respectent pas les drapeaux et les signes humanitaires.

Toutes les victimes de la base de cette ONG étaient innocentes, autant que nous puissions en témoigner : il n'y avait pas de francs-tireurs dans la base et pas de fusils en vue. Nous n'avons pas pu identifier ce qui avait pu entraîner une aussi lourde attaque.

En attendant les résultats officiels de l'enquête (qui n'ont toujours pas été communiqués à MSF), nous avons reçu diverses explications de l'incident via le service des relations avec les civils de l'ONUSOM, le CMOC, le commandant des forces françaises à Mogadiscio et la rumeur. La plus spontanée est celle avançant qu'il y avait des francs-tireurs somaliens dans la base de l'AICF. Comme nous étions tous dehors avec le personnel local près de l'endroit de l'impact du missile ce matin-là, nous étions convaincus que ce n'était pas le cas et avons demandé une enquête.

La deuxième consistait à dire que les trois missiles étaient des missiles perdus. Finalement l'explication donnée par le lieutenant français Bourgain faisait référence à une confusion de la part d'un pilote d'hélicoptère qui apparemment avait pris pour un fusil la perche du micro des journalistes de l'équipe de la télévision française France 2, posée à l'arrière de la voiture.

Cette dernière explication ne justifie toujours pas la disproportion entre la menace hypothétique d'un fusil et l'attaque lourde impliquant des missiles et dix minutes

de mitraillage au 20 mm, qui a augmenté le nombre de victimes.

En début d'après-midi, nous ne pouvions toujours pas quitter notre base car le CMOC et notre personnel somalien nous le déconseillaient. On nous avait dit que les combats s'intensifiaient autour de l'hôpital Digfer et plus tard nous avons appris que l'hôpital avait été bombardé par les forces des Nations unies.

J'ai visité moi-même l'hôpital Digfer le lendemain et vu l'impact des bombardements sur ses services : le bloc chirurgical semblait avoir été bombardé par de l'artillerie lourde qui avait percé un trou dans le mur porteur près du système d'air conditionné, le système d'alimentation en eau (mais pas la pompe) était cassé à différents endroits et l'eau coulait à travers la façade et inondait le sol ; de nombreuses salles d'hospitalisation et couloirs n'avaient plus de fenêtres, plusieurs encadrements de portes et balcons étaient effondrés, le système électrique était en partie endommagé, de l'eau coulait par le plafond de la pharmacie du bloc opératoire et les salles d'hospitalisation étaient remplies de débris mais vides de patients : tous les patients avaient quitté l'hôpital, y compris les plus sévèrement atteints, emmenés par leurs familles avec leur matelas et leurs perfusions.

Pour justifier l'attaque, on nous a dit que le général Aïdid avait soi-disant pris position dans l'hôpital. Les instructions initialement données aux forces de l'infanterie onusiennes étaient apparemment de n'utiliser que des armes de faible portée au quatrième étage (où des hommes en armes somaliens étaient en effet positionnés) mais c'est l'hôpital tout entier, y compris le rez-de-chaussée qui a fini sous le feu de l'artillerie.


Avec ce qui s'est passé, la plupart des patients ne reviendront pas de sitôt à l'hôpital. Il y a un sentiment croissant qu'on est plus en sécurité à la maison. Nous avons rencontré des patients qui ont quitté l'hôpital Digfer avec leur famille : ils ont choisi de ne pas revenir trop tôt. Après un grand ménage et de petites réparations d'urgence réalisées par le Croissant rouge somalien, l'hôpital Digfer est de nouveau prêt à recevoir des patients mais l'évaluation et la mise en œuvre d'un travail structurel important devront attendre des temps plus calmes. Le plan de l'opération terrestre a nécessairement entraîné le conflit vers le site de l'hôpital Digfer. Est-ce que les forces onusiennes ont pris toutes les précautions nécessaires, pendant les phases de préparation comme pendant l'opération elle-même, afin de limiter les risques que cet établissement médical ne soit pris pour cible des opérations et finalement assiégé ?

Une visite des hôpitaux militaires de l'ONU dans les jours qui ont suivi nous a confirmé que les hôpitaux américain et suédois, jusqu'ici impliqués dans le traitement de patients somaliens, avaient fermé leurs portes à toute personne étrangère à l'ONUSOM dès le début de l'opération militaire.

L'hôpital marocain toutefois a poursuivi sa politique de porte ouverte aux Somaliens, bien que ce n'ait pas été particulièrement facile pour les Marocains comme pour les Somaliens : a) le nombre important de blessés marocains (combien d'entre eux ont été comme nous victimes

de tirs d'hélicoptères américains ?) avait déjà rempli l'hôpital (b) la position très visible des Marocains sur la ligne de front lors de l'attaque n'a pas encouragé les Somaliens à se rendre à cet hôpital. (c) L'hôpital n'était pas accessible de l'est de la route de K6-Afgoye.

L'ONUSOM ayant déclaré que les opérations au sol dans le sud de Mogadiscio pouvaient reprendre à n'importe quel moment et le désarmement étant dans le mandat de l'ONUSOM en Somalie, les organisations humanitaires font part de leur inquiétude concernant la priorité (ou l'absence de priorité) donnée aux populations civiles et aux considérations humanitaires dans le planning des opérations. Alors que nous nous coordonnons entre organisations civiles pour que les premiers secours soient répartis dans toute la ville, il est important je crois de témoigner de ce qui s'est passé le 17 juin afin de s'assurer que dans le contexte difficile de la guerre urbaine, les principes humanitaires continuent à être respectés par les forces de maintien de la paix.

 *On avait terminé tous les programmes. On avait retiré toutes les équipes. Il n'y avait plus personne de MSF France en Somalie. J'étais toute seule. Les militaires ont annoncé qu'ils voulaient que les humanitaires quittent la capitale parce que « ce territoire va devenir une zone de guerre, vous n'avez pas votre place ici. » J'ai pris contact avec eux et je leur ai demandé: « Quels sont les hôpitaux prévus pour les blessés, quel est votre plan médical ? » Ils n'avaient pas de plan médical. Ils ne connaissaient pas les hôpitaux. Ils ne connaissaient que l'hôpital de la Croix-Rouge et ils ne savaient même pas que les gens du sud de la ville ne pouvaient pas s'y rendre parce qu'il est situé du côté nord, de l'autre côté de la ligne de front. Ils ne connaissaient rien, même pas le B-A BA des conventions de Genève. Il y avait bien un juriste dans l'équipe de l'armée américaine qui comprenait, mais sa voix ne devait pas porter très loin. En revanche, par la suite, elle sera une personne-clé pour faire comprendre aux Américains quel borbier ils ont créé.*

Ils avaient préparé une opération et ils n'arrivaient pas à donner des réponses sur les garanties qu'ils pouvaient offrir à la population locale. Donc on a repositionné du matériel dans les hôpitaux et dans le compound ACF et ont fait venir une équipe chirurgicale: chirurgien, post-op, etc. A Mogadiscio, on s'attendait à chaque instant à se prendre un coup de kalachnikov. C'était le climat ambiant. Mais se prendre un bombardement de la part des militaires alors qu'on a tout fait dans les règles, ça, on ne l'avait pas imaginé... Si on s'attend à ce que quelqu'un respecte les conventions de Genève c'est bien les militaires, qui ont des budgets de formation et sont censés connaître ces règles !

Quoi qu'il en soit on a peint notre grosse croix sur le bâtiment. Mais en fait, l'équipe MSF n'a pas beaucoup travaillé... Les troupes de l'ONU ont mis les tanks à l'entrée des hôpitaux Benadir, Digfer, donc plus personne ne pouvait y rentrer. Quand ça a commencé à bombarder, on a appelé les responsables des hôpitaux qui nous ont dit : « ne venez

pas, vous ne pouvez pas entrer et la bataille se déroule juste devant l'hôpital.» A Digfer, un hôpital en hauteur avec de nombreux étages, la bataille s'est terminée dans l'hôpital avec les Somaliens en position sur les fenêtres, qui ont commencé à tirer sur les troupes de l'ONU d'en haut. Alors les forces de l'ONU ont balancé des bombes dans l'hôpital. Tous les patients s'enfuyaient en courant, ou en sautant les murs de l'hôpital, certains encore avec leur perfusion. Avec l'équipe, on était immobilisés dans le compound. Stephen Smith, le journaliste de Libération, et des journalistes de télé sont rentrés pour se mettre à l'abri à la maison parce que ça tirait dans tous les coins. Ils avaient une grande perche pour le micro à l'arrière du pick-up. Le véhicule est arrivé très très vite, ils ont ouvert la porte et ils l'ont fait rentrer, puis il s'est arrêté. Les passagers en sont descendus et à peine une minute plus tard, l'hélicoptère l'a bombardé. Les militaires ont dit que c'était parce que le véhicule allait très vite et que la perche du micro ressemblait à une arme.

J'ai d'abord appelé les militaires en leur disant : « arrêtez de tirer. » J'ai insulté tout le monde, j'étais hors de moi. A l'époque, j'aurais appelé n'importe qui. Je ne me suis jamais sentie traumatisée par ces événements sauf peut-être ce doute qui persiste: est-ce que c'était une erreur de ma part de faire venir une équipe chirurgicale pour la mettre dans ce genre de situation? Les gens qui ont été touchés étaient déjà dans cette situation donc je ne ressens pas nécessairement la responsabilité de leur vie. Mais cela aurait pu être ceux de l'équipe que j'avais fait venir et là probablement j'aurais été traumatisée. Mais ces bombes qui nous sont tombées dessus m'ont quand même fait très peur. Ensuite j'ai déversé toute mon énergie dans la réponse.

Coordinatrice MSF France en Somalie mars à juin 1993 (en français).

Toutes les sections de MSF diffusent aussitôt un communiqué de presse dénonçant l'attaque et le manque d'informations préalables sur son envergure. MSF annonce avoir demandé aux forces de l'ONUSOM qu'une investigation officielle soit menée.

Les responsables de MSF France décident également de déposer un recours juridique dans le cadre des règlements internes des Nations unies et auprès des commandements nationaux. V12 



« Bombardement d'une base de secouristes par l'ONUSOM - MSF demande une enquête officielle » Communiqué de presse, Médecins Sans Frontières, 17 juin 1993 (en français/en anglais).

Médecins Sans Frontières dénonce vigoureusement l'attaque de la maison d'Action Internationale Contre la Faim

(AICF) ce jeudi à 11h30, heure de Mogadiscio, dans laquelle se trouvaient 2 membres d'AICF, 6 membres de Médecins Sans Frontières et 5 journalistes et du personnel somalien.

Selon nos premières informations, deux missiles puis des tirs de mitrailleuses lourdes ont directement visé cette habitation, provoquant la mort d'un employé somalien et faisant 8 blessés somaliens dont un gravement atteint, et la destruction de ce bâtiment.

L'équipe est actuellement retranchée dans la maison avec impossibilité d'en sortir et d'en évacuer les blessés en direction d'un hôpital.

Médecins Sans Frontières dénonce le manque d'informations préalables sur l'envergure de cette attaque et l'impossibilité pour les équipes humanitaires d'effectuer correctement leur travail.

L'équipe a immédiatement demandé une investigation officielle auprès des forces de l'ONUSOM sur l'origine de cette agression.

Cette nouvelle action ne peut qu'aggraver la confusion entre les acteurs de l'humanitaire et les forces militaires et donc rendre dangereux, voire impossible le travail des organisations non gouvernementales présentes à Mogadiscio.




Si on se contente de faire un témoignage avec un communiqué de presse pour se plaindre – « MSF a été bombardé » –, ça donne l'image des petits humanitaires qui ne supportent pas la guerre. Les militaires répondront: « c'est la guerre. S'ils ont peur du feu, s'ils ne sont pas capables de supporter le bruit du canon, il faut qu'ils aillent jouer ailleurs. Pour la maison, c'était une bavure et pour l'hôpital, ces pauvres humanitaires ne sont pas capables de voir que c'était un nid d'espions, bourré de combattants prêts à attaquer nos troupes. C'est la honte pour MSF qui n'est pas capable de garder un hôpital où il n'y a que des blessés. Nous, on a l'obligation de faire régner l'ordre. C'est normal, c'est l'humanitaire des armées, etc. On est là pour assurer leur sécurité donc on a eu raison de bombarder l'hôpital ». Dans la tête de l'opinion publique, les deux discours risquent de se télescoper et il ne se passera plus rien. On ne peut pas non plus simplement crier notre indignation devant le comportement des forces du maintien de la paix car c'est une situation compliquée: on pense que c'est plutôt bien qu'ils s'impliquent sur certains terrains mais on ne sait pas jusqu'où on peut compter sur eux et comment. L'enjeu n'est donc pas de pousser une gueulante, mais de savoir si dans le cas où on prendrait le risque d'appeler à un certain nombre d'opérations militaires, on peut en tester l'efficacité, en vérifier les limites, les intentions cachées.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français).

A Mogadiscio, l'équipe de MSF proteste auprès du quartier général de l'ONUSOM II qui promet une indemnisation. L'organisation refuse, n'acceptant pas que le seul recours légal contre cet acte illégal puisse être de l'argent. De plus, en acceptant elle risquerait de se priver de toute autre possibilité de recours.

Aux protestations de l'équipe contre ce qu'elle considère comme une violation des conventions de Genève, le général étasunien répond que dans une opération de maintien de la paix, on peut utiliser la force sans limite.

MSF veut questionner cette argumentation en déposant un recours juridique. Pour l'organisation, qui a souvent appelé la communauté internationale à « prendre ses responsabilités », il peut sembler contradictoire de porter plainte contre les forces de maintien de la paix venues justement protéger les secours aux populations. Mais ce recours est censé lui permettre de tester la réalité des rapports de force entre les humanitaires et les militaires dans ces opérations de maintien de la paix.

 *On est dans cette phase du nouvel ordre mondial où, dans nos têtes d'humanitaires, on trouve que ce n'est pas si mal que la force soit employée quand on n'arrive plus à rien à faire. Et là, c'est nous-mêmes, acteurs humanitaires, qui sommes pour la première fois victimes de la force du maintien de la paix. C'est super mal vécu. Il faut absolument réagir tout de suite et je demande à Joëlle : « est-ce que votre base était marquée, identifiée ? Est-ce que dès que l'attaque a commencé, vous avez protesté auprès de quelqu'un ? Qui étaient vos interlocuteurs sur le terrain ? » Il faut qu'on ait vraiment la matérialité des faits parce que chez MSF, on oublie tout très rapidement. On ne sait plus rien, ça part à toute vitesse. On ne sait même plus si on a protesté ou pas ! Je collecte donc tous les documents : le contrat de location de la maison, la description de l'hôpital, le nombre de malades présents dans l'hôpital, la protestation auprès du colonel. Joëlle vérifie tout. Effectivement on s'était bien signalés auprès de l'ONU: il y avait bien une grande croix rouge sur le toit de l'hôpital et sur la maison plus les drapeaux, donc les lieux étaient objectivement identifiés. Joëlle a dit au général américain: « vous avez attaqué un hôpital qui est un lieu protégé par les conventions de Genève, notre maison, etc. ». Il lui a répondu par fax que dans une opération du maintien de la paix, on peut utiliser la force sans limite: « cet hôpital était devenu un objectif militaire puisqu'il servait à héberger des soldats. L'emploi de la force par des forces de maintien de la paix n'est pas réglementé par les conventions de Genève. On est là pour rétablir la paix donc il n'y a aucune limite à l'emploi de la force. »*


Il ne faut pas s'attendre à ce que les militaires s'expliquent spontanément. Il faut qu'on arrive à leur faire dire pourquoi ils sont là, jusqu'où ils sont prêts à aller pour leur mission et en quoi on peut compter sur eux pour protéger les gens ou non... En quoi ils exposeront leurs soldats ou pas ?

Donc on leur parle pour entendre leur réponse et ça marche ! On réussit donc à déclencher la parole de justification de celui qui emploie la force.

La signature sur le fax nous permet de savoir qui est en charge officiellement. Comme il s'agit d'une force des Nations unies, officiellement c'est un Turc et son second est un Américain. Dans l'organigramme des forces multinationales, les Américains se cachent toujours derrière un allié, en double du système hiérarchique. On se doute bien que ce n'est pas le Turc qui commande alors que le second est américain et que c'est le second qui nous a répondu ! Et là ils nous proposent une indemnisation, car ils ont une commission d'indemnisation. Mais il nous semble inacceptable que le seul recours légal contre l'illégalité soit l'argent. Donc on refuse l'argent. De plus, une fois indemnisés, on n'aurait plus le droit de déposer aucun recours.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique
MSF (en français).

Dans cette situation inédite, il s'agit de déterminer où se situent les responsabilités afin de pouvoir déposer le recours auprès des personnes réellement en mesure de la recevoir. Or il n'a pas été envisagé que les forces des Nations unies, censées œuvrer au bien de l'humanité, puissent commettre des erreurs et devoir en rendre compte. Aucune instance n'est donc prévue à cet effet.

 *Je me rends compte qu'en fait, il n'y a pas de lieu formel où porter plainte. Il doit pourtant bien y avoir quelque part une instance qui contrôle ces actes-là. Les plaintes peuvent se poser au niveau des états-majors nationaux, donc on envoie la plainte à tous les ministres de la défense des forces engagées en Somalie. Je regarde aux Nations unies à qui on peut l'envoyer. On ne peut pas porter plainte devant le département des opérations du maintien de la paix. A la cour internationale de justice, seuls les Etats peuvent porter plainte. Je découvre qu'il existe un tribunal administratif des Nations unies auprès duquel les agents des Nations unies peuvent porter plainte, mais il ne sert que pour les individus qui travaillent dans le cadre des Nations unies, qui ont subi des préjudices. Or c'est le seul organe judiciaire dans lequel on peut contester des actes des Nations unies qui ont porté préjudice à quelqu'un. En effet les Nations unies sont tellement conçues pour faire le « bien » que personne n'a prévu que ça pouvait faire du mal. Il n'y a donc pas de lieu pour contester le fait que les Nations unies fassent du mal. Il ne reste qu'un article de la charte des Nations unies qui dit que le Conseil de sécurité demeure responsable de l'établissement des plans de l'emploi de la force et de l'usage qui en est fait. C'est lui qui établit les plans d'usage de la force, les plans d'attaque, etc. En réalité, cela ne*

fonctionne pas vraiment parce que le comité d'état major qui siège en principe au Conseil de sécurité n'a jamais vraiment fonctionné à cause de la guerre froide. Du coup, le Secrétariat général a développé en parallèle le département des opérations de maintien de la paix, sans aucun lien de responsabilité juridique précis. On décide donc de déposer une plainte au niveau du Conseil de sécurité sur la base de cet article de la charte qui dit que c'est le Conseil de sécurité qui contrôle les plans de l'emploi de la force. On leur dit qu'on conteste la façon dont la force a été employée et on demande réponse.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique
MSF (en français),

Entre temps, le 12 juillet, une des maisons du général Aïdid est bombardée par les forces de l'ONUSOM II alors que s'y tient une réunion politique d'« anciens » (elders), notables et chefs de clans, destinée à trouver une solution politique aux conflits entre factions. En représailles, quatre journalistes étrangers sont tués par la foule.

Les médias et la communauté internationale multiplient les critiques vis-à-vis de la stratégie des forces onusiennes et encouragent ces dernières à la reprise d'un dialogue avec le général Aïdid. Ils se heurtent à la détermination du représentant de l'ONU qui souhaite maintenir une stratégie évitant l'engagement terrestre, donc les pertes parmi les casques bleus.



«Somalie: après le raid contre le général Aïdid, le représentant de l'ONU justifie le recours à la force» Jean Hélène, **Le Monde** (France), Nairobi, 15 juillet 1993 (en français). **D97**

Extrait :

«L'apaisement est une mauvaise politique quand le terrorisme continue. Il y a un temps où il faut recourir à la force», a déclaré, mardi 13 juillet, à Mogadiscio, le représentant spécial des Nations unies en Somalie, l'amiral américain Jonathan Howe, qui a exclu tout changement de politique de l'ONU vis-à-vis du général rebelle. «Nous n'allons pas négocier avec Aïdid, il doit se rendre et nous lui assurerons un procès juste», a-t-il affirmé, en se déclarant «convaincu que la majorité des Somaliens comprennent notre action».

L'amiral s'est employé à répondre aux critiques qui s'élèvent à travers le monde, notamment à celles des autorités italiennes et de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), après le raid du lundi 12 juillet des forces de l'ONU sur une position du général Aïdid, qui a fait, selon des informations recueillies par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), au moins cinquante-quatre morts et cent soixante-quatorze blessés.

Quatre journalistes étrangers ont été tués par une foule en colère juste après le raid onusien. Leurs corps sont arrivés mardi à l'aéroport de Nairobi où attendaient les familles endeuillées de trois d'entre eux. [...]

L'amiral Howe a rejeté l'idée d'une reprise du dialogue avec le général Aïdid qui, depuis le changement de politique de l'ONU à son égard, se dit prêt à de nouveaux pourparlers avec l'ONUSOM. Outre une victoire pour le général, qui aurait ainsi réussi à échapper au mandat d'arrêt lancé contre lui, cette reprise du dialogue signifierait, pour l'ONU, un retour à sa position initiale, lorsqu'elle avait tenté en vain de faire aboutir des négociations de paix entre les clans somaliens.

Pour les stratégies de l'ONUSOM, un changement de méthode, pour éviter à tout prix les morts de civils, reviendrait à privilégier les opérations terrestres par rapport aux raids aériens. Mais, dans le même temps, le risque serait plus grand d'exposer davantage les «casques bleus» à la guérilla menée par le clan Aïdid. Et des pertes trop importantes infligées aux soldats américains risqueraient de provoquer un mouvement d'opinion aux Etats-Unis en faveur d'un retrait du contingent américain de Somalie.



Le plus révoltant c'est l'attaque sur cette maison où il y avait un regroupement de gens du clan d'Aïdid, des représentants de la société civile qui débattaient de la situation. Ils auraient peut-être été en mesure de mettre la pression sur Aïdid pour arrêter sa confrontation avec les forces de l'ONU et trouver des solutions à l'impasse. C'était une réunion importante, ils étaient une centaine. Les hélicoptères américains ont eu l'ordre de lancer des missiles sur cette maison et je crois qu'il y a eu 70 morts.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).



Les Américains ont présenté le bombardement de la maison d'Aïdid comme une opération contre les leaders, les warlords associés à Aïdid. En fait c'était une réunion politique qu'avait organisée Aïdid dans la maison et un nombre important de notables, d'anciens (elders) ont été tués. Parmi eux, il y avait l'un de nos anciens administrateurs de Merka qui était rentré à Mogadiscio, et participait désormais à la réflexion politique mais qui n'était clairement pas un militaire.

Coordnatrice MSF France en Somalie, mars à juin 1993 (en français)

Le 20 juillet, MSF introduit finalement un recours «pour violation du droit humanitaire en Somalie dans

le cadre des opérations de l'ONUSOM le 17 juillet» auprès du Conseil de sécurité des Nations unies, du haut-commandement militaire et des commandants des contingents nationaux des Nations unies en Somalie.

Un communiqué de presse annonçant cette démarche est diffusé le 27 juillet. L'ensemble des sections MSF en est informé et le relaie.



« **Communication** pour violation du droit humanitaire en Somalie dans le cadre des opérations de l'ONUSOM » Médecins Sans Frontières, transmise au Conseil de sécurité des Nations unies, au haut-commandement militaire des Nations unies en Somalie, aux commandants des contingents nationaux en Somalie, 20 juillet 1993 (en français). **D98**

Monsieur,
Veuillez trouver ci-joint le texte d'un recours que Médecins Sans Frontières désire soumettre à votre attention. Ce recours s'appuie sur l'expérience pratique que MSF a acquise en tant qu'organisation humanitaire privée travaillant dans de nombreux pays aux côtés de forces de maintien de la paix. Il est également fondé sur notre conscience aiguë de l'enjeu de la réussite des opérations internationales de maintien de la paix pour l'ensemble de la communauté internationale. Il s'appuie sur la gravité des événements qui se sont déroulés en Somalie dans la journée du 17 juin au regard du droit humanitaire. Nous espérons que vous saurez accorder à ce recours l'attention que nous vous demandons et permettrez que des réponses soient données aux questions que nous posons aujourd'hui.

I - MSF dénonce les violations du droit humanitaire commises lors des opérations du 17 juin 1993

Les événements du 17 juin 1993 (relatés en Annexe 1) ont occasionné de nombreuses victimes en violation de certains principes de droit humanitaire :

- 1 Non-respect de l'immunité des installations et personnels sanitaires

a) Le bombardement de la maison de l'AICF et MSF, édifice bénéficiant d'un marquage humanitaire, a causé un mort, un blessé grave et 7 blessés légers et d'importants dégâts matériels.

Cette attaque a comporté le tir de deux missiles et le mitraillage par hélicoptère pendant 10-15 minutes. La nature et l'identité du bâtiment étaient connues des forces armées. D'après les derniers résultats d'enquête disponibles à MSF, cette attaque aurait été lancée suite à la présence suspecte d'une perche de micro à l'arrière d'un véhicule garé devant la maison. Cette perche de micro aurait été confondue avec une arme. La nature de la riposte semble disproportionnée avec la nature de la menace virtuelle.

b) L'hôpital civil de DIGFER bombardé le 17 juin, édifice sanitaire civil accueillant des blessés, bénéficiant de l'immunité due aux installations sanitaires.

Il est difficile d'appréhender dans quelles circonstances l'hôpital est devenu un centre de bataille, perdant son immunité et devenant une cible. Même s'il paraît que la partie somalienne aurait été la première à enfreindre ce principe, il est difficile d'évaluer si la riposte était proportionnelle à la menace.

- 2 La Mise en danger des populations civiles

Les populations civiles des quartiers avoisinant les cibles des opérations militaires de l'ONU ont été affectées par les attaques, qui ne se sont pas limitées à la zone pour laquelle l'évacuation avait été ordonnée par les forces des Nations unies. Elles se sont étendues aux zones périphériques pour lesquelles aucun ordre d'évacuation n'avait été donné aux populations civiles, alors qu'un avertissement avait été donné aux ONG.

Il est impossible d'évaluer correctement le nombre des civils blessés ou tués lors de cette offensive. L'accès aux hôpitaux étant bloqué, l'enregistrement des blessés n'a évidemment pas eu lieu, pas plus que celui des tués.

MSF peut simplement rappeler que le mort et les huit blessés occasionnés par le bombardement de la maison AICF/MSF n'ont pu être enregistrés dans aucune statistique. Un accès aux hôpitaux est indispensable pour évaluer le nombre de victimes causé par les opérations militaires.

- 3 Impossibilité d'accès aux soins et aux hôpitaux pour les blessés civils

a) L'accès aux deux seuls hôpitaux civils bénéficiant d'un service de chirurgie, Benadir et Digfer, a été bloqué le 17 juin par le déploiement des forces blindées des Nations unies.

Les hôpitaux militaires ont été réquisitionnés pour le soin exclusif des troupes des contingents des Nations unies, créant une discrimination inacceptable entre blessés.

Le seul hôpital militaire resté ouvert aux blessés somaliens était l'hôpital marocain. Celui-ci était inaccessible aux populations résidant à l'est de l'axe K6/Digfer. Par ailleurs, les troupes marocaines étant impliquées en première ligne des opérations militaires, la population somalienne pouvait difficilement envisager de bénéficier de ces services.

b) La coordination médicale et sanitaire des forces de l'ONU : 1/ n'a pas communiqué de plan prévoyant des mesures pour la population civile 2/ n'a pas diffusé d'information sur les possibilités d'accès de la population civile à l'hôpital marocain.

Dès le 11 juin, le CICR, MSF et d'autres ONG ont pris l'initiative de coordonner une opération de soutien civil aux hôpitaux, et de mise en place de soins d'urgence.

II - L'opération du 17 juin engage la responsabilité du Conseil de sécurité des Nations unies, du commandant militaire des Nations unies des commandants des différents contingents nationaux impliqués

La responsabilité du Conseil de sécurité des Nations unies est engagée en tant qu'institution internationale responsable de l'élaboration des plans et des conditions d'utilisation de la force par les troupes engagées dans les opérations de maintien de la paix. Cette responsabilité

est fondée notamment sur les articles 42 et 46 de la Charte des Nations unies.

L'article 42 prévoit que « *le Conseil de sécurité peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales* ».

L'article 46 prévoit que « *les plans pour l'emploi de la force armée sont établis par le Conseil de sécurité avec l'aide du comité d'état major* ».

La responsabilité du commandant militaire des Nations unies et des commandants des différents contingents nationaux impliqués dans les forces des Nations unies découle de l'obligation de respecter le droit humanitaire en période de conflit.

Cette obligation concerne notamment

- le respect de l'immunité humanitaire ;
- le droit permanent aux soins pour tous les malades et blessés sans discrimination entre civils et militaires (article 3 commun aux quatre conventions de Genève) ;
- les précautions à prendre par les militaires lors des attaques (article 57 du premier protocole additionnel aux conventions de Genève) ;
- la responsabilité des commandants de forces armées dans l'utilisation de la force (article 87 du premier protocole additionnel des conventions de Genève) ;
- le respect du principe général de proportionnalité entre la menace et les moyens de la riposte. Ce principe est particulièrement impératif quand la cible de l'attaque est un bâtiment protégé tel que l'hôpital Digfer.

III - MSF déplore le vice de conception générale des opérations de la paix par rapports aux exigences du droit humanitaire.

MSF tient à relier ces événements à son expérience récente à l'occasion d'autres opérations internationales de maintien de la paix des Nations unies : Libéria, ex-Yougoslavie et Somalie. Le déroulement des actions humanitaires est régulièrement entravé par la mise en œuvre du mandat de maintien de la paix. Cette situation pose le grave problème de la validité et du respect du droit humanitaire dans les opérations de maintien de la paix en général. Dans ce contexte, MSF désire que la question posée par l'opération somalienne du 17 juin soit traitée non comme un incident isolé mais comme un révélateur d'une situation générale, appelant aussi rapidement que possible des éclaircissements de la part de l'organisation des Nations unies.

MSF estime qu'un certain nombre de principes humanitaires n'ont pas été pris en compte et respectés dans le déroulement de l'opération militaire de l'ONUSOM.

Ceci est d'autant plus préoccupant que cette opération militaire est destinée à alléger les souffrances de la population civile somalienne, qu'elle est faite sous l'égide des Nations unies et incarne donc le respect de la légalité internationale et des valeurs juridiques de respect de la paix et des droits fondamentaux. Enfin, une confusion s'est instaurée au sein de la population entre les organismes humanitaires et les représentants des Nations unies. Le non-respect par ces derniers des principes d'action humanitaires met en péril l'universalité de ces

principes et leur application en tout temps et en tout lieu, ainsi que la sécurité des organismes de secours.

IV- MSF introduit une requête auprès des instances responsables :

Ayant établi les faits en litige, la nature des infractions alléguées du droit humanitaire ainsi que les responsabilités hiérarchiques, MSF introduit ce recours gracieux:

- 1 Visant les événements du 17 juin 1993

a) MSF demande communication du rapport de l'enquête demandée par ses soins auprès du CMOG à Mogadiscio le 17 juin 1993 sur les événements militaires de la journée. MSF n'a, à ce jour, obtenu aucune réponse officielle à cette demande.

- Ou la communication de tout autre rapport d'enquête de la police militaire des Nations unies ou des contingents nationaux sur ces mêmes événements.

b) MSF demande également communication du plan de coordination médicale et sanitaire établi au sein des forces armées à l'occasion de l'opération militaire du 17 juin 1993.

- 2 Visant l'avenir des opérations humanitaires en Somalie, MSF demande:

a) que les opérations militaires urbaines veillent avant tout à épargner les civils.

b) que la proportionnalité entre la menace et la riposte soit toujours respectée par les forces en présence.

c) que l'accès aux soins soit toujours garanti aux blessés sans discrimination.

d) que l'immunité des organisations humanitaires participant aux secours aux blessés et à la population civile soit respectée.

- 3 Visant de façon générale la compatibilité entre les opérations de maintien de la paix et la poursuite des activités de secours humanitaire MSF demande aux Nations unies :

a) que le Conseil de sécurité affirme clairement l'obligation de respect du droit humanitaire et notamment des conventions de Genève et des protocoles additionnels lors des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix par les Nations unies, et inscrive cette obligation dans les résolutions donnant mandat à ces forces internationales.

b) que le partage des responsabilités concernant le respect du droit humanitaire soit établi entre le commandement des contingents nationaux et le commandement unifié des Nations unies.

c) que l'on détermine l'instance compétente pour enquêter sur les violations du droit humanitaire par des contingents nationaux membres d'une force des Nations unies et dans le but d'adopter des sanctions.

d) que la présence d'organisations humanitaires impartiales soit acceptée et respectée par les mandats des forces de maintien de la paix.

e) que, dès lors qu'il y a usage de la force, même dans le cadre d'une action de maintien de la paix, l'action des organisations humanitaires impartiales puisse s'exercer librement, conformément aux dispositions pertinentes des conventions de Genève.



« Déclaration sur la Somalie », message de la coordinatrice en Somalie, et Dominique Martin, responsable de programme Somalie, MSF France, à tous les responsables de programmes Somalie de MSF, 21 juillet 1993 (en anglais).

Vous trouverez ci-joint la substance de notre position sur la Somalie telle que vous l'a décrite Dominique lors de la dernière conversation téléphonique.

Y-a-t-il une objection à ce que cette position soit présentée comme celle de MSF en général?

Merci de répondre à Dominique Martin ou Joëlle Tanguy avant vendredi : la visite aux Etats-Unis est prévue pour la semaine prochaine.

Vous recevrez dans les jours à venir une copie du recours présenté aux Nations unies, à faire circuler.

Dans l'attente de vos remarques et idées.

Voici une proposition de communiqué de presse....



« Médecins Sans Frontières introduit un recours auprès des Nations unies » **Communiqué de presse**, MSF F, MSF USA, 27 juillet 1993 (en français).

Médecins Sans Frontières a décidé d'introduire un recours auprès des Nations unies dénonçant les violations du droit humanitaire commises à Mogadiscio le 17 juin dernier.

Ce jour-là, un hélicoptère de l'ONUSOM II a bombardé durant plusieurs minutes la maison d'Action Internationale contre la Faim (AICF) où logeait l'équipe de Médecins Sans Frontières, édifice connu des forces armées et bénéficiant d'un marquage humanitaire parfaitement identifiable, faisant 9 victimes dont un mort et un blessé grave. Le même jour, l'hôpital civil DIGFER de Mogadiscio accueillant des civils blessés a également été bombardé et l'accès a été fermé pour les blessés civils.

Médecins Sans Frontières dénonce la violation des principes élémentaires du droit humanitaire énoncés par les conventions de Genève, en particulier le non-respect de l'immunité des installations et personnels sanitaires, la mise en danger des populations civiles avoisinant les cibles des opérations militaires de l'ONU et l'accès sans discrimination aux structures médicales.

Médecins Sans Frontières introduit en conséquence une requête auprès des instances responsables afin que de tels événements ne puissent se reproduire.

Médecins Sans Frontières estime en effet que la responsabilité du Conseil de sécurité des Nations unies est directement engagée. Ces événements posent le problème de la validité et du respect du droit humanitaire dans les opérations militaires des Nations unies.



Interview de Rony Brauman, président de MSF France, au journal télévisé d'Antenne 2, 27 juillet 1993 (en français). V13

Journaliste : Rony Brauman, bonsoir, vous êtes président de Médecins Sans Frontières. Vous avez attendu un mois et demi avant de déposer cette plainte contre l'ONU. Est-ce que vous avez hésité à vous attaquer à une institution aussi importante ?

Rony Brauman : Non, non pas du tout. Il s'agissait simplement de prendre son temps pour d'une part établir les faits, et pour d'autre part monter le dossier, le rédiger, le traduire, l'envoyer et ce n'est donc qu'aujourd'hui que nous avons pu officiellement déposer ce recours. Mais ce n'était qu'une question technique.

Journaliste : Il y avait également des médecins de MSF à l'intérieur du bâtiment. Est-ce qu'à votre avis cette attaque était du type « bavure » ou carrément délibérée ?

Rony Brauman : Je crois que c'est une bavure. Mais une bavure qui a un sens particulier dans la mesure où elle s'inscrit dans une logique militaire d'escalade. A mesure que le temps passe, les Nations unies sont devenues ... au départ ils étaient militaro-humanitaire, disons. Ils sont devenus de moins en moins humanitaires et de plus en plus militaro, si j'ose dire. Avec toujours, bien entendu, l'étiquette humanitaire. Et peu à peu, dans la répression de manifestations qui leur paraissaient menaçantes, et parfois à juste titre, dans les représailles contre les troupes du Général Aïdid, représailles compréhensibles, ils s'en sont pris de façon indifférenciée ou pratiquement indifférenciée à la population civile et également aux sièges d'organisations humanitaires, à un hôpital dans lequel il y avait des malades et des blessés, tout cela dans une sorte de logique plus ou moins aveugle, c'est-à-dire qu'il s'agit à la fois d'une bavure et du déroulement implacable d'une logique d'escalade qui fait que on a l'impression aujourd'hui que l'ONU qui est là pour essayer de restaurer le droit, de restaurer un espace dans lequel le dialogue puisse se faire et le travail humanitaire puisse être réalisé, on a l'impression que l'ONU se trouve ravalée au rang d'un clan somalien parmi d'autres, menant sa propre guerre tuant aveuglément, impitoyablement des enfants, des femmes, des civils.

Journaliste : alors comment faire précisément pour que les inconvénients de cette double casquette que porte l'ONU, la casquette humanitaire et la casquette militaire, puissent être résolus ?

Rony Brauman : Comme nous ne cessons de le réclamer depuis le début, il faut faire en sorte que les deux casquettes soient séparées. Que des agences humanitaires de l'ONU puissent agir, se déploier, non seulement nous le souhaitons mais nous le demandons instamment. On a besoin d'elles, il faut absolument qu'elles soient sur le terrain. Mais que la logique humanitaire suive cours tandis que la logique politique et éventuellement les moyens militaires qui vont avec suivent le leur. Et à ce moment-là on évitera – pas toujours, pas parfaitement évidemment – mais on évitera cette confusion croissante qui fait qu'aujourd'hui, être humanitaire en Somalie, 'est

être soupçonné des plus sombres desseins parce que finalement on commence avec l'humanitaire et on finit avec le fusil .

Journaliste : Vous-même, MSF, vous vous êtes désengagé de la Somalie depuis ces incidents ?

Rony Brauman : Oui, nous sommes désengagés depuis le mois d'avril. Et nous sommes revenus ensuite au moment où la tension est remontée à son comble parce que nous avons toujours une base en Somalie. Nous nous sommes désengagés parce que d'une part l'urgence était terminée – il faut le savoir, c'est une bonne chose- et d'autre part les risques, la tension croissante faisaient que le travail à long terme ne pouvait pas être engagé.

On veut que le Conseil de sécurité dise si oui ou non, il y a des limites à l'emploi de la force par les forces des Nations unies. Jusqu'à présent on pensait naïvement qu'il y avait des limites, mais sur le terrain les militaires nous disent : « non, il n'y en a pas et de toute façon, on a carte blanche pour rétablir l'ordre. On n'est pas tenu par le droit qui régit l'usage de la force. On n'est pas des combattants. On est en guerre contre personne. On pacifie ». Cela nous semble inadmissible et on pense que l'opinion publique peut nous suivre là-dessus. On est convaincus qu'il en va de l'intérêt vital pour MSF, pour notre rôle dans le fonctionnement de la mission humanitaire dans ce « nouvel ordre mondial ». Dans ce recours, on demande quelles sont les règles qui limitent l'emploi de la force pour les forces des Nations unies. Sur la base du droit de la guerre, on conteste le fait que cet hôpital était devenu un objectif militaire. S'ils acceptent le recours, c'est donc le droit de la guerre qui s'applique et on conteste le fait que l'attaque de notre maison relevait de la bavure. En effet ils ont des armes d'une grande précision, mais quelles garanties prennent-ils en les utilisant? Evidemment, cette plainte, on la rend publique et ça donne une accroche aux journalistes, qui la reprennent. C'est un témoignage fort où on allume les ONU et plus particulièrement les Américains.

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique MSF (en français).

On a repris la communication de la section française mais on n'a pas été très pro-actifs. Ce n'était pas quelque chose qu'on vivait de près. Notre sentiment était que MSF France ne témoignait pas très fort là-dessus, donc on n'a pas on plus recherché à monter une sorte de force internationale pour en témoigner. Il faut dire aussi qu'à ce moment-là, à cause de nos différends en 1992, l'ambiance n'était pas favorable à resserrer les rangs.

Dr. (...) Responsable de programme MSF Belgique (en français).

S'il n'y avait pas eu de discussion, MSF France l'aurait fait de toute façon. Mais je crois qu'il y a eu une discussion au niveau international et que ça n'a pas posé de problème. Je dirais que c'est resté assez confidentiel. C'était important mais en dehors de la France, ça n'a eu aucun impact, personne n'a parlé du recours de MSF. Il y a peut-être eu quelques témoignages au moment des bombardements de la maison disant: « Ces bombardements américains sont scandaleux ». Mais tout cela à mon avis était un peu contre-productif parce qu'à ce moment-là, dans l'opinion américaine, c'était « sauve-qui-peut, on s'en va ». Donc en disant: « des GI nous ont tirés dessus », MSF ne pouvait que renforcer ce discours du sauve-qui-peut car les gens ne pouvaient que se dire : « quelle horreur, foutons le camp ».

Dr Alain Destexhe, Secrétaire général MSF International (en français)

Une campagne d'information sur le recours est menée auprès des acteurs impliqués à l'ONU et dans les pays membres, en particulier auprès des sénateurs étasuniens avec l'appui du bureau de MSF Etats-Unis. En Somalie, Patrick Vial l'ancien coordinateur, qui assure pour trois mois la représentation de MSF, porte également le plaidoyer lié au recours auprès des divers acteurs et autorités.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 23 juillet 1993 (en français). **D99**

Somalie : les UN continuent à avoir des positions très dures, entraînant une escalade de la violence. Après les graves incidents de juillet où l'ONU a pris pour cible la maison de l'AICF et un hôpital civil, le Sénat américain prévoit un « hearing » [audition]. MSF cherche à y être invité, suite au recours déposé auprès des Nations unies dénonçant le non-respect des conventions de Genève. [La coordinatrice de MSF en Somalie] va se rendre à New York pour préparer ses interventions. Pour la première fois les journaux américains portent des jugements critiques sur l'attitude des Nations unies. Trois expatriés sont actuellement en Somalie. Une équipe chirurgicale est partie fin juin. Les réactions sont très xénophobes à Mogadiscio et il faut rester attentifs à la sécurité des équipes.



« **Point** sur la communication sur la Somalie », coordinatrice MSF France en Somalie, 24 juillet 1993 (en français).

Extrait:

ACTIONS IMMEDIATES:

France:

Gouvernement français: dans les réunions avec le gouvernement Dominique Martin discute entre autres du problème somalien et clarifie nos positions. Une copie du recours a été envoyée dans plusieurs ministères, Défense, Affaires étrangères, Affaires humanitaires, Elysée...

Presse: un communiqué de presse sera envoyé par la communication lundi 26. Une copie du recours sera envoyée à des journalistes clés. [...] Des interviews ont été faites avec Antenne 2 (passé au journal télévisé de samedi 17 juillet). La Croix (publié jeudi 22) Libération (divers articles de juillet) par (...) et Sud-Ouest par Patrick. Le texte de Dominique est toujours disponible pour une tribune à trouver.

Nations unies: le texte du recours a été envoyé à New York de Paris entre le 19 et le 20 et à Mogadiscio avec Patrick Vial (semaine du 19).

Genève: quelques contacts et discussions informelles ont déjà eu lieu début juillet (...) avec des interlocuteurs du DHA [Département des Affaires Humanitaires des Nations unies] à Genève pour pousser DHA à se positionner. Ce qu'a fini par faire Eliasson récemment. On essaiera de savoir qui a réussi à l'acculer à se positionner.

New York: quelques visites sont organisées auprès des agences UN et du secrétariat général à New York pour la semaine du 2 août (...)

Nairobi: de même Patrick va multiplier les entretiens à Moga et Nairobi.

USA : le texte du recours a été envoyé au représentant spécial à Moga mais aussi aux Etats-Unis à divers sénateurs, congressmen [parlementaires], administrations et groupes intéressés.

Sénat: le hearing [audition] du 29 juillet ne prévoit pas de faire venir des intervenants extérieurs à l'administration. Par contre, quelques rendez-vous avec des sénateurs individuellement sont organisés pour la semaine du 26 juillet (... et Chantal)

Congrès: nous n'avons pas encore la certitude de pouvoir participer au hearing du Congrès, mais de toute façon nous allons rencontrer des Congressmen cette même semaine (Chantal et ...) et Chantal a obtenu que notre statement [déclaration] et notre dossier soient envoyés à tous les membres des deux comités qui se penchent sur la question.

- Administration: bien sûr, rendez-vous à USAID/State Department (.../Chantal)

- Presse: le New York Times vient enfin de passer un article critique aux positions similaires à celles de Médecins Sans Frontières. L'article de Dominique, traduit en anglais par MSF USA, a plus de chances de passer dans

d'autres medias si la presse s'ouvre. MSF USA enverra un communiqué de presse la semaine prochaine et organise la couverture presse (Chantal). Quelques interviews pourraient être possibles (...).

- Autres: d'autres rendez-vous avec ONG et organisations droits de l'homme (...)

Europe: toutes les sections de MSF ont reçu copie de ce recours. Elles organisent la communication indépendamment. MSF Espagne a déjà envoyé un communiqué de presse sur l'impasse humanitaire à Moga et refera un communiqué sur le recours.

MSF International pourrait entreprendre la communication auprès de la CEE. Une copie du recours sera remise à la CEE à Nairobi.

Question : même si rien de particulier n'est entrepris en Hollande et en Belgique (cf memo de Jules Pieters et téléphone de Georges Dallemagne), Amsterdam et Bruxelles sont les clés des pays scandinaves et du Canada où ce recours devait être rendu public. Qui s'en occupe? MSF International? Les sections ?

AUTRES ACTIONS

Populations en danger donnera un deuxième forum plus à froid. Le texte Somalie pour *Populations en danger* sera remis par Joëlle à François pour l'editing final. Les articles transversaux et les débats au colloque PD [Populations en danger] adresseront la question.

La lettre internationale publiera un volet Somalie reprenant les éléments principaux de la communication de l'été autour des événements du 17 juin. L'article doit être remis vers le 10 août à MSF Europe (Joëlle).



« **Bilan des démarches concernant la Somalie aux Etats-Unis – 27 juillet-9 août 1993** » **Memo** de la coordinatrice MSF France à Mogadiscio, aux président, directeur général, responsables de programme et directeur de la communication, 9 août 1993 (en anglais).

Extrait :

Grâce à la collaboration et au soutien de l'équipe de MSF aux Etats-Unis, la position de MSF sur la tournure des événements en Somalie est désormais connue et visible à Washington et New York, ainsi que le recours déposé aux Nations unies sur les violations des conventions de Genève.

Notre voix a été entendue partout, ainsi que celle, plus discrète, du CICR et le rapport d'African Rights a été lu. Vous pouvez juger par vous-même de l'amplitude des contacts que nous avons pris (voir la liste des entretiens). Tous les parlementaires et sénateurs en charge de la question somalienne ont reçu des copies de notre appel, ainsi que le public des audiences, tous les membres du Conseil de sécurité, les défenseurs des droits de l'homme, une sélection d'ONG et de consortiums d'organisations et bien sûr une large sélection d'acteurs du secrétariat de l'ONU, du département de maintien de la paix, de

celui des affaires humanitaires, du Pentagone et du département d'Etat étasunien.

Toutefois, jusqu'au 8 août, nous n'avons pas fait les titres des médias. La Bosnie occupait tout l'espace et il n'y avait simplement plus de place pour la Somalie dans l'esprit des producteurs/rédacteurs en chef.

Mais les événements du 8 août à Mogadiscio, (quatre soldats américains tués par des mines antipersonnel) ont remis la Somalie à l'ordre du jour des médias. Malheureusement, le sujet du débat est plutôt de l'ordre «*devons-nous rester ou partir ?*» qu'autre chose de plus important pour les Etats-Unis.

Jusqu'ici, nous avons porté le débat dans des cercles plus privés à Washington et nous nous sommes rendu compte qu'aucun de nos interlocuteurs n'était intéressé à soutenir publiquement nos arguments. Ceux qui souhaitent rester veulent que la question soit réglée de façon privée (même s'ils admettent qu'il y a un problème, que des erreurs ont été commises etc., leurs arguments portent sur le fait qu'en Somalie des vies américaines ont été perdues pour rien et ne sont pas en faveur de dépeindre l'armée américaine comme responsable de ses propres problèmes.

Dans tous les cercles où nous allons nous rencontrons des gens qui pensent que ce qui se passe aujourd'hui est une base à partir de laquelle il faut orienter le développement des opérations de maintien de la paix et que toute objection critique est une contribution à une meilleure mise en œuvre dans le futur.

Malheureusement, les jeux de pouvoir sont en faveur de l'inertie quand il s'agit de l'intervention ONU/Etats-Unis en Somalie. En tous cas, c'est l'image qu'on en a. [...] Sauf en cas de pression de l'opinion publique étasunienne qui pourrait pousser les parlementaires et les sénateurs à mettre le Pentagone au défi.

En bref, on pourrait conclure en disant qu'il n'y a aucune place pour le doute concernant la validité des interventions humanitaro-militaires, que nous avons fait de notre mieux pour nous donner les moyens de choisir qui pourrait influencer le processus à court terme à Mogadiscio et à plus long terme au sein de l'ONU, mais qu'il semble qu'il n'y ait aucune dynamique pour un engagement à tirer rapidement les leçons apprises en juin et juillet. [...]

4) Le débat

Il n'y a clairement AUCUN espace pour un débat sur la validité de mélanger militaire et humanitaire. Bien que plus on entre dans les différentes logiques des acteurs, plus on voit où se trouve le problème.

Mon opinion personnelle : il n'y a pas que de l'incapacité politique à l'origine de la confrontation entre l'ONU et Aïdid qui a mené au massacre des Pakistanais. Je crois qu'il y a d'abord l'idée que l'ONU conduit le processus politique dans la direction qu'elle a choisi et ne conçoit pas que son rôle soit celui de faciliter un processus approuvé par les Somaliens.

Aïdid a signé une paix, engagé un processus à sa façon dans une direction qui a déplu à l'ONU (parce qu'il n'a pas intégré Bashir, le poulain des Américains ?)

Dois-je aussi mentionner les déclarations étasuniennes faisant référence aux valeurs de la démocratie engagée

et de l'économie de marché ? Ils savent ce qu'ils veulent voir ou pas en Somalie. La confusion de tout cela avec les objectifs humanitaires pose un problème.

La morale humanitaire semble aujourd'hui être le seul concept qui puisse se substituer efficacement aux anciennes idéologies. Il est inévitable que l'argument humanitaire soit utilisé pour mener des opérations militaires et le seul débat aux Etats-Unis porte sur «*comment améliorer ces opérations ?*».

5) aspects juridiques ou structurels des interventions tels que conçus dans le chapitre 7

Dans toutes mes réunions, j'ai beaucoup insisté sur les mécanismes de contrôle

1. Mission d'évaluation indépendante

Boutros fait confiance à Howe et le Conseil de sécurité à Boutros et finalement à leurs commandants militaires en Somalie (pas de retour politique ou humanitaire).

2. Mécanismes de recours locaux

Nous les organisations humanitaires nous tournons vers le département des Affaires humanitaires (DHA) mais le DHA n'est pas écouté.

Pour les Somaliens, il n'existe aucun moyen de porter plainte, donc aucun moyen de vérifier et de mettre fin aux abus, il n'est pas question pour eux de considérer l'ONU comme impartiale.

3. Mécanismes de recours internationaux

Rien n'est prévu dans le système pour mettre fin à une escalade. Seul un pays membre peut saisir le Conseil de sécurité mais comme les membres du Conseil de sécurité sont à la fois chargés de créer les règles et de les appliquer, où se trouve l'indépendance judiciaire ?

Comme vous pouvez l'imaginer ces idées sont bien reçues mais personne ne semble vouloir attraper la balle au bond afin de les appliquer en urgence. Il y a comme un sentiment général à la fois euphorique et anxieux autour de ce nouveau jouet, le chapitre 7, mais il n'est inscrit à l'ordre du jour de personne (ou personne de suffisamment puissant) d'en régler les détails le plus rapidement possible.



Compte-rendu de la réunion du Conseil d'administration de MSF France, 27 août 1993 (en français). **D100**

Extrait

L'intervention de [la coordinatrice de MSF en Somalie] portant sur le dérapage des actions américaines en Somalie a été bien comprise, contrairement au message sur l'amalgame militaro-humanitaire qui prend l'allure d'un dialogue de sourds: les politiques américains, comme le gouvernement français, en concluent qu'il est nécessaire de travailler mieux et plus efficacement avec les ONG.



Quand je suis rentrée à Paris, j'ai dit : « L'ONU a présenté ça dans un emballage humanitaire. Ils sont en train de tout gâcher: il faut les arrêter. Il faut

qu'on aille voir tout le monde». Au siège, tout le monde était d'accord pour agir mais quand je suis repassée quelques semaines plus tard rien ne s'était passé.

Je me suis rendu compte qu'à MSF les choses ne bougent que lorsque c'est la personne qui a vécu les événements avec ses tripes qui pousse et qui agit. Il ne faut pas s'attendre à ce que quelqu'un d'autre s'y colle. J'ai donc annulé mes vacances et je suis allée aux Etats-Unis où j'ai fait la tournée: le Congrès, le Sénat, la presse, etc., pour essayer de leur faire changer leur approche.

Aux Nations unies on m'a répondu: le système est tel qu'on ne peut pas l'arrêter puisque c'est l'envoyé du secrétaire général qui décide de tout. A l'époque, on n'avait pas vraiment accès à Boutros-Ghali et de toute façon, je suis convaincue qu'il ne serait pas intervenu. Ensuite je suis allée à Washington. A l'époque, ils étaient en train de préparer une session du Sénat sur la Somalie. Mais ils ne m'ont pas fait témoigner. Peut-être parce que j'étais trop passionnée, trop impétueuse, pas assez mûre ? Ou bien parce que mon discours n'allait pas dans le sens qu'ils voulaient donner à leur témoignage?

Je suis quand même passée chez tous les sénateurs pour leur faire un briefing. L'assassinat dans la maison d'Aïdid n'a fait aucun bruit aux Etats-Unis. Mais la veille de mon départ, alors qu'on était encore en train de se battre pour arriver à passer dans les médias, deux soldats américains ont sauté sur une mine en Somalie. Du coup un grand journal télévisé d'informations internationales, le Mac Neil Lehrer Report¹⁶, a accepté de faire une interview de MSF. Je n'étais pas vraiment préparée et j'ai été complètement déboussolée par la manière dont la question m'a été posée : « si nos soldats sautent sur des mines alors qu'ils sont allés en Somalie pour nourrir des enfants, ça n'a aucun sens qu'ils restent. Est-ce qu'on ne devrait pas partir ? ». Le public américain n'avait aucune information publique sur les excès de violence commis par ses soldats qui tout d'un coup étaient perçus comme des victimes. En plus quand ils ont fait leur opération, ils n'ont pas pris beaucoup de risques, c'est d'ailleurs pour ça qu'on s'est fait bombarder : ils avaient tellement peur de prendre des risques qu'ils tiraient sur tout ce qui passait. Donc aux Etats-Unis, il n'y avait absolument aucune compréhension de ce que signifiait l'arrivée ou le retrait de troupes dans un pays comme ça.

J'ai répondu quelque chose comme: « mais ce n'est pas la question, la question c'est 'comment agir' plutôt que 'devons-nous nous retirer?' ». Et j'ai dénoncé l'excès de violence. J'avais trois minutes pour parler d'une question qui depuis des mois n'avait été développée dans aucun média, qui avait été au contraire présentée sous un angle déconnecté de la réalité. J'avais l'impression d'être dans une réalité virtuelle, qui n'avait rien à voir avec la Somalie. Comment mettre les pendules à l'heure sur une information en l'espace de trois minutes avec un discours assez compliqué, du genre: « attention, on est en train de créer de

la violence. Mais ça vaut le coup de rester même s'il y a des risques. »

Coordinatrice de MSF France en Somalie mars à juin 1993 (en français)



On n'avait plus d'opérations, on finalisait la fermeture de la mission. Je suis resté en juillet, en août et un peu en septembre avec pour mission d'observer ce qui se passait. Au moins deux fois par semaine j'allais voir le représentant spécial des Nations unies et ses conseillers américains pour leur dire : « écoutez, on a fait un recours, on doit donner des documents et on aimerait avoir une réponse à nos questions ». On posait des questions très précises sur le respect de certaines dispositions légales. J'ai fait le siège, mais j'étais face à un mur. Les conseillers américains étaient très polis avec nous. Ils disaient « on travaille sur le dossier, on comprend ». Mais en Somalie ils n'ont pas vraiment donné suite.

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).

A la mi-septembre, MSF introduira un deuxième recours, cette fois-ci auprès du tribunal administratif des Nations unies, qui n'aboutira pas.



Compte-rendu de la réunion du comité de direction du 15 septembre 1993 (en français).

Extrait :

Rony: Affaire somalienne: introduction d'un deuxième recours auprès de l'ONU. Cette fois auprès du tribunal administratif des Nations unies et non plus sous forme de recours gracieux. De ce fait une possibilité d'appel est envisageable en deuxième jugement devant le tribunal compétent, à savoir la Cour internationale de justice de La Haye. Historiquement ce serait une grande première.

Devant la complexité de la démarche, il est entendu que les conseils d'experts hautement spécialisés doivent être requis. De même il est convenu qu'une telle initiative ne saurait être prise sans en avoir informé préalablement les autres sections MSF.

Les états-majors des forces impliquées en Somalie et leurs ministres de la défense respectifs, à l'exception de ceux des Etats-Unis qui restent silencieux,

16. Programme télévisé du soir diffusé sur PBS aux Etats-Unis, réputé pour sa couverture détaillée des sujets traités.

répondront au recours de MSF par une fin de non-recevoir.

Mais au sein des instances politico-militaires des Nations unies, la plainte fait son chemin. Le 5 août, le quotidien étasunien *The Washington Post* fait état d'un rapport interne du service juridique des Nations unies en Somalie qui critique sévèrement l'attaque des forces américaines, le 12 juillet, contre la maison où étaient réunis les elders somaliens. D'après ce rapport, «fuité» par des employés mécontents de l'ONU en Somalie, cette attaque soulève «d'importantes questions sur le plan juridique et sur celui des droits de l'homme.»

Plus tard, un autre rapport, resté confidentiel, établira que l'usage de la force était disproportionné et relevait de l'acte de vengeance, illégal au regard du droit de la guerre.

Le recours suscitera également un débat et une réflexion au sein des Nations unies qui permettra d'obtenir que les forces de maintien de la paix soient reconnues comme des forces combattantes soumises aux règles du droit de la guerre et non pas des forces de police internationale donc disposant de droits plus larges. Par la suite, les règles d'engagement de ces forces seront révisées en conséquence.



«Un rapport de l'ONU critique les tactiques militaires des soldats de la paix en Somalie»
Keith B. Richburg, *The Washington Post* (Etats-Unis), 5 août 1993 (en anglais). D101

Extrait :

Un rapport interne du département juridique des Nations unies en Somalie critique férocement l'attaque par un hélicoptère américain le 12 juillet de la base d'un chef de guerre somalien, arguant que l'organisation mondiale a une obligation «morale» et «juridique» de ne pas tuer les gens – même dans les conditions dans lesquelles ont lieu les combats en Somalie – sans leur avoir offert une chance de se rendre.

Ce rapport de trois pages se concentre sur une attaque de l'ONU menée par des hélicoptères de combat Cobra qui ont lancé des missiles anti-tanks et tiré au canon au cours d'une réunion stratégique de collaborateurs proches du chef de milice en fuite, Mohamed Farah Aïdid, à Mogadiscio, la capitale somalienne. Plusieurs officiers d'Aïdid ont été tués lors du raid dont les responsables de l'ONU disent qu'il était prévu pour se débarrasser d'une «cellule terroriste de première importance» qui préparait des embuscades contre les soldats de la paix en Somalie, dont des Américains. [...]

Mais le rapport, rédigé par la division judiciaire des Nations unies en Somalie le lendemain de l'assaut par hélicoptère, soulève ce qu'il appelle «d'importantes questions juridiques et de droit humanitaire» au sujet de cette attaque. Il demande pourquoi les Nations unies devraient cibler des individus et «si elles [les Nations unies] ne devrait pas s'imposer un code de conduite de plus haut niveau» dans ce qui à l'origine était censé être

une mission humanitaire de protection des livraisons de nourriture en Somalie.

«Nous croyons qu'une politique devrait être mise en place exigeant que toute destruction de bâtiment abritant des êtres humains soit annoncée au préalable», propose le rapport.

«D'un point de vue juridique, moral et des droits de l'homme nous conseillons de ne pas mener d'action militaire sans avertir auparavant les habitants des bâtiments».

[...] Le rapport, considéré comme très sensible au sein de la bureaucratie onusienne, a été remis au *Washington Post* par des employés des Nations unies qui disent avoir perdu leurs illusions au cours de la campagne de chasse à l'homme contre Aïdid et ses miliciens menée par l'organisation mondiale.

Le désenchantement semble se développer au sein du personnel onusien en ce qui concerne la conduite de l'opération en Somalie et le nombre grandissant de blessés.

Ce sentiment est particulièrement fort chez les employés du département humanitaire des Nations unies qui pensent que l'armée, avec ses six semaines de chasse à l'homme contre Aïdid, a repoussé au deuxième rang leurs efforts pour fournir de l'aide. Howe a ordonné l'arrestation du chef de guerre suspecté d'avoir joué un rôle dans le meurtre de soldats de la paix.

Ce rapport va probablement entretenir le débat sur les méthodes et pratiques de l'ONU dans la guerre civile actuellement en cours en Somalie. [...]

L'accalmie en cours dans les opérations militaires onusiennes à Mogadiscio est aussi attribuée à une certaine sensibilité au sein de l'organisation internationale aux protestations qui sont suivies l'attaque par hélicoptère. Les critiques sont venues des Somaliens, des agences de secours et de l'intérieur même des Nations unies où de nombreux agents considèrent l'assaut comme une provocation inutile qui a transformé l'organisation mondiale en belligérant de la guerre civile somalienne.

Selon le rapport de l'ONU, l'opération en Somalie a «appliqué des méthodes militaires traditionnellement utilisées dans des zones de combat en situation de guerre officiellement déclarée, mais sans avoir déclaré la guerre.»

Il dit aussi que l'assaut a suscité «un climat d'hostilité inutile» qui a augmenté de façon «spectaculaire» le danger pour les travailleurs humanitaires et les journalistes dans la capitale.



Notre démarche est celle de l'indicateur coloré c'est-à-dire qu'on fait entrer la plainte dans le système et on verra bien à quel endroit on va retrouver notre indicateur coloré, quels sont les circuits par lesquels il est passé. Les états-majors et les ministères de la défense nationaux nous envoient des fins de non-recevoir, affirmant qu'ils ne sont pas concernés. Les Américains, eux, ne répondent pas. Mais aux Nations unies, ça fait beaucoup de bruit parce que ce qui s'est passé est particulièrement inadmissible. Une commission d'experts est nommée au sein du Secrétariat général. Elle enquête sur les circons-

tances dans lesquelles ces événements se sont déroulés et rend un rapport confidentiel, dont je réussis à me procurer une copie. Ce rapport fait scandale au niveau interne parce qu'il est très dur. Il constate que la force a été employée de façon illégitime et disproportionnée et que ces actes s'apparentent donc plus à des actes de vengeance qu'à un emploi légal de la force dans le cadre des Nations unies. Ils utilisent le mot de « vengeance », or la vengeance n'appartient pas à la liste des cas d'emploi de la force admis par le droit de la guerre. Ils auraient pu utiliser le mot de « représailles » disproportionnées, les représailles restant un acte licite en droit de la guerre. Mais la vengeance, là, c'est quelque chose de totalement inadmissible, totalement illégal.


D'autre part les seules règles qui encadrent vraiment l'usage de la force sont celles du droit de la guerre, les conventions de Genève, qui s'appliquent aux forces combattantes. Pour les forces de police, il n'y a pas de loi internationale qui limite l'emploi de la force. A la suite de notre recours, pendant pratiquement deux ans un débat agite donc les Nations unies pour savoir si les forces de maintien de la paix sont des forces combattantes donc tenues par le respect du droit de la guerre, du droit humanitaire ou si, étant des forces de police internationale, elles ne sont pas des forces combattantes au sens du droit de la guerre et donc ne sont pas tenues par le respect des conventions de Genève.

Les tenants de la deuxième approche avancent que les Nations unies ne sont pas un Etat et ne peuvent donc pas signer les conventions de Genève. Pourtant elles encadrent des forces qui appartiennent toutes à des contingents nationaux et qui ont, en principe, tous signé les conventions de Genève. Il n'y aurait donc que dans le cadre des Nations unies que ces soldats auraient le droit de commettre des crimes de guerre! Ils insistent en arguant qu'on ne peut pas accepter de mettre des limites à l'emploi de la force, de laisser critiquer les forces de maintien de la paix, sinon c'est la porte ouverte à toutes les dérives. " Les maximalistes vont jusqu'à nous accuser de sabotage. En fait comme tout le monde, dès l'instant où ils doivent respecter certaines choses, ils ont peur de se faire épingleur pour de mauvaises raisons, d'être l'objet de manipulations.

Mais d'autres admettent que les règles d'engagement doivent être précises, connues et débattues. Cette controverse est finalement tranchée et au sein du département des opérations du maintien de la paix, de nouvelles règles d'engagement sont rédigées qui s'appliquent désormais dans tous les pays, pour toutes les opérations. Une phrase indique que les forces des Nations unies sont tenues au respect des conventions humanitaires dès l'instant où elles agissent en force combattante.

Si ça n'avait pas été par nous, il aurait bien fallu que ce débat se pose à un moment ou à un autre. On l'a posé sur un mode agressif. Ce n'était pas du tout correct d'aller contester la façon dont le Conseil de sécurité utilise la force, c'était très insolent. Par la suite, j'ai appris que ce recours était étudié à l'université de Harvard: « MSF contre le Conseil de sécurité des Nations unies ».

Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique
MSF (en français)

 Je ne crois pas qu'on puisse considérer que ce recours ait fait jurisprudence parce que cette procédure n'a pas abouti. S'il s'agit de la jurisprudence dans le sens où on reconnaît à travers l'exemple somalien comme un principe de droit international qu'on ne peut pas bombarder un hôpital et le compound d'une organisation humanitaire: oui. Mais quelle a été la portée pratique? L'ONU n'a pas été condamnée pour ce crime, il n'y a eu aucune sanction, aucune indemnisation, aucune réparation.

Dr Alain Destexhe, secrétaire général MSF
International (en français).

Le 13 août, 26 ONG travaillant en Somalie critiquent publiquement l'orientation prise par l'ONUSOM II, mettant en avant les questions morales et légales que posent ses actions.



« Somalie : les organisations humanitaires critiquent l'ONU », **Le Monde/AFP** (France), 13 août 1993 (en français).

Vingt-six organisations non gouvernementales (ONG) travaillant en Somalie ont critiqué, dans un communiqué adressé mercredi 10 août au secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, l'orientation militaire prise par l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II). « De sérieuses questions morales et légales se posent au sujet de plusieurs actions militaires de l'ONUSOM, particulièrement celles du 17 juin et du 12 juillet », écrivent les ONG. Plusieurs dizaines de civils ont été tués au cours de ces actions contre des positions du général Mohamed Farah Aïdid. « L'usage de la force militaire érode la confiance nécessaire à des initiatives de paix et de dialogue », poursuit le texte. Par ailleurs, un groupe inconnu, le Mouvement de salut islamique somalien, a revendiqué mercredi l'attentat qui a coûté dimanche la vie à quatre soldats américains. Sept partisans du général Aïdid ont été tués mardi par un tir d'un hélicoptère américain Cobra de l'ONUSOM, dans le sud de Mogadiscio, après avoir tenté d'abattre un hélicoptère, a annoncé un porte-parole de l'ONUSOM. « Nous n'avons pas de raisons de douter qu'il s'agissait de combattants du clan d'Aïdid », a-t-il précisé.

Alors que deux mois plus tôt, le 18 juin, le président des Etats-Unis Bill Clinton a déclaré que l'opération en Somalie était « terminée » et représentait « un succès », le 22 août, les responsables étasuniens décident d'envoyer des commandos de rangers en Somalie et déclarent que le général Aïdid doit être « éliminé de l'équation somalienne ».

Le 25 août, le secrétaire général des Nations unies diffuse les résultats d'une enquête démontrant que l'attaque du 5 juin contre les casques bleus pakistanais aurait été réalisée par les forces du général Aïdid. Ce dernier est désormais passible de poursuites judiciaires.

Tandis que les attentats contre les forces onusiennes en Somalie se multiplient, le 30 août, l'ONUSOM lance une nouvelle opération hélicoptérée dans le secteur de l'hôpital Digfer, où se trouve la résidence du général Aïdid.

Le même jour, l'organisation humanitaire AICF dénonce l'utilisation de ses locaux par les forces de l'ONUSOM II pour une opération visant à capturer le personnel local chargé de la sécurité des locaux voisins du PNUD.



« Le président Clinton : l'opération en Somalie est terminée et est un succès. », AFP (France), Washington, 18 juin (en français).

L'opération armée des Nations Unies en Somalie « est terminée et est un succès », a déclaré jeudi soir le président Bill Clinton dans une déclaration liminaire à une conférence de presse à la Maison-Blanche. Le chef de l'exécutif américain, s'appuyant sur un rapport du chef d'état-major interarmées de l'armée américaine, le général Colin Powell, a affirmé que le potentiel militaire du chef de clan somali Mohamed Farah Aïdid a été « anéanti ».



« Washington, qui envoie des commandos en Somalie, veut traquer le général Aïdid » AFP (France), Washington, 24 août 1993 (en français).

Extrait :

La décision des Etats-Unis d'envoyer des commandos supplémentaires en Somalie intervient alors que Washington multiplie les dénonciations du chef de guerre Mohammed Farah Aïdid, dont l'arrestation a été ordonnée par l'ONU.

Toutefois, l'administration du président Bill Clinton, dont des responsables ont confirmé mardi, sous couvert de l'anonymat, l'envoi prochain de 400 Rangers à Mogadiscio, s'est abstenue de présenter ce déploiement comme le début d'une « chasse à l'homme » contre le général Aïdid, qui se cache dans la banlieue peuplée du sud de la ville. [...]

Le coordinateur du département d'État pour la Somalie David Shinn a expliqué que le chef de guerre devait être « éliminé de l'équation somalienne ». Il a même laissé entendre qu'il faudrait pour cela mettre à contribution des troupes rompues au combat de rues dans un environnement particulièrement hostile, description s'appliquant à la banlieue sud de Mogadiscio, constituée selon

lui de ruelles étroites où s'aventurer est très dangereux.

Le *Washington Post* notait mardi matin que les « *Rangers sont des unités d'infanterie surentraînées, spécialisées dans des missions secrètes sortant de l'ordinaire* ».

L'ONU a lancé un véritable mandat d'arrêt contre le général Aïdid et offert 25000 dollars (plus de 145000 F) de récompense à qui aiderait à son arrestation après l'embuscade qui, le 5 juin à Mogadiscio, avait coûté la vie à 24 casques bleus pakistanais.

Les Etats-Unis ont leurs propres raisons pour chercher à appréhender ou même éliminer physiquement le chef rebelle. Washington considère que les partisans du général Aïdid sont responsables d'une série d'attaques contre le contingent américain en Somalie. [...]

Ce qui apparaît comme la mise en place des hommes susceptibles de traquer le général Aïdid constitue en tout cas un accroc à la stratégie de désengagement des troupes américaines en Somalie. Le président Bush avait lui-même fixé la date du retrait définitif à... janvier dernier.



« Opération hélicoptérée à Mogadiscio » AFP (France), Mogadiscio, 30 août 1993 (en français).

Extrait :

Une vingtaine d'hélicoptères des Nations unies ont lancé lundi avant l'aube une opération dans le secteur de l'hôpital Digfer de Mogadiscio, où les correspondants de presse ont vu des commandos descendre à terre à l'aide de filins et plusieurs appareils se poser avant de repartir vers l'aéroport de la capitale.

Les journalistes ont entendu des explosions, mais l'arrivée des soldats ne semble pas avoir déclenché de tirs des Somaliens. Des hélicoptères de combat Cobra survolaient l'hôpital, tandis que d'autres appareils patrouillaient à proximité.

Il s'agit de la première opération déclenchée par l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM II) depuis l'arrivée à Mogadiscio, la semaine dernière, d'un contingent de 400 Rangers américains, dépêchés en renfort par les Etats-Unis pour épauler les casques bleus.

[...] La semaine dernière, l'ONUSOM II avait distribué dans Mogadiscio des tracts invitant la direction de l'hôpital Digfer à se débarrasser des armes se trouvant dans le quartier, sous peine de représailles armées. Le directeur de l'établissement, Fuji Mohamed, avait répondu qu'il n'y avait pas d'armes dans le secteur et que, de toute façon, il n'avait aucune juridiction sur celui-ci. [...]



« Ses locaux ayant été investis pour mener une attaque à Mogadiscio, l'AICF dénonce la dernière opération américaine en Somalie » **Le Monde/AFP/Reuters**, 30 août 1993 (en français).

Extrait :

L'organisation humanitaire Action internationale contre la faim (AICF) a dénoncé, lundi 30 août, l'opération militaire américaine à Mogadiscio menée, selon elle, à partir des sièges des organisations humanitaires en Somalie. « Lundi 30 août 1993, à trois heures du matin, un groupe de trente à quarante militaires américains a atterri sur le toit de la résidence AICF de Mogadiscio. Cette opération dite de « nettoyage de routine » à partir des locaux de l'AICF visait à capturer le personnel local en charge de la sécurité des bâtiments du PNUD [Programme des Nations unies pour le développement], supposé être partisan du général Aïdid », a indiqué l'organisation dans un communiqué. « Entre 3 heures et 4h30 du matin, heure de repli des troupes américaines, les expatriés AICF ont été isolés dans la résidence, une partie du personnel local AICF a été attaché et fait prisonnier le temps de l'opération, une partie du mur d'enceinte de l'AICF a été délibérément détruit à l'aide d'explosifs ainsi que le portail d'accès au campement », a-t-elle précisé. L'AICF a demandé un entretien, « dans les plus brefs délais », au secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, « afin d'éclaircir les conditions d'utilisation de la force par les troupes engagées dans les opérations de maintien de la paix ». Le porte-parole militaire de l'Opération de l'ONU en Somalie (ONUSOM), le commandant David Stockwell, a déclaré lundi à Mogadiscio que les soldats américains avaient « fouillé les bons bâtiments », au cours d'une « mission bien menée », dont il s'est refusé à préciser l'objet. A propos de l'interpellation de huit employés du PNUD (le Monde du 31 août), il a indiqué que « les employés du PNUD n'auraient pas dû se trouver dans ce bâtiment ». Au cours de cette opération, les forces américaines entendaient ratisser une zone du sud de Mogadiscio considérée comme un bastion des partisans du général Mohamed Farah Aïdid. [...]

En septembre, Rony Brauman, le président de MSF France, publie un texte qui analyse l'intervention armée internationale en Somalie et la qualifie de « crime humanitaire », formule qui sert de titre à l'ouvrage.



« Le crime humanitaire – Somalie » Rony Brauman, **Éditions Arléa**, septembre 1993 (en français). **D102**

Extrait :

Disons-le d'emblée, peu d'entre nous ont vibré d'enthousiasme lorsque fut annoncée l'imminence d'un débarque-

ment américain en Somalie. Le concert de louanges qui s'éleva pour saluer la décision historique de l'ONU et célébrer la naissance de la première armée humanitaire, « fantastique pas en avant » en direction du droit d'ingérence humanitaire, ne nous ont pas convaincus. La presse, alors, rappela à juste titre que, dès 1988, à la tribune des Nations unies, le président Mitterrand avait mis en avant « l'ardente obligation », pour la communauté internationale, d'assister les peuples en péril au risque de violer le sacro-saint article II de la charte des Nations unies (qui établit la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain). Mais l'exception de solidarité, pour la Somalie, ne nous parut pas suffisante pour déclarer périmée la règle des rapports de force et de calcul d'intérêts qui régit les rapports entre nations.

Car on insistait sur la « pureté » des intentions occidentales. En Afghanistan, en Irak, au Vietnam, en apaisant les souffrances des victimes, l'humanitaire avait servi à dénoncer des régimes totalitaires. Rien de tel, soulignait-on, dans un pays aussi dépourvu d'enjeux politico-idéologiques que la Somalie : « La misère toute nue face à la pure pitié. L'Occident veut sauver la Somalie pour sauver la Somalie, et rien d'autre. » Ceux que la guerre du Golfe n'avait pas encore convaincus de l'existence d'une nouvelle morale internationale n'avaient qu'à bien se tenir. Après *Desert Storm* et *Provide Comfort*, *Restore Hope* ouvrait une perspective dont l'évident désintéressement et la spectaculaire efficacité devaient emporter l'adhésion de tous. En cette période morose, l'espoir d'un monde plus juste renaissait dans un pays dévasté. Lueur de vie d'une portée considérable que la plus élémentaire bien-séance exigeait de célébrer. Mais trois cent mille morts, un an et demi d'indifférence quasi totale nous semblaient suffisants pour ne pas céder au triomphalisme.

Cette réserve, renforcée par les discours convenus et les enthousiasmes hâtifs, se fit stupeur, puis révolte lorsque, quelques mois plus tard, les forces des Nations unies se laissèrent happer dans une spirale de violence dont les civils allaient être les premières victimes, quand l'« ordre humanitaire international » prit l'allure d'un médiocre western avec la tête du méchant mise à prix, les charges de cavalerie, le shérif à la gâchette facile bien qu'imprécise...

Il ne s'agit pourtant pas ici d'un réquisitoire contre le principe d'une intervention armée. Certes, la violence n'est jamais juste, mais nous savons bien qu'elle peut être nécessaire et que, pour un gouvernement démocratique, décider de son usage est une des plus lourdes responsabilités. Fin 92, la situation s'était tellement dégradée que le déploiement d'une force internationale était justifié ; de nombreux Somaliens y plaçaient même leur ultime espoir. La violence, à la fois cause et conséquence de l'effondrement de l'État, avait provoqué et entretenu la famine. A ce stade de gangrène sociale, le choix des moyens était limité. Quant à savoir qui, de l'ONU ou des États-Unis, actionnait les leviers de commande, c'était une question d'importance mais hors de notre compétence.

Ce qui est en cause, c'est l'option militariste amorcée à l'automne 92. C'est l'abandon délibéré de toute autre

stratégie qu'annoncèrent la mise à l'écart puis l'éviction du premier envoyé spécial des Nations unies, Mohammed Sahnoun. C'est le triomphe d'une vision caricaturale de la Somalie, ramenée à un face-à-face tragique entre une masse d'enfants affamés et des hordes de pillards drogués, à un terrain vague où, sous l'œil impuissant et désespéré des volontaires de l'humanitaire, sévissent, sans cause et sans frein, des bandes d'adolescents furieux et des seigneurs de la guerre. On peut convenir que les Somaliens n'ont pas fait grand-chose pour démentir cette vision réductrice, mais force est bien de constater que les modalités d'intervention dans leur pays ont été arrêtées dans l'ignorance totale et la mise à l'écart de leur société, une fois fermée la parenthèse que fut la politique de l'ambassadeur Sahnoun – sur laquelle il faudra revenir. [...] L'époque n'est pas si lointaine où l'humanitaire avait ses détracteurs, ses ennemis déclarés qui brandissaient l'étendard de la justice pour mettre en pièces celui de la charité. La « morale de l'urgence », alors, avait utilement servi de principe fédérateur à tous ceux qui n'entendaient pas justifier leur inaction au nom de lendemains radieux. C'est désormais vis-à-vis de ses nombreux dévots, nouveaux apôtres de la solidarité casquée, que l'humanitaire doit être vigilant. Avec eux, il n'aura bientôt plus besoin d'ennemis.

Pour la première fois, en Somalie, on a tué sous la bannière de l'humanitaire. Non par accident, mais au cours d'opérations réalisées par des armées professionnelles. Non sous le couvert de la légitime défense, mais dans des raids menés au nom du droit de vengeance. La Bosnie nous a montré à quoi se trouve réduit le droit lorsqu'on prétend l'appliquer sans la force : à une redoutable illusion.

La Somalie illustre, s'il en était besoin, ce qu'est la force lorsqu'elle oublie le droit : une criminelle injustice.



« Un responsable humanitaire descend en flamme les Etats-unis et l'ONU » **AFP** (France), Paris, 3 octobre 1993 (en anglais).

Extrait :

Le chef de l'organisation humanitaire européenne Médecins Sans frontières a accusé les Nations unies et les Etats-unis de commettre un « crime humanitaire » en Somalie.

Selon le président de MSF, Rony Brauman, l'organisation internationale et les forces armées françaises ont transformé ce pays de la Corne de l'Afrique en une plate-forme d'essai pour la « création d'une force d'intervention militaire permanente ».

Dans un essai de 30 pages, M. Brauman décrit comment l'opération « Restore hope » lancée sous la conduite des Etats-Unis en décembre pour protéger les convois de nourriture et autres secours pour la population affamée et dont les Nations unies ont pris le relais en mai, ont provoqué une « spirale de violence ».

« La priorité donnée à l'aide d'urgence a été remplacée par « le droit de vengeance », avec les raids aériens san-

glants lancés contre les civils somaliens pour punir les miliciens somaliens de leurs attaques contre les troupes onusiennes », constate-t-il.

« Pour la première fois en Somalie, on a tué sous la bannière de l'humanitaire », conclut-il.

Le 26 septembre, à la fin d'une réunion ONU/ONG sur la sécurité, Patrick Vial, le représentant de MSF France en Somalie, confie à une journaliste de l'AFP qu'il va plier bagage et que selon lui MSF France n'a plus rien à faire en Somalie.

Le lendemain, une dépêche affirme qu'il a annoncé le départ définitif de MSF pendant la réunion, au cours de laquelle il aurait distribué un texte expliquant que l'organisation préfère ne pas être associé à l'opération militaire de l'ONU.



« MSF quitte définitivement la Somalie en critiquant le rôle de l'ONUSOM », Marie Joannidis, **AFP** (France), Mogadiscio, 27 septembre 1993 (en français).

Extrait :

L'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières (MSF) a quitté définitivement lundi la Somalie, où elle était arrivée en janvier 1991, en critiquant sévèrement le rôle des Nations unies et le sacrifice, selon son représentant, du mandat humanitaire au profit du rôle militaire.

Patrick Vial en a informé les autres ONG (Organisations non gouvernementales) et les Nations unies au cours d'une réunion sur la sécurité avant de quitter Mogadiscio.

« MSF, qui avait déjà arrêté ses activités sur le terrain en mai 1993, se retire pour de bon, trouvant que la situation est à présent trop dangereuse pour le personnel humanitaire », a-t-il notamment déclaré.

Soulignant que l'intervention de l'ONU « a complètement perdu sa raison d'être originelle », il a affirmé dans un texte distribué à ses interlocuteurs qu'il « s'agit à présent d'une opération militaire de l'ONU à laquelle MSF préfère ne pas être associée ».

Il a mis l'accent sur le danger de maintenir « l'illusion d'une intervention humanitaire » et pour les ONG « de perdre leur identité et leurs principes ».

« Ceci pourrait avoir des conséquences regrettables pour de futures interventions humanitaires », a-t-il dit, estimant que les ONG « devaient préserver leur indépendance et leurs principes ».

M. Vial, dans une interview à l'AFP, a expliqué que MSF avait arrêté ses opérations « parce qu'il n'y avait plus d'urgence mais aussi parce que l'on ne pouvait se déplacer où et quand on voulait, dépendant complètement du système de sécurité mis en place par l'ONUSOM (Opération

des Nations unies en Somalie) qui n'accordait aucune priorité aux organisations humanitaires».

Disant tout haut ce que pensent plusieurs ONG mais aussi des organisations du système des Nations unies, M. Vial a estimé que «*l'ONUSOM a une tête essentiellement militaire*». «*Les décisions sont à caractère militaire et les priorités sont données aux militaires, les humanitaires n'étant pas respectés*», a-t-il ajouté.

Pour lui, la stratégie employée par l'ONUSOM à Mogadiscio «*a amené à la situation dans laquelle on se trouve à l'heure actuelle, c'est-à-dire une insécurité très pesante, très forte*». «*En deux ans et demi de présence ici, je crois pouvoir dire que c'est en ce moment qu'on se sent le moins en sécurité*», a-t-il précisé.

«*Toute présence étrangère, ONG, journalistes ou ONU, risque d'être associée à cette stratégie de l'ONUSOM qui est très offensive et agressive*», a-t-il affirmé.

«*Lorsqu'on fait le bilan, on a au moins cinq cents morts somaliens à Mogadiscio contre une cinquantaine de casques bleus*, a-t-il poursuivi. «*C'est inadmissible pour une opération de maintien de la paix où les Nations unies sont censées apporter aux gens paix et stabilité*».

Parlant de «*dérive totale du mandat de l'ONU*», il a estimé qu'il n'y avait «*à l'heure actuelle aucun espoir pour la Somalie*».

Le même jour, Rony Brauman, le président de MSF France, confirme ce retrait à l'agence Reuters, expliquant que les besoins humanitaires ont diminué et que l'intervention militaire de l'ONU a rendu plus dangereuses les conditions de travail des humanitaires sur place.

De son côté, MSF Belgique annonce à la presse le maintien de ses missions en Somalie à Kisimayo.



«*L'organisation française Médecins Sans Frontières quitte la Somalie*», **Reuters** (Royaume-Uni), Paris, 28 septembre 1993 (en anglais).

La section française de Médecins Sans Frontières (MSF) a déclaré mardi avoir retiré son dernier volontaire de Somalie, parce que les besoins humanitaires urgents avaient diminué et que le travail là-bas se faisait dans des conditions moins sûres en raison de la présence des soldats de la paix des Nations unies.

«*La raison incontestable est que les besoins urgents sont désormais très limités*», a déclaré Rony Brauman, le président de l'organisation médicale. «*Les structures locales peuvent prendre en charge les besoins sans grandes difficultés*».

La raison négative, a-t-il ajouté c'est que les forces de l'ONU ont rendu la vie difficile aux expatriés en lançant des «*représailles aveugles*» contre les factions locales. «*La nature de plus en plus militaire de l'opération de l'ONU rend les choses difficiles pour les organisations huma-*

nitaires. Les actions hostiles menées par les forces de l'ONU ont conduit à ce que la plupart des expatriés soient considérés comme des envahisseurs.»

Selon lui, MSF France avait retiré son personnel opérationnel en mai, et avait renvoyé une équipe chirurgicale pour une courte durée en juin.

On avait alors demandé à l'ancien coordinateur de revenir en Somalie en juillet pour décider si l'organisation devait revenir ou pas.

«*Mettant en balance la diminution des besoins et l'augmentation des risques, il a décidé que l'organisation devait se tenir à l'écart pour l'instant et quitterait la Somalie lundi*», a annoncé Brauman.

[...] MSF France est indépendante de la section belge du même nom dont le personnel reste en Somalie, a ajouté M. Brauman.



«*Une organisation de secours belge reste en Somalie*» **AFP** (France), Bruxelles, 27 septembre 1993 (en anglais).

La section belge de l'organisation de secours médical Médecins Sans Frontières (MSF) a déclaré lundi qu'elle souhaitait rester en Somalie, au contraire de la section française qui a décidé de se retirer à cause des menaces contre les étrangers.

MSF Belgique, dont huit volontaires travaillent dans la ville de Kisimayo, au sud de la Somalie, va rester parce que «*la situation là-bas n'est pas comparable à celle de Mogadiscio*» où des centaines de personnes sont mortes dans les combats entre les troupes de l'ONU et les forces du chef de clan renégat Mohamed Farah Aïdid.

La section française a annoncé qu'elle se retirait de Somalie parce que les besoins là-bas n'étaient plus aussi urgents et parce qu'elle ne voulait pas dépendre des Nations unies pour sa sécurité.



«*C'est une mission qui s'enlisait de plus en plus et n'avait plus grand chose d'humanitaire. La situation nutritionnelle allait un peu mieux, on pouvait décider de fermer nos centres. On avait le sentiment qu'on n'avait plus grand chose à faire dans ce déballage militaro-humanitaire mais qu'il fallait conserver un pied là au cas où. J'étais là pour faire un suivi de la situation et représenter MSF. J'étais tout seul avec quelques uns de mes vieux gardes. J'allais aux réunions de l'ONU avec les ONG. C'était un peu le grand guignol. Les Américains ont continué à tirer dans la foule, à s'affronter avec les partisans d'Aïdid qui se cachaient dans Mogadiscio.*

Au bout de 2 mois et demi je me suis dit: on ne fait qu'observer et quelque part même on cautionne cette situation. Et puis à la fin d'un meeting où il y avait autant de journalistes que d'humanitaires et de militaires, un journaliste de l'AFP me dit: «qu'est-ce que tu vas faire?» Je lui réponds: «Je plie bagage. MSF France n'a plus vraiment de raison de rester ici dans cette situation-là.

On n'a pas envie du tout de s'associer à ce genre de dérive humanitaire». J'ai tenu des propos critiques, sans toutefois vouloir faire une déclaration fracassante et dramatiser la chose. Et le lendemain une dépêche AFP titrait «MSF quitte la Somalie».

A MSF on était d'accord pour ne pas garder plus de présence à Mogadiscio et fermer boutique. Mais je n'avais aucune instruction pour faire des déclarations intempestives et d'ailleurs je n'en avais pas l'intention. Ça s'est juste passé comme ça. J'ai été très imprudent en parlant à une journaliste de l'AFP que je connaissais sans penser qu'elle allait en faire une dépêche. A Paris, ça a plu à certains mais ça a fortement déplu à d'autres. Quand je suis rentré plusieurs mois plus tard on m'a dit: «c'était super les voix du terrain».

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français).

Le 3 octobre, les forces des Nations unies renforcées par les commandos étasuniens lancent à Mogadiscio une vaste opération contre les troupes du général Aïdid qui demande publiquement «l'arrêt du massacre des Somaliens». L'opération est un fiasco pour les forces onusiennes et entraîne de lourdes pertes de civils.

Devant les médias internationaux, des Somaliens exposent les cadavres de soldats américains et humiliant un pilote qu'ils ont capturé.



«Le mouvement du général Aïdid demande au président Clinton d'arrêter 'le massacre des Somaliens'» **AFP** (France), Mogadiscio, 4 octobre 1993 (en français).

Extrait :

Le mouvement du général Mohamed Farah Aïdid, cible de la vaste opération lancée depuis dimanche par les forces des Nations unies, a demandé lundi au président américain Bill Clinton et à la communauté internationale d'arrêter «le massacre des Somaliens», affirmant que plusieurs centaines de civils, hommes, femmes et enfants avaient été touchés.

Le responsable de la SNA (Alliance nationale somalienne) Abdulahi Hassan Firinbi et celui des relations extérieures Issa Mohamed Syad, qui a réussi à s'enfuir au moment de l'attaque, ont affirmé à l'AFP que sept corps d'Américains se trouvaient encore dans les zones de combat et qu'ils étaient prêts à les remettre à l'ONU.

[...] Le porte-parole militaire américain David Stockwell a confirmé lundi matin la mort de cinq Américains dont les corps ont été récupérés, selon lui, admettant toutefois que d'autres soldats étaient portés disparus.

[...] Un cameraman somalien travaillant pour une télévision étrangère a été blessé sur les lieux quand un hélicoptère américain a tiré lundi matin sur la maison où il se trouvait. [...]



«Mogadiscio attend la riposte américaine» Marie Joannidis, **AFP** (France), Mogadiscio, 5 octobre 1993 (en français).

Extrait :

Les Américains qui ont subi plus de pertes, humaines et matérielles, dans la seule journée de dimanche qu'en dix mois de présence militaire en Somalie, attendaient mardi des renforts d'urgence pour durcir leur bras de fer contre les partisans du général Mohamed Farah Aïdid.

L'épreuve de force, engagée depuis plusieurs mois à Mogadiscio entre les Etats-Unis et les partisans du général Aïdid, a montré dimanche, avec l'impressionnant bilan des quinze heures de combat, la vulnérabilité des Américains tant dans les airs qu'au sol.

La capitale somalienne attend maintenant la riposte des Etats-Unis dont l'opinion publique risque de ne plus supporter longtemps les images montrant la détresse d'un pilote capturé ou les moqueries des Somaliens à l'encontre de cadavres de soldats américains.

Les derniers bilans officiels des porte-parole de l'ONU font état d'au moins 12 morts américains, de 76 blessés dont certains gravement, d'un petit nombre de disparus et d'un pilote capturé, soit près du tiers des 300 à 400 Rangers, les troupes d'élite de la Force de réaction rapide, fantassins et pilotes.

[...] Les Etats-Unis, qui ont décidé d'envoyer des renforts en hommes et en matériel, se trouvent également confrontés au problème des disparus ou de prisonniers, un syndrome qui les hante depuis la guerre du Vietnam.

[...] Le mouvement du général Aïdid, la SNA (Alliance nationale somalienne) a fait état de la capture d'un pilote, confirmée depuis par Washington. Mais selon les dernières informations circulant mardi matin à Mogadiscio, un deuxième militaire américain aurait également été fait prisonnier dans un quartier de la ville et la SNA essaierait à présent de le récupérer. D'autres pourraient avoir été tués ou se cacher.

[...] La Force de réaction rapide américaine, forte de 1500 hommes environ, appuie les quelque 28000 hommes de troupe engagés sous la bannière de l'ONU dont près de 4000 Américains assurant la logistique d'ONUSOM II. Elle compte une flotte d'hélicoptères dont des Black Hawk et des Cobras d'attaque, ainsi que des avions espions Orion E-6 et Kaina qui surveillent constamment la ville. En face, selon des sources militaires de l'ONU, la SNA s'appuierait sur un «noyau aguerri» de 300 à 400 miliciens armés qui bénéficieraient toutefois de nombreuses complicités dans cette ville d'un million d'habitants, dont plusieurs centaines ont été blessés ou tués lors des combats de dimanche. [...]

« SE DÉTACHER DE L'ONU, PAS DES SOMALIENS »

Le 5 octobre, au vu de la forte dégradation de la situation à Mogadiscio, les responsables de MSF France se réinterrogent sur la pertinence d'intervenir à nouveau en Somalie. Une équipe est envoyée sur place pour évaluer la situation.



Compte-rendu de la réunion des opérations du 5 octobre 1993 (en français).

Extrait:

Somalie: aggravation de l'affrontement US (ONU) / Somaliens : plusieurs centaines de blessés. Les hôpitaux sont débordés. Doit-on ré-intervenir si le personnel médical est débordé?

Contacts à prendre pour avoir des infos (CICR, AICF...) Est-il possible de travailler aujourd'hui à Moga?

Doit-on envoyer du matériel au Digfer ? Avec quelle garantie d'utilisation?

Demander une neutralisation de l'hôpital.

Réunion cette semaine sur l'attitude à adopter.



Fax de Jean-Hervé Bradol, responsable de programme MSF France, aux responsables de programmes et aux coordinateurs à Nairobi, MSF France, Belgique, Hollande et Espagne, 7 octobre 1993 (en français).

Les affrontements armés entre les forces de l'ONU et celles du général Aïdid au cours du week end du 04 et 05 octobre ont entraîné plusieurs centaines de blessés et un nombre élevé de morts parmi la population civile de Mogadiscio.

Depuis fin 91, c'est la première fois que les hôpitaux de Mogadiscio-sud sont débordés par un tel afflux de victimes civiles.

Il s'agit, sur Mogadiscio aujourd'hui, d'une nouvelle situation faite de centaines de blessés civils difficilement pris en charge par des services hospitaliers débordés. MSF-F avait laissé sur place un stock de matériel pour permettre de faire face à ce type de situation. Ce matériel était géré par Pharmaciens Sans Frontières et a été distribué au Digfer et au Benadir (2 hôpitaux de Mogadiscio-sud) pour leur permettre de faire face à l'afflux de blessés.

Deux personnes de MSF-F (...), dont un médecin, partiront vendredi 09 octobre de Paris pour Mogadiscio. Ils amèneront avec eux plusieurs kits chirurgicaux pour soutenir l'activité des médecins somaliens travaillant dans les hôpitaux de Mogadiscio-sud. Par ailleurs ils évalueront, dans la perspective de nouveaux combats affectant les

populations civiles, les différentes possibilités de renforcer les moyens chirurgicaux mis à la disposition de la population de Mogadiscio. Ce travail s'effectuera en concertation avec le CICR et les ONG (AICF, PSF, SCF ...) encore présentes à Mogadiscio.

Le 6 octobre, Rony Brauman, le président de MSF France, critiquant le comportement des forces de l'ONU en Somalie, explique au journal télévisé de la chaîne de télévision publique française Antenne 2 que la section française se retire de Somalie car l'urgence vitale est terminée et la sécurité des équipes mise à mal.

Il annonce toutefois que l'organisation va envoyer une équipe à Mogadiscio pour répondre aux éventuelles urgences chirurgicales.



Résumé de l'**interview** de Rony Brauman au journal télévisé d'Antenne 2 (France), Paris, 6 octobre 1993 (en français) **V14**

Rony BRAUMAN (Président de Médecins Sans Frontières) réagit aux différentes bavures de l'ONU au cours des affrontements entre partisans du général Aïdid et les casques bleus à Mogadiscio. Rony Brauman invité en plateau (...) remet en cause le rôle actuel de l'ONU en Somalie et critique ouvertement les casques bleus pour leur brutalité et la dérive de leurs missions : « *Au départ, c'est un engagement militaro-humanitaire. Il est devenu de moins en moins humanitaire et de plus en plus militaire. Aujourd'hui c'est devenu inacceptable, des troupes tirent sur des manifestants, sur des civils, sur des hôpitaux et ils arrivent même à agresser des équipes humanitaires et des journalistes. Nous partons pour deux raisons. Premièrement l'urgence vitale est dépassée, la famine est derrière nous. Deuxièmement parce que les risques que courent nos équipes sont de plus en plus grands. Nous risquons l'hostilité des troupes armées qui nous confondent avec l'ONU, avec des soldats, avec des armées d'invasion. Un véhicule de MSF a été agressé. [...] 1000 blessés ont afflué chez nous, nous avons renvoyé une mission. Avant nous pouvions faire pression sur Aïdid, nous avons des rapports très compliqués avec lui mais nous arrivions à négocier. L'action humanitaire n'a pas aidé MSF à faire son travail.* »



« **MSF craint une nouvelle flambée de violence à Mogadiscio** » **AFP** (France) (Genève), 7 octobre 1993 (en français).


Extrait:

L'organisation française Médecins Sans Frontières (MSF) va renvoyer une équipe à Mogadiscio, craignant une nouvelle flambée de violence dans la capitale somalienne, a indiqué son président Rony Brauman jeudi à Genève.

MSF France a décidé d'envoyer vendredi «une tête de pont» de trois personnes afin de rétablir la mission qui en était partie, la semaine dernière, car «nos prévisions sont que la guerre de Mogadiscio va reprendre», a déclaré le Dr. Brauman à l'AFP, en dénonçant «la dérive militaire» des forces de l'ONU en Somalie (ONUSOM).

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dénombré plus de 700 blessés dans les hôpitaux après les combats du week-end, dont un tiers de femmes et enfants. Dans un communiqué jeudi à Genève, le CICR «demande instamment à toutes les forces dans le conflit de respecter le droit international humanitaire et en particulier d'épargner la population civile».

Le président de MSF a critiqué par ailleurs la brutalité de l'engagement militaire américain au sein de l'ONUSOM, y compris contre des civils, et la désignation du général Aïdid comme seul fauteur de troubles. Mais il a souhaité «une reprise du dialogue en Somalie, plutôt qu'un départ précipité des Etats-Unis qui risquerait de semer une nouvelle pagaille».

 En apparence, cette décision de renvoyer une équipe à Mogadiscio peut sembler contradictoire. Mais elle ne l'est pas dans l'esprit dans lequel on la prend. Notre volonté est de nous dissocier d'abord par les mots, par le retrait de là où on est étroitement imbriqués dans le dispositif onusien. On l'affirme et on le fait en mai 1993. Mais cela ne nous empêche pas de nous dire que s'il y a un moyen de nous rendre utiles, dans le contexte d'une nouvelle flambée à Mogadiscio, on reviendra. On veut se couper de l'ONU, mais on ne veut pas se couper des Somaliens. Pour moi, sur un plan politique et symbolique, on part vraiment au printemps, c'est-à-dire que le gros du dispositif est levé. Ensuite, il y a des aménagements contextuels ou de fond pour ce qui concerne le règlement social et économique, la clarification de notre position par rapport à la symbolique. On s'en va parce qu'on ne veut plus avoir affaire à ça, mais ce n'est pas avec la Somalie qu'on ne veut plus avoir affaire. Tout cela finalement s'étire sur six mois.

Dr Rony Brauman, président de MSF France
(en français).

Le même jour, deux nouveaux cadavres de soldats américains sont exposés devant la presse par les Somaliens.

Le 7 octobre, le président des Etats-Unis Bill Clinton annonce l'envoi de 1700 soldats supplémentaires en Somalie tandis que le département d'Etat demande à ses ressortissants de quitter immédiatement la Somalie. Le 8 octobre, il déclare publiquement que la solution aux problèmes de la Somalie est politique et non militaire.



«Deux cadavres de soldats américains montrés à la presse par les Somaliens» AFP (France), Mogadiscio, 6 octobre 1993 (en français).

Extrait :

Deux cadavres de soldats américains blancs ont été montrés à la presse, dont une journaliste de l'AFP, mercredi matin au marché de Bakara dans Mogadiscio-sud, l'un des principaux lieux des affrontements de dimanche entre forces des Nations unies et partisans du général Mohamed Farah Aïdid.

[...] Les Américains ont reconnu la mort de douze Rangers lors des affrontements qui ont également fait 76 blessés dans leurs rangs alors qu'un «petit nombre» non précisé de soldats ont été portés «disparus».

Le porte-parole militaire de l'ONU à Mogadiscio, le commandant David Stockwell, a précisé que les corps des douze soldats tués ont tous été récupérés et leurs restes «formellement identifiés» par un médecin.



«Clinton tente de dégager les Etats-Unis du bourbier somalien» Christian Chaise, AFP (France), Washington, 8 octobre 1993 (en français).

Extrait :

Confronté à la perspective d'un enlèvement à la vietnamienne en Somalie, Bill Clinton a opéré jeudi un changement de cap et annoncé à une opinion publique inquiète que les troupes américaines cesseraient leurs combats meurtriers avec un chef de guerre local qui leur échappe depuis juin et quitteraient ce pays au plus tard le 31 mars.

Pour l'essentiel, la brève allocution télévisée du président américain revenait à admettre que la voie militaire suivie depuis juin en Somalie par les Etats-Unis, en collaboration avec les Nations unies, avait échoué et qu'il était urgent d'en revenir à la recherche d'une solution politique entre les divers clans et factions de ce pays.

«A la base, la solution aux problèmes de la Somalie n'est pas militaire, mais politique», a admis M. Clinton, qui faisait face à une révolte ouverte au Congrès depuis qu'une bataille meurtrière a fait dimanche 13 morts et 75 blessés à Mogadiscio au sein du contingent américain de la force de l'ONU. En outre, un pilote a été fait prisonnier par la milice du général Mohammed Farah Aïdid et cinq hommes sont portés disparus.

Le président devait aussi s'efforcer de rassurer ses compatriotes, qui craignaient déjà une répétition du drame vietnamien: un engagement croissant des forces américaines dans un pays lointain où les Etats-Unis n'ont aucun intérêt vital en jeu, avec son cortège de cadavres et d'otages.

Dans le quotidien français « *La Croix* » daté du 12 octobre, Rony Brauman souligne que l'essentiel des patients soignés par MSF en Somalie ont été blessés par des casques bleus.

Lors de la réunion de direction du 20 octobre, au retour de la mission exploratoire, les responsables de MSF France se demandent encore s'il faut retourner à Mogadiscio pour prendre en charge les 20% de blessés qui ne sont pas soignés par le CICR et les médecins somaliens.



« Somalie: Mogadiscio-sud ne désarme pas »
La Croix (France), 12 octobre 1993 (en français).

Extraits :

Paradoxalement, ce que l'ONU a réussi, c'est de faire du général Aïdid un héros pour la population somalienne. C'est votre avis aussi, Rony Brauman ? Médecins Sans Frontières, dont vous êtes le directeur, a été la première organisation humanitaire à venir en Somalie, dès 1991, alors que la famine n'intéressait personne.

Rony Brauman : Aïdid, pour les Somaliens, c'est Robin des bois. Mais, je vous rappelle que le premier soin des Américains au lendemain du débarquement, le 9 décembre dernier, a été de serrer la main d'Aïdid, qui alors n'était pas un criminel de guerre mais un véritable leader politique. Ensuite, il est devenu un criminel contre l'humanité puis on a parlé d'un exil temporaire du général Aïdid en Erythrée, au nom de la paix, et aujourd'hui, il est en train de redevenir l'homme avec lequel on va, sans doute, négocier en coulisse. Ça montre bien l'incohérence et l'inconsistance de cette politique qui a délibérément ignoré la réalité somalienne. Tout cela pose une vraie question. Je demande à Monsieur Fodha : qui est le patron des Nations unies, Clinton ou Boutros-Ghali ? [...] Il y a actuellement plus de 700 blessés à Mogadiscio dont un tiers de femmes et d'enfants et pas de chirurgiens pour les opérer, les soigner, alors qu'une partie de notre travail avait consisté à rassembler les équipes chirurgicales, à redonner un pôle d'activités. C'est la folie à laquelle on assiste et, bien sûr, MSF ne peut rester les bras croisés...

Alors Médecins sans Frontières retourne à Mogadiscio, après l'avoir quitté, il y a à peine dix jours ?

Rony Brauman: Mais oui... Encore une fois, c'est notre fonction. Mais je le dis, à partir du moment où l'équilibre entre les besoins vitaux immédiats, la sécurité de nos équipes et les principes humanitaires n'est plus respecté, nous nous retirons. Mais si les besoins vitaux immédiats sont énormes, bien évidemment, nous y retournons, parce que c'est là que se trouvent notre devoir et notre mission.

Il y a quand même un extraordinaire paradoxe dans le fait que si nous revenons aujourd'hui c'est pour soigner les blessés causés par l'intervention humanitaire. On fonctionne totalement en cycle fermé. La communauté internationale blesse des gens que la communauté inter-

nationale va soigner ensuite. Avouez que c'est quand même extraordinaire.

Et ce n'est pas nouveau parce qu'à Kisimayo, dans le sud, ça fait des mois qu'on fonctionne comme cela. Mais je souligne, dans le Somaliland, à Moga Nord il y a MSF Espagne, à Kisimayo il y a MSF Belgique. Donc, il reste une certaine présence. Le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui l'essentiel de notre activité chirurgicale consiste à soigner des gens blessés par les casques bleus, ce qui est un scandale.

Hassan Fodha : Mais pourquoi parle-t-on sans cesse des blessés qui malheureusement sont le fait des casques bleus, et ne parle-t-on pas des autres blessés qui l'ont été par les rebelles, les casques bleus, les Somaliens? C'est là le problème. Pourquoi fait-on ce procès aux Nations unies?

Rony Brauman : Parce que le médecin et l'assassin ne sont pas sur le même plan. Si moi, en tant que médecin, je tue quelqu'un délibérément, ma situation est quand même plus grave que si une espèce de criminel professionnel le fait. Il y a tout de même une différence de sens, de nature profonde. [...]

Croyez-vous que l'envoi de renforts américains, 1700 hommes de troupes et plus de 10000 marines au large de Mogadiscio, ramènera la paix dans la capitale ?

Rony Brauman: Une armée étrangère peut à la limite faire une guerre, les Américains l'ont montré « avec succès » en Corée et « avec échec » au Viet-nam. Mais « faire la police » à l'étranger, c'est extrêmement difficile parce que cela demande une autre forme d'implication. La conséquence est que, jour après jour, l'ONU est en train de devenir un clan parmi d'autres. Dès le début, le président par intérim, Ali Mahdi, qui contrôle Mogadiscio-nord, et Aïdid, se sont mis dans un jeu où le premier utilisait la présence de l'ONU pour lutter contre le second.

C'est la même chose pour les factions réunies fin septembre à Mogadiscio, qui ont utilisé l'ONU comme moyen d'éliminer Aïdid. N'ont-elles pas envoyé un télégramme d'appui au secrétaire général de l'ONU pour lui dire d'en finir avec les clans qui détiennent les armes, c'est-à-dire d'en finir avec Aïdid ? L'ONU est une espèce de balle de ping-pong qui circule entre les différentes factions dont le jeu est « se légitimer, délégitimer l'autre ». Finalement l'ONU ne maîtrise plus rien d'autre que les tirs d'hélicoptères.

[...] Mais, à cause des actions de l'ONU, il y a tous les autres qui se font prendre à partie, l'aide humanitaire, les journalistes, les civils somaliens. On ne compte plus les exactions, les mesures d'intimidation, les brutalités...

[...] Nous, MSF, étions à Hoddur et donc bien placés pour juger du travail des militaires français... On peut par exemple remplir un bloc chirurgical en opérant des hernies, comme ils l'ont fait. Seulement il se trouve qu'opérer les hernies en Afrique, c'est un peu stupide. Nos infirmières qui faisaient un centre de nutrition ont été obligées d'assurer les suites opératoires des chirurgiens français qui opéraient des hernies pour rien. [...]

Mais il y a au moins un point qui nous rassemble, MSF et les militaires, c'est notre volonté commune clairement affirmée de distinguer le militaire de l'humanitaire.

Moi, je ne fréquente pas beaucoup les ministres mais ces dernières années, j'ai été amené à fréquenter, en Bosnie, en Somalie, un certain nombre de militaires, à parler avec eux, et j'ai pu constater avec un certain plaisir que pour des raisons qui ne sont d'ailleurs pas les mêmes, ils n'aiment pas le militaro-humanitaire. Ils n'aiment pas cette espèce d'intégration, de tricotage... Les militaires ne facilitent pas l'action des équipes humanitaires à moyen terme mais la compliquent : ils commencent à en être très conscients et éprouvent un malaise profond par rapport à ça. [...]

Mais qu'attendez-vous de l'ONU finalement ? [...]

Rony Brauman : [...] On travaille aussi avec l'ONU. C'est important de le rappeler parce que dans la vigueur du débat, ça pourrait passer inaperçu. L'ONU, on la critique parce qu'elle existe, mais elle est indispensable. Il ne s'agit surtout pas de la balancer par-dessus bord. C'est le jeu critique normal de la démocratie, on espère améliorer les choses en se livrant à ces critiques mais on ne veut surtout pas détruire l'ONU.

Il faudrait que lorsque l'ONU engage des troupes, leur mission soit clairement définie et surtout qu'on ne confie pas à des soldats une mission humanitaire. Cette confusion-là est préjudiciable à la crédibilité des organisations humanitaires. Si on affaiblit les organisations humanitaires, on affaiblit l'aide qu'on peut apporter aux victimes. Il faut aussi que les conditions d'engagement, le cadre politique et les limites soient fixés. La Somalie a montré que finalement il y avait autant d'interprétations que de contingents nationaux.

Les Pakistanais, les Marocains, les Français, les Américains, les Italiens, les uns et les autres avaient leur idée en la matière. Il faut encore que dans les résolutions du Conseil de sécurité soit mentionnée l'existence de principes du respect du droit humanitaire. On ne peut tout de même pas appeler les troupes à intervenir pour des raisons globalement humanitaires et oublier qu'elles doivent se plier aux conventions internationales.

Vous savez sans doute que l'ONU a refusé de signer les conventions de Genève. Le CICR – le Comité international de la Croix-Rouge – le lui a proposé et l'ONU a décliné l'offre. Ainsi, l'ONU cherche à faire appliquer l'humanitaire pour les autres mais pas pour elle-même ! C'est quand même le comble ! Dans les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, nous demandons que figurent les exigences de respect des conventions de Genève et des principes humanitaires.



Compte-rendu de la réunion de comité de direction de MSF France, 20 octobre 1993 (en français).

Extrait :

Brigitte - Somalie:
[...] et JH Bradol sont rentrés - 200 morts et 700 blessés, c'est le bilan des attaques UN / USA du début du mois. Les hôpitaux ont été débordés. On peut penser que le bilan s'est alourdi mais les blessés que Jean-Hervé a vus

ont été correctement soignés. Le CICR et les médecins somaliens assurent 70 à 80% du travail.

Faut-il y retourner pour les 20% restants? Une décision doit être prise (...)

De son côté, Patrick Vial, qui termine sa mission de représentant de MSF France à Mogadiscio, questionne l'éventuel retour de MSF. Dans un reportage de l'émission "Envoyé spécial" diffusé le 21 octobre sur la chaîne publique française Antenne 2, filmé en train de quitter la capitale somalienne à feu et à sang, il se demande si les appels à l'aide pour lutter contre la famine n'ont pas au final participé à ajouter au malheur des Somaliens. V15 ▶



Lettre de Patrick Vial, représentant de MSF France à Mogadiscio, aux responsables de MSF France, octobre 1993 (en français).

Extrait :

Dear Collègues,
(...) En discutant aujourd'hui avec diverses personnes concernées, je réalisé encore un peu plus la possible contradiction du retour de MSF en ces périodes troubles où l'humanitaire n'est plus évoqué qu'en écoles qui ouvrent à nouveau... J'ai passé mes 3 derniers mois à défendre une idée, à clarifier la démarche de MSF et ce fameux recours, à répercuter ton travail aux US, Joëlle. Travail de taupe mais qui voulait dire quelque chose sur place. Enfoncé le clou le jour de départ final. Un jeu pas très net (et on n'est pas naïf-idéalistes pour autant) se joue en Somalie et surtout à Moga et plutôt que d'être là sans rien faire, mieux vaut dire tout haut bla, bla, bla. Bref 3 mois (...) de travail non-opérationnel dont la validité et l'impact risquent d'être sérieusement remis en question à l'occasion de « MSF, le retour ».
C'est pas un retour d'ego, je me fous pas mal de ce qui s'est dit et se dira, je suis juste un peu inquiet quant à la logique qui est la nôtre, les vraies raisons qui motivent cette décision. J'ai eu beaucoup de mal à partir alors que la tension montait, que les cameras arrivaient, unusual pour MSF... refusant de faire les pompiers d'un UN / relief world défaillant, on préférerait se battre avec le concept (peur de perdre notre âme ?) plutôt qu'avec le sang et la tripe.

J'espère que vous pigez, que c'est peut-être pas la peine d'aller discuter le bout de gras avec CIMOC / ONUSOM au 8 am. Security meeting [au point sécurité de 8 heures du matin] ... Assez joué avec Guignol.

Apparement Aïdid et Oakley [représentant spécial des États-Unis en Somalie] vont faire affaire, tant mieux. Dans le cas contraire (sang et scalpel), please, faites pas partie du troupeau humanitaire. Et dans tous les cas, parlez haut et fort, sur le fond... Bonne mission. Bises. Pat.



« Quand la guerre remplace l'espoir: envoyé spécial en Somalie » Jacqueline Beaulieu, **Le Soir** (Belgique) Bruxelles, 21 octobre 1993 (en français). **D103**

Extrait :

On n'est pas américains. Patrick Vial de « *Médecins sans frontières* » prévient ainsi les Somaliens, surtout ceux du quartier sud de Mogadiscio, où se trouvent la majorité des partisans du général Aïdid, quand il veut passer les barrages. Et il ajoute pour ses interlocuteurs français de l'équipe d'« *Envoyé spécial* »: Si je l'étais, je ne serais pas ici, ce serait trop dangereux. Mais ça n'est pas marqué sur mon front.

Des trois reportages proposés ce soir par le magazine de France 2, celui intitulé « *Somalie, le borbier* » est sûrement le plus impressionnant. C'est une plongée dans un enfer de bombes, de morts et de blessés, parmi une population affolée et qui se rallie à celui qui a été son bourreau, Aïdid (traduction « *celui qui ne se laisse pas humilier* »), parce qu'ils sont les victimes de la chasse à l'homme que poursuivent sans relâche les Américains.

Le représentant de MSF, qu'on verra au cours du reportage contraint d'abandonner le pays dans lequel il se trouve depuis deux ans pour ne pas cautionner l'action actuelle des Nations unies, finit par se demander si les appels pressants qu'il avait faits pour qu'on vienne au secours d'un pays acculé à la famine, n'ont pas apporté autant de malheurs que celui qui y régnait à l'époque.

Les hommes et les femmes de Mogadiscio, interrogés par les journalistes, n'en finissent pas d'accumuler des griefs contre ceux qui étaient venus là pour « *restaurer l'espoir* ». Chaque jour les hélicoptères sèment la terreur et parfois la mort. Selon les reporters ces bombardements ont contribué largement à ce qu'Aïdid, pourtant responsable d'une grande partie des malheurs de son pays, se refasse une vertu aux yeux de ses compatriotes. En nettoyant les zones favorables à Aïdid où se mêlent ses partisans et la population civile, ils créent, disent les témoins, un esprit de revanche. Pour les Somaliens de Mogadiscio, Nations unies égalent États-Unis et l'un d'entre eux souligne que dans la zone de Baïdo, confiée aux casques bleus français, il ne se passe rien de tel, que la région est pacifiée. (...)



J'ai trouvé que Paris avait été particulièrement inconsistant en renvoyant une équipe, 15 jours après cette déclaration intempestive, pour voir ce qui se passait. On ne me faisait sans doute pas confiance ou bien on pensait que « *Patrick avait mal jugé de la situation* » et qu'il y avait encore des choses à faire au niveau chirurgical, pré-positionnement de matériel, installation d'une équipe au cas où ça pète très fort. Ils avaient l'impression que le conflit montait en tonalité et qu'il y aurait à nouveau de la chirurgie de guerre à faire et que ça serait bien de soigner les pauvres Somaliens qui allaient se faire buter par les Américains. Je suis tombé par hasard, dans une maison MSF, sur cette équipe exploratoire. Ils repar-

taient sur Mogadiscio. Je leur ai dit: « *C'est sympa de venir mais vous auriez quand même pu m'avertir de votre visite. J'ai quand même passé 2 ans en Somalie !* »

Patrick Vial, coordinateur MSF France en Somalie, juillet à décembre 1991, mars 1992 à novembre 1992, juillet à septembre 1993 (en français)



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 29 octobre 1993 (en français) **D104**

Extrait :

Contrairement à ce qu'affirme la presse, nous retournons en Somalie. [...] et Jean-Hervé Bradol sont au sud de Moga.

Le reportage d'Envoyé spécial sur MSF (en la personne de Patrick Vial) en Somalie a suscité beaucoup de critiques.

Le 18 novembre, à l'occasion d'une conférence de presse pour la sortie du livre publié par MSF, « *Populations en danger* », Alain Destexhe, le secrétaire général de MSF International, déclare à la presse que les résultats des opérations des Nations unies en Somalie comme en Bosnie sont négatifs sur les plans humanitaire et politique.

Rony Brauman déclare à Reuters qu'en Somalie les Nations unies représentent une menace mortelle pour les humanitaires.



« *Selon MSF, l'opération de l'ONU en Somalie est un désastre total* » **Reuters** (Royaume-Uni), Bruxelles, 18 novembre 1993 (en anglais).

« *[L'opération des Nations unies] est dans une impasse et je suis très pessimiste en ce qui concerne la Somalie. C'est un tel désastre qu'il est impossible que cela fonctionne* », a déclaré Alain Destexhe, le secrétaire général de l'organisation de secours médicale.

Selon Destexhe, il n'y a pas eu d'amélioration en Somalie depuis que les Nations unies ont arrêté leur chasse à l'homme contre le chef de guerre Mohamed Farah Aïdid.

« *Cela n'a fait aucune différence* », a-t-il déclaré à Reuters à la suite d'une conférence de presse destinée à promouvoir un livre sur les 10 plus graves crises humanitaires aujourd'hui en cours dans le monde.

Selon lui, l'ONU a confondu son rôle humanitaire et son rôle politique en Somalie et dans d'autres crises comme celle de l'ex-Yougoslavie.

«Au bout de deux ans, le bilan en Somalie comme en Bosnie est négatif aussi bien au niveau humanitaire qu'au niveau politique.»

«Il était essentiel, a-t-il précisé, que les organisations restent neutres et objectives dans les situations de conflit». «L'ONU n'est pas neutre... elle ne peut pas prétendre être neutre et objective quand elle mène des opérations militaires en Somalie.»

Il a accusé les Nations unies de violer le droit international humanitaire lors de ses attaques contre des Somaliens, dont celles contre des hôpitaux.»



«Selon une organisation de secours, les troupes de l'ONU représentent une menace pour l'aide humanitaire» Claire Rosenberg, **Reuters** (Royaume-Uni), Paris, 18 novembre 1993 (en anglais).

Une organisation de secours médical opérationnelle sur tous les points chauds de la planète a déclaré jeudi que les opérations militaires des Nations unies comme celles en Somalie ou en ex-Yougoslavie mettaient sérieusement en péril les efforts entrepris pour alléger les souffrances humaines.

Le Haut-commissaire aux réfugiés a aussi déclaré dans une interview aujourd'hui que l'expérience somalienne ferait réfléchir à deux fois la communauté internationale avant de proclamer de nouveau un droit à l'ingérence humanitaire dans les affaires d'un pays.

«L'usage de la force pour protéger les opérations de secours est un piège», a affirmé Médecins Sans Frontières au lancement d'un livre de 219 pages qui accuse l'ONU et les principales puissances mondiales d'être incompetentes et de traîner les pieds.

«La protection militaire des convois d'aide humanitaire pose plus de problèmes qu'elle n'en résoud», constate Rony Brauman, le président de MSF. En Somalie, cela a donné un «échec total» et en Bosnie un «échec désastreux»

«Nous prévenons les Nations unies qu'elles représentent une menace mortelle pour l'aide humanitaire».

«Le récipiendaire de l'aide ne peut pas s'empêcher de se demander si l'homme qui lui tend une main secourable dans un dispensaire est le frère de celui qui montera le lendemain dans un hélicoptère et ouvrira le feu sur une foule», a-t-il remarqué, faisant clairement référence à la Somalie frappée par la guerre et la famine.

Sadako Ogata, la responsable du HCR, a déclaré au quotidien français Le Monde : «Ce qui s'est passé en Somalie montre les possibilités et les limites de l'ingérence humanitaire. C'est une leçon que nous devons tous méditer.»

MSF, qui a envoyé cette année 2000 volontaires dans 70 pays, affirme soutenir les interventions internationales mais voudrait que l'ONU et la communauté internationale en général clarifient le rôle de chaque acteur sur le terrain avant qu'il ne soit trop tard. Selon ses responsables, les troupes de l'ONU en Somalie sont devenues une faction comme les autres de la guerre des clans, qui menace la

sécurité des travailleurs humanitaires. En Bosnie, elles se sont montrées inefficaces et ont surtout servi d'alibi à l'échec de la communauté internationale à arrêter la guerre.



On a été trop lents à réagir à la famine. Mais sur le plan du positionnement public, compte tenu de l'évolutivité de tout ça et d'une complexité plus grande encore parce que marquée par le sceau de la nouveauté – on découvrirait quand même plein de choses auxquelles on n'était pas habitués – je trouve qu'on s'en est pas mal tirés. La preuve, c'est qu'on peut s'appuyer sur un certain nombre de positions et de déclarations de l'époque, face à un contexte qui apparaissait comme nouveau et qui allait faire des petits. Dans cette position de retrait par rapport aux militaires, puis de critique, puis carrément de coupure de tout lien, et avec l'attaque qu'on a voulu lancer contre les Nations unies avec le recours... je ne pense pas qu'on était à côté de la plaque.

Je pense qu'on doit prendre cette période de notre intervention en Somalie comme un laboratoire, puisque de fait, c'en était un. Comment une force indiscutablement libératrice au sens où elle vient au secours des gens qui sont affamés, devient une force d'occupation en l'espace de trois mois ? Comment la logistique militaire et civile de l'aide finit par l'emporter sur toutes les autres considérations ? Comment les responsables, les chefs politiques et militaires locaux l'instrumentalisent, l'utilisent à leur propre profit, alors qu'elle était au départ censée au contraire leur scier les pattes, voire même leur couper la tête quand la chasse à l'homme a été déclenchée ? Tout ce jeu politique complexe autour de l'aide et des enjeux de sécurisation de l'aide, tout l'inattendu que recèle une telle situation en raison de la capacité d'initiative locale pour le pire comme pour le meilleur, c'est vraiment la leçon de laboratoire qu'on peut en tirer. Pour MSF cela a été la première expérience de gardes armés, la première expérience de militarisation de l'aide internationale. C'est un moment très important.

Dr Rony Brauman, président de MSF France
(en français).

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1960-1995

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Elaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	Crise somalienne	International	Opérations MSF	Prises de parole publiques et playdoyer MSF
1960	Réunification et indépendance de la Somalie			
Oct. 1963 à fév. 1964	Première guerre de l' Ogaden entre l'Ethiopie et la Somalie.			
1969	Coup d'Etat de Siad Barré - dictature			
1977-1978	Deuxième guerre de l' Ogaden , qui reste éthiopienne.			
1979 à 1987			MSF F porte secours aux réfugiés de l'Ogaden (Hiiran, Gedo).	
1985	Début de la rébellion du MNS dans le Nord		MSF F prend en charge les réfugiés éthiopiens autour d'Hargueisa (Somaliland)	
1986			MSF H développe des programmes médicaux dans le nord-ouest somalien.	
1987			Janvier prise en otage de 10 expatriés MSF F à Tug Wajale. Fermeture des programmes MSF F en Somalie.	
1988	Mai offensive massive du MNS sur Hargueisa et Burao - Centaines de milliers de réfugiés somaliens en Ethiopie.		Suspension du programme de MSF H dans le nord-ouest.	
1989	Les rebelles du CSU prennent le maquis au centre et dans le sud de la Somalie.		Janvier MSF H reprend ses activités à l'hôpital de Boroma Mai interruption de la mission de MSF H à Boroma - évacuation des expatriés	
1990			Janvier MSF H réhabilite des dispensaires dans des villages autour Alei Badei. Mars explo MSF F dans les camps réfugiés de Boroma Avril évacuation de MSF H de Boroma après le pillage d'une voiture.	

Crise somalienne**International****Opérations MSF****Prises de parole
publiques et playdoyer
MSF****Mai**

Publication du « **manifesto** » de Mogadiscio par 114 responsables politiques et religieux, hommes d'affaires condamnant les agissements du régime.

Juillet

Élections législatives planifiées pour février 91.

Juillet-Août

Attaques et attentats contre le régime (rebelles) et contre les étrangers (régime).

Octobre

Accord des opposants pour renverser le gouvernement.

Décembre

Le **MNS** contrôle le nord.
Le **CSU** gagne du terrain.
Siad Barré déclare l'état d'urgence.
Mogadiscio paralysée
Le personnel **ONU** évacue la Somalie

1991**Janvier**

27 : fuite de Siad Barré vers le sud-ouest de la Somalie.

Janvier

2 : début de la Guerre du Golfe.

Janvier

2 : décision d'une mission chirurgicale de « **MSF Europe** » à Mogadiscio

7 : arrivée de l'équipe MSF à Mogadiscio – installation à l'hôpital général Digfer

9 : contact MSF avec le **CSU** à Rome

11-12 : contacts MSF avec le **CSU** à Londres

13 : mission exploratoire MSF en zone **CSU** – un chauffeur est blessé.

16 : évacuation de l'équipe MSF en raison de l'insécurité.

23 : l'équipe MSF de retour en Somalie rencontre les rebelles du **CSU** et s'installe dans l'hôpital SOS en zone **CSU**.

30 : évacuation de l'équipe MSF de Mogadiscio en raison de l'insécurité.

Janvier

4 : **CP MSF** : « Médecins Sans Frontières affrète un avion pour la Somalie ».

5 : **CP MSF** : « L'avion de Médecins Sans Frontières n'a pas reçu l'autorisation de se poser à Mogadiscio »

6 : **CP MSF** : « Une partie de l'équipe de MSF a quitté Mombasa pour Mogadiscio »
CP MSF : « L'équipe de Médecins Sans Frontières n'a pas pu atteindre Mogadiscio »

7 : **CP MSF** : « L'équipe de MSF est arrivée à Mogadiscio »

8 : **CP MSF** : « L'équipe de MSF à Mogadiscio »
Reuters & Libération : selon MSF, les forces gouvernementales contrôlent toujours la capitale somalienne.

9 : **MSF** demande un cessez-le-feu d'une demi-journée

Crise somalienne	International	Opérations MSF	Prises de parole publiques et playdoyer MSF
1991			
Février			
2 : Ali Mahdi président d'un gouvernement intérimaire, appelle à l'aide internationale.			
21 : échec d'une réconciliation nationale ; multiplication des factions rivales.			
	Mars		
	Rébellion des Kurdes en Irak et répression du régime.		
		Février	
		1 : nouvelle équipe de 4 médecins MSF à Mogadiscio	
		24 février au 3 mars : mission exploratoire de MSF H dans le nord de la Somalie (frontière Ethiopie)	
		25 : MSF à l'hôpital Medina + approvisionnement des structures de santé.	
		Mars	
		MSF H ouvre un bureau à Berbera et une mission à l'hôpital d'Hargueisa	
		Mi-mars : le Kenya refuse le décollage d'avions privés vers Mogadiscio = problèmes d'approvisionnement pour MSF.	
			10 : CP MSF : « MSF en Somalie: les blessés affluent sur l'hôpital de Mogadiscio »
			12 : CP MSF : « L'équipe de MSF reste à Mogadiscio »
			14 : CP MSF B : « L'équipe de MSF mitraillée lors du passage de la ligne de front »
			CP MSF B : « MSF travaille de part et d'autre du front »
			CP MSF : « Le point sur l'intervention d'urgence de MSF à Mogadiscio »
			15 : CP MSF : « Rectificatif : pas de blessés dans l'équipe de MSF à Mogadiscio »
			16 : CP MSF : « L'équipe de MSF quitte Mogadiscio »
			23 : CP MSF : « MSF travaille de nouveau à Mogadiscio »
			27 : CP MSF : « L'équipe de MSF est débordée par l'afflux de blessés »
			28 : Reuters, BBC, NYT : « Selon MSF, Siad Barré a fui son palais »
			Février
			10 : - CP MSF : « MSF réaffirme sa neutralité et demande le respect du travail humanitaire. »
			- MSFF : lancement du magazine « Urgences extrêmes » pour les donateurs
			20 : Reuters : « Selon MSF, des signes de malnutrition commencent à apparaître en Somalie ».
			Mars
			06 : - CP MSF : « MSF intervient dans le nord somalien »
			- Reuters : « Selon des médecins, une ville du nord de la Somalie serait complètement détruite par la guerre civile ».

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1991

Avril

Les **Kurdes** fuient l'armée irakienne vers la Turquie et l'Iran.

5 : vote **résolution 688 de l'ONU**, exigeant que l'Irak mette fin à la répression contre sa population.

6 : début de l'opération **« Provide Comfort »** (Etats-Unis et alliés de Guerre du Golfe) portant secours aux Kurdes.

Mai

18 :

- autoproclamation de l'indépendance du **Somaliland**.
- réunion des factions somaliennes à Djibouti : confirmation d'**Ali Mahdi** président de Somalie par intérim – désaccord d'**Aïdid** et du **Somaliland**.

Fin mai

Prise de pouvoir des **Tigréens** en **Ethiopie**
Retour massif des réfugiés Ethiopiens dans leur pays + réfugiés somaliens et soudanais.

Avril

Intervention massive de MSF au **Kurdistan**

Mogadiscio : MSF paye des gardes armés pour protéger l'hôpital

20-21 : **1^{ère}** mission exploratoire **MSF F** à Kisimayo

29 - 02/05 : **2^{ème}** mission exploratoire **MSF F** à Kisimayo.

Mai

27 : **Reuters**: « Selon les médecins, les camps de réfugiés en Ethiopie sont au bord de la catastrophe » ; citation MSF.

Juin

MSF B et **MSF H** quittent la mission conjointe « MSF Europe » de Mogadiscio.

MSF H ouvre un programme autour du déminage avec Rimfire à Hargeisa.

Juillet

MSF F lance un programme de chirurgie réparatrice à Mogadiscio.

Juillet

« Oser soigner » Kathleen Hunt, **The New York Times Magazine** : reportage sur MSF à Mogadiscio.

Juillet

6 factions somaliennes signent un cessez-le-feu et s'allient pour chasser **Siad Barré**.

Août :

Reprise des combats **Barré/CSU**

- Reprise des opérations de secours de l'**ONU** à Mogadiscio

Septembre

8 au 10 :

- combats entre les troupes de **Mahdi et d'Aïdid**
- **Aïdid** demande la démission de Mahdi.

17 : un avion de la **Croix-Rouge** est abattu au dessus de Berbera

27 : l'**ONU** suspend ses opérations de secours à Mogadiscio.

Septembre

- François Jean (**MSF F**) : « MSF est trop proche des Habr Guedir. »

- Evacuation de l'équipe MSF de Mogadiscio pendant les combats

- **30** : **MSF B** à **MSF F** : pas d'ouverture de mission en Somalie (Kisimayo) faute de ressources humaines.

	Crise somalienne	International	Opérations MSF	Prises de parole publiques et playdoyer MSF
1991	<p>Octobre 2: formation d'un nouveau gouvernement</p> <p>11: Ali Mahdi appelle la communauté internationale à fournir de l'aide alimentaire en urgence à la Somalie</p> <p>23: le gouvernement somalien accuse Siad Barré d'actes de génocide.</p>	<p>Octobre 15 : la FAO annonce que 4,5 millions de Somaliens risquent de mourir de faim.</p>		
	<p>Novembre 17: reprise des combats intenses entre factions du CSU à Mogadiscio.</p>	<p>Novembre 7 : SCF : « L'arrivée de réfugiés en Ogaden risque d'entraîner une crise alimentaire ».</p>	<p>Novembre - 2000 blessés hospitalisés en 15 jours à Mogadiscio - MSF & CICR sont les seules organisations de secours à Mogadiscio.</p>	<p>Novembre 20 : le coordinateur de MSF F à l'AFP : « en 3 jours 400 blessés ont été admis à l'hôpital Médina. »</p> <p>26 : - CP du bureau régional MSF pour l'Afrique de l'Est : - 1500 blessés hospitalisés à Mogadiscio. - demande d'un cessez-le-feu</p>
	<p>Décembre Guerre totale à Mogadiscio mise à sac par Aïdid. Port bloqué par bombardements</p> <p>13 : Hashi Egal (USPF) appelle à une intervention armée étrangère.</p> <p>15 : 2 CICR tués à Mogadiscio pendant une distribution d'aide.</p> <p>20 : reprise des vols humanitaires vers Mogadiscio.</p>	<p>Décembre 15 : Andrew Natsios (OFDA) : - annonce que les Etats-Unis vont doubler leur aide à la Somalie. - critique l'incapacité de l'ONU à porter secours aux Somaliens Le Département d'Etat étasunien appelle à l'arrêt de ce « carnage absurde ».</p> <p>23 : le CICR appelle l'ONU « à agir de toute urgence »</p> <p>27 : Javier Perez de Cuellar (Secrétaire général de l'ONU) annonce l'envoi d'une petite équipe à Mogadiscio pour renforcer les secours.</p>	<p>Décembre - Mission exploratoire de MSF B à Kisimayo - Mission exploratoire de MSF H dans le nord - Difficultés d'approvisionnement de MSF car le bateau du CICR est bloqué par les bombardements du port. - MSF F envisage de faire une évaluation de la situation nutritionnelle à Merka - Rencontres des responsables de MSF F avec les chefs des parties somaliennes au conflit.</p>	<p>Décembre 13 : AFP : « Pénurie de sang pour les blessés somaliens, selon les médecins », citation du coordinateur régional de MSF F.</p>
1992	<p>Janvier Combats à Buraou (nord)</p> <p>5 : une médecin UNICEF est tuée par des bandits dans le nord</p> <p>14 : un employé du CICR est abattu à Kisimayo</p>	<p>Janvier 6 : James Jonah, l'envoyé spécial de l'ONU, se dit pessimiste quant à la possibilité d'un cessez-le-feu.</p> <p>Mi-janvier : alerte du CICR sur la situation nutritionnelle dans les camps hors de Mogadiscio – lancement des cuisines populaires.</p>	<p>Janvier 5 : un obus tombe sur l'hôpital de Benadir</p> <p>6 : retrait de 5 expatriés MSF de Somalie</p> <p>15 : l'équipe de MSF H évacue Buraou avec 300 blessés.</p>	<p>Janvier 6 : CP MSF F : « Pour des raisons de sécurité, Médecins Sans Frontières retire une partie de son équipe de Mogadiscio »</p> <p>15 : CP MSF F & H : « Médecins Sans Frontières évacue Buraou pour des raisons de sécurité »</p>

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1992

23 : Boutros-Ghali, le **secrétaire général de l'ONU**, impose un embargo sur les armes vers la Somalie.

31 : le **secrétaire général de l'ONU** et l'**UNICEF** appellent à l'aide humanitaire d'urgence pour la Corne d'Afrique.

16 : **CICR** : « Des centaines de milliers de Somaliens victimes de la famine »

17 : **CP MSF F & H** : « Médecins Sans Frontières accroît son assistance dans le Nord de la Somalie »

29 : **CP MSF F** : « Médecins Sans Frontières témoigne sur la situation en Somalie »

30 : **Conférence de presse de Marc Gastellu (MSF F) et Jacques De Milliano (MSF H)** à New York : « MSF, urgence humanitaire en Somalie »

Février

14 : cessez-le-feu sous l'égide de l'**ONU** à Mogadiscio.

Février

MSF F ouvre un programme dans le camp de réfugiés de Liboï (Kenya)

22 février au 3 mars : mission exploratoire du responsable de programme de **MSF B** à Merka et Kisimayo

Mars

11 : le comité de direction de **MSF F** demande à Serge Manoncourt d'Epicentre de faire une évaluation de la situation hors de Mogadiscio

Fin mars : **MSF B** commence une assistance médico-chirurgicale et nutritionnelle à Kisimayo

Février

Message MSF F sur radios en Somalie : l'hôpital doit être considéré comme une zone neutre.

Mars

10 mars : lettre-info aux donateurs de **MSF F** sur la Somalie.

Avril

24 :
- **résolution 751 du Conseil de sécurité de l'ONU** : envoi de 50 observateurs de l'ONU pour surveiller l'acheminement et la distribution d'aide humanitaire massive.
- **Mohamed Sahnoun** nommé représentant spécial de l'ONU en Somalie.

Avril :

1^{er} et 2 : le coordinateur de la mission MSF à Mogadiscio réalise une mission préparatoire à une évaluation nutritionnelle dans la région de Merka.

18 au 28 avril : **MSFF/Epicentre** réalise une évaluation rapide de la situation nutritionnelle et sanitaire sur 100 000 déplacés et résidents de Merka-Qorioley. Parmi les déplacés, 90% des enfants de moins de cinq ans sont malnutris, dont 75% sévèrement.

Avril

Proposition de positionner un chargé de communication MSF pour la Corne de l'Afrique à Nairobi refusée par les chefs de mission.

21 : **MSF F** au journal de **TF1** : images de l'équipe d'évaluation à Merka et de l'appel du coordinateur.

Crise somalienne	International	Opérations MSF	Prises de parole publiques et playdoyer MSF
1992			
<p>Mai</p> <ul style="list-style-type: none"> - Siad Barré fuit au Kenya après avoir échoué à reprendre Mogadiscio. - Reprise de l'approvisionnement à Mogadiscio - Déploiement des observateurs de l'ONU à Mogadiscio <p>15 : Kisimayo tombe aux mains du CSU.</p>	<p>Fin mai</p> <p>SCF lance une alerte à la famine.</p>	<p>Mai</p> <p>Evacuation des expatriés de MSF H de Hargueisa et de Burao : gestion à distance jusqu'en novembre.</p> <p>15 : évacuation de l'équipe de MSF B de Kisimayo</p> <p>Fin mai : MSF F ouvre un programme nutritionnel à Merka.</p>	<p>Mai</p> <p>21 : Conférence de presse MSF F :</p> <ul style="list-style-type: none"> - résultats de l'enquête épidémio Merka/Qorioley - alerte à la famine - appel à une distribution massive de nourriture <p>23 : Rapport moral du président de MSF F : « les activités de sensibilisation sont aussi importantes que les activités opérationnelles. »</p>
	<p>Juin</p> <p>Fin des opérations MSF au Kurdistan.</p>	<p>Juin</p> <p>Retour de l'équipe de MSF B à Kisimayo</p> <p>Mi juin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mission exploratoire de MSF F à Baïdoa : « pire que Merka » - Décision des directeurs des opérations de MSF d'ouvrir un poste de chargé de communication pour la Corne de l'Afrique basé à Nairobi. 	<p>Juin</p> <p>18 : Reuters : « Une organisation humanitaire médicale dénonce : 'Les Africains meurent de l'indifférence' » ;</p> <p>26 : débat au CA de MSF F sur la pertinence de se lancer dans la distribution générale d'aide alimentaire.</p>
<p>Juillet</p> <p>5 : 4 observateurs de l'ONU sur 47 à Mogadiscio</p> <p>20 : Omar Arteh Ghalib, le premier ministre somalien par intérim, appelle au renforcement de l'aide et des troupes des Nations unies.</p> <p>26 : 4 factions somaliennes déclarent que l'escorte des convois humanitaires n'est pas nécessaire et plaident pour la formation d'une police nationale.</p>	<p>Juillet</p> <p>9 : nouvel appel du CICR pour sauver les Somaliens de la famine.</p> <p>10 : l'ONU retarde l'envoi d'observateurs en Somalie en raison de l'opposition d'Aïdid.</p> <p>15 : appel de l'ONU à la générosité des bailleurs de fonds pour la Corne de l'Afrique</p> <p>20 : accord de l'UNSC pour le déploiement de 51 observateurs du cessez-le-feu et 500 soldats en armes</p>	<p>Juillet</p> <p>6 : l'équipe MSF B est attaquée et prise en otage quelques heures dans camp d'Hagadera (Kenya)</p> <p>26 : MSF B obtient la protection de la police et réintègre les camps du Kenya</p> <p>Fin juillet : mission exploratoire de MSF F à Baïdoa/Bardera/Dinsor/Audindle</p>	<p>Juillet</p> <p>12 : le nouveau responsable de programme de MSF F déclare à l'AFP : « Plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de milliers de personnes mourront dans les prochaines semaines ».</p> <p>Mi-juillet : MSF F organise un petit déjeuner d'information sur la Somalie avec les ambassadeurs à Paris</p> <p>20 : CP MSF B sur les camps du Kenya : « MSF cesse provisoirement toute activité et appelle à accroître la protection des travailleurs humanitaires et des réfugiés ».</p> <p>22 : Rony Brauman, président de MSF F, recommande au Congrès des Etats-Unis de déployer une opération d'aide alimentaire à large échelle.</p>
	<p>22 : la sénatrice étasunienne Nancy Kassebaum, de retour de Somalie, appelle au déploiement immédiat de troupes de l'ONU</p>	<p>24 : le Secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, accuse le Conseil de sécurité de l'ONU de délaissé la « guerre des pauvres » de</p>	

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1992

Somalie au profit de la « guerre des riches » d'ex-Yougoslavie.

27 : la résolution 775 du Conseil de sécurité de l'ONU autorise le renforcement de l'opération de l'ONU pour la Somalie :

- envoi d'une mission technique pour étudier les modalités d'une force de maintien de la paix et la protection des missions humanitaires
- organisation d'urgence d'un pont aérien pour acheminer l'aide alimentaire

30 : Andrew Natsios, de **USAID**, plaide pour une distribution massive d'aide sécurisée par les troupes onusiennes.

Août

15 : début du pont aérien du Programme alimentaire mondial (**PAM**) sur Baïdoa. Déferlement des médias sur Mogadiscio et Baïdoa.

Août

9 : Mohamed Sahnoun, **représentant de l'ONU en Somalie**, au quotidien français **Le Monde** : « il est possible d'éviter le recours à la force. »

12 : accord entre **M. Sahnoun** et les représentants des factions pour l'envoi de 500 militaires pakistanais à Mogadiscio.

M. Sahnoun appelle à la mise en place d'un pont aérien pour l'aide internationale

Mi-août : le **PAM** déclare que sans une aide massive, 1,8 millions de personnes sont menacées de mourir de faim.

17 : appel du **CICR** pour plus d'aide alimentaire

Fin août : l'**Union européenne** débloque 6 millions d'Ecus pour une aide humanitaire d'urgence à la Somalie.

Septembre

14 : arrivée des premiers casques bleus à Mogadiscio

Septembre

1 : SCF à AFP/Reuter : « Le bilan de l'ONU est un terrible échec. »

Septembre

1 : le chargé de communication régional MSF pour la Corne de l'Afrique est en poste à Nairobi.

Août

4 : CP MSF international : « La population de la côte somalienne est décimée par la famine. »

11 : Lettre de MSF et autres ONG à Boutros-Ghali : inquiétude concernant la Somalie

20 : CP MSF International : « Découverte d'une zone de la mort dans l'ouest de la Somalie »

30 : « De l'impact des clans sur le travail des secouristes », **The Sunday Times**, Geoff Prescott, coordinateur MSF H au Somaliland

Septembre

9 : Conférence de presse de Rony Brauman (MSFF) et Jacques de Milliano (MSFH) à Nairobi :
- les troupes de l'ONU

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole
publiques et playdoyer
MSF

1992

15 : le **PAM** commence à parachuter des vivres dans des régions isolées.

9 : le **Conseil de sécurité de l'ONU** accepte la demande de son Secrétaire général d'augmenter l'effectif des casques bleus en Somalie

24 : **Audrey Hepburn**, ambassadrice de **l'UNICEF**, de retour des camps de réfugiés somaliens au Kenya: «La Somalie peut encore être sauvée».

Mi-septembre :

- ouverture d'un programme médical d'urgence de **MSF H** à Baïdoa avec **MSF F, Care International, Concern, UNICEF et le CICR**.

- représentation de MSF à Mogadiscio assurée par **MSF F**.

- ouverture des programmes de **MSF F** à Hoddur et Wajit
- problèmes du coordinateur de **MSF F** avec le clan Aïdid

18 : 5 employés **MSF F** et 2 journalistes retenus otages 1 heure à l'hôpital Médina

Fin septembre : le coordinateur de **MSF F** s'oppose à l'ouverture d'un programme de **MSF B** à Bardera.

risquent de renforcer l'insécurité ;

- l'aide alimentaire peut être distribuée sans militaires à condition qu'il y en ait assez pour éviter les tensions.

10 au 13 : Patrick Poivre d'Arvor, journaliste-vedette français, à Mogadiscio (voyage payé par MSF)

10 :

- **CP MSF F + interviews :** « Priorité doit être donnée à la poursuite et à la décentralisation de l'aide alimentaire »

- **CP MSF B (non diffusé) :** « MSF B se prononce en faveur du déploiement des casques bleus en Somalie »

11 :

- **note interne** de Réginald Moreels, président de **MSF B**, sur l'opposition publique de **MSF F et H** à l'envoi de casques bleus

- **Wilfried Maertens** (ex-Premier ministre belge) envoyé de **MSF B** en Somalie, plaide pour le déploiement de forces de l'ONU.

15 : Rony Brauman, **président de MSF F**, déclare à **La Croix** qu'il faut différer l'envoi des casques bleus en Somalie pour éviter d'attiser les tensions.

17 : **CP MSF F**

« Médecins Sans Frontières au secours des enfants de Hoddur ».

23 : **MSF F** lance une campagne d'appel aux dons pour la Somalie.

Octobre

8 au 11 : suspension des opérations de secours vers 4 villes somaliennes en raison de l'insécurité.

23 :

- suspension du pont aérien vers Bardera

Octobre

10 : **l'ONU** demande le soutien des pays donateurs au « programme d'action des 100 jours » de 82,7 millions de dollars pour aider les Somaliens.

Octobre

1 : ouverture du programme nut/med **MSF CH** à Kandsardhere (sous coordination MSF F)

Octobre

3 : Rony Brauman, **président MSF F**, au **Monde**: « L'aide est possible au prix de risques réels et de pertes matérielles que l'on peut estimer à 20 % de la nourriture, volée par des clans ou des bandes armées »

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et plaidoyer MSF

1992

- les casques bleus pakistanais sont empêchés par **Aïdid** de se déployer dans le port et l'aéroport de Mogadiscio.
- **Aïdid** réclame la constitution d'une force de police avec l'aide des forces internationales.

Novembre

12 : attaque d'un convoi alimentaire près de Baïdoa

16 : **Ali Mahdi** (président par intérim) menace de bombarder le port de Mogadiscio

20 : un **groupe d'ONG** refuse la protection de gardes de l'**ONU** et reste sous protection des gardes du clan **Aïdid**.

24 : un obus atteint un navire du **PAM** à Mogadiscio

28 : **Aïdid** déclare accepter l'envoi de 30 000 casques bleus pour protéger la distribution d'aide alimentaire.

20 : **France** : opération sac de riz dans les écoles

27 : **Mohamed Sahnoun**, représentant de l'**ONU** en Somalie, est contraint de démissionner.

Novembre

Début novembre : aux Etats-Unis un **mouvement pro-intervention** en Somalie se développe et plaide auprès de **Bill Clinton**, le nouveau président.

26 : visite et cri d'alarme de **Sophia Loren**, « ambassadrice » du **HCR** en Somalie.

27 : des sources de l'**ONU** reprises par **CNN** annoncent le probable déploiement d'une force multinationale, essentiellement étasunienne et sous commandement étasunien.

14 : évacuation d'une partie de l'équipe de **MSF H** de Baïdoa à cause de rumeurs d'une attaque de la ville

21 : cambriolage dans la salle radio de **MSF H** à Baïdoa.

Fin octobre : grève du personnel de l'hôpital Médina qui refuse l'accès aux expatriés de MSF.

Novembre

Début novembre : **MSF F** décide de cesser ses activités à l'hôpital Médina.

07 : évacuation partielle **MSF H** de Baïdoa en protestation après un tir raté sur un de ses membres.

10 : **MSF F** décide que le coordinateur de la mission Somalie, menacé de mort, doit quitter le pays.

28 : deux infirmières de **MSF H** à Baïdoa mises en joue

Fin novembre : Retour des expatriés de **MSF H** sur les missions d'Hargueisa et de Burao.

5 : **CP MSF CH** : « MSF Suisse intervient en Somalie auprès de 30 000 personnes ».

28 : **CP MSF F** : « La démission de M. Sahnoun risque de compromettre les efforts entrepris en faveur de la Somalie ».

Novembre

Début novembre : **MSF F** relance le plaidoyer auprès des principaux acteurs et décide de souligner publiquement la lenteur et les erreurs de l'**ONU**.

10 : **The Chicago Tribune**, Liz Sly : « Résignés, de nombreux Somaliens refusent l'aide et attendent la mort » citation MSF Hoddur

12 : **Le Monde** « Somalie : vols américains au dessus d'un pays affamé » par les coordinateurs de **MSFF** en Somalie.

27 :

- **Libération** : « Faut-il mettre du militaire dans l'humanitaire ? » : Rony Brauman, **président de MSF France**, se prononce contre les interventions militaires menées au nom de l'humanitaire – repris par **NYT**.

27 : **document interne** de Jacques de Milliano, président de **MSF H** : « MSF ne doit pas prendre de position sur la pertinence d'une intervention militaire. »

30 : projet de **lettre** de **MSF F** au **Conseil de sécurité de l'ONU** demandant une solution politique (annulée le 1^{er} décembre)

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1992

Décembre

4 :

- **Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire français**, se fait filmer déchargeant des sacs de riz collectés auprès des écoliers français.
- arrivée massive de journalistes à Mogadiscio : flambee des prix.
- évacuation des expatriés des ONG en prévision de pillages avant l'arrivée de la force internationale.
- départ des groupes armés de Mogadiscio vers Baïdoa : pillages et violences.

8 : Deux avions étasuniens survolent Baïdoa, accentuant les tensions.

9 :

- débarquement des **troupes étasuniennes** à Mogadiscio
- nuit de pillage à **Kisimayo**

11 : signature d'un accord entre **Ali Mahdi** et **Aïdid**

17 : arrivée des **troupes internationales étasuniennes et françaises** à **Baïdoa**.

18 : atterrissage puis redécollage de 200 militaires **étasuniens** à **Kisimayo**.

20 :

- arrivée de **troupes belgo-étasuniennes** à **Kisimayo**
- réouverture de l'approvisionnement alimentaire.

25 : arrivée des **troupes françaises** à **Hoddur**

30 décembre au 1^{er} janvier : visite du président étasunien **Georges Bush** en Somalie : séance photo avec **Ali Mahdi** et **Aïdid**.

31 :

- arrivée de **troupes étasuniennes** à **Merka**
- départ des groupes armés somaliens de Mogadiscio.

Décembre

3 :

- **Meles Zenawi (président d'Ethiopie)** : « Il ne faut pas blesser la fierté du peuple somalien ».
- **résolution 794 du Conseil de sécurité de l'ONU**, votée à l'unanimité: Opération « **Rendre l'espoir** » : intervention par la force en Somalie avec mandat coercitif (chap. VII). Sous commandement étasunien jusqu'en mai 1993.

6 : **Smith Hempstone, ambassadeur des Etats-Unis au Kenya** : « Si vous avez aimé Beyrouth, vous adorez Mogadiscio ».

9 : **B. Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU**, annonce un plan d'action en 5 étapes pour « sortir la Somalie du chaos. »

Décembre

5 : évacuation de l'équipe de **MSF CH/F** de Kansardehre et fermeture temporaire de la mission

6 : 3 véhicules de **MSF** et du **Secours Catholique** volés au Kenya et emmenés en Somalie. Le Kenya ferme sa frontière.

5 au 16 : évacuation partielle de l'équipe **MSF H** de Baïdoa en prévision de troubles à l'arrivée de l'**UNITAF**.

9 au 20 : évacuation partielle de l'équipe de **MSF B** de Kisimayo

15 décembre au 14 janvier : enquête nutritionnelle de **MSF F** à Hoddur.

Décembre

4 :

- **vote du CA de MSF F** contre un positionnement public sur l'intervention des troupes étasuniennes en Somalie
- Pierre Harzé, **directeur de la communication MSF B**, dans **L'Indépendance/Le Peuple** : « cette intervention est devenue une nécessité »

7 : **CP MSF H** : « Pillages à Baïdoa - la lenteur des préparatifs de l'intervention en Somalie accroît les risques. »

10 : **AFP** : « le président de MSF dénonce la danse grotesque de Kouchner sur les sacs de riz ».

11 :

- **lettre de MSF B** au ministre des Affaires étrangères, aux ambassadeurs belges à l'ONU et à Nairobi : quelles sont les intentions opérationnelles de « Rendre l'espoir » ?
- dans des interviews le chef de mission de MSF B exprime son inquiétude concernant la confusion d'image entre MSF B et le contingent belge.
- **CP MSF H** : « Malgré les combats, MSF continue à prodiguer des secours à Baïdoa »

16 : **MSF H Baïdoa aux médias** : « Le président des Etats-Unis ne tient pas sa parole. »

28 : **Libération : tribune de Dominique Martin, responsable de programme MSF F** : « Le jour où les soldats quitteront la Somalie »

29 : Reginald Moreels, **président de MSF B**, déclare au **New York Times** que Jess lui avait affirmé que les violences ne dureraient qu'une soirée.

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1993

Janvier

2 : assassinat du représentant de l'**UNICEF** par ses propres gardes, à Kisimayo.

14 : assassinat de **Kurt Lustenberger**, délégué du **CICR** à Bardera

15 : accord de **cessez-le-feu** et de désarmement et conférence nationale de réconciliation

22-24 : attaques contre des paras belges par le général **Morgan** à Kisimayo.

Février

5 : l'**ONU** lance une vaste opération de distribution de vivres à Mogadiscio pour faire baisser les prix. Premiers jets de pierre par la foule somalienne sur des soldats étasuniens

22 : Kisimayo tombe aux mains du général **Morgan** : des centaines de morts et de blessés.

23 : meurtre de **Valérie Place**, volontaire irlandaise de **Concern**, sur la route Mogadiscio-Baïdoa.

22-28 : Kisimayo : violents affrontements entre les clans de **Morgan** et de **Jess**.

Mars

15-28 : accord des **factions somaliennes** pour la mise en place d'un « conseil national de transition » et le désarmement général.

26:

- A Mogadiscio, après avoir

Janvier

4 : selon plusieurs sources l'opération « Rendre l'espoir » prendra fin le 20 janvier et sera remplacée par une opération onusienne, l'**ONUSOM II**.

22 : les **Etats-Unis** demandent officiellement au Conseil de sécurité la reprise de « Rendre l'espoir » par l'**ONU**.

Mars

16 : **Le secrétaire d'Etat à la Coopération belge** en visite à Kisimayo déclare à la presse que le recours aux gardes armés est dangereux et complique le positionnement des troupes.

Janvier

1^{er} : l'équipe de **MSF B** découvre les cadavres des massacres de décembre près d'une plage de Mogadiscio.

6 : ouverture du programme de **MSF B** à Bardera

23 :

- réouverture mission **MSF CH/F** Kansardhere après évaluation
- Attaque véhicules MSF par population à Kisimayo

24 :

- Kisimayo : l'équipe **MSF B** évacue
- Baïdoa : attaque du véhicule de **MSF H** + gardes blessés

26 : retour de l'équipe **MSF B** à Kisimayo.

29 : retrait de l'équipe **MSF B** de Bardera.

Février

22 : une centaine de personnes se réfugient dans la base de **MSF B** à Kisimayo, protégées par les forces belges puis étasuniennes.

27-28 : attaque de l'équipe **MSF H** à Baïdoa par ses propres gardes. Le chef de mission est menacé de mort.

Mars

L'équipe de **MSF B** à Kisimayo est témoin des abus commis par les parachutistes belges
1^{er} : réunion sur la sécurité des responsables de programmes MSF :
- **MSF B** déclare ne plus avoir besoin de gardes armés

Janvier

3 : **CP MSF B** : « La mort du représentant de l'**UNICEF** à Kisimayo aurait pu être évitée »

3 : **Le Soir (Belgique)**, tribune de Reginald Moreels président de MSF B : « Humanitaire et militaire »

6 : **Le Soir (Belgique)** : Wilfried Maertens, ancien PM belge, « émissaire spécial » de **MSF B** en Somalie : « il faut désarmer les bandes para-militaires et instaurer un dialogue avec les chefs de factions somaliens. »

22 : **CP MSF Belgique** : « Violentes manifestations à Kisimayo. Médecins Sans Frontières contraint à évacuer partiellement ses équipes ».

Février

4 : **MSF** publie une **étude épidémiologique** réalisée à Hoddur : le taux de mortalité est 7 fois supérieur à la normale chez les déplacés. Appel MSF au soutien du public pour des programmes dans la Corne de l'Afrique.

22 : **CP MSF B** : « Somalie : violents combats cette nuit à Kisimayo. »

24 : le coordinateur régional de **MSF F** à Nairobi demande la tenue d'une conférence de presse pour dénoncer les dégâts humains causés par « Rendre l'espoir ».

Mars

2 : **CP MSF H** : « MSF craint une détérioration de la sécurité à Baïdoa »

5 : **CA MSFF** : débat sur le maintien ou le retrait des équipes de Somalie

Crise somalienne**International****Opérations MSF****Prises de parole publiques et playdoyer MSF****1993**

essuyé des jets de pierres, des soldats étasuniens tirent dans la foule, blessant des enfants

- à Kisimayo, lorsque les troupes de Jess tentent de reprendre la ville, l'UNITAF effectue une démonstration aéronavale de force dans la baie.

26 : le **Conseil de sécurité de l'ONU** lance l'**ONUSOM II** qui remplace l'UNITAF avec 28 000 soldats pouvant recourir à la force et 2 800 civils.

- **MSF F & H** aimeraient s'en passer mais ne peuvent pas encore s'y résoudre.

2 : réunion des coordinateurs de mission MSF: il y a toujours une urgence humanitaire en Somalie

MSF doit revoir son approche opérationnelle, notamment sa dépendance vis-à-vis des gardes armés ou de la force internationale.

3 : évacuation préventive de l'équipe **MSF F** de Kansardhere (sécurité) l'équipe de **MSF H** à Baïdoa est sous la protection des forces australiennes.

8 au 12 mars : visite en Somalie du directeur général et du responsable de programme de MSF F et décision d'un désengagement sur 2 mois avec passation des programmes.

17-18 mars : **MSF B** demande à **MSF F** de ne pas justifier son retrait par le fait que l'urgence serait terminée en Somalie.

26 : Une patrouille australienne tue un garde de **MSF H** à Baïdoa.

Avril

19 : L'UNITAF est remplacée officiellement par l'**ONUSOM II**.

Avril

8 : **MSF F** décide de fermer Kansardhere

26 : fermeture du programme de **MSF H** à Baïdoa.

Mai

4 : fermeture des derniers programmes de **MSF F** en Somalie: un coordinateur reste sur place pour fermer Hoddur, faire un bilan, gérer les relations avec l'**ONUSOM** et explorer de nouvelles zones.

13 : **MSF** à la réunion de **coordination de l'assistance humanitaire** en Somalie : « le plan ONUSOM II a peu de chances d'être mis en œuvre sans solution au problème de l'insécurité. »

15 : le **coordinateur de MSF B à Reuters** : « C'est bien pire aujourd'hui. Kisimayo n'a jamais été aussi violent... Notre programme ici a régressé de six à huit semaines »

16 : **CP MSF H** : « Protégée par des militaires des Nations unies en Somalie, l'équipe de Médecins Sans Frontières à Baïdoa est de nouveau au grand complet »

17 : **Conférence de presse MSF B** : « MSF B choqué et indigné par les propos tenus par les ministres Delcroix et Derycke après leur bref passage en Somalie. »

Avril

« **Messages** » (**MSFF**): « MSF et l'ONU : entre nous c'est ambigu » Rony Brauman, président de MSF F

23 : les médias néerlandais annoncent le retrait probable de **MSFH** de Baïdoa.

Mai

3 : **CP MSF H** : « Les conditions de sécurité ne sont plus acceptables à Baïdoa - Médecins Sans Frontières suspend son programme d'aide. »

Début mai : **Peter Casaer (ex- coordinateur MSF B)** rédige un rapport sur le comportement des casques bleus belges à Kisimayo et le remet au roi

Mai

10 : **Aïdid** accuse l'**ONU** de « violation » de son mandat et de « sabotage » de l'accord signé fin mars.

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1993

Juin

5 : affrontements à Mogadiscio entre l'**ONUSOM** et des bandes armées. 23 casques bleus pakistanais tués

11 : attaques nocturnes des forces aériennes de l'**ONUSOM** sur les quartiers pro-**Aïdid** afin de détruire la radio et des entrepôts d'armes.

13 : 15 morts dont femmes et enfants dans la répression d'une manifestation par l'**ONUSOM**

17 :
- l'**ONUSOM II** lance une intervention aérienne et terrestre pour détruire le quartier général d'**Aïdid**.
- bombardement de l'**hôpital Digfer** par les forces onusiennes.

Juillet

12 : bombardement par l'**ONUSOM II** d'une des maisons d'**Aïdid** abritant une réunion d'« anciens » destinée à trouver une solution politique.

Juin

6 : **résolution 837 du Conseil de sécurité de l'ONU** condamnant les attaques préméditées contre les casques bleus et demandant des arrestations

9 : **AICF** annonce la suspension de toutes ses opérations en Somalie (insécurité).

13 : les **autorités étasuniennes** expriment leur regret pour les civils blessés dans l'attaque mais défendent les actions des forces onusiennes.
Les **Démocrates du Congrès** se demandent si les règles d'engagement n'ont pas été violées et prédisent le renouvellement de ce genre d'incidents.

Nuit du 16 au 17 : l'**émissaire de l'ONU** en Somalie donne l'ordre d'arrêter le général **Aïdid** qu'il qualifie de « menace pour la sécurité des Somaliens et de la communauté internationale »

18 : **Bill Clinton, président des Etats-Unis** : « L'opération en Somalie est 'terminée' et est 'un succès' ».

Juillet

Début juillet : **Africa Rights** accuse le contingent militaire belge d'actes violents et racistes contre des civils somaliens.

Les médias et la communauté internationale multiplient les critiques vis-à-vis

Juin

fermeture du programme de **MSF F** à Hoddur.

11 : une équipe chirurgicale **MSF F** arrive à Mogadiscio

13 : l'équipe **MSFF** prend en charge des blessés de l'attaque **ONUSOM**

17 : la maison **AICF** hébergeant **MSF** et des journalistes est bombardée : un mort et plusieurs blessés. **MSF** proteste auprès du QG de l'**ONUSOM** qui répond que dans une opération de la paix, on peut utiliser la force sans limites.

Juillet

Mi juillet : **Peter Casaer** l'ex-coordonateur **MSF B** remet le rapport sur les paras belges au ministère de la défense belge.

15 mai : **rapport moral du président de MSF F** : « épidémie de militarisation de l'aide humanitaire ».

26-27 : **MSF F** à la réunion de bilan des opérations militaro-humanitaires en Somalie à l'**OFDA** : « l'intervention militaire est arrivée trop tard et l'amalgame militaro-humanitaire a mis en danger les secouristes. »

Juin

11 : **MSF F et MSFE** : « Déclaration des ONG internationales opérationnelles en Somalie au représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies ».

13 : **AFP** : « l'incident meurtrier des casques bleus pakistanais : un épisode "monstrueux" selon Rony Brauman, président de **MSF F** ».

14 : **CP MSF B/F/H/E** : « Déclaration de **MSF** contre les meurtres de civils à Mogadiscio »

15 : **CP MSF F** : « Une équipe chirurgicale de **MSF** est présente depuis le 11 juin à Mogadiscio »

17 : **CP MSF** : « **MSF** dénonce vigoureusement l'attaque de la maison d'**AICF** ».

Juillet

Début juillet : **Peter Casaer**, ex-coordonateur **MSF B**, confirme aux médias que son équipe a assisté à des dérapages de la part des parachutistes belges à Kisimayo, et refuse de participer à une commission d'enquête sous

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole
publiques et playdoyer
MSF

1993

de la stratégie des forces onusiennes et encouragent à la reprise d'un dialogue avec Aïdid.

l'égide du ministère de la défense.

20 : MSF F introduit un **recours pour violation du droit humanitaire** en Somalie auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, du Haut commandement militaire et des commandants des contingents nationaux de l'ONU en Somalie.

27 : CP MSF F/USA : « MSF introduit un recours auprès des Nations unies »

Fin juillet : campagne de presse et lobbying **MSF F** dénonçant la dérive du mandat de l'ONUSOM

Août

30 : nouvelle opération hélicoptérée de l'**ONUSOM II** dans le secteur hôpital Digfer.

Août

5 : The Washington Post : « un rapport de l'ONU critique les tactiques militaires des soldats de la paix en Somalie. »

13 : 26 ONG critiquent l'orientation prise par l'ONUSOM II

22 : les **Etats-Unis** décident d'envoyer une unité de rangers en Somalie et déclarent que le général **Aïdid** doit être « éliminé de l'équation somalienne. »

25 : le **secrétaire général de l'ONU** diffuse une enquête prouvant que l'attaque du 5 juin contre les casques bleus pakistanais a été réalisée par les forces d'**Aïdid** qui est désormais recherché pour être traduit en justice.

30 : AICF dénonce l'utilisation de ses locaux par l'ONUSOM pour capturer des Somaliens.

Septembre

Une **commission d'enquête** composée d'officiers et du directeur de l'administration civile de la Défense nationale est mise en place pour examiner les accusations

Septembre

15 : MSF F introduit un recours auprès du tribunal administratif de l'ONU.

Août

24 : Actueel (VRT, Radio Belge) : des parachutistes belges se vantent des exactions commises en Somalie.

Septembre

Publication aux **éditions Arléa** de « Somalie : Le crime humanitaire » par Rony Brauman, **président de MSF France**

Crise somalienne

International

Opérations MSF

Prises de parole publiques et playdoyer MSF

1993

portées contre les parachutistes belges.

26 : Le représentant de MSF F en Somalie à l'AFP : « MSF F n'a plus rien à faire en Somalie et va plier bagages ».

27 : AFP :

- « MSF quitte définitivement la Somalie en critiquant le rôle de l'ONUSOM »
- « Une organisation de secours belge reste en Somalie »

28 : Reuters news : « L'organisation française Médecins Sans Frontières quitte la Somalie »

Octobre

3 : l'ONUSOM II soutenue par des commandos étasuniens lance une vaste opération contre les forces d'Aïdid : 500 à 1000 Somaliens et dix-neuf soldats étasuniens sont tués, un pilote capturé.

4 : Aïdid demande à Bill Clinton « d'arrêter le massacre des Somaliens ».

6 : Deux cadavres de soldats américains exposés et un pilote humilié devant la presse.

Octobre

7 : le président des Etats-Unis Bill Clinton annonce l'envoi de 1700 soldats supplémentaires en Somalie.

Le département d'Etat demande aux ressortissants étasuniens de quitter immédiatement la Somalie.

8 : le président des Etats-Unis Bill Clinton déclare que la solution au problème somalien est politique et non militaire.

Octobre

5 : les responsables de MSF F se demandent s'il faut de nouveau intervenir en Somalie

7 au 20 : mission exploratoire de MSF F au sud de Mogadiscio

20 : le comité de direction de MSF F se demande s'il est pertinent de retourner à Mogadiscio pour traiter les 20% de blessés non pris en charge par les médecins somaliens et le CICR.

Octobre

3 : AFP : « Un responsable humanitaire descend en flammes les Etats-Unis et l'ONU »; citation de Rony Brauman, président de MSFF

6 : Journal télévisé d'Antenne 2 : Rony Brauman, président de MSF F, annonce que MSF se retire de Somalie car l'urgence est terminée mais envoie une équipe pour faire face aux urgences chirurgicales à Mogadiscio.

7 : AFP : « MSF craint une nouvelle flambée de violences à Mogadiscio »

13 : Rony Brauman, président de MSF F à La Croix : « L'essentiel des patients soignés par MSF ont été blessés par les forces de l'ONU ».

21 : Envoyé Spécial (Antenne 2) : l'ex-coordonateur et représentant de MSF en Somalie se demande si les appels à l'aide pour lutter contre la famine n'ont pas au final participé à ajouter au malheur des Somaliens.

Novembre

18 : Conférence de presse MSF « Populations en danger » :

- Rony Brauman, président

Crise somalienne

International

Opérations MSF

**Prises de parole
publiques et playdoyer
MSF**

1993

de MSF F, à Reuters : « Les troupes de l'ONU sont une menace pour l'aide humanitaire. »

- Alain Destexhe, **secrétaire général MSF International** : « les résultats des opérations de l'ONU en Somalie comme en Bosnie sont négatifs sur les plans humanitaire et politique. »

Décembre

La **commission d'enquête de la défense belge** admet des abus inacceptables mais isolés commis par les parachutistes en Somalie

1994

Mars

Retrait du dernier soldat étasunien de Somalie.

1995

Fin du mandat de l'ONUSOM II et départ des troupes.